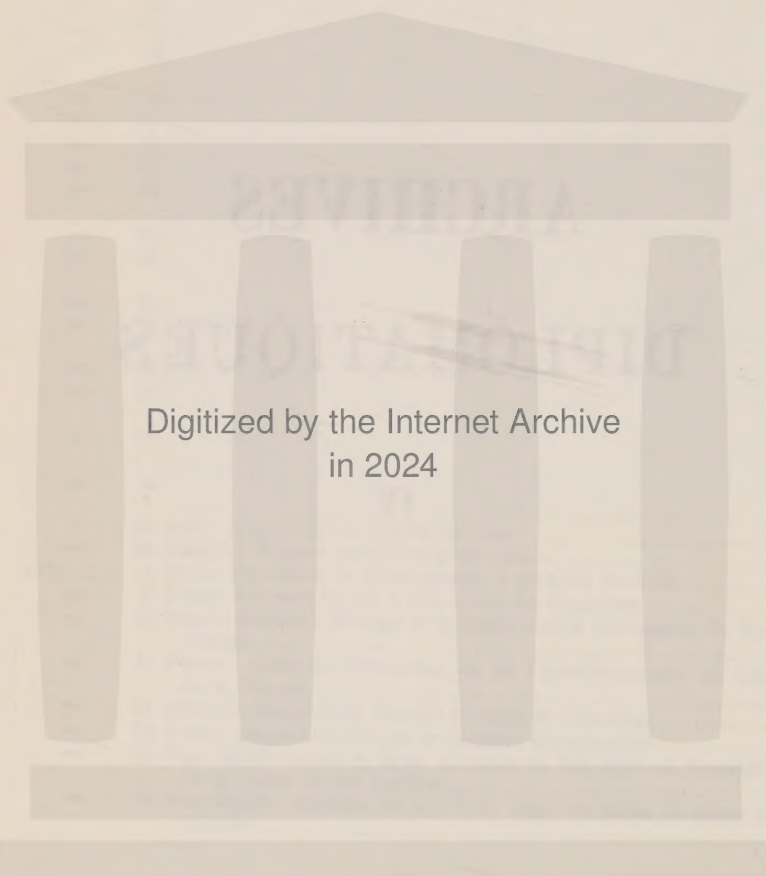


ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

IV



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1866

RECUEIL DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME QUATRIÈME

6^e ANNÉE

OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE

1866

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1866

I

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

ITALIE. — PAYS-BAS.

Traité de commerce signé à Turin le 24 novembre 1863.

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. le Roi d'Italie, également animés du désir d'affermir et d'étendre autant que possible les relations d'amitié, de commerce et de navigation, existant si heureusement entre Leurs États respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Pays-Bas, le sieur Mauritz *Heldewier*, Son Ministre-résident près de S. M. le Roi d'Italie, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais et de la Couronne de Chêne de Luxembourg, etc., etc., et

S. M. le Roi d'Italie, le sieur Giovanni *Manna*, grand officier de Son ordre des Saints Maurice et Lazare, Sénateur du Royaume, Ministre-secrétaire d'État pour l'agriculture, l'industrie et le commerce,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les sujets respectifs des Hautes Parties contractantes seront parfaitement assimilés aux nationaux pour tout ce qui regarde l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, le paiement des impôts, l'exercice des cultes, le droit d'acquérir et de disposer de toute propriété mobilière et immobilière par achat, vente, donation, échange, testament et succession ab intestat.

Ils seront parfaitement assimilés aux sujets de la nation étrangère la plus favorisée, en ce qui regarde leur position personnelle sous tous les autres rapports.

Art. 2. Les produits du sol et de l'industrie du Royaume des Pays-Bas et de ses colonies, de quelque part qu'ils viennent, et toute marchandise sans distinction d'origine venant du Royaume des Pays-Bas ou de ses colonies, seront admis en Italie sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée en Italie.

Réciproquement les produits du sol et de l'industrie du Royaume d'Italie, de quelque part qu'ils viennent, et toutes les marchandises sans distinction d'origine, venant du Royaume d'Italie, seront admis dans les Pays-Bas et ses colonies sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée dans les Pays-Bas ou ses colonies.

Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent également le traitement de la nation étrangère la plus favorisée, pour tout ce qui concerne le transit et l'exportation.

Art. 3. Le traitement réservé au pavillon national, pour tout ce qui concerne les navires ou leur cargaison, sera réciproquement garanti en tous points et en toute circonstance aux navires des deux Hautes Parties contractantes, soit dans le Royaume des Pays-Bas et ses colonies, soit dans le Royaume d'Italie.

Art. 4. Il est entendu que par suite de la législation exceptionnelle, qui régit les colonies Néerlandaises, les avantages stipulés dans l'art. 1^{er}, dans les deux derniers alinéas de l'art. 2 et dans l'art. 3, ne sont applicables dans ces colonies aux sujets, aux produits, aux marchandises ou au pavillon du Royaume d'Italie, que pour autant que ces avantages sont ou seront accordés par la suite dans les colonies

Néerlandaises à quelque nation étrangère autre qu'Asiatique de l'Archipel Oriental.

Art. 5. Les consuls et autres agents consulaires Néerlandais dans le Royaume d'Italie jouiront de tous les privilèges, exemptions ou immunités, dont jouissent les consuls et autres agents de même qualité de la nation la plus favorisée. Il en sera de même dans les Pays-Bas pour les consuls et autres agents consulaires du Royaume d'Italie.

Art. 6. Les consuls et autres agents consulaires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots, qui auraient déserté d'un bâtiment de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les individus, qu'ils réclament, faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée il leur sera donné tout aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays à la réquisition et aux frais des consuls et autres agents consulaires, jusqu'à ce que ces consuls ou agents consulaires aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu, que les marins sujets de l'autre partie seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul ou de l'agent consulaire, qu'après que le tribunal, qui a droit d'en connaître, aura rendu son jugement et que celui-ci aura eu son effet.

Art. 7. Le présent traité restera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour, où l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Ce traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Turin, dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Turin, en double expédition, le 24 novembre 1863.

(L. S.) Signé : M. HELDEWIER.

(L. S.) Signé : MANNA.

BADE — PAYS-BAS.

Traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs conclu à Francfort, le 8 novembre 1864.

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. A. R. le Grand-Duc de Bade, ayant jugé utile de régler par une nouvelle Convention l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont muni à cet effet de Leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. le Roi des Pays-Bas :

le sieur Frédéric-Henri-Guillaume jhr. de *Scherff*, chevalier grand-croix de Ses ordres du Lion Néerlandais et de la Couronne de Chêne de Luxembourg, chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de 1^{re} classe de Prusse, grand-croix des ordres du Danebrog de Danemark, de Guillaume de Hesse Électorale, de Louis de Hesse Grand-ducale et d'Adolphe de Nassau, ainsi que chevalier de l'ordre du Faucon Blanc de Saxe-Weimar-Eisenach, Son conseiller d'État honoraire, Son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Diète Germanique, ainsi que près les Cours Royale de Bavière, Grand-ducale de Bade, Électorale de Hesse, Grand-ducale de Hesse, Ducale de Nassau et près la ville libre de Francfort.

S. A. R. le Grand-Duc de Bade :

le sieur François baron de *Roggenbach*, grand-croix de l'ordre Russe de l'Aigle Blanc, de l'ordre Italien des Saints Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de 2^e classe de Prusse, etc., président de Son Ministère de la Maison Grand-ducale et des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué lesdits pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement de Bade s'engagent à se livrer réciproquement dans les cas et d'après les formes déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés, mis en état d'accusation ou prévenus à raison d'un des crimes ou délits, mentionnés à l'art. 2, en vertu d'un arrêt, d'un jugement ou d'un mandat d'arrêt, émanant des tri-

bunaux de celui des deux pays, contre les lois duquel les faits auront été commis. Sont compris, quant à l'application de cette Convention, sous la dénomination de nationaux, les étrangers, qui, selon les lois du pays auquel l'extradition est demandée, sont assimilés aux nationaux, ainsi que les étrangers, qui se sont établis dans le pays, et qui sont ou ont été mariés à une femme du pays, dont ils ont un enfant ou des enfants nés dans le pays.

Les individus condamnés ou poursuivis, qui ne sont sujets ni de l'un ni de l'autre des deux États, ne seront livrés au Gouvernement, qui aura réclamé leur extradition, que lorsque l'État, auquel ils appartiennent et qui sera informé des demandes en extradition par le Gouvernement auquel celles-ci auront été adressées, ne s'opposera pas à leur extradition.

Art. 2. L'extradition n'aura lieu que dans le cas de condamnation, accusation ou poursuite du chef d'un des crimes ou délits suivants, commis hors du territoire de la partie à laquelle l'extradition est demandée :

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol ;

2° Incendie ;

3° Faux en écriture, y compris la contrefaçon de billets de banque, de papier-monnaie et d'effets publics ;

4° Fabrication de fausse monnaie, altération de monnaie, émission, avec connaissance, de fausse monnaie ;

5° Faux témoignage ;

6° Vol accompagné de circonstances aggravantes, escroquerie, concussion, corruption de fonctionnaires publics, soustraction ou détournement commis par des dépositaires ou comptables publics ;

7° Banqueroute frauduleuse.

Art. 3. L'extradition n'aura pas lieu :

1° Lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit pour lequel l'individu réclamé aura été ou sera encore poursuivi dans le pays où il s'est réfugié ;

2° Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 4. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit, commis contre les lois du pays, auquel l'extradition est demandée, son extradition sera différée jusqu'à ce qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

S'il est détenu pour dettes, en vertu d'une condamnation antérieure à la demande d'extradition, celle-ci sera également différée jusqu'à sa mise en liberté.

Art. 5. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente Convention.

Il est expressément stipulé que l'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Art. 6. L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique du jugement ou de l'arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou du mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande, et indiquant le crime ou le délit dont il s'agit et la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 7. Les deux Gouvernements contractants pourront, même dès avant la production du mandat d'arrêt, demander l'arrestation immédiate et provisoire de l'étranger dont l'extradition est réclamée.

Cette arrestation provisoire, qui du reste est tout à fait facultative, se fera dans les formes et d'après les règles prescrites par la législation du pays où elle a eu lieu.

L'étranger sera mis en liberté si, dans les quinze jours à partir de celui de son arrestation, il ne reçoit notification du mandat d'arrêt.

Art. 8. Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise, livrés au moment où s'effectuera l'extradition.

Art. 9. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite en observant les lois du pays, où les témoins seront invités à comparaître.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. 10. Si dans une cause pénale la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays, où l'audition devra avoir lieu.

Art. 11. Lorsque dans une cause pénale la confrontation de criminels détenus dans l'autre État, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents, qui se trouveraient entre les mains des

autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite pour autant qu'il n'y ait pas de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 12. Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation par rapport à la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires et du transport et du renvoi des criminels à confronter et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Les frais d'entretien et de transport des prévenus, accusés ou condamnés par le territoire des États intermédiaires sont à la charge de l'État réclamant.

Art. 13. Par les stipulations ci-dessus, il est adhéré réciproquement aux lois des deux pays qui ont ou auront pour objet de régler la marche de l'extradition.

Art. 14. La présente Convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution, la Convention d'extradition conclue entre les Gouvernements contractants à la Haye le 8 mai 1847, cessera d'être en vigueur et sera remplacée par la présente Convention¹, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après la déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi la présente convention a été signée et scellée.

Francfort sur/M, le 8 novembre 1864.

(L. S.) *Signé* : DE SCHERFF.

(L. S.) *Signé* : ROGGENBACH.

1. *Lagemans*. Recueil des Traités des Pays-Bas, tome III. p. 213.

HANOVRE. — PAYS-BAS.

Traité pour la construction d'un chemin de fer devant relier les frontières des deux pays, signé à Utrecht, le 16 novembre 1864.

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. le Roi de Hanovre, animés du désir de procurer au commerce et aux relations entre Leurs États les avantages, qui peuvent résulter de la construction d'un chemin de fer, pour relier le chemin de l'État Néerlandais de Harlingen à la frontière Hanovrienne avec le chemin de fer de l'État de Hanovre, conduisant d'Emden à Lingen, etc., ont nommé des Plénipotentiaires pour conclure une convention à cet effet, savoir :

S. M. le Roi des Pays-Bas, le sieur *mr. Isaac Antonie Van Royen*, Son commissaire dans la province de Groningue, et le sieur *jhr. Guillaume Jean Gérard Clerck*, conseiller ;

S. M. le Roi de Hanovre, le sieur *dr. George Hartmann*, Son directeur-général des chemins de fer et des télégraphes ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants, à la réserve des ratifications respectives :

Art. 1^{er}. Les deux Gouvernements déclarent être mutuellement disposés à faire établir (art. 2), chacun sur son territoire, un chemin de fer, afin de relier directement le chemin de fer de l'État Néerlandais à la station Nieuwe Schans, par Bunde et Weener, avec la voie ferrée de l'État de Hanovre à la station de Ihrhove.

Le point de jonction à la frontière sera établi entre les bornes n° 196 et n° 197 par des commissaires, nommés de part et d'autre. Les mêmes commissaires détermineront le raccordement au point de jonction.

Art. 2. Le Gouvernement Néerlandais déclare que le chemin de fer de Harlingen par Leeuwarden, Groningue et Winschoten jusqu'à la frontière Hanovrienne près de Nieuwe Schans, sera construit aux frais de l'État, en vertu de la loi du 18 Août 1860, et qu'il pourra probablement être achevé et mis en exploitation dans le courant de l'année 1867.

Le Gouvernement de Hanovre s'engage à donner la concession pour la construction et l'exploitation de la partie du chemin de fer en question sur son territoire, à savoir du point de jonction sur la frontière (art. 1) jusqu'à la station de Ihrhove, à la compagnie, qui se présentera à cet effet et sous les conditions prescrites par le décret Royal du 29 Mars 1856, relativement à la construction des voies ferrées par des

particuliers. Cette concession contiendra l'obligation d'achever ce chemin, y compris un pont sur l'Eems, et de le mettre en exploitation dans le plus court délai possible, afin que, si faire se peut, la construction soit terminée assez tôt, pour que le chemin puisse être mis en exploitation lors de l'achèvement de la ligne ferrée de Harlingen jusqu'à la frontière Hanovrienne, et simultanément avec cette ligne.

Art. 3. Chacun des deux Gouvernements approuvera et déterminera les projets pour la construction du chemin de fer sur son territoire.

Ils auront soin néanmoins que la construction ait lieu de manière à ce que les locomotives et les wagons des deux pays puissent circuler sans aucune difficulté sur toute la longueur du chemin et jusque dans les stations de Nieuwe Schans et de Ihrhove. La largeur de la voie, mesurée entre les rails, sera de quatre pieds huit pouces et demi anglais.

Art. 4. Les deux Gouvernements aviseront aux moyens d'obtenir que le tracé entre les stations frontières, situé en partie sur le territoire Hanovrien et en partie sur le territoire Néerlandais, soit exploité par une seule compagnie ou administration.

Ils permettront que les compagnies ou administrations, chargées de l'exploitation des lignes sur les deux territoires, s'entendent à ce sujet. En cas de pareil accord, qui reste soumis à l'approbation des Hautes Parties contractantes, les deux Gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement par rapport à cette exploitation, par voie de correspondance.

Art. 5. Toute administration, à laquelle sera confiée l'exploitation commune de parties Hanovriennes et de parties Néerlandaises de ce chemin de fer, sera tenue de désigner, tant dans les Pays-Bas qu'en Hanovre, un agent spécial et un domicile d'élection, où devront être adressés à cette administration les ordres, les communications et les réquisitions, que les Gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à lui faire parvenir.

Art. 6. Les deux Gouvernements auront soin de faire rédiger les règlements de police pour le chemin de fer de Nieuwe Schans à Ihrhove autant que possible d'après les mêmes principes, et de faire organiser l'exploitation autant que faire se pourra d'une manière uniforme.

Art. 7. Les deux Gouvernements aviseront de commun accord, afin d'obtenir, autant que possible, une correspondance directe dans les différentes directions, tant à la station de Nieuwe Schans, qu'à celle de Ihrhove, avec les départs et les arrivées des convois les plus directs des deux pays.

Ils se réservent de déterminer le minimum de trains convenables pour voyageurs, et sont tombés d'accord, que ce minimum ne pourra,

en aucun cas, être de moins de deux convois par jour dans chaque direction.

De la stipulation du premier alinéa de cet article seront exceptés les convois que les deux Gouvernements jugeront nécessaires, chacun sur son territoire.

Art. 8. Les Hautes Parties contractantes emploieront leurs soins, pour que sur ce chemin de fer pour tout transport, dépassant la frontière, il soit adopté un tarif aussi modique et aussi uniforme que possible.

Quand pareil accord ne pourrait pas avoir lieu, il sera adopté, pour la partie entre les stations frontières de ce chemin de fer, celui des tarifs en vigueur pour les parties attenantes sur les deux territoires, qui se trouvera être le plus modique.

Sur tout ce chemin de fer il ne pourra être fait de différence entre les sujets des deux États, quant au mode et aux prix du transport et au temps de l'expédition.

Les voyageurs et les marchandises, passant de l'un des deux États dans l'autre, ne pourront être traités moins favorablement que ceux qui sortent des États respectifs ou y circulent à l'intérieur, tant en ce qui regarde les prix de transports que le temps de l'expédition.

Art. 9. Les deux Gouvernements conviennent réciproquement, que les formalités à remplir pour la révision des passe-ports et pour la police, concernant les voyageurs, seront réglées de la manière la plus favorable, admise dans les deux États.

Art. 10. Pour favoriser autant que possible l'exploitation de ce chemin de fer, les deux Gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs effets et aux marchandises, transportés sur ce chemin, toutes les facilités concernant toutes les formalités d'expédition en douane, compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux États, y compris spécialement celles qui sont déjà ou qui seront accordées par la suite, par rapport aux formalités de l'expédition en douane, à tout autre chemin de fer, traversant la frontière de l'un des deux États.

Les marchandises et effets, transportés de l'un des deux pays dans l'autre et destinés pour d'autres stations que celles à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destination, sans être soumis à la visite de la douane aux bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu se trouve établi un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et aux règlements généraux, et que, d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire à un autre point dans des cas exceptionnels.

Les deux Gouvernements régleront de commun accord les mesures douanières nécessaires pour l'exécution des dispositions qui précèdent.

Art. 11. Pour ce qui concerne le service des postes sur ce chemin de fer, il devra s'effectuer dans les parties territoriales respectives des deux États contractants, conformément aux prescriptions qui existent ou qui, jusqu'à ce que la concession soit accordée, pourront encore être données, tant dans le Royaume de Hanovre que dans celui des Pays-Bas relativement aux obligations qui incombent aux entrepreneurs de voies ferrées dans l'intérêt de l'administration des postes.

Pour le service postal entre les deux stations frontalières les entrepreneurs seront tenus :

1° De transporter gratuitement, en tant que l'un ou l'autre des deux Gouvernements l'exigera, par chaque convoi pour voyageurs, les voitures de poste des deux Gouvernements, avec leur matériel de service, les malles de la poste, tous les objets envoyés par la poste et les employés chargés du service ;

2° De transporter gratuitement, sur la demande de l'un ou de l'autre Gouvernement, les malles de la poste, tous les envois de poste, ainsi que le matériel et le personnel de service, dans un compartiment bien fermé d'une voiture de ce chemin de fer destinée au transport de personnes. Ce compartiment devra être arrangé à cet effet, d'après les prescriptions du Gouvernement qui requiert le transport ;

3° D'accorder aux employés de l'administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste, et de leur laisser la faculté de prendre et de remettre les lettres et les paquets ;

4° De mettre sur leur demande à la disposition des administrations postales des deux États, à raison d'un loyer à convenir, un local dans les stations, convenable pour le service de la poste ;

5° D'établir, autant que les circonstances le permettront, la conformité entre l'exploitation du chemin de fer et les besoins de l'administration postale.

Art. 12. Les deux Gouvernements consentent à ce qu'il soit établi un télégraphe électro-magnétique pour le service de ce chemin de fer.

Un télégraphe électro-magnétique pour le service international et public pourra également être établi le long de ce chemin de fer par les soins des deux Gouvernements, chacun sur son territoire.

Art. 13. Les deux Gouvernements sont d'accord qu'après l'échange de la concession, qui est ou qui sera donnée pour l'exploitation d'une partie du chemin de fer entre Nieuwe Schans et Ihrhove, l'exploitation sera continuée sans interruption.

Dans ce cas les deux Gouvernements s'entendront pour obtenir que l'exploitation du chemin de fer entre les stations frontalières se fasse encore par une seule administration, comme il a été convenu dans l'article 4.

Art. 14. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en

seront échangées à la Haye dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Utrecht, le 16 novembre 1864.

(L. S.) *Signé* : I.-A. VAN ROYEN.

(L. S.) *Signé* : G.-J.-G. CLERCK.

(L. S.) *Signé* : G. HARTMANN.

ÉTATS ROMAINS. — FRANCE.

**Convention additionnelle de poste conclue à Rome,
le 11 juillet 1865.**

S. M. Napoléon III, Empereur des Français, et S. S. Pie IX, désirant améliorer le service des correspondances entre les États-Pontificaux et la France, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur Napoléon III, le comte Eugène de *Sartiges*, son ambassadeur près le Saint-Siège ;

S. S. Pie IX, S. Ém. le cardinal Jacques *Antonelli*, son Secrétaire d'État ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les redevances ou droits applicables au transit ou transport entre la frontière de France et la frontière des États-Pontificaux, des lettres, des échantillons de marchandises et des imprimés de toute nature que se transmettront réciproquement les administrations des postes des deux États, seront supportés par l'office expéditeur.

Art. 2. Le prix du port des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, qui seront échangées entre les habitants de la France et de l'Algérie d'une part, et les habitants des États-Pontificaux d'autre part, sera réglé conformément au tarif ci-après :

DÉSIGNATION DES LETTRES	PRIX DE PORT à payer par l'envoyeur de chaque lettre affranchie ou par le destinataire de chaque lettre non affranchie et par chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes	SOMME A PAYER pour chaque lettre et par chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.			
		par l'administration des postes de France à l'administration des postes pontificales.		par l'administration des postes pontificales à l'administration des postes de France.	
		Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France,	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais des États- Pontificaux.	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais des États- Pontificaux.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Lettres affranchies	de la France et de l'Algérie pour les États-Pontificaux.....	60 centimes.	0 11	0 31	» »
	des États-Pontificaux pour la France et l'Algérie.....	12 bajoques.	» »	» »	0 49
Lettres non affranchies	de la France et de l'Algérie pour les États-Pontificaux.....	18 bajoques.	» »	» »	0 73
	des États-Pontificaux pour la France et l'Algérie.....	90 centimes.	0 17	0 47	» »

Dans le cas où le prix du transit sus-mentionné au premier article viendrait à être modifié de manière à influencer sur les taxes fixées par le présent article, les deux gouvernements prendraient, d'un commun accord, les mesures nécessaires pour faire profiter le public du bénéfice de ces réductions.

Art. 3. Toute lettre chargée expédiée de la France ou de l'Algérie pour les États-Pontificaux supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, un droit fixe de cinquante centimes, et réciproquement, toute lettre chargée expédiée des États-Pontificaux pour la France et l'Algérie supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, un droit fixe de dix bajoques.

Art. 4. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes pontificales, en sus du prix résultant de l'article 2 précédent, un droit fixe de quatorze centimes pour toute lettre chargée que ladite administration des postes de France livrera à l'administration des postes pontificales; réciproquement, l'administration des postes pontificales payera à l'administration des postes de France, en sus du prix résultant de l'article 2 précédent, un droit fixe de trente-six centimes pour toute lettre chargée, à destination de la France

et de l'Algérie, que ladite administration des postes pontificales livrera à l'administration des postes de France.

Art. 5. Le prix du port des journaux et autres imprimés qui seront échangés entre les habitants de la France et de l'Algérie d'une part, et les habitants des États-Pontificaux d'autre part, sera réglé conformément au tarif ci-après :

NATURE origine et destination des objets affranchis.	TAXE A PAYER par l'envoyeur pour l'affran- chissement de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	SOMME A PAYER. pour chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes. ou fraction de 40 grammes.			
		par l'administration des postes de France à l'administration des postes pontificales.		par l'adminlstration des postes pontificales à l'administration des postes de France.	
		Objets transmis par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	Objets transmis par la voie de terre ou de mer aux frais des États- Pontificaux.	Objets transmis par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	Objets transmis par la voie de terre ou de mer aux frais des États- Pontificaux.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Journaux et autres imprimés	de la France et de l'Algérie pour les États-Pontificaux ...	10 centimes.	0 02	0 06	» »
	des États - Pontificaux pour la France et l'Al- gérie.....	2 bajoques.	» »	» »	0 08
					0 04

Dans le cas où le prix du transit sus-mentionné au premier article viendrait à être modifié de manière à influencer sur les taxes fixées par le présent article, les deux Gouvernements prendraient, d'un commun accord, les mesures nécessaires pour faire profiter le public du bénéfice de ces réductions.

Art. 6. Les échantillons sans valeur vénale que les habitants de la France et de l'Algérie échangeront par la voie de mer avec les habitants des États-Pontificaux, jouiront, en cas d'affranchissement, du bénéfice de la modération de taxe stipulée par l'article précédent au profit des imprimés, lorsqu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les échantillons de marchandises qui ne rempliront pas ces conditions, ou dont le port sera laissé à la charge des destinataires, seront considérés et taxés comme lettres.

Art. 7. L'administration des postes de France et l'administration

des postes Pontificales détermineront, d'un commun accord, les conditions auxquelles seront soumises les correspondances insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste.

Art. 8. Les lettres et les imprimés expédiés à découvert, par la voie de la France ou des paquebots français de la Méditerranée, soit des États-Pontificaux pour les pays mentionnés aux tableaux A et B annexés à la présente Convention additionnelle, soit de ces mêmes pays pour les États-Pontificaux, seront échangés entre l'administration des postes pontificales et l'administration des postes de France aux conditions énoncées dans lesdits tableaux.

Il est convenu toutefois que les conditions d'échange fixées par les tableaux susmentionnés pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes Pontificales.

Art. 9. Le prix fixé par les articles 29 et 30 de la Convention du 1^{er} avril 1853, pour le transit des lettres que chacun des deux États peut expédier ou recevoir en dépêches closes par l'intermédiaire de l'autre État, sera réduit à cinq centimes pour chaque kilogramme et pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire intermédiaire et le point par lequel elles en sortiront.

Art. 10. Celle des deux administrations qui, conformément aux articles 3 et 4 de la Convention du 1^{er} avril 1853, prendra à sa charge les frais résultant du transport par mer des dépêches adressées d'un pays dans l'autre au moyen d'un bâtiment du commerce, payera au capitaine de ce bâtiment dix centimes pour chaque lettre ou paquet et un franc pour chaque kilogramme d'échantillons de marchandises ou d'imprimés contenus dans ces dépêches.

Art. 11. La présente Convention, qui sera considérée comme additionnelle à la Convention du 1^{er} avril 1853 ¹, sera ratifiée; les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra, et elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux parties contractantes conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, en double original, le onze du mois de juillet 1865.

(L. S.) Signé : SARTIGES.

(L. S.) Signé : J. ANTONELLI.

1. Voir *De Clercq. Recueil des Traités de la France*, tome VI, p. 332.

A. Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangées, entre l'administration des postes et la France sert d'intermédiaire pour

ORIGINE ou destination des lettres.	Condition de l'affran- chissement.	Limite de l'affranchissement.	Lettres A DESTINATION des pays désignés dans la 1 ^{re} colonne du tableau			
			Total des taxes à payer par les habitants des États- Pontificaux pour chaque lettre affranchie et par chaque 7 1/2 gram. ou fraction de 7 1/2 gram.	Droits et taxes à payer par l'office de France à l'office pontifical pour les lettres non affranchies originales des États-Pontificaux, par 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.		
				fr.	c.	fr. c.
Belgique, grand-duché de Luxembourg, États d'Allemagne, Suisse, île de Malte..	Facultatif...	Destination.....	13	0	11	0 23
Espagne, Portugal, Gibraltar.....	Obligatoire...	Frontière de sortie de France.....	13	"	"	" "
Villes de la Turquie et de l'Égypte où la France entretient des établissements de poste.....	Facultatif...	Destination.....	16	0	15	" "
Pays-Bas.....	Idem.....	Idem.....	15	0	11	0 23
Grande-Bretagne.....	Idem.....	Idem.....	13	0	11	0 23
Martinique, Guadeloupe, Guyane française, îles Saint-Pierre et Miquelon, Sénégal, Gorée, Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon, Mahe, établissements français en Cochinchine, Nouvelle-Calédonie, île des Pins, îles Loyalty, îles Marquises, îles Basses, îles de la Société, Shang-hai, possessions anglaises d'Asie et d'Amérique, île Mau- rice, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Australie occidentale, Queensland, Nou- velle-Zélande.....	Idem.....	Idem.....	21	0	11	0 23
États-Unis de l'Amérique du Nord.....	Facultatif...	Destination.....	25	0	11	0 23
Danemark, Suède, Norvège, Russie, Pologne	Idem.....	Idem.....	29	0	11	0 23
Australie méridionale, Tasmanie (voie de Suez).....	Obligatoire...	Ports du Grand Océan austral par les pa- quebots britanni- ques.....	21	"	"	" "
Pays d'outre-mer sans distinction de parages.	Idem.....	Port de débarque- ment.....	21	"	"	" "
	Idem.....	Idem.....	21	"	"	" "
	Idem.....	Ports des mers de l'Inde et de Chine desservis par les paquebots français ou anglais..	21	"	"	" "
	Idem.....	San-Francisco.....	25	"	"	" "
Îles Sandwich.....	Idem.....	Port de débarque- ment.....	21	"	"	" "
Cuba et Mexique. { Voie des paquebots fran- çais ou des paquebots britanniques.....	Idem.....	Idem.....	29	"	"	" "
Côtes occidentales de la Nouvelle-Grenade, République de l'Équateur, Pérou, Bolivie, Chili (voie de Panama).....	Idem.....	Idem.....	29	"	"	" "
	Idem.....	Ports de l'Océan Paci- fique desservis par les paquebots brit- anniques.....	29	"	"	" "

de France et l'administration des postes pontificales, les lettres expédiées des pays étrangers auxquels les États-Pontificaux et vice versa.

LETTRES ORIGINAIRES
des pays désignés dans la 1^{re} colonne du tableau.

Droits et taxes à payer par l'office pontifical à l'office de France pour les lettres affranchies originares des États-Pontificaux, par 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.		Condition de l'affran- chissement.	Limite de l'affranchissement.	Total des taxes à payer par les habitants des États- Pontificaux pour chaque lettre non affranchie et par chaque 7 1/2 gram. ou fraction de 7 1/2 gram.	Droits et taxes à payer par l'office pontifical à l'office de France pour les lettres non affranchies à destination des États-Pontificaux, par 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.		Droits et taxes à payer par l'office de France à l'office pontifical pour les lettres affranchies à destination des États-Pontificaux, par 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	
Lettres transmises par la voie de mer aux frais de la France.	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais des États- Pontificaux.				Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais des États- Pontificaux.	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais des États- Pontificaux.
fr. c.	fr. c.			bajoques.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 54	0 42	Facultatif...	Destination	13	0 54	0 42	0 11	0 23
0 54	0 42	Obligatoire..	Frontière d'entrée en France.....	13	0 54	0 42	» »	» »
0 70	» »	Facultatif...	Destination	20	0 85	» »	0 10	» »
0 64	0 52	Idem.	Idem.	15	0 64	0 52	0 11	0 23
0 54	0 42	Idem.	Idem.	13	0 54	0 42	0 11	0 23
0 94	0 82	Idem.	Idem.	21	0 94	0 82	0 11	0 23
1 14	1 02	Facultatif...	Destination.....	25	1 14	1 02	0 11	0 23
1 34	1 22	Idem.	Idem.	29	1 34	1 22	0 11	0 23
0 94	0 82	Obligatoire..	Alexandrie.....	21	0 94	0 82	» »	» »
0 94	0 82	Idem.	Port d'embarque- ment.....	21	0 94	0 82	» »	» »
0 94	0 82	Idem.	Idem.	21	0 94	0 82	» »	» »
0 94	0 82	Idem.	Idem.	21	0 94	0 82	» »	» »
1 14	1 02	Idem.	San Francisco.....	25	1 14	1 02	» »	» »
0 94	0 82	Idem.	Port d'embarque- ment.....	21	0 94	0 82	» »	» »
1 34	1 22	Idem.	Idem.	29	1 34	1 22	» »	» »
1 34	1 22	Idem.	Ports de l'Océan Pa- cifique desservis par les paquebots britanniques....	29	1 34	1 22	» »	» »

B. *Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangés, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes pontificales, les journaux et autres imprimés expédiés des pays étrangers auxquels la France sert d'intermédiaire pour les États-Pontificaux, et vice versa.*

DESIGNATION DES PAYS ÉTRANGERS auxquels	TOTAL des taxes à payer par les habitants des États- Pontificaux pour chaque paquet de journaux ou autres imprimés et par chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	IMPRIMÉS A DESTINATION des pays désignés dans la première colonne du tableau.		IMPRIMÉS ORIGINAIRES des pays désignés dans la première colonne du tableau.	
		Limite de l'affranchissement obligatoire.	Limite de l'affranchissement obligatoire.	Droits ou taxes à payer par l'office pontificale à l'office de France pour chaque paquet de journaux ou d'autres imprimés et pour chaque poids de 40 grammes ou fractions de 40 grammes.	Droits ou taxes à payer par l'office pontificale à l'office de France pour chaque paquet de journaux ou d'autres imprimés et pour chaque poids de 40 grammes ou fractions de 40 grammes.
LA FRANCE SERT D'INTERMÉDIAIRE.	bajouques.	Destination	Destination	fr. c.	fr. c.
		Destination	Destination	fr. c.	fr. c.
Villes de la Turquie et de l'Égypte où la France entre- tient des bureaux de poste.	2 ¹	0 08	»	0 02	»
Ile de Malte.	3	0 13	0 10	»	0 13
Espagne, Portugal, Gibraltair.	2	0 08	0 05	»	0 08
États-Unis, Brésil.	4	0 18	0 15	»	0 18
Indes-Orientales, archipel indien et Chine.	4	0 18	0 15	»	0 18
Colonies et pays étrangers (Voie des paquebois-poste d'outre-mer sans distinc- tion de parages.)	6	0 18	0 15	»	0 18
Voie de Panama.	2	0 28	0 25	»	0 28
États d'Europe non désignés dans le précédent tableau.		»	»	»	0 08

1. Cette taxe n'est applicable qu'aux imprimés expédiés des États-Pontificaux pour les villes de la Turquie et de l'Égypte où la France entretient des bureaux de poste ; quant aux imprimés originaire desdites villes et affranchis jusqu'à destination, ils doivent être remis aux destinataires sans surtaxe.

Déclaration signée à Rome, le 3 avril 1866, pour faire suite à la Convention additionnelle de poste conclue, le 11 juillet 1865, entre la France et les États-Pontificaux,

Le Gouvernement du Saint-Siège ayant fait connaître au Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français que l'administration des postes pontificales est en mesure d'assurer la transmission, entre la frontière des États-Pontificaux et la frontière de France, des dépêches closes échangées par la voie de terre entre l'administration des postes pontificales et l'administration des postes de France, moyennant les prix de quatre francs cinquante centimes par kilogramme de lettres, poids net, et de quinze centimes par kilogramme d'échantillons de marchandises et d'imprimés, aussi poids net, compris dans lesdites dépêches closes, et qu'il y a lieu, en conséquence, de modifier les taxes fixées par les articles 2 et 5 de la Convention additionnelle à la Convention de poste du 1^{er} avril 1853, signée à Rome, le 11 juillet 1865, conformément auxdits articles; les deux Gouvernements sont convenus des dispositions suivantes :

1° L'administration des postes pontificales acquittera la totalité des frais résultant du transport, entre la frontière des États-Pontificaux et la frontière de France, des correspondances de toute nature qui seront échangées entre les deux Pays par la voie de terre, à charge par l'administration des postes de France de rembourser à l'administration des postes pontificales ceux de ces frais qui seront applicables aux correspondances comprises dans les dépêches expédiées de France pour les États-Pontificaux;

2° Le prix du port des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, qui seront échangées entre les habitants de la France et de l'Algérie d'une part, et les habitants des États-Pontificaux d'autre part, sera réglé conformément au tarif ci-après :

DÉSIGNATION DES LETTRES.	PRIX DE PORT à payer par l'envoyeur de chaque lettre affranchie ou par le destinataire de chaque lettre non affranchie et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	SOMME À PAYER pour chaque lettre et par chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes			
		par l'administration des postes de France à l'administration des postes pontificaux.		par l'administration des postes pontificaux à l'administration des postes de France.	
		Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais des États- Pontificaux.	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais des États- Pontificaux.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Lettres affranchies	de la France et de l'Algérie pour les États-Pontificaux..	50 centimes.	0 11	0 21	»
	des États-Pontificaux pour la France et l'Algérie.....	10 bajoques.	»	»	0 39
Lettres non affranchies	de la France et de l'Algérie pour les États-Pontificaux..	16 bajoques.	»	»	0 58
	des États-Pontificaux pour la France et l'Algérie.....	80 centimes.	0 17	0 32	»

3° Les échantillons sans valeur vénale que les habitants de la France et de l'Algérie échangeront par la voie de terre avec les habitants des États-Pontificaux, jouiront, en cas d'affranchissement, du bénéfice de la modération de taxe stipulée par l'article 5 de la Convention additionnelle du 11 juillet 1865 au profit des imprimés, lorsqu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les échantillons de marchandises qui ne rempliront pas ces conditions, ou dont le port sera laissé à la charge des destinataires, seront considérés et taxés comme lettres.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent auront la même force et valeur que si elles eussent été textuellement insérées dans la Convention additionnelle du 11 juillet 1865, et qu'elles modifient celles des dispositions de ladite Convention additionnelle qui leur sont contraires.

En foi de quoi, nous, comte *Eugène de Sartiges*, Ambassadeur de France près le Saint-Siège,

Et nous, *Jacques cardinal Antonelli*, secrétaire d'État de Sa Sainteté,

Avons signé la présente Déclaration et y avons apposé respectivement le sceau de nos armes.

Fait à Rome, le 3 avril 1866.

(L. S.) *Signé* : SARTIGES.

(L. S.) *Signé* : J. C^{al} ANTONELLI.

TABLEAU

Indiquant les conditions auxquelles seront échangées, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes pontificales, les lettres expédiées des pays étrangers auxquels la France sert d'intermédiaire pour les États Pontificaux, et *vice versa*, et qui est substitué au tableau A annexé à la Convention additionnelle signée à Rome le 11 juillet 1865.

(Voir à la page suivante.)

ORIGINE et destination des lettres.	Condition de l'affran- chissement.	Limite du l'affranchissement.	Lettres A DESTINATION des pays désignés dans la 1 ^{re} colonne du tableau		
			Total des taxes à payer par les ha- bitants des États- Pontificaux pour chaque lettre affranchie et par chaque 7 1/2 gram. ou fraction de 7 1/2 gram.	Droits et taxes à payer par l'office de France à l'office pontifical pour les lettres nor- malles originaires des États-Pontificaux, par 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	
				Lettres transmises par la voie de mer aux frais de la France.	Lettres transmises par la vo- ie de terre de mer aux frais des États- Pontificaux.
			bajoques.	fr. c.	fr. c.
Belgique, grand-duché de Luxembourg, États d'Allemagne, Suisse, île de Malte..	Facultatif...	Destination.....	11	0 11	0 11
Espagne, Portugal, Gibraltar.....	Obligatoire..	Frontière de sortie de France.....	11	» »	» »
Villes de la Turquie et de l'Égypte où la France entretient des établissements de poste.....	Facultatif...	Destination.....	16	0 15	» »
Pays-Bas.....	Idem.....	Idem.....	13	0 11	0 11
Grande-Bretagne.....	Idem.....	Idem.....	11	0 11	0 11
Martinique, Guadeloupe, Guyane française, îles Saint-Pierre et Miquelon, Sénégal, Gorée, Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanam, Mahé, établissements français en Cochinchine, Nouvelle-Calédonie, îles des Pins, îles Loyalty, îles Marquises, îles Basses, îles de la Société, Shang-haï, possessions anglaises d'Asie et d'Amérique, Nouvelle- Galles du Sud, Victoria, Australie occi- dentale, Queensland, Nouvelle-Zélande, île Maurice.....	Idem.....	Idem.....	19	0 11	0 11
États-Unis de l'Amérique du Nord.....	Idem.....	Idem.....	23	0 11	0 11
Danemark, Suède, Norvège, Russie et Pologne	Idem.....	Idem.....	27	0 11	0 11
Australie méridionale, Tasmanie (voie de Suez).....	Obligatoire..	Ports du Grand Océan austral desservis par les paquebots britanniques.....	19	» »	» »
Pays d'outre-mer sans distinction de parages.	Idem.....	Port de débarque- ment.....	19	» »	» »
		Port de débarque- ment.....	19	» »	» »
	Idem.....	Ports des mers de l'Inde et de la Chine desser- vis par les paquebots français ou anglais..	19	» »	» »
		San Francisco.....	23	» »	» »
Îles Sandwich.....	Idem.....	Port de débarque- ment.....	19	» »	» »
Cuba et Mexique. } Voie des paquebots fran- çais ou des paquebots bri- tanniques.....	Idem.....	Idem.....	27	» »	» »
Côtes occidentales de la Nouvelle-Grenade, république de l'Équateur, Pérou.....	Idem.....	Idem.....	27	» »	» »
		Ports de l'Océan Pacifi- que desservis par les paquebots britanni- ques.....	27	» »	» »
Bolivie, Chili (voie de Panama).....	Idem.....	Idem.....	27	» »	» »

additionnelle signée à Rome le 11 juillet 1865.

LETRES ORIGINAIRES des pays désignés dans la 1^{re} colonne du tableau.								
Droits et taxes à payer par l'office pontifical à l'office de France pour les lettres originales des États Pontificaux par 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.		Condition de l'affranchissement.	Limite de l'affranchissement.	Total des taxes à payer par les habitants des États-Pontificaux pour chaque lettre non affranchie et par chaque 7 1/2 gram. ou fraction de 7 1/2 gram.	Droits et taxes à payer par l'office pontifical à l'office de France pour les lettres non affranchies à destination des États-Pontificaux, par 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.		Droits et taxes à payer par l'office de France à l'office pontifical pour les lettres affranchies à destination des États-Pontificaux, par 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	
Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de France.	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais des États-Pontificaux.				Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	Lettres transmises par la voie de mer aux frais des États-Pontificaux.	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	Lettres transmises par la voie de mer aux frais des États-Pontificaux.
fr. c.	fr. c.			bajoques.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 44	0 42	Facultatif...	Destination.....	11	0 44	0 42	0 11	0 13
0 44	0 42	Obligatoire...	Frontière d'entrée en France.....	11	0 44	0 42	» »	» »
0 70	» »	Facultatif...	Destination.....	20	0 85	» »	0 10	» »
0 54	0 52	Idem.....	Idem.....	13	0 54	0 52	0 11	0 13
0 44	0 42	Idem.....	Idem.....	11	0 44	0 42	0 11	0 13
0 84	0 82	Idem.....	Idem.....	19	0 84	0 82	0 11	0 13
1 04	1 02	Idem.....	Idem.....	23	1 04	1 02	0 11	0 13
1 24	1 22	Idem.....	Idem.....	27	1 24	1 22	0 11	0 13
0 84	0 82	Obligatoire...	Alexandrie.....	19	0 84	0 82	» »	» »
0 84	0 82	Idem.....	Port d'embarquement.....	19	0 84	0 82	» »	» »
0 84	0 82	Idem.....	Port d'embarquement.....	19	0 84	0 82	» »	» »
0 84	0 82	Idem.....	Idem.....	19	0 84	0 82	» »	» »
1 04	1 02	Idem.....	San Francisco.....	23	1 04	1 02	» »	» »
0 84	0 82	Idem.....	Port d'embarquement.....	19	1 84	0 82	» »	» »
1 24	1 22	Idem.....	Idem.....	27	1 24	1 22	» »	» »
1 24	1 22	Idem.....	Ports de l'océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques.....	27	1 24	1 22	» »	» »
1 24	1 22	Idem.....	Idem.....	27	1 24	1 22	» »	» »

GRANDE-BRETAGNE — PRUSSE.

Traité de navigation conclu à Gastein, le 16 août 1865.

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et S. M. le Roi de Prusse, d'autre part, animés d'un égal désir de développer les stipulations relatives au traitement réciproque de la navigation, actuellement en vigueur, aux termes des Traités conclus entre eux le 2 avril 1824¹ et le 2 mars 1841², en tenant compte des modifications qui ont été apportées depuis, dans leur pays, aux lois sur la navigation, ont entamé des négociations à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable baron Francis *Napier* de Merchiston, pair d'Écosse, baronnet de la Nouvelle-Écosse, membre du Conseil privé de Sa Majesté Britannique, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse ;

Et S. M. le Roi de Prusse, M. *Othon-Édouard-Léopold de Bismarck-Schoenhausen*, président du Conseil des ministres et son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants ;

Art. 1^{er}. Les navires britanniques et leurs chargements en Prusse, et les navires prussiens et leurs chargements dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, de quelque lieu qu'ils viennent et quelle que soit leur destination, quel que soit le lieu d'origine ou la destination des chargements, seront traités, sous tous les rapports, comme les navires nationaux et leurs chargements.

Il est toutefois convenu que la disposition qui précède ne portera aucune atteinte aux droits de pêche appartenant exclusivement aux sujets de chacun des deux pays dans les eaux territoriales respectives, ni aux immunités locales dont jouissent, en Grande-Bretagne, non pas en général les sujets britanniques, mais seulement certaines classes privilégiées dans certains ports.

Toute faveur ou exemption que l'une des parties contractantes viendrait à accorder, sous ce rapport, à une tierce puissance, sera immédiatement et sans condition accordée à l'autre partie.

1. *Martens*. N. Sup., tome I, p. 644. — *Lesur*, 1824 p. 676. — *State papers*, tome II, p. 185. — *Herstlett*. Recueil des Traités de la Grande-Bretagne, tome III, p. 353.

2. *Martens Murhard*, tome II, p. 10. — *Herstlett*, tome VI, p. 751. — *State papers*, tome XXIX, p. 1202.

Art. 2. Les stipulations contenues dans l'article précédent recevront également leur application dans les colonies et dans les possessions étrangères de Sa Majesté Britannique, et concernent aussi les navires et les chargements britanniques. Mais, en ce qui touche le cabotage, elles ne seront appliquées que dans celles des colonies et possessions étrangères dont le cabotage était ou sera ultérieurement rendu libre pour les navires étrangers, conformément aux actes du Parlement qui régissent cette matière.

Art. 3. Dans le cas où un navire de guerre ou de commerce de l'une des parties contractantes échouerait ou ferait naufrage sur les côtes de l'autre partie, la même aide et assistance lui sera accordée comme aux navires nationaux ; les propriétaires des navires ou leurs fondés de pouvoirs ou représentants n'auront à payer, pour la préservation de leur propriété, d'autres droits que ceux qui seraient dus en cas de naufrage d'un navire national. Dans le cas où le capitaine d'un navire de commerce serait dans la nécessité de vendre une partie de la cargaison pour couvrir ses frais, il n'y sera mis aucun obstacle de la part des autorités, le capitaine devant toutefois se conformer aux règlements et tarifs existants.

Les biens et marchandises sauvés du naufrage ne seront tenus à aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs sont autorisés, en l'absence du propriétaire du navire, ou du capitaine, ou des représentants du propriétaire, à intervenir pour assurer l'assistance nécessaire aux intéressés.

Art. 4. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des parties contractantes, résidant dans les États et possessions de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance autorisée par les lois pour la recherche des déserteurs faisant partie de l'équipage de navires de leurs pays respectifs.

Art. 5. Le droit d'accéder au présent Traité est réservé à tout État faisant partie ou qui viendrait ultérieurement à faire partie du Zollverein.

Art. 6. Le présent Traité aura la même durée que le Traité de commerce signé le 30 mai¹ de l'année courante, entre la Grande-Bretagne et le Zollverein.

Il entrera en vigueur quatre semaines après l'échange de ses ratifications.

Art. 7. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront

1. *Archives*, 1866, tome I, page 344.

échangées à Berlin dans le délai de six mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Gastein, le 16 août 1865.

(L. S.) *Signé* : NAPIER.

(L. S.) *Signé* : BISMARCK

GRANDE-BRETAGNE — PERSE.

**Convention télégraphique conclue à Téhéran, en date
du 23 novembre 1865.**

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et
S. M. le Schah de Perse, désirant régler d'un commun accord les
communications télégraphiques entre l'Europe et les Indes, et fonder
cette œuvre sur des bases sûres et sur l'amitié réciproque ;

Ont résolu de conclure une Convention dans ce but. A cet effet,
Leurs Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande,

S. Exc. Charles *Alison*, chevalier du très-honorable Ordre du Bain,
son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la Cour de
Perse :

Et S. M. le Schah de Perse,

S. Exc. Mirza *Saeed-Khan*, son ministre des Affaires étrangères,
décoré de l'Ordre du Royal Portrait avec diamants et du cordon bleu,
du Gland de Soie brodé en perles avec le bouton enrichi de diamants ;
membre de l'Ordre du Premier Serteeb et décoré du grand cordon
spécial ; membre de l'Ordre de Sainte Anne de 1^{re} classe enrichi de
diamants ; de l'Ordre du Medjidié de 1^{re} classe ; de l'Ordre de la
Couronne de Fer de 1^{re} classe ; grand'croix de Léopold, du Dannebrog,
des Saints Maurice et Lazare, du Sauveur de Grèce, de l'Étoile Polaire
de Suède, grand officier de la Légion d'honneur ;

Lesquels, après s'être réunis dans la capitale du Royaume, à Téhéran,
et s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en
bonne et due forme, ont conclu l'arrangement suivant :

Art. 1^{er}. Dans le but d'améliorer les communications télégraphiques
entre l'Europe et les Indes, le Gouvernement persan consent à ajouter
un nouveau fil aux poteaux actuellement établis entre Bushire et
Khanikin et de le livrer à l'exploitation le plus tôt possible. Ce fil ne

devra servir qu'aux dépêches internationales conçues en idiomes européens.

Art. 2. Pour que le second fil puisse être établi d'une manière solide et durable, le Gouvernement persan consent également à ce que cette opération soit faite sous la direction et la surveillance d'un officier du génie anglais, et le Gouvernement persan s'engage à faire tous ses efforts pour réunir les matériaux nécessaires et installer ce fil aussi promptement que possible.

Art. 3. Le Gouvernement britannique s'engage, de son côté, à procurer, pour le compte du Gouvernement persan, à un prix raisonnable et sous les yeux d'un commissaire persan, tous les fils, les isolateurs, les appareils Morse nécessaires pour l'exécution de la ligne, ainsi que deux cents poteaux en fer pour les régions marécageuses de Bushire, et de les remettre aux mains des délégués du Gouvernement dans les ports ou dans les villes frontières qui seraient désignés; les paiements seront effectués par cinquièmes en cinq années.

Art. 4. Le Gouvernement persan consent, en outre, à ce qu'un agent des télégraphes anglais et les employés nécessaires au service, lesquels toutefois ne pourront dépasser le chiffre de cinquante, non compris les familles, soient engagés, à partir de l'ouverture des communications télégraphiques par le nouveau fil, pour une période de cinq années, dans le but d'organiser la ligne du télégraphe persan et instruire dans le maniement des appareils. Le Gouvernement britannique consent, de son côté, à ce que cet agent anglais et les employés sous ses ordres remettent, à l'expiration de la période convenue, ladite ligne entre les mains du Gouvernement persan, et s'abstiennent de s'immiscer dans le service des télégraphes persans.

Art. 5. Les conditions sous lesquelles l'agent anglais pourra exercer son contrôle sur le second fil, pendant la période convenue, sont fixées par les dispositions suivantes :

1) S. A. R. Itizad-es-Sultaneh, ministre des Sciences, ou tout autre personnage qui, par ordre du Schah, serait désigné à sa place, doit être considéré comme le Directeur et le chef absolu de tous les télégraphes du Gouvernement persan;

2) Tout ordre que Son Altesse Royale ou une autre personne déléguée à cet effet pourra donner, en ce qui touche la protection de la ligne, sa construction et les Persans employés aux travaux de cette ligne, sera donné par l'intermédiaire et avec l'approbation de l'agent des télégraphes anglais;

3) Pour assurer la protection de la ligne, toute la distance entre la frontière turque et Bushire sera divisée de station à station en six sections, ainsi qu'il suit :

1) De la frontière turque à Hamadan ;

- 2) De Hamadan à Téhéran ;
- 3) De Téhéran à Cashan ;
- 4) De Cashan à Ispahan ;
- 5) De Ispahan à Shiraz ;
- 6) De Shiraz à Bushire,

L'Itizad-es-Sultaneh nommera, pour diriger chacune de ces sections, un agent persan qui sera responsable, vis-à-vis de Son Altesse Royale, du bon état de la ligne, dans les limites de sa circonscription. Dans le but de mettre ledit agent persan ou le Directeur de chaque section à même de remplir efficacement les devoirs de sa charge, un certain nombre de cavaliers seront placés sous ses ordres, le long de la ligne. Le Directeur devra accepter les conseils que l'agent des télégraphes anglais pourra être amené à lui donner en ce qui concerne son service, en tenant toutefois compte des usages persans et des ressources du pays pour mettre à exécution ces conseils ;

4) L'organisation des bureaux et l'instruction des employés est exclusivement réservée aux agents supérieurs anglais, qui seront responsables, sous ce rapport, des travaux de la ligne, et il sera enjoint aux employés persans d'obéir strictement aux instructions que les agents anglais pourront donner dans l'exercice de leurs fonctions ;

5) En cas d'insubordination ou de mauvaise conduite de la part des employés persans, S. A. R. Itizad-es-Sultaneh s'engage à employer tous ses efforts pour soutenir par les lois l'autorité de l'agent supérieur anglais exercée conformément aux règles ci-dessus. De son côté, l'agent britannique s'engage à n'outrepasser en aucune façon les limites de cette autorité ;

6) L'agent anglais n'aura jamais à s'occuper de manèges de fonds. Un mirza sera attaché à chaque station et sera directement responsable vis-à-vis d'Itizad-es-Sultaneh de tous les comptes. Mais l'agent supérieur britannique rendra à Son Altesse Royale ou à toute autre personne déléguée par le Gouvernement persan un compte exact des télégrammes expédiés sous sa direction.

Ces règles, quoique générales dans un sens, doivent être considérées comme s'appliquant spécialement au second fil.

Art. 6. Lorsqu'il y aura lieu de remplir des vacances parmi les employés désignés sous l'article 4, l'agent des télégraphes anglais devra donner la préférence aux indigènes persans, supposé toutefois qu'ils soient qualifiés, selon lui, par leur connaissance de la langue anglaise et par d'autres aptitudes, à remplir les obligations et le service qui leur incombent.

Art. 7. Les bureaux télégraphiques de ces deux fils devant être distincts, le Gouvernement persan s'engage à construire un nouveau

bureau attenant au premier déjà existant, dans toutes les stations où il n'y aurait pas deux pièces séparées.

Art. 8. Si quelque accident devait arriver au second fil, ou s'il se produisait des retards par suite du trop grand nombre de dépêches, le premier fil qui sert spécialement aux communications intérieures en Perse, suppléera au service du second fil et *vice versa*.

Art. 9. Pour chaque dépêche de vingt mots ou moins, expédiée de Khanikin à Bushire et *vice versa*, il sera payé un toman, cinq krans et huit shahis en monnaie persane, ou quatorze shillings en monnaie anglaise; le tarif sera proportionnel d'après la distance qui sépare les villes intermédiaires entre elles. Le Gouvernement persan accepte le tarif consacré par la dernière Convention entre la Turquie et l'Angleterre, en ce qui concerne le taux des dépêches envoyées par les deux Gouvernements, de Bushire aux Indes et de Khanikin à Constantinople ou en Europe.

Art. 10. Les recettes annuelles seront portées au crédit du trésor persan; mais si ces recettes devaient s'élever à une somme dépassant trente mille tomans (30 000), le surplus en sera versé entre les mains des agents du Gouvernement anglais pour subvenir à leurs frais d'établissement.

Art. 11. Tous les messages de l'Inde, à quelque point de la ligne qu'ils soient reçus ou de quelque point qu'ils viennent, seront transmis par le second fil, et un compte exact sera tenu à cet effet.

Art. 12. Dans le cas où le trafic se développerait d'une façon continue au point d'exiger dans une journée au delà du travail journalier que peut comporter le service du second fil, l'excédant des télégrammes sera transmis par le premier fil et la recette ainsi effectuée sera inscrite séparément au crédit du Gouvernement persan. L'entente à ce sujet devra intervenir entre l'Itizad es Sultaneh, et l'Agent supérieur anglais. Cet article ne s'applique pas au cas où il y aurait lieu de se prêter une assistance mutuelle par suite d'un retard momentané et peu considérable.

Art. 13. Le montant de tous autres messages de l'Inde ou du câble sous-marin, sera inscrit séparément au crédit du trésor persan, bien que ces messages soient expédiés par le second fil.

Art. 14. La valeur relative des monnaies sera calculée, pour l'apurement des comptes, d'après les taux suivants :

Une livre sterling	= 25 francs	= 22 krans.
Un shilling	= 1 fr. 25 centimes	= 1 kran 2 shahis.
Un penny	= 10 centimes	= 2 shahis.

En règle générale, les comptes seront dressés en monnaie anglaise et les paiements seront faits à Téhéran, en monnaie persane.

Art. 15. Les comptes relatifs aux télégraphes seront dressés chaque mois par l'Agent supérieur anglais et transmis à Constantinople où, après avoir été comparés avec les comptes de la ligne de Turquie et ceux du câble sous-marin, ils seront arrêtés par le Commissaire britannique nommé à cet effet. Lorsque les comptes arrêtés à Constantinople auront été retournés à Téhéran, le montant dû au Gouvernement persan sera certifié par l'Agent anglais et payé sans retard tous les six mois, aux conditions stipulées dans l'article précédent. Ledit compte pourra toujours être examiné et contrôlé par l'Agent des télégraphes du Gouvernement persan à Constantinople, ou par toute autre personne déléguée par le Ministre de Perse à la Sublime-Porte, pour le règlement des comptes afférents au trafic international sur la ligne turco-persane.

Art. 16. Les dispositions de la Convention télégraphique internationale concertées à Paris, le 17 mai 1865¹, seront mises à exécution sous la surveillance du Gouvernement persan, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux termes de la présente Convention ou aux institutions qui régissent la Perse.

Art. 17. Toute contestation qui s'élèverait entre les employés des télégraphes des deux Gouvernements sera portée devant leurs Excellences le Ministre des Affaires étrangères de Perse et le Ministre de la Grande-Bretagne à Téhéran, pour, après enquête préalable, être jugée avec justice et équité.

Art. 18. La présente Convention entrera en vigueur dès que la communication sur le second fil sera établie et conservera son effet pendant cinq ans (5) à partir du jour où le premier télégramme aura été expédié par cette voie. A l'expiration de ladite période, la Convention sera nulle et non-avenue. Si, dans le courant de ces cinq années, les employés des télégraphes persans avaient montré une capacité pour leur emploi, satisfaisante aux yeux du directeur des télégraphes persan et de l'agent des télégraphes anglais, la période de durée de la Convention pourra être diminuée et la ligne entière remise aux mains du Gouvernement persan.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Téhéran dans le délai de cinq mois ou plus tôt si faire se peut.

Fait à Téhéran, le 23 novembre de l'an du Seigneur mil huit cent soixante-cinq.

(L. S.) Signé : C. ALISON.

(L. S.) Signé : MEERZA SAEED KHAN.

1. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 17.

BELGIQUE. — PAYS-BAS.

Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 13 mai 1863, signé à La Haye, le 7 décembre 1865.

S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et S. M. le Roi des Belges, ayant reconnu l'utilité de compléter par une disposition concernant les personnes, le traité de commerce et de navigation conclu le 12 mai 1863 entre la Néerlande et la Belgique, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Pays-Bas : les sieurs Épimaque-Jacques-Jean-Baptiste *Cremers*, Commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais, son Ministre des affaires étrangères, Jean-Rudolphe *Thorbecke*, chevalier grand-croix de l'Ordre du Lion Néerlandais, son Ministre de l'intérieur, et Nicolas *Olivier*, son Ministre de la justice, chargé temporairement du portefeuille des Finances ; et

S. M. le Roi des Belges : le sieur Aldephonse-Alexandre-Félix baron *du Jardin*, grand officier de l'Ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, grand-croix de l'Ordre du Lion Néerlandais, chevalier grand-croix de la Couronne de Chêne, grand-croix et Commandeur de plusieurs autres Ordres, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pas-Bas.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions additionnelles suivantes :

Art. 1. Les sujets respectifs des deux États seront traités dans les Pays-Bas et en Belgique sur le pied de la nation étrangère la plus favorisée.

Dans les colonies Néerlandaises, les sujets Belges jouiront du traitement des sujets de la nation étrangère non Asiatique la plus favorisée.

Art. 2. La présente Convention aura la même force, valeur et durée que le traité de commerce et de navigation du 12 mai 1863, auquel elle se rattache.

Art. 3. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye, dans le délai de six mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à La Haye, le 7 décembre 1865.

(L. S.) Signé : E. CREMERS.

(L. S.) Signé : THORBECKE.

(L. S.) Signé : OLIVIER.

(L. S.) Signé : BARON DU JARDIN.

FRANCE. — GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Convention, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, à Paris, conclue le 16 décembre 1865.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention destinée à renouveler et compléter l'arrangement du 4-6 juillet 1856¹, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, Sénateur de l'Empire, grand-croix de son Ordre Impérial de la Légion d'honneur, de l'Ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., etc., son Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, M. Léonard-Antoine *Lichtenvelt*, grand-croix de l'Ordre de la Couronne de Chêne, grand officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures et autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États, réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des

1. *De Clercq*. Recueil de la France, tome, VII, page 130.

deux pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article précédent, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux pays, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie, au Ministère de l'intérieur, et légalisé par la mission des Pays-Bas à Paris; pour les ouvrages publiés dans le Grand-Duché, il sera délivré par le Ministre d'État, Président du Gouvernement, et légalisé par la Mission de France à La Haye.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à l'exécution ou la représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois, dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays qui aura entendu réserver son droit de traduction jouira, pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication dans l'autre pays de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1^o Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction;

2^o Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le

délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et, en totalité, dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq années assigné par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproduction illicite.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction.

En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au

préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Sont maintenues les dispositions de la Convention du 4-6 juillet 1856, relatives à la possession et à la vente, par les éditeurs, imprimeurs ou libraires luxembourgeois ou français, de réimpressions d'ouvrages de propriété française ou luxembourgeoise, non tombés dans le domaine public, fabriqués, importés ou en cours de fabrication et de réimpression non autorisée, aux époques fixées par ladite Convention.

Art. 13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

Livres en toute langue,
Estampes,
Gravures,
Lithographies et photographies,
Cartes géographiques ou marines,
Musique,

Planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'impression sur papier;

Tableaux et dessins,
seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite venant du Grand-Duché de Luxembourg seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béhobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Calais, Boulogne, Dunkerque, Apach et Ajaccio.

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

Dans le Grand-Duché de Luxembourg, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douane.

Art. 15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux pays, il est bien entendu que

cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés dans l'un ou l'autre pays postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 17. La présente Convention sera mise en vigueur le 1^{er} janvier de l'année 1866.

Elle aura la même durée que les traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862 ¹, entre la France et les États du Zollverein.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : LIGHTENVELT.

FRANCE. — PORTUGAL.

Convention de poste conclue à Paris le 24 décembre 1865

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le roi de Portugal et des Algarves, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent si heureusement leurs États respectifs en réglant de la manière la plus avanta-

1. *Archives*, 1862 tome IV, page 305.

geuse les relations postales entre les deux Pays, ont voulu assurer ce résultat au moyen d'une Convention, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français,

M. Édouard Drouyn de Lhuys, Sénateur de l'Empire, grand-croix de son Ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'Ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa-Vicôsa de Portugal, etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi de Portugal et des Algarves.

M. Luiz-Auguste Pinto de Soveral, vicomte de Soveral, membre du conseil de Sa Majesté Très-Fidèle, commandeur de l'Ordre du Christ, chevalier de l'Ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa-Vicôsa, grand-croix des Ordres de Charles III et d'Isabelle la Catholique d'Espagne, etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura, au moins une fois par jour, un échange de lettres, d'échantillons de marchandises, de photographies et d'imprimés de toute nature, en dépêches closes, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Portugal, par la voie de l'Espagne.

Les redevances ou droits applicables au transit du transport entre la frontière française et la frontière portugaise des lettres, des échantillons de marchandises et des imprimés ci-dessus mentionnés, seront supportés par l'office expéditeur.

Art. 2. Indépendamment des correspondances qui seront échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes portugaises, par la voie de l'Espagne, ces administrations pourront s'expédier réciproquement des lettres, des échantillons de marchandises, des photographies et des imprimés de toute nature, tant par la voie des paquebots-poste français naviguant directement entre la France et le Portugal, ou relâchant dans les ports de ce Royaume, que par la voie des bâtiments à vapeur du commerce naviguant entre les ports des deux Pays.

Art. 3. L'administration des postes de France réglera et payera les frais qui pourront résulter du transport, par les bâtiments naviguant sous pavillon français, des dépêches qui seront expédiées de l'un des deux Pays pour l'autre au moyen de ces bâtiments.

L'administration des postes de France réglera et payera également les frais qui pourront résulter du transport, par les bâtiments naviguant sous pavillon tiers, des dépêches qui seront expédiées de ports français pour les ports portugais au moyen de ces bâtiments.

Art. 4. De son côté, l'administration des postes portugaises réglera et payera les frais qui pourront résulter du transport par les bâtiments naviguant sous pavillon portugais, des dépêches qui seront expédiées de l'un des deux Pays pour l'autre au moyen de ces bâtiments.

L'administration des postes portugaises réglera et payera également les frais qui pourront résulter du transport, par les bâtiments naviguant sous pavillon tiers, des dépêches qui seront expédiées des ports portugais pour les ports français au moyen de ces bâtiments.

Art. 5. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France et de l'Algérie pour le Portugal, Madère et les Açores, soit du Portugal, de Madère et des Açores pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires ou payer ce port d'avance jusqu'à destination.

Art. 6. Le prix du port des lettres ordinaires c'est-à-dire non chargées, qui sont échangées entre les habitants de la France et l'Algérie, d'une part, et les habitants du Portugal, de Madère et des Açores, d'autre part, sera réglé conformément au tarif ci-après :

DÉSIGNATION DES LETTRES.	PRIX DU PORT à payer par l'envoyeur de chaque lettre affranchie ou par le destinataire de chaque lettre non affranchie et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	SOMME A PAYER pour chaque lettre et par chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.					
		par l'administration des postes de France à l'administration des postes de Portugal.		par l'administration des postes de Portugal à l'administration des postes de France.			
		Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	3	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais du Portugal.	4	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	5
1	2	fr. c.	fr. c.	reis.	reis.		
Lettres affranchies	de la France et de l'Al- gérie pour le Portu- gal, Madère et les Açores.....	40 centimes.	0 10	0 20	»	»	
	du Portugal, de Madère et des Açores pour la France et l'Algérie..	80 reis.....	» »	» »	60	40	
Lettres non affranchies	de la France et de l'Al- gérie pour le Portu- gal, Madère et les Açores.....	120 reis.....	» »	» »	88	64	
	du Portugal, de Madère et des Açores pour la France et l'Algérie..	60 centimes.	0 16	0 28	»	»	

Art. 7. Les lettres ordinaires expédiées à découvert, par la voie de la France ou par la voie des paquebots-poste français de la ligne du Brésil, soit des pays mentionnés au tableau A annexés à la présente Convention pour le Portugal, Madère et les Açores, soit du Portugal, de Madère et des Açores pour les pays mentionnés au tableau A, seront échangées, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes du Portugal, aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par le tableau A pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Portugal.

Art. 8. Le public des deux Pays pourra envoyer des lettres chargées d'un Pays pour l'autre, et, autant que possible, pour les pays auxquels les offices respectifs servent d'intermédiaires.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination.

Art. 9. Toute lettre chargée expédiée de la France ou de l'Algérie pour le Portugal, Madère ou les Açores supportera au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, un droit fixe de cinquante centimes, et réciproquement, toute lettre chargée expédiée du Portugal, de Madère ou des Açores pour la France ou l'Algérie supportera au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, un droit fixe de cent reis.

Art. 10. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes portugaises, en sus des prix résultant des articles 6 et 7 précédents, un droit fixé de vingt centimes pour toute lettre chargée que ladite administration des postes de France livrera à l'administration des postes portugaises, à destination du Portugal, de Madère ou des Açores.

De son côté, l'administration des postes portugaises payera à l'administration des postes de France, en sus des prix résultant de l'article 6 précédent, un droit fixe de trente centimes pour toute lettre chargée que ladite administration des postes portugaises livrera à l'administration des postes de France, à destination de la France ou de l'Algérie.

Quant aux prix de ports ou droits spéciaux dont l'administration des postes portugaises devra tenir compte à l'administration des postes de France, pour les lettres chargées à destination des pays mentionnés dans l'article 7 précédent, ils seront fixés, d'un commun accord, entre ces deux administrations, conformément aux conventions actuellement en vigueur ou qui interviendraient dans la suite.

Art. 11. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue sur le territoire de l'un des deux Pays ou sur le territoire espagnol, il sera payé à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs ou de neuf mille reis dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation ; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt du chargement ; passé ce terme, les deux administrations ne seront tenues à aucune indemnité.

Il est entendu que l'indemnité ci-dessus fixée sera à la charge de l'administration sur le territoire de laquelle la lettre chargée aura été perdue, si cette perte a eu lieu sur le territoire français ou sur le territoire portugais, et à la charge de l'office expéditeur, si la perte a eu lieu sur le territoire espagnol.

Art. 12. Les échantillons de marchandises, les photographies, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés, soit de la France et de l'Algérie pour le Portugal, Madère et les Açores, soit du Portugal, de Madère et des Açores pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Art. 13. Les taxes à percevoir pour l'affranchissement des objets désignés dans l'article précédent seront payées par les envoyeurs et réparties entre les deux administrations des postes de France et de Portugal, conformément au tarif suivant :

(Voir la page suivante).

NATURE origine et destination des objets affranchis.	TAXE A PAYER par l'envoyeur pour l'affran- chissement de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	SOMME A PAYER. pour chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.			
		par l'administration des postes de France à l'administration des postes de Portugal.		par l'administration des postes de Portugal à l'administration des postes de France.	
		Objets transmis par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.	Objets transmis par la voie de mer aux frais du Portugal.	Objets transmis par la voie de mer aux frais de la France.	Objets transmis par la voie de terre ou de mer aux frais du Portugal.
1	2	3	4	5	6
		fr. c.	fr. c.	reis,	reis.
Echantillons de mar- chandises, photo- graphies, jour- naux, gazettes, ouvrages périodi- ques, livres, bro- chés ou reliés, bro- chures, papiers de musique, catalo- gues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithogra- phiés ou autogra- phiés.....	de la France et de l'Al- gérie pour le Portugal, Madère et les Açores.. du Portugal, de Madère et des Açores pour la France et l'Algérie...	10 centimes.	0 02	0 06	»
		20 reis	» »	» »	16
					8

Art. 14. Les échantillons de marchandises ne sont admis à jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article précédent qu'autant qu'ils n'auront pareux-mêmes aucune valeur marchande, qu'ils seront affranchis, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les échantillons de marchandises qui ne rempliront pas ces conditions seront taxés comme lettres.

Art. 15. Les imprimés de toute nature expédiés à découvert par la voie de la France ou par la voie des paquebots-poste français de la ligne du Brésil, soit des pays désignés dans le tableau B annexé à la présente Convention pour le Portugal, Madère et les Açores, soit du Portugal, de Madère et des Açores pour les pays mentionnés au tableau B, seront échangés, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes du Portugal, aux conditions énoncées dans le dit tableau.

Il est convenu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par le

tableau B pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Portugal.

Art. 16. Pour jouir des modérations de port accordées par la présente Convention, les photographies désignées dans l'article 13 et les imprimés mentionnés dans ce même article ou dans l'article 15 devront être affranchis jusqu'aux limites respectivement fixées par lesdits articles, être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire.

Les photographies ou imprimés qui ne réuniront pas ces conditions seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans les articles susmentionnés n'infirmant en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux Pays de ne pas effectuer, sur leurs territoires respectifs, le transport et la distribution de ceux des objets désignés auxdits articles à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en France qu'en Portugal.

Art. 17. Il est formellement convenu, entre les deux Parties contractantes, que les lettres, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés de toute nature adressés de l'un des deux Pays dans l'autre et affranchis jusqu'à destination conformément à la présente Convention, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le Pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 18. Les deux administrations des postes de France et de Portugal n'admettront, à destination de l'un des deux Pays ou des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucune lettre qui contiendrait, soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux ou tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 19. Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité du produit des correspondances adressées de l'un des deux Pays dans l'autre, les Gouvernements français et portugais s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs postes respectives.

Il est défendu aux commandants des paquebots employés au transport des dépêches respectives des deux administrations de se charger d'aucune lettre en dehors de ces dépêches, excepté toutefois celles de leur Gouvernement. Ils veilleront à ce qu'il ne soit pas transporté de lettres en fraude par leurs équipages ou par les passagers, et ils

dénonceront à qui de droit les infractions qui pourront être commises.

Art. 20. Le Gouvernement portugais prend l'engagement d'accorder au Gouvernement français le transit, en dépêches closes, sur le territoire portugais, des correspondances originaires de la France ou passant par la France, à destination des pays auxquels le Portugal sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et réciproquement, de ces pays pour la France et les États auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

De son côté, le Gouvernement français prend l'engagement d'accorder au Gouvernement portugais le transit, en dépêches closes, sur le territoire français, des correspondances originaires du Portugal ou passant par le Portugal, à destination des pays auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et réciproquement, de ces pays pour le Portugal et les États auxquels le Portugal sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

L'administration pour le compte de laquelle les correspondances seront transportées en dépêches closes payera à l'administration qui effectuera ce transport, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire desservi par cette dernière administration et le point par lequel elles en sortiront, la somme de cinq centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Toutefois, il est convenu que les droits de transit portugais à payer par l'administration des postes de France à l'administration des postes portugaises, pour les objets compris dans les dépêches closes de ou pour la France, ne pourront pas excéder les droits de transit portugais applicables aux objets de même nature compris dans les dépêches closes que ladite administration des postes de Portugal sera tenue de transporter, pour le compte d'une autre administration, par la voie que suivront les dépêches de ou pour la France, en vertu des conventions de poste conclues entre le Portugal et d'autres États, et réciproquement, que les droits de transit français à payer par l'administration des postes portugaises à l'administration des postes de France, pour les objets compris dans les dépêches closes de ou pour le Portugal, ne pourront pas excéder les droits de transit français applicables aux objets de même nature compris dans les dépêches closes que ladite administration des postes de France sera tenue de transporter, pour le compte d'une autre administration, par la voie que suivront les dépêches de ou pour le Portugal, en vertu des conventions de poste conclues entre la France et d'autres États.

Art. 21. Le Gouvernement français promet de faire transporter, en dépêches closes, avec ses propres correspondances, les lettres et les imprimés de toute nature que le Portugal jugera à propos d'échanger avec ses possessions d'Asie par la voie de la France et de l'isthme de Suez.

L'administration des postes portugaises payera à l'administration des postes de France, pour prix du transit à travers la France et à travers l'isthme de Suez, et pour port de voie de mer entre Marseille et Alexandrie et entre Suez et les ports d'Asie desservis dans les paquebots-poste français ou par les paquebots-poste britanniques, des lettres et des imprimés ci-dessus désignés, savoir :

1° La somme de quatre-vingt-onze francs cinquante et un centimes par kilogramme de lettres, poids net ;

2° La somme de trois francs par kilogramme d'imprimés, aussi poids net.

Dans le cas où des modifications seraient introduites ultérieurement dans les prix que l'administration des postes de France doit payer à l'office des postes britanniques, pour les lettres et les imprimés transportés par les services britanniques entre Marseille et les ports d'Asie, et originaires ou à destination de la France et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire, il est convenu que les prix ci-dessus fixés seront réduits ou augmentés, suivant les cas, conformément auxdites modifications.

Art. 22. Le Gouvernement français s'engage à faire transporter, en dépêches closes, par les paquebots-poste français naviguant entre la France et le Brésil, les lettres et les imprimés de toute nature que les bureaux de postes établis dans les ports portugais où toucheront ces paquebots, pourront avoir à échanger par cette voie, soit avec d'autres bureaux de poste du même État, soit avec des bureaux de poste étrangers.

L'administration des postes portugaises payera à l'administration des postes de France, pour prix du transport par les paquebots-poste français des lettres et des imprimés ci-dessus mentionnés, la somme de trois cent soixante reis par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de cent reis par quatre cent quatre-vingts grammes d'imprimés, aussi poids net.

Art. 23. Il est convenu que les taxes à percevoir par l'administration des postes portugaises sur les lettres et les imprimés qui seront transportés en dépêches closes par les paquebots-poste français pour le compte de cette administration, en exécution de l'article précédent, ne pourront pas excéder celles applicables aux objets de même nature que ladite administration expédiera ou recevra par d'autres paquebots-poste.

Art. 24. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées au rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des correspondances transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, et qui sont mentionnées dans les articles 20 à 23 précédents, ne sera pas compris dans les pesées des lettres et des imprimés sur lesquels devront être assis les prix de transport fixés par lesdits articles.

Art. 25. Les administrations des postes de France et de Portugal dresseront chaque mois les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement par ces administrations, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les trois mois qui suivront le mois auquel le compte se rapportera.

Le solde des comptes ci-dessus mentionnés sera établi en monnaie de France. A cet effet, les sommes portées dans lesdits comptes en monnaie portugaise seront réduites en francs et centimes sur le pied de trois francs pour cinq cent quarante reis.

Il est entendu que les soldes de comptes seront payés, savoir :

1° En traites sur Lisbonne, lorsque le solde sera en faveur des postes portugaises ;

2° En traites sur Paris, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes de France.

Art. 26. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés, mal adressés ou mal dirigés, seront sans aucun délai réciproquement renvoyés, par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature, qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence, seront respectivement rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Les lettres ordinaires et les imprimés qui auront été primitivement livrés à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes de Portugal par d'autres administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être réexpédiés de l'un des deux Pays pour l'autre, seront réciproquement livrés chargés du port exigible au lieu de la précédente destination.

Art. 27. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés échangés à découvert entre les deux administrations des postes de France et de Portugal, qui seront tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, devront

être renvoyés, de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent si faire se peut. Ceux de ces objets qui auraient été livrés en compte seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originellement comptés par l'office envoyeur.

Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant seront renvoyés sans taxe ni décompte.

Art. 28. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Portugal désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives. Elles détermineront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances de l'un des deux Pays pour l'autre insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste ; elles régleront également la direction des correspondances transmises réciproquement et la forme des comptes mentionnés dans l'article 25 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations, toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 29. La présente Convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les administrations des postes des deux Pays, après l'expiration dudit terme.

Art. 30. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original, à Paris, le vingt-quatrième jour du mois de décembre de l'an de grâce mil huit cent soixante-cinq.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : V. DE SOVERAL.

TABLEAU A

Indiquant les conditions auxquelles seront échangées, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes portugaises, les lettres expédiées des pays étrangers auxquels la France sert d'intermédiaire pour le Portugal, Madère et les Açores, et *vice versa*.

(Voir pages 52 et 53.)

TABLEAU B

Indiquant les conditions auxquelles seront échangées, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes portugaises, les imprimés de toute nature expédiés de Portugal, de Madère et des Açores pour les pays avec lesquels le Portugal et ses possessions peuvent correspondre, par l'intermédiaire des postes françaises, et *vice versa*.

(Voir page 54.)

A. Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangées, entre l'administration des postes de la France sert d'intermédiaire pour le Portugal

DÉSIGNATION DES PAYS		CONDITIONS
dont la correspondance avec le Portugal, Madère et les Açores peut être transmise à découvert par l'intermédiaire des postes de France.		de l'affranchissement.
1		2
Sénégal (voie des paquebots français).....		Facultatif.....
Alexandrie, le Caire, Suez, Jaffa, Beyrouth, Tripoli de Syrie, Tanger, Tunis Lattaquié, Alexandrette, Mersina, Rhodes, Smyrne, Métélin, les Dardanelles, Gallipoli, Constantinople, Salonique, Varna, Sulina, Tultscha, Galatz, Ibraïla, Inéboli, Sinope, Samsoun, Kérassunde, Trébizonde, Andrinople, Antivari, Burgos, Caïffa, Candie, la Canée, la Cavale, Chio, Durazzo, Janina, Larnaca, Philippopolis, Prevesa, Rétimo, Routschouk, Serez, Sophia, Tenedos, Valona.....		Facultatif.....
Grand duché de Luxembourg, Pays-Bas, Suisse, Autriche, grand-duché de Bade, Bavière, Hesse-Electorale, Hesse-Grand-Ducale, grand-duché de Saxe-Weimar, Eisenach (moins Allstedt), duchés de Nassau, de Saxe-Cobourg-Gotha, de Saxe-Meiningen-Hildbourghausen, principautés de Hesse-Hombourg, de Lippe-Deumold, de Reuss, de Schaumbourg-Lippe, de Schwarzbourg-Rudolstadt (moins Frankenhäusen et Schlotheim), Armstadt, Gehren, Gross-Breitenbach et Francfort-sur-le-Mein.....		Facultatif.....
Hambourg, Brême, Lubeck, royaumes de Hanovre, de Saxe et de Wurtemberg, grands-duchés de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Strelitz et d'Oldenbourg (moins la principauté de Birkenfeld), principauté de Hohenzollern, duché de Saxe-Altenbourg.....		Facultatif.....
Danemark, duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, principauté de Lubeck, Héligoland.....		Facultatif.....
États-Pontificaux, royaume de Grèce, île de Malte.....		Facultatif.....
Suède, Norvège, Russie, Pologne.....		Facultatif.....
Sénégal (voie des paquebots anglais), Martinique, Guadeloupe, Guyane française, îles Saint-Pierre et Miquelon, Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanam, Mahé, île de la Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, établissements français en Cochinchine, Nouvelle-Calédonie, île des Pins, îles Loyalty, Shang-Hai (Chine), Yokohama (Japon), Antigua, la Barbade, Berbice, Demérari, la Dominique, Essequibo, la Grenade, Montserrat, Névis, Sainte-Lucie, Saint-Christophe ou Saint-Kitts, Saint- Vincent, Tabago, Tortola, la Trinité, Bahama, Honduras britannique, Bermudes, Cap-Coast-Castle, Accra, Sainte-Hélène, Sierra-Leone, îles Turques, la Jamaïque, Canada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, île du Prince Édouard, Terre-Neuve, Aden, Indes orientales britanniques, Ceylan, Penang, Singapore, Hong-Kong, île Maurice, Nouvelles-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie occidentale, Nouvelle- Zélande, îles Marquises, îles Basses, îles de la Société, États-Unis de l'Amérique du Nord.....		Facultatif.....
Australie méridionale, Tasmanie (voie de Suez).....	Lettres originaires du Portugal et de ses possessions.....	Obligatoire.....
Pays d'outre-mer, sans distinction de parages.....	Lettres pour le Portugal et ses possessions.....	Obligatoire.....
Îles Sandwich.....	Lettres du Portugal et de ses possessions.....	Obligatoire.....
Côtes occidentales de la Nouvelle-Grenade, République de l'Équateur, Pérou, Bolivie, Chili, États de l'Amérique du Centre et Mexique (voie de Panama).....	Lettres pour le Portugal et ses possessions.....	Obligatoire.....

France et l'administration des postes portugaises, les lettres expédiées des pays étrangers auxquels Madère et les Açores, et vice versa.

LIMITE de l'affranchissement.	DROITS ET TAXES à payer par l'office de France à l'office portugais, tant pour les lettres à destination du Portugal, de Madère et des Açores, affranchies jusqu'à destination, que pour les lettres non affranchies originaires du Portugal, de Madère et des Açores, pour chaque lettre et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.				DROITS ET TAXES à payer par l'office portugais à l'office de France, tant pour les lettres affranchies originaires du Portugal, de Madère et des Açores que pour les lettres non affranchies à destination du Portugal, de Madère et des Açores, pour chaque lettre et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.		TOTAL des taxes à payer par les habitants du Portugal, de Madère et des Açores, tant pour les lettres affranchies à destination des pays étrangers désignés dans la 1 ^{re} colonne du présent tableau que pour les lettres non affranchies originaires de ces mêmes pays pour chaque lettre et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.
	Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.		Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais du Portugal.		Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais de la France.		Lettres transmises par la voie de terre ou de mer aux frais du Portugal.
	3	4	5	6	7	8	
	fr.	c.	fr.	c.	reis.	reis.	reis.
Destination	»	10	»	»	100	»	120
Destination	»	10	»	20	210	190	230
Destination	»	10	»	20	120	100	140
Destination	»	10	»	20	140	120	160
Destination	»	10	»	20	210	190	230
Destination	»	10	»	20	210	190	230
Destination	»	10	»	20	230	210	250
Ports de l'Océan Austral desservis par les paque- bots britanniques.....	»	»	»	»	230	210	250
Alexandrie.....	»	»	»	»	230	210	250
Port de débarquement..	»	»	»	»	230	210	250
Port d'embarquement..	»	»	»	»	230	210	250
San Francisco.....	»	»	»	»	230	210	250
Ports de l'Océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques, ou Panama..	»	»	»	»	260	240	280

B. Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangés, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes portugaises, les imprimés de toute nature expédiés du Portugal, de Madère et des Açores pour les pays avec lesquels le Portugal et ses possessions peuvent correspondre, par l'intermédiaire des postes françaises, et vice versa.

ORIGINE des imprimés.	DESTINATION des imprimés	CONDITIONS de l'affranchissement.	LIMITÉ de l'affranchissement.	TOTAL des taxes à payer par les habitants du Portugal pour chaque paquet et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	DROITS ou taxes à payer par l'office Portugais à l'office de France pour chaque paquet et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Portugal, Madère et Açores.	Sénégal.....	Obligatoire....	Destination	reis. 25	reis. 21
Sénégal.....	Portugal, Madère et Açores.	Obligatoire....	Port d'embarque- ment.	25	20
Portugal, Madère et Açores.	États d'Europe..	Obligatoire....	Frontière d'en- trée en France.	15	»
États d'Europe..	Portugal, Madère et Açores.	Obligatoire....	Frontière de sor- tie de France.	15	10
Portugal, Madère et Açores.	Pays d'outre-mer, sans distinction de parages, tant par la voie des bâtiments partant des ports de France que par la voie des bâtiments partant des ports d'Angle- terre.	Obligatoire....	Port de débarque- ment du pays de destination.	40	25
Pays d'outre-mer, sans distinction de parages, tant par la voie des bâtiments à destination des ports de France que par la voie des bâ- timents à des- tination des ports d'Angle- terre.	Portugal, Madère et Açores.	Obligatoire....	Port d'embarque- ment du pays d'origine.	40	35

DEUXIÈME PARTIE.

DOCUMENTS RELATIFS AUX AFFAIRES DE ROME

COMMUNIQUÉS PAR LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL AUX CORTÈS.

LIVRE ROUGE.

M. Xavier de Isturiz à M. Llorente.

Paris, le 30 septembre 1864.

Monsieur le Ministre, conformément aux instructions que, d'ordre de Sa Majesté, Votre Excellence m'a fait l'honneur de communiquer par sa dépêche du 23 courant et conformément à ce que je lui ai mandé dans mon télégramme d'hier, j'ai eu aujourd'hui une longue conférence avec le Ministre des affaires étrangères qui, avec une entière confiance et en se référant aux dépêches échangées antérieurement à la signature de la convention du 15 de ce mois, entre les cabinets de Turin et de Paris, au sujet de l'évacuation de Rome par les troupes françaises, me mit au courant des faits qui s'étaient passés dans cette négociation.

Vers le milieu de septembre, le Gouvernement de l'Empereur, après avoir rappelé à celui de Sa Sainteté les différentes communications qui lui avaient été adressées à diverses époques, au sujet de la nécessité de retirer les troupes françaises et des raisons qui l'en avaient empêché, annonça à ce dernier que le moment lui paraissait propice pour donner suite à ce projet, les idées et les habitudes d'ordre ayant de plus en plus prévalu dans le royaume d'Italie. Par une communication postérieure, le Gouvernement impérial informa le Gouvernement pontifical, que le Gouvernement italien lui ayant fait connaître sa résolution de transférer la capitale de l'Italie dans une ville plus centrale et mieux garantie au point de vue stratégique, il s'était dé-

cidé à conclure avec lui une convention qui avait été signée le 15 de ce mois par les Plénipotentiaires des deux pays.

Cette communication portait que le Gouvernement français étant résolu à retirer ses troupes de Rome, aussi promptement que le permettraient l'état général de l'Italie et les dispositions du Gouvernement italien, et jugeant le moment venu, l'Empereur avait désiré entourer cette mesure de toutes les précautions suggérées par la prudence humaine et propres à garantir contre toute tentative l'indépendance et la sécurité du Saint-Père et de ses États. La promesse obtenue de l'Italie, sous la garantie de la France, de respecter le territoire du Saint-Siège et de le défendre en cas de besoin par la force, contre toute attaque violente, écarte pour le présent les périls extérieurs qui ont à diverses reprises menacé les provinces romaines. L'organisation d'une armée papale inspirant toute confiance, tant par le nombre de soldats que par les éléments dont elle sera composée, assurera l'autorité du Saint-Père ainsi que l'ordre et la tranquillité à l'intérieur et sur la frontière des États pontificaux.

En ce qui touche les moyens dont pourrait disposer la cour de Rome pour faire face aux dépenses de cette armée, le Ministre pense qu'ils seront suffisants pour permettre à l'Empereur de retirer ses troupes et laisser au Souverain-Pontife l'indépendance nécessaire au libre exercice de sa double autorité.

Arrivant ensuite aux négociations qui ont été suivies avec le cabinet de Turin, le Ministre me dit que différentes propositions avaient été faites par ce dernier et toutes repoussées par la France, jusqu'au jour où le roi Victor-Emmanuel, préoccupé de la nécessité de donner plus de cohésion à l'organisation de l'Italie, avait fait connaître au Gouvernement impérial les motifs politiques, stratégiques et administratifs qui le déterminaient à transférer la capitale du royaume à un point plus central que Turin. Le Gouvernement de l'Empereur avait apprécié toute l'importance d'une résolution semblable, ainsi que les dispositions conciliantes manifestées par le cabinet de Turin; et considérant que le moment était arrivé de régler les conditions qui lui permettraient d'assurer en même temps la sécurité du Saint-Père et celle de ses États, et de mettre fin à l'occupation militaire des États romains, il avait concerté avec le Gouvernement italien les stipulations de la convention du 15 septembre, lesquelles, suivant l'opinion de M. Drouyn de Lhuys, répondent aux espérances des Gouvernements intéressés.

Si ma mémoire ne m'a point trahi, je crois avoir transmis fidèlement à Votre Excellence le résultat de ma conférence avec le Ministre des affaires étrangères. Comme la convention du 15 septembre n'a pas encore été publiée, et que le Ministre ne doit la publier qu'après qu'elle aura été présentée aux Chambres de Turin, je ne puis en trans-

mettre les termes exacts à Votre Excellence, mais je puis m'aventurer dès aujourd'hui à dire qu'elle se borne à déclarer que le Saint-Père pourra former dans l'espace de deux ans une armée papale qui remplacerait l'armée d'occupation actuelle; à cet effet, la France offre ses bons offices, et le Gouvernement italien s'engage à ne pas permettre que la sécurité du Saint-Père et de ses États soit troublée.

Tel est aujourd'hui l'état de la négociation à Paris, et pour en avoir eu connaissance, Votre Excellence comprendra qu'il m'a fallu toute la confiance que M. Drouyn de Lhuys veut bien me témoigner.

Signé : XAVIER DE ISTURIZ.

M. Llorente, ministre des affaires étrangères, à M. Joaquin Francisco Pacheco à Rome.

Madrid, le 22 octobre 1864.

Monsieur, le Gouvernement de Sa Majesté étant convaincu que la haute intelligence de Votre Excellence, la connaissance parfaite qu'Elle possède des affaires publiques, et qu'Elle a acquise dans sa longue carrière politique, suppléeront en grande partie aux instructions qu'Elle pourrait être dans le cas de me demander pour l'accomplissement de la mission qui lui a été confiée, je me bornerai à communiquer à Votre Excellence quelques observations courtes et précises qui lui serviront de règle de conduite dans ses relations officielles avec le Saint-Siège, et appeler son attention sur les questions les plus importantes qu'Elle aura à traiter avec le Gouvernement pontifical.

La question italienne, qui, à raison des graves intérêts qu'elle affecte et de l'influence que sa solution exercera sur la politique de l'Europe, a préoccupé, dès son origine, l'esprit de tous les hommes d'État absorbe encore davantage aujourd'hui leur attention par suite du nouvel aspect que lui a donné la convention du 15 septembre.

Il n'est pas facile de prévoir les faits et les circonstances qui peuvent contribuer à modifier ou à rendre inefficaces les stipulations de cette convention; mais si l'on parvient à les mettre à exécution, le mode et la forme dans laquelle elles seront réalisées feront connaître le degré de bon vouloir et de bonne foi avec lesquels ont été acceptés les engagements contractés, et, dès lors, se dessineront plus clairement la position et les vues des Gouvernements qui ont été plus ou moins mêlés aux affaires d'Italie.

L'Espagne, bien qu'elle se trouve aujourd'hui en dehors de la sphère d'action, par des raisons que Votre Excellence connaît, ne doit point

être privée de toute intervention dans un débat qui l'intéresse si vivement et si directement comme nation essentiellement catholique : Aussi, le Gouvernement de Sa Majesté, laissant aux événements le soin de décider de son attitude dans la question italienne en général, maintient fermement sa manière de voir pour tout ce qui affecte ou peut affecter le pouvoir pontifical.

En sa qualité de nation éminemment catholique, l'Espagne favorise, par ses aspirations et de tous ses vœux, la sécurité et l'indépendance du Saint-Père avec le libre exercice de son pouvoir spirituel exempt de toute espèce de difficultés qui pourraient l'entraver.

Mais, pour que cette indépendance, si essentielle au pouvoir pontifical, soit une vérité, il ne faut point la faire sortir de ses conditions naturelles et légales; et l'une de ces conditions principales est la souveraineté temporelle, jamais contrainte, jamais soumise aux influences extérieures, ni dans l'ordre matériel, ni dans l'ordre moral.

L'indépendance du pouvoir spirituel ne serait pas évidente, et n'existerait pas d'une manière effective, si elle n'était pas accompagnée de l'exercice du pouvoir temporel, qui est la garantie positive et la liberté des actes du Pape comme chef de l'Eglise catholique.

Ainsi du moins l'entend le Gouvernement de la Reine et il se propose de conformer sa politique en ce qui touche Rome aux considérations qui précèdent, et d'après lesquelles je ne doute pas que Votre Excellence ne sache régler sa conduite, en partant toujours du principe de la sécurité complète et de l'indépendance absolue du Souverain Pontife.

.

Signé : LLORENTE.

— — — — —

**M. Llorente à M. de la Torre Ayllon, ministre de Sa Majesté,
à Vienne.**

(Extrait.)

Madrid, le 31 octobre 1864.

Monsieur, depuis que la dépêche n° 1 en date d'aujourd'hui a été écrite, j'ai eu une conférence avec M. le comte Crivelli qui m'a donné lecture de deux dépêches.

.

Tel me paraît être le résumé exact et l'esprit des documents auxquels je viens de me référer.

En comparant ces documents avec les idées énoncées dans ma dépêche n° 1, Votre Excellence en tirera la conséquence qu'il y a en grande partie conformité entre les points de vue des deux Gouvernements, en ce qui touche la prudence et la réserve avec lesquelles il faut procéder dans cette affaire. Comme j'ai eu l'honneur de le dire au Ministre plénipotentiaire d'Autriche, il est naturel que son Gouvernement ait des vues et des opinions arrêtées sur la question générale de l'Italie, sur laquelle nos intérêts sont bien plus indirects et nos projets moins décidés.

Jusqu'ici les circonstances dans lesquelles le Gouvernement actuel aurait à déterminer sa ligne de conduite ne se sont pas encore produites, et ne se produiront peut-être pas, pour peu que les choses restent dans le *statu quo*, au moins jusqu'au jour prochain ou éloigné, où l'on pourra se former un jugement sur les conséquences probables de la convention franco-italienne. Tout notre intérêt se concentre naturellement sur la question de la papauté et du pouvoir temporel.

La conduite du Gouvernement pontifical ayant été d'une part si prudente et si réservée dans ses jugements et dans ses actes, et la conduite du Gouvernement de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique d'autre part, ayant été de même nature, Votre Excellence comprendra qu'il y a mille motifs et circonstances, qui doivent nous porter à suivre une ligne de conduite semblable, alors surtout que le Gouvernement espagnol n'a cessé de proclamer dès le principe qu'il considérerait le maintien de l'indépendance spirituelle du Saint-Père, comme un des devoirs les plus sacrés des puissances catholiques et la conservation du pouvoir temporel du Pape comme une précieuse garantie de cette indépendance.

En dehors de cette question sur laquelle nous n'avons aucune raison d'être embarrassés à nous expliquer nettement, nous devons continuer à nous renfermer, comme d'ailleurs Votre Excellence l'a sans doute fait jusqu'ici, dans une attitude expectante, seul moyen de conserver notre liberté d'action d'une façon absolue.

Signé : A. LLORENTE.

**M. Llorente à M. de la Torre Ayllon, ministre de Sa Majesté,
à Vienne.**

Madrid, le 31 octobre 1864.

Monsieur, comme vous l'aurez sans doute compris, par mon silence prolongé, le Gouvernement de Sa Majesté ne s'est point encore vu

dans le cas d'adopter une résolution quelconque ni de fixer sa ligne de conduite relativement aux affaires d'Italie depuis la Convention du 15 septembre.

Je dois néanmoins mettre Votre Excellence au courant des raisons qui nous ont portés à adopter une attitude expectante, et l'entretenir des actes que nous avons cru devoir faire afin qu'ils puissent servir de règle à la conduite que Votre Excellence aura à observer et au langage qu'elle aura à tenir tant que le Gouvernement de Sa Majesté ne lui aura pas communiqué de nouvelles instructions.

A l'époque même où se concluait le traité, le Ministre des Affaires étrangères de l'Empereur, M. Drouyn de Lhuys, informait notre ambassadeur à Paris de cette négociation, et le mettait au courant de ses clauses essentielles en lui donnant l'assurance que le Gouvernement impérial prendrait les précautions nécessaires pour sauvegarder la sécurité et l'indépendance du Saint-Père.

J'ai écrit à M. Isturiz, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, en l'assurant que pour nous la question que l'on cherche à résoudre dans cette Convention était l'objet de longues et sérieuses délibérations. Pour une nation exclusivement catholique comme la nation espagnole, l'indépendance absolue du Saint-Père et par conséquent sa sécurité, est une question d'un intérêt vital et la conservation du pouvoir temporel est la garantie nécessaire et indispensable à notre avis, de cette indépendance.

Pendant que, en vue des événements et d'explications plus détaillées, le Gouvernement décidait quelle devait être sa ligne de conduite, je chargeai l'ambassadeur de Sa Majesté à Paris d'entretenir M. Drouyn de Lhuys dans les bonnes dispositions qu'il avait montrées, en prenant acte de ses paroles en ce qui touche les mesures de précautions proposées à l'égard de la sécurité et de l'indépendance du Pape et en lui faisant observer combien cette question affecte vivement les intérêts les plus essentiels et les plus élevées des nations catholiques.

J'ai eu occasion de fournir les mêmes explications au nonce de Sa Sainteté lorsqu'il crut convenable de s'enquérir de l'opinion du Gouvernement relativement à la Convention précitée.

Au reste, aucune proposition n'a été encore faite par la Cour de Rome ; elle n'a demandé aucun secours ni aucune promesse formelle d'appui. Son représentant s'est borné à exprimer le désir de savoir quelles pourraient être les dispositions du Gouvernement et je me suis empressé de répondre que, pour ce qui est de l'appui moral, c'était une question de devoir et de conviction sur laquelle il ne pouvait y avoir aucune hésitation ; mais qu'en sortant de ce cercle d'idées tout projet d'appui matériel de quelque nature qu'il soit, exige, dans des cas déterminés et après des propositions directes, un examen

approfondi des temps et des circonstances, parce que notre action doit être subordonnée aux limites du possible et de la prudence. C'est dans le même sens qu'ont été rédigées les instructions adressées à M. Pacheco, ambassadeur de Sa Majesté à Rome.

Il ne nous est pas donné de prévoir les incidents qui peuvent se produire ni les changements qui peuvent avoir lieu dans l'attitude et les dispositions des différents Gouvernements, dans l'intervalle de deux années qui s'écoulera à partir de la translation de la capitale du roi Victor Emmanuel à Florence, jusqu'à la complète évacuation de Rome. Ces incidents peuvent surgir : premièrement des prochains débats du Parlement italien et de l'attitude qu'observera le Gouvernement italien; ensuite de la résolution qu'adoptera le Souverain Pontife, en ce qui touche la faculté de se décharger d'une partie de sa dette, conformément aux stipulations de la Convention et suivant que l'on considère que cet acte renferme ou non une reconnaissance implicite de l'ordre des choses qui existe de fait en Italie; en troisième lieu, des mesures qui seront adoptées ou se préparent dans le but de maintenir l'ordre public dans les États pontificaux, après l'évacuation.

Les changements peuvent provenir principalement des événements qui surviendront en Italie, de la nature des relations du Gouvernement de l'empereur Napoléon avec les grandes puissances de l'Occident ou du nord de l'Europe, et de la direction que prendra l'opinion publique en France et chez les autres nations catholiques.

Il serait à la fois impossible et inutile d'énumérer toutes les éventualités qu'on pourrait prévoir sans compter beaucoup d'autres encore qui échappent à tous les calculs.

Dans ces circonstances, et en présence de considérations si puissantes, le Gouvernement de Sa Majesté ayant déjà fait les protestations imposées par les devoirs d'un ordre moral très-élevé, croit opportun de s'arrêter à un système de réserve pouvant se concilier avec la plus grande liberté d'action et avec l'intérêt que nous avons à conserver nos bonnes relations avec les autres puissances. Il faut que les faits parlent et nous inspirent les décisions convenables; il sera également bon d'attendre que le Saint-Siège veuille bien nous communiquer sa manière de voir sur la nouvelle situation qui se prépare.

Il importerait aussi de savoir quelles sont les dispositions des autres États catholiques et de quelle manière les Gouvernements de France et d'Italie entendent et appliquent la Convention.

Les circonstances imposent au Gouvernement de Sa Majesté, aujourd'hui plus que jamais, le devoir de se dépouiller de toute espèce de préventions et de s'élever au-dessus des passions des partis, pour veiller uniquement aux intérêts de l'État parmi lesquels, certes, l'un

des plus élevés est celui de défendre et de maintenir l'indépendance absolue de la papauté.

Ces explications pourront servir de règle à Votre Excellence, en ce qui touche le langage que vous aurez à tenir et la conduite que vous devrez suivre vis-à-vis du Gouvernement de Sa Majesté Impériale apostolique.

Votre Excellence se bornera donc, selon les cas, à affirmer que le Gouvernement espagnol considère comme un des intérêts les plus élevés des nations catholiques la préservation complète de l'indépendance du pouvoir pontifical et que, sans perdre de vue cet intérêt, il agira suivant les circonstances et les intérêts de l'État, en tenant grandement compte des actes et des dispositions des autres puissances catholiques.

Je crois inutile d'ajouter que Votre Excellence devra, comme par le passé, me tenir au courant de tout ce qui peut intéresser le Gouvernement et me communiquer tous les faits et nouvelles qui peuvent nous éclairer sur l'attitude et les projets du Gouvernement autrichien relativement à la question romaine.

Signé : A LLORENTE.

M. Alexandre Mon à M. Llorente.

Paris, le 25 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Après les réceptions et les visites officielles, j'ai cru convenable d'entamer mes conversations politiques avec le Ministre des Affaires étrangères.

L'affaire la plus importante parmi celles qui sont en suspens, étant la question romaine, il était naturel de s'occuper tout d'abord de celle-là. Je commençai par demander au Ministre s'il était décidé à l'exécution de la Convention du 15 septembre, malgré les explications qu'il avait données dans sa note du 30 octobre, relativement à ses conversations avec le chevalier Nigra, ministre du roi Victor Emmanuel.

Il me répondit que oui ; qu'en conséquence, on avait établi comme point de départ que les troupes françaises évacueraient Rome dans le délai de deux années, à condition que le royaume d'Italie transférât sa capitale à un autre point choisi par les Italiens et que cette translation fût non pas provisoire, mais définitive ; que les Italiens n'attaqueraient et n'inquiéteraient d'aucune manière le Pape dans sa possession de

Rome et ne consentiraient pas non plus à ce que d'autres attaquaissent le Saint-Père ; que si, dans Rome même il existait un parti révolutionnaire qui chercherait à attenter au pouvoir du Pape ou à en empêcher le libre exercice, la France se réservait alors le droit d'agir, de même que l'Italie s'était réservé ce droit.

Je fis remarquer au Ministre des Affaires étrangères que dans ce délai de deux ans, les puissances catholiques pourraient s'entendre afin d'empêcher les événements qui viendraient à se produire dans ce délai et afin de mieux garantir le pouvoir et l'autorité du Pape, sans les laisser exposés aux hasards de l'avenir ; comme je lui demandai quel était son avis au sujet de cette entente, il me parut vouloir éluder la réponse, sous le prétexte que ses résolutions seraient influencées en grande partie par l'attitude que prendrait le Saint-Père dans ses rapports avec les puissances catholiques. Le ministre estime que si le Saint-Père venait à renouveler les manifestations contenues dans l'Encyclique récemment publiée et qui, suivant lui, sont de nature à compromettre et à embarrasser le gouvernement français, il n'y aurait point dans ce cas opportunité à tenter de grands efforts pour résoudre dans un certain sens la question qui concerne aujourd'hui Sa Sainteté. Que si, au contraire, le Saint-Père se convainquait de la nécessité de mettre ses institutions plus en harmonie avec les exigences de l'époque, et avec l'organisation politique sous laquelle vivent actuellement la plupart des nations, alors il serait plus facile de vaincre les difficultés qui pourraient s'opposer à une solution satisfaisante pour les intérêts catholiques.

L'Encyclique, je dois le dire à Votre Excellence, continue à préoccuper le Gouvernement de l'Empereur quoique moins que dans le principe. Elle était annoncée depuis plusieurs années déjà, mais on ne croyait pas cependant qu'elle serait publiée sitôt. Quelques jours avant sa publication, l'Ambassadeur de France à Rome, la communiqua à son Gouvernement en l'informant que le Pape en avait autorisé la publication.

On ne peut nier que la publication de ce document n'ait causé une grande impression comme il en est toujours ici des grandes nouvelles ; l'impression est d'autant plus vive lorsque d'autres nouvelles n'arrivent pas aussitôt pour détruire l'effet des premières. Les résultats de cette impression ont été différents, suivant le caractère des partis politiques.

Les amis libéraux du Pape, comme Montalembert, Thiers et Broglie ont vu avec peine la condamnation de leurs opinions libérales et de leurs principes d'après lesquels la Papauté et le Catholicisme seraient compatibles avec les institutions modernes. Les Impérialistes, amis du pouvoir temporel voient dans l'Encyclique, l'affaiblissement des forces

qu'ils étaient disposés à employer en faveur du Pape. Les ennemis de la Papauté ont battu des mains parce qu'ils y ont vu un accroissement des forces avec lesquelles ils comptent combattre le pouvoir du Saint-Père. Quant aux classes populaires elles conservent leurs croyances et leurs anciennes pratiques religieuses.

Les évêques se sont crus obligés de courir à la défense du Saint-Père ; et si quelques-uns regrettent de contrarier le Gouvernement, ils ne peuvent cependant se soustraire aux devoirs de leur haute dignité et aux nécessités imposées par l'Église.

Le Gouvernement s'arrête à un moyen terme, en se contentant d'appliquer le concordat aux parties de l'Encyclique qui lui paraîtraient incompatibles avec les institutions en vigueur en France ; il a agi dans cette circonstance comme nous pouvons agir en vertu de nos prérogatives royales lorsque nous accordons l'exequatur aux bulles pontificales. Le Gouvernement redoute l'opposition du clergé tant à cause de l'influence qu'il possède qu'à cause de la réaction qu'il peut amener chez ses adversaires. Il redoute aussi les discussions au sein du Sénat et du Corps législatif.

En parlant de ceci, M. Thiers me disait hier, qu'il y avait beaucoup de personnes qui cesseraient de bonne foi et par conviction de voter pour le Gouvernement, mais que la pensée de faire de l'opposition au Gouvernement et la crainte des conséquences qui peuvent en résulter, les fait toujours voter dans son sens, quelle que soit la question posée.

Le Ministre des Affaires étrangères croit cependant que l'Encyclique n'influera en rien sur la Convention du 15 septembre ni sur les explications fournies à ce sujet par le Gouvernement français. Dans son opinion, il n'est pas probable que dans le délai de deux ans, stipulé par ladite convention, le Pape réussisse à former une armée pontificale et à organiser ses finances et, à l'expiration de ce délai, on prendra les résolutions qui conviendront à l'état des choses ou que cet état de choses pourra exiger.

Un homme d'État d'une grande réputation et de beaucoup d'expérience me disait hier que si vraiment les Français évacuaient Rome, ce dont il doutait, ils n'abandonneraient cependant pas Civita-Vecchia. Je fis remarquer au Ministre que, dans ces deux années, il pourrait survenir de graves événements en Italie, et que les Gouvernements qui y étaient établis n'auraient pas le temps de se consolider beaucoup ; j'ajoutai que l'unité ne gagnait pas beaucoup de partisans, que les finances ne s'organisaient qu'avec difficulté et que la confiance ne renaissait point.

Le Ministre ne m'a pas paru éloigné de penser comme moi en cette matière ; mais il me répondit que l'Empereur ne ferait rien contre

l'unité ; qu'au contraire, il la favoriserait en laissant aux villes la liberté de s'organiser comme elles pourraient et comme il leur plairait. Il m'a semblé néanmoins que le traité de Zurich, plus ou moins élargi, ne déplairait pas au Gouvernement impérial.

En terminant notre conversation, j'ai cherché autant que possible à calmer l'irritation du Ministre, comme je l'avais déjà fait à l'égard de ceux qui s'étaient montrés mécontents du Pape. Je lui exposai que le Saint-Père, lorsqu'il adresse la parole aux catholiques, ne pouvait s'exprimer autrement qu'il ne l'a fait, et qu'il lui était difficile de garder le silence, alors qu'il était attaqué de toutes parts et que la religion se trouvait menacée ; que cela s'était toujours passé ainsi dans le monde catholique ; que, une fois la première impression effacée, les choses suivraient de nouveau leur cours naturel, sans aucune perturbation, et qu'on recueillerait cependant le fruit de la bonne et saine doctrine.

Le Ministre me parut souhaiter que les choses se passassent comme je le croyais, mais craindre en même temps que des idées contraires ne vinssent troubler la paix dont on désirait jouir ; il me parut aussi redouter que le Sénat et le Corps législatif ne le poussassent à s'incliner ni d'un côté ni de l'autre.

Toutefois, ce que j'ai dit a eu pour effet, car les impressions ici s'effacent vite, de faire renaître le calme. On dit cependant que le Cardinal Antonelli, à qui plusieurs évêques se sont adressés au sujet de l'interprétation à donner à divers passages de l'Encyclique, a promis de fournir des explications qui seraient, assure-t-on, de nature à adoucir certaines expressions de l'Encyclique, lesquelles ont paru trop sévères. Je ne mets pas en doute la promesse d'explications ; mais j'ignore dans quelle forme et de quelle manière elles seront données.

J'aurai soin de faire parvenir à Votre Excellence toutes les informations que je pourrai recueillir sur ce point.

Signé : ALEXANDRE MON.

M. Pacheco, ambassadeur à Rome, à M. Llorente.

Rome, le 31 janvier 1865.

Monsieur le Ministre, hier, j'ai eu l'honneur de présenter, en audience solennelle, à Sa Sainteté, les lettres de Sa Majesté qui m'accréditent en qualité d'Ambassadeur extraordinaire auprès du Saint-Siège. La réception a eu lieu dans la forme habituelle ; j'ai été

accompagné par l'auditeur de Rote, D. Marcial de Avila ; du Ministre résident, M. Fernando de Sousa, chargé d'une mission spéciale ; des secrétaires, MM. Mariano Zarco del Valle et Emilio de Torres, et de l'attaché, M. Eugenio de Corral. Sa Sainteté m'a reçu avec son affabilité ordinaire et m'a retenu dans son cabinet environ trois quarts d'heure, ce qui a éveillé naturellement l'attention et a produit un excellent effet.

Il ne m'est pas possible de rapporter à Votre Excellence, qui d'ailleurs n'y trouverait point d'intérêt, les détails de cette conversation aussi agréable que variée. Je dois seulement lui faire connaître ce que Sa Sainteté m'a dit au sujet de l'Encyclique, la grave question du moment, parce que cela m'a paru avoir une importance capitale. Je ne croyais pas que le Saint-Père me parlerait de cette affaire, et il ne pouvait entrer dans mes intentions d'y faire la moindre allusion. Ce fut Sa Sainteté qui amena la conversation sur ce chapitre, en me demandant quelles nouvelles j'avais reçues d'Espagne, au sujet de l'Encyclique. Je lui répondis que rien n'avait encore été décidé, le Gouvernement de Sa Majesté ayant, conformément à nos lois, communiqué l'Encyclique au Conseil d'Etat. Sa Sainteté me dit alors qu'elle espérait que toutes ces discussions se termineraient bien, et que tout le monde se convaincrait de ce qui avait été sa véritable pensée ; que l'évêque d'Orléans avait publié une excellente brochure sur l'Encyclique, et qu'ici, à Rome, il avait été rédigé, par son ordre, un commentaire qui serait très-prochainement livré à la publicité, les épreuves des premières feuilles étant déjà corrigées. Les propositions du Syllabus, ajouta le Saint-Père, étaient si concises *qu'elles pouvaient épouvanter* (textuel), et il était nécessaire de les expliquer, afin qu'elles ne soient pas mal comprises, comme cela avait eu lieu.

Je dois dire à Votre Excellence que j'approuvai en toute sincérité ce projet, bien qu'il m'eût semblé préférable d'éviter la nécessité d'avoir recours à un tel moyen.

Pour tout le reste, comme je l'ai dit à Votre Excellence, la conversation du Saint-Père fut agréable et pleine de bonté. Il termina l'entretien en me donnant, conformément au désir que je lui en avais exprimé, sa bénédiction pour Sa Majesté, la Famille royale et la nation espagnole.

Je fis ensuite ma visite officielle au Cardinal Antonelli, à la basilique de Saint-Pierre et au Cardinal doyen, et m'en retournai au Palais avec l'étiquette et le cérémonial en usage.

Signé : J.-F. PACHECO.

M. Alexandre Mon à M. Llorente.

Paris, le 27 mars 1865.

Monsieur le Ministre, dans la discussion qui vient d'avoir lieu au sein du Sénat de l'Empire, sur la Convention du 15 septembre, presque tous les discours prononcés sont dignes d'attention, et je dois en particulier citer ceux du Cardinal de Bonnechose et du Ministre d'État. Ce dernier a terminé son discours par deux déclarations qui se réfèrent au délai de deux ans fixé pour la retraite des troupes françaises de Rome, et aux conséquences possibles de cette évacuation, au sujet de laquelle le Ministre désire garder une réserve complète pour le présent et la liberté d'action du Gouvernement pour l'avenir.

« Oui, s'est écrié M. Rouher, ces deux années peuvent servir à de
 « grands éléments de conciliation. Lorsqu'on insiste auprès du Gou-
 « vernement pour qu'il dise ce qu'il fera dans deux années, ce qu'il
 « fera de sa liberté d'action, je ne peux pas répondre, parce que
 « j'espère, parce que j'attends, parce que je désire, parce que je ne
 « veux pas encourager de périlleuses résistances, de regrettables iner-
 « ties, parce que je ne veux pas, au nom du Gouvernement, donner
 « un contre-seing à ce douloureux *non possumus*, qui menace de tout
 « perdre.

« Je déclare que cette liberté, je dois la conserver entière au nom
 « du Gouvernement; oui, tout entière. Que vous répondrai-je en
 « effet? Me faudrait-il dire qu'après deux années, si la révolution
 « et l'émeute grondent à Rome et menacent le Saint-Père, nous n'y
 « retournerons pas? Mais ce serait une provocation à des ardeurs
 « révolutionnaires; ce serait leur dire: Agissez, la France a quitté
 « Rome à tout jamais! Non, je ne tiendrais pas un langage pareil.
 « Dirais-je, au contraire: Quoi qu'il arrive dans deux années, nous
 « retournerons à Rome, si le pouvoir pontifical est ébranlé. Mais
 « faire une telle déclaration, n'est-ce pas encourager des opiniâtres
 « que vous avez regrettés, des inerties que vous avez désapprouvées?
 « N'est-ce pas paralyser ces conciliations désirables et ardemment
 « espérées?

« Voilà pourquoi le Gouvernement vous demande un vote de con-
 « fiance; mais, en vous le demandant, il le place sans réserve et sans
 « limites, sous l'autorité de son passé et des hautes sympathies que
 « vous lui avez toujours témoignées. »

Cette opinion est aussi celle de M. Drouyn de Lhuys, et il s'est toujours exprimé dans ce sens quand je lui demandai ce qui allait se

passer à Rome le jour où les troupes françaises auraient quitté la Ville éternelle. La question que l'Ambassadeur d'Autriche et moi nous lui avons posée est celle-ci : « Le lendemain du départ des troupes françaises de Rome, une proclamation sera publiée dans la ville, proclamation dans laquelle l'autorité temporelle du Pape sera méconnue et sa personne exposée aux plus grands dangers. Quel usage fera alors le Gouvernement français de sa réserve ? » « Je ne veux pas le dire, répondit le Ministre, parce que si je disais au Pape que nous viendrions à son secours, il resterait tranquille et impassible sur son trône et pourrait nous répliquer, quand cela lui plairait, par une autre Encyclique semblable à celle qu'il vient de lancer et qui aurait pu nous causer tant d'embarras ; le Gouvernement pontifical continuant alors sans crainte dans sa marche habituelle, il n'y aurait rien d'étrange à voir se reproduire des scènes comme celles du petit Mortara et d'autres du même genre, et la responsabilité en retomberait sur le Gouvernement français, l'appui et le soutien du Gouvernement du Pape, qui a commis de tels actes. » « Ceci veut dire, avons-nous répondu, que le Gouvernement français est disposé à laisser le Pape devenir victime de la révolution. » Il nous répliqua : « Je ne veux pas non plus dire cela, parce que je ne veux point encourager les révolutionnaires en leur donnant l'assurance de leur triomphe ; d'ailleurs notre conduite dans ces dernières seize années, les sacrifices que la France a faits pour défendre le Pape ne sont-ils pas une garantie de notre conduite pour l'avenir ? » « Eh bien ! lui avons-nous dit, faites une déclaration dans ce sens. » Mais il refusa également d'y consentir.

Dans cette incertitude, la position des Gouvernements catholiques, particulièrement de ceux d'Autriche et d'Espagne, est très-difficile ; et, dans plusieurs conférences que nous avons eues, le prince de Metternich et moi, nous nous en sommes préoccupés et nous sommes convenus de nous adresser à nos Gouvernements respectifs, pour savoir quelle est leur intention en ce qui touche la conduite que nous devons tenir. Le prince de Metternich a déjà obtenu de son Gouvernement une réponse par laquelle ce dernier approuve que son représentant se concerte avec moi, et il se réfère aux bons résultats qu'a produits la démarche que nous avons faite ensemble en 1861, et à laquelle il faut attribuer le désistement, de la part de l'Italie, de faire de Rome la capitale de l'Italie et le choix de Florence comme capitale.

Lors de la dernière conférence que j'eus avec M. Drouyn de Lhuys sur cette question, et qui fut antérieure à la discussion au sein du Sénat, il me dit ce qui suit :

« L'Espagne et l'Autriche, mais particulièrement l'Espagne, pour-

raient rendre un grand service au Pape et à la religion en donnant leur assentiment à la Convention du 15 septembre. » A quoi je répondis que, outre que cette Convention n'était pas en harmonie avec nos principes touchant les spoliations dont le Pape avait été l'objet ; outre que le Pape protestait contre cette Convention, elle ne satisfaisait ni aux exigences de la sécurité intérieure et extérieure de Sa Sainteté, en ce qui concerne sa personne, ni à celles du Gouvernement temporel des États que le Saint-Père possède encore. Le Ministre me fit observer que si la Convention ne nous paraissait pas satisfaisante, nous devons lui indiquer les amendements qu'il y aurait lieu d'y introduire ; qu'il était disposé à les admettre, sous la réserve toutefois qu'ils ne seraient point contraires au but que s'était proposé la France.

Comme je n'avais point reçu d'instructions, à cet égard, de Votre Excellence, je ne sus que lui répondre, et bien qu'il se présentât à mon esprit diverses objections, j'ai craint qu'elles n'obtiendraient peut-être pas l'approbation de Votre Excellence.

Dans le cas où Votre Excellence jugerait opportun de s'occuper de cette affaire, je crois utile de lui communiquer différentes nouvelles qui ne sont pas encore bien connues, mais auxquelles certaines personnes haut placées ajoutent quelque foi. D'après ces personnes, l'Empereur n'abandonnera jamais l'Italie ; elles croient que s'il venait à quitter Rome, il s'établirait à Civita-Vecchia, pour être à même d'accourir promptement lorsque des dangers menaceraient le Pape, et attendre les événements qui pourraient se produire en Italie et même dans le reste de l'Europe, désirant se conserver toujours une porte ouverte dans ce Royaume et garder une armée à proximité. Quoique tout ceci ne soit qu'une supposition gratuite, puisqu'il est expressément dit dans la Convention du 15 septembre que la France évacuera les États-Pontificaux, dont Civita-Vecchia fait partie, cependant on pourrait bien faire une exception en faveur de cette ville, en donnant pour motif que la crainte des dangers auxquels peut être exposé le Saint-Père à Rome n'a pas cessé d'exister.

D'un autre côté, toutes les nouvelles qui arrivent de cette capitale portent que Sa Sainteté est décidée à remettre sa destinée aux mains de la Providence, sans vouloir accepter aucune des conditions desquelles on pourrait inférer, de quelque façon que ce soit, qu'Elle approuve les événements qui se sont accomplis dans ses États depuis la paix de Villafranca. On pense que le Saint-Père ne se prêterait ni à la formation d'une légion étrangère, ni davantage au règlement de la dette et des intérêts, au moins dans une forme qui pourrait démontrer que le paiement de la dette est une conséquence de la séparation d'avec la Cour de Rome, de l'État qui le prend à sa charge. Aussi

avancée en âge que l'est Sa Sainteté, Elle ne veut point charger sa conscience d'une responsabilité si grande, ni souiller le temps qui lui reste encore à vivre par des concessions qui porteraient atteinte à ce qui, depuis tant de siècles, a servi à cimenter une institution qui date de dix-huit cents ans.

D'autres ajoutent que l'Empereur ne voudrait jamais assumer la responsabilité d'un risque quelconque auquel le Saint-Père serait exposé, car il attache une grande importance à l'adhésion du clergé. D'autres enfin, prétendent que la majorité des Italiens cherchera, par tous les moyens possibles, à éviter que le Pape ne quitte l'Italie où l'on est encore si attaché à sa personne et à son autorité, car ils sont d'avis, et à juste titre, qu'ils doivent à la présence du Pape une grande partie de leur importance et de leur considération.

Relativement à la France, l'attitude prise par le clergé dans la question de la Convention et de l'Encyclique, les discours prononcés au Sénat par les cardinaux et d'autres sénateurs, les sentiments que ces dignitaires ont exprimés, tout cela a produit une grande impression et mis en lumière la grande force du sentiment catholique dans l'Empire. Il y eut un moment où l'Encyclique troubla bien des personnes qui croyaient que leurs principes libéraux étaient stigmatisés dans certains passages de Sa Sainteté. Mais le calme, la réflexion et le bon sens ont fait généralement que les choses sont rentrées dans leur assiette naturelle; la considération et le respect pour la personne du Saint-Père resteront intacts au milieu d'une discussion aussi violente produite par le langage vieilli dont se servent encore les Souverains Pontifes.

Il y en a aussi qui pensent qu'il est nécessaire de bien considérer la force des choses qui se passent en Italie pour en déduire le degré de stabilité de ce qui existe. Des gens très-sensés sont d'avis que la translation de la capitale de Turin à Florence a affaibli le Gouvernement. En effet Turin, par son histoire depuis Novare, par l'impulsion qui y a été donnée aux événements révolutionnaires de ces dernières années, par l'adhésion que tous les États d'Italie ont donnée à la ville de Turin en reconnaissant l'importance des services qu'elle avait rendus, était une capitale d'une grande puissance et qui représentait bien. La grande révolution parlait, agissait et ordonnait à Turin, mais Florence n'apporte aucune force nouvelle ni comme autorité, ni comme tradition, aux décrets du Gouvernement. Les Chambres, le Roi y sont là tout à fait hors de leur milieu et comme dans une résidence d'été. Si Rome était la capitale du royaume d'Italie, cette Rome d'où sont sorties de si grandes choses et qui se trouve associée à l'histoire du monde depuis tant de siècles, la considération et la force dont jouirait le Gouvernement seraient tout autres. Sans Rome, rien ne se

consolidera en Italie. Sans Rome, suivant quelques personnes, la fédération, sous une forme ou sous une autre, est inévitable. On s'avance même jusqu'à dire qu'au fond c'est l'idée de l'Empereur Napoléon, mais qu'il ne fera rien quant à présent pour la réaliser ; et qu'au contraire il désire que le Gouvernement unifié essaye ses forces avec la capitale transférée à Florence et que son impuissance vienne à être bien constatée.

Mais, dit-on, sera-ce possible ? L'Italie pourra-t-elle s'organiser ? Les avis sont bien différents à cet égard, mais tous admettent que l'état actuel peut se prolonger. Isolés et divisés, contenus par une force militaire, sans confiance dans l'Autriche et dans d'autres puissances qui les protègent, redoutant enfin la France, les Italiens ne placent leur espoir que dans le résultat des événements à venir. Le banquier Rothschild croit que l'argent ne leur manquera pas. Peut-être bien a-t-il un intérêt particulier à le croire, puisque c'est le banquier de ce pays et celui qui, s'il ne prête pas lui-même, organise au moins les emprunts. D'un autre côté, les États ont appris l'art de la tromperie, et pourvu qu'ils trouvent un prêteur, ils ne s'inquiètent ni des intérêts à servir ni du remboursement. L'Italie ne prendra pas elle-même d'initiative. Si l'impulsion venait du dehors, si l'Europe se mettait en branle, si le Pape abandonnait Rome, si les complications venaient de sa part et non par sa faute, alors je ne sais ce qui arriverait. Dieu seul connaît l'avenir. Tout restera tranquille jusqu'à ce qu'un accident mette en mouvement les intérêts contraires en Italie ou jusqu'à ce que les périls que peut courir le Pape déconcertent les partis, et, en créant de nouvelles situations, fassent naître de nouvelles exigences.

Dans cet état de choses, les Puissances catholiques, voyant que le temps s'écoule et que sur 24 mois, délai fixé pour l'abandon de Rome par les Français, quatre mois sont déjà passés, doivent-elles rester tranquilles et attendre dans l'inaction le mois de décembre 1866 ? Ne seront-elles pas responsables de ce qui arrivera par suite de l'apathie et de l'indifférence qu'elles ont montrées au sujet de cette question pendant le délai fatal ? Sa Sainteté et l'Empereur ne pourront-ils pas nous dire : Qu'avez-vous fait pendant ces deux années ? N'avez-vous pas été prévenus, avertis d'avance de ce qui allait arriver ? Vous êtes-vous adressés soit au Pape, soit à l'Empereur, pour s'entendre avec eux, pour leur proposer un moyen quelconque de solution, ou leur indiquer les mauvais effets de la Convention du 15 septembre et la nécessité d'y remédier ?

Mais sur qui pourrions-nous compter pour appuyer nos prétentions ? Les nations de l'Europe, par la nature de leurs Gouvernements ou la religion de leurs dynasties, ne sont pas en général très-disposées

à s'unir à l'Autriche et à l'Espagne dans le but de conserver au Pape la plénitude de son pouvoir et la totalité de ses États. La Russie qui, par principe politique, serait tentée d'appuyer le Pape, ne cesse pas de montrer son ressentiment de la conduite tenue par Sa Sainteté l'année dernière, au sujet des événements de la Pologne. La Prusse est gouvernée par une dynastie protestante, et les catholiques prussiens, quoique nombreux, ne le sont pas assez pour diriger le pouvoir royal qui aujourd'hui est très-occupé de l'agrandissement de la nation et combat l'influence de l'Autriche dans la Confédération germanique.

La Bavière ne se placera pas dans une position qui serait très-désagréable à l'Empereur des Français et ne se brouillera pas non plus avec l'Autriche. Elle cherchera un moyen terme qui ne satisfera personne, mais qui aussi n'indisposera sérieusement personne contre elle. Son représentant, M. de Wendland, m'a avoué qu'en 1861 il ne s'est pas joint à l'Autriche et à l'Espagne, parce que M. Thouvenel lui avait exprimé le désir qu'il s'abstînt, mais, en même temps, il me promit d'agir seul dans notre sens, quoique n'ayant pas nos intentions.

La Belgique est gouvernée par un ministère protestant et il y règne un Roi professant la même religion. Si le ministère était catholique aujourd'hui, comme il peut l'être demain, il nous serait sans doute favorable dans cette question. Il n'y a rien à attendre de la part du Portugal.

Nous sommes donc, l'Autriche et l'Espagne, les seules qui puissions réclamer contre la Convention, telle qu'elle se présente actuellement, et contre l'abandon où elle laisse le Pape du jour où Rome sera évacuée.

D'après tout ce qui précède, j'estime que l'Autriche et l'Espagne sont en situation d'appeler l'attention du Gouvernement impérial sur les craintes qu'elles éprouvent touchant le sort de la Papauté et de la personne du Souverain Pontife actuel, dans le cas de la mise à exécution de la Convention du 15 septembre; que pour ces motifs, nous pouvons offrir au Gouvernement notre concours et demander le sien pour éviter les conséquences qui résulteraient sans doute de semblables événements. Une fois que nous aurons obtenu la promesse d'une entente commune, il ne nous paraît pas impossible de réaliser cet accord, et alors nous aurons rendu un grand service à la religion catholique, aux catholiques et à tous les intérêts qu'elle protège et défend. Dans tous les cas, on ne pourra pas dire que nous ayons été insoucians ou imprévoyants, et ce ne sera pas sur nous qu'on devra rejeter la responsabilité de ce qui arrivera.

Signé : ALEXANDRE MON.

M. Alexandre Mon à M. Llorente.

Paris, le 29 avril 1866.

Monsieur le Ministre, le 27 mars dernier, j'ai communiqué à Votre Excellence mes impressions au sujet de la discussion qui a eu lieu au Sénat sur le paragraphe se référant au pouvoir temporel et indépendant du Pape, et du discours prononcé par M. Rouher dans cette enceinte : j'informais en même temps Votre Excellence des différents entretiens que j'ai eus avec M. Drouyn de Lhuys ; je pensais que le moment était venu de nous occuper des conséquences que peut produire la Convention du 15 septembre. Pour compléter mes informations sur ce point, je dois rendre compte à Votre Excellence de la discussion qui a eu lieu aujourd'hui au Corps législatif et de l'impression qu'elle a laissée dans le public.

Je ne parlerai point à Votre Excellence des discours qui ont été prononcés, parce qu'elle les aura sans doute déjà lus ; je me bornerai à lui dire que l'amendement dans lequel on réclamait formellement la conservation du pouvoir temporel du Pape a été voté par 87 députés et aurait probablement réuni la majorité des suffrages de la Chambre n'eussent été les explications claires et positives de M. Rouher qui, tout en combattant l'amendement relatif au pouvoir temporel du Saint-Père, a cependant déclaré que son opposition était plutôt dirigée contre la forme que contre l'esprit de cet amendement. Puis il en est venu à dire qu'il ne reconnaissait pas aux Romains le droit d'annexer leur territoire, leur pouvoir à aucun autre territoire ou pouvoir en Italie. Le résultat de cette discussion a été, en résumé : une grande majorité en faveur de l'idée qui consiste à faire de Rome la capitale du monde catholique où résidera le Pape comme unique Souverain temporel ; maintien de ce pouvoir temporel dans les États que Sa Sainteté possède encore aujourd'hui, et opposition à ce que les Romains et Rome appartiennent à un autre État ou soient soumis à une autre Puissance quelconque de l'Italie.

Je crois que les discussions du Sénat et du Corps législatif ont été très-favorables à la cause de la Papauté et que les voix auraient été beaucoup plus nombreuses sans la confiance que beaucoup de députés mettent dans l'Empereur et sans le désir qu'ils ont de ne pas entraver son action dans l'espoir qu'elle sera favorable à leurs idées sur ce point.

Je crois aussi que l'Empereur et son Ministre des affaires étrangères s'occupent actuellement d'organiser les forces destinées à protéger le Pape, une fois que le retrait des troupes françaises aura été effectué au

mois de décembre 1866. Jusqu'ici il ne paraît pas qu'il y ait un accord complet sur ce point entre l'Empereur et son Ministre. L'Empereur, en s'entretenant avec le prince de Metternich, exprimait le désir que la légion fût pour ainsi dire française, commandée par un général et des chefs français autorisés à cet effet par l'Empereur et composée de soldats autrichiens, allemands, italiens et français. Le Ministre voudrait que la légion se composât d'individus des différents pays catholiques, mais que ce fût complètement et dans toute son acception la légion du Pape. Il y aura encore matière à de longues discussions sur cette question avant qu'on ne parvienne à s'entendre.

J'ai informé en son temps Votre Excellence du caractère de la mission de M. Vegezzi. La dépêche de notre ambassadeur à Rome et ce que j'ai mandé à Votre Excellence ont dû La mettre au courant de l'état où se trouve cette affaire : on pense que Victor-Emmanuel fera au Saint-Père toutes les concessions possibles pour le libre exercice de son autorité en ce qui touche la nomination et la confirmation des évêques. Tout le monde croit qu'il y a chez le Roi Victor-Emmanuel un grand fond de religiosité indépendante de sa politique, mais on craint qu'en formulant ces bons souhaits et ces intentions on ne rencontre de grandes difficultés qu'il sera difficile de surmonter. Néanmoins, le Ministre d'État, M. Rouher, me disant, il y a peu de jours, qu'il y avait le plus vif désir de part et d'autre, en Italie, de s'entendre et que le rapprochement qui venait d'avoir lieu entre Victor-Emmanuel et le Pape était un bon commencement pour arriver promptement à une meilleure solution.

Le prince de Metternich et moi nous avons délibéré avant-hier sur la conduite à tenir dans les circonstances présentes ainsi que je les ai exposées à Votre Excellence dans ma dépêche du 27 mars. Son Gouvernement l'invite à s'entendre avec moi et à suivre une marche uniforme dans nos actes. Bien que M. Benavides m'ait informé par une lettre particulière qu'il approuvait la teneur de ma dernière communication, il ne m'en a rien dit officiellement et ma résolution est d'autant plus chancelante et incertaine. Je sais que les graves préoccupations du Gouvernement ne lui permettent pas de s'occuper en ce moment de cette affaire, mais dès qu'elles auront disparu ou diminué d'intensité, j'espère qu'on voudra bien me faire connaître les ordres que Sa Majesté jugera devoir donner. En attendant, le prince de Metternich rédige une espèce de Mémoire qu'il me communiquera et que je soumettrai en son temps à Votre Excellence pour avoir son avis.

Voilà tout ce que j'ai à mander aujourd'hui à Votre Excellence sur cette grave affaire qui préoccupe fortement les esprits et qui nous préoccuperait davantage, n'était l'espoir de la voir promptement réglée.

Signé : ALEXANDRE MON.

M. de la Torre Ayllon, ministre à Vienne, à M. Llorente.

Vienne, le 6 mai 1865.

Monsieur le Ministre, l'ambassadeur de France a fait ici, dans ces derniers jours, quelques démarches pour chercher à intéresser le cabinet de Vienne dans l'exécution de la convention du 15 septembre, relative au départ des troupes françaises de Rome. J'ai demandé, le 20 avril, à M. le comte de Mensdorff, si, par hasard, le duc de Gramont lui avait parlé de cela. Il m'a répondu affirmativement, mais en ajoutant que cette communication lui avait été faite en termes très-vagues.

Mon opinion est que la communication qui lui a été faite par cet ambassadeur le jour suivant n'est pas aussi grave qu'il le prétend. Il s'agissait de la formation d'une légion étrangère pour augmenter l'armée papale, à ce que j'ai pu savoir du sous-secrétaire d'État chez lequel s'est rendu le Duc après sa conférence avec le Ministre. Le Baron de Meyenburg m'a dit, à cette occasion, que, quelque temps auparavant, le Prince de Metternich avait rendu compte des efforts que faisaient, à cette occasion MM. Alexandre Mon et Drouyn de Lhuys pour la réalisation d'un semblable projet; que jusque-là le Comte de Mensdorff n'avait examiné la question que sous le point de vue militaire, qu'il ne voyait pas grand inconvénient à mettre à la disposition du Saint-Père un ou deux bataillons de volontaires autrichiens, mais que, pourtant, il serait alors indispensable, pour éviter une autre journée de Castelfidardo, que la France s'engageât à défendre de tout son pouvoir, contre les attaques éventuelles des forces italiennes, ceux qui entreraient au service de Sa Sainteté.

Le Baron ajouta que l'on s'en était expliqué dans ce sens avec le duc de Gramont, mais que celui-ci semblait reculer devant la responsabilité qu'assumerait son Gouvernement par une promesse de cette importance. Il m'avertit, en outre, que l'on n'avait encore pris aucune résolution sur la communication de l'ambassadeur français, mais qu'il y avait lieu d'espérer que l'on n'en prendrait que dans le sens indiqué.

Il est certain que si, dans la position privilégiée où il est vis-à-vis du Gouvernement de S. M. Victor-Emmanuel, l'Empereur Napoléon trouve trop grave la responsabilité à laquelle j'ai fait allusion, l'Empereur François-Joseph trouve bien plus grave encore celle d'exposer ses soldats aux écarts de la révolution italienne, sans autres garanties que l'appui matériel de ses propres armes.

Je doute ensuite que le cabinet de S. M. Apostolique, n'obtenant

pas la garantie morale dont parlait le baron de Meysenburg, aille plus avant dans les négociations entamées pour former une légion étrangère pour le Pape, et j'en doute d'autant plus que chaque jour dans les organes de la presse officieuse française, on cherche plus visiblement à profiter, pour les fins de la convention franco-italienne, des plus généreuses impulsions du Père commun des fidèles en confondant, peut-être à dessein, la sublime indulgence du Souverain spirituel avec l'humiliante condescendance que l'on espère du Souverain temporel.

J'ai eu l'hier l'occasion de revenir sur ce sujet avec le duc de Gramont. Il m'a confirmé ce que j'ai eu l'honneur de vous dire de sa communication au comte de Mensdorff. Il m'a dit que ce Ministre l'avait accueillie *ad referendum* seulement, et si j'en juge par l'indifférence avec laquelle il s'est expliqué, il ne s'en promet pas de grands résultats. Je ne dois pas oublier de mentionner qu'il m'a dit que son Gouvernement ferait probablement à celui de Sa Majesté une proposition analogue, si elle était favorablement accueillie près du Gouvernement autrichien.

LOUIS LOPEZ DE LA TORRE AYLLON.

M. de la Torre Ayllon, à M. Llorente.

Vienne, le 12 mai 1865.

Monsieur le Ministre, hier ou avant-hier, M. le comte de Mensdorff a dû répondre, par l'entremise de l'un des attachés à l'ambassade d'Autriche qui retourne à Paris, à la communication qui, suivant ma dépêche n° 71 a été faite par le duc de Gramont au Ministre des affaires étrangères, au sujet de la formation d'une légion pour le service du Pape.

Ce que m'a dit en confidence le sous-secrétaire d'État des affaires étrangères et les termes des indications données sur cette légion par l'Empereur Napoléon, avant son départ pour l'Algérie, à M. de Metternich, qui les a transmis télégraphiquement à son Gouvernement, ne s'accordent pas avec ceux de la communication faite à M. de Mensdorff.

L'Empereur a dû dire à l'ambassadeur qu'en parlant de cette affaire à Sa Majesté, il devait appeler son attention sur la difficulté d'envoyer à Rome un corps de volontaires autrichiens, puisqu'il entendait que la légion fût plus française qu'autre chose; M. Drouyn de Lhuys, au contraire, paraît incliner à lui donner un caractère essentiellement étranger, et il désire que l'Autriche, de préférence, en fournisse les éléments.

De là naissent ici des doutes sur les véritables intentions de l'Empereur Napoléon et, quand bien même son Ministre n'en laisserait rien transpirer, tout au contraire, on le croit disposé à faciliter une intervention de l'Autriche dans la protection du Saint-Siège. C'est pour cela que la réponse du cabinet de Vienne se ressent, à ce que j'ai entendu dire, d'un excès de circonspection et de réserve.

Le Gouvernement de S. M. Apostolique déclare être toujours disposé à s'entendre pour une fin aussi louable avec le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français sur la base des propositions de 1861, faites d'accord avec l'Espagne; mais à ce que m'assure le baron de Meysenburg, il manifeste en même temps le désir d'obtenir de plus amples explications sur la composition éventuelle et l'organisation de la légion projetée, comme aussi de connaître l'opinion du Saint-Père sur sa formation. Ce dernier point serait le plus important, parce que, selon le même fonctionnaire, on a déjà des indices prouvant que le projet est vu d'un mauvais œil par Sa Sainteté.

J'ajouterai que bien que la mission de M. Vegezzi à Rome inspire des inquiétudes dans les hautes régions, qu'elle ait particulièrement éveillé l'attention du grand-duc de Toscane et du duc de Modène, le Ministre des affaires étrangères ne prête aucune foi aux absurdes suppositions de la presse périodique sur la possibilité, et même la probabilité d'une réconciliation du Pape et du roi Victor-Emmanuel sur le terrain politique.

LOUIS LOPEZ DE LA TORRE AYLLON.

M. Alexandre Mon à M. Llorente.

Paris, le 16 mai 1865.

Monsieur le Ministre, les deux dépêches du Ministre de Sa Majesté à Vienne, m'ont fait connaître les opinions erronées émises dans la correspondance de ce Ministre avec le Ministre des affaires étrangères d'Autriche, dans celle de l'ambassadeur de cette puissance à Paris, et dans celle de l'ambassadeur de France à Vienne, touchant la formation d'une légion étrangère à Rome. Je me vois obligé, en conséquence, d'appeler l'attention de Votre Excellence sur ces erreurs, afin qu'Elle connaisse la vérité sur cette affaire, au moins en ce qui me concerne.

Dans mes dépêches du 27 mars et du 29 avril dernier, j'ai rendu compte de toutes mes démarches auprès du Gouvernement et de mes pourparlers avec le prince de Metternich, au sujet des affaires de Rome, y compris la formation d'une légion étrangère. Tout ce qui n'est pas

mentionné dans ces dépêches a été fait en dehors de moi et j'en décline la responsabilité. Le thème que j'ai développé en présence du Ministre des affaires étrangères a toujours été le suivant : A l'époque du retrait des troupes française de Rome, c'est-à-dire dans dix-huit mois, quel sera le sort du Pape, le jour où il se produira à Rome un mouvement révolutionnaire que le Gouvernement de Sa Sainteté serait impuissant à réprimer ? La France se réserve sa liberté d'action, disent les Ministres, mais elle ne satisfait pas les sentiments des catholiques et ne calme pas leurs craintes. Les réponses à ces questions posées par moi et par le prince de Metternich sont consignées dans mes deux dépêches au sujet desquelles Votre Excellence ne m'a encore rien écrit. Il serait cependant désirable que cette affaire fût complètement élucidée pour éviter les maux qui peuvent surgir à un moment donné et pour dégager notre responsabilité, s'ils venaient à se réaliser.

En ce qui touche la légion étrangère, je n'ai ni proposé, ni provoqué cette solution et je n'ai fait aucune condition à cet égard, contrairement à ce que dit M. de la Torre Ayllon. Je n'en sais pas davantage que ce que j'ai mandé à Votre Excellence dans ma dépêche précitée du 29 avril, et si j'en ai souvent entendu parler, je me suis abstenu de donner à ce sujet aucun signe d'approbation ou d'émettre une opinion quelconque sur la formation de la légion étrangère.

Signé : ALEXANDRE MON.

M. Alexandre Mon à M. Llorente.

Paris, le 17 juin 1865.

Monsieur le Ministre, le prince de Metternich m'a annoncé hier que le projet de former une légion étrangère pour veiller à la sécurité intérieure du Gouvernement pontifical, projet dont j'ai déjà entretenu Votre Excellence, a été abandonné pour le moment, parce qu'il n'avait point reçu un accueil favorable de Sa Sainteté. Il paraît que le Saint-Père allègue comme raison que si les Italiens sont de bonne foi dans les engagements qu'ils ont pris de respecter l'autorité et le territoire du Saint-Siège, il serait inutile d'augmenter les forces dont il dispose actuellement et que, dans le cas contraire, cette augmentation ne servirait à rien.

M. Drouyn de Lhuys prétend qu'on pourrait s'entendre avec le roi Victor-Emmanuel pour renforcer l'armée papale avec des soldats italiens au lieu de légionnaires étrangers.

On ne s'occupe toujours pas de préparer, pour le paiement de la dette pontificale l'arrangement mentionné dans la convention du 15 septembre. Les tentatives échouent contre le refus qu'oppose Sa Sainteté toutes les fois qu'elle se voit dans la nécessité de reconnaître, même indirectement, la légitimité des derniers faits accomplis en Italie.

Signé : ALEXANDRE MON.

M. Alexandre Mon à M. Bernudez de Castro.

Paris, le 12 juillet 1865.

Monsieur le Ministre, la déclaration du Président du Conseil des Ministres relativement à la question italienne, m'a porté à croire que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique se proposait de négocier avec tous les intéressés dans cette question, en vue d'obtenir la meilleure solution du problème qui nous occupe, c'est-à-dire de prendre un parti conforme aux vœux et aux intérêts de l'Espagne comme nation européenne et comme Gouvernement constitutionnel, sans porter atteinte aux intérêts élevés du catholicisme. Je pensais que, pour arriver à ce but final et important, les premières négociations s'entameraient avec Sa Sainteté; mais je vois que le Gouvernement a cru devoir se borner à informer Sa Sainteté de l'intention où il était de reconnaître le royaume d'Italie : et bien que j'admette pleinement le droit du Gouvernement d'agir dans cette question comme il le juge opportun, je ne crois pas qu'il soit facile d'obtenir par cette voie les résultats qu'on désire.

D'autre part, toutes les nouvelles qui circulent dans les cercles diplomatiques et politiques sont que la convention du 15 septembre 1864 doit former la base et la garantie sur lesquelles s'appuiera la reconnaissance de l'Italie par l'Espagne. Comme dans toutes mes dépêches j'ai dit et répété qu'à mon avis, cette convention ne réunissait pas des garanties suffisantes pour sauvegarder la personne du Pape et les intérêts des catholiques; dans ce but, j'ai insisté depuis longtemps pour qu'il y fût introduit des changements et des améliorations; comme j'ai eu l'honneur d'exposer cette manière de voir à S. M. l'Empereur, au Ministre des affaires étrangères et aux agents diplomatiques avec lesquels j'ai eu occasion d'aborder cette question, je crois qu'en continuant à occuper le poste d'ambassadeur auprès de cette cour, ou bien ma présence prolongée pourrait être préjudiciable aux intérêts du Gouvernement de Sa Majesté, en supposant que j'agisse

conformément à mes idées et à mes convictions, ou bien elle me rabaisserait jusqu'à un certain point dans l'opinion publique, car on croirait que j'ai abandonné mes convictions et que j'agis en contradiction avec la ligne de conduite qu'elles auraient dû me dicter.

Je ne puis, en définitive, approuver ni la résolution qui aboutira à la reconnaissance du royaume d'Italie, ni la forme et la manière dont cette résolution sera mise à exécution.

Ces raisons m'ont décidé à présenter à Sa Majesté ma démission que vous trouverez ci-jointe et que je prie Votre Excellence de placer sous les yeux de S. M. la Reine.

Signé : ALEXANDRE MON.

M. Bermudez de Castro à M. Alexandre Mon.

Madrid, le 20 juillet 1865.

Monsieur, j'ai reçu la dépêche datée du 12 de ce mois par laquelle Votre Excellence m'informe que, ne pouvant approuver ni la résolution tendant à la reconnaissance du royaume d'Italie, ni la forme et la manière dont elle sera mise à exécution, Elle s'est décidée à m'envoyer, pour la placer sous les yeux de la Reine, sa démission des fonctions d'ambassadeur auprès de la cour des Tuileries.

A l'appui des raisons que vous indiquez comme ayant dirigé votre Conduite, vous déclarez que les paroles prononcées par le Président du conseil des Ministres dans les Chambres, relativement à la reconnaissance du royaume d'Italie, vous ont conduit à croire que cet acte serait précédé d'une négociation avec toutes les parties intéressées; mais qu'ayant vu depuis que le Gouvernement de Sa Majesté se bornerait à faire connaître au Saint-Siège son intention de reconnaître le royaume d'Italie, vous vous considérez comme obligé de vous démettre de vos fonctions, afin qu'on ne pût pas croire que vous ayez abandonné les idées et les convictions exprimées sur cette question dans votre correspondance officielle.

Bien que cette correspondance me fût bien connue, j'ai cherché néanmoins à me pénétrer, par une nouvelle lecture de vos dépêches, des motifs fondés à raison desquels on pourrait attribuer à la démission de Votre Excellence le caractère d'une dissidence avec la politique du Gouvernement de Sa Majesté, et j'ai acquis la conviction que les antécédents auxquels Votre Excellence se réfère, n'impliquent aucune idée, aucune formule politique dont on pourrait déduire une divergence d'opinion entre le Gouvernement et Votre Excellence en ce qui touche la question dont il s'agit.

Mon département n'a reçu que trois dépêches, dans lesquelles Votre Excellence exprime ses doutes relativement aux garanties que présente le traité du 15 septembre.

Dans la première, du 27 mars de cette année, vous rendez compte d'une conversation avec le Ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur, conversation dont le Gouvernement avait déjà reçu une analyse bien plus détaillée, quoique pas entièrement conforme à la vôtre, par une dépêche de M. Drouyn de Lhuys. Il est certain que Votre Excellence y exprimait l'idée que le traité du 15 septembre était insuffisant pour garantir la sécurité et le pouvoir temporel du Pape. Mais il n'échappera pas au bon sens de Votre Excellence que la simple énonciation d'une appréciation de ce genre est dépourvue de l'importance et du caractère d'une véritable politique qui impose le devoir d'être conséquent avec soi-même, et qui peut être considérée comme étant en opposition avec la politique suivie par le Gouvernement de Sa Majesté.

Parmi les indications plus précises sur les démarches actives que vous avez faites auprès du Gouvernement impérial et qui sont contenues dans la dépêche précitée de Votre Excellence, il faut mentionner celle qui a rapport à la convenance d'une démarche commune de l'Espagne et de l'Autriche, dans le but de faire connaître au Cabinet impérial leurs craintes sur le sort de la Papauté, dans le cas où la convention du 15 septembre recevrait son exécution et de réclamer le concours de la France en offrant chacun le leur pour parer aux éventualités qui pourraient se produire.

Mais cette même dépêche qui se réfère à ces démarches, laisse déjà pressentir le résultat négatif auquel elles devaient aboutir, parce que Votre Excellence, en rendant compte de l'entretien qu'Elle a eu avec M. Drouyn de Lhuys, déclare que, l'ayant questionné sur ce qui allait se passer à Rome le jour où les troupes françaises quitteraient la ville, le Ministre de l'Empereur répondit, ainsi que vous l'avez écrit, dans des termes analogues aux paroles prononcées par M. Rouher au sein du Sénat français, c'est-à-dire, en éludant tout engagement et en refusant toute explication, mais qu'en même temps ce Ministre se livra à certaines considérations sur l'attitude de l'Espagne qui renfermaient une censure de sa conduite. Ces considérations ainsi que je l'ai dit plus haut, furent portées à la connaissance du Gouvernement par une dépêche de M. Drouyn de Lhuys et non pas par la dépêche de Votre Excellence du 27 mars, qui les a passées sous silence ; c'est d'ailleurs la seule communication dans laquelle il semble que Votre Excellence se soit préoccupée de l'absence des garanties que l'on rencontre dans la convention du 15 septembre à l'égard de la personne de Sa Sainteté : cela contredit l'affirmation de Votre Excellence, que

dans toutes ses dépêches. Elle serait revenue avec insistance sur ce point.

Votre Excellence exposait également dans cette dépêche la situation de toutes les nations de l'Europe pour en tirer la conséquence que l'on ne pouvait compter sur la coopération d'aucune d'elles, pas même sur celle de la Bavière et du Portugal, quoique ce fussent deux nations catholiques, et qu'il ne restait dès lors que l'Autriche et l'Espagne abandonnées à leurs propres forces.

Eh bien ! Votre Excellence croit-elle qu'il puisse convenir à l'Espagne d'unir sa politique exempte de toute ambition et de toute crainte, à la politique de l'Autriche, qui est animée sans doute des meilleurs sentiments en faveur de la Papauté, mais qui ne peut s'empêcher de se rappeler tout ce qu'elle a déjà perdu et de craindre qu'elle n'en perde un jour encore davantage ?

Non, une politique semblable ne peut, à mon avis, convenir à l'Espagne qui veut, et avec raison, conserver sa liberté d'action pour suivre la voie qui répond le mieux à ses intérêts et qui ne veut point se lier envers une autre nation avec laquelle elle désire sans doute maintenir des relations amicales et vivre en bonne intelligence, mais qui a en Italie des intérêts et des aspirations que nous n'avons pas et ne saurions avoir.

Dans la seconde dépêche du 29 avril, Votre Excellence paraît être bien plus tranquille en ce qui touche le traité du 15 septembre, par suite des déclarations explicites faites par le Ministre d'Etat. M. Rouher, au sein du Corps législatif, mais cependant elle ne propose encore aucune mesure qui constitue une politique distincte de celle du Gouvernement, relativement aux affaires d'Italie.

En dehors des points que je viens d'indiquer et qui forment la partie essentielle des antécédents auxquels se réfère Votre Excellence, il existe encore parmi les documents qui se trouvent au département des affaires étrangères, un projet concerté entre Votre Excellence et l'Ambassadeur d'Autriche, tendant à formuler une déclaration d'après laquelle les puissances catholiques, invoquant les périls qui peuvent résulter pour Sa Sainteté de la Convention du 15 septembre, se réserveraient leur liberté d'action et demanderaient aux autres Puissances d'en prendre acte. Cette déclaration devait être formulée dans une circulaire adressée aux nations de l'Europe, et l'on aurait en même temps fait connaître au Gouvernement français que les Gouvernements d'Espagne et d'Autriche étaient prêts à s'entendre avec lui pour conclure un arrangement dans le but de garantir la sécurité intérieure et extérieure du Saint-Siège.

La gravité et les conséquences assez problématiques de ce projet furent signalées par le Cabinet de Vienne, lequel répondit à la commu-

nication qui lui fut adressée dans ce but par son Représentant à Paris, en mettant en doute l'opportunité et le succès d'une semblable démarche. Votre Excellence n'a pas fait, pour sa part, de communication à cet égard au Gouvernement de Sa Majesté, ou tout au moins je n'en trouve aucune trace dans la correspondance de mon département; il y a lieu du reste de supposer que sa réponse eût été à peu près la même que celle du Gouvernement autrichien.

En revanche, il ressort de votre dépêche du 16 mai, la dernière des trois qui sont relatives aux affaires d'Italie, que Votre Excellence, ayant eu connaissance des communications envoyées par le Ministre de Sa Majesté à Vienne, répudiait toute participation aux projets du Gouvernement autrichien. Votre Excellence assurait que, dans les deux dépêches des 27 mai et 29 avril dont il a été question ci-dessus, Elle avait rendu compte de toutes ses démarches auprès du Gouvernement français, de ses rapports avec le Prince de Metternich au sujet des affaires de Rome, y compris la formation de la légion étrangère.

Votre Excellence ajoutait que tout ce qui n'était pas contenu dans ces dépêches, ne la concernait pas et qu'Elle n'y était pour rien.

Plus loin, dans la même dépêche, Votre Excellence disait encore qu'Elle n'avait ni proposé ni provoqué, ni fait aucune condition à l'égard de la légion étrangère, contrairement à ce que prétendait M. Ayllon, Ministre de Sa Majesté à Vienne.

En répudiant donc tout ce qui n'est pas contenu dans ces dépêches des 27 mars et 29 avril, Votre Excellence réduit toute la politique qu'aujourd'hui Elle proclame comme sienne et comme étant en antagonisme avec celle suivie par le Gouvernement de la Reine, à quelques observations faites au Ministre des affaires étrangères de l'Empereur, sur le traité du 15 septembre; tout cela, je dois le répéter, ne constitue ni un plan ni un système que l'on puisse avoir la prétention de mettre en opposition avec notre politique.

En conséquence, on ne peut admettre les antécédents invoqués par Votre Excellence comme point de départ pour établir la dissidence sur laquelle Elle motive sa démission; on ne peut davantage supposer que cette dissidence ait été provoquée par la résolution du Gouvernement de reconnaître le Royaume d'Italie, car les raisons suivantes se présentent pour affirmer le contraire.

La communication adressée à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Rome, au sujet de la reconnaissance de l'Italie, arriva à la connaissance de Votre Excellence le 29 juin, et je ne crois pas que Votre Excellence ait pu élever des doutes sur le caractère définitif de la résolution du Gouvernement, puisqu'Elle apprenait en même temps que le baron Cavalcini en avait été également informé, le but spécial de ladite communication ayant été de faire connaître à Sa Sainteté les motifs de notre

conduite et de payer ainsi à son caractère sublime et sacré le tribut légitime de notre considération et de notre respect.

L'idée de négocier avec le Saint-Siège ne découlait point de la dépêche adressée à M. Pacheco. Au contraire, cette dépêche révélait l'intention de réaliser sans plus tarder une partie du programme politique présenté par le Président du Conseil, dont les paroles, après la lecture de la dépêche précitée, n'étaient plus susceptibles de l'interprétation que Votre Excellence leur avait donnée précédemment comme Elle le dit, en ce sens qu'il aurait été question d'une négociation préalable avec le Gouvernement pontifical.

Dans cette situation, Votre Excellence devra reconnaître que, pour donner aux résolutions du Gouvernement le caractère de la cause déterminante de la démission de Votre Excellence, il était nécessaire que, appréciant aussi promptement que possible la nature de ces résolutions communiquées à M. Pacheco, Votre Excellence signalât sa dissidence avec la politique du Gouvernement, sans se référer aux antécédents qu'Elle rappelle et en se limitant à l'acte même qui se trouvait en opposition avec ses convictions.

Mais il s'est écoulé treize jours entre le 29 juin et le 12 juillet, date de la dépêche de Votre Excellence, pendant lesquels Elle s'est montrée disposée à continuer ses fonctions ainsi qu'il résulte de ses lettres d'un caractère privé; dès lors, Elle ne peut être fondée à dire que la cause exclusive de sa démission était sa dissidence au sujet de la question d'Italie; pour exister, cette dissidence devait se produire et se manifester aussitôt que Votre Excellence eut reçu avis de la forme et de la manière dans laquelle devait avoir lieu la reconnaissance du Royaume d'Italie, c'est-à-dire le 29 juin dernier.

Les observations que j'adresse à Votre Excellence à mon grand regret, sont d'autant plus indispensables, que, si je ne les avais pas faites, Votre Excellence se serait crue en droit de s'attribuer la représentation d'une politique contraire à celle suivie par le Gouvernement, et comme cette prétention n'a aucun fondement, ainsi que je crois l'avoir démontré, il semble naturel et juste que, au moment où Votre Excellence quitte le poste élevé qu'Elle occupe, les positions respectives soient clairement définies.

Il ne me reste plus qu'à informer Votre Excellence que je saisirai la première occasion pour remettre à S. M. la Reine la démission de Votre Excellence. J'aurai soin de lui donner en son temps connaissance de la résolution à laquelle Sa Majesté aura cru devoir s'arrêter.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

M. Alexandre Mon à M. Bernudez de Castro.

Paris, le 26 juillet 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu la dépêche de Votre Excellence du 20 de ce mois et j'ai pris connaissance de la réponse détaillée qu'Elle a jugé convenable de faire à ma communication du 12 courant, dans laquelle j'exposais tous les motifs qui me portaient à donner ma démission.

Votre Excellence pense qu'il n'existe pas de différence entre la marche suivie par le Gouvernement de S. M. et celle qui ressort de mes dépêches relativement à la politique qui doit être adoptée actuellement en Italie. Je vois à mon tour avec regret, que non-seulement nous ne sommes pas d'accord sur notre manière de voir dans cette importante question, mais encore que je ne puis accepter l'interprétation que Votre Excellence cherche à donner à mes communications.

Votre Excellence dit que, dans trois dépêches seulement, j'ai exprimé des doutes sur les garanties qu'offre la Convention du 15 septembre à l'égard de la sécurité de la Papauté. J'ai sous les yeux copie de quatre dépêches adressées à votre Département sur cette affaire depuis que j'ai pris possession pour la seconde fois de l'ambassade de S. M. C. à Paris. Mais, avant cette époque, pendant que je remplissais également déjà ces fonctions, toutes les graves questions que les événements d'Italie avaient fait naître et qui se trouvent résolues aujourd'hui pour l'Espagne par la reconnaissance du Royaume d'Italie, ont été traitées par moi dans des dépêches qui sont entre les mains de votre Département. J'y établissais la nécessité de ne pas négliger les différents intérêts que nous avons en Italie et la convenance de chercher une solution satisfaisante pour eux. Mes dépêches relatives au traité du 15 septembre se bornaient à signaler les nouveaux dangers qui pouvaient résulter pour le Saint-Siège de la mise à exécution de ce traité et l'urgence qu'il y avait de les écarter.

Votre Excellence ne peut découvrir aucun plan ni système proposé par moi pour parer à ces conséquences et de nature à me mettre en opposition avec le Gouvernement de Sa Majesté, à moins qu'on ne veuille considérer comme tel la proposition tendant à faire, de concert avec l'Autriche, quelques observations au Gouvernement français sur les périls qui pourraient résulter pour le Saint-Père de la Convention du 15 septembre et à lui offrir notre concours pour arriver à une solution qui améliorerait l'état des choses actuel. Cette proposition, soit dit en passant, ne paraît point mériter l'approbation de Votre Excellence. Je ne crois pas qu'un Ambassadeur soit tenu de trouver pour

chaque difficulté une solution satisfaisante. C'est une obligation qui incombe en tout cas au Gouvernement qu'il représente; l'Ambassadeur doit seulement fournir les renseignements et les éléments nécessaires pour que le Gouvernement soit ainsi mis à même d'adopter une décision conforme aux intérêts considérables confiés à ses soins. C'est là, du reste, ce à quoi je me suis constamment attaché dans mes dépêches.

Si Votre Excellence n'y a point pu découvrir de système politique, ni de solution des questions pendantes, Elle n'y aura sûrement pas davantage trouvé la proposition de la reconnaissance pure et simple du Royaume d'Italie par l'Espagne, sans exiger ou obtenir auparavant des garanties en faveur du Saint-Siège. Ce ne serait que dans ce cas que Votre Excellence pourrait prétendre avec raison qu'il n'existerait aucune différence entre ma politique et celle qui est actuellement suivie par le Gouvernement de Sa Majesté; mais comme dans mes dépêches cette proposition ne se trouve pas ni aucune autre du même genre, il en résulte que nos opinions sur cette question sont différentes.

Votre Excellence ne sait pas non plus comment ma démission peut se fonder sur la reconnaissance de l'Italie, étant admis que j'étais déjà informé de la manière dont il allait y être procédé, neuf jours avant ma démission, Votre excellence a sans doute oublié qu'Elle a annoncé dans les Chambres, et a dit dans sa dépêche qu'Elle allait entrer en négociations pour la reconnaissance du Royaume d'Italie; qu'Elle a demandé aux Cortès de suspendre sa décision ainsi que la discussion sur cette question jusqu'à ce que les négociations eussent abouti. Je ne pouvais montrer moins de considération que les Cortès pour le Gouvernement; aussi ai-je attendu jusqu'à ce moment pour fixer mon jugement et pour adopter une résolution dont les motifs devaient être rendus publics. Ce n'est que lorsque j'ai appris avec regret que le résultat des négociations, au sujet desquelles Votre Excellence a cru convenable de garder une si grande réserve devant les Cortès, était de reconnaître purement et simplement le Royaume d'Italie, que je crus de mon devoir d'offrir ma démission, ne voulant pas être considéré comme partisan de cette reconnaissance dans la forme où elle a été effectuée et pour les raisons que j'ai succinctement exposées à Votre Excellence dans ma dépêche du 12 de ce mois.

Je ferai remarquer en terminant à Votre Excellence que les raisons et le droit en vertu desquels je puis m'attribuer une politique différente ou non de celle du Gouvernement de Sa Majesté sur ce point, est une question réservée à l'appréciation particulière d'un chacun et au jugement que peut porter à cet égard l'opinion publique.

Signé : ALEXANDRE MON.

CORRESPONDANCE AVEC ROME.

M. Pacheco à M. Llorente.

Rome, le 6 janvier 1865.

Monsieur le Ministre, une personne haut placée et qui doit savoir ce qu'elle dit m'a communiqué, il y a quelques jours, les deux nouvelles suivantes.

La première, c'est que le Saint-Père, désirant concilier la question de conscience avec les nécessités religieuses en Italie, est résolu à accueillir à Rome un représentant confidentiel du roi Victor-Emmanuel chargé de traiter des affaires ecclésiastiques de la Péninsule. Il paraît que Sa Sainteté exigerait seulement que ce délégué ne fût ni prêtre ni moine, le Pape désirant avec raison que le choix tombe sur une personne d'un caractère modéré et prudent.

La seconde nouvelle, c'est l'idée qui préoccupe constamment l'esprit du Saint-Père, l'idée de réunir un Concile universel de l'Église catholique. Il paraît que cette pensée s'est, depuis longtemps déjà, emparée de Sa Sainteté et a été abandonnée différentes fois à cause des difficultés qui en empêchaient la réalisation. (C'est ce qui m'a été affirmé également par d'autres personnes.) Mais, d'après la personne de qui je tiens le renseignement, ce projet serait de nouveau revenu à l'esprit du Pape, non pas comme une chose résolue, mais au moins comme une chose possible, une chose à examiner et à discuter.

Tels sont les faits que j'ai cru devoir porter à la connaissance de Votre Excellence. S'il m'était permis de les commenter, je dirais que le premier fait me paraît probable et, en définitive, nécessaire, si la situation actuelle se consolide et dure ; c'est un pas des plus importants dans la marche des affaires d'Italie. Quant au second fait, j'aperçois tant de difficultés de tout genre, religieuses, politiques et sociales, que je ne puis me convaincre de la possibilité de sa réalisation.

Je répète que le projet en a été agité plus d'une fois, mais je me figure que les mêmes inconvénients qui ont empêché jusqu'ici sa mise à exécution le feront rejeter comme précédemment, si vraiment il s'est de nouveau présenté à l'esprit du Saint-Père.

Quoi qu'il en soit, Votre Excellence appréciera et se tiendra prête pour toutes les éventualités.

Je n'ai pas autre chose d'important à vous mander aujourd'hui. La santé de Sa Sainteté est toujours bonne, au point qu'Elle a pu se promener à pied ces jours-ci sur le Pincio. L'aspect de la population est

tranquille et réservé. Lorsque Sa Sainteté s'est rendue comme de coutume, le dernier jour de l'année, à l'église des Jésuites, Elle ne fut pas accueillie par l'ovation officielle ou populaire ordinaire, mais il n'y eut pas non plus de manifestation hostile ou irrespectueuse. Il est certain que le calme existe partout parce que l'espérance est partout; les italianissimes croient que les Français partiront et attendent ce moment; de leur côté, les papalins croient qu'ils ne partiront pas et ils sont par conséquent sans crainte.

Signé : PACHECO.

M. Pacheco à M. Llorente.

Rome, le 6 avril 1865.

Monsieur le Ministre, vers le milieu du mois Sa Sainteté a adressé une lettre autographe au roi Victor-Emmanuel, en le conjurant, dans les termes les plus pressants, de s'entendre avec Elle pour le règlement des questions religieuses en Italie. Votre Excellence sait que l'on s'était déjà occupé, il y a quelque temps, de cette matière, mais que les événements politiques avaient empêché d'y donner suite. Aujourd'hui cette idée s'est de nouveau emparée de Sa Sainteté et s'y est développée spontanément. « Je ne veux pas mourir, a-t-elle dit, sans avoir fait tout mon possible pour remplir ce devoir de conscience. » La chose s'est faite si secrètement que personne, excepté le cardinal Antonelli et Mgr Franchi, n'en eut connaissance. Je ne l'ai su moi-même que postérieurement à l'expédition de mon dernier courrier à Votre Excellence. L'Ambassadeur de France ne l'a appris que plus tard. J'en eusse informé Votre Excellence par la poste, si nous avions été en relation avec Turin, parce qu'alors nous eussions pu employer notre influence conformément à nos intérêts; mais ces relations n'existant pas et ne pouvant, dès lors, agir de ce côté, j'ai cru qu'il était inutile de me presser et de nous exposer à l'insécurité qui accompagne toujours la transmission des correspondances par la voie ordinaire.

Le roi Victor-Emmanuel a reçu la lettre de Sa Sainteté à Florence. Cette lettre l'a beaucoup affecté et il paraît qu'il aurait versé des larmes en la lisant. C'était le 19 mars, et le 20 il partit précipitamment pour Turin dans le but d'en conférer avec son Cabinet. D'après ce qu'on m'a dit, jusqu'à hier 5 de ce mois, il ne serait encore parvenu aucune réponse à Rome.

A mon avis, cet événement est très-important. Si le Gouvernement italien accepte de bonne foi l'invitation qui lui est adressée, ces négocia-

ciations pourraient frayer la voie à une entente. Si, au contraire, il décline cette offre, s'il ne nomme pas le délégué qu'on lui demande, si l'on s'oppose à un accord raisonnable, il n'est pas besoin d'autre preuve pour établir que le Gouvernement italien considère la Convention du 15 septembre comme une tromperie hypocrite destinée à couvrir des intentions frauduleuses. En ce cas, la France et l'Europe pourront se le tenir pour dit.

Je n'ai pas besoin d'assurer Votre Excellence que je la tiendrai au courant de tout ce qui a trait à cette négociation et de tout ce que j'apprendrai à ce sujet.

Signé : J.-F. PACHECO.

M. Pacheco à M. Llorente.

Rome, le 15 avril 1865.

Monsieur le Ministre, je profite du courrier de mer d'aujourd'hui pour informer Votre Excellence que le Gouvernement pontifical a reçu une réponse télégraphique de la part du roi Victor-Emmanuel, annonçant à Sa Sainteté que, aussitôt après les fêtes de Pâques, un délégué italien se rendra à Rome porteur de la réponse du Roi au Saint-Père, dont j'ai parlé à Votre Excellence dans ma dépêche n° 45, et chargé de négocier un accord sur les questions religieuses en Italie. Le Pape est dans la jubilation. Je le tiens de source certaine; et je n'ai pas voulu manquer d'en instruire immédiatement Votre Excellence.

Signé : P.-F. PACHECO.

M. Alexandre Mon à M. Llorente.

Paris, le 17 avril 1865.

Monsieur le Ministre, Votre Excellence aura appris que M. Vegezzi, Ministre de Grâce et de Justice, a quitté Turin pour se rendre en mission à Rome. Aussitôt les Ambassadeurs de Russie et de Prusse à Rome en ont respectivement avisé les représentants de ces deux Puissances à Paris en leur disant que le Pape était entré en négociations directes avec Victor-Emmanuel. En outre, le Nonce, qui est encore ici, m'a confié ce qui suit sur cette affaire. Le Pape, affligé de voir qu'il y

avait quarante-sept sièges vacants en Italie, chercha à pourvoir à leur vacance; il s'adressa, à cette effet, à l'Ambassadeur de France à Rome, le chargeant de s'assurer si l'on ne pourrait arriver à une entente sur ce point par l'entremise du Gouvernement de l'Empereur. Le Gouvernement de l'Empereur ne s'occupa point de l'affaire et le Pape adressa alors à Victor-Emmanuel une lettre autographe, le priant d'envoyer à Rome une personne qui serait chargée de traiter ce seul objet, mais qui ne serait revêtue d'aucun caractère officiel. C'est là la raison qui a fait partir M. Vegezzi pour Rome.

Signé : ALEXANDRE MON.

**M. Zarco del Valle, chargé d'affaires d'Espagne à Turin,
à M. Llorente.**

Turin, le 20 avril 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai eu l'honneur d'adresser hier à Votre Excellence un télégramme chiffré portant que « le député Vegezzi est parti pour Rome, emportant une lettre autographe de son souverain en réponse à une première lettre du Pape, dans le but d'entamer des négociations sur la question des évêchés. »

Bien que je sois persuadé que Votre Excellence est parfaitement renseignée par l'Ambassadeur de Sa Majesté à Rome sur tout ce qui se passe dans cette capitale, l'importance de la nouvelle qui précède m'a engagé à la communiquer à Votre Excellence par la voie télégraphique. Aujourd'hui je m'empresse de lui transmettre tous les détails que j'ai pu recueillir à ce sujet.

Vers les derniers jours de mars, Sa Sainteté envoya à S. M. le Roi Victor-Emmanuel une lettre, qu'on dit être autographe, écrite dans un ton paternel, et faisant appel à la conscience et aux sentiments religieux de ce souverain, dans la question des évêchés vacants en Italie, et proposant au Roi d'envoyer à Rome un négociateur à l'effet de trouver une solution à une situation si préjudiciable aux intérêts catholiques.

Il paraîtrait que le Pape caressait déjà ce projet à la fin de l'été dernier lorsque, pris à l'improviste par la Convention de septembre, le Gouvernement pontifical crut devoir conseiller à Sa Sainteté d'attendre encore pour juger les conséquences de ce traité.

Quoi qu'il en soit, la lettre de Sa Sainteté a produit, et cela était naturel, un grand effet sur l'esprit du Roi et de ses conseillers, et il n'y a que peu de jours que M. Vegezzi, Député et ancien Ministre, a été

chargé de porter au Saint-Père la réponse du Roi Victor-Emmanuel. Dans cette réponse, conçue en termes respectueux pour Sa Sainteté et très-conciliants, le Roi, en acceptant la proposition, se déclare prêt à négocier et indique à cet effet les trois points suivants :

1° Les évêques, après leur réintégration dans leurs diocèses respectifs, ne prendront pas une attitude hostile à la politique et à l'ordre des choses établi.

2° Le retour du cardinal de Angelis sera autorisé, mais on fait observer à cet égard que l'on craint que ce prélat ne soit mal reçu dans ce pays; c'est pourquoi on laisse au Gouvernement pontifical le soin de décider s'il y aurait opportunité à son retour.

3° On désire que le nombre actuel des évêchés, qui est considéré comme excessif à Turin, soit diminué.

Tel est, en résumé, le contenu de cette lettre, et M. Vegezzi doit, à l'heure qu'il est, être arrivé à Rome, muni d'instructions de son Gouvernement pour l'ouverture des négociations, mais sans pouvoirs pour conclure rien de définitif; le Gouvernement s'est réservé de lui envoyer l'autorisation nécessaire à cet effet, dans le cas où l'on parviendrait à établir une entente sur cette question.

Comme c'est la première fois, depuis le jour de l'excommunication, que Sa Sainteté et le Roi Victor-Emmanuel se sont mis directement en rapport l'un avec l'autre, j'ai cru devoir porter ce fait sans retard à la connaissance de Votre Excellence et sans attendre le prochain courrier.

Signé : MARIANO-ZARCO DEL VALLE.

M. Pacheco à M. Llorente.

Rome, le 22 avril 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence que le Roi Victor-Emmanuel avait consenti à envoyer un délégué à Rome pour répondre à la lettre de Sa Sainteté et négocier au sujet des affaires ecclésiastiques d'Italie. Ce délégué est effectivement arrivé : c'est M. Vegezzi, ancien Ministre des cultes de S. M. Sarde. Il a été reçu hier par Sa Sainteté. Ainsi que Votre Excellence le comprendra, je ne puis rien lui mander de plus précis en ce moment. Je crois savoir cependant que le Cabinet des Tuileries a vivement engagé le Gouvernement italien à se prêter à toutes les demandes raisonnables de la Cour pontificale, car il y a un intérêt majeur à conclure un arrangement qui règle ces questions et ouvre la voie pour en résoudre d'autres.

Je dois encore entretenir Votre Excellence d'un autre incident, c'est-à-dire du voyage du duc de Persigny. Votre Excellence n'ignore pas que ce personnage est venu passer la semaine sainte à Rome. Les fêtes de Pâques étant terminées, il doit quitter la ville éternelle pour retourner à Paris. Les journaux français ont publié et dit que ce voyage n'avait aucun but politique, mais il est clair néanmoins qu'un homme de l'importance de M. de Persigny ne se rend pas à Rome sans s'occuper incidemment du Gouvernement de Sa Sainteté, et il a sans doute porté au Saint-Père des conseils au nom de l'Empereur. Je puis informer Votre Excellence qu'en effet il a donné ces conseils et qu'il a eu de longues conversations avec le cardinal Antonelli. Les termes dans lesquels il s'est exprimé témoignent, à ce qu'il paraît, d'une manière satisfaisante, des bonnes intentions de S. M. Impériale. M. de Persigny aurait assuré que l'Empereur est convaincu que la Papauté ne peut exister sans un pouvoir temporel plus ou moins étendu et qu'il promet que le Pape n'en sera jamais dépouillé, même s'il commettait la faute d'abandonner Rome. Les Français sauvegarderont ce pouvoir, en rentrant dans Rome si cela était nécessaire et en le conservant pour le remettre soit au Pape actuel lui-même, soit à son successeur au moment où le chef de l'Église voudrait rentrer dans la ville éternelle. Mais il désire vivement que Sa Sainteté s'aide elle-même en procédant dès maintenant à quelques réformes et surtout en organisant une armée pontificale. On ajoute qu'on a proposé de former en France une légion française avec cocarde pontificale, qui serait entretenue par le Gouvernement français à charge d'indemnité payée par le Gouvernement italien, en vertu de l'engagement accepté par ce dernier dans le Traité du 15 septembre au sujet du règlement d'une partie de la dette pontificale. On m'assure enfin que les démarches du duc de Persigny ont été nombreuses et des plus pressantes, elles étaient dictées par le désir de plaire au Saint-Père et en même temps par le désir de sauver d'autres compromis.

En ce qui touche les réponses du Cardinal, mes renseignements me portent à penser qu'elles ont été très-courtoises mais aussi très-réservées. Il y a ici une grande répugnance à augmenter les forces papales au delà du chiffre actuel qui est très-insuffisant. On a une répugnance peut-être encore plus grande à entrer dès ce moment dans la voie des concessions, et surtout on conserve pour l'avenir des espérances secrètes dont j'ai plus d'une fois entretenu Votre Excellence. Si, dans la dernière conversation, on est parvenu à s'entendre sur quelques points, c'est ce que je ne saurais dire pour le moment ; mais, dès que j'apprendrai quoi que ce soit à ce sujet, je m'empresserai de vous le faire connaître. Aujourd'hui, ainsi que je l'ai dit plus haut, le duc doit partir et il est possible qu'hier il soit retourné chez le Cardinal pour confé-

rer avec lui. Je ne voudrais questionner sur ces choses ni l'ambassade de France, ni le Cardinal lui-même, la réserve à laquelle m'oblige notre attitude prudente et mesurée ne me le permettant pas. Mais je répète à Votre Excellence que si j'apprenais quelque nouvelle intéressante, je ne manquerai pas de lui en faire part, même par dépêche chiffrée et par la poste.

Signé : J.-F. PACHECO.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Le Ministre d'État à l'ambassadeur d'Espagne à Rome.

Madrid, le 24 avril 1865.

J'ai reçu votre dépêche du 15.

Je prie Votre Excellence de me transmettre par le télégraphe tout ce qu'elle pourra apprendre sur la teneur de la réponse du Roi Victor-Emmanuel à Sa Sainteté, sur l'arrivée à Rome du délégué italien et sur l'attitude et les vues de la France au sujet de cette intéressante négociation.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

L'Ambassadeur d'Espagne à Rome au Ministre d'État à Madrid.

Rome, le 25 avril 1865.

Hier j'écrivais à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris ce qui suit : « Le délégué italien a eu une longue conférence avec Sa Sainteté. Tous deux ont été satisfaits, et chacun s'est montré disposé à une entente. Aujourd'hui M. Vegezzi doit avoir une entrevue avec le Cardinal Antonelli. Les points qui devront être discutés sont au nombre de trois : réintégration des Evêques bannis ; admission des Evêques nommés par le Pape ; provision ultérieure pour les sièges vacants en Piémont, conformément aux dispositions du Concordat et pour les autres provinces, conformément à ce qui sera convenu. Je prie Votre Excellence de transmettre ces renseignements par télégraphe à Madrid. » Je continuerai maintenant à informer Votre Excellence des nouvelles à mesure qu'elles me parviendront.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

L'Ambassadeur d'Espagne à Rome au Ministre d'État.

Rome, le 25 avril 1865.

Le délégué italien a eu hier une première conférence avec le Cardinal Antonelli. Les difficultés paraissent être en voie d'arrangement. La seconde conférence aura lieu demain. Sans pouvoir affirmer que tout marchera bien, on peut dire cependant qu'il en sera ainsi si les trois points que j'ai signalés à Votre Excellence sont résolus. Je le tiens du Cardinal lui-même.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

L'Ambassadeur d'Espagne à Paris au Ministre d'État.

Paris, le 26 avril 1865.

Les nouvelles officielles reçues à Paris confirment le télégramme expédié par l'Ambassadeur de Sa Majesté à Rome ; elles ajoutent qu'il paraît que le Cardinal Antonelli et le commissaire italien se sont entendus sur les points qui font l'objet de la mission de ce dernier.

**M. Zarco del Valle, chargé d'affaires à Turin,
au Ministre d'État.**

Turin, le 26 avril 1865.

Monsieur le Ministre, bien qu'on ne sache encore rien de positif en ce moment sur la mission confiée à M. le député Vegezzi, dont faisait mention ma dépêche n° 47, on croit cependant généralement que, malgré l'initiative prise par le Saint-Père, la question présentera de grandes difficultés à vaincre ; indépendamment de la diminution du nombre actuel des sièges épiscopaux demandée par le Gouvernement italien, diminution à laquelle la Cour de Rome ne consentira que difficilement, la réintégration des anciens Prélats et l'installation de ceux qui doivent aller occuper les sièges vacants dans les provinces ayant appartenu au Pape et annexées aujourd'hui au Piémont, donneront

lieu à de longues discussions et devront susciter de nouveau la question de souveraineté sur les Marches et l'Ombrie sur laquelle il sera difficile sinon impossible d'arriver à une transaction.

En attendant et quel que soit le résultat des négociations entamées, je crois utile de faire connaître à Votre Excellence le nombre et la situation actuelle des Archevêchés et des Évêchés en Italie, et de lui transmettre en même temps quelques autres renseignements relatifs à cette question.

On trouve dans les États qui composent aujourd'hui le Royaume d'Italie, 44 Archevêchés et 174 Évêchés, répartis de la manière suivante :

Diocèses.	Archevêchés.	Evêchés.
Piémont.....	2	16
Ligurie, Sardaigne.....	4	19
Lombardie.....	1	7
Provinces napolitaines.....	17	67
Sicile.....	3	7
Toscane.....	4	19
Provinces romaines.....	12	32
Duchés.....	1	7
	<u>44</u>	<u>174</u>

Les Évêques préconisés depuis l'époque des annexions et qui n'ont pas reçu l'exequatur du Gouvernement italien, sont ceux de Milan, de Pavie, de Borgo-san-Domino, de Bologne, de Ravenne, de Cesena, de Comachio, de Loreto, de Recamati, d'Osimo, de Nocera, de Cita di Castello et de Calvi. Excepté les trois premiers et le dernier tous les autres appartiennent aux provinces romaines annexées.

Parmi les 62 sièges vacants, il y en a 10 en Piémont, 12 en Ligurie et en Sardaigne, 2 en Lombardie, 15 dans le Napolitain, 7 en Toscane, 14 dans les provinces romaines, et 2 dans les duchés.

Le nombre des Évêques expulsés et exilés à l'époque de l'annexion, se monte, ainsi qu'on me l'a assuré, à 64, plutôt plus que moins. Le nombre de ceux qui ont été arrêtés depuis et se trouvent sous le coup de procès, s'élève à 39 ou 40.

Ces chiffres que j'ai lieu de croire parfaitement exacts en disent plus que tous les commentaires dont je pourrais les accompagner et font comprendre la nécessité d'établir un ordre de choses conforme aux sentiments et aux intérêts tant du Saint-Siège que du Gouvernement et de l'Italie, pays essentiellement religieux.

Signé : ZARCO DEL VALLE.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

M. Pacheco à M. Llorente.

Rome, le 2 mai 1865.

La négociation avec l'Italie peut être considérée comme closé. L'Envoyé du Roi Victor-Emmanuel a accepté sans difficulté tout ce que demandait le Gouvernement pontifical. Demain les Commissaires italiens et le Cardinal Antonelli se réuniront probablement pour la dernière fois, pour dresser et échanger les différents instruments relatifs à la négociation sous forme de lettres. Sa Sainteté est très-satisfaite; il n'en est pas de même du parti extrême qui désapprouve cet arrangement.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

M. Pacheco à M. Llorente.

Rome, le 5 mai 1865.

Le délégué italien a quitté Rome pour en référer à son Gouvernement de la part duquel ont été élevées quelques difficultés. Il est cependant d'accord avec le Cardinal Antonelli sur tous les points de la négociation et il espère retourner bientôt pour terminer définitivement. Ici ils sont satisfaits et le délégué s'en va content aussi. Il se plaignait de ce qu'à Turin on ne le comprenait pas sans de longues explications et il a voulu les donner de vive voix

M. Pacheco à M. Llorente.

Rome, le 6 mai 1865.

Monsieur le Ministre, par ma dépêche n° 54, j'ai informé Votre Excellence que M. Vegezzi, délégué du Roi Victor-Emmanuel, était arrivé dans cette Cour et qu'il avait été reçu par Sa Sainteté. Dans les télégrammes postérieurs dont je vous envoie copie ci-jointe je vous ai exposé l'état de la négociation d'après des nouvelles dignes de foi qui m'étaient successivement parvenues. Aujourd'hui je compte leur donner quelques développements afin que Votre Excellence soit au cou-

rant de ce qui s'est passé ou se passe encore au sujet de cette question si importante.

L'envoyé italien s'est présenté ici avec les meilleurs dispositions. Dès son arrivée il exprima à Sa Sainteté et confirma ensuite au Cardinal Antonelli qu'il venait avec l'intention de terminer d'une manière satisfaisante la négociation. A toutes les exigences que l'on montrait il s'empessa de souscrire. S'il lui arrivait d'élever lui-même une prétention et de rencontrer de la résistance, il l'abandonnait sans hésitation. Ainsi il fut convenu que, en règle générale, les Évêques bannis rentreraient dans leurs diocèses ; M. Vegezzi fit seulement remarquer que, parmi eux, il y en avait deux ou trois qui devraient dans leur propre intérêt s'abstenir de retourner à leurs sièges. Ainsi on décida que les Évêques nouvellement nommés se rendraient à leurs sièges, non pas tous en même temps, mais successivement comme le proposa le Cardinal Antonelli. Ainsi encore il fut entendu que le Gouvernement du Roi Victor-Emmanuel accepterait les titulaires proposés, conformément au Concordat pour les sièges vacants en Piémont et pour les autres sièges en Italie (y compris la Lombardie aussi longtemps qu'il ne serait pas intervenu de Convention particulière dans le but de transférer le patronage autrichien au Gouvernement piémontais auquel ce territoire a été légitimement cédé), pour ces sièges, je le répète, Sa Sainteté nommerait librement les personnes qui lui agréeraient. M. Vegezzi demandait que les nominations fussent accordées de préférence à des prêtres romains afin que les titulaires fussent étrangers aux questions locales, mais le Cardinal s'y refusa ne voulant point causer de préjudice au clergé de chaque région et M. Vegezzi céda également sur ce point. Une concession encore plus large faite par le Représentant sarde, c'est que les Évêques ne prêteront aucun serment pour cette fois, concession dont Votre Excellence ne méconnaîtra pas la grande valeur. On discuta ensuite certaines questions accessoires, comme par exemple celle des séminaires, celle du mariage civil et de la suppression des ordres religieux. Relativement à la question du mariage civil, M. Vegezzi déclara qu'une loi allait être promulguée à ce sujet et que, quoiqu'il l'eût combattue dans les Chambres, il reconnaissait qu'il était impossible de la laisser sans effet ; que le Gouvernement prendrait d'ailleurs des mesures pour qu'elle ne produisît point les difficultés et les inconvénients pratiques signalés par le Cardinal. En ce qui touche les ordres religieux, il offrit de faire retirer le projet de loi et Votre Excellence sait qu'il en a été ainsi. Enfin pour ce qui est des séminaires, question qui ne se serait pas élevée s'ils n'avaient été convertis en lycées, j'ignore quelle est la solution qui a été proposée, mais sans doute il en a été proposé une.

En présence de tels faits et, en particulier, en présence de la disposi-

tion générale où paraît être le délégué de tout accepter en se bornant à faire quelques observations sur les conséquences pratiques qui pourraient résulter dans l'application, mais sans s'opposer en rien aux vœux exprimés par la Cour pontificale, Votre Excellence comprendra la joie qu'a dû ressentir le Saint-Père et tous ceux qui appartiennent au parti extrême et ennemi de toute transaction. Je n'ai pas besoin de dire à Votre Excellence que Sa Sainteté, aussi bien que le Cardinal Antonelli, ont dit, dès le premier moment, et répètent que cet arrangement sera d'une nature purement ecclésiastique et qu'il ne modifiera en rien la ligne politique du Gouvernement. Néanmoins, le bon sens général s'aperçoit par instinct que quelque chose et même beaucoup a dû changer pour qu'on négociât de cette façon avec un Gouvernement excommunié et que si ce n'est pas un premier pas, c'est au moins un acheminement nécessaire pour arriver à autre chose.

Maintenant il me reste à faire connaître à Votre Excellence le dernier état de la négociation. Le Gouvernement piémontais, ou n'a pas compris son délégué, comme celui-ci le prétend, ou a élevé quelques difficultés qui l'empêchent de terminer son œuvre. A la suite d'une correspondance télégraphique et de l'arrivée d'un courrier, M. Vegezzi a quitté Rome hier ; je ne sais si c'est pour se rendre à Florence ou à Turin, dans le but de conférer avec le Ministre, M. Vacca. Il a dit qu'il ne croyait pas rencontrer de difficultés sérieuses à mener sa négociation à bonne fin, que tout venait d'un manque d'intelligence de la part dudit Ministre et qu'il arrangerait l'affaire avec lui de vive voix. Il espère revenir ici, au moins il l'assure, dans peu de jours.

Je partage, pour ma part, cette croyance. Lorsque M. Vegezzi s'est présenté ici avec les dispositions dont j'ai parlé, il est impossible de croire qu'il ait agi sous sa responsabilité seule, et sans connaître, au moins sur les points essentiels, la pensée de son Gouvernement. Il se peut que certaines questions secondaires n'aient pas été prévues et qu'il ait à cet égard dépassé les limites que s'était tracées le cabinet La Marmora ; mais, au fond, mais en ce qui touche les points essentiels, il ne paraît pas possible qu'il ait manqué à ses instructions. Et s'il en est ainsi, si la France accepte avec empressement l'idée d'une entente, le Cabinet italien pourrait-il aujourd'hui revenir sur ses pas et rompre les négociations en désapprouvant ce qu'a fait en son nom le délégué qu'il a envoyé ? Le Gouvernement italien ne serait-il pas très-embarrassé devant l'opinion publique, et le Souverain Pontife n'aurait-il pas au contraire tout l'avantage si, après la noble initiative prise par lui, on savait qu'il n'avait demandé aucune chose qui n'eût été acceptée par le délégué du Roi Victor-Emmanuel ?

De toute façon les faits ne tarderont pas à éclairer complètement la

question, soit en conduisant à un résultat complet, soit en amenant la rupture des négociations.

Signé : J.-F. PACHECO.

M. Zarco del Valle à M. Bermudez de Castro.

Turin, le 9 mai 1865.

Monsieur le Ministre, M. Veggezi est revenu il y a quelques jours de Rome. Il paraît qu'il est très-satisfait de l'accueil qu'il a reçu de Sa Sainteté et du Gouvernement romain, mais que sa mission n'a donné lieu jusqu'ici à aucun résultat positif : il a apporté avec lui et a présenté au Gouvernement Italien une liste de demandes toutes relatives à la question des Évêchés, la seule qui ait été traitée pendant son séjour à Rome. Ainsi que j'ai eu l'honneur d'en informer Votre Excellence par ma dépêche n° 50, la difficulté principale consiste dans l'installation des Évêques nommés dans les Marches et dans l'Ombrie, le Gouvernement Italien exigeant qu'ils prêtent serment à S. M. le Roi d'Italie, condition à laquelle le Saint-Siège ne saurait souscrire, pas plus qu'à la diminution du nombre des diocèses actuellement existants ; c'était un des points principaux signalés dans la lettre du Roi Victor-Emmanuel. En outre, pour qu'un accord puisse être obtenu, il sera nécessaire que le Gouvernement romain reconnaisse le droit public ecclésiastique et les lois spéciales en vigueur dans le Royaume d'Italie que le cabinet de Turin est décidé à maintenir, ainsi que le démontrent les termes d'une circulaire adressée par le Ministre de l'Intérieur aux Préfets, dans le but d'expliquer les raisons qu'a eues le Cabinet de retirer le projet de loi relatif à la suppression des corporations religieuses. Certaines personnes supposent que cet acte se rattacherait à la mission confiée à M. Vegezzi. Dans sa circulaire, le Ministre déclare qu'en entrant en négociations avec le Saint-Siège, le Gouvernement n'abandonnera pas les principes fondamentaux suivis par la politique du Royaume d'Italie et qu'il n'a d'autre intention que de concilier les intérêts spéciaux de l'Église avec ceux de l'État, sans qu'il soit permis de supposer par là que le Gouvernement ait oublié en quoi que ce soit le devoir de sauvegarder les droits et les lois de l'État ainsi que les prérogatives de la Couronne, et de maintenir intactes et en dehors les questions politiques qui se rattachent à la question religieuse ou qu'on voudrait confondre avec elle. Malgré ces difficultés, on ne considère pas ici les négociations comme rompues, mais comme simplement suspendues jusqu'à ce que M. Vegezzi ait reçu de nou-

velles instructions pour retourner à Rome et jusqu'à ce que les demandes qu'il a soumises au Gouvernement aient été examinées. .

Signé : MARIANO ZARCO DEL VALLE.

M. Pacheco à M. Llorente.

Rome, le 22 mai 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai peu de chose à mander à Votre Excellence par le courrier d'aujourd'hui. Il ne s'est passé rien de nouveau dans la vie paisible de cette Cour. La santé du Saint-Père est toujours bonne. Il se propose de passer quelque temps à Castel-Gandolfo, séjour dont il s'est bien trouvé l'année dernière et d'où il est revenu très-soulagé des douleurs dont il se plaignait.

M. Vegezzi n'est pas encore de retour de Turin ou de Florence, mais on l'attend incessamment. Ce qui s'est passé dans cette résidence ou s'y passe, je ne saurais le dire. On croit ici qu'il y a eu quelques difficultés, mais qu'elles ne seront pas insurmontables. Les personnes qui paraissent être bien informées, espèrent toujours avec confiance.

Le comte de Revel, personnage politique important du Royaume d'Italie, a passé quelques jours à Rome et doit partir aujourd'hui. Quelques-uns, beaucoup même, ont cru voir un mystère politique dans son voyage. Indépendamment de ce que cela ne serait pas probable, car on ne concevrait pas que le Gouvernement sarde se servît d'un tel délégué, je sais de bonne source qu'il n'y a absolument rien de fondé dans ce bruit. Le comte de Revel vient de marier une fille et se propose de passer quelques semaines avec elle à Naples. Qu'il ait parlé avec le Cardinal Antonelli, soit pour son compte personnel, soit au nom du parti catholique piémontais, c'est possible et même très-naturel, mais qu'il l'ait fait, d'après des instructions reçues par le général La Morinora, cela ne doit pas être et ne paraît pas probable.

Le bruit s'est répandu parmi les personnes qui entourent le Souverain-Pontife, que l'Empereur pourrait bien passer par Rome à son retour d'Algérie. On m'assure qu'il n'y a pas de motifs fondés pour le supposer et que c'est une pure invention. Mais, quoi qu'il en soit, je sais que l'on fait des préparatifs ici afin que, si cette nouvelle venait à se confirmer, on puisse recevoir décemment un hôte aussi illustre. Parmi le peuple on se dit que l'Empereur et le Pape se rencontreront à Porto-d'Anzio, mais ceci n'est qu'une rumeur populaire : jusqu'ici

il n'y a pas autre chose que ce que j'ai mandé à Votre Excellence. .

Je terminerai en disant à Votre Excellence, quoique le sujet sorte un peu de ma spécialité, que la situation de l'Italie est extrêmement grave et donne lieu à de sérieuses appréhensions. Le brigandage à Naples, loin de disparaître, s'est étendu pendant le printemps et s'il n'offre pas à la vérité de danger pour le Gouvernement, il cause cependant toujours des inquiétudes et de l'embarras. L'état de la Sicile est encore plus grave, et un soulèvement y paraît imminent. Enfin, les hommes raisonnables et modérés craignent sérieusement que, aux prochaines élections, le parti de l'action ne triomphe dans toute l'Italie, au point de rendre impossible toute idée de solution prudente et sage. Je ne doute pas que Votre Excellence ne soit au courant de tout ceci par les personnes qui ont le devoir de vous en informer, mais je ne crois pas qu'il y ait du mal à ce que, de mon côté, je fasse part de ces nouvelles à Votre Excellence.

Signé : PACHECO.

M. Pacheco à M. Llorente.

(Extrait.)

Rome, le 7 juin 1855.

Monsieur le Ministre, aucun événement important ne s'est passé dans cette Cour depuis le dernier courrier. La santé du Souverain-Pontife continue d'être excellente. Sa Sainteté ne tiendra pas de consistoire dans ce mois, soit parce qu'il n'y a rien d'urgent à déclarer, soit parce qu'Elle ne désire le convoquer qu'après la conclusion des négociations pendants avec l'Italie. On attend demain le commandeur Veggezi, suivant l'avis qu'il en a expédié lui-même de Turin, mais peut-être se sera-t-il arrêté à Florence.

En ce qui touche la province de Naples, je crois pouvoir affirmer à Votre Excellence que le brigandage y est tel qu'il n'a pas été possible d'organiser sur les chemins de fer des communications de nuit, de peur que les trains ne fussent arrêtés et dévalisés.

Signé : J.-F. PACHECO.

M. Pacheco à M. Llorente.*(Extrait.)*

Rome, le 22 juin 1865.

Monsieur le Ministre, par ma dépêche télégraphique du 14, j'exposai aussi succinctement que possible, l'état de la négociation avec l'Italie. Aujourd'hui je vais développer ces indications et faire connaître à Votre Excellence la situation actuelle, d'après les renseignements que j'ai pu recueillir.

J'avais écrit à Votre Excellence que, pendant la première période de cette négociation, tout se présentait sous un aspect favorable et laissait espérer un bon résultat. M. Vegezzi n'opposait aucune difficulté aux désirs du Gouvernement Pontifical et en était même venu à abandonner jusqu'à la question du serment à prêter par les Evêques et celle de l'exequatur à donner aux bulles papales.

Mais on trouva à Turin qu'il était allé trop loin. De là des explications échangées entre M. Vegezzi et le cabinet, à la suite desquelles le Délégué italien quitta Rome pour se mettre d'accord avec ses mandants.

Lorsque, après vingt-cinq jours d'absence, il revint à Rome, les circonstances n'étaient plus si faciles et l'avenir se présentait sous des couleurs moins riantes. En premier lieu, M. Vegezzi n'avait pu convaincre le Gouvernement italien, au moins sur certains points, et rapportait l'ordre d'insister pour que les nouveaux Evêques jurassent fidélité à Victor-Emmanuel. En second lieu, l'entourage de la Cour Papale s'était vivement agité pour indisposer le Souverain-Pontife contre cette négociation. Le Roi de Naples, comme Votre Excellence le comprendra facilement, voyait dans la conclusion d'un arrangement semblable, un coup porté à ses prétentions. L'ambassadeur d'Autriche la combattait en secret, mais énergiquement; le parti réactionnaire, dirigé par Monseigneur de Mérode, faisait son possible pour alarmer le Saint-Père sur les conséquences de la négociation afin de la faire avorter. Beaucoup d'Evêques nommés par Sa Sainteté et résidant à Rome, voyaient eux-mêmes avec regret ce changement de résidence et employaient leur influence dans le sens que je viens d'indiquer.

Quoi qu'il en soit, lorsque le négociateur italien se présenta la seconde, fois l'embarras a été plus grand qu'avant; et si l'on ne rompit pas de suite, comme le bruit en courut, tout le monde craignit cependant que la négociation ne se terminât par une rupture. Sa Sainteté qui, dans une pensée véritablement italienne, ... et pour réaliser le projet qui lui a été inspiré par ses sentiments religieux, désire

terminer cette affaire d'une manière satisfaisante, Sa Sainteté, dis-je, a passé des jours pleins d'amertume et des moments de grande tristesse. Ceux qui entourent sa personne, l'ont entendu dire qu'il valait mieux pour elle de mourir que d'assister à de telles choses. Quant au Cardinal Antonelli, il sait merveilleusement dissimuler ses impressions et n'a donné aucun motif fondé de le considérer favorable ou contraire à cette négociation. Il me semble toutefois qu'au fond elle ne lui plaît que médiocrement, car je sais que Monseigneur Berardi ne la voit pas d'un bon œil.

C'est dans ces circonstances que j'ai adressé ma dépêche télégraphique à Votre Excellence. Mon opinion personnelle, qui s'y trouvait clairement exprimée, était que je devais, d'une manière officieuse et sans nous compromettre, me montrer favorable à l'arrangement projeté et faire des efforts pour en amener la conclusion. J'ai la confiance que Votre Excellence aura apprécié les raisons que je lui ai présentées, car elle m'y a autorisé et je trouve par là même une excuse aux développements que j'ai cru devoir leur donner. Je dirai seulement encore que, en agissant de cette façon, nous avons égard à la raison religieuse qui est toujours d'une grande importance pour l'Espagne, nous encourageons les idées justes et naturelles du Souverain-Pontife, et nous contribuons à l'adoption d'une politique vraiment espagnole, qui consiste à créer une Italie monarchique et forte, laquelle ne peut exister qu'à la condition d'être l'amie de la Papauté et de ne dépendre ni du Cabinet des Tuileries, ni de celui de Vienne. L'existence d'une Italie semblable, si elle parvenait à se former, serait un grand bien pour nous.

Mais pour en revenir à la négociation, je dirai à Votre Excellence que les craintes auxquelles j'ai fait allusion précédemment, ne se sont pas vérifiées jusqu'ici et qu'on peut encore conserver de justes espérances au sujet d'un arrangement. M. Vegezzi a insisté auprès de son Gouvernement pour que ce dernier rabatte quelque chose de ses exigences. Dans l'entourage du Pape, il y a des personnes qui sont disposées à céder un peu. En recherchant des précédents, on a trouvé que le Pape Pie VII a autorisé, il y a soixante ans, les Évêques de l'Ombrie, à prêter un certain serment *négatif* à Napoléon I^{er}, et l'idée a été suggérée de proposer quelque chose d'analogue comme moyen de transaction.

On attend aujourd'hui de Florence le courrier expédié par M. Vegezzi. Aujourd'hui aussi le Délégué doit être reçu en audience par le Pape. Si, à la dernière heure, il m'arrive encore quelque nouvelle, j'aurai soin de la communiquer à Votre Excellence. En attendant je me conforme à ses instructions, en me bornant actuellement à persuader au négociateur italien que son Gouvernement doit céder,

parce qu'il est de son plus grand intérêt de poser le premier jalon qui servira à amener une entente avec Rome. Je tâche en même temps d'obtenir des personnes influentes de la Cour qu'elles ne s'opposent pas à un accord ou à une transaction qui leur donnerait plus de sécurité morale que les 10000 Français du château Saint-Ange.

Signé : J.-F. PACHECO.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

L'Ambassadeur d'Espagne à Rome au Ministre des affaires étrangères.

Rome, le 26 juin 1862.

L'Envoyé italien est parti cette après-midi pour Florence. Sa négociation n'a pas abouti. Les uns disent qu'elle reste pendante. Ici on la considère comme rompue.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

M. Mon à M. Bermudez de Castro.

Paris, le 27 juin 1865.

D'après toutes les nouvelles qui arrivent d'Italie, les négociations pendantes continuent et auront sans doute un résultat quelconque, malgré l'opposition des partis extrêmes. Les deux Souverains le désirent ; le Cardinal Antonelli s'aperçoit de la grande pénurie d'argent et de la nécessité d'y remédier. Le moment est sans doute propice pour que les puissances catholiques cherchent à s'entendre sur une action commune, ainsi que je l'ai fait remarquer dans mes dépêches du 27 mars, et plus tard, des 13 et 21 avril.

M. Bermudez de Castro à M. Alexandre Mon.

Madrid, le 1^{er} juillet 1865.

Monsieur, dans la première partie de son télégramme du 27 du mois passé, Votre Excellence annonce que les négociations entre

Sa Sainteté et l'envoyé de S. M. le Roi Victor-Emmanuel aboutiront sans doute à quelque résultat, malgré l'opposition des partis extrêmes.

Cette nouvelle, que Votre Excellence considère comme exacte et certaine, se trouve être en contradiction avec celle que m'a transmise, le 26 du même mois par le télégraphe, l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome au sujet de la rupture des négociations précitées, tenue pour certaine dans cette capitale; comme il s'agit d'une question qui a, dès son origine, éveillé la vive sollicitude du Gouvernement de Sa Majesté et qui mérite aujourd'hui plus que toute autre son attention, il est nécessaire que Votre Excellence veuille bien me communiquer, aussi brièvement que possible, les raisons qui ont pu l'induire à espérer encore un *résultat* dans la grave question dont il s'agit, depuis que le commandeur Vegezzi s'est absenté de Rome.

La dépêche télégraphique de M. Pacheco a pu certainement se référer à un état de la négociation qui s'est modifié ou transformé depuis; mais comme il n'a pas rectifié ses dernières nouvelles sur la rupture des négociations, cette supposition est inadmissible et il faut dès lors mettre en doute l'exactitude de l'un des deux télégrammes.

Dans la seconde partie du télégramme envoyé par Votre Excellence, Elle indique comme la cause qui a pu déterminer un accord sur la question, le manque d'argent dans les caisses du Trésor romain; sur ce point encore le Gouvernement de Sa Majesté désirerait être éclairé par Votre Excellence; car il ne se rend pas compte des facilités que l'arrangement de la question ecclésiastique en Italie pouvait offrir au Saint-Siège d'augmenter les ressources de ses finances. Il s'explique encore moins comment l'absence de ressources et la nécessité de s'en procurer aient pu influencer sur l'issue des négociations précitées, alors que la Convention franco-italienne qui décharge les États-Pontificaux d'une partie de leur dette, n'a pas été acceptée même par Sa Sainteté.

Peut-être la concision imposée par les communications télégraphiques aura-t-elle empêché Votre Excellence d'exposer les raisons qui éclaircissent complètement le sens de son dernier télégramme; mais comme il importe d'en saisir parfaitement la signification, j'attends du zèle connu de Votre Excellence qu'Elle me fasse connaître, sans perdre de temps, tout ce qui peut servir à dissiper les doutes du Gouvernement de Sa Majesté.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

M. Alexandre Mon à M. Bermudez de Castro.

Paris, le 4 juillet 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu la dépêche de Votre Excellence du 1^{er} de ce mois, par laquelle Elle me demande de lui donner, aussi brièvement que possible, les raisons qui ont pu m'induire à espérer quelque résultat en ce qui touche la grave question des négociations actuellement pendantes à Rome. Je disais à Votre Excellence, dans mon télégramme, que ces nouvelles étaient arrivées d'Italie et je dois ajouter aujourd'hui que je les ai puisées au ministère des Affaires Étrangères dans mes conversations avec le Corps diplomatique et dans les informations que j'y ai recueillies sur les bonnes dispositions avec lesquelles les négociations avaient été entamées, tant de la part de Sa Sainteté que de la part du Roi Victor-Emmanuel. Je ne me suis point trompé dans l'espoir que j'avais de voir les négociations aboutir à un résultat, et, ce qui le prouve, c'est la concession faite par le Piémont, grâce à laquelle les Évêques éloignés de leurs diocèses peuvent y retourner. Ceci concorde d'ailleurs avec l'espérance qui prévaut chez tout le monde, que les négociations auront sous peu un meilleur résultat puisqu'elles n'ont pas été rompues malgré les grands obstacles qu'elles ont rencontrés; aujourd'hui l'opinion générale est qu'elles sont simplement ajournées et qu'on est fondé à espérer une issue favorable lorsqu'elles seront reprises.

Il n'y a rien d'étrange, à mon avis du moins, que l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome et moi, nous ayons eu, à une distance aussi grande que celle qui sépare Paris de Rome, des renseignements différents sur une question aussi grave qui est à la fois si vivement soutenue et combattue par les divers partis. Comme preuve de ce que je viens d'avancer, je dirai à Votre Excellence que le Ministre des Affaires Étrangères de France a reçu une lettre d'un personnage important de Rome, de laquelle il résulte que, suivant M. Vegezzi, les négociations avaient abouti à un résultat et que, d'après ce qu'en a dit le même jour le Cardinal Antonelli, elles avaient échoué. Votre Excellence se rendra dès lors compte comment j'ai bien pu ne pas écrire la même chose que M. Pacheco, puisque le même jour et à Rome, les deux négociateurs, personnages aussi importants comme M. Vegezzi et le Cardinal Antonelli, étaient si peu d'accord eux-mêmes.

Votre Excellence désire également que je lui explique comment, dans ma pensée, le manque d'argent du Trésor romain pourrait avoir influé sur la solution de la question. Je croyais, et beaucoup d'hommes politiques le croyaient avec moi, que, à partir du moment où le Pape

serait entré dans la voie de la conciliation avec l'Italie, sa sécurité matérielle y aurait gagné et que le crédit débarrassé des craintes de prochains conflits et de nouveaux désordres, aurait facilité au Gouvernement romain l'augmentation de ses ressources en même temps que, en écartant les dangers d'une attaque ou d'une invasion, les dépenses nécessaires pour la défense auraient diminué.

Votre Excellence m'objecte que, si cette nécessité de recourir au crédit avait existé, le Gouvernement pontifical aurait pu accepter la Convention franco-italienne qui décharge le Pape d'une partie de sa dette. Mais l'acceptation de ce Traité entraînait la reconnaissance de l'état d'indépendance des Provinces Pontificales qui avaient fait partie du territoire du Saint-Siège, et Sa Sainteté s'y est toujours refusée jusqu'à ce jour.

J'espère que ces explications dissiperont les doutes de Votre Excellence.

Signé : ALEXANDRE MON.

M. Bermudez de Castro à M. Mon.

Madrid, le 10 juillet 1865.

Monsieur, par sa dépêche n° 209 du 4 de ce mois, Votre Excellence m'a fait part des raisons qui l'ont induite à considérer la négociation suivie par M. Vegezzi comme étant dans un état plus favorable que celui auquel on pouvait s'attendre d'après les nouvelles expédiées de Rome par l'ambassadeur de Sa Majesté.

Le Gouvernement de la Reine ne pouvait, vu l'importance de la question, se passer de ces explications, nécessaires pour se former une opinion sur la probabilité plus ou moins grande du succès des négociations pendantes entre Sa Sainteté et M. Vegezzi. La teneur de la dépêche précitée de Votre Excellence démontre d'ailleurs la nécessité de l'ordre royal qui a motivé cette dépêche, puisqu'elle devient ainsi le fondement d'espérances raisonnables que le télégramme de Votre Excellence ne permettrait pas de concevoir à cause de sa contradiction avec la dépêche télégraphique de M. Pacheco relative à la même affaire.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

M. Zarco del Valle à M. Bermudez de Castro.

Turin, le 10 juillet 1865.

Monsieur le Ministre, le journal *l'Italie* qui se publie ici, contient dans son édition de ce soir, l'exposé présenté par le Président du Conseil et Ministre des affaires Étrangères du Roi Victor Emmanuel, sur les négociations avec Rome. Je m'empresse de transmettre ci-joint à Votre Excellence un exemplaire de ce journal, du 10 juillet 1865, qui, comme j'ai eu l'honneur de l'annoncer ce matin par le télégraphe, en lui accusant réception de son télégramme d'hier, contient également la traduction de la dépêche adressée par Votre Excellence à l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome, sur la reconnaissance de l'Italie par l'Espagne.

Signé : MARIANO, ZARCO DEL VALLE.

M. Pacheco à M. Bermudez de Castro.Rome, le 1^{er} juillet 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai fait connaître par le télégraphe à Votre Excellence, le départ de M. Vegezzi, la négociation qu'il avait été chargé de suivre au nom du Gouvernement du Roi Victor Emmanuel n'ayant point abouti. Aujourd'hui je suis à même de vous donner par la voie du courrier ordinaire de plus amples explications à ce sujet.

Lorsque M. Vegezzi vint pour la première fois à Rome, il était inspiré d'un esprit tout particulier de conciliation sur tous les points. En le voyant accepter les propositions du secrétaire d'État de Sa Sainteté, sans lui opposer aucune difficulté sérieuse, il y avait lieu de supposer que le Cabinet italien lui avait donné des instructions dans ce sens et qu'il désirait mettre à tout prix un terme à ses différends avec le Saint-Siège. On ne conçoit pas, en effet, qu'un négociateur dans la position qu'occupait M. Vegezzi, se soit avancé à ce point, sans avoir la conscience de ce qu'il faisait. De là la conviction presque générale où l'on était du bon résultat que devaient avoir ces pourparlers, conviction que partageaient le Souverain-Pontife et le Cardinal Antonelli ; conviction qui m'avait gagné moi-même et que seule, l'ambassade de France ne paraissait pas partager, à en juger par certaines paroles échappées au comte de Sartiges.

C'est à Turin que s'élevèrent les difficultés qui obligèrent M. Vegezzi à se rendre dans cette capitale. Mais, jusqu'au moment de partir, ce délégué ne doutait pas qu'elles pourraient facilement être écartées; c'est ainsi qu'il s'est exprimé vis-à-vis de moi. Son départ disait-il, n'était même pas nécessaire; il était seulement utile pour gagner du temps et parce que les explications se donnent mieux de vive voix que par écrit.

Mais à son retour, la situation était déjà changée. M. Vegezzi n'avait pas pu convaincre plus de trois membres du Cabinet italien de la convenance d'abandonner pour cette fois la condition du serment pour les évêques. L'exéquatur à donner aux bulles de nominations, point sur lequel il avait également cédé dans le commencement, était une condition qu'on ne pouvait supprimer. Les opinions personnelles du négociateur restèrent les mêmes; il ne laissait ignorer à personne que son Gouvernement s'engageait dans des affaires de moins d'importance que ne l'était une entente avec Rome; mais qu'il se voyait obligé de s'en tenir à ses instructions et qu'il devait insister sur la question de l'exéquatur et du serment, conditions indispensables pour arriver à un accord.

En présence d'une attitude ainsi modifiée, Votre Excellence comprendra que l'accord devenait impossible. On aurait pu continuer à négocier si, dès le principe M. Vegezzi avait demandé ce qu'il réclame aujourd'hui, mais en revenant sur des conditions qu'il avait précédemment acceptées, il faisait beau jeu à ses adversaires qui travaillaient ouvertement à rompre les négociations. Dès lors, on ne devait arriver à aucun résultat, sauf sur une question très-secondaire, le retour, dans leurs diocèses, des évêques qui en étaient éloignés, question qui avait été vidée dès le principe.

En quittant Rome, M. Vegezzi pria Sa Sainteté de ne pas considérer la négociation comme rompue, mais comme simplement ajournée. Il paraît que le Souverain Pontife lui aurait répondu que le Gouvernement italien pouvait la reprendre quand il le désirerait, en acceptant les bases sur lesquelles on était primitivement tombé d'accord.

.

En ce qui me concerne, mon action dans toute cette affaire a dû être très-restreinte. Il était bien tard lorsque j'ai été informé par le télégraphe qu'on était résolu d'agir avec prudence d'après mes indications et lorsqu'on m'a annoncé l'arrivée d'instructions par le prochain courrier, instructions que jusqu'à ce jour je n'ai pas encore reçues. J'ai dû, en conséquence, me borner à quelques conversations avec les uns et les autres. J'ai dit à M. Vegezzi que son Gouvernement avait tort de com-

promettre l'issue des négociations pour une chose qui, en ce moment n'avait plus la même importance; et j'ai demandé à quelques personnes qui ont une grande influence ici, de ne pas perdre l'occasion d'arriver à un commencement d'entente directement avec l'Italie, sans intervention d'aucune puissance étrangère. Tous m'ont répondu que j'avais bien raison, mais ils n'ont sans doute pas jugé mes conseils praticables puisque aucun d'eux ne les a suivis.

Pour en terminer avec cette affaire j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence les articles publiés par le Gouvernement de Sa Sainteté à ce sujet dans le journal de Rome (*Giornale di Roma* numéro 146, 30 juin 1865.)

Signé : PACHECO.

M. Bermudez de Castro à M. Pacheco.

Madrid, le 20 juillet 1865.

Monsieur, j'ai reçu la dépêche de Votre Excellence n° 87 en date du 1^{er} de ce mois et j'ai lu avec intérêt ce qu'elle m'a écrit au sujet de la négociation suivie à Rome par M. Vegezzi au nom du Roi Victor Emmanuel ainsi que des causes qui ont malheureusement empêché que cette affaire fût terminée d'une façon satisfaisante.

Il faut espérer que les obstacles qui ont rendu impossible, à la dernière heure, une entente presque déjà établie, seront écartés à Florence et que cette entente se réalisera dans les conditions acceptées par le Plénipotentiaire italien lors de son premier séjour à Rome.

Je crois avec Votre Excellence que la négociation est simplement ajournée mais non rompue et quand il y aura lieu de la renouer, l'ambassadeur de S. M. G... à Rome ne restera pas sans instruction, comme cela est arrivé cette fois-ci; elles seront de nature à lui permettre de contribuer à une solution favorable de la question.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

**M. Zea Bermudez de Castro, chargé d'affaires à Rome,
à M. Bermudez de Castro.**

Rome, le 23 septembre 1865.

M. le Ministre, ainsi que j'ai eu l'honneur d'en informer Votre Excellence par dépêche, télégraphique, Sa Sainteté a quitté, le 13 courant, sa résidence de Castel-Gandolfo, pour retourner définitivement à

la capitale où Elle a été reçue à son entrée avec de vifs témoignages de vénération et d'affection par la partie la plus distinguée et la plus importante de la société romaine.

Sa Sainteté est revenue dans un état de santé très-satisfaisant si l'on considère son âge avancé, et tout le monde a remarqué la sérénité de ses traits.

J'ai à mander aujourd'hui à Votre Excellence ce que j'ai appris de source certaine au sujet de la division française.

Il n'est pas exact qu'une partie des troupes impériales ait déjà été retirée des États-Pontificaux, mais il est probable qu'elles le seront bientôt.

La France, d'après mes informations, aussitôt que le terme de la Convention franco-italienne sera arrivé, remplira strictement et littéralement ses engagements et évacuera, en conséquence, le territoire pontifical. Mais, dans les régions officielles de l'Empire. Tout en partant du principe de l'abandon du territoire, on en est à débattre le système qui serait le mieux approprié pour mettre ce projet à exécution; devra-t-on retirer toute la division en bloc dès que le terme fixé par la convention sera expiré, ou réduire successivement et retirer les troupes au fur et à mesure?

Le premier système a été constamment appuyé et défendu par certaines personnes et, en particulier, comme on le comprend facilement, par les militaires parmi lesquels il faut citer le général commandant la division, le comte de Montebello.

Mais le second système a toujours eu un plus grand nombre de partisans dans les régions gouvernementales et a prévalu en définitive comme étant le plus rationnel et le plus favorable au Saint-Siège lui-même.

Cette marche étant décidée et définitivement adoptée, d'après des nouvelles dignes de foi, il est probable et presque certain qu'on commencera promptement à évacuer le territoire. Mais il n'est pas facile de préciser dès aujourd'hui l'époque à laquelle le premier départ des troupes aura lieu, car les instructions nécessaires à cet effet ne sont point encore arrivées à Rome.

De toute façon, on croit qu'elles ne tarderont pas à être expédiées et on mettra aussitôt ledit plan à exécution, en retirant d'abord les troupes échelonnées sur les frontières napolitaines qui seront alors défendues par l'armée papale.

Mais je dois faire observer à Votre Excellence que le Gouvernement pontifical n'avait encore, à la date d'hier, aucune connaissance du jour où l'évacuation du territoire devrait commencer et que beaucoup de personnes sont encore persuadées que la France n'y donnera aucune suite.

En ce qui touche l'armée papale, bien qu'on n'ait rien fait pour compléter ses cadres, elle sera, comme je l'ai dit à Votre Excellence dans ma précédente dépêche, dans de meilleures conditions qu'elle n'était, malgré la situation du Trésor pontifical qui rend toute réforme difficile.

Pour le reste, on ne s'aperçoit pas jusqu'ici que le Gouvernement se prépare aux éventualités qui peuvent survenir. La sérénité et la tranquillité d'âme du Saint-Père, conséquence de la profonde foi qui l'anime, est généralement remarquée.

Signé : F. DE ZEA BERMUDEZ.

**M. Bermudez de Castro, à M. de Zea Bermudez de Castro,
chargé d'affaires à Rome.**

San Ildefonso, le 6 octobre 1865.

Monsieur, j'ai lu avec intérêt votre dépêche n° 143, du 23 septembre dernier, par laquelle vous m'informez entre autres nouvelles politiques, de la prochaine évacuation de Rome par les troupes françaises et de la manière dont on pense qu'elle sera effectuée.

Le Gouvernement de la Reine désirerait savoir aujourd'hui, quel est l'esprit de la population romaine et quelles conséquences pourrait amener l'évacuation des troupes impériales, évacuation définitivement résolue.

Je vous serai également obligé de me faire connaître si, dans votre opinion, l'armée pontificale sera suffisante pour assurer la tranquillité intérieure et réprimer les désordres qui pourraient éclater à Rome ou dans les provinces.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

Le marquis de Lema à M. Bermudez de Castro.

Paris, le 2 octobre 1865.

Monsieur le Ministre, la convention du 15 septembre doit recevoir ces jours-ci un commencement d'exécution. Au mois de novembre s'effectuera lentement mais progressivement, l'évacuation des troupes françaises qui occupent le territoire romain. Cette mesure a été annoncée officiellement au Cabinet de Florence et au Gouvernement pontifical.

J'ai causé hier avec le Ministre des affaires Étrangères de cette affaire. On avait débattu il y a quelque temps dans le conseil des Ministres la question relative à la sortie des troupes françaises d'Italie. Il s'agissait de savoir quel était le parti le plus prudent : s'il fallait s'arrêter à l'évacuation successive ou à l'évacuation en masse au jour fixé par la Convention de Paris. Il n'était pas aisé de prendre une résolution. On alléguait d'un côté, qu'en diminuant peu à peu l'effectif de l'armée, on permettait au Saint-Père de pourvoir à sa sécurité sans secousses et sans troubles : on disait que, tant qu'on ne procéderait pas à un commencement d'exécution, le Gouvernement pontifical ne prendrait aucune précaution pour se défendre et que ni à Rome, ni en Italie, on ne croirait à la fermeté de la résolution du Gouvernement français de remplir ses promesses ; on assurait, enfin, que le seul fait de voir s'embarquer en masse un corps d'armée, donnerait un nouvel aliment aux idées révolutionnaires et amènerait une explosion générale de la part des mécontents à Rome. La prudence et la loyauté conseillaient donc l'évacuation graduelle.

Au contraire, les partisans du système opposé soutenaient qu'on courrait un grand danger en diminuant progressivement le nombre des troupes : qu'il arriverait un moment où il resterait à peine trois ou quatre mille hommes dans les États Romains, et que si, alors, l'impatience du parti de l'action le poussait à faire une tentative contre le territoire pontifical, les Français attaqueraient avec désavantage ; ils pourraient essuyer une défaite, un échec et une fois l'honneur du drapeau engagé, il n'y aurait pas de raison pour ne pas prolonger une occupation dont les inconvénients déjà grands aujourd'hui s'aggravaient considérablement et indéfiniment.

C'est entre ces opinions que l'Empereur a hésité quelque temps ; mais il a pensé que les inconvénients de l'évacuation progressive seraient moindres. Il y avait en outre une considération décisive à faire valoir à cet égard : la nécessité où l'on croit être de faire connaître au monde et en particulier à la Cour de Rome que la France est fermement décidée à remplir loyalement les stipulations de la Convention du 15 septembre.

Un autre motif important a inspiré l'Empereur. Le Gouvernement pontifical consulté par l'Ambassadeur de France au sujet des deux alternatives, a répondu par l'organe du cardinal Antonelli que l'évacuation lente et progressive des troupes françaises lui paraîtrait préférable. Il sera ainsi à même de s'y préparer peu à peu ; les forces pontificales occuperont successivement les points abandonnés par les troupes françaises et lorsque la dernière période de la Convention sera arrivée, il ne se produira pas cette perturbation qu'aurait eu

pour conséquence le retrait en masse d'un corps d'armée considérable.

Ainsi que je l'ai annoncé à Votre Excellence, les premières colonnes s'embarqueront à Civita-Vecchia vers le commencement de novembre. Personne ne sait quelle sera l'importance de ce premier convoi, et je crois que le nombre n'en est pas encore fixé. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'évacuation aura lieu aussi lentement que possible. Il reste encore une année à courir et je pense qu'on fera partir environ mille et quelques hommes chaque mois.

Les troupes françaises exécuteront leur mouvement de concentration sur Civita-Vecchia, Viterbe et Rome.

Les forces pontificales les remplaceront sur les frontières des Marches et des États napolitains. Le Gouvernement italien s'engage à surveiller ces frontières et à empêcher toute tentative contre les garnisons qui s'y trouvent.

J'ai demandé à M. Drouyn de Lhuys, s'il était intervenu quelque arrangement au sujet de la partie de la dette pontificale dont le Gouvernement italien doit se charger, conformément aux stipulations du 15 septembre. Il me répondit que jusqu'ici rien n'avait été arrêté, le Saint-Siège ayant toujours opposé de l'inertie et de l'indécision aux instances continuelles de la France. Aussi ajouta-t-il que, fatigué de voir ses intentions si mal comprises et ne voulant pas être davantage mêlé à une affaire qui importe seule au Gouvernement pontifical, il avait donné l'ordre à l'Ambassadeur de l'Empereur à Rome de suspendre son action et d'attendre l'initiative du cardinal Antonelli.

L'évacuation graduelle, mais complète, de façon qu'il ne reste plus un seul soldat français sur le territoire romain, à l'expiration du délai fixé par la Convention, est donc une chose irrévocablement décidée. Sur ce point il n'y a ni doute ni discussion. Et M. Drouyn de Lhuys lui-même, qui s'est montré jusqu'ici si favorable au Saint-Siège, m'a assuré qu'il croyait l'honneur de la France engagé à ce que le traité reçoive son exécution exacte et ostensible.

Il m'a paru convenable de rendre immédiatement compte à Votre Excellence de la situation de cette grave affaire, afin qu'elle puisse apprécier les intentions de ce Gouvernement et me communiquer les instructions nécessaires. La ferme résolution qui a prévalu ici ne laisse plus de place ni à des représentations ni à des doutes.

Sur la demande que j'ai adressée à M. Drouyn, de Lhuys quel serait le sort de la Papauté après l'évacuation, le Ministre me répondit que la France suivrait toujours avec respect et intérêt les destinées du chef visible de l'Église et que, le Gouvernement italien s'étant engagé à ne pas tolérer la moindre agression contre le territoire pontifical, il suffirait d'une administration médiocrement habile et des forces dont

pouvait disposer le Saint-Siège pour assurer l'obéissance et maintenir la tranquillité publique.

Signé : LE MARQUIS DE LEMA.

Le marquis de Lema à M. Bermudez de Castro.

Paris, le 4 octobre 1865.

Monsieur le Ministre, pour faire suite à ma dépêche d'avant-hier, n° 329, relative à l'évacuation graduelle du territoire pontifical, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence un article publié dans la *Patrie* de ce soir. Tout le monde connaît les attaches officielles de ce journal ; et l'espèce de communauté existant entre ses appréciations sur le sort futur de Rome et les idées du journal italien qu'il cite, ne peut manquer d'attirer l'attention.

L'état des choses laisse encore de l'espoir, et dans le délai d'une année il peut se produire des événements importants ; mais si d'ici là la situation des affaires n'a pas sensiblement changé, le Saint-Siège se trouvera face à face avec un grand problème politique. Les forces étrangères qui avaient soutenu son pouvoir pendant dix-sept ans lui feront défaut, et il devra compter une fois de plus, et dans des circonstances plus difficiles que jamais, sur la seule fidélité de ses troupes, et sur la loyauté des populations soumises à ses lois. La sagesse du Saint-Père avisera sans doute aux mesures nécessaires à prendre en présence de ce nouvel ordre de choses ; et il me semble que, en entrant à temps dans un système de réformes administratives et de transactions politiques, le pouvoir temporel du Saint-Siège pourrait traverser cette épreuve difficile, comme il en a traversé tant d'autres pendant la longue période de son histoire.

Signé : LE MARQUIS DE LEMA.

M. Bermudez de Castro au marquis de Lema.

San Ildefonso, le 8 octobre 1865.

Monsieur le Marquis, j'ai pris connaissance de la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire sous le n° 337 en date du 4 de ce mois, et dans laquelle, à l'occasion d'une Note publiée dans la *Patrie* au sujet des destinées futures de Rome, vous me communiquez les réflexions que cette grave question vous suggère.

Je désirerais savoir s'il y a lieu de tirer de l'article du journal semi-officiel, la conséquence que le trône pontifical est garanti contre les bouleversements et les révoltes intérieures, et je vous serai obligé de vous assurer si la Déclaration faite par M. Rouher au sein du Corps législatif, dans le but d'interpréter et d'expliquer le Traité du 15 septembre, et cette phrase « deux monarchies coexistantes, » continuent à représenter exactement la pensée du Gouvernement français.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

M. Bermudez de Castro au marquis de Lema,

San Ildefonso, le 14 octobre 1865.

Monsieur le Marquis, j'ai lu avec un vif intérêt les dépêches de Votre Excellence, sous les numéros 329, 339 et 341, par lesquelles vous me donnez des nouvelles importantes, au sujet de l'évacuation des États pontificaux par les troupes françaises, en exécution du Traité du 15 septembre.

Le jour approche, en effet, où le Gouvernement du Saint-Siège, privé de l'appui et de la sécurité que lui offrait la présence des armes Impériales, se trouvera seul en face de ses propres sujets. Resteront-ils fidèles au Gouvernement? L'armée pontificale sera-t-elle en mesure de prévenir une révolution à Rome? Ce sont là des questions, qui, Votre Excellence ne l'ignore pas, intéressent vivement une nation exclusivement catholique comme la nôtre.

Il n'y a pas lieu de s'étonner de la ligne politique que l'Autriche se propose de suivre.... Personne ne sera surpris qu'elle se trouve dans l'impossibilité de prêter un appui matériel à la Cour de Rome ; mais par cela même qu'elle se trouve dans cette situation.

Mais quelles que soient les mesures inspirées à la sagesse du Saint-Siège pour prévenir les maux qui peuvent le menacer, l'Espagne a l'obligation sacrée d'employer tous ses efforts et toute son influence morale en faveur du pouvoir temporel du Pape et de la personne sacrée de Pie IX, et voici les raisons pour lesquelles le Gouvernement de Sa Majesté désire vivement que Votre Excellence puisse s'assurer par tous les moyens qui sont en son pouvoir, des projets et des intentions du Cabinet Impérial, dans le cas où, après l'évacuation complète des troupes qui occupent Rome, il y éclaterait une révolution qui obligerait le Pape à abandonner ses États.

Ce cas n'est pas prévu par le Traité du 15 septembre, auquel l'Es-

pagne est restée complètement étrangère ; elle n'a, par conséquent, ni le droit de l'interpréter, ni celui d'en exiger l'accomplissement. Le Gouvernement de la Reine ne le méconnaît pas, et il en a consigné l'expression dans un document, qui sera en temps et lieu livré à la publicité.

Mais le Gouvernement français ne peut méconnaître, à son tour, que des déclarations publiquement et solennellement répétées, n'acquiescent le caractère d'engagements contractés en face du monde entier.

Le Traité du 15 septembre peut faire l'objet d'interprétations différentes, de la part des deux puissances qui l'ont signé ; mais il ne reste néanmoins aucun doute sur les points qui ont déjà été l'objet de déclarations officielles, lesquelles ont fixé d'une manière publique et solennelle le sens véritable qu'il faut y attacher.

Les dépêches de M. Drouyn de Lhuys au Ministre de l'Empereur, à Turin, en date des 28 et 30 octobre de l'année passée, ont établi d'une façon décisive la véritable signification de la Convention du 15 septembre, pour tout ce qui concerne le Saint-Père. Protégé contre toute attaque extérieure par le texte même de ce Traité, l'existence du Souverain Pontife, comme souverain temporel, paraît également assurée, car le Ministre des affaires étrangères déclare, dans sa dépêche du 28 octobre, que la Convention de septembre reconnaît deux souverainetés en Italie, et qu'elle a pour but d'assurer leur coexistence. Et plus tard, lorsque M. Drouyn de Lhuys, avec une noble franchise et dans le désir d'éviter toute confusion qui pourrait égarer l'opinion, écrivait sa seconde dépêche du 30 octobre, il indiquait sept propositions qui renfermaient et concentraient, pour ainsi dire, toute la partie substantielle de la Convention.

En même temps que la France s'est réservé toute sa liberté d'action, pour le cas où une révolution subite éclaterait (seule éventualité non prévue dans le traité, suivant le sens de ces propositions), on déclare que Rome ne peut s'unir à l'Italie et devenir sa capitale, sans le consentement de la France. Et s'il manquait quelque chose pour rendre plus solennelles les déclarations du Gouvernement de l'Empereur au sujet de la manière dont il comprend et interprète le sens du Traité du 15 septembre, qui intéresse à un si haut point les Nations catholiques, on le trouverait dans la séance du Corps législatif du 15 avril, et dans les paroles éloquentes, claires et décisives prononcées par le Ministre d'État, M. Rouher.

« La Convention, disait l'orateur, établit deux existences distinctes, deux autonomies, deux souverainetés ; ces deux royautes doivent exister face à face, et l'une n'a pas le droit d'absorber l'autre. » Et plus loin il ajoutait, en affirmant le principe de la souveraineté du peuple romain : « Si la souveraineté romaine cherchait à se faire absorber

par l'Italie, la question ne serait plus celle de la doctrine de la souveraineté, mais se convertirait entièrement en une question d'équilibre européen, et tomberait dans le grand domaine des intérêts du Catholicisme. »

Le Gouvernement de la Reine conserve l'espoir, bien plus, il a la conviction que le Cabinet Impérial pense aujourd'hui comme il pensait alors, et que ces déclarations si solennelles, sur lesquelles s'est fondée l'Espagne, seront, aujourd'hui comme alors, l'expression de la ferme résolution du Gouvernement de l'Empereur dans la question dont je m'occupe.

Les puissances catholiques qui ont toutes le droit et le devoir d'agir en faveur de la conservation du pouvoir temporel du Pape, ne pourront s'empêcher de voir dans le Traité du 15 septembre, tel qu'il a été commenté et interprété, la garantie la plus complète en faveur de cette sainte cause. La France, en se réservant toute sa liberté d'action pour le cas d'une révolution subite à Rome; en déclarant que Rome ne pourra s'unir au royaume d'Italie sans son consentement, et en affirmant solennellement que le Traité du 15 septembre signifie la coexistence de deux monarchies dans la péninsule italienne, a accepté un engagement d'honneur aux yeux du monde catholique, en vertu duquel elle se charge de veiller au maintien du pouvoir temporel du Saint-Siège. C'est sur ces promesses solennelles faites spontanément, que reposent et doivent reposer, dans la pensée du Gouvernement de la Reine, les intérêts catholiques du monde entier.

Je vous prie de vous exprimer dans ce sens vis-à-vis du Ministre des Affaires étrangères, en insistant avec force sur l'intérêt qu'attachent toutes les nations catholiques, en particulier l'Espagne, au maintien du pouvoir temporel du chef de l'Eglise; je recommande en même temps à Votre Excellence d'employer ses efforts pour obtenir une déclaration favorable, et je l'autorise à donner lecture de cette dépêche, si elle le juge convenable, au Ministre des Affaires étrangères.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

M. de Zea Bermudez à M. Bermudez de Castro.

(Extrait.)

Rome, le 7 octobre 1865.

Monsieur le Ministre, la santé du Saint-Père continue d'être excellente, sans qu'aucun symptôme fasse craindre aujourd'hui qu'elle puisse s'altérer d'une façon grave.

En fait d'affaires politiques, il y a peu de nouveau. Ainsi que je l'ai

dit à Votre Excellence, au commencement du mois prochain, le premier détachement de la division française quittera les États Romains. Ce détachement se composera d'environ trois mille hommes qui se retireront du territoire du Sud, confinant à l'ancien royaume de Naples. Il y a toutefois encore ici des personnes (même dans le corps diplomatique) qui croient que les Français, à l'expiration du terme stipulé dans la Convention, continueront à occuper Civita-Vecchia. Mais je suis, et je reste convaincu que ce point, comme les autres des États Pontificaux, serait évacué par les troupes Impériales. C'est ce que le Gouvernement français a fait connaître récemment encore au Cardinal secrétaire d'État, en ajoutant que, dans tous les cas, le Saint-Siège pourrait compter sur son appui moral et sur son concours, car il est résolu à faire exécuter strictement les stipulations de la Convention du 15 septembre.

Le Cardinal a répondu franchement qu'il entendait et acceptait avec plaisir ces protestations et ces offres.

Enfin, le Gouvernement français a également offert au Saint-Siège des ressources pécuniaires, et tous les moyens propres à la formation d'une bonne armée nationale; mais ces offres n'ont point été acceptées par le Secrétaire d'État, qui, tout en en témoignant sa reconnaissance, déclara qu'en présence des garanties résultant du Traité Franco-Italien, le Saint-Siège n'avait point d'ennemis à combattre et ne voyait pas, dès lors, l'utilité de ces préparatifs militaires.

Signé : F. DE ZEA BERMUDEZ.

M. Bermudez de Castro à M. de Zea Bermudez.

San Ildefonso, 21 octobre 1865.

Monsieur, j'ai reçu la dépêche n° 163, que vous m'avez adressée sous la date du 7 de ce mois, et par laquelle vous me confirmez les nouvelles précédemment communiquées au sujet de la prochaine évacuation des États pontificaux par les troupes françaises, et vous m'annoncez que le vénérable Pie IX continue à jouir d'une bonne santé.

Comme le premier fait que vous me signalez est d'une gravité dont les conséquences sont en ce moment incalculables, le Gouvernement de Sa Majesté désire que vous le teniez exactement au courant de tout ce qui y a rapport. A cet effet, je vous prie de vous assurer et de m'infor-

mer des intentions du Gouvernement pontifical, au sujet de l'évacuation de ses États par les troupes françaises ; vous voudrez bien aussi me faire connaître s'il y a quelque probabilité à ce que le Gouvernement entre en négociations avec l'Italie, alors même que ces négociations eussent un caractère purement ecclésiastique ; si vous pensez que le Gouvernement accordera quelques réformes politiques et administratives, et, ainsi que je vous en ai fait précédemment la recommandation, vous me communiquerez toutes les informations que vous pourrez recueillir et qui peuvent servir à donner au Gouvernement de Sa Majesté une idée complète et exacte de la question Romaine.

En ce qui concerne les forces matérielles, le Gouvernement de la Reine désirerait également savoir s'il est probable que les troupes pontificales puissent à elles seules, réprimer toute tentative révolutionnaire à l'intérieur des États du Pape, et quel est l'esprit des populations à cet égard.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

P. S. Je viens d'apprendre par votre dépêche télégraphique, la retraite probable de Mgr de Mérode et les nominations et destitutions qui en seront la suite. Ces actes sont-ils le prélude d'une politique plus conciliante et de quelques réformes salutaires?

M. le marquis de Lema à M. Bermudez de Castro.

Paris, le 14 octobre 1865.

Monsieur le Ministre, en répondant à ma dépêche du 4 courant, par son office du 8 qui vient de parvenir entre mes mains, Votre Excellence m'exprime le désir de savoir, si, dans la pensée du Gouvernement de l'Empereur, le Trône pontifical se trouvera à l'abri de troubles et de désordres intérieurs, après le départ des troupes françaises ; et si la déclaration du Ministre d'État, au sein du Corps législatif, au sujet des deux Monarchies coexistantes en Italie, forme toujours la règle de conduite et le fond de la pensée du Cabinet Impérial.

Un entretien intéressant que j'ai eu avant-hier avec M. Drouyn de Lhuys me met à même de satisfaire jusqu'à un certain point, les justes désirs de Votre Excellence.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le faire connaître à Votre Excellence, le Gouvernement français se montre extrêmement réservé au sujet des conséquences que peut avoir la Convention du 15 septembre, et de sa politique future en présence des difficultés qui peuvent en naître.

.....
.....
Soit que sa principale préoccupation consiste aujourd'hui à se débarrasser d'une tutelle prolongée, et montrer au monde sa ferme résolution de remplir strictement ses engagements solennels, soit que sa conduite soit inspirée par le désir d'affranchir à tout prix sa politique d'une responsabilité exclusive dans les affaires d'Italie, la vérité est que le Gouvernement Impérial pense qu'il a fait tout son possible en faveur du Saint-Siège, en maintenant pendant seize ans une armée à Rome, en lui donnant des conseils qui n'ont pas été suivis, et en concluant, en dernier lieu, une Convention qui paralyse l'action de l'Italie, met à la charge de cette puissance la partie la plus considérable de la dette pontificale, et laisse en définitive au Pape deux années pour réorganiser son armée, réformer son administration, assurer l'ordre dans ses États, et s'entendre avec le nouveau Gouvernement de la Péninsule.

Tel est le point de départ du Gouvernement français, à en juger d'après les conséquences de la Convention Franco-Italienne. La France ne doit plus prolonger l'occupation, l'Autriche ne peut intervenir, les autres nations catholiques sont dans le même cas ; et de toute manière, il ne serait permis à aucune de chercher à annuler par une intervention armée le Traité de la France, et de violer le principe de non intervention, auquel la Convention du 15 septembre rend hommage, tardivement mais efficacement.

Bien que M. Drouyn de Lhuys ne se soit pas servi des propres paroles que je viens de rapporter, il m'a cependant semblé que c'était là sa pensée, quant au fond sinon quant à la forme. En effet, l'évacuation française est hors de question ; il en est de même de l'impossibilité où est l'Autriche d'intervenir en Italie ; il en est ainsi des autres puissances catholiques et de l'Italie elle-même, obligée qu'elle est par son propre intérêt et par la Convention qu'elle a signée, à respecter et à faire respecter la frontière pontificale.

Mais, outre les attaques directes ou indirectes de la part du Gouvernement ou du peuple italien, il y a un autre péril grave que la Convention du 15 septembre ne prévient pas et ne suffit pas à prévenir : le danger d'une révolution à Rome, de l'impuissance ou de la complicité des troupes du Pape pour la réprimer. Que fera-t-on alors ?

J'ai posé clairement et explicitement cette question au Ministre des affaires étrangères, parce que c'est là ce qu'il importe de connaître avec autant de certitude que possible. M. Drouyn de Lhuys m'a répondu à peu près dans les termes suivants : « La demande est embarrassante pour moi, me dit-il, parce qu'elle touche à une éventualité de phases inconnues au sujet de laquelle il n'est guère possible

« d'adopter d'avance une résolution quelconque. Notre conduite dépendra exclusivement de ce qui se passera en Italie et à Rome. « J'essayerai de mettre en relief ma pensée par deux hypothèses également extrêmes et exagérées. Supposons d'une part que le « Saint-Père reste sourd à toute espèce de conseils prévoyants, qu'il « ne saisisse pas, bien plus, qu'il rejette avec dédain les occasions « de s'entendre avec l'Italie; qu'il ne procède dans ses États à aucune sorte de réformes; qu'il permette la conversion violente des « Juifs, le rapt d'enfants israélites, comme celui du petit Mortara; « qu'il fasse persécuter sous toutes ses formes le progrès moderne, « qu'il favorise le brigandage dans les provinces limitrophes de l'Italie, et enlève aux Romains tout espoir d'obtenir une administration « plus ou moins libérale, mais tolérante et juste. Si dans ces circonstances, et malgré nos conseils, malgré nos désirs, il éclatait une « révolution à Rome, il est évident que les soldats français ne reviendraient pas envahir une partie de l'Italie pour imposer aux Romains « un semblable gouvernement, ni pour soutenir par leurs baïonnettes d'intolérables abus.

« Admettons un instant l'hypothèse contraire. Le Pape réforme « autant que possible son administration, il met de l'ordre dans ses « États, il cherche à s'entendre honorablement avec l'Italie, il introduit toutes les améliorations compatibles avec son autorité, il « montre, enfin, le désir sincère de gouverner avec justice ses sujets, « et de vivre en paix avec ses voisins. Si alors, une minorité audacieuse, une bande de révolutionnaires ou de conspirateurs parvenait, à la faveur d'une surprise, à renverser le Gouvernement, à « emprisonner ou à chasser le Saint-Père, il est évident que la France « ne saurait consentir à ce qu'une poignée d'aventuriers disposât des destinées de la Papauté. Son devoir serait de s'entendre avec les « puissances catholiques pour l'empêcher.

« J'ai indiqué ces deux éventualités comme deux extrêmes, me dit « le Ministre, pour donner autant que possible une idée de notre « attitude. Nous parlerons d'ailleurs de tout ceci plus longuement « encore, j'espère, et nous ferons ce que nous pourrons pour nous « entendre. Mais je crois que ce cas ne se présentera pas, que le Saint-Père comprendra ses intérêts, et que Rome ne jouera pas le tout « pour le tout; l'Italie, pour sa part, sait très-bien que nous ne tolérerions pas la plus petite infraction à une Convention dont nous « accomplirions religieusement nous-mêmes les stipulations.

« Et si nous gardons une réserve absolue sur nos intentions, ajouta « M. Drouyn de Lhuys, si nous désirons qu'elle soit gardée, ce n'est « pas seulement à cause de la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité de nous décider par avance, mais parce que la moindre parole

« prononcée par nous serait dangereuse. Si nous laissons entrevoir
« qu'en aucun cas nous ne retournerions à Rome, toutes les passions
« révolutionnaires de l'Italie se réveilleraient et mettraient le Saint-
« Siège dans une situation très-difficile ; si au contraire nous faisons
« connaître notre résolution de soutenir à tout prix le pouvoir tempo-
« rel du Pape, on se ferait des illusions au Vatican, on encouragerait
« des tendances déplorables à une résistance obstinée, on croirait qu'à
« l'ombre de nos baïonnettes les abus pourront s'éterniser, et nous
« accepterions en face de l'Europe des engagements que ni l'honneur,
« ni les intérêts de la France ne lui permettraient de remplir. Placés
« entre la révolution et la réaction, notre devoir est de repousser
« loyalement les deux extrêmes, de façon qu'aucune de ces tendances
« également périlleuses ne puisse compter sur notre concours.

« C'est pour cela que nous avons conclu la Convention du 15 sep-
« tembre, et que nous devons nous renfermer dans une réserve abso-
« lue à l'égard d'éventualités dont il n'est guère possible de prévoir le
« caractère. »

Il m'a semblé inutile et inopportun, après cette déclaration, de parler du discours de M. Rouher au Corps législatif. Les explications de M. Drouyn de Lhuys prouvent d'une manière assez claire quelle est la pensée du Gouvernement. Sa pensée, son désir, ses intentions sont, comme il ne cesse de l'affirmer, la coexistence des deux monarchies en Italie. La France croit avoir fait et continue à faire le nécessaire pour donner au Saint-Père les moyens d'assurer son trône ; mais si ces moyens sont rejetés, si le Pape ne consent pas à alléger ses finances de la charge de sa dette publique en la faisant endosser pour plus grande partie par l'Italie, s'il ne veut point traiter avec cette puissance et continue à la considérer comme ennemie ; s'il n'organise pas son armée, s'il ne réforme pas son administration et ne satisfait pas dans une certaine mesure les aspirations de ses sujets, si, volontairement il renonce à tout moyen d'affermir l'indépendance et la sécurité de ses États, alors la France croit qu'on ne saurait lui imputer à faute ni la rendre responsable des conséquences qui se produiront. Suivant l'expression du Ministre des affaires étrangères, la France peut aider le pouvoir temporel du Saint-Siège à vivre, elle ne peut l'empêcher de se suicider.

M. Drouyn de Lhuys espérait cependant encore que la nécessité ferait comprendre au Vatican ses véritables intérêts ; que lorsque les conseillers du Saint-Père auraient acquis la conviction intime de la résolution inflexible de la France de retirer ses troupes, ils ne s'obstineraient pas à suivre une politique impossible. L'Italie et la Papauté peuvent facilement exister côte à côte ; les hommes d'État italiens commencent à prévoir que la possession de Rome serait un embarras

et un danger sérieux pour le nouveau règne ; et pour ce qui est de l'Angleterre elle-même, si enthousiaste pendant quelque temps de ce qu'elle appelait la capitale historique, il suffit de lire les journaux les plus importants pour se convaincre combien l'opinion a changé sur ce point. La presse anglaise conseille à l'Italie de ne pas compromettre son sort pour une utopie. Rome ne lui donnerait pas de la force, elle lui en ôterait ; en s'établissant dans cette cité de la religion et des ruines, l'Italie n'en retirerait aucun avantage réel ; elle indisposerait le monde catholique et elle sacrifierait à un nom sa stabilité et son avenir.

Ce langage sensé, partant d'une puissance protestante si enthousiaste du mouvement italien ; la faiblesse et le discrédit du parti de l'action dans la Péninsule ; les idées personnelles du roi Victor-Emmanuel et de beaucoup de personnages importants en Italie, font croire au Ministre des affaires étrangères qu'une transaction est nécessaire et qu'elle est possible.

Je n'ai pas dissimulé, pour ma part, à M. Drouyn de Lhuys le vif intérêt avec lequel nous suivons toutes les phases de cette importante question, et combien nous attachons de prix, en notre qualité de nation essentiellement catholique, à l'indépendance et à la splendeur de la Papauté. Il le comprit sans peine et me dit qu'il m'en reparlerait en temps opportun pour se mettre autant que possible d'accord avec nous.

Signé : Le MARQUIS DE LEMA.

M. le marquis de Lema à M. Bermudez de Castro.

Paris, le 17 octobre 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai vu hier le Ministre des affaires étrangères qui m'a de nouveau parlé des affaires de Rome. Il m'a dit qu'il avait fait part à l'Empereur de notre dernier entretien, de la question que je lui avais posée relativement aux desseins de la France dans le cas où une révolution éclaterait à Rome et de la réponse qu'il avait cru devoir me faire. L'Empereur, m'a dit M. Drouyn de Lhuys, avait complètement approuvé cette explication de sa politique et l'avait chargé d'en causer avec moi et de chercher à se mettre d'accord avec l'Espagne pour la solution ultérieure de cette question.

M. Drouyn de Lhuys me donna spontanément l'assurance qu'il me tiendrait au courant de tous les événements importants qui pourraient survenir. Il m'informa qu'il avait reçu des dépêches du chargé

d'affaires de France à Rome qui lui annonçait que le cardinal Antonelli s'était occupé avec lui de la manière dont l'armée impériale pourrait être remplacée dans les États pontificaux, et avait exprimé le désir qu'on autorisât des enrôlements en France ; que le Gouvernement de l'Empereur acceptait cette idée et faciliterait au Pape, par tous les moyens compatibles avec les lois, la réalisation de ce projet. Je demandai à M. Drouyn de Lhuys si l'on ne mettrait point d'obstacles à ce que des soldats licenciés entrassent dans l'armée du Saint-Siège ; il me répondit qu'aucune restriction ne paraissait exister au sujet de la mesure que l'on allait adopter.

Il me raconta aussi que M. de Sartiges, ambassadeur de France à Rome, avait eu, à son passage par Florence, une longue conversation avec le général La Marmora au sujet de la partie de la dette pontificale dont le paiement incomberait à l'Italie, aux termes de la Convention du 15 septembre. Le Gouvernement italien se montrait disposé à remplir pour sa part cette obligation ; il avait dressé les états proportionnels de cette dette et il attendait seulement que le Gouvernement romain présentât les siens pour les comparer, pour procéder à la liquidation et accepter la responsabilité des titres de rente. M. de Sartiges espérait décider Sa Sainteté à prescrire le plus tôt possible l'exécution de cette opération qui affranchirait son trésor d'une de ses plus lourdes charges. A cet effet, il n'y avait pas à s'entendre avec le Cabinet de Florence, puisque d'après la Convention franco-italienne et en vertu d'une clause sur laquelle M. Drouyn de Lhuys n'a jamais voulu céder, la France était appelée à être la Puissance médiatrice entre l'Italie et le Saint-Siège.

Les dernières communications de Rome ont laissé dans l'esprit du Ministre des affaires étrangères l'espoir que le temps, plus encore que ses efforts, aplanira peu à peu les difficultés rencontrées jusqu'ici pour une transaction. Le Gouvernement pontifical avait pris son parti, et, cédant à la nécessité des circonstances, il s'occupait de réorganiser son armée.

Comme suite à ma dépêche du 14 courant, n° 361, dans laquelle j'ai eu l'honneur de donner à Votre Excellence une analyse détaillée d'un entretien important avec M. Drouyn de Lhuys, il m'a paru utile de rapporter notre dernière conversation. Aussi bien les paroles du Ministre que j'ai citées sont-elles, quant au fond et jusque dans la forme, l'expression de la pensée de son Souverain ; et l'Empereur, au lieu de se réserver la direction exclusive de sa politique ultérieure touchant Rome, désire s'entendre avec l'Espagne pour sauvegarder, autant que possible, non-seulement l'autorité spirituelle qui est hors de question, mais aussi le pouvoir temporel et l'indépendance du Saint-Siège.

Signé : Le MARQUIS DE LEMA.

Le marquis de Lema à M. Bermudez de Castro.

Paris, le 24 octobre 1865.

Monsieur le Ministre, bien que ma dépêche du 14 de ce mois, n° 361, contint une réponse complète et anticipée à celle que, à la même date, Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser au sujet de la question romaine, j'ai cru utile d'avoir, en prenant pour prétexte la communication de cette dépêche, un nouvel entretien avec le ministre des affaires étrangères.

M. Drouyn de Lhuys m'a écouté avec son attention habituelle et, comme je m'y attendais, il me dit qu'il m'avait fait part, dans une entrevue précédente et avec toute la franchise possible, des idées et des intentions de son Gouvernement pour le cas où la sortie des troupes françaises amènerait un mouvement révolutionnaire à Rome. C'est là une éventualité dangereuse qui n'a pas été prévue par la Convention du 15 septembre et au sujet de laquelle les Gouvernements de France et d'Italie se sont réservé une complète liberté d'action.

La pensée si éloquemment développée par le Ministre d'État dans la session du mois d'avril du Corps législatif est toujours l'expression de la politique de la France. La coexistence des deux monarchies dans la Péninsule est, dans son opinion, la seule solution. Elle est nécessaire et avantageuse. Pour la rendre possible, la France exige de l'Italie qu'elle respecte et fasse respecter la frontière pontificale; qu'elle n'exécute ni ne permette aucune tentative contre le pouvoir temporel du Pape. Mais si la politique suivie par le Vatican ou une conspiration des sujets du Saint-Siège provoquaient un mouvement intérieur dans les États pontificaux, la France aviserait, en vue des circonstances et des événements, au parti qu'il lui conviendrait d'adopter; car c'est précisément pour ce cas qu'elle avait réservé expressément et publiquement sa complète liberté d'action. La question pourrait cesser d'être une question italienne pour devenir, comme le disait M. Rouher, une question d'ordre ou d'équilibre européen.

Comme cette question est subordonnée aux conditions nécessairement vagues d'une éventualité douloureuse et qui pourrait se présenter sous des formes différentes et imprévues, j'ai cru convenable de donner lecture à M. Drouyn de Lhuys de la dépêche dans laquelle, à la date du 14 du courant, j'ai rendu compte à Votre Excellence de notre dernier entretien. Il m'importait de savoir si dans une matière aussi délicate j'avais fidèlement rendu la pensée et le sens de sa réponse.

— C'est bien cela, me dit le Ministre, après avoir attentivement

écouté la lecture de ma dépêche, et je ne ferai aucune difficulté à mettre ma signature au bas des paroles que vous m'attribuez avec une si parfaite exactitude. Voilà, en effet, notre politique vraie et nécessaire.

Je n'ai, dès lors, plus rien à ajouter à ma dépêche très-détaillée n° 361. J'y ai consigné tout ce que j'ai appris, tout ce qui se dit des intentions du Gouvernement impérial. C'est sur ces bases que le Gouvernement de la Reine peut établir ses calculs et se former une ligne de conduite. Et puisqu'on nous offre de s'entendre avec nous, ce qui importe, à mon avis, c'est de chercher à Rome les moyens de proposer, s'il y a lieu, une solution qui, sans compromettre les engagements ostensibles de la France, soit avantageuse pour les intérêts du Saint-Siège. La prépondérance que les changements ministériels survenus à Rome tendent à donner au cardinal Antonelli dans les conseils de Sa Sainteté, facilitera peut-être la solution de ces questions. Je ne crois pas que le pouvoir temporel du Pape fasse naufrage, même momentanément, si l'on adopte une ligne politique un peu prévoyante.

En tout cas, le Gouvernement de Sa Majesté fera ce qui est en son pouvoir pour faciliter ce résultat; et pour ma part, dans cet entretien comme dans tous ceux que j'ai eus avec M. Drouyn de Lhuys, je n'ai pas dissimulé un instant le vif et constant intérêt que nous portons à une question qui touche si directement à l'indépendance et à l'avenir de l'Église.

Signé : Le MARQUIS DE LEMA.

M. Bermudez de Castro au marquis de Lema.

San Ildefonso, le 5 novembre 1865.

Monsieur le marquis, j'ai lu avec une vive satisfaction les dépêches de Votre Excellence n°s 361, 374 et 377, dans lesquelles elle me communique d'une façon détaillée ses entretiens avec M. Drouyn de Lhuys sur les affaires d'Italie et en particulier sur les éventualités qui pourront se produire à Rome à la suite de l'évacuation complète des États pontificaux par les troupes françaises.

Le Gouvernement de Sa Majesté croit que, malgré la réserve dans laquelle le Ministre des affaires étrangères paraît vouloir se renfermer, il est à peu près impossible que la France abandonne jamais la personne sacrée du Souverain Pontife ou consente à ce qu'il soit dépouillé de ses États, soit par des agressions extérieures, cas d'ailleurs prévu

par le traité du 15 septembre, soit par un soulèvement intérieur provoqué par les révolutionnaires du dehors et les ennemis de la Papauté.

La France s'est, dans ce cas, réservé sa liberté d'action. Elle n'a point, il est vrai, obtenu d'engagements internationaux en faveur du Pape ; mais, pour une nation aussi puissante qu'elle, elle a contracté un engagement bien plus solennel encore en déclarant du haut de la tribune du Corps législatif qu'elle ne consentirait jamais à ce que Rome se laissât absorber par l'Italie, même alors que le peuple romain le désirerait.

Le traité du 15 septembre implique et admet la coexistence de deux monarchies. La disparition de l'une d'elles serait la destruction du traité que la France a signé précisément pour régler la question italienne. L'absorption de Rome par l'Italie se convertirait, en outre du principe de souveraineté, en une question d'équilibre européen ; elle deviendrait une question qui entrerait dans le domaine du catholicisme tout entier : la France ne pourrait y consentir. — Tels sont les termes et la signification de l'engagement que la France a contracté à la face de l'univers, du haut de la tribune. S'il est vrai que le traité du 15 septembre n'a pas prévu le cas d'une révolution intérieure, il signifiait cependant et continue à signifier la coexistence de deux monarchies ; si pour ce cas non prévu, la France s'est réservé sa liberté d'action, elle a déjà expliqué au sein de la Chambre quel usage elle comptait faire de cette liberté, et c'est pourquoi, malgré la réserve de M. Drouyn de Lhuys quant à l'avenir, nous ne pouvons croire que la France abandonnera jamais ni la personne du Souverain Pontife, ni les droits justes et légitimes du Saint-Siège. C'est un engagement d'honneur pris par elle et qui la lie un peu plus que ne paraît le croire le Ministre français, à en juger par ses conversations avec Votre Excellence.

Il reste encore plus d'une année à courir jusqu'à ce que l'évacuation soit devenue complète ; et pendant ce temps il est probable, ou au moins très-possible, que la situation publique à Rome se modifie, s'il faut en croire les récents changements opérés dans l'administration.

Le Gouvernement de Sa Majesté approuve complètement la conduite de Votre Excellence ; il attend de votre zèle très-connu que vous suiviez avec attention toutes les phases de cette importante question et que vous saisissiez toutes les occasions qui se présenteront pour influencer avec le Gouvernement sur la résolution qui sera adoptée à l'effet de sauvegarder les intérêts du Saint-Siège, dans le cas où ils se verraient menacés.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

M. F. de Zea Bermudez à M. Bermudez de Castro.*(Extrait.)*

Rome, le 23 octobre 1865.

Monsieur le Ministre, l'évacuation française n'a pas encore commencé ; mais elle sera effectuée le mois prochain de la manière que j'ai indiquée à Votre Excellence dans mes dépêches précédentes.

Jusqu'ici on ne s'aperçoit encore que d'un mouvement de concentration dans la province méridionale de Frosinone, et seulement sur les points les moins importants ; car la capitale de la province est toujours occupée par les troupes impériales. Si l'on n'a point encore remis aux forces pontificales la capitale de cette province et si l'on ne continue pas le mouvement de concentration, c'est qu'on attend à cet effet l'arrivée du général en chef comte de Montebello, qui doit venir vers la fin de ce mois.

Ensuite, comme le choléra paraît avoir diminué d'intensité à Toulon et à Marseille, on commencera l'évacuation partielle, en faisant partir trois ou quatre mille hommes.

Néanmoins, une opinion très-généralement accréditée ici, c'est que la France, même en embarquant, dès à présent, une partie de ses troupes, n'arrivera pas à évacuer complètement le territoire romain, parce qu'elle ne saurait renoncer à l'intérêt qu'elle a, au fond, de l'occuper. On croit qu'avant l'expiration du terme fixé par la Convention, la France trouvera des motifs et des prétextes pour ne pas abandonner Civita-Vecchia, au moins.

Cette pensée avait cours, il y a quelques mois, jusque dans les sphères gouvernementales ; mais je puis assurer à Votre Excellence qu'aujourd'hui on y a la conviction intime du contraire, et qu'on est persuadé que l'Empereur entend réaliser dans son entier l'évacuation projetée.

Quoi qu'il en soit, il est indubitable qu'ici on craint, non pas qu'une attaque extérieure vienne menacer le pouvoir du Saint-Siège, mais que, dès que les dernières troupes françaises auront quitté le territoire, on ne conspire à l'intérieur ; que des machinations ne soient fomentées du dehors, et qu'il ne naisse, au sein même du pays, des circonstances de nature à mettre en péril la cause de la Papauté.

Pour ce qui touche aux stipulations inscrites dans le Traité du 15 septembre en faveur du Saint-Siège, on ne doute pas qu'elles soient observées littéralement et exactement ; le pays sera entièrement abandonné à ses propres forces et aux éléments qui le composent.

Comme on ne redoute aucune attaque extérieure, on n'a point songé et l'on ne songe pas à s'armer et à se défendre contre un semblable danger. Si ce danger existait, et quelque faible que fût une attaque venant de l'extérieur, j'ai la conviction intime, et tous ceux qui connaissent l'état et les conditions de ce pays pensent avec moi que le Gouvernement romain succomberait bien vite, son armée étant incapable de résister.

.....

Ainsi le Gouvernement romain étant convaincu de l'inutilité de s'armer et de se préparer à combattre un ennemi extérieur, se borne à se mettre en état, avant le retrait des troupes françaises, de maintenir l'ordre et de réprimer toute rébellion à l'intérieur.

A cet effet, il dispose d'une armée d'environ neuf mille hommes qui, si l'on y ajoute un certain nombre de nouvelles recrues, atteindra le chiffre de dix mille, force suffisante, de l'avis de tous, pour atteindre le but qu'on se propose ; car si l'on parvient, avec habileté, prudence et énergie, à prévenir ou à déjouer certaines machinations, et éventuellement à mater l'audace d'une minorité vénale et turbulente ; les mutins, réduits à leurs propres forces, seront facilement tenus en échec par les seules troupes pontificales.

.....

Le Gouvernement se borne donc à se préparer actuellement, comme je l'ai dit, aux éventualités qui peuvent se produire à l'intérieur. Il faudra beaucoup d'énergie et de prudence dans les premiers temps qui suivront l'évacuation française, et si la première de ces qualités distingue le Ministre des armes, Mgr de Mérode, il faut dire que la seconde lui fait complètement défaut.

.....

Il n'est pas douteux que, par la sortie de Mgr de Mérode, le Ministère n'ait gagné en unité et en harmonie, les idées du Cardinal Antonelli y prédominant complètement aujourd'hui. Votre Excellence connaît les principes et les doctrines du Secrétaire d'État de Sa Sainteté ; sa politique, suivant moi, ne variera pas. Et si l'esprit du Gouvernement reste le même, la prudence et l'esprit conciliant du Cardinal se refléteront dans ses actes.

.....

La preuve de l'influence exclusive de ce Ministre se voit déjà dans les nominations dont j'ai donné avis à Votre Excellence par le télégraphe, et qui appellent à d'autres fonctions, ainsi que le constate le

journal officiel ci-joint, le Directeur général de police, le Ministre de l'intérieur et divers délégués des provinces.

Les deux premiers choix sont excellents. Mgr de Raudi est aussi habile que respectable et circonspect; d'ailleurs, il a été pendant de longues années délégué à Civita-Vecchia, point de réunion des comités révolutionnaires; il connaît leurs manèges et est mieux que personne apte à remplir son nouveau poste.

Quant au ministre de l'intérieur, Mgr de Mitero, c'est un homme distingué et qui possède toutes les qualités requises pour ces fonctions. Son prédécesseur, Mgr Pila, était l'ami personnel du Ministre de la guerre.

En définitive, le Saint-Siège suivra, si je ne me trompe, la même ligne de conduite politique que précédemment, et il n'est pas plus disposé aujourd'hui qu'il ne l'était hier, à une transaction quelconque touchant le pouvoir temporel.

Je n'ai, pour le moment, plus rien d'intéressant ou d'important à mander à Votre Excellence; mais je la prie d'être assurée que je ne manquerai pas, conformément à l'ordre royal du 7 de ce mois, de la tenir exactement informée de tout ce qui se passe ici.

Signé : F. DE ZEA BERMUDEZ.

M. Bermudez de Castro à M. F. de Zea Bermudez.

San Ildefonso, le 6 novembre 1865.

Monsieur, j'ai reçu la lettre que vous m'avez adressée, le 23 octobre dernier, sous le n° 169, et dans laquelle, rappelant ce que vous m'aviez antérieurement déjà fait connaître, vous m'annoncez le prochain embarquement de la première division française. Vous en arrivez ensuite à apprécier la signification de la dernière modification ministérielle et les raisons qui l'ont motivée; vous mentionnez l'interprétation qu'on donne à Rome à la Convention du 15 septembre, et vous exprimez la conviction que la politique du Cardinal Antonelli sera la même que celle qui a été suivie jusqu'ici.

Je vous remercie, Monsieur, du zèle et de l'activité que vous avez déployés, en tenant le Gouvernement de la Reine au courant de tout ce qui se passe à Rome; vous voudrez bien continuer à m'informer de tous les incidents qui se produiront dans cette capitale, et vous n'oublierez pas de vous assurer des intentions du nouvel Ambassadeur d'Autriche, M. de Hubner, et de la politique qu'il compte adopter.

Bien qu'il résulte de toutes vos dépêches que le Cardinal Secrétaire d'État compte persévérer dans la politique de résistance, cependant la retraite de Mgr de Mérode et les changements qui ont eu lieu dans le personnel doivent indiquer plus qu'un simple changement de personnes.

Les nouvelles que le Gouvernement de Sa Majesté a reçues de Paris le portent à croire en la bonne foi de l'Empereur, relativement à l'exécution du Traité du 15 septembre ; il ne voit d'autre danger pour le pouvoir temporel du Saint-Siège, que celui d'une révolution intérieure, éventualité qui peut être conjurée par de prudentes réformes et d'habiles mesures politiques.

Si une occasion favorable se présentait, vous pourriez assurer au Cardinal Antonelli que le Cabinet espagnol, qui s'intéresse vivement à tout ce qui touche le Saint-Siège, fait tous ses efforts, par l'intermédiaire de l'Ambassadeur de Sa Majesté Catholique à Paris, pour empêcher toute interprétation de la Convention de septembre qui serait désavantageuse pour le Saint-Père, et qu'il sera toujours disposé à agir en faveur du Saint-Siège. Mais en même temps, et sans cependant donner lieu au soupçon que l'Espagne veuille s'ingérer dans les affaires de la politique intérieure de Rome, vous ferez connaître au Cardinal Secrétaire d'État que, dans l'opinion du Gouvernement de la Reine, une série de réformes prudentes et mûrement étudiées, pourrait prévenir la révolution intérieure dont j'ai parlé plus haut et que je considère comme le seul danger sérieux qui puisse menacer le pouvoir temporel du Pape.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

**M. Bermudez de Castro à M. Ulloa, ministre d'Espagne
à Florence.**

San Ildefonso, le 6 novembre 1865.

Monsieur, j'ai reçu la dépêche de Votre Excellence, n° 142, du 22 octobre dernier, dans laquelle vous m'entretenez de l'évacuation du territoire pontifical par les troupes françaises et des conséquences qui peuvent résulter de cette détermination. Vous me communiquez, en même temps, différentes nouvelles politiques.

En réponse à votre office, je crois utile de vous transmettre copie des dépêches que m'a adressées l'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris, sous les n°s 361, 374 et 377, et qui traitent de cette affaire. J'y joins les dépêches que, sur le même sujet, j'ai écrites au marquis de Lema

les 14 octobre et 5 novembre derniers, afin que vous puissiez connaître également l'opinion et les idées du Gouvernement de Sa Majesté et qu'elles vous servent à la fois de ligne de conduite et d'instructions que vous puissiez consulter à l'occasion.

S'il faut ajouter foi aux assertions du Gouvernement français et attribuer quelque importance à ce que publient, dans leurs colonnes, des journaux comme la *Patrie* et d'autres feuilles officieuses de l'Empire, l'Italie ne parviendrait jamais à s'emparer de Rome, et cette capitale n'aurait à redouter aucun conflit résultant d'agressions extérieures. Une révolution intérieure, fomentée par les Romains eux-mêmes, et éclatant avec plus ou moins de spontanéité, aussitôt que les troupes françaises auraient abandonné le territoire pontifical, serait, dès lors, le seul danger qui menacerait sérieusement le Pape.

Les nouvelles que je reçois de différents côtés me confirment dans cette croyance et m'apprennent que, même en Italie, l'idée commence à prévaloir généralement que la possession de Rome pourrait bien n'être qu'une illusion, un embarras et même un danger pour le nouveau Royaume italien. Cette idée s'est également déjà propagée en Angleterre, où les journaux ont exprimé, à diverses reprises, la même opinion. Je vous serai obligé de vous assurer et de me faire connaître quelle est la manière de voir du Cabinet italien sur ce point, et quelle est l'impression générale parmi les hommes politiques de ce Royaume. En ce qui vous concerne, Monsieur, vous connaissez maintenant la pensée du Gouvernement de Sa Majesté, et il ne me reste qu'à vous inviter à régler votre conduite et votre langage sur les indications que je vous ai données.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

M. Auguste Ulloa à M. Bermudez de Castro.

Florence, le 31 octobre 1865.

Monsieur le Ministre, les secondes élections du 29 ont amené le triomphe du parti libéral et de ses différentes nuances, sans en excepter la nuance la plus avancée, sur les candidats réactionnaires, contre lesquels toutes les autres fractions se sont coalisées, à l'instigation des comités et de la presse, après le vote très-incertain du 22. C'est ainsi que César Cantu, le baron Ondes Reggio, Conti et quelques autres personnes moins connues, mais affichant les mêmes convictions politiques, ont été proclamés députés.

On a fait courir ces jours-ci le bruit qu'une Convention secrète avait

été conclue avec le Pape pour régler la question romaine. Le Gouvernement dément ce bruit, mais les nouvellistes infatigables assurent que le Roi a conclu cet arrangement sans l'aveu de ses Ministres. L'origine de cette rumeur doit peut-être être cherchée dans une brochure de l'avocat Boggio, qui conseille de traiter sans retard et directement avec le Saint-Siège, de peur qu'après le départ des troupes françaises, l'Empereur Napoléon n'impose à la Cour de Florence des conditions contraires à l'unité de l'Italie. L'avocat Boggio se figure, sans doute, qu'il serait plus facile d'obtenir de Pie IX et du Cardinal Antonelli l'abandon du pouvoir temporel que d'y faire consentir les nations catholiques. Une espérance aussi vaine et aussi peu fondée ne mérite pas la peine d'être discutée. M. Boggio, avec une légèreté inqualifiable, a livré à la publicité certaines conversations privées qu'il a eu l'honneur d'avoir avec le Pape; mais dont on ne saurait conclure absolument rien de favorable au projet énoncé, sauf la croyance où est Sa Sainteté qu'il importe à l'Empereur Napoléon encore plus qu'à Elle-même, de maintenir la Papauté à Rome. On ne peut nier que depuis que l'on sait ici que les Français se retirent de la Ville éternelle, il se soit produit un courant d'idées favorables à une négociation directe avec le Souverain Pontife; car on craint qu'en retirant ses troupes, le Gouvernement impérial ne soit décidé à prendre des précautions pour mettre à l'abri de toutes éventualités les intérêts du Saint-Siège. Mais quel sera l'objet des négociations et sur quelles bases s'entendra-t-on? Voilà la difficulté.

Signé : AUGUSTE ULLOA.

M. Bermudez de Castro à M. Auguste Ulloa.

San Ildefonso, le 6 novembre 1865.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche n° 150, du 31 octobre dernier, dans laquelle vous me rendez compte du résultat des élections générales qui viennent d'avoir lieu en Italie, et vous m'informez des bruits qui circulaient à Florence sur la possibilité d'une prochaine entente entre la Papauté et l'Italie.

Bien que beaucoup de personnes ne croient pas qu'une entente de ce genre soit réalisable, à cause des aspirations si différentes des deux Gouvernements, cependant les événements qui se sont accomplis depuis un an en Italie, ceux qui se produisent actuellement dans les États pontificaux et l'état de l'opinion publique elle-même permettent d'espérer que, dans un avenir peut-être peu éloigné, les deux puis-

sances parviendront à s'entendre et à concilier leurs désirs réciproques à leur avantage mutuel. Et, en effet, depuis la correspondance qui a été échangée entre les Cabinets de Paris et de Florence, à la suite du Traité du 15 septembre, et qui a déterminé d'une façon claire et précise, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, le sens qui doit être attribué à cet acte international; depuis les déclarations faites par M. Rouher, au sein du Corps législatif français, au moment de la discussion sur la question romaine, pendant la dernière session, déclarations qui ont encore ajouté à la solennité des engagements acceptés par la France et qu'elle a déjà commencé à remplir en se préparant à retirer sous peu une partie des troupes qui occupent les États de l'Église, depuis ce temps, on peut conserver l'espoir que l'Italie, d'une part, convaincue qu'elle ne peut aspirer à la possession de Rome, et le Saint-Siège, d'autre part, persuadé que l'évacuation des troupes françaises est un fait positif, se décideront à conclure un arrangement qui serait extrêmement désirable pour tant de monde.

Pour ce qui nous concerne, je ne puis que m'en référer à la communication que je vous adresse à la date de ce jour, et aux copies qui y sont jointes; elles vous mettront à même de connaître la manière de voir du Gouvernement de Sa Majesté sur cette grave question.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

**M. Bermudez de Castro, à l'Ambassadeur d'Espagne
à Rome.**

San Ildefonso, le 8 novembre 1865.

Monsieur, après vous avoir fait connaître par ma dépêche précédente les intentions et les projets du Gouvernement de Sa Majesté sur les affaires confiées aux soins de l'ambassade dont Votre Excellence est appelée à prendre possession incessamment, je dois encore appeler tout particulièrement votre attention sur certains points auxquels se réfère la présente dépêche. Les instructions que nécessitent ces points compléteront la connaissance que vous avez déjà des vues du Gouvernement en ce qui touche la délicate question de Rome et du véritable but qu'il poursuit à cet égard, Votre Excellence devra naturellement conformer sa conduite à ce but.

Vous aurez, tout d'abord, à saisir toutes les occasions qui se présenteront pour assurer à Sa Sainteté ainsi qu'au cardinal Antonelli

que l'Espagne catholique professe, aujourd'hui comme par le passé, le plus profond respect et est animé des plus vives sympathies à l'égard du Saint-Père, que l'une des principales raisons qui l'ont engagée à reconnaître le Royaume d'Italie a été précisément celle de pouvoir employer, avec de meilleures chances de succès, ses efforts en faveur du pouvoir temporel du Saint-Siège. Pour mieux convaincre Votre Excellence de la pensée du Gouvernement sur ce point et pour constater irrécusablement nos véritables intentions, je transmets à Votre Excellence copie de la dépêche que j'ai adressée à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris, le 14 octobre dernier, et si Votre Excellence en trouve l'occasion, elle pourra en donner lecture confidentiellement au Cardinal, Secrétaire d'État.

Vous devrez également profiter de toute occasion pour déclarer que l'Espagne qui n'a perdu aucun territoire et n'en a aucun à conserver en Italie, qui n'a pas de but politique à poursuivre et qui n'a, en définitive, aucunes vues intéressées en Italie, verrait avec satisfaction les réformes auxquelles on procéderait à Rome pour parer au seul danger qui puisse menacer le Saint-Père, c'est-à-dire le danger d'une révolution intérieure, en supposant toutefois que les dispositions de la Convention du 15 septembre le mettent à l'abri de tous autres périls. Le principe du pouvoir temporel, principe qui intéresse le monde catholique tout entier, étant ainsi sauvegardé, et les possessions actuelles du Saint-Siège n'étant point menacées, peut-être sera-t-il permis d'espérer que le temps et la Providence se chargeront de lui rendre ce qu'il a perdu.

En vous exprimant ainsi lorsque l'occasion s'en présentera, Votre Excellence ne doit pas oublier qu'il faut éviter jusqu'au soupçon que le Gouvernement espagnol aspire ou prétende ou cherche à s'ingérer dans la politique intérieure de la Cour de Rome, et que ses actions lui sont uniquement inspirées par son intérêt pour le Souverain Pontife et par la conviction que de cette façon on pourra se prémunir contre les seuls périls qui sont de nature à menacer l'existence du pouvoir temporel.

Il ne me reste plus pour terminer qu'à recommander à Votre Excellence, à raison de l'importance que le Gouvernement de Sa Majesté attache à tout ce qui touche à la question romaine, de le tenir au courant et de l'informer exactement de tout ce qui se passe à Rome.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

Le marquis de Lema à M. Bermudez de Castro.*(Extrait.)*

Paris, le 16 décembre 1865.

Monsieur le Ministre,

.
 Ici, comme je l'ai dit à plusieurs reprises à Votre Excellence, on a, au moins jusqu'à présent, la ferme résolution d'exécuter dans toutes ses parties la Convention du 15 septembre, et l'on désire débarrasser la politique française des affaires de Rome. Toutes les nouvelles qui arrivent de cette capitale sont décourageantes; on croit que le seul but à Rome est de créer des difficultés, des engagements, tout en fermant la porte à tout espoir de conciliation. Et, à moins que des causes imprévues ne fassent changer la politique impériale, on peut affirmer que le jour même auquel expire le délai stipulé, le dernier soldat français quittera le territoire pontifical. Ce qui arrivera ensuite, sera l'objet de nouveaux arrangements entre les puissances catholiques; mais l'évacuation complète aura lieu, et je crois de mon devoir de faire connaître une fois de plus à Votre Excellence ma conviction à cet égard, conviction fondée sur tout ce que je vois et j'entends; car dans une matière aussi importante et aussi délicate, toute illusion pourrait amener des conséquences dangereuses.

Signé : LE MARQUIS DE LEMA.

**M. Bermudez de Castro au chargé d'affaires d'Espagne
à Rome.**

Madrid, le 23 décembre 1865.

Monsieur, j'ai lu avec intérêt la dépêche que vous m'avez adressée le 7 de ce mois sous le n° 197 pour me faire connaître l'impression défavorable qu'a produite sur Sa Sainteté et sur son Gouvernement le discours prononcé par le Roi Victor Emmanuel à l'ouverture des Chambres italiennes. Vous exprimez en même temps le regret que les paroles dites à cette occasion solennelle par le Souverain italien aient détruit les espérances de ceux qui, intéressés au sort de la Papauté, croyaient encore à l'ouverture prochaine de négociations entre le Cabinet de Florence et la Cour de Rome, bien qu'elles n'eussent pas eu sans doute d'issue plus favorable que celles entamées au sujet des affaires ecclésiastiques.

Il est en effet très-regrettable que les bonnes dispositions témoignées dans ces derniers temps de part et d'autre dans le but d'améliorer les rapports si tendus qui existent malheureusement entre le Gouvernement pontifical et le nouveau Royaume d'Italie, aient pu se refroidir à ce point.

Le Gouvernement de Sa Majesté apprendrait avec une vive satisfaction que ses efforts incessants aient réussi à faire disparaître toute cause de nouveau danger pour le Saint-Siège.

Aussi tous ses efforts sont dirigés vers ce but, ainsi que vous pourrez vous en convaincre par les instructions communiquées à l'ambassadeur de Sa Majesté à Paris, les 14 octobre et 5 novembre derniers, dont je vous transmets ci-joint copie, afin que, pénétré de l'esprit de profonde sympathie qui anime le Gouvernement de la Reine à l'égard de la personne sacrée de Pie IX et de sa sollicitude pour les intérêts de la Papauté, vous saisissiez la première occasion favorable pour assurer au Cabinet pontifical que le Gouvernement espagnol est disposé à prêter au Saint-Siège tout le concours moral que peut offrir une nation aussi sincèrement catholique que l'Espagne et aussi intéressée à la conservation du pouvoir temporel du Père commun des fidèles.

Signé : BERMUDEZ DE CASTRO.

TROISIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Dépêche de M. Seward au général Kilpatrick, ministre des États-Unis au Chili, formulant la politique du Gouvernement de Washington à l'égard des Républiques hispano-américaines, à propos du conflit du Chili avec l'Espagne.

Washington, le 2 juin 1866.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche n° 7 du 2 mai. Je vous rends grâce de la sollicitude que vous mettez à ce que la politique de ce Gouvernement relativement à la guerre entre l'Espagne et le Chili soit comprise et appréciée.

Peut-être cependant la difficulté à ce qu'elle soit appréciée comme il convient résulte-t-elle des vues particulières du Chili.

Ses hommes d'État et sa population, comme le font en général les hommes d'État et la population de tous les pays, interprètent non-seulement les droits de cette république, mais encore les devoirs des autres États au point de vue de leurs intérêts et de leurs visées particulières.

La politique des États-Unis à l'égard des divers États hispano-américains est ou doit être bien connue aujourd'hui, après les preuves qu'on en a données durant les cinq dernières années.

Nous évitons, dans tous les cas, de donner des encouragements à des espérances auxquelles, dans le cours changeant des événements, nous pourrions nous trouver incapables de répondre, et nous désirons que l'on sache que nous faisons plus que nous ne promettons, plutôt que nous ne restons au-dessous de nos engagements.

D'autre part, nous maintenons et proclamons, avec toute l'énergie et la décision compatibles avec la neutralité observée par nous, que le système républicain, accepté par le peuple dans chacun de ces États, ne sera pas attaqué de gaieté de cœur, et que son renversement ne doit pas être le but d'une guerre légitime faite par des puissances européennes.

Nous donnons ainsi à ces républiques l'appui moral d'une amitié sincère et libérale, et nous pensons que son utilité apparaîtra.

Nous ne pourrions réclamer des États étrangers des concessions à nos principes politiques, moraux et matériels, si nous ne conformions notre propre conduite, dans les relations nécessaires avec les États étrangers, aux justes règles de la loi des nations.

Nous concédons donc à toute nation le droit de faire la paix ou la guerre pour toutes causes autres que de politique ou d'ambition, quand elle le croit juste et sage.

Dans ces guerres faites entre nations qui sont en amitié avec nous, si elles ne sont pas menées comme la guerre des Français au Mexique, dans le but politique susmentionné, nous n'intervenons point, mais nous restons neutres, n'accordant rien à un belligérant que nous n'accordions à l'autre, et permettant aux uns ce que nous permettons aux autres.

Toutes les plaintes articulées par des agents chiliens au sujet de tentatives de la part de l'Espagne pour violer la neutralité des États-Unis ont été l'objet d'enquêtes minutieuses et scrupuleuses, et nous avons fait la même chose, ni plus ni moins, pour les plaintes formulées contre la neutralité des agents du Chili.

Nous regardons certainement comme un acte amical de notre part d'avoir obtenu de l'Espagne, au commencement et à d'autres périodes de la guerre actuelle, l'assurance qu'en aucun cas ses hostilités contre le Chili ne seraient poussées au delà des limites que j'ai tracées plus haut.

Nous sommes dès aujourd'hui, et nous serons toujours prêts à faire respecter par l'Espagne cette convention, si, contrairement à notre attente présente, la chose se trouvait être nécessaire.

Nous pensons qu'en cela nous jouons un rôle qui n'est certainement pas hostile au Chili.

Nous avons considéré comme un acte d'amitié d'employer nos bons offices auprès des deux parties pour empêcher la guerre.

Nous avons regardé comme un acte d'amitié d'employer les mêmes bons offices pour assurer un accord pacifique sans déshonneur ou même sans dommage pour le Chili.

Ceux qui pensent que les États-Unis pourraient s'engager, en qualité d'alliés, dans toute guerre dans laquelle se trouverait impliquée une république amie, oublient que la paix est l'intérêt constant et la politique traditionnelle des États-Unis.

Ils perdent de vue la fréquence et la variété des guerres dans lesquelles se plongent nos amis de cet hémisphère sans prendre conseil des États-Unis.

Nous n'avons pas d'armée pour entreprendre des guerres agressives, nous n'ambitionnons pas non plus le rôle de régulateur.

Notre constitution n'est pas impériale et n'autorise pas le pouvoir exécutif à déclarer la guerre, excepté en vertu d'un décret dûment discuté et délibéré du Congrès.

Un Gouvernement fédéral comprenant trente-six États égaux, qui, sous beaucoup de rapports, se gouvernent eux-mêmes, ne peut pas facilement se laisser engager par ses représentants dans des guerres étrangères, qu'elles aient pour cause la sympathie ou l'ambition.

S'il est un point caractéristique des États-Unis plus marqué que tout autre, c'est que, depuis l'époque de Washington, ils ont toujours adhéré au principe de non-intervention et ont constamment refusé de nouer des alliances compromettantes, même avec leurs plus sincères amis.

Le Gouvernement des États-Unis serait heureux d'apprendre que le Gouvernement et le peuple du Chili sont arrivés à se faire une idée exacte de notre attitude et de nos sentiments envers eux.

Il ne doute pas, d'ailleurs, que chez un peuple aussi éclairé et aussi intelligent que celui du Chili, toute cause futile de malentendu ne saurait prévaloir.

Signé : W. H. SEWARD.

TURQUIE.

CONFÉRENCE SANITAIRE INTERNATIONALE.

Proposition sur les mesures à prendre dans le cas où le choléra se maintiendrait, cette année, parmi les pèlerins réunis à la Mecque, présentée par les délégués du Gouvernement français dans la séance du 10 mars 1866.

Messieurs, parmi les nombreuses questions qui doivent occuper la conférence, il en est une qui se distingue entre toutes par un caractère particulier d'urgence, et qui, à cause de cela, doit avoir la priorité sur les autres; nous voulons parler de mesures à prendre pour le cas où le choléra se manifesterait cette année parmi les pèlerins réunis à la Mecque.

Nous aimons à espérer que cette éventualité ne se réalisera pas; mais enfin rien ne nous le garantit, et il est de notre devoir, pour répondre dignement à la confiance placée en nous par nos gouvernements respectifs, de nous prémunir contre ce danger.

Voyez en effet, messieurs, quelle triste chose ce serait si, tandis que nous discuterions gravement sur les moyens de prévenir l'importation du choléra, cette maladie faisait une nouvelle irruption à la suite des pèlerins.

C'est donc une mesure de précaution, en vue d'un péril prochain, que nous venons soumettre d'urgence à vos délibérations.

N'oublions pas que les pèlerins sont déjà en route pour les lieux saints, et que l'époque de leur retour n'est pas éloignée.

Cela dit, passons à la question en elle-même; prenons-la telle qu'elle se présente à nous, cette année, c'est-à-dire au moment où le pèlerinage est en voie d'accomplissement, et où les hadjis sont sur le point d'effectuer leur retour. Supposons maintenant que le choléra existe parmi eux; en quoi consisterait le danger, et qu'y aurait-il à faire pour le prévenir? Le danger consisterait, vous le savez, dans la probabilité de l'importation de la maladie en Égypte, par les pèlerins revenant par mer, entassés sur des navires à vapeur et jetés par milliers dans un temps très-court sur le littoral égyptien.

Tel est le danger nouveau, dont les événements de l'année dernière nous ont révélé toute la gravité. Le péril était bien moindre autrefois, quand les pèlerins suivaient les caravanes, n'avaient d'autres véhicules maritimes que de faibles barques, qui, longeant les côtes, mettaient un temps très-long à accomplir le voyage.

Quant à l'importation par les pèlerins venant par terre, elle est peu à craindre. L'expérience, en effet, a prouvé qu'une longue marche par étapes dans le désert équivalait contre le choléra à la mesure des quarantaines. L'an passé, les caravanes parties de la Mecque en proie au choléra sont arrivées à Damas et à Suez complètement purgées de la maladie. Depuis dix-huit ans que je m'occupe de cette question, aucun fait, à ma connaissance, n'est venu démentir cette innocuité.

Ainsi, c'est à peu près uniquement dans le retour par mer qu'est le danger contre lequel il importe de se prémunir.

Qu'y aurait-il à faire pour cela?

Imposerait-on une quarantaine aux pèlerins à leur arrivée à Suez ou dans tout autre port d'Égypte? Oui, s'il s'agissait de quelques centaines de voyageurs dans des conditions ordinaires: et encore quand nous discuterons la question des lazarets applicables au choléra, verrons-nous combien cette question est pleine de difficultés; mais vouloir assujettir à des mesures sévères de quarantaine, à leur arrivée, des milliers de pèlerins portant avec eux le choléra, et débarquant

presque à la fois sur le sol égyptien, serait une prétention déraisonnable, selon nous : une telle quarantaine serait un simulacre trompeur, et non une garantie telle qu'on est en droit d'en attendre de la conférence.

Essayerait-on, pour diminuer l'affluence des arrivants en Égypte, de régler d'une manière convenable l'embarquement à Djeddah, de faire un choix, de fixer le nombre des embarqués, etc.? Mais toutes ces précautions nécessiteraient, pour être mises à exécution, une force armée considérable au port d'embarquement.

Représentez-vous cette multitude en proie au choléra, frappée de terreur et voulant fuir à tout prix, et jugez si les mesures d'ordre dont il s'agit n'amèneraient pas infailliblement des collisions sanglantes.

L'an dernier, les navires en partance furent, en quelque sorte, pris d'assaut par les fuyards. On peut affirmer qu'il en serait de même cette année dans des circonstances analogues, et si la prise d'assaut des navires était empêchée par une force maritime, vous imaginez facilement ce qui se passerait à terre pour arriver à être du nombre des partants.

Il ne faut donc pas compter, selon nous, sur ce genre de mesures pour cette année au moins. Nous ajoutons qu'en tout cas ce ne serait qu'un moyen de diminuer le danger et nullement de le supprimer.

On a pensé encore qu'il serait possible, en cas de choléra, de déposer les pèlerins embarqués sur un point du littoral intermédiaire entre le Hedjaz et l'Égypte, à Tor, par exemple, au pied du mont Sinaï et de les assujettir à une quarantaine convenable. Cette idée devra sans doute être prise en considération pour l'avenir, bien qu'elle ne soit pas sans inconvénients graves, mais vous reconnaîtrez sans peine qu'on n'improvise pas en quelques jours un tel établissement, et que, pour cette année, la mesure serait impraticable.

Que reste-t-il donc à faire? Il reste, selon nous, à mettre en pratique la mesure la plus prompte, la plus facile à exécuter et la plus sûre, celle qui offre le moins d'inconvénients sous tous les rapports. Elle consisterait, en cas de choléra parmi les pèlerins, à interrompre momentanément, c'est-à-dire pendant la durée de l'épidémie, toute communication maritime entre les ports arabiques et le littoral égyptien, en laissant ouverte aux *hadjis*, pour leur retour en Égypte, la route suivie par la caravane. En d'autres termes, les pèlerins seraient assujettis à faire une quarantaine, soit sur place, pour ceux qui préféreraient attendre dans le Hedjaz, la fin de l'épidémie, soit dans le désert pour ceux en plus grand nombre qui suivraient la caravane.

Il n'y aurait pas à craindre que l'interdiction complète du retour par mer donnât lieu au danger de collisions que susciterait la prétention de régler l'embarquement, attendu que les pèlerins n'ayant rien à attendre de ce côté n'auraient aucun intérêt à se livrer à des violences.

Voici, maintenant, comment nous comprenons la pratique de cette mesure.

Et d'abord la mise à exécution en reviendrait tout naturellement au gouvernement ottoman, de concert avec l'administration égyptienne, et s'il était nécessaire, avec l'aide des gouvernements alliés pour l'assistance maritime. Elle nécessiterait le concours :

1° De la commission sanitaire ottomane envoyée dans le Hedjaz qui signalerait l'état sanitaire parmi les pèlerins ;

2° De quelques navires de guerre pour interrompre les communications maritimes.

3° D'une surveillance organisée sur le littoral égyptien pour s'opposer au débarquement en cas d'infraction.

Cela étant, il serait procédé à l'exécution de la manière suivante, sauf, bien entendu, les modifications que la conférence jugerait convenables :

1° En cas de manifestation du choléra parmi les pèlerins, les membres de la commission ottomane, assistés au besoin par d'autres médecins commis *ad hoc*, signaleraient le fait aux autorités locales ainsi qu'aux navires de guerre stationnés à Djeddah et à Yambo, et en expédieraient l'avis en Égypte ;

2° Sur la déclaration des médecins sus-mentionnés, les autorités réclameraient l'interdiction, jusqu'à nouvel ordre, de tout embarquement, et inviteraient les pèlerins à destination de l'Égypte à prendre la voie de terre ;

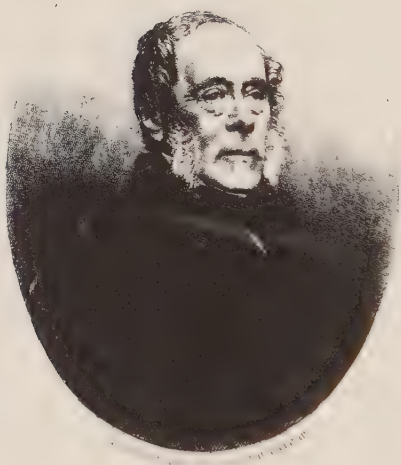
3° En même temps, les navires de guerre feraient éloigner des ports d'embarquement tous les bâtiments à vapeur ou à voiles qui s'y trouveraient, et exerceraient une surveillance aussi exacte que possible, à l'effet d'empêcher tout départ clandestin ;

4° Sur l'avis reçu de la présence du choléra parmi les pèlerins, les autorités égyptiennes interdiraient l'entrée à toutes les provenances de la côte arabique, à partir d'un point au sud de Djeddah qui serait déterminé : de plus elles assigneraient aux navires délinquants, après les avoir ravitaillés, s'il y avait lieu, une localité sur la côte arabique, Tor, par exemple, où ils feraient quarantaine ;

5° Quant à la caravane, elle devrait, selon l'usage, être arrêtée à plusieurs journées de marche de Suez ; elle y serait visitée par une commission médicale et ne recevrait l'autorisation de pénétrer en Égypte que tout autant que son état sanitaire serait reconnu exempt de danger.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



II. COMTE DE CLARENDON

MINISTRE

DE. AFFAIRES ETRANGERES D'ANGLETERRE

du 1^{er} 1855 a Juillet 1861

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1866

II

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

FRANCE — PORTUGAL.

Procès-verbal de l'échange des ratifications entre la France et le Portugal, sur la Convention télégraphique internationale, conclue à Paris le 17 mai 1865, en date du 11 janvier 1866¹.

Plénipotentiaires :

France, *M. Drouyn de Lhuys*.

Portugal, *le vicomte de Paiva*.

Les ratifications de S. M. le Roi de Portugal et des Algarves sur la Convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865,

1. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 17.

n'ayant pu être expédiées au jour fixé pour l'échange général des ratifications respectives, il a été entendu que le Ministre des affaires étrangères de France serait appelé à opérer l'échange avec l'envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Très-Fidèle dès que les ratifications auraient été dressées. L'instrument de cet acte ayant été produit ce jourd'hui, l'échange en a été opéré, après examen, contre l'instrument des ratifications de S. M. l'Empereur des Français.

En foi de quoi, le présent procès-verbal a été signé pour être inséré au *Bulletin des lois* et faire suite au décret de publication de la Convention internationale susdite.

Fait à Paris, le 11 janvier 1866.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : PAÏVA.

FRANCE — GRÈCE.

Procès-verbal de l'échange des ratifications entre la France et la Grèce sur la Convention télégraphique internationale, conclue à Paris, le 17 mai 1865, en date du 11 janvier 1866¹.

Plénipotentiaires :

France, *M. Drouyn de Lhuys*.

Grèce, *M. Phocion Roque*.

Les ratifications de S. M. le Roi des Hellènes sur la Convention télégraphique internationale conclue à Paris le 17 mai 1865, n'ayant pu être expédiées au jour fixé pour l'échange général des ratifications respectives, il a été entendu que le Ministre des affaires étrangères de France serait appelé à opérer l'échange avec le Plénipotentiaire de la Grèce, dès que les ratifications auraient été dressées. L'instrument de cet acte ayant été produit ce jourd'hui, l'échange en a été opéré, après examen, contre l'instrument des ratifications de S. M. l'Empereur des Français.

En foi de quoi le présent procès-verbal a été signé pour être inséré au *Bulletin des lois* et faire suite au décret de publication de la Convention internationale susdite.

Fait à Paris, le 11 janvier 1866.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : PHOCION ROQUE.

1. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 17.

BELGIQUE — FRANCE.

Convention conclue, le 15 janvier 1866, entre la France et la Belgique, pour l'établissement d'un chemin de fer international reliant la ligne française de Soissons à la ligne belge de Chimay.

Plénipotentiaires :

Belgique, *le baron Beyens.*

France, *M. Drouyn de Lhuys.*

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Belges, animés du désir de procurer à leurs sujets respectifs de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une Convention pour l'établissement d'un chemin de fer reliant la ligne française de Soissons à la ligne belge de Chimay par Anor et Momignies, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., etc., son Ministre et Secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi des Belges, M. le baron Eugène *Beyens*, officier de l'ordre de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement français s'engage à assurer, dans les limites des conventions intervenues entre ledit Gouvernement et la compagnie des chemins de fer du Nord, l'exécution du chemin de fer de Soissons à la frontière belge, dans la direction de Momignies.

De son côté, le Gouvernement belge s'engage, dans les limites de la convention intervenue, le 24 juillet 1856, entre lui et M. Licot de Nîmes, à assurer l'exécution du chemin de fer de Chimay dans la partie dudit chemin comprise entre Momignies et la frontière française.

Art. 2. Le point de jonction des deux chemins de fer français et belge et leur raccordement à la limite de séparation des deux communes d'Ohain, appartenant à la France, et de Momignies, apparte-

nant à la Belgique, sont déterminés conformément aux indications suivantes :

1° En plan, le point commun de l'axe des deux lignes sera distant de cinq cent quinze mètres, au sud de la borne frontière, située sur le bord et au nord du chemin d'Ohain à Beauwetz, et distant de trois cent quatre-vingt-quatre mètres quatre-vingts centimètres de l'angle de derrière du pignon ouest de la maison du sieur Bauduin, située à l'endroit dit le Pré des Ardennes.

Le raccordement sur ce point de jonction se fait par une ligne droite, qui a, sur le territoire français, une longueur de plusieurs kilomètres, et sur le territoire belge une longueur de huit mètres soixante et dix centimètres, à laquelle fait suite une courbe de mille mètres de rayon ; ladite ligne droite, qui traverse la frontière, passe à l'ouest de la maison du sieur Bauduin et à une distance de cent trente-huit mètres de l'angle du pignon ci-dessus indiqué.

2° En profil, le dessus du rail, à l'endroit du point commun de l'axe des deux lignes, sera établi à la cote de $252^m,14 \pm 0^m,55 = 252^m,69$ du nivellement des deux lignes, laquelle cote est à un niveau de huit mètres onze centimètres en contre-haut de la marche qui est immédiatement au-dessous du seuil de la porte d'entrée de la maison *Bauduin*. Le profil en long présente, pour traverser de France en Belgique, une rampe uniforme de neuf millimètres par mètre, qui a une longueur de trois cent quatre-vingts mètres sur le territoire français et une longueur de huit cent quarante mètres sur le territoire belge.

Toutes les autres dispositions concernant le tracé du chemin de fer, ainsi que l'emplacement des stations à l'intérieur de chaque territoire, demeurent réservées à l'appréciation de chacune des Hautes Parties contractantes.

Art. 3. Les voies de fer et leurs dépendances, ainsi que les moyens de transport, seront organisés, de part et d'autre, de manière à assurer l'exploitation avec des locomotives et à permettre de franchir sans obstacle la frontière dans un sens comme dans l'autre.

Les ingénieurs des deux Pays, chargés de la construction et de la surveillance des chemins de fer dont il s'agit, se communiqueront les détails des projets respectifs et se maintiendront en rapport pendant l'exécution des travaux.

Art. 4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans les deux Pays, de un mètre quarante-quatre centimètres au moins, et de un mètre quarante-cinq centimètres au plus.

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis, dans chacun des deux États, de telle sorte qu'il y ait concordance avec les

dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux Pays.

Art. 5. Dans chacun des deux Pays, les acquisitions de terrains seront effectuées, les terrassements et les ouvrages d'art seront exécutés conformément aux clauses du cahier des charges de la concession.

Art. 6. Les travaux de construction seront poussés de manière à arriver en même temps à l'achèvement des chemins de fer sur les deux territoires.

Dans tous les cas, l'exploitation devra s'ouvrir sur chacun d'eux, au plus tard, le 22 septembre 1869.

Art. 7. Les conditions de l'exploitation internationale seront concertées ultérieurement sous l'approbation des Gouvernements respectifs.

Art. 8. Il ne sera fait aucune distinction entre les habitants des deux Pays, soit pour le prix des transports, soit pour le temps d'expédition, et les transports à effectuer d'un territoire vers l'autre ne seront pas moins favorablement traités, quant au temps et au prix d'expédition, que ceux qui s'effectuent dans l'intérieur des limites respectives de chaque territoire.

Art. 9. Toutes les mesures de police de la douane auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la voie qui fait l'objet de la présente Convention seront réglées par un accord ultérieur entre les deux Gouvernements, de manière à faciliter les rapports des deux Pays et à favoriser le transit.

Les deux Gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois circulant entre les stations frontières des deux Pays, le tout sans préjudice de l'application des lois et règlements de chaque État pour le parcours sur son territoire.

Art. 10. Lors de l'ouverture des deux chemins de fer, les Hautes Parties contractantes s'entendront sur les changements que le nouveau mode de communication pourrait nécessiter dans le service et le transport des correspondances postales, ainsi que dans le service des communications télégraphiques.

Art. 11. Toutes les fois que les administrations des chemins de fer de l'un ou de l'autre État ne parviendront pas à s'entendre, soit sur les différents points prévus dans la présente Convention, soit sur les moyens d'assurer la continuité du service et la prospérité du commerce de transit, les deux Hautes Parties contractantes interviendront pour prescrire les mesures nécessaires.

Art. 12. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 15 janvier 1866.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : Baron EUG. BEYENS.

ESPAGNE — PAYS-BAS.

Convention consulaire signée à La Haye le 3 février 1866.

Plénipotentiaires :

Espagne, *M. Albarda y Sedze*.

Pays-Bas, *M. Cremers et M. Pransen van de Putte*.

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. la Reine d'Espagne, voulant resserrer les liens d'amitié qui les unissent si heureusement et assurer aux relations commerciales des deux nations tout le développement, ainsi que la plus simple protection possible, et ayant reconnu que l'un des moyens les plus efficaces, pour atteindre ce double but, serait d'admettre réciproquement des consuls dans les principaux ports des colonies respectives, sont convenus de négocier à cet effet une Convention spéciale et ont en conséquence nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Pays-Bas :

M. Epimacque Jacques Jean Baptiste *Cremers*, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, Son Ministre des Affaires Étrangères, et

M. Isaac Dignus *Fransen van de Butte*, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, Son Ministre des Colonies;

Et S. M. la Reine d'Espagne don José Luis *Albareda y Sedze*, député aux Cortès, Son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pays-Bas;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus ainsi qu'il suit :

Art. 1^{er}. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des Pays-Bas seront admis sur le pied de la nation la plus favorisée dans les ports des possessions d'outre-mer ou colonies Espagnoles, où résident ou résideront des agents de la même catégorie de toute autre nation étrangère.

Réciproquement les consuls généraux, consuls, vice-consuls, et agents consulaires Espagnols seront admis sur le pied de la nation la

plus favorisée dans les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas, où résident ou résideront des agents de la même catégorie de toute autre nation étrangère.

Art. 2. La présente Convention entrera en vigueur à partir de l'échange des ratifications, lequel aura lieu aussitôt que faire se pourra.

Elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux Hautes Parties contractantes aura déclaré Son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, le 8 février mil huit cent soixante-six.

(L. S.) *Signé* : E. CREMERS.

(L. S.) *Signé* : I. D. FRANSEN VAN DE PUTTE.

(L. S.) *Signé* : J. LUIS ALBAREDA.

BELGIQUE — PAYS-BAS.

Convention pour l'établissement d'une série de nouveaux feux dans l'Escaut et à ses embouchures, signée à La Haye le 31 mars 1866.

Plénipotentiaires :

Belgique, *le baron du Jardin.*

Pays-Bas, *M. Cremers et M. Blanken.*

S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg, et S. M. le Roi des Belges, ayant pris connaissance des dispositions formulées par les commissaires Néerlandais et Belges, à Anvers, le 26 décembre 1865¹, pour l'établissement d'une série de nouveaux feux dans l'Escaut et à ses embouchures, ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Pays-Bas : les sieurs Epimaque Jacques Jean Baptiste *Cremers*, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, chevalier grand-croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, Son Ministre des Affaires Étrangères, et Jean Guillaume *Blanken*, chevalier des ordres Militaire de Guillaume 4^e classe, du Lion Néerlandais et de la Couronne de Chêne, chevalier grand-croix de l'ordre des Saints Maurice et La-

1. Voir ci-après.

zare, lieutenant général, Son aide de camp en service extraordinaire et Ministre de la Guerre, chargé temporairement du portefeuille de la Marine ; et

S. M. le Roi des Belges : le sieur Aldephonse Alexandre Félix baron *du Jardin*, grand-officier de l'ordre Léopold, décoré de la Croix de fer, chevalier grand-croix de l'ordre du Lion Néerlandais et de l'ordre de la Couronne de Chêne, grand-croix et commandeur de plusieurs autres ordres, Son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

rt. 1^{er}. Les dispositions, signées à Anvers le 25 décembre 1865 par les Commissaires permanents Néerlandais et Belges pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut et ci-annexées, sont approuvées ; elles seront considérées comme insérées mot à mot dans la présente Convention, et seront comprises dans les ratifications de cette dernière.

Quant au bateau phare, mentionné à l'article 1 des susdites dispositions, sous le litt. A, il demeure expressément entendu, que l'établissement par la Belgique de ce feu sera considéré comme ayant uniquement pour but de faciliter la navigation de nuit vers Anvers, toute question de Souveraineté réservée de part et d'autre.

Art. 2. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye, dans un délai de trois mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à La Haye, le trente et un mars mil huit cent soixante-six.

(L. S.) Signé : E. CREMERS.

(L. S.) Signé : J. W. BLANKEN.

(L. S.) Signé : Baron DU JARDIN.

Dispositions signées à Anvers le 26 décembre 1865.

Art. 1^{er}. L'établissement des feux, dont la nomenclature suit, a été jugé nécessaire.

Dans les bouches de l'Escaut :

Passé des Wielingen.

A. Un bateau phare, dans la partie extérieure de cette passe, près de la bouée noire n° 2, dans l'alignement de Bruges par Lisseweghe
Ce bâtiment montrera un feu à éclats rouges.

B. Deux feux blancs d'alignement sur la digue de mer, près de l'endroit dit Nieuwe Sluis.

. Passe dite Oostgat.

C. Un feu blanc fixe sur un monticule placé entre les deux premières grandes dunes situées au nord de Zoutelande. Ce feu est destiné à jalonner avec celui de Westkapelle;

D. Deux feux fixes blancs d'alignement sur la partie la plus orientale des dunes, dites Kaapduintjes.

Dans l'Escaut occidental :

E. Un bateau fanal, montrant un feu blanc fixe, dans le chenal d'Everingen ;

F. Un feu blanc fixe sur la pointe de Baarland ;

G. Un feu blanc fixe sur la pointe de la digue, à l'endroit dît Biezelinschenham ;

H. Un feu blanc fixe sur la jetée occidentale du port de Hansweert (ce feu, devant servir pour indiquer l'embouchure du canal de Sud-Beveland, sera construit et entretenu aux frais exclusifs du Gouvernement des pays-Bas) ;

I. Un feu fixe blanc sur la partie extérieure de la berme de Welsoorden ;

J. Un bateau fanal, montrant un feu blanc fixe, sur la partie est du petit banc de Welsoorden ;

K. Un bateau fanal, montrant un feu blanc fixe sur la pointe de Valkenisse ;

L. Un feu fixe blanc, placé sur la digue de mer qui longe la face ouest du fort de Bath, pour servir de direction dans la passe d'aval ;

M. Un feu fixe blanc sur la même digue dans le N. O. du précédent, pour servir de direction vers l'amont ;

N. Un bateau fanal, montrant un feu fixe blanc, sur le territoire Belge, entre le banc dit Ballastplaat et le petit banc du Vieux Doel ;

O. Un feu fixe blanc sur la digue de l'ancien fort Frédéric.

Art. 2. Par suite du nouveau mode d'éclairage adopté pour la passe des Wielingen et de la disparition du banc dit Paardenmarkt, le bateau phare, qui est actuellement mouillé près de ce banc, devenant inutile, en ce moment, sera provisoirement enlevé. Cependant il est convenu entre le Gouvernement Belge et celui des Pays-Bas, que la Belgique conserve le droit de replacer ce bateau phare à son mouillage actuel, si le banc dit Paardenmarkt venait à se reformer et devenait un nouveau danger pour la navigation. Toutefois le Gouvernement Néerlandais maintient la réserve qu'il a faite antérieurement à l'occasion du placement de ce bateau.

Art. 3. Chacun des deux pays construira et érigera les feux à terre, à placer sur son propre territoire.

Art. 4. Tous les bateaux feux indistinctement seront construits par le Gouvernement Belge. Ceux d'entre-eux, qui devront servir sur le territoire des Pays-Bas, seront, après leur achèvement complet, remis au Gouvernement Néerlandais, pour être placés à leur station.

Art. 5. Les plans et devis estimatifs de tous les travaux à exécuter, tant pour la construction des feux à terre, que pour les feux flottants, seront soumis à l'approbation des commissaires permanents et arrêtés de commun accord.

Art. 6. Tous les travaux à exécuter sur le territoire Néerlandais feront, autant que possible, l'objet d'une adjudication publique, et les soumissions ne seront admises qu'après qu'elles auront été approuvées par les deux Gouvernements.

Art. 7. Les commissaires permanents Belges auront à toute époque le droit d'inspection et de surveillance sur tous les travaux de construction et d'entretien des feux.

Si par eux-mêmes, par le rapport des pilotes ou par tous autres moyens, ils reconnaissent que le service de l'éclairage laisse à désirer, ils en informeront sans délai leurs collègues des Pays-Bas, afin qu'il soit pris des mesures pour faire cesser sans retard tous sujets de plainte.

Art. 8. Les deux Gouvernements s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour activer les travaux, de manière que le nouveau service puisse fonctionner dans le plus bref délai possible.

Art. 19. Tous les frais à faire par le Gouvernement Néerlandais, pour l'établissement sur son territoire de la série de feux, dont la construction lui incombe, seront payés par le Gouvernement Belge, au fur et à mesure de l'achèvement des travaux ou aux époques fixées par les conditions d'adjudication. Ces paiements auront lieu un mois après la remise par le Gouvernement Néerlandais au Gouvernement Belge de déclarations, accompagnées des comptes justificatifs.

Art. 10. Le Gouvernement Néerlandais veillera à ce que les constructions, les appareils d'éclairage et tout ce qui en dépend, soit conservé en bon état de service.

Il ne pourra ni les enlever, ni les déplacer, ni les détourner de leur destination, sans le consentement de la Belgique.

Les feux flottants, dont la remise aura été faite au Gouvernement des Pays-Bas, ainsi que les feux à terre, construits sur son territoire, resteront sa propriété, aussi longtemps qu'ils seront employés à leur destination, mais en cas de modification à l'éclairage, qui amènerait la suppression ou la mise hors d'usage de l'un ou l'autre de ces éléments, ces derniers seront restitués à la Belgique.

Art. 11. Toutes les dépenses à faire sur le territoire Néerlandais, se rapportant au personnel à terre et à flot, aux fournitures, destinées à l'alimentation des feux ou à l'entretien des appareils et bâtiments, seront fixées de commun accord par les commissaires permanents des deux pays, qui les régleront d'après les services similaires établis sur les autres cours d'eau des Pays-Bas.

Art. 12. La solde du personnel Néerlandais, ayant été fixée, comme il est dit à l'article précédent, sera payée mensuellement par le Gouvernement Belge au Gouvernement des Pays-Bas, sur la production des états collectifs dûment certifiés par les autorités Néerlandaises compétentes.

Art. 13. Tous les frais occasionnés par l'entretien des bâtiments et appareils, ainsi que par l'alimentation des feux, seront payés par le Gouvernement Néerlandais, qui en fera l'avance, et lui seront remboursés, trimestriellement, par la Belgique, après remise des comptes dressés, et certifiés comme le prescrit l'art. 12.

Art. 14. Le feu de Hansweert, mentionné au litt. H de la nomenclature, formant l'article 1 ci-dessus, devant être construit et entretenu aux frais exclusifs du Gouvernement des Pays-Bas, et servir principalement pour indiquer l'embouchure du canal de Sud-Béveland, les stipulations de la présente Convention ne lui seront point applicables.

Art. 15. Le Gouvernement Néerlandais, voulant de son côté contribuer à l'amélioration de l'éclairage de l'Escaut, s'engage à augmenter la portée des feux de Flessingue et de Terneuze.

Art. 16. Les commissaires permanents des deux pays auront la faculté d'apporter au système d'éclairage décrit ci-dessus les modifications qui deviendraient nécessaires par suite de changements dans la direction des passes ou d'autres circonstances.

Art. 17. La présente convention ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvée par les Gouvernements respectifs.

Ainsi fait en double à Anvers, le 26 décembre mil huit cent soixante-cinq.

Les Commissaires permanents Néerlandais.

Signé : H. DE KOCK.

Signé : KLEYNHENS.

Les Commissaires permanents Belges :

Signé : F. DONNET.

Signé : J. VAN HAVERBEKE.

ESPAGNE — FRANCE.

Traité de délimitation conclu à Bayonne, le 26 mai 1866.

Plénipotentiaires :

Espagne, le marquis de la Frontera et le général de Monteverde y Bethancourt.

France, le général Callier et le comte Sérurier.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, désirant fixer d'une manière définitive la frontière commune de leurs États, ainsi que les droits, usages et privilèges appartenant aux populations limitrophes des deux Pays, entre le département des Pyrénées-Orientales et la province de Gironne, depuis le val d'Andorre jusqu'à la Méditerranée, afin de compléter d'une mer à l'autre l'œuvre si heureusement commencée et poursuivie dans les Traités de Bayonne des 2 décembre 1856¹ et 14 avril 1862², et pour consolider en même temps et à toujours l'ordre et les bonnes relations entre Français et Espagnols dans cette partie orientale des Pyrénées, de la même manière que sur le reste de la frontière, depuis l'embouchure de la Bidasoa jusqu'au val d'Andorre, ont jugé nécessaire d'insérer dans un troisième et dernier Traité spécial, faisant suite aux deux premiers précités, les stipulations qui leur ont paru les plus propres à atteindre ce but, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur Camille-Antoine Callier, général de division, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, chevalier de deuxième classe, avec plaque, de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, etc., etc., etc. ;

Et le sieur Georges comte Sérurier, ministre plénipotentiaire, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre royal de Charles III, avec plaque, de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, de l'ordre du Christ de Portugal, etc., etc., etc. ;

Et S. M. la Reine des Espagnes, don Francisco-Maria Marin, marquis de la Frontera, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle la Catholique, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jean de Jérusalem, grand officier de l'ordre impérial de la Lé-

1. *De Clercq*. Traités de la France, tome VI.

2. *Archives*, 1863, tome I, p. 46 ; *De Clercq*, tome I.

gion d'honneur, sénateur du royaume, ministre plénipotentiaire, majordome de semaine de Sa Majesté, etc., etc., etc. ;

Et don Manuel de Monteverde y Bethancourt, maréchal de camp des armées nationales, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III, de Saint-Herménégilde et d'Isabelle la Catholique, deux fois chevalier de l'ordre militaire de Saint-Ferdinand, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chambellan en exercice de Sa Majesté, membre titulaire de l'Académie royale des sciences de Madrid, etc., etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme ; après avoir recherché, expliqué et discuté tous les titres qui ont échappé à l'action destructive du temps, depuis l'origine séculaire des litiges à résoudre ; après avoir recueilli le dire des intéressés et exploré les lieux ; après s'être appliqués à établir et à concilier, avec toute l'équité possible, les droits et prétentions soutenus de part et d'autre, et prenant pour base l'article 42 corrigé du Traité des Pyrénées et la Convention de Llivia de 1660, qui en a été la conséquence, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La frontière commune à l'Empire français et au Royaume d'Espagne, entre le département des Pyrénées-Orientales et la province de Girone, partant du pic den Balire, où confinent la vallée d'Andorre, celle de Carol et la commune de Maranges, continuera de suivre le contre-fort qui ferme au sud le val de Carol, en passant par Puig-Pedros, font de Bovedo, Padro de la Tosa, Puig-Farinos, roc Colom, pic de la Tosa et roc del Talayadou.

Art. 2. Du roc del Talayadou, elle descendra par le ravin de Mallasos ou des Mollars jusqu'à la rencontre de la carretera Mitjana, dont elle suivra le tracé jusqu'à la hauteur de la ravine dite *Canal de la Graille* ; elle descendra ce canal jusqu'à sa jonction avec le rec de Saint-Pierre, puis le rec de Saint-Pierre lui même jusqu'au point où la limite cadastrale de la Tour de Carol l'abandonne, et, se conformant à cette limite, elle en suivra les contours jusqu'à la Croix de fer, borne commune à Guils, Saneja et la Tour.

Art. 3. De la Croix de fer, elle continuera jusqu'au rio Aravo ou de Carol, par les divers points qui marquent la limite incontestée existante entre Saneja, d'une part, la Tour et Enveigt, de l'autre.

Art. 4. Elle passera le rio Aravo et continuera par le tracé que Puycerda et Enveigt reconnaissent pour leur ligne divisoire, depuis ce rio jusqu'au canal de dérivation qui en conduit les eaux à Puycerda.

Art. 5. Elle franchira le canal et se dirigera, par la ligne de séparation actuelle des territoires de Puycerda et d'Ur, au pont de Llivia sur

la Raour, où confinent les communes de Puycerda, d'Ur et de Bourg-Madame; cette dernière représentant celle qui figure sous le nom d'*Hix* dans la convention de Llivia.

Art. 6. Du pont de Llivia, elle descendra le cours de la Raour, qui divise Puycerda et Bourg-Madame, jusqu'à son confluent avec la Sègre, conformément à ce qu'arrêtera la commission internationale d'ingénieurs, d'après les prescriptions de l'article 13 de l'Acte additionnel sous la date de ce jour et relatif à toute la frontière.

Art. 7. Elle traversera la Sègre et suivra au delà, entre Bourg-Madame et Aja, la limite adoptée, de part et d'autre, jusqu'au territoire de Palau.

Art. 8. De là, elle prendra, au lieu du tracé trop irrégulier de la première portion de la frontière entre Palau et Aja, la nouvelle démarcation convenue entre les intéressés et qui consiste en deux lignes droites se rencontrant vers le haut de la rive ou marge de las Calominas, puis elle restera conforme à la seconde portion de ladite frontière jusqu'au rio de la Vanera, où Aja cesse de confiner avec Palau.

Art. 9. Elle traversera la Vanera pour gagner l'embouchure du cours d'eau que les Espagnols appellent *Rio Envolante* ou *Barranco de Palau*, et les Français *Ruisseau de Vilalloquent*. Elle remontera ce cours d'eau entre Palau et Vilalloquent jusqu'à une bifurcation d'où elle se rendra au coll de Marcé.

Art. 10. Du coll de Marcé, elle ira prendre le chemin de Puycerda à Barcelone, qu'elle suivra sans le quitter jusqu'à la Croix de Mayans, s'avancant ainsi entre la Solane du Plan de Balados de la commune de Palau et la Solane du Saltégal appartenant à Puycerda.

Art. 11. De la Croix de Mayans, elle se dirigera par la crête qui aboutit au sommet nommé *Bayarret de Mayans* ou *Cime de Coma Morera*, divisant les territoires de Palau et de Tosas.

Art. 12. De ce sommet, elle continuera par la crête entre la Cerdagne française et la vallée espagnole de Rivas, passant au Pla de Salinas et au Puigmal pour arriver jusqu'au pic d'Eyne, par lequel cette crête se rattache à la chaîne principale des Pyrénées.

Art. 13. Du pic d'Eyne, elle suivra la ligne de faite de cette chaîne principale jusqu'au coll de Panissas, à deux exceptions près, d'abord entre le coll de las Massanès et celui de Demproy, où elle descendra légèrement sur le versant méridional pour contourner le territoire de la commune française de Coustouges qui touche à la Mouga et au riu Mayou; en second lieu, entre le Ras de Mouchet et le Castillo de Cabrera, où elle empiètera un peu sur le versant septentrional pour laisser en Espagne l'ermitage de Salinas.

Art. 14. Du coll de Panissas, elle ira à la chapelle ruinée de Notre-

Dame du même nom, où commence la zone militaire du fort français de Bellegarde, pour suivre après la démarcation de cette zone, en se conformant, comme on le fera dans l'Acte d'abornement, aux prescriptions du Traité du 12 novembre 1764 et aux bornes existantes, jusqu'à la Sierra de Puigmal, en un lieu que les Espagnols nomment *las Fontetas*, et situé sur la crête des Pyrénées.

Art. 15. De las Fontetas, la frontière continuera par la même crête, que les Français appellent *des Albères*, passant par la Tour de Carroig ou Quer-roig et finissant à la Covaforadada, sur le littoral de la Méditerranée, non loin du cap de Cervera, qui reste en France.

Art. 16. Le périmètre de l'enclave espagnole de Llivia en France, à partir du Pontarro de Chidosa, situé sur le chemin de Puycerda à Llivia, et en prenant vers le sud, passera successivement par la borne den Punyet, le pas dels Bous au Camporas, la sierra de Concellabre, celle de Sainte-Léocadie et celle de Picasola; puis, après quelques sinuosités contiguës aux territoires d'Err et de Ro, il arrivera à la font del Estany, suivra le chemin de Ro à Llivia et gagnera le Tossal del Tarrossel, monticule sur la rive gauche de la Sègre. Après avoir traversé cette rivière, la démarcation remontera les cours de l'Estaugé et de Palmanill jusqu'à une croix gravée sur une roche, continuera par le repère de la Ribera del Valls, par le Tossal de Ventola, le Prat del Rey, le ruisseau del Toudou et la Carrerade du Toudou à Angoustrine, pour arriver à un point de la Serre d'Angoustrine que l'on désignera dans l'Acte d'abornement. De ce point, elle ira par la Croix de l'Oratori, les Esquères, la Coma et le Toudou de Flory, le Tossal de Perelagre, et fermera le circuit au Pontarro de Chidosa. Les limites actuelles serviront de guide dans cette démarcation, en tant qu'elles ne seront pas contraires à ce qui vient d'être spécifié.

Art. 17. Afin de prévenir toute incertitude et toute contestation entre les particuliers comme entre les services publics des deux Pays, au sujet de la limite internationale succinctement indiquée dans les articles précédents, on procédera le plus tôt possible à sa démarcation, au moyen de repères durables et convenablement placés. L'opération sera effectuée par des officiers français et espagnols, en présence de délégués des communes intéressées propres à servir d'indicateurs, mais n'ayant mission que de prendre connaissance de l'abornement qui sera fait entre leurs territoires respectifs et de le constater. Il sera dressé un Acte général d'abornement dont toutes les dispositions auront la même force et valeur que si elles étaient partie essentielle du présent Traité.

Art. 18. Les habitants de Guils auront le passage libre avec leurs

troupeaux et leurs effets, où et quand ils voudront, entre Puig-Farinos, roc Colom et pic de la Tosa, pour communiquer avec les terrains que la commune possède près de la font Bovedo.

Art. 19. Les troupeaux de Guils et de la Tour de Carol jouiront en commun de tous les pâturages naturels existants aujourd'hui dans le terrain circonscrit par la ligne qui, partant du point où la frontière internationale abandonne le rec de Saint-Pierre, un peu au-dessus du hameau de ce nom, suit cette frontière jusqu'au rec de Llinas, remonte ce rec jusqu'au coll de la Saumera, où elle prend la carretera Mitjana jusqu'au riu Tartarès, dont elle suit le lit à contre-courant, pour gagner la crête d'une légère ondulation aboutissant au Talayadou, d'où elle va au roc de l'Aigle, et par la lisière méridionale de la forêt de la Tour jusqu'à la carretera Mitjana, par laquelle elle revient au point où cette ancienne voie traverse le riu Tartarès ; puis elle descend ce riu et le rec de Saint-Pierre, qui en est une dérivation, jusqu'au point d'où elle est partie. Bien entendu que, dans tout ce terrain de compascuité, les Français et les Espagnols ne pourront à l'avenir ni cultiver, ni planter, ni bâtir, ni changer en rien la nature ou la destination du sol.

Pour légitimer cet état actuel de choses, qui diffère de l'ancien, et mettre au néant toute prétention contraire, le Gouvernement français payera à Guils, dans le cours de la première année, à partir de la mise à exécution du présent Traité, une indemnité en argent égale à la moitié de la valeur de tous les pâturages naturels compris dans l'espace circonscrit par la ligne qui vient d'être décrite entre le point de départ du rec de Saint-Pierre et le Talayadou, en passant par le coll de la Saumera, et celle qui va du Talayadou au pic de la Tosa, pour revenir par la crête au roc de l'Aigle et continuer par la même crête, que les Espagnols appellent *Sierra de la Baga*, et les Français *lo cim del Bosch*, jusqu'à la roche ou pic de Castillo, et ensuite par le faite de la Serre de la Tour jusqu'à l'endroit le plus rapproché du point de départ au rec de Saint-Pierre, où la nouvelle ligne vient fermer le périmètre. Il faut cependant retrancher de ce terrain deux quartiers où les anciens usages n'ont pas changé, l'un compris entre la carretera Mitjana, le Tartarès et le riu Tort, et l'autre circonscrit par le ravin des Mollars, le Talayadou, le roc de l'Aigle, la lisière méridionale de la forêt de la Tour et la carretera Mitjana.

L'évaluation de l'indemnité sera faite par des experts nommés par les deux Gouvernements.

Art. 20. Le canal conduisant les eaux de l'Aravo à Puycerda, et situé presque entièrement en France, continuera d'appartenir avec ses rives, telles que les a modifiées le passage de la route impériale allant en Espagne, et avec le caractère de propriété privée, à la ville de Puy-

cerda, comme avant le partage de la Cerdagne entre les deux Couronnes.

Les relations entre le propriétaire et ceux qui ont le droit d'arroser seront fixées par la commission internationale d'ingénieurs qui sera nommée pour le règlement de tout ce qui se rapporte à l'usage des eaux, conformément à l'Acte additionnel concernant les dispositions applicables à toute la frontière et portant la même date que le présent Traité.

Art. 21. Conformément à la Convention du 12 novembre 1660, sera maintenu en franchise de tous droits l'usage libre des chemins à travers l'enclave de Llivia et le territoire de Puycerda, en faveur des Français qui se rendront d'un village à l'autre de la Cerdagne française, tant pour l'exploitation de leurs terres que pour les opérations de commerce et tous les autres usages de la vie. La même liberté et la même franchise sont également conservées aux Espagnols à travers le territoire français entre Llivia et Puycerda, par le chemin direct qui unit ces deux villes en traversant la Raour par le pont de Llivia, qui appartient moitié à la France, moitié à l'Espagne.

Le service des douanes devra être établi, de part et d'autre, de façon à ne pas gêner la jouissance de ces franchises.

Cette liberté de circulation n'altère du reste en rien la souveraineté territoriale au sujet de ces chemins; les auteurs étrangers de crimes, délits ou contraventions qui pourraient y être commis seront donc justiciables des tribunaux et autorités du Pays auquel appartiennent lesdits chemins.

Art. 22. D'accord avec la même Convention, est aussi maintenue l'obligation qu'elle impose à l'Espagne de n'élever de fortifications militaires en aucun temps, ni à Llivia, ni en un lieu quelconque de l'enclave.

Art. 23. En vertu de la Transaction de 1754, les troupeaux de Llivia ont le passage libre à travers le territoire d'Angoustrine pour aller au pâturage de Carlit et en revenir.

Pour gagner le chemin de la Creuheta ou Costa de Nambet, qui conduit à ce pâturage, lesdits troupeaux vont, les années paires, à partir de la Carrerade où confine le Toudou de Sareja, par les lieux appelés *Toudou*, *Nirvol* et *Eusenirme*, le long du bord extérieur de la Costra d'Angoustrine, et les années impaires, ils vont par l'autre partie du Toudou, montent successivement par les endroits dits *l'Homme-Mort* et *Coma den Margall*, et tournent ensuite à gauche vers la Serre d'Angoustrine, au-dessous de l'endroit dit *la Cadira del Capella*, pour gagner le chemin de la Creuheta.

Afin que les troupeaux de Llivia aient un passage libre par lesdits endroits, les habitants d'Angoustrine sont tenus de les laisser alterner-

tivement en guéret une année sur deux, et en concordance avec le passage desdits troupeaux.

Toutefois, comme cette servitude de laisser des champs en guéret ou de les exposer à être foulés par le pied des troupeaux est onéreux pour Angoustrine sans être indispensable à la satisfaction du besoin de Llivia, elle sera abolie aussitôt qu'Angoustrine offrira à Llivia un chemin permanent qui, au dire d'experts respectifs, pourra remplacer sans inconvénient les deux passages actuels.

Une fois le chemin permanent reçu par les experts et mis en usage, les têtes de bétail de Llivia qui, durant les cinq premières années, s'en éloigneraient et entreraient dans les champs cultivés d'Angoustrine, pourraient en être expulsés sans encourir la saisie ou l'amende, à moins que les pasteurs ne les y aient poussés volontairement, car, dans ce dernier cas, elles subiraient la peine de leur infraction. Le terme de cinq ans expiré, les troupeaux de Llivia seront soumis au règlement général des saisies auquel se rapporte l'article 30 du présent Traité.

Jusqu'à l'ouverture du chemin permanent, l'alcade de Llivia avisera le maire d'Angoustrine au moins huit jours avant le départ des troupeaux pour Carlit, de l'époque précise du passage, afin que les mesures de précaution qui seraient jugées utiles puissent être prises en temps opportun. Le jour du passage arrivé, on ne pourra s'opposer d'aucune manière à ce que les troupeaux de Llivia traversent les endroits désignés par lesquels ils doivent se rendre à Carlit, quoi que soit l'état de culture des champs qui auraient dû être laissés en guéret.

Art. 24. Les habitants de Llivia auront le passage par le chemin de la Mola qui aboutit à l'étang de Pradeilles, pour l'exploitation, dans leur propriété du Bac de Bolquère, du bois qui peut être porté au moyen de bêtes de somme; mais comme ce chemin n'est pas propre au transport du bois de forte dimension, Llivia conservera, à cet effet, l'usage du chemin dit *du coll Pam*, lequel passe à Estavar, à Égat et à travers la forêt domaniale de la Calme pour arriver audit Bac de Bolquère.

Dans le cas où, pour des motifs quelconques, l'administration française aurait besoin d'intercepter ce chemin, elle se concerterait avec l'administration espagnole pour fournir à Llivia un passage convenable.

Art. 25. Llivia est autorisé à réparer et améliorer à ses frais les mauvais passages des chemins de la Creuheta et de la Mola, à la condition de ne porter aucun préjudice à autrui.

Art. 26. Est maintenue la compascuité existante aujourd'hui entre Angoustrine et Llivia, dans les pâturages communaux du terrain cir-

conscrit par la limite qui divise les deux juridictions et par la ligne qui part du Prat del Rey, passe à la Cadira del Capella, aux Escouvills et suit la crête de la Serre d'Angoustrine jusqu'à sa rencontre avec le territoire de Llivia.

Art. 27. Auront droit d'arrosage avec les eaux du canal d'Angoustrine, tant les habitants de la commune de ce nom que ceux de Llivia. Les Français les prendront chaque semaine, à partir du dimanche au lever du soleil jusqu'au mercredi au coucher du soleil, et les Espagnols depuis ce moment jusqu'au dimanche suivant au levé du soleil. L'établissement des règles pour le régime de ces arrosages et pour la police du canal sera confié à la commission internationale d'ingénieurs qui sera nommée pour régulariser l'usage des eaux sur la frontière.

Art. 28. La situation exceptionnelle de Llivia, dont le territoire est enclavé en France, et surtout les sinuosités et le caractère abrupt des Pyrénées obligeant les frontaliers français et espagnols à emprunter le territoire voisin dans diverses localités pour aller d'un point à un autre de leur propre pays, les uns et les autres continueront de jouir de la franchise nécessaire à leur libre circulation dans ces passages, mais à la condition expresse qu'on ne quittera pas le chemin et qu'il sera formellement interdit au service des agents étrangers de la force publique.

Ces passages sont :

1° Le chemin suivi par les Français et les Espagnols qui vont en pèlerinage en Espagne à la chapelle de Notre-Dame de Nuria, passant par Err et le coll de Fénestrelles ;

2° Pour Français et Espagnols, le sentier qui, du puig ou roc Colom, point commun aux trois territoires de Mantet, Prats-de-Mollo et Set Cases, va au Pla de la Mouga en suivant les sinuosités de la crête et en passant alternativement d'un Pays dans l'autre ;

3° Pour les Espagnols, le passage qui va de la Mouga de Dal à Cous-toges et qui descend au riu Mayou ;

4° Pour les Français, et en particulier les habitants de Saint-Laurent, de Cerdans et de Coustoges, la traversée de la portion de territoire espagnol qui s'avance en France entre le coll de Falcon et le puig de Mouchet ;

5° Le chemin que les Espagnols suivent en France entre l'ermitage de Salinas et le coll de Lli ou Dalli, en contournant par le nord le Sarrat de Faitg ;

6° Le passage que fréquentent les Français en Espagne entre les colls de Priorat et de Panissas ;

7° La portion de grande route de la Jonquièrre à Perpignan, depuis le pont frontière jusqu'à sa jonction en France avec le chemin qui se

dirige à l'est par le versant de la Serre du Perthus, passant alternativement d'un État dans l'autre ;

8° Le chemin dont il vient d'être parlé, depuis la grande route jusqu'au coll de Forcat, par lequel il se dirige sur la chapelle de Recasens en Espagne.

Art. 29. Les conventions écrites ou verbales existant aujourd'hui entre les frontaliers des deux Pays, et qui ne sont pas contraires au présent Traité, conserveront leur force et valeur jusqu'à l'expiration du terme assigné à leur durée.

En dehors des stipulations de ces contrats et du présent Acte, nul ne pourra, à aucun titre, réclamer du pays voisin quelque droit ou usage que ce soit, quand même il ne serait contraire ni à ces contrats ni à cet Acte.

Toutefois, les frontaliers gardent la faculté qu'ils ont toujours eue de faire entre eux les contrats de pâturage ou autres qu'ils jugeront utiles à leurs intérêts et à leurs rapports de bon voisinage ; mais à l'avenir, il sera indispensable d'obtenir l'approbation du préfet et du gouverneur civil pour la validité de ces contrats, dont la durée ne pourra pas excéder cinq ans.

Art. 30. Le règlement pour la saisie des bestiaux, annexé aux Traités de Bayonne des 2 décembre 1856 et 14 avril 1862, sera applicable à toute la frontière délimitée dans les articles antérieurs de 1 à 16 inclusivement, et figurera en conséquence, comme annexe à la suite de l'Acte général d'abornement prescrit à l'article 17 ci-dessus.

Art. 31. Sont annulés de fait et de droit, en tout ce qui est contraire aux stipulations contenues dans les articles précédents, les donations, aveux, conventions, sentences arbitrales et contrats quelconques relatifs, soit au tracé de la frontière depuis le val d'Andorre jusqu'à la Méditerranée et à celui de l'enclave de Llivia, soit à la situation légale, aux jouissances et aux servitudes des territoires limitrophes.

Art. 32. L'exécution du présent décret commencera quinze jours après la promulgation de l'Acte général d'abornement prescrit à l'article 17.

Art. 33 et dernier. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Bayonne, le vingt-sixième jour du mois de mai de l'an de grâce 1866.

(L. S.) *Signé* : G^{al} CAILLER.

(L. S.) *Signé* : C^{te} SÉRURIER.

(L. S.) *Signé* : El Marques DE LA FRONTERA.

(L. S.) *Signé* : M^l MONTEVERDE.

Acte additionnel aux Traités de délimitation conclus, les 2 décembre 1856, 14 avril 1862 et 26 mai 1866. Signé le 26 mai 1866.

Les soussignés, Plénipotentiaires de France et d'Espagne pour la délimitation internationale des Pyrénées, dûment autorisés par leurs Souverains respectifs, à l'effet de réunir dans un seul Acte des dispositions applicables sur toute la frontière dans l'un et l'autre Pays, et relatives à la conservation de l'abornement, aux troupeaux et pâturages, aux propriétés coupées par la frontière et à la jouissance des eaux d'un usage commun, dispositions qui, à cause de leur caractère de généralité, réclament une place spéciale qu'elles ne pouvaient trouver dans les traités de Bayonne des 2 décembre 1856 et 14 avril 1862, non plus que dans celui sous la date de ce jour, sont convenus des articles suivants :

Conservation de l'abornement international.

Art. 1^{er}. Tous les ans, au mois d'août, les autorités supérieures administratives des départements et provinces limitrophes se mettront d'accord pour ordonner aux municipalités intéressées de nommer des délégués qui devront, dans chaque commune et de concert avec ceux du territoire contigu de l'autre Pays, faire sans délai une reconnaissance complète de l'abornement de leur frontière et en adresser, de part et d'autre, le rapport officiel auxdites autorités supérieures pour l'effet que de droit.

Art. 2. Sans préjudice des prescriptions de l'article précédent, et dans le but d'assurer la conservation des repères tout le long de la délimitation internationale plus efficacement que jusqu'à ce jour, les préfets et les gouverneurs civils s'entendront, chacun dans son département ou sa province, avec les chefs des divers services de l'administration publique, pour qu'ils ordonnent à leurs agents employés à la frontière de veiller, de bonne intelligence avec les préposés municipaux qui en seront expressément et plus spécialement chargés, à ce qu'aucun dommage ne soit porté auxdits repères, de constater ceux qui auraient été commis, d'en rechercher les auteurs et de signaler enfin à l'autorité compétente tout ce qui se rapporte à cet objet.

Art. 3. Les préfets et les gouverneurs civils conviendront ensemble du rétablissement des repères détruits ou enlevés, les frais de l'opération devant être partagés également par les deux Gouvernements, sans les vacations des ingénieurs, lesquelles seront acquittées respec-

tivement dans chaque Pays, à moins qu'il n'ait été convenu qu'on ne délèguerait qu'un seul ingénieur dont les vacations devront alors tomber à la charge des deux Pays. Si les auteurs du dommage venaient à être découverts, ils en seraient personnellement responsables.

Troupeaux et pâturages.

Art. 4. Dans l'intérêt réciproque de l'industrie pastorale des deux côtés de la frontière, les troupeaux de toute espèce qui passeront directement d'un Pays dans l'autre pour aller dans les pâturages dont ils ont le légitime usage ne seront soumis à aucun droit ni à aucune formalité fiscale ou autre quelconque. La même franchise est accordée aux troupeaux qui, en vertu d'un titre régulier, emprunteront un chemin ou un territoire du Pays voisin pour se rendre dans les pâturages dont ils ont la jouissance, soit dans ce Pays, soit dans le leur.

Art. 5. Les troupeaux qui, durant leur séjour autorisé dans des pacages étrangers, ou quand ils s'y rendent ou en reviennent, s'éloigneraient par quelque raison fortuite à moins de cinq cents mètres de ces pacages ou du trajet qu'ils doivent suivre, ne pourront pas être considérés comme de contrebande et être soumis en conséquence à aucune des peines imposées dans ce cas par le fisc, pourvu que l'intention frauduleuse ne soit pas évidente. Toutefois, si par le fait de ces échappées accidentelles, il se produisait quelque dommage, la responsabilité en incomberait aux propriétaires des troupeaux.

Art. 6. Les communes limitrophes qui auront la jouissance exclusive et légitime des pâturages dans le Pays voisin pourront nommer à elles seules les gardes pour la surveillance de ces pâturages.

Quand la jouissance sera commune entre frontaliers respectifs, chaque municipalité intéressée pourra avoir ses propres gardes ou en nommer de concert avec les autres usagers.

Les gardes pourvus du titre qui les accrédite prêteront serment devant l'autorité compétente du Pays où s'exerce la jouissance, et ils lui adresseront les plaintes que de droit.

Propriétés coupées par la frontière.

Art. 7. Quoique la limite internationale partage diverses propriétés appartenant les unes à des Français, les autres à des Espagnols, et que chaque fraction de ces propriétés conserve la nationalité du Pays où elle se trouve, les propriétaires n'en auront pas moins le droit de cultiver en toute franchise les fractions situées dans l'État voisin, pouvant passer librement la frontière, soit à l'aller, soit au retour, avec tout ce qui concerne cette culture et avec les produits de la terre. Toutefois, les intéressés restent libres de ne pas user du bénéfice de la franchise

accordée à l'entrée de ces produits dans leur Pays, les laissant alors soumis au droit commun du territoire où ils sont recueillis.

Régime et jouissance des eaux d'un usage commun entre les deux Pays.

Dans le cas où le propriétaire serait établi sur la partie de son bien située dans l'autre État, il y pourra réunir et garder en toute liberté et franchise les produits de tout le bien, avec faculté de les introduire ensuite dans son propre Pays sans être assujéti à aucun droit d'entrée ou de sortie.

Art. 8. Toutes les eaux stagnantes et courantes, qu'elles soient du domaine public ou privé, sont soumises à la souveraineté du Pays où elles se trouvent, et, par suite, à sa législation, sauf les modifications convenues entre les deux Gouvernements.

Les eaux courantes changent de juridiction du moment où elles passent d'un Pays dans l'autre, et quand les cours d'eau servent de frontière, chaque État y exerce sa juridiction jusqu'au milieu du courant.

Art. 9. Pour les cours d'eau qui passent d'un Pays dans l'autre ou qui servent de frontière, chaque Gouvernement reconnaît, sauf à en faire, quand il y aura utilité, une vérification contradictoire, la légalité des irrigations, des usines et des jouissances pour usages domestiques existantes actuellement dans l'autre État, en vertu de concession, de titre, ou par prescription, sous la réserve qu'il n'y sera employé que l'eau nécessaire à la satisfaction des besoins réels, que les abus devront être supprimés, et que cette reconnaissance ne portera point atteinte aux droits respectifs des Gouvernements d'autoriser des travaux d'utilité publique à condition des indemnités légitimes.

Art. 10. Si, après avoir satisfait aux besoins réels des usages reconnus respectivement de part et d'autre comme réguliers, il reste à l'étiage des eaux disponibles au passage de la frontière, on les partagera d'avance entre les deux Pays, en proportion de l'étendue des fonds arrosables appartenant aux riverains respectifs immédiats, défalcation faite des terres déjà irriguées.

Art. 11. Lorsque, dans l'un des deux États, on ne proposera de faire des travaux ou de nouvelles concessions susceptibles de changer le régime ou le volume d'un cours d'eau dont la partie inférieure ou opposée est à l'usage des riverains de l'autre Pays, il en sera donné préalablement avis à l'autorité administrative supérieure du département ou de la province de qui ces riverains dépendent, par l'autorité correspondante dans la juridiction de laquelle on se propose de tels projets, afin que, s'ils doivent porter atteinte aux droits des riverains de la souveraineté limitrophe, on puisse réclamer en temps utile à

qui de droit et sauvegarder ainsi tous les intérêts qui pourraient se trouver engagés de part et d'autre; si les travaux et concessions doivent avoir lieu dans une commune contiguë à la frontière, les ingénieurs de l'autre Pays auront la faculté, sur avertissement régulier à eux donné en temps opportun, de concourir à la visite des lieux avec ceux qui en seront chargés.

Art. 12. Les fonds inférieurs sont assujettis à recevoir des fonds plus élevés du Pays voisin les eaux qui en découlent naturellement avec ce qu'elles charrient, sans que la main de l'homme y ait contribué. On n'y peut construire ni digue ni obstacle quelconque susceptible de porter préjudice aux riverains supérieurs, auxquels il est également défendu de rien faire qui aggrave la servitude des fonds inférieurs.

Art. 13. Quand les cours d'eau servent de frontière, tout riverain pourra, sauf l'autorisation qui serait nécessaire d'après la législation de son Pays, faire sur sa rive des plantations, des travaux de réparation et de défense, pourvu qu'ils n'apportent au cours des eaux aucun changement préjudiciable aux voisins, et qu'ils n'empiètent pas sur le lit, c'est-à-dire sur le terrain que l'eau baigne dans les crues ordinaires.

Quant à la rivière de la Raour qui sert de frontière entre les territoires de Bourg-Madame et de Puycerda, et qui, par des circonstances particulières, n'a point de bords naturels bien déterminés, on procédera à la démarcation de la zone où il sera interdit de faire des plantations et des ouvrages, en prenant pour base ce qui a été convenu entre les deux Gouvernements en 1750 et renouvelé en 1820, mais avec la faculté d'y apporter des modifications, si on le peut, sans nuire au régime de la rivière ni aux terrains contigus, afin que, lors de l'exécution du présent Acte additionnel, on cause le moins de préjudice possible aux riverains, en débarrassant le lit qui sera fixé des obstacles qu'ils y auraient élevés.

Art. 14. Si, par des éboulements de berges, par des objets charriés ou déposés, ou par d'autres causes naturelles, il peut résulter quelque altération ou embarras dans le cours de l'eau, au détriment des riverains de l'autre Pays, les individus lésés pourront recourir à la juridiction compétente pour obtenir que les réparations et déblaiements soient exécutés par qui il appartiendra.

Art. 15. Quand en dehors des questions contentieuses du ressort exclusif des tribunaux ordinaires, il s'élèvera entre riverains de nationalité différente des difficultés ou des sujets de réclamation touchant l'usage des eaux, les intéressés s'adresseront, de part et d'autre, à leurs autorités respectives, afin qu'elles s'entendent entre elles pour résoudre le différend, si c'est de leur juridiction, et dans le cas d'in-

compétence ou de désaccord, comme dans celui où les intéressés n'accepteraient pas la solution prononcée, on aura recours à l'autorité administrative supérieure du département et de la province.

Art. 16. Les administrations supérieures des départements et provinces limitrophes se concerteront dans l'exercice de leur droit de réglementation des intérêts généraux et d'interprétation ou de modification de leurs règlements, toutes les fois que les intérêts respectifs seront engagés, et dans le cas où elles ne pourraient pas s'entendre, le différend sera soumis aux deux Gouvernements.

Art. 17. Les préfets et les gouverneurs civils des deux côtés de la frontière pourront, s'ils le jugent convenable, instituer de concert, avec l'approbation des Gouvernements, des syndicats électifs, mi-partie de riverains français et de riverains espagnols, pour veiller à l'exécution des règlements et pour déléger les contrevenants aux tribunaux compétents.

Art. 18. Une commission internationale d'ingénieurs constatera, où elle le jugera utile, sur la frontière du département des Pyrénées-Orientales avec la province de Girone, et sur tous les points de la frontière où il y aura lieu, l'emploi actuel des eaux dans les communes frontalières respectives et autres, s'il est besoin, soit pour irrigation, soit pour usines, soit pour usages domestiques, afin de n'accorder dans chaque cas que la quantité d'eau nécessaire, et de pouvoir supprimer les abus; elle déterminera pour chaque cours d'eau, à l'étiage et au passage de la frontière, le volume d'eau disponible et l'étendue des fonds arrosables appartenant aux riverains respectifs immédiats qui ne sont pas encore irrigués; elle procédera aux opérations concernant la Raour, indiquées à l'article 13; elle proposera les mesures et précautions propres à assurer, de part et d'autre, la bonne exécution des règlements et à prévenir, autant que possible, toute querelle entre riverains respectifs; elle examinera enfin, pour le cas où on établirait des syndicats mixtes, quelle serait l'étendue à donner à leurs attributions.

Art. 19. Aussitôt que le présent Acte aura été ratifié, on pourra nommer la commission d'ingénieurs dont il est parlé à l'article 18, pour qu'elle procède immédiatement à ses travaux, en commençant par la Raour et la Vanera, où c'est le plus urgent.

Art. 20. Les dispositions précédentes seront applicables à toute la frontière d'une mer à l'autre, aussi bien qu'à l'enclave de Llivia, et auront la même force et valeur que si elles étaient insérées textuellement dans les deux premiers Traités de Bayonne des 2 décembre 1856 et 14 avril 1862, et dans le troisième qui les complète sous la date de ce jour, restant abrogées toutes stipulations différentes ou contraires des deux premiers Traités précités.

Rectification de l'article 15 du Traité de limites de 1862.

Art. 21. Le troisième paragraphe de l'article 15 du Traité de limites du 14 avril 1862 n'étant pas conforme à l'usage alors existant, lequel la commission mixte a entendu maintenir sans y rien changer, ledit paragraphe est déclaré nul et il est rectifié ainsi qu'il suit, pour avoir, dans sa nouvelle rédaction, la même force et valeur que s'il faisait partie intégrante dudit Traité :

« Les troupeaux de Barèges et de Broto pourront jouir en commun, « tous les ans, des sept quartiers d'Ossoue jusqu'au 11 juin ; mais, à « partir de ce jour, les fermiers et sous-fermiers auront seuls le droit « de pacager dans les quartiers qui leur seront dévolus. »

Art. 22. Le présent Acte sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Bayonne, le vingt-sixième jour du mois de mai de l'an de grâce mil huit cent soixante-six.

(L. S.) *Signé* : G^{al} CALLIER.

(S. S.) *Signé* : C^{te} SÉRURIER.

(L. S.) *Signé* : El Marques DE LA FRONTERA.

(L. S.) *Signé* : M^{el} MONTEVERDE.

TURQUIE — ÉGYPTÉ.

Irada impérial établissant en Égypte l'ordre de succession décrété pour la vice-royauté, en date du 27 mai, 1866.

Ayant pris connaissance de la demande que tu m'as soumise, et dans laquelle tu me fais connaître que la modification de l'ordre de succession établi par le firman revêtu du hati impérial qui a été adressé à ton grand-père Méhémet-Ali-pacha, le 2 du mois de Behi-al-Akhir 1257¹, lui conférant le gouvernement héréditaire de la province d'Égypte et la transmission de père en fils, en ligne directe, et par ordre de primogéniture, serait favorable à la bonne administration de l'Égypte, et au développement du bien-être des habitants de cette province ;

1. 18 février 1841. Voir *Lesur*, 1841, p. 127. *Testa*

Apprécient, d'autre part, dans toute leur étendue les efforts que tu as faits dans ce but depuis ta nomination au gouvernement général de l'Égypte, qui est l'une des provinces les plus importantes de mon empire, ainsi que la fidélité et le dévouement dont tu n'as pas cessé de me donner des preuves, et voulant te donner un témoignage éclatant de la bienveillance et de la confiance pleine et entière que je t'accorde :

J'ai décidé que dorénavant le Gouvernement de l'Égypte, avec les territoires qui en dépendent et avec les caïmakamies de Souakin et Massaouah, sera transmis à l'aîné de tes enfants mâles, et de la même manière aux fils aînés de tes successeurs ;

Que si, à sa mort, le gouverneur général de l'Égypte ne laisse aucun enfant mâle, la succession sera transmise à l'aîné de ses frères, et, à défaut de frère, à l'aîné des enfants mâles du plus âgé parmi les frères du défunt.

Telle sera désormais la loi de succession en Égypte.

En outre, les conditions contenues dans le firman susmentionné sont et demeurent à tout jamais en vigueur comme par le passé. Chacune de ces conditions sera constamment observée, et le maintien du privilège qui découle de ces conditions dépendra de l'observation intégrale de chacune des obligations qu'elles renferment.

Les immunités accordées plus récemment par mon Gouvernement impérial concernant la faculté du gouvernement général de l'Égypte de porter jusqu'à 30 000 hommes l'effectif de son armée, de maintenir la différence de titre des monnaies frappées en Égypte en mon nom impérial d'avec celui des autres monnaies de mon empire, et de conférer les grades civils jusqu'à celui de saniè (second rang de la première classe), sont également confirmées.

La règle qui interdit la succession aux filles des gouverneurs est maintenue, comme par le passé ; le tribut de 80 000 bourses payé par l'Égypte au trésor impérial est porté à 150 000 bourses, c'est-à-dire à 750 000 livres ottomanes par an, à raison de 100 piastres la livre ottomane, à partir du mois de mars de l'année 1866.

Mon iradé impérial étant émané à l'effet de mettre à exécution les conditions qui précèdent, le présent firman, revêtu de mon chiffre impérial, a été rédigé par ma chancellerie impériale, et t'a été délivré.

Tu dois, de ton côté, avec la loyauté et le zèle qui te caractérisent, et en profitant de la connaissance que tu as acquise des conditions de l'Égypte, consacrer tes soins à la bonne administration de cette province, travailler à assurer à ses populations une tranquillité et une sécurité entières, et, reconnaissant la haute valeur du gage que je viens

de te donner de ma faveur impériale, t'attacher à l'observation des conditions établies ci-dessus.

Ecrit le douzième jour de la lune de Mouharrem de l'an de l'Hégire 1283 (27 mai 1866).

DANEMARK.

Constitution du royaume de Danemark, du 28 juillet 1866¹.

I

Art. 1^{er}. La forme du gouvernement est une monarchie limitée. La royauté est héréditaire. L'ordre de succession est et demeure tel qu'il a été établi par la loi du 31 juillet 1853. (Art. 1 et 2².)

Art. 2. Le pouvoir législatif est exercé concurremment par le Roi et le Rigsdag. Le pouvoir exécutif appartient au Roi. Le pouvoir judiciaire est exercé par les tribunaux.

Art. 3. L'église évangélique luthérienne est l'église nationale du Danemark, et, comme telle, elle est soutenue par l'État.

Art. 4. Le Roi ne peut, sans le consentement du Rigsdag, être prince régnant dans d'autres pays.

II

Art. 5. Le Roi doit appartenir à l'église évangélique luthérienne.

Art. 6. Le Roi est majeur à l'âge de dix-huit ans accomplis. La même règle est applicable aux princes de la Maison royale.

Art. 7. Avant son avènement, le Roi prêtera par écrit au Conseil d'État le serment d'observer inviolablement la loi fondamentale du Royaume. Il sera fait de cet acte deux originaux identiques, dont l'un sera remis au Rigsdag, pour y être conservé dans ses archives, et l'autre sera déposé dans les archives du royaume. Si, lors du changement de règne, le Roi ne peut, par suite d'absence ou pour d'autres motifs, prêter immédiatement ce serment, le Conseil d'État restera en attendant chargé du gouvernement, à moins qu'une loi n'en ait ordonné autrement. Si le Roi a déjà prêté ce serment comme successeur au trône, il prendra sur-le-champ les rênes du gouvernement.

1. Votée au mois de novembre dernier par le Risgraad, adoptée ensuite par le Risdag dans trois sessions successives, et sanctionnée enfin le 28 juillet par le Roi, cette loi a remplacé les deux constitutions du 5 juin 1849 et du 18 novembre 1863, et, par l'abolition du Risgraad, qui en a été la conséquence immédiate, fait disparaître la distinction établie jusqu'ici entre les affaires communes et les affaires particulières.

2. *State papers*, tome XLII, p. 1184.

Art. 8. Les dispositions relatives à la conduite des affaires, lorsque le Roi est mineur, malade ou absent, seront fixées par une loi. Jusqu'à ce que cette loi ait été rendue, le gouvernement restera provisoirement entre les mains du Conseil d'État. Celui-ci convoquera immédiatement le Rigsdag, dont les deux Chambres réunies (§ 67) décideront de quelle manière le pouvoir devra être exercé, jusqu'à ce que le Roi puisse commencer à régner. S'il n'y a aucun successeur au trône, le Rigsdag réuni choisira un Roi, et réglera le nouvel ordre de succession.

Art. 9. La liste civile du Roi sera fixée, pour la durée de son règne, par une loi, qui désignera en même temps quels sont les châteaux et les autres domaines qui appartiendront à la liste civile.

La liste civile ne pourra être chargée d'aucune dette.

Art. 10. Il pourra par une loi être accordé des apanages aux membres de la Maison royale, mais ils n'en pourront jouir hors du pays sans le consentement du Rigsdag.

III

Art. 11. Le Roi est investi de l'autorité suprême sur toutes les affaires du Royaume dans les limites marquées par la présente Constitution, et il l'exerce par l'intermédiaire de ses ministres.

Art. 12. Le Roi n'est pas responsable; sa personne est sacrée et inviolable. Les ministres sont responsables de leur gestion. Leur responsabilité est déterminée par une loi.

Art. 13. Le Roi nomme et révoque ses ministres. Il en fixe le nombre et répartit entre eux les affaires. La signature du Roi, apposée aux résolutions concernant la législation et le gouvernement, leur donne force de loi, lorsqu'elle est accompagnée de la signature d'un ou de plusieurs ministres. Tout ministre est responsable de la résolution qu'il a signée.

Art. 14. Les ministres peuvent être poursuivis par le Roi ou le Rigsdag à cause de leur administration. Le Rigsret juge les accusations portées contre les ministres.

Art. 15. La réunion des ministres forme le Conseil d'État, où prend place le successeur au trône lorsqu'il est majeur. Le Roi a la présidence, excepté dans les cas prévus par les articles 7 et 8.

Art. 16. Toutes les lois et mesures importantes du gouvernement sont discutées dans le Conseil d'État. Lorsque le Roi est empêché de tenir le Conseil d'État, il peut renvoyer l'examen des affaires à un Conseil des ministres. Ce Conseil se compose de tous les ministres, sous la présidence de celui que le Roi a nommé président du Conseil. Chaque ministre doit donner son vote au protocole, et les résolutions

sont prises à la majorité des voix. Le président du Conseil présente le protocole des séances, signé par les ministres présents, au Roi, qui décide s'il veut approuver immédiatement la proposition du Conseil, ou examiner encore l'affaire dans le Conseil d'État.

Art. 17. Le Roi conserve son droit actuel de nommer tous les fonctionnaires. Il peut y être dérogé par une loi. Nul ne peut être nommé fonctionnaire, s'il ne jouit du droit d'indigénat. Tout fonctionnaire civil ou militaire doit prêter serment à la Constitution.

Le Roi peut révoquer les fonctionnaires qu'il a nommés. Leur pension est fixée conformément à la loi des pensions.

Le Roi peut déplacer les fonctionnaires sans leur consentement, de manière toutefois que leur traitement ne subisse aucune diminution, et qu'ils aient la faculté de choisir entre leur déplacement, et leur retraite avec une pension, d'après les règles ordinaires.

Les exceptions pour certaines classes de fonctionnaires, outre celle dont fait mention l'article 73, seront déterminées par une loi.

Art. 18. Le Roi déclare la guerre et fait la paix ; il conclut et défait les alliances et les traités de commerce ; cependant, sans le consentement du Rigsdag, il ne peut céder aucune portion de territoire, ni contracter aucun engagement qui change les conditions existantes du droit public.

Art. 19. Le Roi convoque chaque année le Rigsdag en session ordinaire. Sans le consentement du Roi, il ne pourra rester assemblé plus de deux mois.

Ces dispositions pourront être modifiées par une loi.

Art. 20. Le Roi peut convoquer le Rigsdag en sessions extraordinaires, dont il fixera la durée.

Art. 21. Le Roi peut proroger à un terme fixé les sessions ordinaires du Rigsdag, toutefois, sans le consentement du Rigsdag, pas au delà de deux mois, ni plus d'une fois dans l'intervalle de deux sessions ordinaires.

Art. 22. Le Roi peut dissoudre, soit le Rigsdag en entier, soit une des deux Chambres qui le composent ; s'il ne dissout qu'une des Chambres, les séances de l'autre seront prorogées jusqu'à ce que tout le Rigsdag puisse être assemblé, ce qui doit avoir lieu dans le délai de deux mois après la dissolution.

Art. 23. Le Roi peut faire présenter au Rigsdag des projets de loi et d'autres résolutions.

Art. 24. Le consentement du Roi est nécessaire pour donner force de loi à une résolution du Rigsdag. Le Roi ordonne la promulgation de la loi, et en surveille l'exécution. Si un projet de loi adopté par le Rigsdag n'a pas été sanctionné par le Roi avant la session suivante, il sera regardé comme non avenu.

Art. 25. Le Roi peut, en cas d'urgence, lorsque le Rigsdag n'est pas assemblé, décréter des lois provisoires, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à la loi fondamentale. Ces lois seront toujours présentées au Rigsdag dans la session suivante.

Art. 26. Le Roi a le droit de faire grâce et d'accorder des amnisties. Les ministres condamnés par le Rigsret ne peuvent être graciés par le Roi qu'avec le consentement du Folkething.

Art. 27. Le Roi accorde, en partie directement, en partie par l'intermédiaire des autorités gouvernementales compétentes, les concessions et les exceptions aux lois, qui sont en usage d'après les règles suivies avant le 5 juin 1849, ou qui sont autorisées par une loi ultérieure.

Art. 28. Le Roi a le droit de battre monnaie conformément à la loi.

IV

Art. 29. Le Rigsdag est composé de deux Chambres, le Folkething et le Landsting.

Art. 30. Est électeur pour le Folkething tout individu jouissant d'une réputation intacte, qui possède le droit d'indigénat, et est âgé de trente ans accomplis, à moins que :

a. Sans avoir un ménage à lui, il ne soit au service de quelque particulier;

b. Il ne reçoive ou n'ait reçu de l'administration pour les pauvres des secours dont on ne lui ait point fait remise, ou qu'il n'ait point remboursés;

c. Il ne puisse disposer de ses biens;

d. Il n'ait pas été domicilié depuis un an dans le district électoral ou la ville où il demeure lors de l'élection.

Art. 31. Est éligible au Folkething, excepté dans les cas prévus par l'article 30 *a*, *b* et *c*, tout individu jouissant d'une réputation intacte, qui possède le droit d'indigénat, et est âgé de vingt-cinq ans accomplis.

Art. 32. Le nombre des membres du Folkething est à celui des habitants dans la proportion de 1 à 16 000 environ. Les élections se font par districts électoraux dont la circonscription est déterminée par la loi électorale. Chaque district élit un représentant parmi les candidats qui se sont présentés.

Art. 33. Les membres du Folkething sont élus pour trois ans. Ils reçoivent par jour une indemnité dont le montant est fixé par la loi électorale.

Art. 34. Le nombre des membres du Landsting est de 66, dont

12 sont nommés par le Roi, 7 par Copenhague, 45 par de grands districts électoraux comprenant les campagnes et les villes, 1 par Bornholm et 1 par le Lagthing des Færoë.

Art. 35. Nul ne peut, directement ou indirectement, prendre part aux élections du Landsting, à moins qu'il ne remplisse les conditions exigées des électeurs du Folkething; toutefois, il est seulement nécessaire que, pendant l'année qui précède les élections, il ait été domicilié, soit dans une des villes, soit dans le district rural appartenant à son cercle électoral.

Art. 36. A Copenhague, tous les électeurs (art. 35) réunis nomment des électeurs du second degré, à raison de 1 par 120, chaque excédant de 60 comptant pour 120. Un nombre égal d'électeurs du second degré sont nommés par les électeurs qui, l'année précédente, ont eu un revenu imposable d'au moins 2000 rixdalers, et ces deux catégories d'électeurs du second degré procèdent ensuite en commun à l'élection des membres du Landsting pour Copenhague.

Art. 37. Dans les campagnes, tous les électeurs (art. 35) réunis, nomment un électeur du second degré dans chaque commune rurale. Quant aux villes, y compris Frederiksborg, Frederiksværk, Marstal, Silkeborg, Løgstor et Norre-Sundby, elles nomment ensemble un nombre d'électeurs du second degré égal à la moitié de celui des communes rurales, en l'augmentant d'une unité s'il n'est pas pair, et, dans chaque ville, ces électeurs sont élus, moitié par tous les électeurs du premier degré, moitié par ceux d'entre eux qui, l'année précédente, ont eu un revenu imposable d'au moins 1000 rixdalers, ou payé à l'État et à la commune un minimum d'impôts de 75 rixdalers. La répartition du nombre total des électeurs du second degré entre les différentes villes, proportionnellement au chiffre de leurs électeurs du premier degré, est réglée chaque fois par le Gouvernement lors des élections générales pour le Landsting, de manière toutefois que chacune d'elles en ait au moins un de chaque classe. A ces deux catégories d'électeurs du second degré viennent se joindre, dans chaque cercle, et en nombre égal à celui des communes rurales du cercle, les électeurs des campagnes qui, l'année précédente, ont payé à l'État et à la commune du bailliage les impôts les plus élevés, et ils procèdent ensuite en commun à l'élection des membres du Landsting de leur cercle.

Art. 38. Sont éligibles au Landsting tous ceux qui le sont au Folkething, lorsque, pendant l'année qui précède les élections, ils ont été domiciliés dans leur cercle électoral.

Art. 39. Les députés royaux sont nommés à vie, et ne peuvent être pris que parmi les hommes qui ont fait partie des Assemblées représentatives du royaume. Chacun d'eux toutefois est libre de donner sa

démission, de même qu'il doit abandonner son siège, s'il vient à perdre ses droits d'éligibilité.

Les autres membres du Landsting sont élus pour huit ans, de manière qu'ils se renouvellent tous les quatre ans par moitié.

Les membres du Landsting reçoivent par jour la même indemnité que les membres du Folkething.

Art. 40. Les élections du Landsting se font d'après les règles du système proportionnel (Forholdstalsvalg). La loi électorale fixe les autres dispositions relatives aux élections.

V

Art. 41. Le Rigsdag se réunit le premier lundi d'octobre, à moins que le Roi ne l'ait convoqué avant ce temps.

Art. 42. Le siège du gouvernement est le lieu de réunion du Rigsdag. Le Roi peut toutefois, dans des cas extraordinaires, le convoquer dans un autre endroit du royaume.

Art. 43. Le Rigsdag est inviolable. Quiconque en attaque la sécurité et la liberté, quiconque donne un ordre à cet effet ou y obéit, se rend coupable du crime de haute trahison.

Art. 44. Chacune des Chambres a le droit de proposer des lois, et de les adopter pour ce qui la concerne.

Art. 45. Chacune des Chambres peut faire présenter au Roi des adresses.

Art. 46. Chacune des Chambres peut nommer des commissions prises dans son sein pour examiner des matières d'intérêt public, et ces commissions sont autorisées à exiger, tant des autorités publiques que des particuliers, qu'ils leur fournissent verbalement ou par écrit les renseignements dont elles ont besoin.

Art. 47. Aucun impôt ne peut être établi, modifié ou aboli qu'en vertu d'une loi ; de même, on ne pourra faire aucune levée de troupes, ni contracter aucune dette publique, ni aliéner aucun domaine appartenant à l'État qu'en vertu d'une loi.

Art. 48. Dans chaque session ordinaire du Rigsdag, et dès que celui-ci s'est constitué, il est présenté un projet de loi des finances pour l'année suivante, avec le calcul des revenus et des dépenses de l'État.

Le projet de loi des finances et les crédits supplémentaires sont d'abord discutés dans le Folkething.

Art. 49. Les impôts ne doivent être perçus qu'après le vote de la loi des finances. Il ne peut être fait aucune dépense qui n'est pas autorisée par ladite loi ou un crédit supplémentaire.

Art. 50. Chacune des Chambres nomme deux reviseurs salariés chargés d'examiner les comptes de l'exercice financier, et de vérifier si tous les revenus de l'État y ont été portés, et s'il n'a été fait aucune dépense en dehors du budget. Ils pourront se faire communiquer tous les renseignements et pièces justificatives qu'ils jugeront nécessaires. Les comptes annuels de l'État, accompagnés des observations des reviseurs, seront ensuite soumis au vote du Rigsdag.

Ces dispositions pourront être changées par une loi.

Art. 51. Aucun étranger ne peut obtenir le droit d'indigénat, si ce n'est en vertu d'une loi.

Art. 52. Aucun projet de loi ne peut être voté définitivement sans avoir été discuté trois fois par la Chambre.

Art. 53. Tout projet de loi adopté par l'une des Chambres, est présenté à l'autre dans la forme où il a été voté ; s'il y est modifié, on le renvoie à la première Chambre ; si celle-ci lui fait encore subir des changements, il retourne de nouveau à la seconde. Enfin, si on ne réussit pas à tomber d'accord, chaque Chambre, sur la demande de l'une d'elles, nomme un nombre égal de ses membres pour constituer un comité, chargé de faire un rapport sur les points en litige, et de soumettre aux Chambres une proposition, sur laquelle chacune d'elles séparément se prononce d'une manière définitive.

Art. 54. Chacune des Chambres statue elle-même sur la validité des élections de ses membres.

Art. 55. Tout nouveau membre prête serment à la Constitution, dès que la validité de son élection a été reconnue.

Art. 56. Les membres du Rigsdag ne sont liés que par leur conscience, et non par les instructions de leurs électeurs.

Les fonctionnaires qui sont élus membres du Rigsdag n'ont pas besoin de l'autorisation du Gouvernement pour accepter le mandat de leurs électeurs.

Art. 57. Pendant la durée des sessions, aucun membre du Rigsdag ne peut être arrêté pour dettes sans le consentement de la Chambre à laquelle il appartient, ni être emprisonné ou mis en accusation, à moins qu'il n'ait été pris en flagrant délit. Les membres du Rigsdag ne peuvent, en dehors de cette assemblée, et sans son consentement, encourir aucune responsabilité pour les opinions qu'ils y ont énoncées.

Art. 58. Si un membre légalement élu vient à se trouver dans un des cas qui excluent de l'éligibilité, il perd les droits qui résultent pour lui de son élection.

Une loi déterminera les cas où les membres du Rigsdag qui sont appelés à des fonctions publiques salariées, devront être réélus.

Art. 59. Les ministres, en raison de leurs charges, ont entrée au Rigsdag, et ont le droit, pendant les discussions, de demander la pa-

role aussi souvent qu'ils le veulent, en observant d'ailleurs le règlement établi. Ils ne votent que lorsqu'ils sont en même temps membres du Rigsdag.

Art. 60. Chaque Chambre choisit elle-même son président, ainsi que celui ou ceux qui doivent le remplacer en cas d'empêchement.

Art. 61. Aucune des Chambres ne peut prendre de résolution, si plus de la moitié de ses membres ne sont présents et ne prennent part au vote.

Art. 62. Tout membre du Rigsdag pourra, avec le consentement de la Chambre à laquelle il appartient, soumettre toute affaire publique à la discussion, et demander à cet égard des explications aux ministres.

Art. 63. Aucune proposition ne peut être soumise aux Chambres que par l'organe d'un de leurs membres.

Art. 64. Si la Chambre ne juge pas à propos de se prononcer sur une résolution, elle peut la renvoyer aux ministres.

Art. 65. Les séances des Chambres sont publiques. Néanmoins, le président ou le nombre de membres prescrit par le règlement, peut demander que toute personne étrangère à la Chambre soit éloignée, après quoi celle-ci décide si l'affaire en question doit être discutée en séance publique ou secrète.

Art. 66. Chacune des Chambres établit un règlement relatif à la marche des affaires et au maintien du bon ordre.

Art. 67. Le « Rigsdag réuni » est formé par l'ensemble du Folkesting et du Landsting. Il ne peut prendre des résolutions, à moins que plus de la moitié des membres de chaque Chambre ne soient présents, et ne participent au vote. Il nomme lui-même son président et établit son règlement.

VI

Art. 68. Le Rigsret se compose des membres ordinaires de la Cour suprême du Royaume, et d'un nombre correspondant de membres du Landsting, qui sont élus pour quatre ans par cette assemblée. Lorsque tous les membres ordinaires de la Cour suprême ne peuvent prendre part aux débats et au jugement d'une affaire, un nombre équivalent de membres du Rigsret, pris parmi ceux qui ont été élus en dernier lieu par le Landsting, ou qui ont obtenu le moins de voix, s'abstiennent de siéger. Le Rigsret nomme lui-même son président dans son sein.

Si le Landsting vient à être dissous après qu'une affaire a été portée devant le Rigsret, les membres de la cour élus par la Chambre dissoute conservent leurs sièges pour cette affaire.

Art. 69. Le Rigsret juge les accusations portées par le Roi ou le Folkething contre les ministres.

Le Roi peut aussi, avec le consentement du Folkething, faire traduire d'autres personnes devant le Rigsret pour des crimes qu'il juge très-dangereux pour l'État.

Art. 70. L'exercice du pouvoir judiciaire ne peut être réglé que par une loi.

Art. 71. La justice sera séparée de l'administration d'après les règles qui seront établies par une loi.

Art. 72. Les tribunaux ont le droit de juger toute question relative aux limites des attributions des autorités. Toutefois, celui qui soulève une telle question ne peut, en la portant devant les tribunaux, se soustraire à l'obligation de se conformer provisoirement aux ordres des autorités.

Art. 73. Les juges, dans l'exercice de leurs fonctions, n'ont à se régler que sur la loi. Ils ne peuvent être révoqués qu'en vertu d'une sentence judiciaire, et on ne peut non plus les déplacer contre leur gré, excepté dans le cas d'une réorganisation des tribunaux. Cependant un juge qui est âgé de soixante-cinq ans accomplis, pourra recevoir sa démission, mais en conservant son traitement.

Art. 74. La procédure publique et orale sera établie le plus tôt possible, et, autant que faire se pourra, dans toute l'administration de la justice.

Le jury sera appliqué en matière criminelle et pour les délits politiques.

VII

Art. 75. La constitution de l'église nationale sera réglée par une loi.

Art. 76. Les citoyens ont le droit de s'unir en communauté pour adorer Dieu suivant leur conviction, à condition que leurs doctrines et leur conduite ne soient pas contraires aux mœurs ni à l'ordre public.

Art. 77. Nul n'est tenu de contribuer pour sa personne au soutien d'un autre culte que de celui qu'il professe lui-même ; cependant, tout individu qui ne justifie pas qu'il est membre d'une communauté religieuse reconnue dans le pays, doit payer à l'instruction publique les contributions personnelles imposées par la loi en faveur de l'église nationale.

Art. 78. La position des communautés dissidentes sera réglée par une loi spéciale.

Art. 79. Nul ne peut, pour cause de religion, être privé de la jouissance de ses droits civils et politiques, ni se soustraire à l'accomplissement de ses devoirs de citoyen.

VIII

Art. 80. Toute personne arrêtée sera traduite devant un juge dans les vingt-quatre heures. Si la personne arrêtée ne peut être remise tout de suite en liberté, le juge ordonnera son emprisonnement par une sentence motivée, qui devra être rendue le plus tôt possible, et, au plus tard, dans un délai de trois jours, et, si elle peut être relâchée en donnant une caution, il en fixera la nature et l'étendue.

Sur la demande des parties intéressées, la sentence prononcée par le juge sera sans délai déferée à l'examen d'une cour d'appel.

Nul ne peut être détenu pour un délit qui n'emporte d'autre peine qu'une amende ou un simple emprisonnement.

Art. 81. Le domicile est inviolable. Les visites domiciliaires, la saisie et la violation du secret des lettres et d'autres papiers, ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'une sentence judiciaire, sauf dans les cas exceptionnels où une loi le permet.

Art. 82. Le droit de propriété est inviolable. Nul n'est tenu de céder sa propriété, à moins que ce ne soit pour cause d'utilité publique, et cela ne peut se faire qu'en vertu d'une loi, et moyennant une indemnité complète.

Art. 83. Toutes les restrictions à la liberté du travail, qui ne sont pas fondées sur des motifs d'utilité publique, seront abolies par une loi.

Art. 84. Quiconque est hors d'état de gagner sa vie ou de nourrir sa famille, et dont personne n'est tenu de prendre soin, a le droit d'être secouru par l'État, à condition toutefois qu'il se soumette aux obligations prescrites par la loi à ce sujet.

Art. 85. L'enseignement gratuit sera donné dans les écoles primaires aux enfants dont les parents sont trop pauvres pour prendre soin de leur instruction.

Art. 86. Chacun a le droit de publier ses pensées par la voie de la presse, en restant toutefois responsable devant les tribunaux. La censure et les autres mesures préventives ne pourront jamais être rétablies.

Art. 87. Les citoyens ont le droit de former des associations dans tout but légal, sans autorisation préalable. Aucune association ne pourra être dissoute par une mesure administrative. Néanmoins, elles pourront provisoirement être interdites; mais, dans ce cas, il sera immédiatement procédé contre elles à une poursuite judiciaire pour les faire dissoudre légalement.

Art. 88. Les citoyens ont le droit de s'assembler sans armes. La

police a le droit d'assister aux assemblées publiques. Les assemblées en plein air pourront être interdites, s'il y a lieu de craindre qu'elles ne soient dangereuses pour la paix publique.

Art. 89. En cas d'émeute, la force armée, si elle n'est pas attaquée, ne doit intervenir qu'après que la foule, au nom du Roi et de la loi, aura été trois fois inutilement sommée de se disperser.

Art. 90. Tout citoyen capable de porter les armes, est tenu de contribuer en personne à la défense de la patrie, d'après les dispositions spéciales prescrites par la loi.

Art. 91. Le droit des communes de gérer elles-mêmes leurs affaires sous la surveillance de l'État, sera déterminé par une loi.

Art. 92. Toute prérogative attachée par les lois à la noblesse, aux titres et au rang est abolie.

Art. 93. Il ne pourra être érigé à l'avenir aucun fief, majorat ou fidéicommis en biens-fonds. Une loi spéciale déterminera les règles à suivre pour convertir en propriétés libres ceux qui existent à présent.

Art. 94. Les dispositions prescrites par les articles 80, 87 et 88 ne sont applicables à l'armée qu'avec les restrictions résultant des lois militaires.

IX

Art. 95. Les propositions concernant les changements ou suppléments à introduire dans la présente Constitution, peuvent être présentées tant dans les sessions ordinaires qu'extraordinaires du Rigsdag.

Si une proposition relative à une nouvelle disposition de la loi fondamentale est adoptée par les deux Chambres, et que le Gouvernement veuille y donner suite, le Rigsdag sera dissous, et il sera procédé à des élections générales pour le Folkething et le Landsthing. Si elle est adoptée de nouveau et sans changement par le Rigsdag nouvellement élu, dans une session ordinaire ou extraordinaire, et que le Roi la sanctionne, elle acquiert force de loi.

Disposition transitoire.

Art. 1^{er}. Les membres actuels du Landsthing du Rigsraad qui ont été nommés par le Roi, siégeront dans le Landsthing du Rigsdag jusqu'à ce que, pour chacun d'eux, il se soit écoulé douze ans depuis la date de sa nomination. Celle-ci n'est pas invalidée par la dissolution du Landsthing.

Art. 2. Relativement à la procédure à suivre par le Rigsret, on se servira, jusqu'à ce qu'il en paraisse une nouvelle, de la loi du 3 mars 1852, en y introduisant les modifications rendues nécessaires par la

nouvelle composition du Rigsret, et la disposition contenue dans le dernier alinéa de l'article 68.

Art. 3. Les dispositions prescrites par l'article 73, et d'après lesquelles les juges ne peuvent être révoqués qu'en vertu d'une sentence judiciaire, ni déplacés contre leur gré, ne sont pas applicables aux juges actuels qui exercent en même temps des fonctions administratives.

Art. 4. Jusqu'à ce qu'une réorganisation de la procédure en matière criminelle ait été effectuée, l'appel d'une décision qui ordonne l'emprisonnement d'un prévenu, dont fait mention l'article 80, aura lieu comme en matière civile, avec la seule différence que l'assignation se fera du jour au lendemain, et que le demandeur sera exempt de payer les droits de timbre et de justice. Il aura la liberté de se consulter avec un avocat, et de nouvelles preuves pourront être produites devant la Cour supérieure.

BOLIVIE — CHILI.

Traité de limites signé à Santiago le 10 Août 1866.

Plénipotentiaires :

Bolivie, *M. Munos Cabrera* ;

Chili, *M. Covarrubias*.

La République du Chili et la République de Bolivie, désireuses de mettre un terme amiable et réciproquement satisfaisant à l'ancienne question pendante entre elles sur la fixation de leurs respectives limites territoriales dans le désert d'Acatama, et sur l'exploitation des dépôts de guano existant sur le littoral du même désert, et décidées à consolider par ce moyen la bonne intelligence, la fraternelle amitié et les liens d'alliance intime qui les unissent mutuellement, ont pris la détermination de renoncer à une part des droits territoriaux que chacune d'elles, fondée sur de bonnes raisons, croit posséder, et elles sont convenues de conclure un Traité qui tranche définitivement et irrévocablement la question mentionnée.

A cet effet, elles ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir : S. E. le Président de la République du Chili, don *Alvaro Covarrubias*, Ministre d'État au Département des relations extérieures de la même République ;

S. E. le Président de la République de Bolivie, don Juan Ramon

Munoz Cabrera, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Bolivie au Chili;

Lesquels Plénipotentiaires, après avoir échangé mutuellement leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et stipulé les articles suivants, à savoir :

Art. 1^{er}. La ligne de démarcation des limites entre le Chili et la Bolivie, dans le désert d'Atacama, sera dorénavant le 24^e parallèle de latitude méridionale, depuis le littoral du Pacifique jusqu'aux limites orientales du Chili, de sorte que le Chili par le sud et la Bolivie par le nord auront la position et le domaine des territoires qui s'étendent jusqu'au 24^e parallèle mentionné, pouvant exercer sur ces territoires tous les actes de juridiction et souveraineté appartenant au seigneur du sol.

La fixation exacte de la ligne de démarcation entre les deux pays sera faite par une Commission de personnes compétentes et expertes, dont la moitié des Membres seront nommés par chacune des Hautes Parties contractantes.

La ligne de démarcation étant fixée, elle sera marquée sur le terrain au moyen de signes visibles et permanents qui seront entretenus aux frais communs des Gouvernements du Chili et de la Bolivie.

Art. 2. Nonobstant la division territoriale stipulée dans l'article antérieur, la République du Chili et la République de Bolivie se répartiront par moitié les produits provenant de l'exploitation des dépôts de guano découverts à Mejillones et des autres dépôts du même engrais qui se découvriraient dans le territoire compris entre les 23^e et 25^e degrés de latitude méridionale, comme aussi les droits d'exportation qui se percevront sur les minerais extraits du même espace de territoire qui vient d'être désigné.

Art. 3. La République de Bolivie s'oblige à ouvrir au commerce la baie et le port de Mejillones, en établissant sur ce point une douane avec le nombre d'employés qu'exigera le développement de l'industrie et du commerce. Cette douane sera l'unique bureau fiscal qui pourra percevoir les produits du guano et des droits d'exportation des métaux dont traite l'article précédent.

Le Gouvernement du Chili pourra nommer un ou plusieurs employés fiscaux, qui, investis d'un droit de surveillance, interviendront dans les comptes des entrées de ladite douane de Mejillones et percevront du même bureau, directement et par trimestre ou de la manière qui sera stipulée par les deux États, la part de bénéfice correspondante au Chili, à laquelle se réfère l'article 2.

Le Gouvernement de Bolivie aura la même faculté, dans le cas où celui du Chili, pour le recouvrement ou la perception des produits

dont parle l'article antérieur, établirait quelque bureau fiscal sur le territoire compris entre le 24° et le 25° degré.

Art. 4. Seront libres de tout droit d'exportation les produits du territoire compris entre les 24° et 25° degrés de latitude méridionale, qui seront extraits par le port de Mejillones. Seront libres de tout droit d'importation, les produits naturels du Chili, qui s'introduiront par le port de Mejillones.

Art. 5. Le système d'exploitation ou de vente du guano, ou les droits d'exportation sur les minerais, dont parle l'article 2 de ce pacte, seront déterminés d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes, soit au moyen de conventions spéciales, soit dans la forme qu'elles estimeront la plus convenable et la plus prompte.

Art. 6. Les Républiques contractantes s'obligent à ne pas aliéner leurs droits à la possession ou domaine du territoire qu'elles se divisent entre elles par le présent Traité, en faveur d'un autre État, société ou individu particulier.

Dans le cas que l'une d'elles désirât faire une telle aliénation, l'acheteur ne pourrait être que l'autre partie contractante.

Art. 7. Eu égard aux préjudices que la question de limites entre le Chili et la Bolivie a causés, comme il est notoire, aux personnes associées qui ont été les premières à exploiter sérieusement les guaneras de Mejillones, et dont les travaux d'exploitation ont été suspendus par dispositions des Autorités du Chili, le 17 février 1863, les Hautes Parties contractantes s'engagent à donner, par équité, auxdites personnes, une indemnité de 80 000 piastres, payable au moyen de 10 0/0 des produits liquides de la douane de Mejillones.

Art. 8. Le présent Traité sera ratifié, et ses ratifications échangées dans la ville de La Paz ou dans celle de Santiago, dans le délai de quarante jours, ou plus tôt, s'il était possible.

En témoignage de quoi, les soussignés, Plénipotentiaires de la République du Chili et de la République de la Bolivie, ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets respectifs, à Santiago, le 10^e jour du mois d'août de l'an de Notre-Seigneur 1866.

(L. S.) *Signé* : ALVAROCOVARRUBIAS.

(L. S.) *Signé* : J. RAMON MUNOZ CABRERA.

BADE — PRUSSE.

Traité de paix signé à Berlin le 17 août 1866.

Plénipotentiaires :

Bade, *M. de Freydorf* ;

Prusse, *le comte de Bismarck* ;

S. A. R. le Grand-Duc de Bade et S. M. le Roi de Prusse, également animés du désir d'assurer à leurs peuples les bienfaits de la paix, ont résolu de s'entendre sur les conditions d'un Traité de paix à conclure entre eux, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. A. R. le Grand-Duc de Bade : le Président de son Ministère de la Maison et des affaires étrangères, Chambellan, etc., etc., *Rodolphe de Freydorf* ;

Et S. M. le Roi de Prusse : son Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères, Comte Otto de *Bismarck Schœnhausen*, Chevalier de l'Aigle-Noir, etc., etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui se sont trouvés en bonne forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Entre S. A. R. le Grand-Duc de Bade et S. M. le Roi de Prusse, leurs héritiers et successeurs, leurs États et sujets, il doit y avoir à l'avenir paix et amitié perpétuelles.

Art. 2. S. A. R. le Grand-Duc de Bade s'engage, pour couvrir une partie des frais résultant de la guerre, à payer à S. M. le Roi de Prusse la somme de six millions de florins dans le délai de deux mois.

En versant cette somme, S. A. R. le Grand-Duc de Bade s'acquittera des engagements d'indemnités qu'il a contractés par le paragraphe 7 du Traité.

Art. 3. S. A. R. le Grand-Duc de Bade donnera garantie pour le paiement de cette somme, soit par le dépôt de papiers d'État badois, soit en fournissant la caution de la direction de la Société d'escompte de Berlin.

Art. 4. S. A. R. le Grand-Duc de Bade aura le droit de payer plus tôt l'indemnité ci-dessus, soit totalement, soit en partie, sous déduction d'un escompte de 5 0/0 par an.

Art. 5. Aussitôt que la garantie aura été fournie, conformément à l'article 3, ou l'indemnité de guerre payée, S. M. le Roi de Prusse retirera ses troupes du territoire badois. L'entretien des troupes pendant leur marche de retour aura lieu conformément au règlement d'entretien fédéral qui était en vigueur jusqu'ici.

Art. 6. Les questions de propriété résultant de la ci-devant confédération seront réglées ultérieurement.

Art. 7. Les Hautes Parties contractantes, aussitôt la paix conclue, entrèrent en négociations pour le règlement des questions relatives à l'association douanière. En attendant, le Traité du Zollverein, du 16 mai 1865, et les conventions annexées à ce Traité, qui ont été mis hors de vigueur par suite de la guerre, reprendront leur effet à dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité, sous la condition que chacune des Hautes Parties contractantes pourra en faire cesser l'effet après une dénonciation de six mois.

Art. 8. Les Hautes Parties contractantes provoqueront, immédiatement après le rétablissement de la paix en Allemagne, la réunion de Commissaires pour établir des dispositions de nature à favoriser autant que possible la circulation des personnes et des marchandises sur les chemins de fer, notamment en réglant d'une manière convenable la concurrence et en prévenant les tendances des différentes administrations nuisibles aux intérêts généraux de circulation. Et les Hautes Parties contractantes, étant d'accord qu'il faut permettre et autant que possible encourager l'établissement de toute nouvelle ligne de chemin de fer d'utilité générale feront fixer aussi par lesdits Commissaires les principes conformes aux intérêts généraux de circulation.

Art. 9. Les Hautes Parties contractantes abolissent complètement, à partir du 1^{er} janvier 1867, sous la condition que les autres États allemands riverains du Rhin prendront une mesure semblable, les droits de navigation sur le Rhin, aussi bien les droits sur les navires (tarif B annexé à la Convention du 31 mars 1831)¹, que les droits de douane sur le chargement (articles additionnels 16 et 17 de la Convention du 31 mars 1831).

Art. 10. S. A. R. le Grand-Duc de Bade reconnaît les dispositions du Traité préliminaire conclu à Nicolsbourg, le 26 juillet 1866, entre la Prusse et l'Autriche, et y adhère pour sa part en tant qu'elles concernent l'avenir de l'Allemagne.

Art. 11. La ratification du présent Traité aura lieu au plus tard le 21 août prochain.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, le 17 août 1866.

(L. S.) Signé : DE FREYDORF. — (L. S.) Signé : DE BISMARCK.

1. *De Clerq*, tome IV, p. 24.

TRAITÉ D'ALLIANCE CONCLU A BERLIN LE 18 AOUT 1866 ENTRE LA PRUSSE, SAXE-WEIMAR, OLDEMBOURG, BRUNSWICK, SAXE-ALTEMBOURG, SAXE-COBOURG-GOTHA, ANHALT, SCHWARZBOURG-SONDERSHAUSEN, SCHWARZBOURG-RUDOLSTADT, WALDECK, REUSS CADETTE, SCHAUMBURG-LIPPE, LIPPE, LUBECK, BRÈME ET HAMBOURG.

Pour donner une expression légale à l'alliance convenue sur la base des notes identiques prussiennes du 16 juin 1866¹ entre la Prusse, Mecklembourg-Schwérin, Saxe-Weimar, Mecklembourg-Strélitz, Oldenbourg, Brunswick, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Anhalt, Schwarzbourg-Sondershausen, Schwarzbourg-Rudolstadt, Waldeck, Reuss cadette, Schaumbourg-Lippe, Lippe, Lubeck, Brème et Hambourg :

Les États alliés ont résolu de conclure un Traité d'alliance et nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires :

Suivent les noms des plénipotentiaires :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements de Prusse, Saxe-Weimar, Oldenbourg, Brunswick, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Anhalt, Schwarzbourg-Sondershausen, Schwarzbourg-Rudolstadt, Waldeck, Reuss (branche cadette), Schaumbourg-Lippe, Lubeck, Brème et Hambourg, concluent une alliance offensive et défensive pour le maintien de l'indépendance de l'intégrité, ainsi que de la sécurité intérieure et extérieure de leurs États, et s'engagent dès à présent à la défense commune de leurs possessions, qu'ils se garantissent réciproquement par le présent Traité d'alliance.

Art. 2. Les buts de cette alliance seront définitivement déterminés par une Constitution fédérale à établir sur la base des propositions prussiennes du 10 juin 1866², et avec la coopération d'un parlement qui sera convoqué en commun.

Art. 3. Tous les Traités et toutes les Conventions existant entre les alliés resteront en vigueur en tant qu'ils ne seront pas expressément modifiés par l'alliance présente.

Art. 4. Les troupes des Gouvernements alliés sont placées sous le commandement en chef de S. M. le Roi de Prusse. Les prestations à fournir pendant la guerre seront réglées par des conventions particulières.

Art. 5. Les Gouvernements alliés ordonneront simultanément avec

1. Voir *Archives*, 1866, tome III, p. 88.

2. Voir *Archives*, 1866, tome III, p. 58.

la Prusse les mesures nécessaires pour procéder, en vertu des dispositions de la loi du 12 avril 1849, aux élections du Parlement, et pour convoquer ce Parlement de commun accord avec la Prusse. En même temps les Gouvernements alliés enverront des Plénipotentiaires à Berlin pour établir, conformément aux propositions du 10 juin de cette année, le projet de constitution fédérale, qui doit être présenté au Parlement pour être discuté et consenti par lui.

Art. 6. L'alliance sera valable jusqu'au moment de la conclusion de la nouvelle confédération; la durée en est fixée éventuellement à une année dans le cas où cette confédération ne serait pas formée avant l'expiration de ce délai.

Art. 7 Le Traité d'alliance ci-dessus sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt possible.

En foi de quoi tous les Plénipotentiaires ont apposé au présent Traité leurs sceaux et signatures.

Ainsi fait à Berlin le 18 août 1866.

(L. S.) *Signé* : DE BISMARCK.

(L. S.) *Signé* : DE ROSSING.

(L. S.) *Signé* : DE SEEBACH.

(L. S.) *Signé* : DE LAUER.

(L. S.) *Signé* : comte DE BEUST.

(L. S.) *Signé* : F. DE LOHNEYSSEN.

(L. S.) *Signé* : L. KLAPP.

(L. S.) *Signé* : DE OHEIMB.

(L. S.) *Signé* : GEFFCKEN.

**Réserve ajoutée aux Traités particuliers avec les duchés
de Mecklembourg-Schwérin et Mecklembourg-Strélitz.**

Art. 6. Les Gouvernements de Mecklembourg-Schwérin et de Mecklembourg Strélitz, ne pouvant régler sans l'assentiment de leurs États, et sans avoir recours à la législation établie, une partie des attributions que le Traité d'alliance assigne au Parlement, ni contracter, sans les consulter, en vertu de la Constitution actuellement en vigueur dans lesdits Grands-Duchés, des devoirs et des conventions vis-à-vis des autres États, les Gouvernements grands-ducaux de Mecklembourg, tout en signant le Traité d'alliance, se voient obligés de réserver une déclaration ultérieure et définitive, mais seulement par rapport aux articles 2 et 5 du Traité, dont ils acceptent dès à présent tous les autres articles.

La Prusse désire voir vider au plus tôt cette affaire concernant les articles 2 et 5, et les deux Mecklembourg promettent de prendre immédiatement les mesures nécessaires et de presser ces mesures autant que faire se peut.

BAVIÈRE — PRUSSE.

Traité de paix conclu à Berlin le 28 août 1866.

Plénipotentiaires :

Bavière, *le baron Von der Pfordten et le comte de Bray Steinbourg*;
Prusse, *le comte de Bismarck et M. de Savigny*.

LL. MM. le roi de Bavière et le roi de Prusse, animés du désir d'assurer à leurs peuples les bienfaits de la paix, ont résolu de s'entendre sur les dispositions d'un traité de paix à conclure. Leurs Majestés ont, à cet effet, nommé leurs plénipotentiaires, à savoir :

S. M. le roi de Bavière : M. le *baron van der Pfordten*, ministre de la maison du roi et des affaires étrangères, chevalier de l'ordre du Mérite, de la Couronne royale etc., et M. le comte Othon de *Bray Steinbourg*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la cour impériale d'Autriche, ministre d'État en retraite, pair héréditaire, grand-croix de l'ordre du Mérite, de la Couronne de Bavière et de Saint-Michel etc.

S. M. le roi de Prusse, M. le comte Othon de *Bismarck-Schœnhausen*, premier ministre et ministre des affaires étrangères, chevalier de l'ordre de l'Aigle noire etc., etc., et M. le chambellan Charles-Frédéric de *Savigny*, ambassadeur, conseiller intime du roi, chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge de 1^{re} classe, etc., etc.

Lesdits plénipotentiaires après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. La paix et l'amitié doivent dès maintenant à jamais régner entre leurs Majestés le roi de Bavière et le roi de Prusse, entre leurs héritiers et successeurs, ainsi qu'entre leurs États et leurs sujets.

Art. 2. S. M. le roi de Bavière s'engage à payer au roi de Prusse la somme de trente millions de florins en écus d'argent ou en lingots d'argent, à titre d'indemnité pour les frais de guerre de la Prusse. Le paiement de cette somme devra s'effectuer comme suit : dix millions seront versés à l'échange des ratifications du présent Traité sous bonification d'un escompte de deux mois au taux de 5 pour 100 l'an, dix

millions dans le terme de trois mois, et dix millions dans le terme de six mois après la date des ratifications.

Les deux derniers termes porteront à 5 pour 100 dès le commencement du troisième mois après la ratification.

Art. 3. S. M. le roi de Bavière garantit l'acquittement de cette somme par le dépôt de bons du trésor bavarois 6 pour 100, ou par le dépôt d'obligations d'État bavaroises et wurtembergeoises, ou par celui de lettres de change des premières maisons sur la Banque de Nuremberg.

Ces effets devront porter l'endossement de la Société royale du commerce maritime.

Les obligations d'État de 3 1/2 pour 100 seront admises au cours de 70, celles de 4 pour 100 au cours de 80, celles de 4 1/2 pour 100 au cours de 90, et enfin celles de 5 pour 100 au cours de 95.

Art. 4. Après l'échange des ratifications du présent traité, le deuxième corps de réserve prussienne retirera de la Bavière à marches accélérées. S. M. le roi de Prusse retirera dans le plus prompt délai ses autres troupes du territoire bavarois immédiatement après la prestation de la garantie stipulée par l'article 3, ou après le paiement de l'indemnité.

A leur retour, les troupes seront entretenues conformément au règlement fédéral sur l'entretien des troupes.

Art. 5. S. M. le roi de Bavière reconnaît les dispositions stipulées dans un traité préliminaire conclu le 26 juillet à Nikolsbourg entre la Prusse et l'Autriche; le roi de Bavière adhère également à ce traité et à ses stipulations, en tant que celles-ci se rapportent à l'avenir de l'Allemagne.

Art. 6. La répartition de la part de propriété revenant à la ci-devant Confédération germanique sera réglée ultérieurement par convention spéciale.

Art. 7. Immédiatement après la conclusion de la paix, les Hauts Contractants entreront en négociations au sujet de la régularisation des affaires douanières. En attendant, le traité douanier du 16 mai 1865 et les conventions s'y rattachant, que la guerre avait rompus de fait, rentreront en vigueur; à dater du jour de la ratification du présent traité chacun des Hauts Contractants se réserve toutefois la faculté de dénoncer ce traité six mois d'avance.

Art. 8. Tous les autres traités et conventions conclus avant la guerre par les Hauts Contractants, sont remis en vigueur par la présente.

Art. 9. Immédiatement après le rétablissement de la paix en Allemagne, les Hauts Contractants provoqueront la nomination de commissaires chargés d'élaborer les bases d'un règlement en vue de

l'amélioration du service des voyageurs et des marchandises sur les chemins de fer, de régler, notamment, les rapports de concurrence d'une manière équitable, et de s'opposer aux tendances de certaines administrations particulières, tendances nuisibles aux intérêts généraux du mouvement commercial.

Les Hauts Contractants étant d'accord pour reconnaître la nécessité d'établir de nouvelles voies de communication ferrées, au point de vue de l'intérêt général, chargeront également les commissaires en question d'élaborer un règlement d'après les principes commandés par les intérêts généraux du commerce.

Art. 10. Les Contractants s'engagent à supprimer, à partir du 1^{er} janvier 1867, la perception de droits de navigation sur le Rhin, à savoir le droit de navigation (tarif B de la Convention du 31 mars 1831), ainsi que le droit de tonnage (articles additionnels 16 et 17 à la Convention du 31 mars 1831), en tant que les autres États allemands riverains du Rhin adhéreront à cette suppression.

Art. 11. Les stations télégraphiques bavaïses situées à l'intérieur du territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord et du grand-duché de Hesse, passent à la Prusse; la suppression desdites stations ainsi que de la station des télégraphes bavaïses à Mayence devra s'effectuer au plus tard dans 6 semaines à partir du jour de l'échange des ratifications du présent Traité. La Bavière conserve la propriété du matériel d'exploitation de ces télégraphes.

Art. 12. Les documents et autres papiers à désigner par les commissaires, documents qui se trouvent déposés aux archives royales de Bamberg et qui se rapportent spécialement et exclusivement aux anciens burgraves de Nuremberg et aux margraves de Brandebourg, de la ligne franconienne, seront livrés à la Prusse.

Art. 13. Des prétentions ayant été formulées du côté de la Prusse, sur la possession d'une galerie de tableaux transportée dans le temps de Dusseldorf à Munich, les Contractants se sont entendus pour soumettre la question à une cour arbitrale.

A cet effet, la Bavière désignera trois cours d'appel parmi lesquelles la Prusse choisira celle qui devra statuer sur le différend et prononcer le verdict.

Art. 14. Une rectification de frontière ayant été reconnue nécessaire au point de vue de la stratégie et du mouvement général, S. M. le roi de Bavière cède au roi de Prusse le district de Gersfeld et le district d'Orb ainsi que l'enclave de Caulsdorf située entre Saalfeld et le canton prussien de Ziegenruch.

Immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité, les Hauts Contractants nommeront des commissaires chargés de régulariser les frontières.

La cession des portions de territoire précitées s'effectuera dans les quatre semaines suivant la ratification du Traité.

Art. 15. Immédiatement après la ratification de ce Traité, tout le matériel des chemins de fer de l'État et des compagnies privées, qui avait été enlevé ou séquestré, sera restitué et au besoin livré à Hof, Lichtenfels ou Aschaffembourg.

Art. 16. Tous les prisonniers de guerre seront remis en liberté et transportés sans frais soit à Hof, soit à Aschaffembourg dans les huit jours à partir de la date de l'échange des ratifications du présent Traité.

Les prisonniers malades ou blessés seront mis en liberté après leur guérison.

La remise et la réception des prisonniers auront lieu en présence d'officiers prussiens et bavares, stationnant dans ce but, tout le temps nécessaire, à Hof et à Aschaffembourg.

Art. 17. Les obligations d'un total de 33 000 florins, qui ont été enlevées à Kissingen par les troupes prussiennes, lesquelles obligations appartenaient à la caisse d'une société de secours en faveur de pauvres ouvriers aux salines, seront rendues ou bonifiées au gouvernement bavarois.

Art. 18. La ratification du présent Traité devra avoir lieu au plus tard dans les 12 jours à partir d'aujourd'hui, et l'armistice ainsi que les dispositions prises pour la ligne de démarcation restent par conséquent en vigueur jusqu'à cette époque.

Les plénipotentiaires ci-dessus nommés ont fait un double du présent Traité, qu'ils ont pourvu de leurs signatures et de leurs sceaux.

Fait à Berlin le 22 août 1866.

(L. S.) *Signé* : BARON VON DER PFORDTEN.

(L. S.) *Signé* : COMTE DE BRAY-STEINBOURG.

(L. S.) *Signé* : COMTE DE BISMARCK.

(L. S.) *Signé* : DE SAVIGNY.

Convention additionnelle au Traité de Paix.

Les plénipotentiaires soussignés se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes, relativement à la régularisation de frontières stipulée dans l'article 13 du Traité de paix.

1° Le Gouvernement prussien entre dans tous les droits et engagements du Gouvernement bavarois dans les districts d'Orb et Gersfeld, ainsi que dans l'enclave de Caulsdorf, et se charge, par conséquent,

du paiement des pensions et des traitements dans la forme usitée jusqu'à ce jour.

On garantira à ceux des fonctionnaires et autres employés résidant sur les territoires précités le montant intégral du traitement perçu jusqu'à ce jour, en tant qu'ils restent au service de la Prusse.

S'ils se retirent en Bavière, ce qu'ils sont libres de faire, dans les trois mois qui suivront la ratification de ce Traité, ils seront traités, jusqu'à leur rengagement, selon la teneur des dispositions du règlement du service bavarois et des lois en vigueur.

Les militaires originaires des territoires cédés à la Prusse et qui n'ont pas rang d'officier, seront renvoyés de l'armée bavaroise dans leurs foyers.

La durée de leur service dans l'armée bavaroise sera comptée lors de leur réquisition pour le service militaire prussien. Les officiers sont libres de choisir le pays où ils serviront à l'avenir.

2° Les commissaires mentionnés à l'article 13 du Traité de paix s'occuperont de tous les objets se rattachant à la régularisation de frontières, à savoir : les archives, les arriérés de contributions publiques et autres objets de cette catégorie.

3° Tous les habitants des territoires cédés sont libres d'aller s'établir en Bavière pendant un an à dater du jour de l'échange des ratifications.

4° La Prusse, en prenant l'administration des télégraphes dans le grand-duché de Hesse, assure aussi au gouvernement bavarois le droit d'entretenir, dans l'étendue de ses besoins, une communication télégraphique directe avec le Palatinat du Rhin ; en revanche, la Bavière supprime la station télégraphique qu'elle possédait jusqu'à ce jour dans le grand-duché de Hesse.

5° Ensuite de la cession du district d'Orb, le Gouvernement prussien aplanira les difficultés que la Hesse-Électorale opposait jusqu'à ce jour à la mise à exécution du Traité ratifié touchant la dissolution du condominium de la Bavière et de la Hesse-Électorale.

6° Si l'indemnité stipulée dans l'article 2 est payée en lingots d'argent, les Contractants admettront la livre d'argent fin au taux de 29 thalers et 25 gros d'argent.

Le Gouvernement prussien accorde la franchise de droits et de port en faveur du transport de l'argent monnayé ou non monnayé, destiné au paiement de l'indemnité des frais de guerre.

7° Le Gouvernement bavarois permet aux troupes prussiennes actuellement stationnées dans le Wurtemberg d'emprunter le territoire bavarois à leur retour.

L'entretien de ces troupes a lieu d'après le règlement fédéral sur l'entretien des troupes.

8° Les dispositions suivantes ont été prises à l'égard des troupes et de la Hesse-Électorale et du Nassau, se trouvant encore sur le territoire bavarois. La Bavière est chargée d'effectuer, le plus tôt possible, la rentrée des troupes dans leurs foyers. Les frais de retour de ces troupes, qui à leur passage de la ligne de démarcation prussienne devront se soumettre aux ordres des généraux prussiens, sont mis à la charge de la Prusse.

9° La Bavière met à la disposition de la Prusse le chemin de fer Pilsen-Hof-Schwandorf afin d'accélérer le transport des troupes prussiennes des provinces autrichiennes; il va sans dire que la Prusse remboursera intégralement les frais qui en résulteront.

Le Gouvernement bavarois fera parvenir l'ordre au gouverneur de la forteresse de Mayence, M. le comte de Rechberg, de remettre cette forteresse le 26 de ce mois au gouverneur à nommer par S. M. le Roi de Prusse, et de quitter, le jour précité, la forteresse à la tête des troupes bavaroises.

10° Aucun des sujets de Leurs Majestés ne pourra être poursuivi, molesté ou préjudicié dans sa propriété, à cause de son attitude pendant la guerre.

11° La ratification de la présente Convention sera comme ayant eu lieu par le fait même de la ratification du Traité de paix.

Fait à Berlin, le 22 août 1858.

(L. S.) *Signé* : BARON VON DER PFORTEN.

(L. S.) *Signé* : COMTE DE BRAY-STEINBOURG.

(L. S.) *Signé* : COMTE DE BISMARCK.

(L. S.) *Signé* : DE SAVIGNY.

ANNEXES A L'ART. 14.

ANNEXE N° 1.

Territoires à céder par la Bavière.

	Nombre d'habitants d'après le recensement de décembre 1854.
I. Arrondissement de Gersfeld.....	23 361
II. District d'Orb, hormis Aura.....	9 109
A ajouter l'accroissement de la population pendant un an et demi à 4,4 pour 100.....	1 430
Total	33 900
(La population de la Basse-Franconie s'est accrue, de 1861 à 1864, de 8,7 pour 100.)	

ANNEXE N° 2.

Ligne frontière du territoire à céder, situé dans la Base-Franconie sur le revers nord-ouest du Rhœn :

Les limites nord-ouest et ouest de ce territoire coïncident avec la frontière bavaroise actuelle, à partir d'Altenhof jusqu'à Querenberg.

Les limites sud-sud-est et sud de ce territoire sont formées par la ligne de démarcation actuelle du district bavarois de Gersfeld. Celle-ci part de Querenberg, passe par Staernberg, et du pied nord et ouest du Heidelberg jusqu'au Himmeldankberg dans le haut Rhœn et de là dans la direction ouest par l'Eyerhack et le Rabensteinberg, le plateau de Dammersfeld, la crête Dalherda jusqu'au Schluppberg, elle suit le bord nord de la forêt de Schlupwald jusqu'au ruisseau de Döellenbach, dont elle remonte la rive, où elle rejoint la frontière bavaroise.

ANNEXE M° 3.

Ligne frontière du territoire à céder dans le district d'Orb, dans la Basse-Franconie.

Les limites nord-ouest et sud de ce territoire coïncident avec la frontière actuelle bavaroise. La limite est est formée par les limites est des communes de Mernes, Burgioss (à l'exception du hameau de Deutelbach), Oberndorf et Paffenhausen, de manière que la partie orientale de l'arrondissement forestier de Burgjoss reste à la Bavière.

En conséquence, la nouvelle frontière de Bavière commence à la limite de la forêt de Joss, au nord-est de Roskop, passe par le Koenigsberg et le Schœnberg vers le val d'Aura, se dirige au nord-est par les montagnes de Steinig, Hanau et Stamig, et aboutit au sud du Stackenberg, l'ancienne frontière bavaroise.

Le Gouvernement prussien accorde la franchise de port pour l'argent monnayé et en lingots destiné au paiement de l'indemnité de guerre.

AUTRICHE — PRUSSE.

Traité de paix signé à Prague le 23 août 1866,

Plénipotentiaires :

*Autriche, le baron de Brenner ;
Prusse, le baron de Werther.*

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité !

S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur d'Autriche, animés du désir de rendre à leurs pays les bienfaits de la paix, ont résolu de changer en un Traité définitif les préliminaires signés à Nikolsbourg le 26 juillet 1866¹. A cette fin, Leurs Majestés ont désigné pour leurs plénipotentiaires, etc., etc.

Art. 1^{er}. Entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur d'Autriche, ainsi qu'entre leurs héritiers et descendants et les États et sujets des deux parties il y aura désormais une paix et une amitié perpétuelles.

Art. 2. En vue de l'exécution de l'article 6 des préliminaires de paix signés le 26 juillet de l'année courante à Nikolsbourg, et après que S. M. l'Empereur des Français a fait déclarer officiellement le 29 juillet *ejusdem* à Nikolsbourg par son ambassadeur accrédité près de S. M. le Roi de Prusse : « Qu'en ce qui concerne le Gouvernement de l'Empereur, la Vénétie est acquise à l'Italie pour lui être remise à la paix. — S. M. l'Empereur d'Autriche accède également, pour sa part, à cette déclaration et donne son consentement à la réunion du royaume lombard-vénitien au royaume d'Italie, sans autre condition onéreuse que la liquidation des dettes qui seront reconnues afférentes aux territoires cédés conformément au précédent Traité de Zurich.

Art. 3. Des deux parts les prisonniers de guerre seront remis immédiatement en liberté.

Art. 4. S. M. l'Empereur d'Autriche reconnaît la dissolution de la Confédération germanique telle qu'elle a existé jusqu'ici, et donne son assentiment à une organisation nouvelle de l'Allemagne, sans la participation de l'Empire d'Autriche. Sa Majesté promet également de reconnaître l'union fédérale plus étroite qui sera fondée par S. M. le Roi de Prusse au nord de la ligne du Mein, et déclare consentir à ce que les États allemands situés au sud de cette ligne contractent une union dont les liens nationaux avec la Confédération du nord de l'Alle-

1. *Archives*, 1866, tome III, page 403.

magne feront l'objet d'une entente ultérieure entre les deux parties, et qui aura une existence internationale indépendante.

Art. 5. S. M. l'Empereur d'Autriche transfère à S. M. le Roi de Prusse tous les droits que la paix de Vienne du 30 octobre 1864¹ lui avait reconnus sur les duchés de Schleswig et de Holstein, avec cette réserve que les populations des districts du nord du Schleswig seront de nouveau réunies au Danemark, si elles en expriment le désir par un vote librement émis.

Art. 6. Conformément au désir exprimé par S. M. l'Empereur d'Autriche, S. M. le Roi de Prusse se déclare prêt à laisser subsister, lors des modifications qui doivent avoir lieu en Allemagne, l'état territorial du royaume de Saxe dans son étendue actuelle, en se réservant, par contre, de régler en détail, par un Traité de paix spécial avec S. M. le Roi de Saxe, les questions relatives à la part de la Saxe dans les frais de guerre, ainsi qu'à la position future du royaume de Saxe dans la Confédération du nord de l'Allemagne. En revanche, S. M. l'Empereur d'Autriche promet de reconnaître la nouvelle organisation que le Roi de Prusse établira dans le nord de l'Allemagne, y compris les modifications territoriales qui en seront la conséquence.

Art. 7. Afin de répartir les propriétés de la Confédération telle qu'elle a existé jusqu'ici, une commission se réunira à Francfort-sur-Mein dans les six semaines au plus tard après la ratification du présent Traité, cette commission recevra communication de toutes les créances et prétentions sur la Confédération germanique, lesquelles devront être liquidées endéans les six mois. La Prusse et l'Autriche se feront représenter dans cette commission; tous les autres Gouvernements qui ont fait partie jusqu'ici de la Confédération pourront en agir de même.

Art. 8. L'Autriche conserve le droit d'enlever les propriétés impériales des forteresses fédérales et la part matriculaire de l'Autriche de la propriété mobilière fédérale, ou d'en disposer autrement; il en est de même de toutes les propriétés mobilières de la Confédération.

Art. 9. Aux fonctionnaires, serviteurs et pensionnés de la Confédération, en tant qu'ils sont portés sur le budget fédéral, les pensions qui leur reviennent ou qui leur sont déjà accordées, restent garanties, en proportion de la matricule; toutefois, le Gouvernement royal prussien prend à sa charge les pensions et subventions des officiers de la ci-devant armée du Schleswig-Holstein et de leurs héritiers, lesquelles étaient payées jusqu'ici par la caisse matriculaire fédérale.

Art. 10. Les pensions accordées par le Gouvernement impérial au-

1. *Archives*, 1864 tome IV, page 330.

trichien dans le Holstein restent acquises aux personnes intéressées. La somme de 449 500 thalers, monnaie du Danemark, en obligations d'État du Danemark à 4 pour 100, qui se trouve encore en possession du Gouvernement impérial autrichien, somme appartenant au trésor holsteinois, sera restituée à celui-ci immédiatement après la ratification du présent Traité.

Nul habitant des duchés du Holstein et du Schleswig et nul sujet de LL. MM. le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche ne sera poursuivi, inquiété ou atteint dans sa personne ou dans sa propriété du chef de sa conduite politique pendant les derniers événements et durant la guerre.

Art. 11. S. M. l'Empereur d'Autriche prend l'engagement de payer à S. M. le Roi de Prusse la somme de quarante millions de thalers de Prusse, pour couvrir une partie des frais que la guerre a occasionnés à la Prusse. Mais il y a lieu de retrancher de cette somme le montant de l'indemnité des frais de guerre que S. M. l'Empereur d'Autriche a encore le droit d'exiger des duchés du Schleswig et de Holstein en vertu de l'article 12 du Traité de paix du 30 octobre 1864 précité, soit 15 millions de thalers, plus 5 millions comme montant des frais d'entretien de l'armée prussienne supportés par les pays de l'Autriche occupés par cette armée, jusqu'au moment de la conclusion de la paix, de manière qu'il ne reste plus à payer comptant que 20 millions de thalers de Prusse.

La moitié de cette somme sera versée en espèces à l'échange des ratifications du présent Traité, et la seconde moitié, également en espèces, trois semaines plus tard à Oppeln.

Art. 12. L'évacuation des territoires autrichiens occupés par les troupes royales prussiennes sera terminée endéans les trois semaines qui suivront l'échange des ratifications. A dater du jour de l'échange des ratifications, les gouverneurs généraux prussiens restreindront leurs fonctions aux attributions purement militaires. Les dispositions spéciales d'après lesquelles cette évacuation aura lieu seront arrêtées dans un Protocole séparé, qui formera un annexe au présent Traité.

Art. 13. Tous les Traités et Conventions conclus entre les Hautes Parties contractantes avant la guerre sont de nouveau remis en vigueur par le présent Traité, en tant que par leur nature ils ne doivent cesser d'exister en suite de la dissolution de la Confédération germanique. La Convention générale d'extradition conclue le 10 février 1831¹ entre les États confédérés allemands, ainsi que les dispositions additionnelles qui s'y rattachent, conserveront spécialement leur vigueur entre la Prusse et l'Autriche.

1. *Martens*, nouveau recueil, t. IX, p. 205.

Toutefois, le Gouvernement impérial autrichien déclare que la Convention monétaire conclue le 24 janvier 1857¹ perd par la dissolution de la Confédération germanique la partie la plus essentielle de sa valeur pour l'Autriche, et le Gouvernement royal prussien se déclare prêt à entrer en négociations sur la suppression de cette Convention avec l'Autriche et les autres signataires. De même les Hauts Contractants se réservent d'ouvrir aussitôt que possible des négociations concernant la révision du Traité de commerce et de douane du 11 avril 1865 dans le sens d'une plus grande facilité à introduire dans les relations entre les deux pays. Provisoirement le Traité précité rentrera en vigueur avec la réserve que chacun des Hauts Contractants aura la faculté de le retirer après en avoir fait la déclaration six mois à l'avance.

Art. 14. Les ratifications du présent Traité seront échangées à Prague dans l'espace de huit jours, ou plus tôt, si c'est possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Prague, le 23 août de l'année mil huit cent soixante-six.

(L. S.) Signé : WERTHER.

(L. S.) Signé : BRENNER.

ANNEXE.

Protocole relatif à l'échange des prisonniers de guerre et l'évacuation du territoire impérial royal autrichien par les troupes prussiennes,

En exécution des articles 3 et 12 du Traité de paix conclu aujourd'hui, les Hautes Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

1. Le troisième jour après la ratification du Traité tous les prisonniers de guerre prussiens seront livrés à la gare d'Oderbourg (Silésie autrichienne); à partir du même jour les prisonniers de guerre autrichiens seront livrés au même endroit par détachements d'environ 1000 hommes, qui se suivront les jours suivants, mais il n'y aura pas dans les vingt-quatre heures livraison de plus de six détachements.

2. Les prisonniers de guerre prussiens qui se trouvent dans les forteresses de la Bohême et à Ollmutz seront livrés au détachement prussien le plus proche de la forteresse, dès que la nouvelle de la ratification du présent Traité sera parvenue dans lesdites forteresses.

1. *Martens, Samwer.* t. III, 1^{re} partie, p. 448.

3. Il y aura à Oderberg des commissaires des deux armées, lesquels surveilleront la livraison des prisonniers, en tant qu'elle aura lieu dans cette ville, et régleront en commun leur transport par chemin de fer d'Oderberg vers le sud. De la part de l'Autriche il y aura, à Oderberg, un détachement d'environ 200 hommes de troupes, pour recevoir et approvisionner les prisonniers.

4. Les prisonniers de guerre malades, qui ne pourront être transportés, resteront dans les lazarets respectifs, où ils seront soignés et traités d'après le règlement en vigueur pour les troupes indigènes, jusqu'à ce qu'ils puissent être livrés à Oderberg.

5. Les frais qui résulteront de l'entretien de ces prisonniers de guerre, à partir du troisième jour après la ratification, seront réciproquement liquidés et remboursés d'après le taux réglementaire respectif des ambulances des deux armées.

6. En vue de l'évacuation du territoire impérial endéans les trois semaines qui suivront la ratification, les troupes royales prussiennes auront évacué le septième jour la zone comprise au sud de la ligne Napajedl-Brunn-Iglau-Tabor (à l'exclusion de ces localités); le quinzième jour après la ratification, elles auront évacué tout le territoire situé au sud de la voie ferrée de Pilsen-Prague-Littau, et plus loin, au sud d'une ligne droite allant de Littau au confluent de l'Oppa dans l'Oder. Afin de hâter autant que possible cette évacuation, les autorités prussiennes prendront les mesures préparatoires nécessaires dans l'intervalle qui séparera la signature et la ratification du Traité.

7. Pendant l'évacuation et en vue de la réoccupation du pays, les troupes impériales autrichiennes se tiendront à une distance de trois milles de la queue des colonnes prussiennes. Les commandants respectifs auront à s'entendre pour que les mouvements des deux armées aient lieu, sur chaque ligne de marche, conformément à cette règle.

8. L'Autriche autorise les transports militaires prussiens par le chemin de fer qui conduit par Pilsen en Bavière, en tant que ces transports se rapportent à l'évacuation de la Bohême.

9. Pendant la durée de l'évacuation, l'armée prussienne peut se servir sans restriction, pour le transport des troupes et du matériel de guerre, des lignes de chemin de fer qui se trouvent dans ses rayons d'occupation, conformément à l'arrangement signé à Brunn le 1^{er} août de cette année et fixé définitivement le 17 août. Il est admis en principe que même pendant l'évacuation il y aura quotidiennement au moins un convoi dans toutes les directions pour l'usage du public; un dérangement imprévu qui surviendrait dans les transports militaires pourrait justifier une dérogation à ce principe pour le jour où ce dérangement aurait lieu.

10. A partir du lendemain de la ratification, le Gouvernement royal prussien assume tous les frais d'entretien pour les troupes royales prussiennes, lesquelles ont, en revanche, dans les territoires occupés par elles, logement libre sans l'entretien. Les autorités locales sont tenues de fournir les relais nécessaires aux troupes royales prussiennes, qui les en indemniseront en espèces suivant le tarif des relais impérial royal autrichien actuellement en vigueur. Ce tarif est en possession des autorités provinciales et communales.

11. Les malades non transportables de l'armée royale prussienne restent dans les lazarets militaires ou dans les hôpitaux civils, autant qu'il sera nécessaire, sous la surveillance et le traitement de médecins militaires royaux prussiens. Le Gouvernement impérial promet de prendre des mesures afin que ceux qui restent soient traités avec le plus grand soin, et que les objets requis par les médecins pour le traitement des malades soient fournis avec tout l'empressement possible.

12. Les commandants royaux prussiens feront transmettre, encore avant l'évacuation, aux Gouvernements impériaux royaux de Bohême, de Moravie et de Silésie, par l'intermédiaire des gouverneurs généraux prussiens de Prague et de Brunn, une liste des malades restants, avec l'indication de l'endroit où ils se trouvent.

13. En vue de la remise des lazarets de Brunn, Prague, Pardubitz et Kœniginhof, des commissaires des deux armées s'y réuniront le jour de l'évacuation de ces villes et accompliront la remise dont ils prendront procès-verbal.

14. Les frais d'entretien des malades seront liquidés et remboursés immédiatement par le Gouvernement royal prussien d'après le règlement en vigueur pour les troupes impériales royales autrichiennes.

Prague le 23 août 1866.

(L. S.) *Signé* : WERTHER.

(L. S.) *Signé* : BRENNER.

DÉCLARATION.

Les Gouvernements de Prusse et d'Autriche, animés du désir d'augmenter les communications ferrées entre leurs territoires respectifs, ont chargé, à l'occasion des négociations de paix, les plénipotentiaires soussignés, de formuler la déclaration suivante, qui a été signée aujourd'hui en double et échangée :

1° Le Gouvernement royal prussien s'engage à autoriser et à faciliter l'établissement d'une ligne ferrée allant d'un point approprié du chemin de fer de Silésie, près de Landshut, vers la frontière autri-

chienne près de Liebau, dans la direction de Schwadowitz; en retour de quoi le Gouvernement impérial autrichien autorisera et facilitera, de son côté, l'établissement d'une ligne ferrée allant d'un point approprié du chemin de fer de Prague à Brünn, près de Wildenschwert, jusqu'à la frontière prussienne près de Mittenwalde, dans la direction de Glatz.

2°) Le Gouvernement impérial autrichien, dans le cas où le Gouvernement royal prussien le jugerait de son intérêt, permettrait que le chemin de fer pour Glatz passât par Braunau, sans revendiquer une part d'influence sur l'exploitation du tronçon de cette ligne qui serait compris dans son territoire, l'exercice de tous les droits de souveraineté lui étant d'ailleurs réservés.

3°) Les dispositions de détail nécessaires pour l'exécution de ces voies ferrées seront consignées dans un Traité spécial en vue duquel des plénipotentiaires des deux Gouvernements se réuniront dans un très-bref délai dans une localité qui sera déterminée.

Prague le 23 août 1866.

(L. S.) *Signé* : WERTHER.

(L. S.) *Signé* : BRENNER.

FRANCE — SUISSE.

Déclaration pour l'exécution des articles 8 et 9 de la Convention du 30 juin 1864¹, sur les rapports de voisinage, etc., signée à Paris le 26 août 1866,

Plénipotentiaires.

France, *M. Drouyn de Lhuys*;

Suisse, *M. Kern*.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de la Confédération suisse, désirant assurer l'exécution des articles 8 et 9 de la Convention du 30 juin 1864, sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus que les articles 8 et 9 de ladite Convention recevront leur application dans les deux pays, à partir du 1^{er} septembre de la présente année.

1. Voir *Archives*, 1864, tome III, page 217.

En foi de quoi, ils ont dressé la présente Déclaration qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 22 août 1866.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : KERN.

HESSE — PRUSSE.

Traité de paix conclu à Berlin le 3 septembre 1866.

Plénipotentiaires :

Hesse, le baron de *Dalwigk* et le conseiller *Hofmann*;

Prusse, le comte de *Bismarck* et *M. de Savigny*.

S. A. R. le Grand-Duc de la Hesse rhénane, landgrave souverain de Hesse-Hombourg, et S. M. le Roi de Prusse, animés du désir d'assurer à leurs peuples les bienfaits de la paix, ont résolu de s'entendre sur les conditions d'une paix à arrêter entre eux et ont nommé leurs plénipotentiaires, à savoir :

S. A. R. le Grand-Duc de la Hesse rhénane :

Le président du conseil des ministres et ministre de la maison grand-ducale, des affaires étrangères et de l'intérieur, conseiller privé, baron Reinhard de *Dalwigk de Lichtenfels* et le conseiller référendaire du ministère de la maison grand-ducale et des affaires étrangères, conseiller de légation, *M. Charles Hofmann*;

S. M. le roi de Prusse :

Son ministre-président et ministre des affaires étrangères, le comte *Othon Bismarck-Schœnhausen*, chevalier de l'ordre de l'Aigle noire, etc., et son conseiller privé, chambellan et ambassadeur, *M. Charles Frédéric de Savigny*, chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge, de première classe,

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Entre S. A. R. le Grand-Duc de la Hesse rhénane, etc., et S. M. le Roi de Prusse, leurs héritiers et successeurs, leurs États et leurs sujets, régnera désormais une paix perpétuelle.

Art. 2. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, etc., s'engage à payer à S. M. le Roi de Prusse, dans un délai de deux mois, la somme de trois millions de florins destinés à couvrir une partie des frais de guerre de la Prusse. En payant cette somme, S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, etc.,

se dégage des obligations de dédommagement contractées par lui dans le § 8 du Traité d'armistice conclu à Eisingen près Wurzbourg, le 1^{er} août 1866.

Art. 3. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse garantit le paiement de cette somme par un dépôt d'obligations de l'emprunt d'État du grand-duché de Hesse ; toutes les obligations à 4 pour 100 seront admises au cours de 80 et celles de 3½ pour 100 au cours de 70.

Art. 4. S. A. R. le grand-duc de Hesse, etc., a le droit de payer cette contribution, soit au total, soit en partie, avant l'expiration du terme fixé ; dans ce dernier cas, avec bonification d'un escompte de 5 pour 100 par an.

Art. 5. Immédiatement après le dépôt de la garantie, conformément à l'article 3, et après le paiement de la contribution de guerre, S. M. le Roi de Prusse retirera ses troupes du territoire hessois. L'entretien des troupes pendant leur retraite aura lieu en vertu du règlement fédéral en vigueur jusqu'ici.

Art. 6. La régularisation des états de propriété basés sur l'existence de l'ancienne Confédération germanique, est réservée à une entente ultérieure.

Art. 7. Immédiatement après la conclusion de la paix, les Augustes Contractants se mettront en rapport en vue d'un règlement des conditions de l'union douanière. En attendant, le Traité du *Zollverein* du 16 mai 1865 et les Conventions y relatives, mis hors d'activité par la déclaration de guerre, rentreront en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications du présent Traité, à la condition que chacun des Augustes Contractants aura le droit de les suspendre après une dénonciation préalable de six mois.

Art. 8. Tous les autres Traités et Conventions passés entre les Augustes Contractants avant le commencement de la guerre, sont remis en vigueur.

Art. 9. Immédiatement après le rétablissement de la paix en Allemagne, les Augustes Contractants convoqueront des commissaires, afin de s'entendre sur des règlements propres à activer la circulation, tant des personnes que des marchandises, par les chemins de fer, afin de régler surtout d'une façon convenable les dispositions de la concurrence et de s'opposer aux tendances des administrations particulières préjudicables aux intérêts généraux de la circulation.

Les Augustes Contractants, d'accord sur ce point que l'établissement de tout nouveau chemin, entrepris dans l'intérêt général, doit non-seulement être admis, mais encore favorisé autant que possible, feront rédiger par les commissaires susmentionnés les principes généraux imposés par l'intérêt général de la circulation.

Art. 10. Le Gouvernement grand-ducal déclare d'avance donner son

assentiment aux mesures que prendra la Prusse avec la maison de Tour et Taxis, en vue de supprimer l'administration actuelle des postes.

A la suite de cette stipulation, toute l'administration des postes grand-ducales passera à la Prusse.

Art. 11. Le Gouvernement du Grand-Duc de Hesse s'engage à ne point autoriser à Mayence d'autre station télégraphique qu'une station prussienne. Le Gouvernement du Grand-Duc accorde également à celui du roi de Prusse la faculté illimitée d'établir et d'exploiter, dans les autres parties du grand-duché, des lignes et stations télégraphiques.

Art. 12. Le Gouvernement du Grand-Duc supprimera complètement les droits de navigation sur le Rhin à dater du jour où tous les autres États riverains de ce fleuve auront pris la même mesure. Les Hauts Contractants prennent le même engagement vis-à-vis des droits de navigation encore prélevés sur le Mein.

S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, etc., reconnaît les dispositions des préliminaires de paix conclus à Nikolsbourg le 26 juillet 1865 entre la Prusse et l'Autriche et y adhère de son côté, en tant qu'ils ont rapport à l'avenir de l'Allemagne.

Art. 13. S. A. le Grand-Duc de Hesse, etc., cède à S. M. le Roi de Prusse, avec tous les droits de souveraineté et seigneurie :

I^o Le landgraviat de Hesse-Hombourg, y compris le bailliage de Meisenheim, à l'exception toutefois des deux propriétés domaniales de Hesse-Hombourg, Hötensleben et OEbisfelde, situées dans la province prussienne de Saxe.

II^o Les portions suivantes de territoire, ayant appartenu jnsqu'ici à la province de la Haute-Hesse :

1^o Le district de Biedenkopf ;

2^o Le district de Vöhl, y compris les enclaves Eimelrod et Hörighausen.

3^o La partie nord-ouest de district de Giessen comprenant les localités de Frankenbach, Krumbach, Königsberg, Fellingshausen, Bieber Haina, Rodheim, Waldgirmes, Nauheim et Hermanstein, avec leurs territoires.

4^o Le district de Bödelheim ;

5^o La partie du district de Niederursel placée sous la souveraineté du Grand-Duc de Hesse.

Art. 14. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, etc., entre avec tous ses territoires situés au nord de la ligne du Mein dans la Fédération du Nord, sur la base des principes exposés dans le projet de réforme du 10 juin de cette année ; Son A^{ess}e s'engage à prendre les mesures préparatoires en vue des élections pour le Parlement, dans la proportion du chiffre de la population. Le contingent militaire hessois appartenant à la Fédé-

ration du Nord passe sous le commandement suprême du Roi de Prusse, dans la mesure des dispositions à concerter sur la base des propositions de réforme du 10 juin de cette année.

Art. 15. S. M. le Roi de Prusse cède à S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, etc., pour établir l'unité territoriale de la province de Haute-Hesse, les portions suivantes de territoire, avec tous droits de souveraineté et seigneurie :

1° Katzenberg, ci-devant district de l'Électorat de Hesse avec les localités de Ohmer, Bockenrode, Buhlkirchen, Seibelsdorf ;

2° Nauheim, ci-devant bailliage de l'Électorat de Hesse, avec tous les droits de propriété souveraine, et tous les établissements de bains et salines se trouvant à Nauheim, ainsi que les localités de Dorheim, Nauheim, Schwalheim et Rødgen.

3° Le ci-devant bailliage nassovien de Reichelsheim, situé à l'est des localités précédentes, avec les bourgs de Reichelsheim et Dornassenheim.

4° Trais-sur-la-Lumda, ci-devant enclave appartenant à l'Électorat de Hesse.

5° Le district des forêts domaniales ayant appartenu à l'Électorat de Hesse et situé entre les localités d'Altenstadt et de Bœnstadt, lesquelles sont au Grand-Duc de Hesse.

6° Les ci-devant districts francfortois Dortelweil et Niedererlenbach.

7° Massenheim, ci-devant district de l'Électorat de Hesse.

8° Haarheim, ci-devant district de Nassau.

9° La partie du district de Mittelgrundau ayant appartenu à l'électorat de Hesse et comprenant environ 1700 arpents.

Ces proportions de territoire passent à la province de la Haute-Hesse et participent à la situation politique faite à cette province. En outre, la portion de territoire du ci-devant Électorat située sur la rive gauche du Mein, y compris la localité de Rumpenheim, est cédée à Son Altesse Royale avec tous les droits de souveraineté et seigneurie. Les délimitations géographiques respectives sont jointes au Traité.

Art. 16. Le règlement à intervenir entre les Haut Contractants au sujet des territoires réciproquement cédés, des archives, des fonctionnaires, des militaires, etc., demeure réservé à un accord spécial entre les Commissaires des deux parties.

Art. 17. Les livres, manuscrits et autres objets inventoriés qui se trouvaient avant l'an 1794 dans la bibliothèque de la cathédrale de Cologne et sont conservés actuellement dans le musée du Grand-Duc, et la bibliothèque grand-ducale, seront mis à la disposition de S. M. le Roi de Prusse pour le chapitre de la cathédrale de Cologne.

La décision sur l'appartenance de chacun de ces objets sera définitivement prononcée en commun par un Commissaire de S. A. R. le

Grand-Duc et un Commissaire de S. M. le Roi de Prusse, et, en cas de désaccord, par un arbitre impartial que choisiront les deux parties.

Art. 18. Le Gouvernement du Grand-Duc s'engage à prolonger le Traité conclu entre un certain nombre de propriétaires de maisons de bains de Kreuznach et la saline grand-ducale de Carl-Theodor-Halle. Ce traité, relatif à la fourniture d'eaux salées et d'eaux-mères, et courant jusqu'en 1872, sera prolongé jusqu'à nouvel ordre (et, dans tous les cas jusqu'au moment où le Gouvernement prussien pourrait se trouver disposé à acquérir les salines en question), de telle sorte que la ville de Kreuznach, substituée aux baigneurs contractants, continue à recevoir son approvisionnement d'eau salée et d'eaux-mères.

Le Gouvernement du Grand-Duc autorisera également la pose d'un tuyau conducteur amenant à Kreuznach l'eau des salines grand-ducales.

Art. 19. La ratification du présent Traité aura lieu d'ici au 15 septembre de la présente année au plus tard.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin le 3 septembre 1866.

(L. S.) *Signé* : DE DALWIGK.

(L. S.) *Signé* : HOFMANN.

(L. S.) *Signé* : DE BISMARCK.

(L. S.) *Signé* : SAVIGNY.

PRUSSE.

Loi pour l'annexion du Hanovre, de la Hesse électorale, de Nassau et de Francfort à la Monarchie prussienne, en date du 20 septembre 1866.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu Roi de Prusse, etc., décrétons, avec l'assentiment des deux Chambres des États du pays, ce qui suit :

§ 1. Le royaume de Hanovre, l'électorat de Hesse, le duché de Nassau et la ville de Francfort sont réunis à jamais à la monarchie prussienne, en vertu de l'article 2 de la Constitution de la Prusse¹ :

§ 2. La Constitution prussienne entrera en vigueur dans lesdits États à partir du 1^{er} octobre 1867.

1. Constitution du 31 janvier 1850. Voir *State papers*, tome XXXIX, p. 1025.

Des lois spéciales arrêteront les dispositions modificatives et additionnelles rendues nécessaires par la mise à exécution du précédent article.

§ 3. Le Ministre d'État est chargé de l'exécution de la présente loi.

En témoignage de quoi nous avons mis notre propre signature et apposé notre sceau royal.

Fait à Berlin, le 20 septembre 1866.

GUILLAUME.

Contre-signé :

Comte de Bismarck-Schœnhausen, baron von der Heydt, de Roon, comte d'Itzenplitz, de Muhler, comte de Lippe, de Selchow, comte d'Eulenburg.

PRUSSE — REUSS.

Traité de paix conclu à Berlin le 26 septembre 1866.

Plénipotentiaires :

*Prusse, le comte de Savigny,
Reuss, MM. Hermann et Kunze.*

S. M. le Roi de Prusse et S. A. la Princesse régente de Reuss (branche aînée), animés du désir de rétablir entre eux les rapports d'amitié et de les régulariser pour l'avenir, ont nommé à ces fins et pour la conclusion d'un Traité, pour leurs Plénipotentiaires :

S. M. le Roi de Prusse;

Son Conseiller intime titulaire, Chambellan et Ambassadeur, le Comte Charles Frédéric de *Savigny*, Chevalier de 1^{re} classe de l'ordre de l'Aigle rouge, etc.;

S. A. la Princesse régente de Reuss (branche aînée);

Son Chef d'administration Dr Hugo Maurice *Hermann*, et son Conseiller du Gouvernement, Maurice *Kunze*,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés réguliers, ont arrêté le présent Traité.

Art. 1^{er}. S. A. la Princesse régente reconnaît et accepte les préliminaires conclus à Nickolsbourg, le 26 juillet 1866, entre la Prusse et l'Autriche, en tant que lesdits préliminaires ont trait à l'avenir de l'Allemagne; et pour la principauté de Reuss (b. a.) consent les articles de I à VI, du Traité de Confédération conclu à Berlin, le 18 août, par le Roi de Prusse d'un côté, et, de l'autre, par S. A. R. le Grand-

Duc de Saxe-Weimar et les autres Gouvernements du Nord, et y adhère pour soi et la principauté de Reuss (b. a.) de même que S. M. le Roi de Prusse en étend les conventions à la principauté de Reuss.

Art. 2. S. M. le Roi de Prusse promet la suppression immédiate de toutes les mesures militaires contre la principauté de Reuss (b. a.), et consent au retour dans leurs foyers du contingent armé de Reuss qui se trouve à Rastadt.

Art. 3. S. A. la Princesse régente s'engage à payer dans le délai de six mois à partir de l'échange mutuel du présent Traité, sur l'ordre de S. M. le Roi de Prusse, pour venir en aides aux officiers et aux soldats invalides de l'armée prussienne, aux veuves et aux orphelins, la somme de *cent mille thalers*.

Art. 4. Les Traités et conventions qui ont existé entre les Hautes Parties contractantes avant le commencement des hostilités, restent en vigueur, en tant qu'ils ne sont pas annulés par les stipulations de l'article 1^{er} et par entrée dans la Confédération du Nord.

Art. 5. La ratification du présent Traité devra avoir lieu dans les quinze jours à compter d'aujourd'hui.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux parties ont signé en double le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, 26 septembre 1866.

(L. S.) Signé : SAVIGNY.

(L. S.) Signé : D^r HERMANN.

(L. S.) Signé : M. KUNZE.

AUTRICHE — ITALIE.

Traité de paix signé à Vienne le 3 octobre 1866.

Plénipotentiaires :

Autriche, le comte de Wimpffen;

Italie, le comte Menabrea.

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité !

S. M. l'empereur d'Autriche et S. M. le roi d'Italie ayant résolu d'établir entre leurs États respectifs une paix sincère et durable : S. M. l'empereur d'Autriche ayant cédé à S. M. l'empereur des Français le royaume Lombardo-Vénitien : S. M. l'empereur des Français, de son côté, s'étant déclaré prêt à reconnaître la réunion dudit royaume

Lombardo-Vénitien aux États de S. M. le roi d'Italie, sous réserve du consentement des populations dûment consultées :

S. M. l'empereur d'Autriche et S. M. le roi d'Italie ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'empereur d'Autriche : le sieur Félix, comte *Wimpffen*, son chambellan actuel, envoyé et ministre plénipotentiaire en mission extraordinaire, etc.

S. M. le roi d'Italie : le sieur Louis-Frédéric, comte *Menabrea*, sénateur du royaume, grand-cordon de l'ordre militaire de Savoie, etc., etc.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié entre S. M. l'empereur d'Autriche et S. M. le roi d'Italie, leurs héritiers et leurs successeurs, leurs États et sujets respectifs à perpétuité.

Art. 2. Les prisonniers de guerre autrichiens et italiens seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Art. 3. S. M. l'empereur d'Autriche consent à la réunion du royaume lombardo-vénitien au royaume d'Italie.

Art. 4. La frontière du territoire cédé est déterminée par les confins administratifs actuels du royaume lombardo-vénitien.

Une commission militaire instituée par les deux puissances contractantes sera chargée d'exécuter le tracé sur le terrain dans le plus bref délai possible.

Art. 5. L'évacuation du territoire cédé et déterminé par l'article précédent commencera immédiatement après la signature de la paix et sera terminée dans le plus bref délai possible, conformément aux arrangements concertés entre les commissaires spéciaux désignés à cet effet.

Art. 6. Le gouvernement italien prendra à sa charge :

1^o La partie du Monte Lombardo Veneto qui est restée à l'Autriche en vertu de la convention conclue à Milan en 1860 pour l'exécution de l'article 7 du traité de Zurich ¹ ;

2^o Les dettes ajoutées au Monte Lombardo-Veneto depuis le 4 juin 1859 jusqu'au jour de la conclusion du présent traité ;

3^o Une somme de 35 millions de florins, valeur autrichienne, argent effectif, pour la partie de l'emprunt de 1854 afférente à la Vénétie pour le prix du matériel de guerre non transportable.

Le mode du paiement de cette somme de 35 millions de florins, valeur autrichienne, argent effectif, sera, conformément au précédent traité de Zurich, déterminé dans un article additionnel.

1. Voir *Archives*, 1861, tome I, page 161.

Art. 7. Une commission composée de délégués de l'Autriche, de l'Italie et de la France, procédera à la liquidation des différentes catégories énoncées dans les deux premiers alinéas de l'article précédent, en tenant compte des amortissements effectués et des biens capitaux de toute espèce constituant les fonds d'amortissement. Cette commission procédera au règlement définitif des comptes entre les parties contractantes et fixera le temps et le mode d'exécution de la liquidation du Monte Lombardo-Veneto.

Art. 8. Le gouvernement de S. M. le roi d'Italie succède aux droits et obligations résultant des contrats régulièrement stipulés par l'administration autrichienne pour des objets d'intérêt public concernant spécialement le pays cédé.

Art. 9. Le gouvernement autrichien restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les habitants du territoire cédé, par les communes, établissements publics et corporations religieuses, dans les caisses publiques autrichiennes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations.

De même les sujets autrichiens, communes, établissements publics et corporations religieuses qui auront versé des sommes à titre de cautionnements, dépôts ou consignations dans les caisses du territoire cédé, seront exactement remboursés par le gouvernement italien.

Art. 10. Le gouvernement de S. M. le roi d'Italie reconnaît et confirme les concessions de chemins de fer accordées par le gouvernement autrichien sur le territoire cédé, dans toutes les dispositions et pour toute leur durée, et nommément les concessions résultant des contrats passés en date des 14 mars 1856, 8 avril 1857 et 23 septembre 1858.

Le gouvernement italien reconnaît et confirme également les dispositions de la convention passée le 20 novembre 1861 entre l'administration autrichienne et le conseil d'administration de la Société des chemins de fer d'État du Sud Lombardo-Vénitiens et Central-Italiens, ainsi que la convention passée le 27 février 1866 entre le ministère impérial des finances et du commerce et la Société autrichienne du Sud.

A partir de l'échange des ratifications du présent Traité, le Gouvernement Italien est subrogé à tous les droits et à toutes les obligations qui résulteraient pour le Gouvernement Autrichien des Conventions précitées en ce qui concerne les lignes de chemins de fer situées sur le territoire cédé.

En conséquence, le droit de dévolution qui appartenait au Gouvernement Autrichien à l'égard de ces chemins de fer est transféré au Gouvernement Italien.

Les paiements qui restent à faire sur la somme due à l'État par les concessionnaires, en vertu du Contrat du 14 mars 1856, comme équivalent des dépenses de construction desdits chemins, seront effectués intégralement dans le Trésor Autrichien.

Les créances des entrepreneurs de constructions et des fournisseurs, de même que les indemnités pour expropriations de terrains, se rapportant à la période où les chemins de fer en question étaient administrés pour le compte de l'État, qui n'auraient pas encore été acquittées, seront payées par le Gouvernement Autrichien et, pour autant qu'ils y sont tenus, en vertu de l'acte de concession, par les concessionnaires au nom du Gouvernement Autrichien.

Art. 11. Il est entendu que le recouvrement des créances résultant des paragraphes 12, 13, 14, 15 et 16 du Contrat du 14 mars 1856 ne donnera à l'Autriche aucun droit de contrôle et de surveillance sur la construction et l'exploitation des chemins de fer dans le territoire cédé. Le Gouvernement Italien s'engage, de son côté, à donner tous les renseignements qui pourraient être demandés à cet égard par le Gouvernement Autrichien.

Art. 12. Afin d'étendre aux chemins de fer de la Vénétie, les prescriptions de l'article 15 de la Convention du 27 février 1866, les hautes puissances contractantes s'engagent à stipuler, aussitôt que faire se pourra, de concert avec la Société des chemins de fer du Sud autrichien, une Convention pour la séparation administrative et économique des groupes de chemins de fer vénitiens et autrichiens.

En vertu de la Convention du 27 février 1866 la garantie que l'État doit payer à la Société des chemins de fer autrichiens du Sud devra être calculée sur la base du produit brut de l'ensemble de toutes les lignes vénitiennes et autrichiennes constituant le réseau des chemins de fer autrichiens du Sud actuellement concédé à la Société. Il est entendu que le Gouvernement Italien prendra à sa charge la partie proportionnelle de cette garantie qui correspond aux lignes du territoire cédé et que pour l'évaluation de cette garantie on continuera à prendre pour base l'ensemble du produit brut des lignes vénitiennes et autrichiennes concédées à ladite Société.

Art. 13. Les Gouvernements d'Autriche et d'Italie, désireux d'étendre les rapports entre les deux États, s'engagent à faciliter les communications par chemins de fer et à favoriser l'établissement de nouvelles lignes pour relier entre eux les réseaux autrichiens et italiens.

Le Gouvernement de S. M. I. et R. Apostolique promet en outre de hâter autant que possible l'achèvement de la ligne du Brendner, destinée à unir la vallée de l'Adige avec celle de l'Inn.

Art. 14. Les habitants ou originaires du territoire cédé jouiront, pendant l'espace d'un an, à partir du jour de l'échange des ratifica-

tions et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente, de la faculté pleine et entière d'exporter leurs biens meubles en franchise de droits, et de se retirer avec leurs familles dans les États de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, auquel cas la qualité de sujets autrichiens leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire cédé.

La même faculté est accordée réciproquement aux individus originaires du territoire cédé établis dans les États de S. M. l'empereur d'Autriche.

Les individus qui profiteront des présentes dispositions, ne pourront être du fait de leur option inquiétés de part ni d'autre dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les États respectifs.

Le délai d'un an est étendu à deux ans pour les individus originaires du territoire cédé qui, à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, se trouveront hors du territoire de la monarchie autrichienne.

Leur déclaration pourra être reçue par la mission autrichienne la plus voisine, ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque de la monarchie.

Art. 15. Les sujets lombards-vénitiens faisant partie de l'armée autrichienne seront immédiatement libérés du service militaire et renvoyés dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entre eux qui déclareront vouloir rester au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique seront libres de le faire et ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes soit dans leurs propriétés.

Les mêmes garanties sont assurées aux employés civils originaires du royaume lombardo-vénitien qui manifesteront l'intention de rester au service de l'Autriche.

Les employés civils originaires du royaume lombardo-vénitien auront le choix, soit de rester au service de l'Autriche, soit d'entrer dans l'administration italienne, auquel cas le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie s'engage, soit à les placer dans des fonctions analogues à celles qu'ils occupaient, soit à leur allouer des pensions dont le montant sera fixé d'après les lois et règlements en vigueur en Autriche.

Il est entendu que les employés dont il s'agit seront soumis aux lois et règlements disciplinaires de l'administration italienne.

Art. 16. Les officiers d'origine italienne, qui actuellement se trouvent au service de l'Autriche auront le choix, ou de rester au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ou d'entrer dans l'armée de S. M. le Roi d'Italie avec les grades qu'ils occupent dans l'armée

autrichienne, pourvu qu'ils en fassent la demande dans le délai de six mois à partir de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. 17. Les pensions tant civiles que militaires, régulièrement liquidées et qui étaient à la charge des caisses publiques du royaume lombardo-vénitien, continueront à rester acquises à leurs titulaires et, s'il y a lieu, à leurs veuves et à leurs enfants, et seront acquittées, à l'avenir, par le gouvernement de Sa Majesté Italienne.

Cette stipulation est étendue aux pensionnaires tant civils que militaires, ainsi qu'à leurs veuves et enfants, sans distinction d'origine, qui conserveront leur domicile dans le territoire cédé et dont les traitements acquittés jusqu'en 1814 par le gouvernement des provinces lombardo-vénitiennes de cette époque sont alors tombés à la charge du trésor autrichien.

Art. 18. Les archives des territoires cédés, contenant les titres de propriété, les documents administratifs et de justice civile, ainsi que les documents politiques et historiques de l'ancienne République de Venise, seront remis dans leur intégrité aux commissaires qui seront désignés à cet effet, auxquels seront également consignés les objets d'art et de science spécialement affectés au territoire cédé.

Réciproquement, les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant les territoires autrichiens qui peuvent se trouver dans les archives du territoire cédé, seront remis dans leur intégrité aux commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Les gouvernements d'Autriche et d'Italie s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois le territoire cédé et les pays contigus.

Ils s'engagent aussi à laisser prendre copie authentique des documents historiques et politiques qui peuvent intéresser les territoires restés respectivement en possession de l'autre puissance contractante, et qui, dans l'intérêt de la science, ne pourront être séparés des archives auxquelles ils appartiennent.

Art. 19. Les hautes puissances contractantes s'engagent à accorder réciproquement les plus grandes facilités douanières possibles aux habitants limitrophes des deux pays pour l'exploitation de leurs propriétés et l'exercice de leurs industries.

Art. 20. Les traités et conventions qui ont été confirmés par l'art. 17 du traité de paix signé à Zurich le 10 novembre 1859 rentreront provisoirement en vigueur pour une année et seront étendus à tous les territoires du royaume d'Italie.

Dans le cas où ces traités et conventions ne seraient pas dénoncés trois mois avant l'expiration d'une année à partir de l'échange

des ratifications, ils resteront en vigueur, et ainsi d'année en année.

Toutefois les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre dans le terme d'une année ces traités et conventions à une révision générale, afin d'y apporter d'un commun accord les modifications qui seront jugées conformes à l'intérêt des deux pays.

Art. 21. Les deux Hautes Puissances contractantes se réservent d'entrer, aussitôt que faire se pourra, en négociations pour conclure un traité de commerce et de navigation sur les bases les plus larges pour faciliter réciproquement les transactions entre les deux pays.

En attendant et pour le terme fixé dans l'article précédent, le traité de commerce et de navigation du 18 octobre 1851 restera en vigueur et sera appliqué à tout le territoire du royaume d'Italie.

Art. 22. Les princes et les princesses de la maison d'Autriche, ainsi que les princesses qui sont entrées dans la famille impériale par voie de mariage, rentreront, en faisant valoir leurs titres, dans la pleine et entière possession de leurs propriétés privées, tant meubles qu'immeubles, dont ils pourront jouir et disposer sans être troublés en aucune manière dans l'exercice de leurs droits.

Sont toutefois réservés tous les droits de l'État et des particuliers à faire valoir par les moyens légaux.

Art. 23. Pour contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits, S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. le Roi d'Italie déclarent et promettent que dans leurs territoires respectifs il y aura pleine et entière amnistie pour tous les individus compromis à l'occasion des événements politiques survenus dans la Péninsule jusqu'à ce jour. En conséquence, aucun individu, de quelque classe ou condition qu'il soit, ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou sa propriété ou dans l'exercice de ses droits en raison de sa conduite ou de ses opinions politiques.

Art. 24. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne dans l'espace de 15 jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, le 3 du mois d'octobre de l'an de grâce 1866.

Signé : WIMPFEN.

Signé : MENABREA.

Article additionnel.

Le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie s'engage envers le gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à effectuer le

payement de trente-cinq millions de florins, valeur autrichienne, équivalant à quatre-vingt-sept millions cinq cent mille francs, stipulés par l'article 6 du présent traité, dans le mode et aux échéances ci-après déterminés :

Sept millions seront payés en argent comptant, moyennant sept mandats ou bons de Trésor à l'ordre du gouvernement autrichien, chacun d'un million de florins, payable à Paris, au domicile d'un des premiers banquiers ou d'un établissement de crédit de premier ordre, sans intérêts, à l'expiration du troisième mois à dater du jour de la signature du présent traité, et qui seront remis au plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique lors de l'échange des ratifications.

Le payement des vingt-huit millions de florins restants aura lieu à Vienne, en argent comptant, moyennant dix mandats ou bons du Trésor à l'ordre du gouvernement autrichien, payables à Paris, à raison de deux millions huit cent mille florins valeur autrichienne chacun, échéant de deux mois en deux mois successifs. Ces dix mandats ou bons du Trésor seront de même remis au plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique lors de l'échange des ratifications.

Le premier de ces mandats ou bons du Trésor sera échéable deux mois après le payement des mandats ou bons du Trésor pour les sept millions de florins ci-dessus stipulés.

Pour ce terme, comme pour tous les termes suivants, les intérêts seront comptés à 5 pour 100 à partir du premier jour du mois qui suivra l'échange des ratifications du présent traité.

Le payement des intérêts aura lieu à Paris à l'échéance de chaque mandat ou bon du Trésor.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot au traité de ce jour.

(L. S.) *Signé* : WIMPFEN.

(L. S.) *Signé* : MENABREA.

PRUSSE — SAXE-MEININGEN-HILDBOURGHAUSEN.

Traité de paix conclu à Berlin le 8 octobre 1866.

Plénipotentiaires :

Prusse, *M. de Savigny* ;

Saxe-Meiningen, *le comte de Beust*.

S. M. le Roi de Prusse et S. A. le Duc de Saxe-Meiningen-Hildbourghausen, guidés par le désir de rétablir et de régler les rapports amicaux réciproques et qui ont été brisés par les événements de la guerre, ont nommé à cet effet des fondés de pouvoirs chargés d'élaborer un traité de paix.

S. M. le Roi de Prusse s'est fait représenter par son conseiller intime et ambassadeur M. C. F. *de Savigny*, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge de première classe, etc.

S. A. le Duc de Saxe-Meiningen s'est fait représenter par M. le comte *de Beust*, ministre résident, chevalier de l'ordre royal de l'Aigle-Rouge de Prusse de 1^{re} classe, grand-croix de l'ordre du Faucon grand-ducal saxon, et de l'ordre de la Maison ducale de Saxe-Ernest, ainsi que de l'ordre de la Maison ducale d'Anhalt-Albert de l'ours.

Ces plénipotentiaires ayant, après vérification, trouvé leurs pleins pouvoirs en règle, se sont mis d'accord sur les clauses du traité suivant :

Art. 1^{er}. S. A. le Duc de Saxe-Meiningen-Hildbourghausen, tout en reconnaissant et acceptant en tant qu'il touche l'avenir de l'Allemagne, le traité préliminaire conclu le 26 juillet 1866 au château de Nikolsbourg entre la Prusse et l'Autriche, adhère de son côté, et au nom du duché, aux articles 1 à 6 du traité d'alliance conclu à Berlin le 18 août¹, de cette année entre S. M. le Roi de Prusse d'un côté, et S. A. R. le Grand-Duc de Saxe-Weimar, et autres gouvernements de l'Allemagne du Nord, de l'autre, et se déclare lié par les dispositions renfermées dans lesdits articles au nom du duché de Saxe-Meiningen-Hildbourghausen, de même que S. M. le Roi de Prusse exécutera vis-à-vis du duché les engagements stipulés dans ces articles.

Art. 2. Les traités et conventions ayant été en vigueur entre les hauts contractants avant l'ouverture des hostilités, notamment en ce qui concerne les traités du 27 juin 1864² et du 16 mai 1865 touchant l'union douanière et les conventions s'y rattachant, sont remis en vi-

1. Voir plus haut.

2. Voir *Archives*, 1865, tome I, page 422.

gueur à partir du jour de l'échange des ratifications du présent traité, en tant qu'ils ne seront pas touchés ou modifiés par les dispositions contenues dans l'article 1^{er}, par l'entrée de S. A. le Duc dans la Confédération allemande du nord et par l'organisation de cette dernière.

Art. 3. S. A. le Duc déclare d'avance qu'il est d'accord avec la convention que la Prusse a conclue avec l'administration des postes de Tour et Taxis touchant la suppression de ce service monopole. Ensuite de cette convention, le service des postes dans le duché de Meiningen sera administré par la Prusse.

Les frais qui ont résulté de l'établissement d'un service de relais de postes militaires prussiens dans le duché seront restitués au gouvernement du roi de Prusse, après que Son Altesse en aura préalablement fixé le montant.

Art. 4. S. A. le Duc confère au gouvernement du roi de Prusse le droit exclusif d'établir et d'utiliser sur le territoire du duché de Meiningen les lignes et stations télégraphiques.

Art. 5. S. A. le Duc renonce à tous les droits de souveraineté exercés jusqu'à ce jour dans le village d'Abt-Lœbnitz et cède lesdits droits, sans indemnité, à S. M. le Roi de Prusse.

Art. 6. S. A. le Duc consent que la succursale prussienne de Christes, enclavée jusqu'à ce jour dans la paroisse de Metzels, dans le duché de Saxe-Meiningen, cesse d'en faire partie; il consent de plus à la séparation des succursales prussiennes, de Bischofrod, Eichenberg, du couvent de Vessra, de la station forestière de Zollbruck, avec le bureau de péage y attaché ayant fait partie jusqu'à ce jour de la paroisse de Lengefeld dans le duché de Saxe-Meiningen; et il en est de même des localités de Keulrold, Ahlstædt et Neuhof, qui cesseront de faire partie des paroisses du duché dont le gouvernement se charge de régler les indemnités à réclamer par les paroisses du territoire de Meiningen.

Art. 7. La ratification du présent traité aura lieu dans huit jours.

Les deux plénipotentiaires ont signé un double de ce traité et l'ont scellé de leur sceau.

Ainsi fait à Berlin, le 8 octobre 1866.

(L. S.) *Signé* : SAVIGNY.

(L. S.) *Signé* : Comte de BEUST.

PRUSSE.

**Loi électorale pour le Parlement du Nord en date
du 15 octobre 1866.**

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, etc., avons décrété et décrétons ce qui suit, avec l'approbation des deux Chambres de la Diète monarchique :

§ 1. Il sera élu un Parlement chargé de délibérer sur la Constitution et l'organisation d'une Confédération de l'Allemagne du Nord.

§ 2. Est électeur tout citoyen âgé de vingt-cinq ans révolus, jouissant de ses droits civiques et habitant l'un des États allemands qui font partie de la Confédération.

§ 3. Sont exclus du droit d'élection :

1° Les personnes placées sous tutelle ou curatelle ;

2° Celles déclarées en état de faillite par décision judiciaire légale, et pendant la durée de cette faillite ;

3° Celles qui reçoivent des secours pécuniaires de la caisse publique des pauvres ou des fonds de la commune, et qui en ont reçu pendant l'année précédant l'élection.

§ 4. Sont exclues, en outre, du droit d'élection : les personnes privées de la jouissance pleine et entière de leurs droits civiques par jugement légalement rendu, en tant qu'elles n'auront pas été rétablies dans leurs droits.

§ 5. Est éligible comme député, tout citoyen électeur, appartenant à l'un des États de la Confédération, depuis trois ans au moins.

Des peines subies pour délits politiques ne sont pas un motif d'exclusion.

§ 6. Les personnes revêtues de fonctions publiques n'ont pas besoin d'un congé pour se rendre aux séances du Parlement.

§ 7. Il sera nommé un député sur 100 000 âmes de population calculée d'après le dernier recensement.

Un excédant d'au moins 50 000 âmes sur la population totale comptera pour 100 000 âmes. Les députés seront élus dans des arrondissements électoraux formés à cet effet.

§ 8. Les arrondissements seront divisés en circonscriptions électorales en vue de la réception des bulletins de vote.

§ 9. Le citoyen qui veut exercer son droit d'électeur dans un district devra y être domicilié à l'époque de l'élection.

On ne pourra voter dans deux localités différentes.

§ 10. Dans chaque district on dressera des listes en vue des élections. Ces listes contiendront les noms et prénoms, l'âge, la profession et le domicile des électeurs, et seront exposées publiquement, un mois au plus tard avant le jour fixé pour l'élection.

Un avis officiel fera connaître l'exposition de ces listes ou tableaux électoraux.

Les réclamations à formuler au sujet de ces listes devront être adressées dans les huit jours qui suivront la publication officielle, à l'autorité chargée de faire cette publication ; ces réclamations devront être examinées dans le délai de quinze jours.

A l'expiration de ce délai les listes seront closes. Ne sont admis au scrutin que les citoyens dont les noms figurent sur ces listes.

§ 11. Le vote est public ; il est présidé par les membres du conseil municipal, qui n'ont aucune charge de l'État. Le bulletin de vote sera remis par chacun dans l'urne, sans être ouvert et sans être signé.

§ 12. L'élection est directe. Elle a lieu à la majorité absolue des voix données dans le cercle d'élection. Au cas de majorité simple, il y a lieu à ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. Au cas de partage, le tirage au sort prononce.

§ 13. Les représentants des Chambres ne sont pas éligibles.

§ 14. Les élections auront lieu au même moment sur toute la superficie de l'État.

§ 15. Les cercles électoraux, la direction des élections seront réglés conformément à la loi en vigueur, en tant qu'ils ne sont pas réglementés par le présent décret.

§ 16. Le Parlement prononce sur l'acceptation des mandataires de ses membres. Il règle sa discipline intérieure.

§ 17. Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi, en aucun temps, à l'occasion de ses opinions, judiciairement ni disciplinairement : ni être tenu d'en répondre au Parlement.

Donné sous notre signature, et sous notre sceau royal, au château de Babelsberg,
le 15 octobre 1866.

Signé : GUILLAUME.

Contresigné : COMTE DE BISMARCK-SCHOENHAUSEN,
BARON VON DER HEYDT VON ROON, COMTE
D'ITZENPLITZ, VON MUHLER, COMTE DE LIPPE,
DE SELCHOW, COMTE D'EULENBORG.

PRUSSE — SAXE-ROYALE.

Traité de paix signé à Berlin le 21 octobre 1866.

Plénipotentiaires :

Prusse, *M. de Savigny*,
Saxe, le baron de *Friesen* et le comte de *Hohenthal*.

S. M. le roi de Prusse et S. M. le roi de Saxe, animés du désir de rétablir des réclamations réciproques interrompues par la guerre et de les régler pour l'avenir, ont désigné, à l'effet de négocier un traité de paix à conclure dans ce but, pour leurs plénipotentiaires, S. M. le roi de Prusse, son conseiller actuel, chambellan et ministre plénipotentiaire Charles-Frédéric de *Savigny*, chevalier de l'ordre prussien de l'Aigle-Rouge de première classe, etc., et S. M. le roi de Saxe, son ministre des finances, Richard, baron de *Friesen*, grand-croix de l'ordre du Mérite civil de Saxe, etc., et son conseiller privé actuel Charles-Adolphe, comte de *Hohenthal*, grand-croix de l'ordre du Mérite royal de Saxe, etc.

Où, après l'échange de leurs pouvoirs, trouvés en bonne forme, sont tombés d'accord sur les stipulations suivantes :

Art. 1^{er}. Entre S. M. le roi de Prusse et S. M. le roi de Saxe, leurs héritiers et successeurs, leurs États et sujets, il y aura désormais et pour toujours, paix et bonne amitié.

Art. 2. S. M. le roi de Saxe, en reconnaissant et acceptant les dispositions du traité préliminaire conclu, le 26 juillet 1866, entre la Prusse et l'Autriche à Nikolsbourg, en tant qu'elles ont rapport à l'avenir de l'Allemagne et en particulier de la Saxe, accède pour lui, ses héritiers et successeurs et pour le royaume de Saxe aux articles 1 à 6 de l'alliance conclue le 18 août dernier à Berlin entre S. M. le roi de Prusse, d'une part, et S. A. R. le grand-duc de Saxe-Weimar et d'autres gouvernements allemands, d'autre part, et les déclare obligatoires pour lui, ses héritiers et successeurs et pour le royaume de Saxe, de même que S. M. le roi de Prusse étend également au royaume de Saxe les promesses qui y sont faites.

Art. 3. La réorganisation nécessaire d'après cela des troupes saxonnes, qui devront former partie intégrante de l'armée de la Confédération du Nord et être placées comme telles sous le commandement général du roi de Prusse, aura lieu sitôt que les dispositions générales à prendre par la Confédération du Nord auront été arrêtées sur la base des propositions de réforme de la Confédération du 10 juin dernier.

Art. 4. Dans l'intervalle, en ce qui concerne la garnison de la forteresse de Kœnigstein, le retour des troupes saxonnes en Saxe, les congés à donner aux hommes, les garnisons provisoires des troupes saxonnes remises sur le pied de paix, seront réglés par les dispositions particulières arrêtées en même temps que la conclusion du présent traité.

Art. 5. En ce qui concerne aussi la représentation internationale de la Saxe, le gouvernement royal saxon se déclare prêt à la régler d'après les principes qui seront adoptés par la Confédération du Nord en général.

Art. 6. S. M. le roi de Saxe s'oblige à payer, pour couvrir une partie des frais résultant pour la Prusse de la guerre et en exécution de la réserve faite dans l'art. 5 du traité préliminaire de Nikolsbourg du 26 juillet 1866..... à S. M. le roi de Prusse la somme de dix millions de thalers en trois termes égaux.

Le premier terme écherra le 31 décembre de cette année, le deuxième le 28 février, et le troisième le 30 avril de l'année prochaine.

Art. 7. S. M. le roi de Saxe fournit garantie pour le paiement de cette somme en déposant des bons de caisse à 4 pour 100 de la dette publique saxonne, des obligations diétales de Saxe à 3 pour cent de l'année 1830 ou des lettres de gage saxonnes portant intérêt à 3 1/3 pour 100, du montant de la somme à garantir. Les papiers à déposer seront évalués au cours du jour et la somme de la garantie sera augmentée de 10 pour cent.

Art. 8. S. M. le roi de Saxe aura le droit de payer l'indemnité ci-dessus, plus tôt, en tout ou en partie, avec déduction d'un escompte de 5 pour 100 pour l'année.

Art. 9. Aussitôt que les ratifications du présent traité seront échangées, le gouvernement militaire prussien pour la Saxe, de même que le commissariat civil prussien à Dresde cesseront leurs fonctions, sans préjudice des dispositions particulières prévues dans l'article 4. A partir du même moment cessera aussi le paiement de 10 000 thalers fait jusqu'ici au dernier.

Art. 10. La liquidation des droits de propriété résultant de l'ancienne Confédération sera réglée par une convention particulière.

S. M. le roi de Saxe prend particulièrement ses réserves expresses pour une créance de 200 000 thalers que la Saxe a employés et liquidés à l'occasion de l'exécution fédérale dans le Holstein.

Art. 11. Sous réserve des dispositions à prendre dans la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, sur la base des propositions de réforme fédérale du 10 juin de cette année, concernant les rapports douaniers et commerciaux, le traité du Zollverein du 16 mai 1865 et les conventions qui s'y rattachent, qui ont été mis hors de

vigueur par la guerre, redeviendront obligatoires pour les hauts contractants à partir du jour de l'échange des ratifications du présent traité, sous la modification que chacun des hauts contractants aura le droit de les mettre hors de vigueur après une dénonciation faite six mois d'avance.

Art. 12. Tous les autres traités et conventions conclus avant la guerre entre les deux hautes parties contractantes reprennent leur force obligatoire en vertu des présentes, en tant qu'ils ne sont pas altérés par les dispositions mentionnées en l'art. 2 et l'accession à la Confédération du Nord.

Art. 13. Les hauts contractants s'obligent réciproquement à permettre et favoriser l'établissement d'un chemin de fer partant immédiatement de Leipsig, et s'abouchant directement sur les voies de la Thuringe et d'Anhalt-Berlin, le cas échéant en se servant en certaines parties d'une desdites voies, chemin qui ira à Zeitz, par Pegau. S. M. le roi de Saxe accordera à la société qui aura la concession de la partie de ce chemin située sur le territoire prussien, la concession aussi de la partie comprise sur le territoire saxon, sous les conditions qui ont été faites d'une manière générale dans les derniers temps aux compagnies privées de chemins de fer, autorisées en Saxe.

Les dispositions particulières nécessaires pour l'exécution de ce chemin de fer, seront réglées par un traité public particulier, à l'effet que les plénipotentiaires des deux États se réuniront, dans le plus court délai, dans un lieu à fixer.

Art. 14. Les hauts contractants sont convenus que les droits de propriété du gouvernement saxon sur la section du chemin de fer de Gœrlitz à Dresde, qui est située sur territoire prussien, y compris le droit de propriété sur la gare de Gœrlitz, passeront au gouvernement prussien avec la ratification du présent traité.

En compensation, le gouvernement saxon continuera provisoirement, jusqu'à l'expiration du terme de trente ans fixé dans le traité du 24 juillet 1843 et sous réserve d'arrangements nouveaux à prendre alors, à exploiter la section allant des frontières des deux pays jusqu'à Gœrlitz, et à se servir gratuitement de la gare de Gœrlitz. Il délivrera annuellement au gouvernement prussien le produit net résultant des comptes que l'exploitation fournira sur la section mentionnée. Le gouvernement prussien s'engage, lorsqu'il exécutera son intention de transformer la gare de Gœrlitz, de faire en sorte que l'administration saxonne du chemin de fer conserve à sa disposition toutes les localités et établissements de gare nécessaires au service.

Art. 15. Pour fournir au gouvernement royal saxon l'indemnité prévue dans le traité du 24 juillet 1843 pour le cas de la cession de sa copropriété sur la section de la frontière à Gœrlitz, S. M. le roi de

Prusse consent à ce que sur l'indemnité de guerre fixée dans l'article 6 du présent traité, une somme d'un million de thalers soit portée en déduction, en compensation des cessions de propriété faites par S. M. le roi de Saxe dans l'article 14 du présent traité.

Art. 16. Comme d'après l'article 6 et l'article 10 des propositions de réforme fédérale du 10 juin 1866, l'administration des postes rentre dans les affaires qui sont du ressort de la législation fédérale et sous la surveillance du pouvoir fédéral, et que maintenant S. M. le Roi de Saxe accède à la Confédération du Nord, Sa Majesté s'engage à ne rien faire à partir de ce moment, soit par la conclusion de traités avec d'autres États, soit de toute autre manière qui puisse préjudicier en quoi que ce soit au règlement définitif de l'administration des postes dans la Confédération du Nord.

Art. 17. Le Gouvernement royal saxon transfère au Gouvernement royal prussien l'administration du service télégraphique au dedans du royaume de Saxe, avec les mêmes droits qui ont appartenu jusqu'ici au Gouvernement saxon. En tant que le Gouvernement saxon est autorisé à entretenir des établissements télégraphiques dans d'autres États, il cède les droits qui résultaient des traités qu'il avait conclus, à cet effet, au Gouvernement prussien, qui aura à prendre avec les tiers Gouvernements que cela concerne les arrangements nécessaires pour l'exercice de ces droits.

Les dépêches de S. M. le Roi de Saxe, des Membres de la Famille Royale, des Dignitaires de la cour de Saxe, des Ministres et de toutes autres Autorités publiques du royaume de Saxe, jouiront des mêmes privilèges qui appartiennent aux dépêches prussiennes analogues.

Les Administrations des chemins de fer dans le royaume de Saxe conserveront naturellement l'usage de leur service télégraphique d'exploitation.

Pour l'exécution de toutes les dispositions contenues dans le présent article, des Commissaires des deux États se réuniront sitôt que l'échange des ratifications du Traité de paix aura eu lieu.

Art. 18. S. M. le Roi de Saxe déclare consentir à la suppression du monopole du sel existant en Saxe, de même que dans la plupart des États du Zollverein aussitôt qu'il aura été supprimé en Prusse, et à ce qu'à partir du moment de cette suppression l'imposition du sel soit faite pour le compte commun de tous les États intéressés. Les dispositions de détail seront réglées ultérieurement.

Art. 19. S. M. le Roi de Saxe déclare qu'aucun de ses sujets ou des personnes sujettes aux lois saxonnes ne sera poursuivi criminellement ni par voie de police, ni par voie disciplinaire, ou n'éprouvera de préjudice dans ses droits honorifiques pour un délit ou crime commis, en raison des rapports entre la Prusse et la Saxe pendant la durée de

la guerre, envers la personne de Sa Majesté ou pour haute trahison, trahison de l'État ou toute autre action menaçant la sûreté de l'État, ou enfin pour sa conduite politique pendant ce temps. Les instructions qui auraient été commencées à cet effet seront annulées, y compris les frais d'instruction.

S. M. le Roi de Prusse se déclare d'accord pour qu'on procède d'après les mêmes principes à l'égard des crimes et délits qui, pendant ce temps, ont pu être commis envers la personne de S. M. le Roi de Prusse ou l'État prussien.

Les personnes qui ont été éloignées de la Saxe et qui pourraient se trouver encore en état de détention prussienne seront mises en liberté immédiatement.

S. M. le Roi de Saxe reconnaît le *jus reformandi* illimité de S. M. le Roi de Prusse concernant les fondations de Mersbourg, Naumbourg et Zeitz, consent à la suppression des droits qu'avait jusqu'ici l'Université de Berlin sur certains canonicats de ces fondations et renonce à tous les droits et prétentions que le Gouvernement saxon ou l'Université de Leipzig pouvaient tirer, soit des statuts de ces fondations, soit de traités et conventions antérieurs, dont les dispositions sont définitivement abolies par ces présentes. Le Gouvernement saxon se charge de l'indemnité à donner à l'Université de Leipzig pour la suppression complète de ses rapports avec les fondations, ainsi que celle due aux possesseurs actuels *ad dies numeris*.

Il s'engage à défendre le Gouvernement prussien contre toute demande ou indemnité que pouvaient former, à ce sujet, l'Université de Leipzig, ou des facultés, ou professeurs de cette Université.

Art. 21. S. M. le Roi de Saxe consent aux changements de paroisses qui suivent :

1° La succursale prussienne de Werben sera distraite de la paroisse saxonne de Stœntzsch à laquelle elle était incorporée jusqu'ici ;

2° La succursale prussienne de Zitzschen sera distraite de la paroisse saxonne de Gross Dalzig ;

3° La commune prussienne de Dahlen sera distraite de la paroisse saxonne de Quesitz ;

4° Les communes prussiennes de Kœendaritz, Nonkwitz et Tranpitz seront distraites de la paroisse saxonne de Ruligk ;

5° La commune prussienne de Corsen sera distraite de la paroisse saxonne de Puchau ;

6° Et les communes prussiennes de Collau et de Brunitz seront distraites de la paroisse saxonne de Talmutz, savoir : sans indemnité de la part de la Prusse, de telle manière que le Gouvernement saxon se charge uniquement de faire droit aux réclamations ou indemnités que peuvent demander lesdites paroisses saxonnes.

Art. 22. En tant que les objets faisant partie de la propriété de l'État, qui auraient été enlevés en Saxe, pendant la guerre, et qui ne peuvent pas être considérés comme butin de guerre d'après les principes du droit international, n'auraient pas encore été rendus, S. M. le Roi de Prusse prendra des mesures pour que la restitution se fasse le plus tôt possible. De ces objets font partie notamment les locomotives, tenders, wagons et rails saisis sur les chemins de fer, de même que les approvisionnements ou métaux précieux et autres produits vénéaux enlevés dans les mines royales de Freiberg. En ce qui concerne ces derniers, il y aura lieu de prendre pour point de départ dans les arrangements à prendre à ce sujet que le plomb d'œuvre qui se trouve dans ces mines sera rendu au Gouvernement saxon contre remboursement de la valeur du plomb.

Art. 23. La ratification du présent Traité aura lieu au plus tard au 28 du présent mois de cette année.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux États ont signé ce Traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Ainsi fait à Berlin, le 21 octobre 1866.

(L. S.) *Signé* : DE SAVIGNY, (L. S.) *Signé* : FRIESEN,
(L. S.) *Signé* : HOHENTHAL.

Protocole fait à Berlin le 21 octobre 1866.

En signant aujourd'hui le Traité de paix conclu entre la Prusse et la Saxe, les Plénipotentiaires saxons déclarent, en s'en référant à l'article 5, ce qui suit :

Le Gouvernement royal saxon, animé du vif désir de prouver l'accord complet qui existe entre lui et le Gouvernement royal prussien, concernant la direction politique commune à suivre dorénavant, est prêt :

a. A transférer immédiatement et jusqu'au moment où la question de la représentation internationale de la Confédération du Nord sera réglée définitivement, sa propre représentation près des Cours et Gouvernements auprès desquels il n'entretient pas, dans ce moment, des agents diplomatiques, aux légations prussiennes, et

b. A établir les mêmes rapports vis-à-vis des Cours et Gouvernements où il existe en ce moment des légations saxonnes dans les cas de vacances temporaires et pour la durée de ces vacances;

c. A donner aussi des instructions dans ce sens aux représentants de la Saxe à l'Étranger, de telle manière que dans l'esprit de l'alliance

contractée avec la Prusse, la Saxe se rattache fermement, dès ce moment, à la politique prussienne sous le rapport international.

Le Plénipotentiaire royal prussien déclare, de son côté, que son Gouvernement est prêt à se charger de la représentation en question, et de prendre en mains les intérêts du Gouvernement saxon et ceux des nationaux saxons comme ses intérêts propres.

Finalement les Plénipotentiaires des deux États ont été d'accord que les dispositions intérimaires ci-dessus ne pouvaient altérer d'aucune manière le droit de S. M. le Roi de Saxe d'envoyer, dans des cas spéciaux, des Plénipotentiaires extraordinaires.

Le Protocole ci-dessus doit être considéré comme ratifié par la ratification du Traité de paix.

Fait comme ci-dessus.

(L. S.) *Signé* : DE SAVIGNY, (L. S.) *Signé* : FRIESEN,
(L. S.) *Signé* : HOHENTHAL.

Dispositions particulières en exécution de l'article 4 du Traité de paix
du 21 octobre 1866.

Relativement à l'article 4 du Traité de paix de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus des points suivants :

1° S. M. le Roi de Saxe livrera sans délai, et même avant que les ratifications dudit Traité soient échangées, la forteresse de Kœnigstein à S. M. le Roi de Prusse.

2° L'occupation de la forteresse aura lieu de telle manière, que l'infanterie saxonne qui s'y trouve sera remplacée par un détachement d'infanterie prussienne, les honneurs militaires étant rendus réciproquement, et que le Gouverneur saxon (commandant) remettra ses fonctions au Gouverneur (commandant) à nommer par S. M. le Roi de Prusse. La garnison d'infanterie saxonne quittera avec armes et bagages pour se rendre dans les cantonnements à assigner à ces troupes.

3° Tout le matériel saxon en bouches à feu, munitions, pièces d'équipement, approvisionnements, vivres, qui se trouve dans la forteresse ou qui y sera transporté, de même que toute propriété de l'État qui s'y trouve, restera propriété incontestée du Gouvernement saxon.

Ce dernier aura, par conséquent, libre et entière disposition desdits objets, de façon qu'il pourra les laisser à Kœnigstein, ou les en retirer en tout temps.

4° Pour garder ladite propriété de l'État saxon, le détachement de l'artillerie saxonne restera comme partie de la garnison dans la forteresse, mais sous les ordres du gouverneur (commandant) prus-

sien ; le sous-commandant, l'ingénieur de la forteresse, l'adjudant, de même que tous les employés de la forteresse et les ouvriers y resteront également.

La garnison prussienne aura la faculté de se servir pour son entretien des magasins et approvisionnements de toute sorte de la forteresse contre décompte.

5° Immédiatement après l'échange des ratifications du Traité de paix, S. M. le roi de Saxe accordera dans tous les corps de troupes, à l'exception de ceux qui doivent former la garnison de paix de Dresde, dans les limites admissibles au point de vue militaire, des congés sur une large échelle, et cela avant même le retour de ces troupes en Saxe.

La démobilisation qui sera encore nécessaire, outre cela, dans les divers corps, aura lieu après le retour des troupes en Saxe. Tous les hommes dont on pourra se dispenser seront congédiés alors.

6° Dresde aura une garnison commune de troupes prussiennes et saxonnes ; les troupes saxonnes destinées à cette garnison ne dépasseront pas un état de présence de 2 à 3000 hommes, y compris les cadres.

7° En ce qui concerne les troupes saxonnes non destinées à la garnison de Dresde, ses cadres, chevaux, armes et armements seront réglés après avoir pris l'avis du général commandant en chef les troupes prussiennes en Saxe. On lui communiquera également à temps le tableau de marche des troupes saxonnes revenant d'Autriche.

8° Les divers détachements de troupes saxonnes resteront jusqu'à nouvel ordre sous le commandement du général commandant en chef les troupes prussiennes en Saxe.

9° Pour la ville de Dresde et les ouvrages de fortification qui s'y trouvent, S. M. le Roi de Prusse nomme le gouverneur, S. M. le Roi de Saxe le commandant. Le rapport réciproque de ces autorités entre elles, et à l'égard des deux contingents de la garnison de Dresde, sera réglé provisoirement d'après l'analogie des anciennes forteresses fédérales. Les autres questions qui s'y rattachent formeront l'objet d'arrangements ultérieurs.

10° Jusqu'à ce que la réorganisation des troupes saxonnes soit exécutée dans les parties essentielles, et qu'elles soient entrées dans les rangs de l'armée de la Confédération du nord de l'Allemagne, la Prusse continuera à fournir de son côté le nombre nécessaire de troupes pour l'occupation du royaume de Saxe. Les obligations réciproques qui résulteront de là seront réglées entre les deux Gouvernements par une convention particulière.

Toutes les mesures encore nécessaires pour l'exécution des disposi-

tions ci-dessus sont réservées à un arrangement entre le Gouvernement saxon et le général commandant en chef les troupes prussiennes.

Les dispositions ci-dessus seront considérées comme ratifiées par la ratification du traité de paix.

Berlin, le 21 octobre 1866.

(L. S.) *Signé* : DE SAVIGNY.

(L. S.) *Signé* : FRIESEN.

(L. S.) *Signé* : HOHENTHAL.

ITALIE.

Décret royal qui réunit les provinces de la Vénétie et celle de Mantoue au royaume d'Italie.

Victor-Emmanuel, par la grâce de Dieu et la volonté de la nation,
Roi d'Italie,

Vu la loi du 17 mai 1861;

Vu le résultat du suffrage national, par lequel les citoyens des provinces italiennes délivrées, convoqués dans les comices le 21 et le 22 octobre dernier, ont déclaré s'unir au Royaume d'Italie avec la monarchie constitutionnelle de Victor-Emmanuel II et ses descendants;

Où le conseil des ministres,

Avons décrété et décrétons :

Art. 1^{er}. Les provinces de la Vénétie et celle de Mantoue font partie intégrante du royaume d'Italie.

Art. 2. L'article 82 du statut sera applicable aux susdites provinces jusqu'à ce que ces mêmes provinces soient représentées dans le parlement national.

Art. 3. Le présent décret sera présenté au Parlement pour être converti en loi.

Ordonnons que le présent décret, etc.

Donné à Turin, le 4 novembre 1866.

VICTOR-EMMANUEL.

RICASOLI, — BORGATTI, — SCIALOJA, —
REPRETIS, — CUJIA, — JACINI, — COR-
DOVA, — BERTI, — VISCONTI-VENOSTA.

ÉGYPTE.

Statut qui introduit un système de gouvernement constitutionnel en Égypte, novembre 1866.

Art. 1^{er}. L'Assemblée aura pour mission de délibérer sur les intérêts intérieurs du pays ; elle aura également à se prononcer sur les projets que le Gouvernement croira relever de ses attributions, et au sujet desquels elle donnera son opinion qui sera soumise à l'approbation de S. A. le Vice-Roi.

Art. 2. Tout individu âgé d'au moins vingt-cinq ans sera éligible, à condition d'être honnête, loyal, capable, et reconnu par le Gouvernement comme étant né dans le pays.

Art. 3. Ne pourra être élu tout individu dont les biens se trouveraient séquestrés, par décret, à la suite de faillite, à moins pourtant d'une réhabilitation régulière et complète ; ne pourra non plus être élu tout individu n'ayant aucun moyen d'existence, ou qui, dans l'année qui précédera son élection, aurait reçu des secours ; qui aurait subi une peine infamante ou qui aurait été renvoyé du service d'après une sentence.

Art. 4. Les électeurs seront choisis parmi les habitants dont les biens n'auront pas été séquestrés pour cause de faillite ou qui auront été réhabilités s'ils avaient été déclarés faillis ; qui n'auront jamais subi de peine infamante ; qui n'auront pas été renvoyés du service, et qui enfin ne se trouveront pas en activité dans l'armée.

Art. 5. Ne peuvent être élus tous ceux qui sont au service du Gouvernement tant notables et principaux des villages, que ceux qui sont au service de quelqu'un ; sont dans le même cas ceux qui sont au service militaire, soit en activité, soit dans la réserve. Par contre, pourront être élus tout employé ayant abandonné le service du gouvernement sans motif répréhensible, et tout militaire dont le temps fixé dans les cadres de réserve sera expiré, pourvu toutefois qu'ils réunissent les conditions ci-dessus mentionnées.

Art. 6. L'élection des membres de cette Assemblée devant avoir lieu dans les provinces en considération de la population, il y aura à élire dans chaque arrondissement une ou deux personnes, suivant le nombre des habitants. Mais au Caire on aura à nommer trois représentants, à Alexandrie deux, et à Damiette un seul.

Art. 7. Chaque village se réunissant et choisissant ses cheïks, ces derniers auront naturellement le droit d'élire au nom des populations,

pourvu qu'ils soient dans les conditions voulues. Ces cheiks se réuniront à la préfecture ; chacun écrira , sur un bulletin qui devra être tenu secret et fermé, le nom de celui pour lequel il croira devoir voter, et déposera ce bulletin dans l'urne électorale de son arrondissement.

Art. 8. Le dépouillement du scrutin, après le vote des cheiks, aura lieu en présence du moudir, de son wekil, du chef de bureau du contentieux et du cadî de la préfecture. Le candidat qui réunira la majorité des voix sera nommé représentant de son arrondissement ; dans le cas où les votes seraient partagés également entre deux candidats, on aura recours au tirage au sort en leur présence ; celui que le sort aura favorisé sera nommé représentant. Dans les deux cas, les cheiks présents devront signer un procès-verbal constatant le résultat de l'élection. Dans les villes du Caire, de Damiette et d'Alexandrie, l'élection des représentants aura lieu à la majorité des voix des notables de ces trois villes.

Art. 9. Le mandat de député expirant au bout de trois années, il sera procédé, après ce laps de temps, à l'élection de nouveaux membres d'après le mode établi dans les articles 7 et 8.

Art. 10. Les membres de l'Assemblée ne pourront pas dépasser le nombre de 75.

Art. 11. La présence des deux tiers des membres est nécessaire pour que l'Assemblée puisse siéger et délibérer. Dans le cas où l'un des membres ne pourrait se rendre à l'Assemblée pour quelque motif sérieux, il devra, un mois avant l'ouverture de la session, en prévenir le Président, et si l'Assemblée ne juge pas le motif d'absence suffisant, elle l'en fera prévenir ; enfin, si le membre absent persiste à ne pas venir siéger à son poste, il sera pourvu à son remplacement par l'élection d'un autre représentant par sa localité et d'après le mode prescrit.

Art. 12. Les membres devront siéger en personne et ne pourront en aucun cas se faire représenter.

Art. 13. Aussitôt que l'Assemblée sera réunie, une commission sera nommée parmi les membres, qui procédera à la vérification des élections et s'assurera que toutes les conditions voulues ont été observées pour chacun des membres élus. Ceux qui seront reconnus comme réunissant ces diverses conditions seront définitivement acceptés ; ceux qui n'auraient pas toutes les qualités exigées seront remplacés par d'autres personnes choisies et élues dans les mêmes localités et d'après la manière indiquée.

Art. 14. Après cette vérification, la commission se prononcera sur la validité des élections de chacun des membres, fera son rapport au président qui, de son côté, le soumettra à Son Altesse, afin que cha-

cun reçoive ensuite un décret personnel constatant sa qualité de représentant pour trois années.

Art. 15. Un règlement fixant les limites des pouvoirs , ainsi que les règles à suivre dans les délibérations, sera remis à l'Assemblée, de même qu'il est d'usage de le faire en pareille circonstance.

Art. 16. L'Assemblée se réunira cette année le 10 du mois hatour (18 novembre 1866), pour siéger jusqu'au 10 du mois de touba (17 janvier 1867) ; mais les années suivantes, la session s'ouvrira le 15 kialik (23 décembre), pour finir le 15 amchir (21 février).

Art. 17. Le Vice-Roi convoque, ajourne, proroge et dissout l'Assemblée. Le Vice-Roi fera connaître l'époque où il en sera convoqué une nouvelle dans un délai déterminé.

Art. 18. Les membres de l'Assemblée ne devront en aucun cas recevoir des pétitions.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

ÉTATS-UNIS.

**Proclamation du président Johnson, annonçant la levée du blocus
des ports du Sud à l'exception de ceux du Texas, en date du
22 mai 1865.**

« Attendu que, par proclamation présidentielle du 11 avril dernier, certains ports des États-Unis qui avaient été précédemment décrétés en état de blocus par mesure de salut public ont été fermés au commerce extérieur, en vertu de lois votées par le Congrès, jusqu'à ce qu'il plaise au Président de les rouvrir ;

« Attendu en outre que les événements qui se sont produits depuis et les circonstances rendent désirable, dans mon opinion, que cette restriction soit levée, excepté en ce qui concerne les ports de Galveston, Lassalle, Brazos-Santiago, Point Isabelle et Brownsville, dans l'État du Texas,

▪ Moi, Andrew Johnson, président des États-Unis, déclare et fais savoir que les ports susmentionnés, moins ceux pour lesquels exception est faite, seront ouverts au commerce extérieur à partir du 1^{er} juillet prochain ; que le trafic commercial avec lesdits pourra à cette époque être repris en restant soumis aux lois des États-Unis et aux règlements qui pourront être prescrits par le secrétaire des finances.

« Tout navire venant d'un port étranger qui pénétrera dans un des ports de l'État du Texas, dont il est fait mention plus haut, continuera à être passible des peines prescrites par l'acte du Congrès de juil-

let 1861¹, et les personnes qui se trouveront à bord seront également exposées aux peines encourues, d'après les lois de la guerre, pour trafiquer ou tenter de trafiquer avec l'ennemi.

« Je déclare en outre et fais savoir que les États-Unis refusent dorénavant à toutes personnes, entretenant ou tentant d'entretenir des relations commerciales avec aucun desdits États, en violation des lois en vigueur, les droits et privilèges de belligérants; et je notifie en outre à qui de droit que tous les délinquants en question seront considérés comme pirates et traités comme tels.

« Il est en outre ordonné que toutes les restrictions imposées précédemment au commerce dans les territoires des États-Unis à l'est du Mississipi sont supprimées, à l'exception de celles relatives à la contrebande de guerre, à la réserve des droits des États-Unis, aux propriétés et marchandises achetées sur le territoire de l'ennemi et à la taxe de 25 pour 1000 sur les achats de coton. Toutes les dispositions de la loi du revenu intérieur seront mises en vigueur par les fonctionnaires chargés de ce soin.

« En foi de quoi j'ai signé et fait apposer le sceau des États-Unis.

Washington, le 22 mai 1865.

Signé : ANDREW JOHNSON.

Contre-signé : W. HUNTER,
secrétaire d'État par intérim.

GRANDE-BRETAGNE.

Note du comte Russell aux lords commissaires de l'Amirauté, leur annonçant la cessation de la guerre civile en Amérique et indiquant les mesures à prendre en conséquence à l'égard des navires confédérés.

Foreign-Office, le 2 juin 1865.

Mylords, j'ai l'honneur d'annoncer à Vos Seigneuries que, postérieurement à ma lettre du 11 du mois dernier, la nouvelle est arrivée ici que l'ancien Président des États soi-disant confédérés a été pris par les forces militaires des États-Unis et conduit prisonnier au fort Monroe, et que les armées, jusqu'ici tenues en campagne par les États confédérés, ont pour la plupart capitulé ou se sont dispersées.

Dans cet état des choses, le Gouvernement de la Reine est d'avis que les nations neutres ne peuvent que considérer la guerre civile dans l'Amérique du Nord comme terminée. Conformément à cette

1. Voir *Archives*, 1862, tome II.

opinion, le Gouvernement de la Reine reconnaît que la paix a été rétablie sur tout le territoire dont les États-Unis de l'Amérique du Nord avant le commencement de la guerre civile étaient en paisible possession.

Comme conséquence nécessaire de cette reconnaissance de la part du Gouvernement de la reine, les diverses autorités de Sa Majesté dans tous les ports, rades et eaux appartenant à elle dans le Royaume-Uni ou au delà des mers, doivent à l'avenir refuser la permission à tout navire de guerre, sous pavillon confédéré, d'entrer dans lesdits ports, rades et eaux; elles devront demander à tous navires de guerre confédérés qui, au moment où le présent ordre parviendra aux autorités de Sa Majesté dans lesdits ports, rades et eaux, auront déjà pu y entrer sous la foi des proclamations précédemment émises par la Reine, et qui, s'étant conformés aux dispositions de ces proclamations, pourront se trouver actuellement dans lesdits ports, rades et eaux, d'avoir à les quitter.

Toutefois, si le commandant de quelque navire de guerre confédéré se trouvant dans les eaux ou dans un port ou rade des possessions de Sa Majesté au moment où ces nouveaux ordres auraient été reçus par les autorités de Sa Majesté, ou y entrant dans le délai d'un mois après la réception de ces nouveaux ordres, témoignait le désir d'enlever à son navire tout caractère de belligérant, et, après l'avoir désarmé, restait, sans arborer le pavillon confédéré, dans les eaux anglaises, les autorités de Sa Majesté pourraient, dans ce cas, autoriser ce commandant à le faire à ses propres périls sous tous les rapports; et alors il serait formellement prévenu qu'il n'a plus à compter sur aucune protection du Gouvernement de Sa Majesté, excepté sur celle à laquelle il a naturellement droit dans les circonstances ordinaires en temps de paix.

La règle, en ce qui concerne les vingt-quatre heures, ne serait pas applicable au cas d'un tel navire. J'ai adressé une lettre semblable aux secrétaires d'État de l'intérieur, des colonies, des Indes, et au ministère de la guerre, ainsi qu'aux lords commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté, les priant (comme je prie Vos Seigneuries) d'envoyer des instructions en harmonie avec la décision du Gouvernement de la Reine aux diverses autorités anglaises, à l'intérieur ou à l'étranger, qui pourront être appelés à agir en cette affaire.

Signé : RUSSELL.

NOTE. — Une lettre semblable a été adressée aux secrétaires d'État de l'intérieur, des colonies, de la guerre et des Indes, et aux lords commissaires de la Trésorerie de la reine. Mais le Gouvernement de Sa Majesté considère que le respect dû à la bonne foi nationale et à l'honneur exige que les autorités de la

Reine reçoivent des instructions en ce qui touche les navires confédérés du caractère susindiqué sortant ainsi de nos ports, à savoir qu'ils jouiront du bénéfice de la prohibition précédemment établie contre toute poursuite, pendant vingt-quatre heures, par un croiseur des États-Unis mouillé en même temps qu'eux dans ces eaux, ports et rades, et que cette prohibition sera maintenue en leur faveur.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Proclamation du Président Johnson accordant l'amnistie aux personnes compromises dans l'insurrection du Sud en date du 12 juin 1865.

Attendu que le Président des États-Unis, par proclamations du 8 décembre¹ 1863 et du 26 mars 1864, et en vue de supprimer la rébellion existante, d'inviter toutes les personnes à retourner à leur loyauté première et de restaurer l'autorité des États-Unis, a offert amnistie et pardon à certaines personnes qui avaient directement ou implicitement participé à ladite rébellion ;

Attendu, en outre, que beaucoup de ceux qui ont été engagés dans ladite rébellion ont, depuis ladite promulgation, refusé ou négligé d'accepter les bénéfices qu'elle leur offrait ;

Attendu encore que beaucoup de ceux qui ont été justement privés de tout bénéfice à l'amnistie et au pardon en raison de leur participation directe ou indirecte à la rébellion et de leur hostilité continuelle envers le Gouvernement des États-Unis, depuis la publication desdites proclamations, désirent aujourd'hui obtenir amnistie et pardon ;

En conséquence, et afin que l'autorité du Gouvernement des États-Unis soit rétablie et que la paix, l'ordre et la liberté puissent être restaurés, moi, Andrew Johnson, Président des États-Unis, je proclame et fais savoir que j'accorde par ces présentes, à toutes les personnes qui ont directement ou indirectement participé à la rébellion (excepté à celles désignées plus loin), amnistie et pardon, avec la réintégration dans tous leurs droits de propriété ; — excepté aussi dans le cas où des poursuites légales ont été faites en vertu des lois des États-Unis sur la confiscation des propriétés de personnes engagées dans la rébellion ; — mais à la condition toutefois que chacune de ces personnes prêtera le serment et signera l'engagement qui suivent, observera et maintiendra scrupuleusement ledit serment, qui sera enregistré

1. *Archives*, 1864, tome I, page 206.

pour être conservé d'une manière permanente, et dont voici la teneur :

« Je jure ou affirme solennellement, en présence de Dieu tout-puissant, que je soutiendrai et défendrai fidèlement à l'avenir la Constitution des États-Unis et l'union des États ; que je me conformerai de la même manière à toutes les lois et proclamations qui ont été faites pendant la rébellion, relativement à l'émancipation des esclaves, et que je les soutiendrai fidèlement. Que Dieu me soit en aide ! »

Les catégories de personnes qui suivent sont exceptées des bénéfices de cette proclamation :

Première. — Tous ceux qui sont ou auront été soi-disant fonctionnaires civils ou diplomatiques ou agents intérieurs ou à l'étranger du soi-disant gouvernement confédéré.

Seconde. — Tous ceux qui ont quitté des fonctions judiciaires des États-Unis pour aider la rébellion.

Troisième. — Tous ceux qui ont été officiers dans l'armée ou la marine du soi-disant gouvernement confédéré au-dessus du rang de colonel pour l'armée et de celui de lieutenant dans la marine.

Quatrième. — Tous ceux qui ont quitté leurs sièges au Congrès des États-Unis pour aider la rébellion.

Cinquième. — Tous ceux qui ont envoyé ou offert leur démission dans l'armée ou la marine des États-Unis, en vue d'éviter de combattre la rébellion.

Sixième. — Tous ceux qui ont participé de quelque manière que ce soit à traiter autrement que légitimement, comme prisonniers de guerre, les personnes trouvées dans le service des États-Unis comme officiers, soldats, marins ou en toute autre capacité.

Septième. — Toutes les personnes qui ont été et sont encore absentes des États-Unis dans le but d'aider la rébellion.

Huitième. — Tous les officiers de l'armée et de la marine, au service rebelle, qui ont été élevés par le gouvernement à l'Académie militaire de West-Point ou à l'École navale des États-Unis.

Neuvième. — Toutes les personnes qui ont rempli les prétendues fonctions de gouverneurs d'États en insurrection contre le Gouvernement.

Dixième. — Tous ceux qui ont quitté leurs foyers, situés dans la juridiction et sous la protection des États-Unis, et sont passés des lignes militaires fédérales dans les soi-disant États confédérés, pour aider la rébellion.

Onzième. — Tous ceux qui ont été engagés dans la destruction du commerce des États-Unis sur les mers, et toutes les personnes qui ont fait du Canada des incursions dans les États-Unis et ont été engagées

dans la destruction du commerce des États-Unis sur les lacs et rivières qui séparent les Provinces britanniques des États-Unis.

Douzième. — Toutes les personnes qui, à l'époque où elles chercheront à obtenir les bénéfices de ladite proclamation en prêtant le serment prescrit, seront en prison ou sous engagement en vertu d'ordres des autorités civiles, militaires ou maritimes, ou d'agents des États-Unis, telles que les prisonniers de guerre ou les personnes détenues pour crimes de toute nature, soit avant ou après conviction.

Treizième. — Tous ceux qui ont volontairement participé à la rébellion et qui possèdent des propriétés dont la valeur imposable dépasse 20 000 dollars.

Quatorzième. — Toutes les personnes qui ont prêté le serment d'amnistie tel qu'il était prescrit dans la proclamation présidentielle du 8 décembre 1863¹, ou un serment d'allégeance au gouvernement des États-Unis depuis la publication de ladite proclamation, et qui n'ont pas observé et maintenu depuis leur serment inviolé.

Des demandes de pardon spéciales peuvent être adressées au président par toute personne comprise dans les catégories exceptées, et telle clémence qui sera reconnue compatible avec les circonstances de leur cas et avec la paix et la dignité des États-Unis leur sera libéralement accordée.

Le secrétaire d'État est chargé d'établir et de régler la forme dans laquelle ledit serment d'amnistie sera administré et enregistré, de manière à assurer au peuple les bénéfices de ladite amnistie et prémunir le Gouvernement contre toute fraude.

Signé : P. ANDREW JOHNSON.

Contre-signé : SEWARD.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Proclamation du Président Johnson levant toutes les restrictions mises au commerce de la côte et d'exportation des États-Unis, en date du 13 juin 1865.

Attendu que, par ma proclamation du 29 avril 1865², toutes restrictions aux relations intérieures, privées ou commerciales, à l'except-

1. *Archives*, 1864, tome I, p. 206.

2. *Archives*, 1865, tome III, p. 103.

tion de certaines réserves spécifiées et déterminées, ont été levées dans telles parties des États du Tennessee, de la Virginie, des Carolines du Nord et du Sud, de la Géorgie, de la Floride, de l'Alabama, du Mississippi et de toute la partie de la Louisiane située à l'est du Mississippi, qui sont contenues dans les lignes de l'occupation militaire nationale ;

Attendu que, par ma proclamation du 22 mai 1865 ¹, et pour des raisons qui y sont exposées, il a été déclaré que certains ports des États-Unis précédemment fermés au commerce étranger seraient, à part quelques exceptions spécifiées, rouverts à ce commerce à partir du 1^{er} juillet prochain, conformément aux lois des États-Unis et d'accord avec les règlements qui pourront être prescrits par le secrétaire du Trésor ;

Et attendu que j'ai été informé d'une manière satisfaisante qu'il n'existe plus dans l'État du Tennessee de machinations dangereuses contre les lois des États-Unis ; que l'insurrection qui bouleversait ledit État a été supprimée, et que dans toute l'étendue de son territoire l'autorité des États-Unis est aujourd'hui reconnue sans conteste ; que les officiers publics du gouvernement nommés et dûment commissionnés par lui exercent leurs fonctions officielles sans aucune opposition ;

Maintenant donc, qu'il soit connu que moi, Andrew Johnson, Président des États-Unis, je déclare ici formellement que toutes les restrictions mises aux relations intérieures ou privées, au commerce de la côte et aux échanges, ainsi qu'à l'exportation des produits des États précédemment déclarés en état d'insurrection sont levées, excepté seulement les restrictions regardant les articles considérés comme contrebande de guerre, et aussi celles qui se rapportent aux droits des États-Unis sur les choses achetées sur le territoire d'un ennemi, et conséquemment j'ordonne qu'à partir du premier jour de juillet prochain toutes les restrictions imposées au commerce étranger avec lesdits ports, à part les exceptions et réserves ci-dessus indiquées, soient mises à néant et que le commerce desdits États se fasse sous l'inspection des officiers de la douane régulièrement nommés ; que lesdits officiers recevront toute propriété saisie ou abandonnée qui pourrait leur être remise conformément à la loi par les forces militaires et navales des États-Unis, et qu'ils disposeront de cette propriété suivant qu'il en sera décidé par le secrétaire du Trésor.

Les articles suivants de contrebande de guerre sont exceptés de l'effet de la proclamation ; savoir : armes, munitions, tous les articles avec lesquels on fabrique les munitions, les uniformes et le drap gris.

Je proclame ici et déclare que l'insurrection, dans l'État du Tennessee, et, en ce qui regarde les habitants dudit État, réorganisé et con-

2. Voir plus haut, page 234.

stitué sous l'empire de constitution et réorganisation récente est comprimée.

En conséquence, toutes les incapacités et exclusions qui affectaient ledit État et ses habitants, en vertu de toutes proclamations émises aux termes de la 5^e section de l'acte intitulé : « Acte à l'effet de pourvoir à la perception de droits sur des importations et pour d'autres objets, approuvé le 13 juillet 1861, » sont levées.

Mais rien de ce qui est ici contenu ne sera considéré ni interprété comme modifiant ou amoindrissant les pénalités et punitions pour trahison encourues en vertu des lois des États-Unis, ou des dispositions restrictives, ou incapacités spécifiées dans ma proclamation du 29 mai 1865¹, ni comme modifiant les règlements existants pour la suspension de l'*habeas corpus* et l'exercice du droit militaire dans les cas où cela serait nécessaire pour la sûreté publique générale et le bien-être des populations durant l'insurrection existante.

La présente proclamation n'affectera ni ne lésera en rien ces lois précédemment adoptées par le Congrès et dûment approuvées par le Président, ni les proclamations ou ordres émis par lui durant ladite insurrection abolissant l'esclavage des personnes et des biens.

Au contraire, toutes lesdites lois et proclamations jusqu'ici faites ou publiées sont expressément réservées et déclarées demeurer en pleine force et vigueur.

En foi de quoi j'ai ci-dessous apposé ma signature et fait apposer le sceau des États-Unis.

Fait en la ville de Washington, le 13 juin de l'année de Notre Seigneur 1865 et de l'indépendance des États-Unis la quatre-vingt-unième année.

Pour le Président :

Signé : WILLIAM H. SEWARD,
Secrétaire d'État.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Proclamation du président Johnson levant toutes les restrictions mises sur les relations commerciales aux États-Unis, en date du 29 août 1865.

Attendu que par mes proclamations du 13 et du 24 juin 1865², qui abolissent une partie des restrictions mises sur les relations commer-

1. *Archives*, 1865, tome III, p. 389.

2. Voir plus haut page 239.

ciales intérieures et sur le commerce de cabotage avec les États déclarés en insurrection, certains articles étaient exclus des bénéfices de ces proclamations comme contrebande de guerre;

Et attendu que les circonstances qui nécessitaient ces restrictions ont maintenant cessé en grande partie d'exister;

Il est ordonné qu'à partir du 1^{er} septembre 1865, toutes les restrictions susdites soient abolies et que tous les articles classés comme contrebande de guerre puissent être importés et vendus dans lesdits États, en étant soumis seulement aux règlements que le secrétaire du Trésor pourra établir.

En foi de quoi, j'ai ci-dessous apposé ma signature et fait apposer le sceau des États-Unis.

Fait à Washington, le 29 août 1865.

Signé : ANDREW JOHNSON.

Par le Président :

Signé : WILLIAM H. SEWARD,
Secrétaire d'État.

ITALIE.

Dépêche du général La Marmora au marquis de Tagliacarne, ministre d'Italie à Madrid, au sujet des documents diplomatiques communiqués aux Cortès par le Gouvernement espagnol, en date de Florence le 5 février 1866.

Florence, le 5 février 1866.

Monsieur le Ministre,

Lorsque le Gouvernement espagnol voulut bien renouer des relations régulières avec l'Italie, la franchise des explications qui venaient d'être échangées entre les deux Cabinets m'avait donné lieu de croire que le Gouvernement de S. M. la Reine et le Gouvernement du Roi s'étaient compris, et d'espérer qu'ils n'auraient pas à rouvrir de discussions sur un objet dont nous avons pris un grand soin d'écarter toute équivoque.

Les bonnes relations de l'Italie et de l'Espagne ont toujours eu à nos yeux le plus grand prix, et j'ai eu récemment l'occasion d'exprimer au Sénat du royaume le regret qu'elles eussent été interrompues.

Pendant toute la période où elles cessèrent, l'Italie s'abstint de créer aucun embarras au Gouvernement de la Reine et d'encourager aucun

acte hostile soit contre son administration intérieure, soit contre son action au dehors. Par une suite naturelle de ces bonnes dispositions de notre part, la résolution spontanée, annoncée par le Cabinet de Madrid, de se rapprocher de l'Italie, fut accueillie par nous comme un événement heureux pour l'avenir des deux pays.

Cependant je crus indispensable que ce rapprochement eût lieu des deux côtés avec pleine connaissance de cause, et comme la mention, faite par S. Exc. le Ministre d'État, de la Convention du 15 septembre 1864, m'offrait l'occasion de prévenir dès lors tout malentendu sur la seule question qui semblait pouvoir nous diviser, la question romaine, je m'en expliquai catégoriquement avec le Gouvernement de Sa Majesté Catholique.

Je déclarai, sans détour, dans une dépêche dont le baron Cavallini eut l'honneur de laisser copie au ministre d'État de la Reine, que le Gouvernement du Roi ne reconnaît pas aux puissances catholiques le droit de lui demander des explications au nom des intérêts religieux qui ne sont point en cause. J'ajoutai que la situation politique réglée entre l'Italie et la France, par la Convention du 15 septembre 1864, ainsi que les questions auxquelles peuvent donner lieu l'interprétation et l'exécution de cet acte, ne concernent aucune autre puissance que l'Italie et la France.

Par une dépêche du 12 juillet¹, adressée au chargé d'Espagne à Florence, S. Exc. M. Bermudez de Castro nous fit notifier que le Gouvernement de S. M. la Reine acceptait ces déclarations et en était satisfait, ce que S. Exc. le maréchal O'Donnell voulut bien confirmer expressément au chargé d'affaires d'Italie.

Ce fut après cet éclaircissement que des rapports réguliers furent définitivement rétablis entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Roi.

Nous étions donc fondés à croire que le Gouvernement espagnol s'abstiendrait de toute immixtion dans des questions politiques et territoriales qu'il avait reconnu lui être étrangères.

C'est avec surprise que je constate aujourd'hui, en lisant les documents diplomatiques que le Gouvernement de Madrid vient lui-même de publier, qu'il a jugé pouvoir faire, relativement aux affaires de Rome, des démarches qui ne me semblent pas d'accord avec les déclarations que je suis amené à rappeler.

A ce que me paraît établir le dernier recueil présenté aux Chambres espagnoles, le Gouvernement de S. M. la Reine a demandé que le Gouvernement français lui donnât la garantie que le pouvoir temporel de la cour de Rome serait dans tous les cas assuré, même contre les

1. Voir plus loin.

conséquences de ses propres actes et sans tenir compte de la volonté des populations; le gouvernement et les agents de S. M. la Reine affirment que toutes les puissances ont, comme telles, le droit et le devoir de prendre des mesures et d'agir à l'égard des changements politiques qui pourraient se produire sur le territoire romain après le départ des troupes françaises.

L'ambassadeur de la Reine à Paris ayant cru que la France pourrait admettre l'intervention des autres puissances dans la question romaine, et se mettre d'accord avec l'Espagne pour sauvegarder l'autorité temporelle du Saint-Siège, S. Exc. M. Bermudez de Castro l'engage à prendre part autant que possible aux résolutions qui pourraient être prises dans ce dessein; enfin le Gouvernement espagnol croit pouvoir interpréter des paroles prononcées, dans le sein du Corps législatif de France, comme constituant de la part du Gouvernement impérial un engagement contracté envers les puissances catholiques, et pour celles-ci un titre acquis, en vertu duquel sa question romaine, dans certaines éventualités non prévues par la Convention et malgré l'accomplissement intégral de celle-ci de la part de l'Italie, deviendrait une question européenne et rentrerait dans la compétence de toute la catholicité.

Je laisse à S. Exc. M. Bermudez de Castro le soin d'indiquer si, comme je crois devoir le supposer, il juge à propos de le faire, par quel lien cette conduite du Gouvernement espagnol peut se rattacher aux déclarations qui ont accompagné la reprise des rapports diplomatiques entre les deux États.

Je persiste d'ailleurs à juger inopportun, pour mon compte, d'anticiper sur les éventualités qui ont été l'objet entre LL. EE. l'Ambassadeur d'Espagne à Paris et M. Drouyn de Lhuys, d'entretiens restés sans résultat et où nous n'avions pas à intervenir.

Je ne puis cependant me dispenser de me prononcer en principe sur les démarches du Gouvernement de S. M. la Reine, qui viennent d'acquérir une notoriété officielle; car elles s'inspirent d'une doctrine qui est la négation même de notre droit public, celle d'après laquelle le territoire et la population de Rome seraient frappés d'une espèce de mainmorte au profit de la catholicité, et elles tendent à préjuger une épreuve dont le résultat doit dépendre des populations romaines.

Je dois donc vous charger, Monsieur le Ministre, de rappeler de nouveau à S. Exc. M. Bermudez de Castro, au nom du Gouvernement du Roi, que si la Convention du 15 septembre 1864, en rendant hommage au principe de non-intervention, a soumis cependant à des conditions déterminées l'application de ce principe au territoire romain, ces conditions concernent exclusivement la France et nous; vous déclarerez, par conséquent, pour les autres puissances, que leur non-intervention

dans les affaires politiques de Rome demeure le principe pur et simple sur lequel se règle invariablement la conduite de l'Italie.

Je me suis borné, dans les déclarations qui précèdent, à apprécier l'attitude de l'Espagne au point de vue des droits respectifs des deux nations. J'aurais à y ajouter des observations sur le caractère peu bienveillant du langage et des actes du Cabinet de Madrid envers l'Italie, si je ne tenais à réserver dans toute son étendue l'indépendance réciproque que les deux Gouvernements ont voulu maintenir intacte en rétablissant leurs rapports.

Sans renoncer, bien entendu, à manifester ses appréciations particulières sur la Convention du 15 septembre, appréciations dont nous n'avons pas à prendre acte, et à témoigner sa sollicitude pour le Père des fidèles et pour les intérêts religieux qui ne nous sont pas moins chers qu'à lui, le Cabinet de Madrid aurait pu, à notre exemple, faire dans ses démonstrations une plus large part aux sympathies que comportent la communauté d'origine et la similitude d'institutions des deux peuples. Je ne veux pourtant pas appuyer sur les sentiments d'amitié que le Cabinet de Madrid a bien voulu nous témoigner en d'autres occasions.

Je ne prétends non plus rien ôter à la liberté de ses considérations sur la question romaine. Je pourrais à cet égard observer que, si le Cabinet de Madrid peut apprécier, comme il lui plaît, l'influence que la politique de la cour de Rome a exercée sur les destinées de l'Espagne, nous sommes certes les meilleurs juges des événements de notre propre histoire où, depuis des siècles, les catholiques italiens ont appris à déplorer les maux que la confusion des pouvoirs temporel et spirituel a causés, en Italie, aux intérêts de la patrie et au prestige de la religion. Mais je ne veux pas suivre S. Exc. M. Bermudez de Castro sur un terrain où je regrette qu'il se soit lui-même placé.

Seulement, je ne puis passer sous silence une dépêche adressée, le 8 novembre dernier ¹, à l'ambassadeur d'Espagne à Rome, et où S. Exc. M. Bermudez de Castro énonce l'espoir que des provinces qui font actuellement partie du royaume d'Italie puissent dans la suite en être détachées.

Une telle manifestation, Monsieur le Ministre, doit être formellement relevée par vous auprès de S. Exc. M. le Ministre d'État de la Reine. L'Italie avait le droit, peut-être, de s'attendre à plus d'égards, et S. Exc. M. Bermudez de Castro nous permettra de le lui dire : accueillir, comme il a cru pouvoir le faire, de pareilles prévisions, c'est peu connaître les fondements inébranlables sur lesquels repose notre unité nationale, et l'irrévocable résolution où nous sommes de la faire respecter.

1. Archives, même volume, page 135.

Vous êtes chargé, Monsieur le Ministre, de donner lecture de cette dépêche à S. Exc. M. Bermudez de Castro, et vous lui en laisserez copie s'il le désire.

Signé : LA MARMORA.

ESPAGNE.

Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Ulloa, ministre d'Espagne à Florence, en réponse à la dépêche du général La Marmora du 5 février 1866, en date de Madrid le 16 février 1866.

Madrid, le 16 février 1866.

Excellence, le 11 courant le marquis de Tagliacarne est venu me donner lecture d'une dépêche qui lui avait été adressée par S. Exc. le général La Marmora en date du 5. et qui, avant que j'en aie eu pris connaissance, avait été publiée dans la *Gazette officielle* de Florence du 9.

Un jour après la lecture, le 12, je reçus presque en même temps la copie que l'envoyé italien voulut bien m'envoyer, et la nouvelle télégraphique de la reproduction de cette Note dans les journaux français.

Cette publicité anticipée, qui n'est pas trop d'accord avec les usages diplomatiques généralement suivis, et qui m'excuse de vous adresser la Note dont il s'agit, donne à celle-ci une portée différente et plus significative que celle qu'ont d'ordinaire les communications entre deux Gouvernements amis; elle me met dans le cas de publier à mon tour la Note que voici pour répondre en tout, dans ma réplique, à la forme dans laquelle le Ministre des affaires étrangères m'a adressé les observations auxquelles je vais m'occuper de répondre. Mais avant d'y répondre, il convient à mon but de rappeler certains antécédents.

Quand le Gouvernement de la Reine, animé du désir de renouer ses anciennes relations d'amitié avec le royaume d'Italie, fit spontanément la première indication au baron Cavalcini, chargé d'affaires alors de S. M. le roi Victor-Emmanuel, il mit un soin tout spécial à fixer d'avance, d'une façon claire et précise, la signification et la vraie importance de l'acte qu'il se proposait d'exécuter.

Le général La Marmora, mû par un désir analogue, déclara tout d'abord avec pareille spontanéité de sa part, dans sa dépêche du 5 juillet dernier¹, que, à son avis, le fait de reconnaître un État par

1. Voir plus loin.

un autre n'avait pas lui-même d'autre portée que celle de rétablir purement et simplement les relations diplomatiques dans la forme due, sans que, d'aucune façon, cette reconnaissance puisse nouer la politique d'un des États à celle de l'autre.

Cette définition si peu équivoque de ce que la reconnaissance signifiait, d'après l'opinion de Son Excellence, fut suivie d'explications aussi franches de ma part, contenues dans ma dépêche adressée le 12 du même mois au chargé d'affaires d'Espagne à Florence, et communiquée par M. Zarco del Valle, moyennant lecture et copie, au Ministre des affaires étrangères du Roi d'Italie. Je commençais dans cette dépêche, d'accord avec le Gouvernement italien, par déclarer que la reconnaissance ne pouvait pas lier la politique indépendante d'aucune des deux nations, ni en ce qui touchait le passé, ni sous le rapport de l'avenir; j'ajoutais que l'Espagne n'avait pas caché son opinion sur les événements qui avaient eu lieu en Italie pendant les dernières années, et que, par conséquent, la reconnaissance n'impliquait pas l'approbation rétrospective de la politique suivie par le Gouvernement de S. M. le roi Victor-Emmanuel, au sujet de laquelle l'Espagne s'était toujours réservé la plus complète liberté d'appréciation, et encore moins pouvait-elle croire qu'elle pouvait blesser les droits d'un tiers ni même préjuger seulement les questions qui pouvaient naître de ceux-ci.

Quand le général La Marmora exprima sa façon d'entendre et d'interpréter le fait de la reconnaissance, et quand moi je l'acceptai dans la forme que je viens d'exposer, nous donnions tous les deux une telle preuve de sincérité et de large franchise, qu'il ne semblait pas possible que jamais il pourrait s'élever un doute sur ce sujet.

L'Espagne donc, d'après les déclarations antérieures, resterait en pleine liberté de suivre, après avoir reconnu l'Italie, la politique qu'elle jugerait la plus avantageuse pour ses intérêts.

Ceci posé, je n'ai pu faire autrement que d'être surpris, voyant que le général La Marmora se croit aujourd'hui dans le cas de se montrer offensé et blessé par les actes que l'Espagne a faits ou qu'elle a l'intention de faire, touchant la question romaine, d'autant plus que cette question était aussi prévue, et que le Gouvernement de la Reine s'était exprimé sur elle d'une façon si explicite, qu'elle ne laissait pas de prise au moindre doute.

« Sans mettre en doute, disais-je dans ma dépêche déjà rappelée du 12 juillet, les intentions déclarées publiquement et à plusieurs reprises par le Gouvernement italien de respecter l'autorité spirituelle et le territoire du Saint-Siège, le Cabinet de Florence comprendra les devoirs que nous impose notre position de puissance exclusivement catholique. Et, dans ce sens, il me semble presque inutile d'ajouter

que, en renouant nos relations officielles avec le Gouvernement de Victor-Emmanuel, et en reconnaissant sa monarchie nouvelle et agrandie, nous n'entendions pas affaiblir la valeur des protestations formulées par la cour de Rome. »

Rien ne peut être plus explicite; si nous reconnaissons le fait d'être comprises dans le nouveau royaume d'Italie plusieurs provinces qui avaient appartenu auparavant aux domaines pontificaux; si nous ne voulions malgré cela affaiblir la valeur des protestations du Saint-Père, et si ces protestations, que nous respectons de cette façon, avaient des rapports à des événements antérieurs, il est évident, qu'à moins de commettre une inconséquence grave, les paroles que je viens de transcrire faisaient connaître d'avance notre opinion contraire à toute politique qui eût pour but de morceler dans l'avenir le territoire qui alors, comme aujourd'hui, constituait le patrimoine où le Souverain Pontife exerce sa souveraineté temporelle.

En suivant donc constamment les principes que j'eus l'honneur d'exposer si clairement et avec tant de précision dans cette occasion au Ministre des affaires d'Italie, l'Espagne n'a fait rien de nouveau et n'a montré aucun changement dans sa conduite ou dans ses idées sur lequel puisse s'appuyer Son Excellence pour dire que les demandes faites par le Gouvernement espagnol ne sont pas d'accord avec les déclarations qui servirent de précédent à la reconnaissance. Ces déclarations, je dois le lui rappeler à mon tour, sont nettement exprimées dans le texte de nos dépêches respectives aux agents diplomatiques de l'une et de l'autre nation.

Nous avons reconnu le royaume d'Italie de bonne foi et mus par la plus vive sympathie, tel qu'il se trouve aujourd'hui constitué; en conséquence, une modification quelconque qui surgirait dans l'avenir mettrait les choses dans un état nouveau et différent, que ni l'Espagne ni l'Europe n'ont reconnu ni sanctionné d'avance, et que, par cela même, toutes les nations pourraient reconnaître ou ne pas reconnaître avec une entière liberté.

Mais la missive du général La Marmora est encore plus inexplicable, si l'on pense qu'avant la dépêche du 12 juillet nous avions annoncé publiquement notre ferme intention de faire des démarches pour le pouvoir temporel du Pape. Dans ma dépêche du 26 juin dernier, adressée à l'ambassadeur d'Espagne à Rome, je disais que, « pour être un jour utile aux intérêts sacrés et permanents du suprême pontificat, il était indispensable que l'Espagne renouât ses relations politiques avec le royaume d'Italie, entrant ainsi dans le concert européen, et se mettant en mesure de faire entendre sa voix et employer l'influence que lui donnaient les circonstances en faveur de l'indépendance et de la dignité du Saint-Siège. » Cette dépêche fut imprimée

dans les journaux italiens du 10 juillet, et ne pouvait donc pas ne pas être connue par le général La Marmora.

Mais Son Excellence appuie ses observations et ses arguments sur la précision de ses déclarations à propos de la Convention du 15 septembre, et, puisqu'il en est ainsi, je me crois dans le devoir de rappeler les faits qui les ont provoqués.

Partant d'une erreur commise par le baron Cavalchini en rendant compte de la conférence qu'il eut avec moi sur ces délicates affaires, Son Excellence comprit que le Gouvernement espagnol tâchait de fonder sa détermination de reconnaître l'Italie dans le fait de la conclusion de la Convention susdite, et qu'il prétendait en plus mettre en question la façon d'interpréter cet acte. Dans cette intelligence énoncée, il jugea opportun de me rappeler que les deux États signataires avaient fixé déjà entre eux, dans une forme régulière et par la voie diplomatique, l'interprétation que l'on devait donner à ces paragraphes.

Cette déclaration provoqua une réponse de ma part, dans laquelle je convins que, les stipulations susdites étant l'œuvre exclusive de l'Italie et de la France, le droit de ces deux puissances était exclusif aussi pour fixer son interprétation et la façon dont elle devait se remplir; puis, j'ajoutais aussi que, s'agissant d'une affaire qui touchait de si près toutes les nations catholiques, l'Espagne avait suivi, dès le commencement et avec le plus grand intérêt, non-seulement les négociations, mais les commentaires publics et officiels dont cette Convention avait été l'objet de la part des deux puissances signataires; et que, d'après ces explications et surtout celles que donna M. Rouher au Corps législatif dans la séance du 15 avril, le Gouvernement de la Reine avait formé son opinion définitive sur cette question.

Les explications auxquelles je me rapportais se trouvent dans les dépêches des 28 et 30 octobre 1864¹, adressées par M. Drouyn de Lhuys au baron Malaret, ministre de France à Florence, et dans le discours de M. Rouher, dont j'ai parlé, dans lequel il affirme que l'annexion de Rome à l'Italie était une question d'équilibre européen et appartenant à la juridiction de tout l'univers catholique.

Les déclarations qui renferment ces documents, et qui fixent la signification de la Convention, proviennent d'une des deux puissances qui les rédigèrent, et elles ont été faites avant le rétablissement de nos relations avec l'Italie. Elles nous ont servi de guide; avec elles et par elles nous avons formé notre jugement sur un acte aussi important, et il est important par cela même. Que le général La Marmora réfléchisse, et Votre Excellence devra appeler son attention sur ce point, que si les conséquences de telles déclarations et de telles doctrines ne

1. *Archives* 1865, tome II, page 368.

se trouvent pas d'accord avec les idées de Son Excellence ; que s'il les considère comme la négation du droit public italien même, et s'il croit que, si elles se réalisent, le peuple et le territoire de Rome seront soumis à une sorte d'amortissement au profit du catholicisme, ce n'est pas au Gouvernement de la Reine, quoiqu'il se trouve d'accord avec ces principes, qu'il doit adresser ses arguments pour les combattre.

J'entends que Son Excellence est sous le poids d'une erreur quand il assure que le Gouvernement espagnol s'était reconnu totalement étranger aux questions politiques et territoriales liées à la question romaine ; puisque, s'il est certain qu'il s'avouât étranger à la conclusion de la Convention du 15 septembre, il n'est pas vrai qu'il se montrât indifférent aux affaires de Rome. Une preuve irréfutable de ceci, c'est la dépêche du 12 juillet, dans laquelle on affirme, et non pas une seule fois, l'intérêt constant et vif que le sort du Pontificat et la conservation du pouvoir temporel inspirent à l'Espagne, sans cacher non plus qu'aux yeux du Gouvernement de la Reine, la Convention du 15 septembre était un témoignage solennel, offert par le Gouvernement de Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel, de sa décision de mettre un terme aux agitations de l'Italie et une garantie publique pour l'Europe. Il est à remarquer que rien de ce qui fut dit alors ne provoqua aucune observation ni aucune réclamation de la part du Cabinet de Florence.

Nous sommes donc dans le droit d'affirmer que nous ne nous sommes pas écartés de la ligne politique que nous nous étions marquée, et que, loin de nous cacher, nous nous sommes montrés dès le commencement avec loyauté et avec franchise. On ne peut pas non plus appeler ingérence, comme le général La Marmora le fait, les démarches que nous avons faites, au moyen de l'ambassadeur de Sa Majesté à Paris, près du Gouvernement impérial. Le fait de nous montrer étrangers à la Convention du 15 septembre, avouant conséquemment que nous n'étions appelés ni à l'interpréter ni à la faire observer, ne pouvait pas signifier, comme je l'ai déjà dit, que nous fussions des indifférents au sujet de la question romaine ; non plus que cela n'était pas une reconnaissance de la doctrine qui prétend qu'à l'Italie et à la France appartient seulement ce droit de s'occuper de ce qui appartient à un État indépendant, comme le Saint-Siège, et encore moins cela n'a pu nous priver de la faculté et du droit de faire des observations à un Gouvernement ami, dont l'opinion à ce sujet était pareille à la nôtre, qui donnait autant d'importance que nous à la conservation du pouvoir temporel, et dont l'acquiescement, pour fixer à Rome la capitale du nouveau royaume, avait été déclaré nécessaire par un des hommes les plus remarquables de l'Italie, le comte Cavour.

Nous n'avons donc fait aucun acte d'ingérence quand nous nous sommes déclarés d'accord avec la signification que le Gouvernement

impérial a prêtée à la Convention ; ni même alors que nous avons usé du droit qui nous appartient de nous préoccuper d'une question dont nous n'avons jamais caché l'intérêt pour l'Espagne ; et s'il fallait une preuve de la vérité de cette assertion, il suffirait de considérer que la France, loin de rejeter nos appréciations, les a écoutées et reçues dans le même sens amical dans lequel nous les avons faites. Et c'était naturel qu'il en arrivât ainsi ; les efforts de l'Espagne en faveur du pouvoir temporel sont étrangers à toute vue intéressée. Ces opinions se trouvent, en plus, d'accord avec ce que le Gouvernement impérial a exposé à plusieurs reprises à ce sujet, car ses déclarations ont été reproduites à une époque très-rapprochée, ce que l'on peut constater en lisant la dépêche que le baron Malaret adressa au Ministre des affaires étrangères de l'Empereur, en date du 2 janvier dernier¹.

Dans ce document on dit, entre autres choses, que le représentant de la France avait plus d'une fois déclaré, au nom de son Gouvernement, à S. Exc. le général La Marmora que la France, en signant la Convention du 15 septembre, l'avait fait dans l'intention d'assurer la coexistence en Italie de deux souverainetés différentes : celle du Pape, réduite aux proportions actuelles, et celle du nouveau royaume. Cet état de choses fut celui que l'Espagne reconnut, quand elle renoua ses relations avec l'Italie. On ne peut donc l'accuser avec raison de vouloir s'immiscer dans l'interprétation de la Convention, puisque, dans l'occasion actuelle, elle n'a fait qu'adhérer à l'explication constamment donnée par une des parties signataires, avec laquelle il me semble que l'autre doit se trouver d'accord.

Mais, même en admettant qu'il eût raison d'accuser l'Espagne d'ingérence, et il n'y en a pas certainement, je crois encore que la protestation contre une pareille conduite devrait venir, dans tous les cas, du Gouvernement français, et jamais de S. Exc. le général La Marmora, près duquel nous n'avons fait aucune démarche d'aucun genre à ce sujet.

En résumé, le Gouvernement de la Reine ne peut regarder comme adressées à lui des observations qui n'ont point été provoquées par sa conduite, et qui ont rapport à des déclarations et à des doctrines qui, quoiqu'il déclare spontanément qu'il se les assimile et les fait siennes, c'est vrai, ne se sont pas produites par lui-même, et dont il n'est pas l'auteur.

M. le général La Marmora, dans un autre passage de sa dépêche, reconnaît, — au risque de détruire une des principales bases de ses plaintes, — la complète liberté et l'indépendance réciproque que les deux Gouvernements espagnol et italien se sont réservées en renouant leurs relations ; mais il se trompe en m'attribuant un langage et des actes peu bienveillants envers l'Italie.

1. Voir *Archives*, 1866, tome I, p. 210.

Si les faits auxquels il fait allusion ne sont pas autres que ceux que constatent les documents publiés, Votre Excellence peut lui assurer que, tout en désirant la conservation du pouvoir temporel du Pape, je ne me trouve animé, ni le Gouvernement de la Reine non plus, d'aucun sentiment qui ne soit pas bienveillant vis-à-vis de la monarchie italienne.

Je ne suis pas le seul, non plus que l'Espagne n'est la seule puissance, qui croit utile et nécessaire le pouvoir temporel pour l'exercice digne et libre des attributions spirituelles du Père commun des fidèles; mais on ne doit pas déduire de ceci, comme le général La Marmora le fait, à mon grand regret, que j'aie soutenu comme avantageuse la confusion des pouvoirs temporel et spirituel dans les relations de Rome avec les autres États catholiques.

Le paragraphe de la dépêche du 8 novembre à laquelle Son Excellence fait allusion, n'exprime et ne signifie pas l'espoir de voir plus tard séparées du royaume d'Italie certaines provinces qui y sont comprises aujourd'hui. Le Gouvernement espagnol juge, et il n'est pas le seul non plus dans cette façon de voir, que Rome et l'Italie ont un mutuel intérêt à se réconcilier, puisque les deux États doivent exister en même temps et vis-à-vis l'un de l'autre.

Partant de ce principe, si le général La Marmora relit le paragraphe en question, je crois qu'il se convaincra que la phrase à laquelle il fait allusion peut être considérée comme un argument pour le but que je me proposais en l'écrivant; argument qui était fondé sur des exemples récents et sur la possibilité de nouveaux événements au sein de la Péninsule, moyennant lesquels Rome pourrait se trouver dans le cas de rentrer en possession de quelques-unes de ses anciennes provinces sans atteinte pour l'unité, et en admettant que ceci ait lieu pacifiquement, avec le Gouvernement italien, et au profit de toutes les parties intéressées.

Je crois avoir répondu ponctuellement à la dépêche adressée par le général La Marmora au représentant de son pays en Espagne, mais je ne terminerai pas sans recommander à Votre Excellence de tâcher de dissiper toute prévention que pourrait avoir le Gouvernement italien sur les sentiments qui animent celui de S. M. la Reine. Veuillez donc manifester au Ministre des affaires étrangères que si l'Espagne, fidèle à ses promesses et à ses engagements, et en vertu de la liberté qu'elle s'est réservée et des déclarations qu'elle a faites, en renouant les relations diplomatiques, s'intéresse vivement pour le maintien de la souveraineté temporelle du Saint-Siège, elle ne laisse pas pour cela d'avoir pour le royaume d'Italie la plus grande amitié et la plus profonde sympathie. La spontanéité de la reconnaissance en est un bon témoignage, ainsi que les discours que j'ai prononcés moi-même au Sénat.

Le général de La Marmora ne doit pas enfin douter de la sincérité avec laquelle nous désirons renouer les bonnes relations qui nous unissent à un peuple dont l'origine et les institutions sont analogues aux nôtres.

Veuillez donner lecture de cette dépêche à M. le Ministre des affaires étrangères, et lui en laisser copie, s'il le désire.

Signé : M. BERMUDEZ DE CASTRO.

ITALIE.

Discours du général La Marmora, prononcé à la Chambre des députés le 25 février 1866, pour défendre la politique du Gouvernement.

Messieurs, je ne veux que relever les accusations les plus graves adressées au ministère et toucher à quelques points principaux de notre politique.

Je ne reviendrai pas sur ce qu'on appelle le péché originel du Cabinet, quoique ce soit moi qui ai cueilli le fruit défendu en reprenant possession du siège présidentiel. Il appartient à la Chambre de nous donner, et j'espère qu'elle le fera, un baptême ou une absolution.

On accuse le Cabinet d'être sans force. Messieurs, les actes énergiques ne nous ont jamais fait reculer. Nous avons transporté à Florence le siège du Gouvernement : ce n'était certes pas aisé, et de plus c'était une opération douloureuse; elle s'est cependant accomplie avec un ordre parfait, sans interruption des services publics, avec un succès qui a étonné l'étranger. Nous avons rempli notre tâche avec toute la vigueur que notre devoir exigeait. Sans doute, comme nous voulons gouverner constitutionnellement, nous avons besoin de l'appui de cette Chambre, et une force nécessaire nous manquera tant qu'elle ne nous l'aura pas accordé : nous venons précisément lui demander cet appui, cette force.

On a dit que le ministère n'a pas de programme. Et ce reproche a été fait entre autres par les hommes qui ont le plus contribué à causer la dernière crise. Mais le ministère regarde comme un avantage pour lui et le pays de n'être point lié à l'une ou à l'autre des subdivisions des partis, et de n'être engagé dans aucune question de personnes. Dans un moment où aucune majorité n'est encore formée, il est bon que le ministère garde ce caractère. Nous souhaitons que la majorité se constitue pour appuyer ou ce ministère ou un autre

Cabinet, peu importe ; nous respecterons ses décisions. Jusque-là, je crois bon que nous restions en dehors des partis. Je dis ceci, parce que j'entends parler de ministères de coalition qui se formeraient avec les chefs des divers partis ; je crois que ce serait là porter dans le Cabinet la confusion qui règne dans la Chambre.

On nous reproche de ne pas avoir de programme ! Et c'est l'honorable M. Rattazzi qui en a tant fait, lui, de programmes et avec quels résultats ! c'est lui, dis-je, qui nous fait ce reproche. Les programmes sont des mots ; ce sont des faits que le pays veut. Le ministère a ses systèmes, ses idées, et la Chambre les connaît. L'honorable Boggio m'accuse de n'en pas avoir de fixes, parce que j'ai vu divers ministres se succéder avec des changements de plans sous ma présidence. C'est peu connaître les choses de gouvernement, que de croire qu'un président du Conseil s'occupe des détails et lie ses idées à toutes celles de ses collègues.

Il garde sa part de liberté et leur laisse la leur. En Angleterre, les premiers ministres changent de collègues sans que personne y trouve à redire, et le comte de Cavour, que nul n'accusera de n'avoir pas eu d'idées, a eu tant de collègues sous sa présidence, que moi, qui ai été ministre avec lui longtemps, je vois partout des anciens collègues de cabinet dans cette Chambre et dans l'autre.

On dit que je change de collègues comme je remplace mes officiers à la guerre quand ils tombent à côté de moi. Messieurs, il y a cette différence que chaque officier qui tombe dans notre armée est remplacé immédiatement par un autre qui accourt, et ainsi de suite ; tandis que c'est une dure tâche que de trouver des ministres par le temps qui court, et que j'ai dû supplier ceux qui sont ici d'accepter le fardeau du pouvoir avec moi.

En politique étrangère, on dit que nous avons laissé tomber notre drapeau dans la boue en reconnaissant le Mexique. Je ne répondrai pas à cela. On ne relève pas la boue ; on la laisse où elle est. C'est un langage dont je ne veux pas me servir. Notre drapeau est en bonne compagnie à côté de celui des premières puissances d'Europe.

On me trouve trop peu porté à la révolution. Je n'aime pas le mot, et j'ai dit pourquoi l'an passé : une révolution, en mécanique, ramène au point de départ. La liberté, le progrès me sont peut-être plus chers qu'à ceux qui en parlent tant. Mais je n'aime pas la destruction, et, là-dessus, je me sépare de l'honorable Miceli.

On affecte de faire peu de cas de nos rapprochements avec des puissances qui auparavant ne nous reconnaissaient pas.

Mais il n'est pas de puissance si forte qui dédaigne les alliances. L'Angleterre et la France unies ont recherché l'alliance du Piémont dans la guerre de Crimée, qui nous a conduits où nous en sommes.

C'est un heureux événement que la reconnaissance de la Bavière, si loyale, si noble, sans réserves ni faux-fuyants, et accompagnée des démonstrations les plus amicales. Ceci est une preuve de plus qu'on ne croit plus au retour du passé.

On nous reproche trop de condescendance pour la France. Mais croit-on que la France pèse sur nous pour nous empêcher de faire la guerre à l'Autriche? Si nous n'avons pas fait la guerre jusqu'ici, c'est parce qu'il ne nous convenait pas encore de la faire. Voyez les progrès des sympathies françaises pour nous; ils sont sensibles. Il y a vingt ans, personne en France ne s'intéressait à nous. Aujourd'hui c'est pour nous une nation amie, et le mérite en est surtout à l'Empereur. Je m'étonne toujours quand on montre ici peu de gratitude pour la France. Je ne reparlerai pas de Magenta et Solferino, souvenirs immortels qui ne s'effaceront jamais de nos cœurs. La France continue à être notre amie. Nos relations diplomatiques avec la France ne doivent pas être jugées sur tel fragment de dépêches. Je sais et j'affirme que les dépêches qui partent d'ici pour la France sont amicales pour nous. Croyez-vous, d'ailleurs, que les dépêches de nos agents ne contiennent que des compliments pour les gouvernements auprès desquels ils nous représentent?

On parle d'une dépêche, la dernière connue qui a été adressée de Paris à Florence. Il est question d'une conversation; on veut savoir ce que j'ai répondu à certaines paroles. Mais j'ai eu bien des conversations en ce genre; vous pouvez juger de mon langage d'après ce que j'ai toujours dit publiquement, et dernièrement encore au Sénat. La Convention sera strictement et loyalement exécutée des deux parts; quant aux conséquences futures, chacun des deux Gouvernements garde ses prévisions et ses convictions.

La France croit que le Gouvernement pontifical, en se réformant, en changeant de système, se réconciliera avec ses sujets et avec le royaume d'Italie; c'est une espérance, une opinion : je ne sais si elle a persisté, cette espérance, après la Note récente du Cardinal Antonelli, l'ami de M. Boggio.

Nous croyons, nous autres Italiens, que la Papauté, pour recouvrer son indépendance et pour relever le prestige de la religion, doit se dégager le plus possible de ses attaches temporelles. C'est une autre espérance, et qui se fonde sur notre désir de voir la religion reprendre tout son éclat.

Nous espérons plus encore : c'est que la Papauté répudiera cette secte furieuse, aveugle et destructrice comme toutes les sectes, qui a pour organes certains journaux soi-disant religieux, qui foule aux pieds les sentiments de patrie et tout ce qu'il y a de noble et de sacré dans le cœur de l'homme, et jette la division jusque dans les familles.

C'est une solidarité que je déplore pour la Papauté, dans l'intérêt de la religion. Oui, pour la religion, et l'honorable Cantù, qui semble ne pas être de mon avis, sait pourtant bien combien nos populations ont besoin de religion.

On a parlé de la dette pontificale : la France nous a invités à donner exécution à l'article 4 de la Convention : nous avons accepté la France comme intermédiaire entre le Gouvernement papal et nous en cette affaire ; nous avons envoyé à Paris — où nous avons accepté de traiter, sur l'avis d'hommes très-compétents que je pourrais nommer — les chiffres et les données que nous possédons. Il n'y a pas encore eu d'autres négociations. En tout cas, tout sera soumis au Parlement.

Sur la formation d'un corps pontifical en France, je n'avais pas attendu l'invitation de M. Minghetti pour demander des explications au Gouvernement impérial. Il a été répondu formellement que tous les soldats et officiers enrôlés pour le Pape sont libérés, et n'appartiennent plus à l'armée française, et qu'il n'existera aucune espèce de rapport ni de solidarité quelconque entre eux et le Gouvernement de leur pays d'origine.

Ne jugez pas, messieurs, d'après une phrase, un mot. Voyez l'ensemble des actes. La politique française n'a rien d'hostile à l'Italie. Ses déclarations les plus précises nous sont favorables. La France l'a dit : elle ne peut pas empêcher le pouvoir temporel de se suicider, et ne tournera pas ses baïonnettes contre l'Italie.

On me demande si je ne rappellerai pas le ministre du roi de Madrid, si je ne répliquerai pas à la dernière note espagnole. Les polémiques prolongées ne sont pas de mise en diplomatie ; quand on a déclaré ses vues et ses principes avec netteté, c'est assez. Il ne s'agit pas de lutter à qui aura le dernier mot. En lisant avec attention la dépêche de M. Bermudez de Castro, la conclusion particulièrement, où sont exprimés des sentiments d'amitié pour l'Italie, il est aisé de se convaincre que les choses ne doivent pas aller plus loin pour le moment. Nous aurons les yeux ouverts, et nous agirions de nouveau s'il était nécessaire, ce que je ne prévois pas.

A l'égard de l'Autriche, il n'y a point de négociations politiques. Le Gouvernement autrichien nous a fait parvenir de Paris d'abord, puis de Vienne même, des communications sur des intérêts purement commerciaux ; que le mot de Vienne n'effraye personne ; la légation de Suède, à Vienne, veut bien gérer les intérêts italiens. Le Gouvernement du Roi verra quelle résolution il y a lieu de prendre pour ces rapports de commerce.

Le ministre de la guerre vous parlera des choses de son département. MM. Minghetti et Rattazzi m'ont recommandé, à ce propos, de ne pas désarmer. Il faut s'entendre, et détromper le pays qui a sur ce

point des idées fausses. Nous devons nous mettre sur le pied de paix, pour être, financièrement et de toute façon, mieux en état de faire la guerre au besoin. En peu de jours nous pourrions passer du pied de paix au pied de guerre s'il le faut.

Nos forces disponibles seront les mêmes, et nos finances en bénéficieront. C'est assez consacrer à nos forces de terre et de mer que de porter ces deux budgets à 200 millions, ce qui comporte le quadruple des dépenses qu'avait pour ces objets le Piémont en temps ordinaire, c'est-à-dire 150 millions, plus 50 millions que réclament les nécessités particulières de notre situation.

Le président du conseil établit par des chiffres que, selon ce système, on aurait pu, depuis 1860, dépenser 627 millions de moins pour la guerre et la marine, sans rien perdre des forces actuelles. Sur cette somme, ont eût pu consacrer 127 millions à des fortifications, et le reste eût été une précieuse ressource pour toute éventualité. Je n'accuse personne, ajoute-t-il; mes prédécesseurs ont cédé aux entraînements de l'opinion qui poussait aux armements; c'est pourquoi je dis ceci pour que l'opinion se détrompe sur l'utilité de dépenses semblables.

Le ministre conclut en s'en remettant au jugement de la Chambre.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Proclamation de la lieutenance princière invitant la nation roumaine à élire de nouveaux députés, en date de Bucharest le 27 mars 1866.

La nation Roumaine, fidèle aux grands principes nationaux consacrés par le vote unanime des Divans *ad hoc*, est rentrée, le 11 février, dans la plénitude de ses droits; et, déclarant de nouveau sa foi immuable aux quatre points itérativement proclamés par le Gouvernement et les corps constitués, elle a marché avec une fermeté constante dans la voie qui mène à la consolidation définitive de son désir et de sa volonté.

Le Gouvernement, acclamé le 11 février par le pays entier et reconnu immédiatement par l'Assemblée et le Sénat, a déclaré tout d'abord que, dans les circonstances solennelles où nous nous trouvons, son désir et sa volonté sont d'entretenir la plus complète harmonie entre les Corps législatifs et lui. Dans ce but, il est allé, nonobstant les murmures de l'opinion publique, jusqu'à prolonger la session or-

dinaire de ces Corps. L'Assemblée, au lieu de tenir compte de l'esprit qui a présidé à la conduite du Gouvernement, et surtout de la situation politique du pays, a commencé par mettre des entraves sur la voie de la nation et a manifesté des tendances qui, tolérées, auraient pu compromettre l'acte du 11 février et jusqu'à notre existence nationale. Ces tendances se sont fait jour dans la séance de l'Assemblée d'hier.

L'Assemblée a tenté ouvertement de nier à la lieutenance princière une de ses prérogatives principales : celle de faire appel à la nation. Elle n'a pas craint de laisser voir le dessein de se perpétuer et de se transformer ainsi en convention nationale, et à faire présumer, par cet acte, que la nation elle-même serait disposée à entrer dans la voie de l'anarchie. Le Gouvernement, ne pouvant hésiter un seul instant vis-à-vis d'une semblable attitude, a dissous l'Assemblée et clos la session du Sénat.

Roumains ! le vote du 11 février a ouvert une nouvelle ère à notre vie nationale. Ce vote exige impérieusement et d'urgence que la nation, dans la plénitude de sa liberté, envoie de nouveaux mandataires qui, appréciant la situation et les besoins du jour, mettent aussi notre Constitution en harmonie avec les principes proclamés dans ce jour mémorable, appelé à constituer une des plus belles pages de l'histoire de la Roumanie.

Les collèges électoraux sont ouverts. Entrez-y avec l'ancienne fermeté et la foi roumaines, et vos élus seront heureux de vous dire bientôt que la Roumanie, une et indivisible, libre et juste, est reconnue de l'Europe entière. Dieu protège la Roumanie !

Donné à Bucharest, le 15 mars 1866.

La lieutenance princière,

Signé : GOLESCO, LASCAR, CATARGI, HARALAMBI.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Proclamation du président Johnson annonçant le retour de la paix dans l'Union, en date du 2 avril 1866.

Attendu que, par proclamation en date des 15 et 19 avril 1861¹, le Président des États-Unis, en vertu du pouvoir dont il est investi par la Constitution et les lois, a déclaré que les lois des États-Unis étaient

1. *Archives*, 1862, tome II, pages 9, 365.

menacées et que leur exécution était arrêtée, dans les États de la Caroline du Sud, de la Géorgie, de l'Alabama, de la Floride, du Mississippi, de la Louisiane et du Texas, par des combinaisons trop puissantes pour être déjouées par les moyens légaux ordinaires ou à l'aide de l'autorité conférée aux marshals par les lois ;

Attendu que, par une autre proclamation en date du 16 août¹ de la même année, promulguée en vertu d'un acte du Congrès approuvé le 13 juillet 1861, les habitants de la Géorgie, de la Caroline du Sud, de la Virginie, de la Caroline du Nord, du Tennessee, de l'Alabama, de la Louisiane, du Texas, de l'Arkansas, du Mississippi et de la Floride, à l'exception des habitants de la partie de la Virginie située à l'ouest des monts Alleghany, ou de toutes autres parties de cet État ou des États susmentionnés qui maintiendraient une loyale adhésion à l'Union ou qui pourraient éventuellement être occupées par les forces des États-Unis engagées à disperser les insurgés et se trouver placées sous la dépendance desdites forces, ont été déclarés être en état d'insurrection contre les États-Unis ;

Attendu, en outre, que, par une autre proclamation en date du 1^{er} juillet 1862, lancée en exécution d'un acte du Congrès approuvé le 7 juin de la même année, l'insurrection a été déclarée être encore en existence dans les États précités, sauf dans certains comtés spécifiés de l'État de Virginie ;

Attendu, en outre, que, par une autre proclamation en date du 2 avril 1863, lancée en exécution d'un acte du Congrès du 13 juillet 1861, les exceptions faites dans la proclamation du 16 août 1861 ont été révoquées, et les habitants des États de la Géorgie, de la Caroline du Sud, de la Caroline du Nord, du Tennessee, de l'Alabama, de la Louisiane, du Texas, de l'Arkansas, du Mississippi, de la Floride et de la Virginie, à l'exception des quarante-huit comtés désignés sous le nom de Virginie occidentale, et des ports de la Nouvelle-Orléans, de Key-West, de Port-Royal et de Beaufort, ont été déclarés être en état d'insurrection contre les États-Unis ; et attendu que la Chambre des Représentants a adopté, le 22 juillet 1861, une résolution ainsi conçue :

« Résolu, par la Chambre des Représentants du Congrès des États-Unis, que la déplorable guerre civile actuelle a été imposée de force au pays par les sécessionnistes du Sud, aujourd'hui en révolte ouverte contre le Gouvernement constitutionnel et en armes autour de la capitale ; que dans cette crise nationale, le Congrès, bannissant toute pensée de passion ou de ressentiment, ne songera qu'à l'accomplissement de son devoir envers le pays entier ; que cette guerre n'est pas entreprise par nous dans un but d'oppression, de conquête ou de sub-

1. *Archives*, 1861, tome IV, page 118.

jugation, ni avec le dessein de renverser ou d'attaquer les droits et les institutions établies de ces États : mais afin de maintenir et de défendre la suprématie de la Constitution et de préserver l'Union, sans porter atteinte à la dignité, à l'égalité et aux droits des différents États, et que, aussitôt que cet objet sera accompli, la guerre devra cesser ;

« Attendu, en outre, que le Sénat des États-Unis a adopté, le 25 juillet 1861, une résolution conçue dans les mêmes termes que la précédente ;

« Attendu que ces résolutions, bien qu'elles n'aient pas affecté la forme collective ou combinée, sont tout à fait identiques et, comme telles, peuvent être regardées comme ayant été l'expression de l'opinion du Congrès sur le sujet auquel elles se rapportent ;

« Attendu que, par ma proclamation du 13 juin dernier, l'insurrection a été déclarée supprimée dans l'État du Tennessee, l'autorité des États-Unis s'y exerçant sans conteste et les officiers des États-Unis dûment autorisés y remplissant sans entrave leurs fonctions officielles ;

« Attendu qu'il n'existe maintenant aucune résistance armée à l'autorité des États-Unis, de la part de citoyens abusés ou autres, dans les États de la Géorgie, de la Caroline du Sud, de la Virginie, de la Caroline du Nord, du Tennessee, de l'Alabama, de la Louisiane, de l'Arkansas, du Mississippi et de la Floride ; que les lois peuvent y être appliquées et mises en vigueur par les autorités civiles, fédérales ou d'État ; que le peuple des États précités est dans de bonnes et loyales dispositions ; qu'il s'est conformé ou se conformera, par ses actes législatifs, au nouvel état de choses résultant de l'amendement à la Constitution prohibant l'esclavage dans les limites et la juridiction des États-Unis ;

« Attendu que, d'après ce qui précède, il est évident que la détermination manifeste du peuple américain est qu'aucun État n'a le droit ni le pouvoir de sortir, de se séparer ou d'être séparé de l'Union américaine ; et que, par conséquent, chaque État doit demeurer et constituer une partie intégrante des États-Unis ;

« Attendu que le peuple des différents États susmentionnés a donné une preuve satisfaisante de son acquiescement à cette restauration souveraine et importante de l'unité nationale ;

« Attendu que l'on croit qu'un des principes fondamentaux du Gouvernement est que le peuple qui s'est révolté et qui a été vaincu et soumis doit être traité de manière à l'induire à devenir volontairement ami, ou être maintenu par un pouvoir militaire absolu, ou ruiné de manière à l'empêcher pour jamais de nuire comme ennemi, laquelle politique fait horreur à l'humanité et à la liberté ;

« Attendu que la Constitution des États-Unis pourvoit à des communautés constitutionnelles seulement en qualité d'États, et non en

qualité de territoires, de dépendances, de provinces ou de protectorats ;

« Attendu que cesdits États constitutants doivent nécessairement être, et par la Constitution et les lois des États-Unis, sont faits égaux et placés sur un pied égal, quant aux droits politiques, aux immunités, à la dignité et au pouvoir, à celui des différents États avec lesquels ils sont unis ;

« Attendu que l'observation de l'égalité politique comme principe de droit et de justice est bien faite pour encourager les peuples des susdits États à devenir de plus en plus constant et persévérant dans son allégeance renouvelée ;

« Attendu que les armées permanentes, l'occupation militaire, la loi martiale, les tribunaux militaires et la suspension du privilège du writ d'*habeas corpus* sont, en temps de paix, dangereux pour la liberté publique, incompatibles avec les droits individuels des citoyens, contraires au génie et à l'esprit de nos libres institutions, épuisants pour les ressources nationales, et ne doivent pas en conséquence être sanctionnés ou permis, excepté dans des cas de nécessité existante pour repousser l'invasion, ou supprimer l'insurrection ou la rébellion ;

« Et attendu que la politique du Gouvernement des États-Unis, depuis le commencement de l'insurrection jusqu'à sa défaite et sa suppression finale, a été conforme aux principes ci-dessus émis et énumérés ;

« En conséquence, moi, Andrew Johnson, Président des États-Unis, je proclame et déclare par les présentes que l'insurrection qui existait auparavant dans les États de Géorgie, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Virginie, Tennessee, Alabama, Louisiane, Arkansas, Mississippi et Floride est terminée, et qu'elle doit être désormais ainsi envisagée. »

En foi de quoi j'ai apposé ci-dessous ma signature et fait apposer le sceau des États-Unis.

Fait en la cité de Washington, le second jour d'avril, l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-six, et de l'indépendance des États-Unis d'Amérique la quatre-vingt-dixième.

Signé : ANDREW JOHNSON.

Signé : WILLIAM H. SEWARD, Secrétaire d'État.

PRUSSE.

Note du Consul général de Russie à Bucharest au prince Joa Ghika, ministre des affaires étrangères des Principautés-Unies, au sujet de l'émeute de Jassy, en date du 7/19 avril 1866.

Monsieur le Ministre,

Dans la note que vous avez adressée le 3/15 avril à M. le doyen du corps consulaire, pour être communiquée aux autres agents à Bucharest, vous attribuez, entre autres, à la participation active du sujet russe prince Constantin Mourouzi et aux moyens et à l'appui secrets dont il aurait disposé, la cause des troubles très-regrettables qui se sont produits dernièrement à Jassy.

Des publications officielles parlent également d'instigations étrangères et d'agents soudoyés par l'étranger.

Ces assertions semblent vouloir faire entendre que des provocations au désordre sont venues du côté de la Russie.

J'ai le devoir de protester hautement contre de pareilles insinuations. Elles ne sauraient atteindre le Gouvernement de S. M. l'Empereur, mais je dois au public des Principautés de m'élever avec force contre des imputations qui pourraient égarer son jugement.

Après l'émeute qui a eu lieu à Bucharest le 3 août de l'année dernière, le Gouvernement du prince Couza a cru pouvoir élever les mêmes accusations contre des influences étrangères. L'opinion publique a fait prompt justice de ces affirmations frivoles, et aucun des nombreux sujets étrangers qui avaient été arrêtés à cette époque n'a pu être trouvé coupable.

J'ignore si le prince Constantin Mourouzi a pris ou non une part dans les événements de Jassy. Dans tous les cas les actes qu'on lui attribue ne sauraient être que du domaine de la justice.

En ce qui concerne l'attitude des sujets russes en général, je m'en réfère à l'appréciation du préfet de Jassy, qui, dans une lettre adressée au consul impérial le lendemain de la collision, et publiée depuis, relève expressément *la conduite pacifique que mes nationaux n'ont cessé de garder pendant toute la durée des troubles.*

Agréez l'assurance de ma haute considération,

Signé : OFFENBERG.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Note du prince Jon Ghika, ministre des affaires étrangères, au baron d'Offenberg consul général de Russie, en réponse à sa protestation en date du 19 avril au sujet de l'émeute de Jassy, en date du 23 avril 1866.

Bucharest, 11/23 avril 1866.

Monsieur le baron.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la Note 44 en date du 7 avril dernier, par laquelle vous protestez contre certaines insinuations que vous croyez voir résulter, soit de la teneur de ma Note à M. le doyen du corps diplomatique, soit de celle de diverses publications officielles ; insinuations qui, selon vous, monsieur le baron, tendraient à établir une participation quelconque de la Russie à la regrettable échauffourée de Jassy.

Je me hâte de vous répondre, monsieur le baron, après un examen attentif des pièces susmentionnées, qu'il m'est impossible d'y découvrir rien de semblable à des assertions de la nature de celles dont vous vous plaignez.

Dans ma Note, il est bien question d'un soulèvement provoqué par des intrigues et des menées coupables ; dans les publications officielles, il s'agit bien d'étrangers qui auraient pris part au mouvement, mais il n'est pas dit dans l'une ni dans les autres que ces étrangers soient exclusivement Russes ; enfin rien surtout n'y spécifie que les menées dont nous subissons les effets doivent être rapportées à une excitation quelconque du gouvernement de S. M. l'Empereur.

Quant aux assertions de la presse, le gouvernement ne saurait nullement en assumer la responsabilité, nos lois pouvant seules en réprimer les écarts.

En ce qui concerne les sujets russes qui s'y seraient mêlés de la manière la plus active, les faits ne peuvent malheureusement nous laisser aucun doute à cet égard ; j'aurais, entre autres, à vous citer MM. Mourouzi et Indgé : ce dernier arrêté au moment où il faisait usage de ses armes.

Mais jamais, monsieur le baron, il ne nous serait venu dans l'idée, je ne dirai pas de publier, mais même de supposer par là que le gouvernement de S. M. l'Empereur, dont nous avons maintes fois constaté les intentions efficacement bienveillantes, et qui dispose en outre de tant de moyens d'action puissants et avouables, en vint à recourir à des voies aussi indirectes et aussi équivoques pour faire triompher

une politique qui ne saurait, à notre égard, revêtir d'autre caractère que celui de la sollicitude que les autres puissances garantes ont pareillement pour la prospérité future du pays.

Et ce n'est pas au moment où la volonté de la Russie pèse d'un poids si considérable dans la balance de nos destinées, que le gouvernement commettrait l'étrange imprudence de lancer à son adresse des insinuations aussi gratuites et aussi malavisées que celles dont il s'agit.

En vous adressant ces explications qui me semblent de nature à calmer d'honorables susceptibilités, je vous prie, monsieur le baron, d'agréer, etc.

Signé : JON GHICA.

AUTRICHE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE,
PRUSSE, RUSSIE.

Note des plénipotentiaires de la conférence de Paris relative aux Principautés-Unies, adressée aux Agents et Consuls de leurs Gouvernements respectifs à Bucharest, en date du 2 mai 1866.

Paris, le 2 mai 1866.

Monsieur,

La Conférence, instruite des événements qui viennent de se passer dans les Principautés, a jugé nécessaire de faire la déclaration annexée à cette dépêche, déclaration que vous êtes chargé de remettre en copie au Gouvernement provisoire de Bucharest.

Le désir de la Conférence est de laisser aux Principautés-Unies toute la liberté d'action compatible avec les engagements internationaux qu'elle est appelée à faire respecter.

La Conférence aime à croire que le gouvernement provisoire et les populations comprendront ses intentions bienveillantes à leur égard et que l'Assemblée conformera ses actes au sens de la déclaration.

La déclaration prescrit la ligne de conduite que les consuls ont à suivre, et la Conférence ne doute pas du zèle que vous mettrez conjointement avec vos collègues à veiller à l'exécution de la décision qu'elle porte à votre connaissance.

Vous voudrez bien inviter le Gouvernement provisoire à insérer dans le journal officiel le texte du document ci-annexé et m'informer par le télégraphe de cette publication.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement provisoire de Bucharest, en provoquant par un récent plébiscite la nomination d'un prince étranger, a contrevenu à la convention du 19 août 1858¹, laquelle, par l'article 12, défère à l'Assemblée l'élection hospodarale.

La Conférence décide, en se référant à sa résolution du 4 de ce mois, que le soin de résoudre la question du maintien de l'union doit être laissé à l'Assemblée qui va se réunir. Si la majorité, soit des députés moldaves, soit des députés valaques, le demandait, les uns ou les autres auraient la faculté de voter séparément.

Dans le cas où la majorité, soit moldave, soit valaque, se prononcerait contre l'union, ce vote aurait pour conséquence la séparation des deux principautés.

Cette question vidée, l'Assemblée procédera à l'élection hospodarale, qui, aux termes de l'article 13 de la convention, ne doit tomber que sur un indigène.

Les consuls sont chargés de veiller d'un commun accord à la libre émission des votes et de signaler immédiatement à la Conférence toute atteinte qui y serait portée.

(L. S.) *Signé* : METTERNICH,

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS,

(L. S.) *Signé* : COWLEY,

(L. S.) *Signé* : NIGRA,

(L. S.) *Signé* : GOLTZ.

(L. S.) *Signé* : BUDBERG.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Plébiscite du peuple roumain et discours de la députation roumaine chargée d'offrir la couronne au prince Charles-Louis de Hohenzollern, comme prince régnant des Principautés-Unies¹.

Plébiscite.

Nous nommons prince souverain des Principautés-Unies roumaines,

1. Voir *Archives*, 1866, tome II, page 102.

2. Le 19 mai, la députation, roumaine partie de Paris pour Dusseldorf et composée du prince G. Stirbey, de MM. D. Boéresco, G. Costaforo et L. Steege, a présenté, dans

avec droit d'hérédité, S. A. R. le prince Charles-Louis de Hohenzollern-Sigmaringen, sous le nom de Charles I^{er}.

Nous soussignés, membres de la haute commission pour le dépouillement des votes du plébiscite du 10 mars 1866, avons constaté que l'élection de S. A. le prince Charles-Louis de Hohenzollern-Sigmaringen comme souverain des Principautés-Unies roumaines, avec droit d'hérédité, a réuni 655 969 votes affirmatifs, contre 224 votes négatifs.

En foi de quoi avons signé :

Le métropolitain primat de la Roumanie, NIPHON ;
— le premier président de la Cour de cassation, D. STURDZA ; — le président de la section criminelle de la Cour de cassation, CATARGI ; — le président de la section civile de la Cour de cassation, E. PRÉDESCO ; — le vice-président du conseil d'État, J.-G. FLORESCO ; — le président de la Cour des comptes, A. ROMELO ; — le chef de la première division territoriale, colonel D. CRETZULESCO ; — le doyen de la Faculté de droit, C. ROZIANO.

Discours des délégués de la nation roumaine.

Monseigneur,

Le peuple roumain a senti, comme tout peuple jeune qui aspire à vivre et qui a la conscience de sa force, que la première condition d'existence pour une nation, c'est d'établir le principe de stabilité dans le pouvoir. A l'exemple d'autres nations, il a cherché son souverain héréditaire hors de son sein dans une famille de sang royal, ayant des traditions glorieuses et historiques. C'est à Votre Altesse Royale, prince Charles-Louis de Hohenzollern, qu'il confie ses destinées.

Nous sommes heureux, prince, de pouvoir déposer entre les mains de Votre Altesse Royale l'acte formel qui constate le vote unanime de la nation roumaine. L'assemblée élective vient de le confirmer avec la même unanimité.

Le peuple roumain vous attend avec une vive impatience, Monseigneur. Aujourd'hui vous êtes son chef légitime. Votre élection est l'expression de la volonté d'une nation autonome, qui a agi en vertu

une audience solennelle, au chef de la famille de Hohenzollern, le prince Charles-Antoine, en présence de toute sa famille, le plébiscite qui contient l'élection du prince Charles-Louis de Hohenzollern comme souverain des Principautés-Unies. Les délégués, en remettant cet acte officiel entre les mains du prince, ont prononcé un discours qui explique le but et l'objet de leur mission. Le prince leur a répondu de la manière la plus affable et la plus satisfaisante pour le peuple roumain.

de ses droits séculaires, que des traités européens ont reconnus et respectés.

Venez, prince, vous mettre à la tête de ce peuple qui a su, au milieu de siècles de tourments, conserver intacte sa nationalité. Venez dans ce pays, vous y trouverez la trace des héros et des princes, aujourd'hui vos prédécesseurs, dignes de vos illustres aïeux.

La nation roumaine a foi dans son avenir, car elle a la conscience de sa vitalité, et elle connaît la richesse de ses ressources. C'est à Votre Altesse d'assurer cet avenir.

Vos destinées, prince, se confondent dès aujourd'hui avec celles de notre patrie. Désormais, dans nos prières, mêlant votre nom à celui de notre pays, nous prierons la Providence de répandre sur Charles I^{er}, notre souverain bien-aimé, et sur la Roumanie, ses bien-faits tutélaires.

Signé: prince G. STIRBEY, G. COSTAFORA,
B. BOÉRESKO, STEEGE.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

**Circulaire adressée par M. le ministre des affaires étrangères,
Jon Ghika à MM. les agents des puissances garantes accrédités
près le Gouvernement des Principautés-Unies, en date
du 12 mai 1866.**

Monsieur l'Agent,

Le peuple roumain des Principautés-Unies se prononce en ce moment par un plébiscite pour un nouveau prince qui doit régner à titre héréditaire sur ce pays.

Dans les villes et les campagnes tout le monde vote avec le plus grand enthousiasme.

Déjà, à l'heure qu'il est, la nation, à la presque unanimité, a destiné la couronne des Principautés-Unies à S. A. le prince Charles-Louis de Hohenzollern.

Je viens, monsieur l'Agent, vous exposer d'une manière succincte les raisons qui ont dicté au Gouvernement provisoire la détermination qu'il vient de prendre.

La déclaration officielle par laquelle M. le ministre des affaires étrangères de S. M. le roi Léopold II a fait connaître aux délégués que monseigneur le comte de Flandre n'avait pas jugé pouvoir répondre

à l'appel du peuple roumain a de nouveau fait naître des espérances illusoires dans l'esprit de quelques ambitieux.

Ces hommes et leurs adhérents, interprétant le refus de S. A. R. le comte de Flandre d'une manière malveillante, portaient le doute, le trouble et le découragement dans l'esprit des populations.

L'activité de menées dues à des visées personnelles ou ayant pour objet la satisfaction d'intérêts politiques, ne concourait pas peu à inspirer des inquiétudes au Gouvernement; il lui était d'autant plus difficile de conserver des doutes sur la nature, les tendances et la gravité des menées en question, que leurs fauteurs, par leurs noms et leur protection, portaient quelques crédules à leur attribuer un puissant appui de l'extérieur, et d'ailleurs comme ils disposaient de grands moyens pécuniaires, dans un moment de crise et même de misère, je puis le dire, il leur était aisé d'effectuer des enrôlements pour leur coupable entreprise.

Dépourvu de l'autorité morale, attribut exclusif des pouvoirs reconnus, le Gouvernement provisoire se trouve placé, on voudra bien le reconnaître, dans une position que le sentiment profond de son devoir pouvait seul faire tolérer.

La considération de toutes ces causes de danger, jointe aux assertions de quelques journaux répandus avec profusion par des colporteurs, intéressés à présenter les vaines appréciations de certains organes de la publicité européenne comme l'expression fidèle des puissances respectives: tous ces motifs ont fait que le Gouvernement s'est hâté de proposer à l'élection directe du pays un candidat nouveau dans la personne du prince Charles-Louis de Hohenzollern.

C'est à ces fins et pour couper court un moment plus tôt aux menées et intrigues de toutes sortes que le Gouvernement s'est cru en devoir de faire d'un côté des démarches auprès d'un nouveau candidat au trône et d'autre part de soumettre cette candidature à l'appréciation de la nation.

Les qualités personnelles du prince Charles-Louis de Hohenzollern, l'illustration de son nom, les hautes alliances de sa famille, la conviction qu'il réalise, en outre, les conditions voulues pour entraîner l'assentiment général des puissances, ont été autant de motifs qui ont guidé le Gouvernement provisoire dans le choix sur lequel la nation se prononce en ce moment avec enthousiasme par la voie d'un plébiscite.

Sans se préoccuper de savoir si les circonstances de l'élection de S. A. R. le comte de Flandre, par une assemblée dont la formation pouvait mettre en suspicion la qualité, ne sont pas entrées pour quelque chose dans les motifs qui ont porté l'élu à décliner l'offre de la couronne, le Gouvernement provisoire a jugé que, quelle que fût l'au-

torité d'une future assemblée résultant du libre suffrage , cette autorité ne saurait toutefois équivaloir à celle dont est empreinte la manifestation d'un vœu directement exprimé par l'ensemble de la nation elle-même, dès lors exclusif de toute idée d'influence interne ou externe, partant, et offrant tous les caractères de la sincérité la moins contestable.

En portant cette détermination à votre connaissance, je me plais à espérer, monsieur l'Agent, que les raisons qui l'ont dictée seront comprises et appréciées par le gouvernement que vous avez l'honneur de représenter et que le résultat que nous en attendons sera d'autant mieux et plus généralement accepté que tout en n'étant pas de nature à apporter aucune modification dans nos relations avec la Sublime-Porte et les puissances garantes, il est fait pour mettre fin à une situation dont nous avons à tant de reprises dénoncé les périls.

En avisant au seul moyen capable de faire entrer les Principautés dans une voie d'ordre, de tranquillité et de prospérité, le Gouvernement croit correspondre aux intentions bienveillantes exprimées par la Conférence et appeler davantage sur le pays roumain une bienveillance dont il s'efforcera de se rendre digne.

Nous avons la ferme conviction que la Conférence de Paris appelée à décider sur le sort des Principautés, saura faire une distinction entre les vœux du pays entier et les aspirations ambitieuses et coupables des meneurs isolés qui ont réussi à entraîner dans une manifestation repoussée par toute la nation, quelques malheureux, presque tous étrangers, contre lesquels à Jassy on a dû employer la force armée.

En montrant une fois de plus combien ce parti est faible, cette tentative atteste en même temps le véritable volonté du pays.

Signé : JON GHICA.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Discours prononcé par le prince Charles de Hohenzollern, le 22 mai 1866, devant l'Assemblée des députés, à Bucharest.

Élu spontanément par la nation Prince des Roumains, j'ai quitté sans hésiter mon pays et ma famille pour me rendre à l'appel de ce peuple qui m'a confié ses destinées.

Ayant mis le pied sur cette terre sacrée, je suis devenu Roumain.

qu'il proposait à la ci-devant diète une réforme fédérale a demandé pour cette réforme la coopération d'un Parlement issu d'élections directes.

Dans l'article 4 des bases fondamentales d'une nouvelle Confédération, qui ont été transmises le 10 juin de cette année à tous les membres de l'ex-Confédération et qui ont de nouveau été communiquées le 14 juin à la Diète de Francfort, cette proposition a été précisée en ce sens que la Représentation nationale devait être élue d'après la loi électorale du 12 avril 1849.

Après la dissolution de la Confédération, la Prusse a invité, le 16 juin, un certain nombre d'États à s'allier avec elle sur la base des traités fondamentaux dont il a été parlé, et avec l'obligation d'une prompt union militaire avec la Prusse et de la convocation du Parlement aussitôt que celle-ci procéderait à cette convocation. Ces États sont : Mecklembourg-Schwérin, Saxe-Weimar-Eisenach, Mecklembourg-Strelitz, Oldenbourg, Brunswick, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Anhalt, Schwarzbourg-Sondershausen, Schwarzbourg-Rudolstadt, Waldeck, Reuss (branche aînée et cadette), Schaumbourg-Lippe, Lippe Brême et Hambourg.

Les Gouvernements de Saxe-Meiningen et de Reuss (branche aînée) ont seuls repoussé cette invitation. Pendant la guerre on a exprimé vis-à-vis des autres Gouvernements le désir qu'ils fissent les préparatifs pour les élections au Parlement sur la base de la loi électorale du 12 avril 1849, en délimitant les circonscriptions électorales et les districts électoraux, afin que, le moment venu, ou pût procéder sans retard aux élections.

Entretemps, la guerre a sensiblement modifié les conditions de l'Allemagne centrale et méridionale. Il est dans l'intérêt de la consolidation de la nouvelle Confédération que le Parlement se réunisse bientôt.

La plupart des États alliés ont déjà annoncé au Gouvernement du roi qu'ils ont fait les préparatifs nécessaires, et il est maintenant nécessaire qu'en Prusse aussi il soit donné une base légale à ces élections.

Le Gouvernement du roi soumet donc aux Chambres la loi électorale du 12 avril 1849 avec quelques modifications nécessaires, comme la loi devant présider aux élections pour le Parlement de la Confédération du Nord, et se réserve de publier un règlement fixant le mode suivant lequel les élections devront être faites.

Ce projet de loi a été voté le 12 septembre 1866 et sanctionné par le roi le 15 août 1866, après avoir subi au sein de la Chambre des Députés les modifications suivantes :

Il a été ajouté un article qui prend le n° 1.

Art. 1^{er}. Il sera élu un Parlement pour discuter et élaborer la Constitution et l'organisation de la Confédération allemande du Nord.

L'article 4, qui est devenu l'article 5, a été modifié ainsi qu'il suit dans son premier alinéa : Est éligible tout citoyen ayant droit de vote et qui appartient au moins depuis trois ans à un État faisant partie de la Confédération.

L'article 8 (9) a reçu l'addition suivante : Chacun ne peut exercer son droit de vote que dans un seul district.

Le dernier alinéa de l'article 10 (11) a été modifié ainsi qu'il suit : Le droit électoral est exercé personnellement au moyen de bulletins de vote fermés, sans signature, et déposés dans une urne disposée à cet effet.

Il a été intercalé un article entre les articles 12 et 13 anciens, qui prend le n° 14.

Art. 14. Les élections devront avoir lieu simultanément dans toute l'étendue de l'État.

Deux nouveaux articles ont été enfin ajoutés.

Art. 16. Le Reichstag vérifie les mandats de ses membres et décide de leur admission. Il fixe l'ordre de ses travaux et sa discipline intérieure.

Art. 17. Aucun membre du Parlement ne pourra jamais être poursuivi judiciairement ou disciplinairement, ou être recherché en dehors de l'Assemblée, à raison de son vote ou des déclarations qu'il aura faites dans l'exercice de son mandat.

PRUSSE.

Présentation à la Chambre des seigneurs et à la Chambre des députés de Berlin d'une loi pour l'annexion du Hanovre, de l'électorat de Hesse, du duché de Nassau et de la ville libre de Francfort au royaume de Prusse, en date du 16 août 1866.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc., faisons savoir, etc.

Les Gouvernements du royaume de Hanovre, de l'électorat de Hesse, du duché de Nassau et de la ville libre de Francfort se sont mis, par leur participation à l'attitude hostile de l'ancienne Diète, en état de guerre ouverte contre la Prusse.

Ils ont décliné la neutralité et l'alliance, avec garantie de leurs ter-

ritoires, qui leur a été offerte par la Prusse à plusieurs reprises, et même encore à la dernière heure; ils ont pris une part active à la guerre de l'Autriche contre la Prusse, et ils ont fait appel, pour eux et leurs pays, à la décision par les armes.

D'après les desseins de Dieu, cette décision a été contre eux.

La nécessité politique nous force de ne plus leur restituer le pouvoir gouvernemental dont ils ont été dépouillés par les progrès victorieux de nos armées.

Par leur situation géographique, ces pays pourraient, dans le cas où leur autonomie serait maintenue, avec une attitude hostile ou tant soit peu équivoque de leurs Gouvernements, préparer à la politique et à l'action militaire de la Prusse des difficultés et des obstacles qui dépasseraient de beaucoup la mesure de leur puissance et de leur importance réelles.

Ce n'est pas l'envie d'acquérir des territoires, mais le devoir de protéger nos États héréditaires contre le retour de pareils dangers, et de donner une base plus large et plus solide à la réorganisation nationale de l'Allemagne, qui nous impose la nécessité de réunir pour toujours à notre monarchie le royaume de Hanovre, l'électorat de Hesse, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort.

Nous n'ignorons pas qu'une partie seulement des populations de ces États partage avec nous la conviction de cette nécessité.

Nous respectons et nous honorons les sentiments de fidélité et de dévouement qui attachent ces populations à leurs dynasties et à leurs institutions autonomes.

Mais nous avons la confiance que la participation active au développement progressif de la communauté nationale, ainsi que les ménagements avec lesquels seront traités leurs intérêts particuliers légitimes, faciliteront la transition inévitable à une nouvelle et grande union. Nous invitons les deux Chambres du Parlement à donner leur approbation exigée par la Constitution à l'union projetée, et nous leur faisons présenter, à cet effet, le projet de loi ci-joint.

Donné à Berlin, le 16 août 1866.

Signé : GUILLAUME.

Signé : Comte DE BISMARCK-SCHONHAUSEN; VON DER HEYDT; DE ROON; comte D'ITZENPLITZ; DE MUHLER; comte DE LIPPE; DE SELCHOW; comte D'EULENBURG.

PROJET DE LOI.

Nous, Guillaume, roi de Prusse, etc.

Ordonnons, avec l'assentiment des deux Chambres de la Diète de la nation, ce qui suit :

Art. 1^{er}. Nous prenons pour nous et nos successeurs, en vertu de l'article 55 de la Constitution de l'État prussien, le Gouvernement du royaume de Hanovre, de l'électorat de Hesse, du duché de Nassau et de la ville libre de Francfort.

Art. 2. Le règlement définitif des rapports de ces pays avec le territoire prussien, en vertu de l'article 2 de la Constitution, se fera par une loi spéciale.

Art. 3. Le ministère d'État est chargé de l'exécution de la présente loi.

Exposé des motifs de la loi :

Par leur refus obstiné du projet de réforme fédérale proposé par la Prusse et par la guerre ouverte qu'ils ont entreprise pour empêcher cette réforme, les Gouvernements du royaume de Hanovre, de l'électorat de Hesse, du duché de Nassau, ainsi que la ville libre de Francfort, ont prouvé qu'il ne faut pas compter sur leur coopération pour la satisfaction à donner aux besoins nationaux et aux vœux légitimes du peuple allemand.

Ces Gouvernements ont rendu leur maintien impossible, en prouvant que ce maintien est inconciliable avec la réalisation d'un état de choses satisfaisant pour la nation allemande.

Outre cette inconciliableté avec la réorganisation de l'Allemagne sur des bases nationales, la continuation de l'existence de ces États impliquerait un danger permanent pour la Prusse. Les derniers événements ont montré la grandeur de ce danger.

Au moment d'une guerre contre une grande puissance, dans laquelle elle avait besoin de toutes les forces de la nation, la Prusse a été obligée d'employer une notable partie de ses troupes pour occuper ces pays, qui la menaçaient par-derrière et sur les côtés.

Cet état de choses ne doit pas se présenter de nouveau. Il faut que le renouvellement en soit à jamais rendu impossible.

Sa Majesté le Roi s'est donc décidé, pour la sécurité de son propre pays et celle des autres pays allemands, à faire usage du droit qui est mis à sa disposition par les desseins de la Providence, et à prendre en mains, conformément à l'article 55 de la Constitution, le Gouvernement des territoires du royaume de Hanovre, de l'électorat de Hesse, du duché de Nassau et de la ville de Francfort-sur-le-Mein avec ses dépendances, qui sont actuellement occupés par les troupes prussiennes et régis par l'administration prussienne.

Les duchés de Holstein et de Schleswig ont été jusqu'à présent possédés par Sa Majesté le Roi en communauté avec S. M. l'Empereur d'Autriche, sur la base du traité de Vienne du 30 octobre 1861.

S. M. l'Empereur s'étant déclaré prêt à céder à S. M. le Roi tous

les droits qui lui reviennent par ce traité, S. M. le Roi prendra également, à titre définitif, le Gouvernement de ces deux duchés, dès que la paix avec l'Autriche aura été notifiée.

Si, à la suite d'un vote libre, les districts septentrionaux du Schleswig émettaient le vœu d'être unis au Danemark, S. M. le Roi donnerait satisfaction à ce vœu.

Les conditions individuelles et les particularités des pays et territoires nouvellement acquis commanderont des égards multiples, dont on ne peut pas encore apprécier la portée.

C'est la volonté de S. M. le Roi de donner satisfaction aux besoins réels et de concilier les justes égards pour des particularités légitimes avec les exigences du bien général et l'équité envers tous ses sujets. C'est pourquoi on n'a pas pu incorporer immédiatement ces pays aux provinces prussiennes ; on a dû réserver à l'avenir, à un avenir prochain, il faut l'espérer, de réunir en un tout l'ensemble des pays qui se trouvent sous la nomination du Roi ; cela sera fait dès que les pays nouvellement acquis y auront été préparés par la période de transition qu'il s'agit de régler en ce moment.

Les projets de loi *ad hoc* seront soumis en temps utile aux Chambres, conformément à l'article 2 de la Constitution.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Déclaration du président Johnson relative au blocus de Matamoros au Mexique, en date de Washington, le 17 août 1866.

Attendu qu'une guerre, aggravée par une intervention militaire étrangère, existe dans la république du Mexique ;

Attendu que les États-Unis, se conformant aux traditions de leur politique, sont demeurés neutres dans la guerre qui désole la république du Mexique ;

Attendu qu'il est constant qu'un des belligérants, à savoir le prince Maximilien, qui se dit empereur du Mexique, a publié un décret au sujet du port de Matamoros et d'autres ports mexicains, lesquels sont maintenant occupés et possédés par un autre desdits belligérants, à savoir les États-Unis du Mexique ; lequel décret est ainsi conçu :

« I. Le port de Matamoros et tous ceux de la frontière du Nord qui se sont soustraits à leur obéissance envers le Gouvernement, seront fermés au commerce étranger et au commerce de cabotage, jusqu'à ce que l'empire des lois y ait été rétabli.

« II. Les marchandises provenant desdits ports devront, en entrant dans ceux où sont perçus les droits de douane de l'empire, y acquitter les droits d'importation, de débarquement et de consommation. En cas de contravention dûment constatée, elles seront irrémissiblement confisquées. Notre Ministre du trésor est chargé de la stricte exécution du présent décret. »

Donné à Mexico, le 9 juillet 1866.

Et attendu que ledit décret, en déclarant un blocus de belligérant non soutenu par des forces militaires ou navales effectives, viole les droits des neutres aux États-Unis, tels que les définissent et la loi des nations et les traités existants entre les États-Unis d'Amérique et lesdits États-Unis du Mexique : En conséquence, moi, Andrew Johnson, président des États-Unis d'Amérique, je proclame et déclare que le susdit décret est et sera considéré par les États-Unis comme nul et non avenu en ce qui concerne le Gouvernement et les citoyens des États-Unis, et qu'aucune tentative de l'appliquer au Gouvernement ou aux citoyens des États-Unis ne sera tolérée.

En foi de quoi, etc.

Washington, le 17 août 1866.

Signé : ANDREW JOHNSON.

Par le Président.

WILLIAM-H. SEWARD,
Secrétaire d'Etat.

PRUSSE.

Explications données par le comte de Bismarck dans la séance de la commission de l'Adresse du 17 août 1866 de la Chambre des députés.

Quant au but auquel doit tendre la politique de l'Allemagne, il existe peu de divergences soit entre les auteurs des projets d'Adresses, soit entre le Gouvernement et les Chambres.

La question est seulement de savoir par quelles voies et par quels moyens on l'atteindra.

Le Gouvernement a dû se renfermer dans les limites du possible, c'est-à-dire de ce que l'on peut réaliser sans d'énormes sacrifices et sans compromettre l'avenir.

Nous aurions encouru ce péril si nous avions franchi les limites que nous avons tracées à notre politique.

Nous devons tenir les engagements que nous avons pris sous ce rapport, et avant tout donner confiance dans notre parole. Mais nous ne croyons pas non plus qu'il eût été utile, pour le moment, d'aller plus loin.

Le Gouvernement prussien est aussi animé d'une ambition assez forte pour qu'il soit utile de la modérer plutôt que de la stimuler.

D'après les préliminaires de la paix, c'est aux Allemands du Nord que doit être confié le soin de régler les rapports nationaux de l'union du Sud.

Pour exécuter cette tâche, nous aurons à examiner si le besoin de cette organisation est ressenti plus vivement par les populations de l'Allemagne du Sud qu'il ne l'est par leurs Gouvernements, comme il arrive aujourd'hui, alors que nous voyons les soldats prussiens qui se montrent au delà de la ligne de démarcation exposés aux mouvements de l'animosité populaire.

Ensuite il nous appartient de donner à la nouvelle union des fondations solides. Je crois qu'en voulant trop les étendre on diminuerait leur solidité.

Nous ne pourrions, par exemple, soumettre un État comme la Bavière à des conditions semblables à celles dans lesquelles nous voudrions mettre maintenant certains États du Nord.

Cherchons d'abord à constituer une Prusse puissante, un puissant domaine de la couronne de l'État dirigeant.

Le lien d'une union étroite par lequel nous voulons former l'Allemagne du Nord ne sera pas aussi fort qu'une incorporation.

Cependant, pour que les races alliées contraintes par leurs Gouvernements ne puissent se tourner contre nos armées, il n'existe que deux ou trois moyens.

Le premier est une incorporation et une fusion complète avec la Prusse des populations et particulièrement des fonctionnaires hostiles qui resteront attachés aux anciens Gouvernements.

Le Gouvernement ne croit pas devoir surmonter ces difficultés d'un seul coup, comme c'est l'usage des peuples latins; mais il procédera à la manière allemande, en ménageant les institutions propres à ces populations et en habituant celles-ci, peu à peu, à leur nouvelle situation.

Le deuxième moyen est le partage des droits de souveraineté, c'est-à-dire l'action combinée d'un souverain militaire et d'un souverain civil.

Contraints par les circonstances, nous devons chercher à appliquer cette méthode en Saxe. J'ai eu, dans un temps, une préférence marquée pour ce système; mais, d'après les impressions que j'ai reçues lors de la réorganisation du Schleswig-Holstein, je crains qu'un tel

système ne devienne une source de froissements qui pourrait survivre à l'éloignement ressenti par les pays annexés pour leurs nouveaux maîtres.

A cette occasion, on m'a opposé les mots : « Nous ne voulons pas être Prussiens de deuxième classe. » Mais, indépendamment de ces impressions, ce système a l'inconvénient que l'un des deux maîtres, le souverain militaire, qui est étranger, arrive toujours avec des exigences gênantes, tandis que toutes les influences bienfaisantes de l'action civile restent entre les mains de l'ancien souverain. Je regrette, comme je l'ai dit, que nous soyons forcés de faire cette expérience en Saxe. Enfin le troisième moyen serait de scinder des territoires tels qu'ils étaient constitués jusqu'ici. Nous n'avons pas voulu faire un Hanovre, une Saxe très-amointris.

Avec ce système-là, nous avons fait en 1815 de tristes expériences en Saxe. Les parties de ce pays qui furent données alors à la Prusse se sont complètement fondues avec elle ; mais dans la partie qui a conservé son autonomie, une franche aversion s'est maintenue contre la Prusse.

C'est pourquoi nous avons, cette fois-ci, complètement écarté ce système, qu'on nous a proposé par la voie des insinuations ; nous avons placé l'intérêt des populations au-dessus de l'intérêt des dynasties.

Il est vrai que cela produit peut-être l'impression de l'injustice ; mais la politique n'a pas la mission de la Némésis ; la vengeance ne nous appartient pas ; nous devons faire ce qui est une nécessité pour l'État prussien, et par conséquent nous ne nous sommes laissé guider par aucune sympathie dynastique.

Déjà on a appris à nous apprécier dans ces pays mêmes, déjà des Hanovriens sont venus me dire : « Conservez-nous notre dynastie ; mais si cela n'est pas possible, alors tâchez au moins de ne pas morceler notre territoire, mais de le prendre en entier. »

En ce qui concerne nos alliés, ils n'ont été que peu nombreux ou faibles ; non-seulement le devoir, mais aussi la prudence nous recommandent de tenir notre parole, même au plus petit d'entre eux.

Moins la Prusse montre de ménagements en balayant ses ennemis de la carte, plus elle est tenue à tenir exactement parole à ses amis.

Justement, dans l'Allemagne méridionale, la foi en notre loyauté politique sera d'un grand poids.

Quant à la Constitution de l'empire de 1849, elle ne sera qu'une des formes par lesquelles le problème que je viens d'indiquer trouvera sa solution.

J'admets qu'en théorie cette Constitution procède avec plus de rigueur et de conséquence que notre projet d'union, parce qu'elle fait, pour ainsi dire, des différents souverains, les sujets, les vassaux du

futur Empereur d'Allemagne ; mais ces souverains seront toujours plus disposés à concéder des droits à un allié, à un membre de l'Union qu'à un empereur et suzerain.

Du reste, il me sera donné de traiter plus à fond cette question lors de la discussion des projets de loi que j'aurai à vous présenter aujourd'hui et du projet de loi sur les élections du Parlement.

AUTRICHE.

Ordre du jour de l'Archiduc Albert aux troupes, en date de Vienne, le 17 août 1866.

Quartier général de Vienne, 17 août 1866.

Soldats, la conclusion de l'armistice au nord et au sud a probablement mis un terme aux opérations militaires.

Dans la première période de cette guerre vous avez eu l'occasion de donner des preuves de votre dévouement à toute épreuve et de votre courage héroïque dans les grandes batailles comme dans les petits combats. Sur le théâtre de la guerre au sud, le succès de nos armes sur terre et sur mer contre un ennemi vaillant et supérieur en nombre a suffisamment parlé.

Au nord aussi, où le sort des armes ne nous a pas été favorable, le monde entier s'accorde à reconnaître le courage que vous avez opposé à la supériorité du nombre de nos ennemis, à une arme à feu plus perfectionnée et aux circonstances défavorables qui mettent la persévérance du soldat aux plus dures épreuves.

Volant au secours de la capitale menacée au nord et au sud, l'armée rassemblée sur les bords du Danube a, par ses positions imposantes, arrêté l'ennemi dans sa marche.

Lorsque l'Italie, profitant du départ de l'armée du sud, inonda de troupes nouvellement rassemblées les parties ouvertes de la Vénétie, et commençait déjà à franchir les frontières des provinces allemandes, une armée venant du nord s'est de nouveau portée à sa rencontre avec une rapidité jusqu'ici sans exemple, et, se joignant à la vaillante troupe chargée de la défense du Tyrol, a forcé l'ennemi à battre en retraite sur tous les points et à demander un armistice.

L'armée autrichienne, attaquée de deux côtés par les armées de deux États puissants, et abandonnée de la fortune sur le théâtre décisif de la guerre, a fait aussi tout ce qu'il était possible d'attendre d'elle dans des circonstances pareilles.

La guerre a imposé de lourds sacrifices à l'empire, mais le sang de tant de milliers de ses héros n'aura pas coulé en vain : elle a acquis à l'Autriche, à son armée, de glorieux souvenirs et de précieuses leçons, les sympathies reconnaissantes de la patrie, l'estime de ses adversaires et le respect du monde entier.

Puisse l'armée, riche des expériences qu'elle a recueillies, regarder l'avenir avec une confiance inébranlable !

Nous nous rendrons toujours avec joie à l'appel de notre auguste Souverain, répétant la devise avec laquelle nous avons commencé et fini la guerre :

« Vive l'Autriche ! Vive l'Empereur ! »

Signé : L'archiduc ALBERT, Maréchal.

PRUSSE.

Proclamation aux habitants de Francfort par M. de Patow, gouverneur civil des territoires du Mein occupés par les troupes prussiennes, datée de Francfort, le 19 août 1866.

S M. le roi de Prusse m'ayant investi, le 11 de ce mois, sous l'autorité du commandement en chef de l'armée du Mein, de la direction supérieure et de l'administration civile dans les territoires suivants occupés par les troupes prussiennes : Nassau, Hesse-Supérieure, Francfort et Franconie, j'ai, à partir d'aujourd'hui, commencé mes fonctions.

J'apporte avec moi confiance et bon vouloir. Puisse-t-on me répondre de tous les côtés par le bon vouloir et la confiance !

Vis-à-vis des autorités et des habitants des territoires précités, aucun changement n'est opéré dans la position et les attributions des commissaires civils déjà nommés.

Francfort, 19 août 1866.

Le gouverneur civil,

Signé : DE PATOW.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Proclamation du président Johnson déclarant la paix rétablie dans tous les États de l'Union, y compris le Texas, en date de Washington, le 20 août 1866.

Attendu que par ses proclamations du 15 et 19 avril 1861, le président des États-Unis, en vertu du pouvoir dont il est investi par la Constitution et les lois, a déclaré qu'il était mis obstacle à l'exécution des lois des États-Unis dans les États de la Caroline du Sud, de la Géorgie, d'Alabama, de Floride, de Mississippi, de Louisiane et de Texas par des forces trop considérables pour être combattues par l'action ordinaire de la justice et par l'autorité dont les marshals sont investis par la loi ;

Que par une autre proclamation en date du 16 août de la même année, conformément à un acte du Congrès approuvé le 13 juillet 1861, les habitants de la Géorgie, de la Caroline du Sud, de la Virginie, de la Caroline du Nord, du Tennessee, de l'Alabama, de la Louisiane, du Texas, de l'Arkansas, du Mississippi et de la Floride, excepté les habitants de cette partie de la Virginie qui est située à l'ouest des monts Alleghany, et ceux des autres États susnommés qui pourraient être restés fidèles à l'Union et à la Constitution, ou qui se trouveraient sous le contrôle des forces fédérales employées à la dispersion des insurgés, ont été déclarés en état d'insurrection contre les États-Unis ;

Que, par une autre proclamation, du 1^{er} juillet 1862, lancée conformément à un acte du Congrès, approuvé le 7 juin de la même année, il était déclaré que l'insurrection existait encore dans les susdits États, à l'exception de certains comtés indiqués dans l'État de Virginie ;

Que, par une proclamation en date du 2 avril 1863, lancée conformément à un acte du Congrès du 1^{er} juillet 1861, les exceptions spécifiées dans la proclamation du 16 août ont été révoquées, et les habitants des États de Géorgie, de la Caroline du Sud, de la Caroline du Nord, de Tennessee, d'Alabama, de Louisiane, de Texas, d'Arkansas, de Mississippi, de Floride et de Virginie, excepté les quarante-huit comtés de la Virginie occidentale, et les ports de la Nouvelle-Orléans, de Key West, de Port-Royal et de Beaufort dans la Caroline du Nord, ont été déclarés être en état d'insurrection contre les États-Unis ;

Que par une autre proclamation, du 15 septembre 1863, lancée conformément à un acte du Congrès approuvé le 3 mars 1863, il a été déclaré que la rébellion existait encore, et que le writ d'*habeas corpus*

était suspendu en certains cas spécifiés dans toute l'étendue des États-Unis, ladite suspension devant être maintenue pendant toute la durée de la rébellion ou jusqu'à ce que ladite proclamation fût modifiée ou révoquée par une proclamation subséquente ;

Que la Chambre des représentants, le 22 juillet 1861, a adopté une résolution dans les termes suivants :

« Résolu par la chambre des représentants au Congrès des États-Unis, que la déplorable guerre civile dans laquelle nous sommes plongés a été imposée au pays par les sécessionnistes des États du Sud, maintenant révoltés contre le Gouvernement constitutionnel et réunis en armes autour de la capitale, que, dans cette crise nationale, le Congrès, bannissant tout sentiment de colère, et d'irritation, ne se souviendra que de ses devoirs envers le pays entier, que cette guerre n'est pas faite, de notre part, dans un esprit d'oppression, ni dans l'intention de conquérir et de subjuguier, ni pour fouler aux pieds les droits et les institutions de ces États, mais pour défendre et maintenir la suprématie de la Constitution, pour conserver l'Union, avec toute la dignité, l'égalité et les droits des différents États dans toute leur intégrité ; et que la guerre doit cesser dès que ce but sera atteint. »

Que le Sénat des États-Unis, le 25 juillet 1861, a adopté une résolution ainsi conçue :

« Résolu que la déplorable guerre civile dans laquelle nous sommes plongés a été imposée au pays par les sécessionnistes des États du Sud, maintenant révoltés contre le Gouvernement constitutionnel et réunis en armes autour de la capitale ; que dans cette crise nationale, le Congrès bannissant tout sentiment de colère et d'irritation, ne se souviendra que de son devoir envers le pays entier, que cette guerre n'est pas faite, de notre part, dans un esprit d'oppression, ni dans une intention de conquête et de subjugation, ni dans celle de fouler aux pieds les droits et les institutions de ces États, mais pour défendre et maintenir la suprématie de la Constitution et toutes les lois qui en dérivent, et pour conserver l'Union avec toute la dignité, l'égalité et les droits des différents États dans leur intégrité ; que la guerre devrait finir aussitôt que ce but sera atteint. »

Que ces résolutions, quoiqu'elles n'aient pas été prises de concert, sont substantiellement identiques, et que, comme telles, elles peuvent être regardées comme exprimant la pensée du Congrès sur le sujet auquel elles se rapportent ;

Que par une proclamation de 1865, il a été déclaré que l'insurrection était supprimée dans l'État de Tennessee, que l'autorité des États-Unis y est reconnue sans contestation, et que les fonctionnaires réguliers des États-Unis n'y rencontrent pas d'obstacle dans l'accomplissement de leurs devoirs officiels ;

Que le président des États-Unis, par une autre proclamation, lancée le 2 avril 1866, a annoncé et déclaré qu'il n'y avait plus de résistance armée, de la part de citoyens égarés ou d'autres, à l'autorité des États-Unis, dans aucun des États susmentionnés, excepté seulement dans l'État de Texas; qu'il a en outre annoncé et déclaré que les lois pouvaient être appliquées et mises en vigueur dans les susdits États, excepté le Texas, par les autorités civiles, régulières, locales et fédérales, que le peuple de ces États, excepté celui de Texas, est dans de bonnes et loyales dispositions, qu'il s'est conformé ou se conformera, dans sa législation, à l'ordre de choses résultant de l'amendement à la constitution des États-Unis, qui prohibe l'esclavage dans tout le territoire soumis à l'autorité des États-Unis; qu'il a en outre déclaré dans la même proclamation que le peuple américain est maintenant décidé à ne pas admettre qu'un État ait le droit ou le pouvoir de sortir de l'Union américaine ou de s'en séparer, ni qu'il puisse en être séparé, et que, par conséquent, chaque État doit constituer une partie intégrante des États-Unis; et qu'il a en outre déclaré dans la même proclamation, que les États susmentionnés, excepté le Texas, ont, comme il vient d'être dit, donné la preuve satisfaisante de leur acquiescement au principe important et souverain de l'unité nationale;

Que le président des États-Unis, dans la même proclamation, a déclaré en outre que l'on considère comme un principe fondamental de gouvernement qu'après avoir vaincu et soumis une population révoltée, il faut ou la traiter de manière à se concilier sa bonne volonté et son amitié, ou la maintenir sous le joug absolu du pouvoir militaire, ou l'épuiser par la dévastation, de manière à la mettre dans l'impuissance de nuire, — politique contraire à tous les principes d'humanité et de liberté;

Que le président a en outre déclaré dans la même proclamation que la constitution des États-Unis s'occupe seulement d'associations constitutionnelles organisées en États, mais non de territoires, de dépendances, de provinces ou de protectorats; que ces États constituant l'Union, doivent être nécessairement et sont, en vertu de la constitution et des lois des États-Unis, égaux en droits politiques, en privilèges, en dignité et en pouvoir aux divers États avec lesquels ils sont unis; et qu'il a en outre déclaré que le respect de l'égalité politique, comme principe de droit et de justice, est bien fait pour encourager les peuples des susdits États, excepté le Texas, à se montrer de plus en plus constants et persévérants dans l'allégeance à laquelle ils se sont de nouveau soumis;

Que le président a déclaré en outre que les armées permanentes, l'occupation militaire, la loi martiale, les tribunaux militaires, la suspension du *writ d'habeas corpus* sont, en temps de paix, dangereux

pour la liberté publique, incompatibles avec les droits individuels des citoyens, contraires au génie et à l'esprit de nos institutions libres, ruineux pour les ressources nationales, et par conséquent ne devraient pas être sanctionnés et permis, excepté dans le cas d'une nécessité positive, quand il s'agit de repousser une invasion ou une rébellion ; et que le président a en outre déclaré dans la même proclamation que la politique du Gouvernement des États-Unis, depuis le commencement jusqu'à la suppression finale de l'insurrection, a été conforme aux principes qui viennent d'être exposés ;

Que le président, dans ladite proclamation du 2 avril 1866, en se fondant sur les motifs qui y sont exprimés et qui viennent d'être rappelés, a déclaré que l'insurrection qui existait dans les divers États ci-devant mentionnés, excepté le Texas, était terminée et devait dorénavant être regardée comme telle ;

Que subséquemment au 2 avril 1866, l'insurrection de l'État de Texas a été complètement supprimée et terminée, et que l'autorité des États-Unis a été heureusement et entièrement rétablie dans ledit État de Texas, qu'elle n'y trouve plus ni résistance ni obstacle, et que les fonctionnaires fédéraux dûment nommés dans les limites dudit État y remplissent maintenant leurs devoirs officiels sans rencontrer d'opposition ;

Que les lois peuvent être soutenues et mises en vigueur dans ledit État de Texas par l'autorité civile régulière, soit locale, soit fédérale, que le peuple dudit État de Texas, comme celui des autres États susnommés, est dans de bonnes et loyales dispositions, et qu'il s'est conformé ou se conformera dans sa législation à l'ordre de choses résultant de l'amendement à la constitution des États-Unis qui prohibe l'esclavage dans tout le territoire soumis à l'autorité des États-Unis ;

Que toutes les raisons et conclusions exposées à l'égard des divers États susnommés s'appliquent maintenant sous tous les rapports à l'État de Texas aussi bien qu'aux autres États qui ont pris part à l'insurrection ;

Que des mesures suffisantes ont été prises par l'autorité militaire pour assurer l'exécution des actes du Congrès et de l'autorité civile, pour faire respecter la constitution et les lois des États-Unis dans l'État de Texas, s'il devenait jamais nécessaire d'avoir recours à la force militaire pour obtenir un tel résultat ;

Maintenant donc, moi, Andrew Johnson, président des États-Unis, je proclame et déclare par la présente que l'insurrection qui a existé précédemment dans l'État de Texas est terminée, et doit être regardée comme telle dans cet État, ainsi que dans les autres États susnommés, dans lesquels ladite insurrection a été déclarée terminée par la susdite proclamation du 2 avril 1866, et je proclame en outre que

ladite insurrection est terminée, et que la paix, l'ordre, la tranquillité et l'autorité civile existent maintenant dans toute l'étendue des États-Unis d'Amérique.

En témoignage de quoi, etc.

Washington, le 20 août 1866.

Signé : ANDREW JOHNSON.

Par le président :

WILLIAM H. SEWARD,
Secrétaire d'État.

PRUSSE.

Rapport de la Commission de la Chambre des seigneurs sur le projet de loi relatif à l'annexion du Hanovre, de la Hesse Électorale, de Nassau et de la ville libre de Francfort du 20 août 1866.

S. M. le Roi a fait connaître, par son message du 16 août de cette année, sa résolution de réunir le royaume de Hanovre, l'électorat de Hesse, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort à la Monarchie prussienne, et a invité les deux Chambres du Parlement à donner leur assentiment constitutionnel à la réunion projetée.

Le projet de loi soumis à cet effet le même jour aux deux Chambres pour recevoir la sanction constitutionnelle se compose de trois articles :

Dans le premier article, Sa Majesté, se basant sur l'article 55 de la Constitution, déclare accepter pour Elle et ses successeurs le gouvernement des pays précités.

L'article 2 porte que le règlement définitif des rapports de ces pays avec la Monarchie prussienne aura lieu par une loi spéciale, conformément à l'article 2 de la Constitution.

L'article 3 charge le Ministère royal de l'exécution de cette loi.

La Commission, pénétrée de la haute signification, pour l'avenir de la Prusse et de l'Allemagne, de la résolution Royale, a soumis ce projet à un examen approfondi, en appelant dans son sein le conseiller de légation actuel M. de Kaudell, délégué du Ministère des affaires étrangères. Elle s'empresse de communiquer à la Chambre, dans le rapport suivant, le résultat de son examen.

Le message royal expose que les gouvernements de Hanovre, de la Hesse-Électorale, du duché de Nassau et de la ville libre de Francfort,

se sont mis, par leur participation à l'attitude hostile de l'ancienne Diète, en état de guerre ouverte contre la Prusse. Comme le déclare le message, la neutralité et l'alliance avec la Prusse et la garantie de leurs territoires a été offerte à ces États à plusieurs reprises et à la dernière heure encore; mais, déclinant ces offres, ils ont préféré prendre une part active à la guerre faite par l'Autriche à la Prusse, et s'en remettre, pour eux et leurs pays, à la décision par les armes. Après l'insuccès de leur tentative, Sa Majesté se trouve forcée par la nécessité politique de ne plus leur restituer le pouvoir gouvernemental dont ils ont été complètement dépouillés par la marche victorieuse des armées prussiennes.

Approuvant les motifs présentés par le Gouvernement royal, la Commission reconnaît que la réunion perpétuelle, projetée à l'égard des pays occupés, est nécessaire, et qu'elle est en même temps conforme aux principes du droit des gens relatifs aux droits du vainqueur.

On a, à la vérité, mis en doute l'affirmation placée en tête de l'exposé des motifs du projet de loi, que les gouvernements vaincus ont rendu leur maintien impossible par leur refus obstiné d'accueillir le projet de réforme fédérale proposé par la Prusse et de coopérer à la réalisation d'un état de choses satisfaisant pour la nation allemande.

Mais, bien que la Commission reconnaisse qu'en droit fédéral les réformes proposées n'auraient pu être réalisées que par un accord libre des Gouvernements qui font, tous au même titre, partie de la Confédération; bien qu'elle admette également que les vœux des peuples ne sont formellement justifiés qu'autant qu'ils reçoivent leur expression par la voie constitutionnelle, et d'accord avec les Gouvernements du pays, on a fait cependant remarquer de différents côtés, que dans ces allégations, sans aucun doute fondées, on n'aurait pas dû exprimer le seul motif, le motif décisif de la résolution prise par Sa Majesté. Le message royal assure que la nécessité reconnue de l'annexion des pays occupés à la Monarchie prussienne n'a pas été motivée par le désir d'acquérir de nouveaux territoires, mais par la nécessité de protéger les États héréditaires contre le retour de semblables dangers. Il dit encore que les pays conquis pourraient, grâce à leur situation géographique, dans le cas où leur autonomie serait maintenue, susciter, par une attitude hostile ou équivoque de leurs Gouvernements à la politique et à l'action militaire de la Prusse, des difficultés et des embarras qui dépasseraient de beaucoup la mesure de leur puissance et de leur importance réelles. Si l'insistance mise dans le message à garantir la politique et l'action militaire de la Prusse pouvait donner lieu à l'interprétation erronée que la Couronne s'applique surtout à augmenter sa puissance, cette interprétation tom-

berait devant l'assurance formelle que les efforts du Gouvernement tendent avant tout à offrir une base plus large et plus solide à la réorganisation nationale de l'Allemagne, et il suffirait de jeter un regard en arrière sur la politique constamment suivie par la Prusse pendant soixante ans, depuis que l'ancien Empire germanique, composé d'éléments si multiples, s'est désagrégé par la formation de la Confédération du Rhin sous un protectorat étranger.

La Prusse, qui a amené le rétablissement de l'autonomie des Princes allemands, a accepté, lors des traités de Vienne, avec une abnégation admirable à l'égard de ses propres intérêts, le dédommagement auquel les pertes de territoires éprouvées par elle, et les sacrifices sans exemple faits à la cause commune de l'Allemagne lui donnaient droit. Les conditions géographiques de ce dédommagement subordonnaient les relations militaires et commerciales de ses provinces, relations nécessaires à l'existence d'un État bien constitué, à des conventions particulières difficilement obtenues, remplissant imparfaitement leur but, et conclues avec des confédérés dont la puissance était bien loin d'égaliser celle de la Couronne de Prusse. Malgré cela, la politique de la Cour de Prusse n'a jamais cherché, en l'absence d'une délimitation convenable de son territoire, à amener un état de guerre pour s'agrandir aux dépens de ses voisins. Par suite des traités d'accession conclus en novembre et décembre 1813 avec la Prusse et ses principaux alliés, les petites souverainetés d'Allemagne n'ont obtenu l'assurance du maintien de leur souveraineté et de leurs possessions qu'à la condition expresse de se soumettre à toutes les mesures qui seraient jugées nécessaires pour la conservation de l'indépendance de la patrie commune allemande. Dans les négociations relatives à la formation d'une Confédération allemande, la Prusse, depuis ses premières propositions, faites en septembre 1814, n'a eu qu'un seul et unique but, celui de fonder un pouvoir fédéral en rapport avec le but fondamental de la Confédération, par la création de circonscriptions fédérales placées sous un commandement militaire unique et régies par des institutions communes; d'amener entre les participants une répartition équitable des charges d'une alliance défensive indissoluble, et enfin de procurer aux différents pays de l'ancien Empire allemand des dédommagements pour les préjudices que la dissolution du lien qui les rattachait à l'Empire devait entraîner au sein de plus de trente États indépendants investis du pouvoir absolu d'édicter des lois et d'une souveraineté territoriale et militaire, relativement à la sécurité générale, aux rapports mutuels, à l'état intellectuel national et à la conservation d'un sentiment patriotique commun. Plein d'abnégation, et même au prix de grands sacrifices, le Gouvernement prussien n'a reculé devant aucun effort pour assurer, par des traités provisoires,

aux sujets des États confédérés les facilités de commerce et d'échange, qui ne pouvaient être obtenues d'une façon durable et générale par la voie fédérale. Les démarches réitérées de la Prusse auprès de l'Assemblée fédérale pour faire disparaître les imperfections de l'organisation militaire de la Confédération, laquelle, après une durée de cinquante ans, n'a pu arriver qu'à des résultats provisoires, incapables de répondre aux exigences les plus modestes, ne lui ont valu que de la méfiance contre la droiture de ses intentions. L'envie, excitée par les avantages que la Prusse, conjointement avec l'Autriche, avait acquis par un traité de paix formel à la suite d'une guerre victorieuse contre le Danemark, faite au nom des intérêts allemands dans les duchés de l'Elbe après le refus de la Diète de participer à cette guerre, a entraîné les gouvernements actuellement vaincus et d'autres États confédérés à prendre, sous le prétexte de droits et d'attributions fédéraux, des résolutions et à se lancer dans des préparatifs dont le but évident était de menacer l'existence même de l'État prussien, des droits légitimement acquis et la puissance de la Prusse, indispensable à l'indépendance de l'Allemagne.

Ce n'est qu'en prenant à temps et énergiquement les devants avec le reste de ses forces disponibles que la Prusse a pu écarter le danger imminent d'être privée par les gouvernements hostiles des territoires intermédiaires, des ressources qu'elle pouvait tirer des provinces occidentales de la monarchie, et d'être prise par le flanc et à revers au moment où ses forces principales allaient combattre le puissant empire d'Autriche. Ce combat, sans les succès qui ont dépassé les espérances les plus hardies, sans l'admirable direction stratégique des armées et le sacrifice spontané des soldats fournis par toutes les classes de la société, eût épuisé la nation et mis en question l'existence indépendante de la Prusse. Il n'est point besoin de connaissances militaires spéciales pour comprendre que ce serait un abandon téméraire de sa propre sécurité que de rendre possible le retour de dangers de cette nature par le rétablissement des gouvernements de l'Allemagne du Nord, dissous avec l'aide de Dieu.

On pourrait supposer qu'il eût suffi au Gouvernement, pour la garantie de sa propre existence, de se borner à demander celles des cessions territoriales qui seules pouvaient donner à l'État la cohésion nécessaire pour sa défense; que l'appropriation intégrale des pays occupés militairement dépassât la mesure des droits qu'en cas extrême la reconnaissance du principe de la légitimité accorde au vainqueur par des raisons de nécessité. En effet, le message Royal rend hommage aux sentiments de fidélité et d'affection qui rattachent chaque habitant honnête des territoires conquis à son ancienne maison souveraine, aux institutions politiques particulières de sa patrie plus

restreinte. Mais les événements de l'histoire prouvent qu'avec les progrès de l'instruction et la multiplication des besoins réciproques, les individus de même race et nationalité faisant partie d'États qui se touchent, atteignent à un degré de développement moral qui ne permet pas le maintien entre eux de ces séparations politiques tout artificielles.

Une partie seulement des pays dont la Prusse a pris possession réunissaient à grand'peine les conditions nécessaires pour suffire à toutes les exigences d'une communauté politique organisée d'une façon indépendante. Si l'on avait voulu conserver les maisons souveraines complètement dépouillées de leur pouvoir, tout en s'attribuant les parties de leurs territoires nécessaires pour la défense militaire de l'Allemagne du Nord, on aurait rendu impossibles les égards que le gouvernement Royal considère de son devoir d'observer en ce qui regarde le maintien des particularités légales de ces pays. Bien que le Hanovre, la Hesse-Électorale et Nassau n'aient obtenu leur étendue actuelle que par la réunion d'anciens États de l'Empire dont les particularités et les institutions ont été en partie maintenues, et bien que par ce motif une séparation serait moins sensible pour les habitants de certaines de ces régions que pour les sujets d'un État homogène solidement organisé, cependant les parties autrefois indépendantes de ces États fédéraux ont vécu ensemble dans une union de plus de cinquante ans, qui a noué entre tous les sujets de ces États les liens multiples de la communauté des intérêts. Rompre ces liens au gré des exigences politiques d'un État voisin, morceler les différents États selon leur situation géographique, leur étendue et le chiffre de leur population, ce serait une résolution rigoureuse qui ne répondrait point à des considérations de droit et qui ne produirait aucun résultat politique favorable. Cette mesure frapperait surtout durement les habitants des territoires ainsi morcelés, qui seraient privés de leur centre ou de leurs principaux établissements; elle leur enlèverait les avantages et les facilités d'une communauté d'intérêts sans leur offrir en retour, comme aux sujets des parties incorporées, l'immense avantage de participer à la vie sociale d'un plus grand État, qui suffit par ses propres ressources aux exigences et aux aspirations de toutes les classes de la société. Le meilleur moyen et le plus complet de sauvegarder chaque intérêt légitime particulier, de remédier aux imperfections résultant jusqu'ici de l'état de division en Allemagne, de concilier l'avantage des plus grandes communautés avec le développement libre de particularités convenant à des relations sociales plus restreintes, c'eût été si, reconnaissant les bonnes intentions de la Prusse, les gouvernements actuellement dépossédés eussent accepté l'offre faite à plusieurs reprises d'une alliance

sur les bases d'une communauté équitable et juste; si, par un abus inconsidéré des droits de souveraineté qui leur avaient été laissés en 1813 ou rendus plus tard, en grande partie grâce à la Prusse, ils n'eussent rendu impossible, au détriment de leurs propres sujets, le développement national commun et la réalisation d'un état de choses satisfaisant pour toute la nation.

L'esprit de justice dont l'administration prussienne est pénétrée dans toutes ses branches, esprit qui s'est affirmé d'une manière éclatante vis-à-vis des souverains allemands lorsque le roi Frédéric Guillaume IV refusa la couronne impériale que lui offrait une assemblée qui n'avait pas qualité pour le faire, dans un moment où la puissance de l'Autriche était abattue, lorsqu'il la refusa en déclarant qu'il avait encore à ses côtés des souverains légitimes, cet esprit du *sum cuique* n'aurait point permis au Roi, usant des prérogatives extrêmes du vainqueur, de se départir de la longanimité montrée jusqu'ici et d'accepter pour lui et ses successeurs les charges du Gouvernement sur des pays jouissant d'institutions très-différentes, si, par suite de la résistance invincible contre toute proposition de solution pacifique, il n'eût été évident que la restauration complète ou partielle des souverainetés vaincues aurait fait échouer les vues légitimes de la grande majorité du peuple allemand jusque dans un avenir éloigné, et si l'absence de l'homogénéité dont avaient joui les sujets de ces États n'eût donné lieu à de graves mécontentements.

Ces points de vue ont généralement appelé l'attention de la commission et l'ont convaincue que, conformément à la confiance manifestée dans le message royal, la participation active au développement progressif de la vie nationale et les ménagements dus aux institutions particulières des pays annexés, faciliteront la fusion inévitable avec la communauté nouvelle.

La commission ayant ainsi unanimement reconnu que la résolution royale communiquée par le message aux deux chambres du Parlement trouve sa justification complète au point de vue du droit des gens dans la nécessité d'assurer une position satisfaisante à toute l'Allemagne et dans les exigences de l'avenir de la Prusse, il ne leur restait qu'à examiner si les articles du projet de la loi étaient bien de nature à donner aux intentions du Gouvernement royal leur expression la plus nette et la plus conforme au droit constitutionnel existant.

Considéré à ce point de vue le projet a soulevé plusieurs objections, mais, après discussion approfondie, la commission a pensé que, malgré la valeur de quelques-unes de ces objections, il n'y avait pas lieu de présenter des amendements.

Discussion sur l'article 1^{er}.

A l'égard de cet article on objecta d'abord qu'il ne rendait que d'une manière affaiblie les expressions remarquables du message royal. Dans les termes où il est rédigé, il dit simplement que le Roi se charge du gouvernement des États occupés, tandis que le message annonce la résolution de réunir pour toujours ces États à la monarchie. L'expression « gouvernement » ne désigne d'ordinaire que l'exercice des droits et obligations du pouvoir de l'État, exercice qui peut également être confié à un régent, à un souverain temporaire ou à une autorité de l'État. L'intention du message porte surtout sur l'appropriation perpétuelle à la Prusse du gouvernement du pays et de ses sujets. Cette pensée est exprimée d'une façon plus complète dans le message royal, et il y avait dès lors lieu d'en adopter les termes sous forme de déclaration à la place de la rédaction proposée.

Mais comme on fit observer que la déclaration de prise de possession du Gouvernement par Sa Majesté le Roi, tant en son nom que pour ses successeurs, excluait toute fausse interprétation, la modification demandée fut abandonnée.

Des objections plus graves se produisirent à l'occasion de la mention de l'article 55 de la constitution.

Le projet de la commission de l'Assemblée convoquée en 1848 pour élaborer une constitution de l'État prussien, contenait dans l'art. 40 la disposition suivante :

Le Roi ne peut, sans l'assentiment des deux Chambres, être en même temps souverain d'un autre État.

La constitution provisoire du 3 décembre 1853 modifia ainsi cette disposition dans son article 53 :

Sans l'assentiment des deux Chambres, le Roi ne peut être en même temps souverain d'États étrangers.

Au moment de la révision de la constitution, la commission de révision de la seconde Chambre, avait, dans son rapport du 14 septembre 1849, recommandé le maintien de cet article sans changement. Aucune modification ne fut non plus proposée dans la séance plénière de la Chambre.

De son côté le comité central de la première Chambre, dans son rapport du 15 octobre 1849, avait été d'avis d'adopter l'article tel qu'il avait été rédigé par la seconde Chambre.

La Chambre a confirmé l'avis de son comité central.

Les différences de rédaction de l'article précité ont motivé la question suivante :

L'obligation de l'assentiment des Chambres s'applique-t-elle aussi au cas où le Roi recueillerait par succession un autre État allemand?

La commission de 1848 avait rejeté la proposition d'exclure les États allemands ; les motifs à l'appui se bornent à cette remarque :

Les dangers qu'entraîne avec elle la réunion de plusieurs couronnes sur la tête d'un même souverain, ont paru rendre nécessaire la disposition de cet article.

Le rédacteur des motifs à l'appui semble, d'après ce qui précède, n'avoir eu en vue que le cas de la réunion de plusieurs Royaumes sur la tête d'un seul souverain. Mais la rédaction du projet va plus loin ; elle laisse entendre sans équivoque par le choix du mot : « un autre État » que toute union personnelle, y compris celle avec les États de la Confédération germanique, devrait être soumise à l'approbation des Chambres. Le changement qu'on remarque dans la constitution provisoire d'après laquelle l'approbation des Chambres n'est requise que pour devenir souverain d'*États étrangers*, laisse supposer une intention restrictive dont les motifs n'ont pas été rendus publics, et de Rönne en conclut dans son livre du droit public (2^e édition, I, p. 128, note 6), que l'on voulait faire une exception pour le cas de succession au trône d'un pays allemand.

Dans la commission, cette opinion a été présentée dans un sens plus général ; on a dit qu'ordinairement on ne devait entendre par le mot « *Reich*, » empire, qu'une agglomération d'États sous le sceptre d'un souverain ou une monarchie dont le chef porte le titre d'Empereur, ou à la rigueur encore un royaume où, comme dans la Constitution bavaroise, il existe un *Reichsrath*. D'après cela, l'obligation de l'approbation des chambres ne s'appliquerait pas au gouvernement d'un simple duché même étranger comme, par exemple, le duché de Slesvig et encore moins au gouvernement d'États ayant fait partie de l'ancienne Confédération germanique. A l'égard de ces derniers, il est surtout à noter que lorsque la constitution provisoire a été promulguée et que la révision de cette constitution eut reçu la sanction Royale, on parlait encore de l'hypothèse de la formation d'un Empire Allemand, un et indivisible, et que la réunion de plusieurs États subordonnés à un pouvoir central n'avait pu dès lors être prise en considération.

Cette interprétation se trouve, d'ailleurs, confirmée par la discussion qui eut lieu dans le comité central.

Aux termes du procès-verbal du 29 juin 1849, le ministre de l'Intérieur répondant à la question de savoir si la disposition de l'article devait s'appliquer aussi au cas où le Roi recueillerait par succession un État Allemand, a déclaré : qu'on n'avait sans doute eu en vue que des États non Allemands, mais que les limites de cette disposition seraient toujours difficiles à déterminer dans un cas concret ; que, par consé-

quent les droits des chambres était déjà déterminés par l'article 2 de la Constitution pour le cas de l'incorporation à l'État Prussien d'un nouveau territoire et toute disposition restrictive à l'égard de la réunion de différents Royaumes dans une main, trouvant mieux sa place dans la Constitution de l'Empire Allemand, il paraissait convenable de supprimer complètement l'article 53.

A la suite de cette déclaration le comité central avait décidé en effet la suppression de l'article à la majorité des voix, mais il était plus tard revenu sur cette décision par le seul motif que la seconde Chambre avait déjà voté sans discussion le maintien sans changements de cet article.

Dès lors la déclaration formelle du gouvernement Royal relativement au sens qu'il avait attaché à la rédaction proposée par lui, en fixait l'interprétation.

En pratique, le cas prévu ne s'est présenté qu'une fois à l'occasion de l'acquisition de la part de copropriété de l'Autriche sur le duché de Lauenbourg, mais jusqu'ici du moins, le gouvernement Royal n'a pas cru que l'assentiment du parlement fût nécessaire pour la prise de possession du gouvernement de ce pays.

La décision de la Chambre pouvait, d'ailleurs, devenir très-préjudiciable dans l'avenir aux droits de la Couronne.

Si l'assentiment des deux chambres est constitutionnellement nécessaire pour l'acquisition perpétuelle du pays par la Couronne, même en ce qui concerne des pays Allemands, il faut prévoir la possibilité, bien que dans le cas actuel ce ne soit pas à craindre, d'un défaut d'entente à cet égard au sein des Chambres. Dans cette supposition il serait indispensable, lorsqu'il s'agirait d'acquisition par droit de succession ou par traité, de prendre des mesures pour assurer au moins ces avantages à la Couronne, mesures qui ne seraient favorables ni à la monarchie, ni à l'union politique de l'Allemagne.

Du reste, la supposition de l'article 55 ne peut s'appliquer ici par un autre motif très-important. La restriction a en vue le cas d'une simple union personnelle. Cette union n'a lieu que lorsque l'ensemble des droits souverains sur des Etats organisés entièrement indépendants l'un de l'autre se trouvent réunis en une seule main. Un tel état de choses peut à divers titres devenir préjudiciable aux Etats ainsi unis. L'union personnelle affaiblit par des exigences plus multiples la force que le souverain doit conserver pour l'accomplissement de sa haute mission, et cette force tout Etat considérable doit la maintenir intacte et non affaiblie, s'il se préoccupe sérieusement de sa prospérité et de son bien-être; cet état de choses entraîne encore l'absence souvent prolongée du souverain, il le porte facilement à favoriser les sujets de l'un des Etats au préjudice de ceux de l'autre, il offre enfin

des dangers sérieux si la liberté des décisions du souverain est plus restreinte par la Constitution dans l'un des États que dans l'autre, et que les sujets de l'un des États peuvent ainsi exercer une pression sur les sujets de l'autre État. Cette situation fâcheuse a, comme on le sait, rendu impossible la prolongation des rapports des Duchés de l'Elbe, composés en grande partie de nationalités différentes, avec le Danemark et a donné naissance à une guerre qui, malgré les efforts tentés par le Danemark, lui a été funeste.

L'application de l'article 55 de la Constitution au cas qui précède, paraît renfermer la reconnaissance du maintien de l'indépendance politique et des constitutions particulières des États occupés, et supposer par conséquent une union personnelle de ce genre. Une question des plus controversées parmi les auteurs du droit des gens, c'est celle de savoir de quelle nature sont les droits que le vainqueur acquiert par la conquête d'un territoire complètement étranger. Grotius (III, 8, § 1 et 2), avait distingué deux cas ; celui où le conquérant succède aux droits, restés constitutionnellement sans changements, de l'autorité souveraine dépossédée, monarchique ou républicaine, où par conséquent dans les monarchies il se produit une véritable union personnelle, et le cas où la première puissance vaincue reste à la libre disposition du vainqueur, à son *imperio herili*, et où l'État vaincu cesse dès lors d'exister. Henri de Cocceji, dans son commentaire sur Grotius, proposition VI, n'accorde pas de droits plus étendus au vainqueur sur le vaincu que ceux qu'il peut exercer dans son propre pays. Vattel, *Droit des gens*, III, 13, § 201, distingue si la guerre a été faite contre le souverain seul ou contre la nation même que ce souverain gouverne. Dans le premier cas, si la nation se soumet au vainqueur, ce dernier recueille les droits du souverain détrôné ; dans le second cas, l'État de guerre continue à subsister. Si le conquérant à eu à combattre les dommages qui lui ont été causés par le peuple vaincu, il ne doit cependant en justice et équité imposer aux vaincus que les charges qui sont indispensables pour l'indemniser des frais de guerre, pour lui procurer une satisfaction complète et lui assurer une sécurité entière contre les dangers de l'avenir. S'il dépasse ce but, l'état de mécontentement et d'hostilité continue également ici.

Ces opinions et d'autres encore procédaient d'une fausse appréciation du pouvoir exécutif, et comme le fait remarquer Heffter. (*Le droit des gens européen*, § 178, note 2), on n'a pas toujours suffisamment distingué entre la question du droit des gens, et la position au point de vue du droit public du conquérant dans son propre pays. Si l'on considère cette position, la réunion d'un pays à l'État exige en Prusse une loi spéciale en vertu de l'article 2 de la Constitution. En admettant cette union comme une union personnelle, on rendrait peut-être

impossible l'incorporation future dans le cas dont il s'agit, laquelle demanderait encore des préparatifs plus complets, car il importe de savoir, et c'est très-douteux, si l'assentiment des représentations nationales existantes, nécessaire d'après les Constitutions de tous les pays occupés, pourrait être obtenu à cet effet. La guerre n'a pas été faite contre la personne du souverain; les causes de la guerre n'ont été amenées par le souverain qu'au moyen des attributions du pouvoir souverain que lui accorde la Constitution. Le but de la prise de possession des États conquis est dirigé contre la continuation des droits de souveraineté exercés d'une façon hostile à l'égard de la Prusse. A défaut de conclusion de paix ou d'incorporation régulière, il y a lieu de se reporter à l'article 48 de la Constitution. Le droit qui dans cet article est reconnu au Roi, droit indépendant de la coopération du Parlement, renferme essentiellement aussi le droit de s'assurer les profits de la victoire par les armes, et par conséquent de faire administrer militairement les pays dont la prise de possession a été accomplie, jusqu'à ce qu'une forme légale convenable pour l'établissement d'un État de choses solide et durable ait pu être trouvée. Si Sa Majesté se propose d'amener cet État *légal* par une incorporation à l'État Prussien, c'est une libre détermination de sa part pour laquelle la représentation du pays a toutes les raisons d'exprimer sa reconnaissance, mais qui pour obtenir force exécutoire, n'a besoin que d'une simple déclaration d'acceptation et ne doit pas être considéré comme une résolution astreinte à l'approbation constitutionnelle.

On a répliqué à ces arguments par les raisons suivantes :

Le gouvernement Royal n'a vu lui-même aucun inconvénient à rechercher conformément à l'article 55 de la Constitution, l'assentiment des deux chambres du Parlement en ce qui touche le paragraphe de la loi dont il s'agit. Il n'y a donc pas de motif de chercher, à l'occasion du message Royal communiqué au Parlement, l'interprétation de cet article, laquelle a été évitée à dessein lors des travaux de révision de la Constitution. Le sens véritable de l'intention Royale, si l'on se reporte aux explications très-claires contenues dans le message et dans l'exposé des motifs, ne saurait être mal compris. En déclarant que les pays occupés jusqu'ici militairement doivent être pour toujours réunis à la monarchie, on exclut l'idée de leur existence comme États-indépendants régis par une Constitution spéciale et n'ayant d'autres liens avec la Prusse que ceux de l'union personnelle. Ce n'est peut-être pas sans intention que dans le § 1 du projet de loi on a choisi le terme de *gouvernement* dans une acception inusitée lorsqu'il s'agit de prise de possession d'un gouvernement par droit de succession. En fait, il s'agit de la continuation du pouvoir gouvernemental sur des territoires assez considérables qui formaient jusqu'ici des États indépendants.

Aussi bien comme étendue et comme population que comme organisation intérieure, ces relations d'État sont restées intactes. Le pouvoir exécutif, tel qu'il a été précédemment exercé avec la coopération constitutionnelle des représentations du pays, repose de fait aujourd'hui entièrement entre les mains de Sa Majesté le Roi comme dictateur suprême. Un état d'occupation purement militaire tel qu'il existait, par exemple, dans les territoires de la rive gauche du Rhin, de 1794 à 1802, est inquiétant et oppressif pour les sujets qui sont privés des garanties d'un pouvoir souverain normal; un tel état de choses empêche la confiance des'établir à l'égard des autorités provisoirement constituées, rend leur action incertaine, favorise les intrigues diplomatiques de la part du souverain dépossédé et de ses adhérents dans le but de rétablir complètement ou partiellement une situation devenue impossible, et laisse même constitutionnellement au Roi la faculté, en vertu du droit indépendant qu'il a de conclure des traités de paix, de modifier les résolutions actuellement prises et mûrement pesées. De là le devoir pressant de procurer le plus tôt possible à la situation provisoire inévitablement nécessitée par la diversité des institutions intérieures des pays conquis, au moins la base légale d'un état de transition qui aurait un but final bien déterminé. Il n'a pas été soumis à la décision du Parlement de simple déclaration d'approbation de l'union personnelle qui suffirait d'après l'article 55 de la Constitution et dont le Roi pourrait à son gré faire usage plus ou moins longtemps. En donnant son approbation à un projet de loi formelle, le Parlement trouve l'occasion de consolider pour toujours un lien politique qui assure à la monarchie la puissance indispensable à sa conservation et qui met la Couronne à même de remplir d'une façon satisfaisante la tâche qui lui est dévolue par la Providence, de diriger les destinées de la patrie commune Allemande.

Ces explications furent jugées décisives par tous les membres de la Commission. La Commission recommande en conséquence à la Chambre l'adoption du projet de loi du Gouvernement.

En ce qui concerne le paragraphe 4, on s'est demandé si ce n'était point une expression trop générale de dire que le règlement définitif des rapports des pays occupés avec l'État Prussien, aurait lieu par une loi spéciale. Aucune suite ne fut cependant donnée à cette observation après qu'il eut été prouvé que les termes de l'article 2 de la Constitution ne permettaient pas d'y voir autre chose que la détermination des formes de l'annexion des territoires acquis à l'État Prussien et de leur participation aux avantages et aux obligations inscrits dans la Constitution.

La Commission apprécie les considérations délicates qui empêchent de présenter immédiatement les projets de lois appropriés à la situa-

tion. Mais elle a accepté avec satisfaction et confiance l'assurance que dans un avenir prochain tous les pays placés sous le sceptre de Sa Majesté pourront être réunis de façon à former un tout homogène.

Le § 3 du projet de la loi ainsi que l'en-tête et l'introduction n'ont donné lieu à aucune observation.

En conséquence la Commission propose à l'unanimité :

Plaise à la chambre des Seigneurs d'accorder au projet de loi tel qu'il a été présenté l'approbation constitutionnelle.

Berlin, le 20 août 1866.

La 10^e Commission de la chambre des Seigneurs,

Signé : DE FORKENBERG-LUDWIGSDORF, *président*, D'ALVENS-LEBEN ; DE BELOW ; DE BRUNNECK-JACOB AU ; D^r DE DANIELS, *rapporteur* ; HASSELBACH ; DE JENA ; DE MASSOW ; DE MEDING ; DE RABE ; DE REIBNITZ ; COMTE DE RITTBERG ; COMTE DE SCHULENBURG-EMDEN ; BARON SENFFT DE PILSACH ; UHLEN.

HAÏTI.

Message du président Geffrard aux Chambres le 20 août 1866.

Messieurs,

Vous connaissez les événements survenus dans le cours du mois dernier aux Gonaïves, à Hinche et à Ouanaminthe.

Ces nouveaux désordres ont été promptement réprimés, mais ils ont jeté de nouvelles alarmes dans les esprits et augmenté encore le malaise général produit par les désastres de l'année dernière.

Ces événements ne sont point isolés les uns des autres ; c'est le résultat des efforts incessants d'une conspiration permanente.

J'ai espéré, dès les premières tentatives de cette conspiration, que j'apaiserais les haines et les passions qui en sont les mobiles, par une politique modérée et généreuse. Mon espoir a été déçu ; ma modération a été prise pour de la faiblesse.

Tant que les attaques n'ont été dirigées que contre ma personne, je me suis laissé guider par les mêmes sentiments ; j'ai continué à suivre la même politique de conciliation.

Mais la persistance des factieux à poursuivre leurs desseins, les moyens infâmes qu'ils emploient pour parvenir à leur but, les ruines

qu'ils amoncellent, les malheurs qui en sont résultés, menacent la société entière et l'avenir du pays.

En présence de cet état de perturbation, je manquerais à mon devoir si je ne réprimais pas au fond de mon cœur les sentiments généreux qui l'animent. Désormais les coupables subiront leur sort, mais main ne s'étendra pas pour détourner de leur tête le glaive de la justice.

Au milieu des agitations incessantes et des attaques audacieuses qui troublent périodiquement notre société, vous avez dû, Messieurs, remarquer un fait que je me plais à constater ici, car il est la force du Gouvernement et le désespoir des factieux, c'est l'attitude calme, paisible et laborieuse des habitants des campagnes dans toutes les communes de la République. Ils ont résisté avec un bon sens admirable aux excitations les plus vives, aux promesses les plus exagérées et les plus trompeuses, et aux moyens les plus corrupteurs.

Partout, dans nos centres agricoles, la propagande a échoué.

Cette attitude explique pourquoi les troubles sont restés concentrés dans les localités où ils ont éclaté; en réalité, l'agitation n'existe que dans quelques villes seulement.

Ces troubles, ces agitations, ces alarmes sont, je le répète, l'œuvre d'une conspiration permanente, ourdie et entretenue par une poignée d'hommes, la plupart déclassés, soit par des condamnations judiciaires, soit par des revers de fortune, tristes fruits de leur inexpérience présomptueuse ou de leur inconduite; mais tous sont poussés ou par un orgueil aveugle, ou par la haine, ou par la cupidité, enfin par les plus mauvaises passions.

Ils se divisent en deux centres d'action : le premier, à l'intérieur, est chargé plus particulièrement de fomenter et diriger les mouvements insurrectionnels, d'attirer dans le parti les mécontents et les dupes; le second, sur la terre étrangère, formé d'individus qui naguère étaient ennemis, mais qu'une haine commune a momentanément rapprochés, a pour mission de fabriquer les publications calomnieuses et mensongères et de fournir des armes, des munitions et de l'argent.

Quel est le but de cette faction? Nous savons qu'elle veut renverser le Gouvernement actuel dans l'espoir de satisfaire des haines et des cupidités.

Quel est son programme? Dans une correspondance qui a été saisie, l'un des chefs s'exprime ainsi : « La révolution est imminente; elle sera sanglante, acerbe et échevelée à cause des haines diverses.... Faites que les citoyens ne s'arment plus en faveur du tyran.... Créez la force d'inertie.

« Agitez le pays! inquiétez les esprits! fatiguez les dévouements!

accusez ! accusez ! qu'importe que les accusations soient fausses ! pas de trêve ! pas de repos ! »

Voilà son programme.

En vain y cherche-t-on un de ces noms qu'entoure la considération publique et qui se recommandent par un patriotisme éprouvé, par des services rendus à la patrie, ou par d'éminentes vertus. Derrière les remparts de la ville du Cap, ils criaient : Vive Salvane ! A l'arrivée du brave général L. Barthélemy devant ces remparts, c'est lui qu'ils acclamèrent. Devant la ville des Gonaïves, c'est le général Guerrier. Demain ce sera un autre.

On y trouve des calomnies, des injures, des mensonges, des accusations vagues ; mais rien de précis, rien de positif ; pas une idée nouvelle, pas même la formule d'un système qui garantisse que l'avenir qu'ils promettent sera meilleur que le présent.

Les excès auxquels ils se livrent sont tellement odieux qu'à aucune époque, dans les plus mauvais jours de notre histoire, on n'en vit de semblables. L'assassinat, l'incendie, le pillage des caisses publiques, le pillage des propriétés privées !... ils n'ont reculé devant aucun crime ! et ils ont la perfidie de vouloir faire retomber la responsabilité de ces excès, de ces crimes, sur le Gouvernement.

C'est en vain qu'ils prétendent n'attaquer qu'un seul homme, personne ne peut se méprendre sur ce grossier subterfuge, en réalité c'est à la société qu'ils font la guerre, une guerre à outrance.

Je défendrai la société ; je la défendrai en usant de tous les pouvoirs que me donnent la Constitution et les lois, je la défendrai avec autant d'énergie qu'ils mettent d'ardeur à l'attaquer.

Dans cette noble tâche, je compte, Messieurs, sur votre loyal concours.

Heureusement qu'à côté des sombres couleurs de cette situation troublée, qui n'existe que dans quelques localités, la situation générale de la République offre un tableau rassurant, qui prouve jusqu'à l'évidence l'isolement des factieux et la résistance des masses à se laisser entraîner dans les insurrections.

Depuis plus d'un an les factieux répètent sans cesse qu'une révolution est imminente, qu'elle apparaît à tous les points de l'horizon politique, que le peuple l'attend.... Quand une révolution est imminente, le peuple se lève et n'attend pas !

Ici, ce n'est qu'une minorité audacieuse qui voudrait faire une révolution ; ne pouvant créer l'enthousiasme, elle s'efforce de créer le désespoir.

Pendant qu'ils conspirent et cherchent à ruiner le pays, le peuple, le vrai peuple, travaille et s'enrichit. Nos marchés regorgent de grains,

de vivres, de volailles ; nos exportations de denrées atteignent à des chiffres inconnus même dans les années les plus prospères.

Au 30 juin dernier, nos produits s'élevaient déjà :

En cafés, à 40 millions de livres ;

En coton, à plus de 2 millions ;

En bois de campêche, à 50 millions ;

En cacao, à 1 million et demi.

Et toutes les autres denrées, dans les mêmes proportions.

Que l'on consulte les cotes publiques et l'on verra que les prix n'ont pas été moins rémunérateurs que dans les années antérieures.

Les importations, il est vrai, n'ont pas suivi cette progression et la valeur de notre papier-monnaie a diminué. Mais ces deux faits s'expliquent naturellement ; les causes en sont connues : c'est d'abord, à l'intérieur, les désastres causés par les insurrections et les incendies, les dépenses stériles qui en sont résultées, puis les inquiétudes qui, en restreignant les crédits, ont diminué le chiffre des affaires. Ensuite, à l'extérieur, la crise financière européenne et les craintes anticipées de la guerre qui, finalement, vient d'éclater.

Voilà la vérité ; mise ainsi sous les yeux de tous, j'espère qu'elle suffira à calmer les inquiétudes et à ramener la confiance dans les esprits.

J'ai voulu vous la faire connaître, Messieurs, au moment où vous allez vous séparer et retourner dans vos foyers ; car je me plais à croire que vous vous ferez un devoir de la répandre autour de vous afin que les populations sachent bien que ce n'est que par le maintien de l'ordre qu'elles pourront jouir des fruits de leurs travaux, et que l'indifférence et la force d'inertie des peuples à réprimer les désordres leur ont toujours été fatales.

Cette communication aura encore pour effet d'éclairer l'étranger sur la portée des agitations et des troubles que je viens de signaler, et nous conserverons ainsi la considération et le crédit que nous méritons.

J'ai l'honneur, Messieurs, de vous saluer avec la plus haute considération.

Signé : GEFFRARD.

PRUSSE.

Adresse au Roi en réponse au discours du trône votée par la Chambre des députés (à l'unanimité moins 25 voix) dans la séance du 23 août 1866.

Très-illustre et très-puissant roi, très-gracieux roi et seigneur.

Votre Majesté nous a réunis autour de son trône dans un moment d'une haute importance historique. La nation remercie humblement la Providence, qui a protégé la vie de Votre Majesté et qui permet que de si grandes choses s'accomplissent.

Les hauts faits qui, en peu de semaines, ont amené notre brave armée d'État en État, de victoire en victoire, jusque sur le Mein, d'une part, et, de l'autre, aux portes de la capitale de l'Autriche, ont rempli nos cœurs de la joie la plus vive et de la plus profonde reconnaissance.

Nous sommes les interprètes de la gratitude du peuple pour les milliers de nos défenseurs qui sont morts sur le champ de bataille, pour tous les survivants de l'armée permanente et de la landwehr, qui a été créée à une grande époque, pour les habiles capitaines, et surtout pour Votre Majesté elle-même, qui, prenant le commandement dans la lutte décisive, a partagé les épreuves et les dangers des combats, et, par une direction rapide, a mis un terme aux cruelles souffrances de cette guerre.

Les résultats obtenus jusqu'à présent sont déjà d'une haute importance : c'est d'abord la dissolution de la Confédération, la séparation d'avec l'Autriche, l'extension de nos frontières et de la puissance de notre État, et enfin la perspective ouverte devant nous que, dans un temps peu éloigné, l'Allemagne, unie politiquement, se développera sous la direction du plus grand État allemand.

Ces fruits, nous en avons avec Votre Majesté la pleine conviction, ne viendront à maturité que par l'entente et le concours du gouvernement et des représentants du pays.

Sans l'assurance du maintien et du complément des droits constitutionnels de la nation, nous ne pourrions pas compter, en Allemagne, sur l'appui des esprits et des cœurs, qui seul donne au pouvoir des forces et de la durée.

Considérant que, depuis un certain nombre d'années, les dépenses de l'État ont été faites sans un budget légalement voté, et, en partie, contrairement aux décisions prises par la Chambre des députés, cette

dernière a constaté avec une vive satisfaction que Votre Majesté a daigné déclarer solennellement que les dépenses faites à cette époque n'avaient pas la base légale consacrée par l'article 99 de la constitution, en vertu duquel le budget doit être fixé toutes les années par une loi spéciale.

Votre Majesté ayant bien voulu reconnaître que le budget ne pouvait se fixer légalement chaque année sans l'assentiment de la Chambre des députés, et qu'il était nécessaire de présenter aux deux Chambres de la Diète un bill d'indemnité pour ce passé, les représentants de la nation peuvent avoir la confiance que désormais la présentation de la loi budgétaire, avant le commencement de l'année parlementaire, éloignera tout conflit.

Nous examinerons avec une scrupuleuse attention les projets soumis aux Chambres relativement au bill d'indemnité et aux finances.

Nous examinerons avec la même exactitude les projets que nous saluons avec joie et reconnaissance relatifs à l'incorporation de territoires allemands à la Prusse et à la convocation d'une représentation nationale des États confédérés du Nord; nous avons toutefois la confiance que si le peuple et les Chambres prussiennes doivent renoncer à certains droits en faveur du futur Parlement, l'on assurera aussi à ce Parlement le plein exercice de ces droits.

Pénétrés de la grande importance de l'époque actuelle pour toute la patrie allemande, nous offrons, du fond du cœur, notre concours au développement de son union et de ses libertés, développement que la Providence a mis dans les mains de Votre Majesté.

Nous ne pouvons pas nous refuser à reconnaître que ce développement rencontrera encore de grandes difficultés dont il n'est pas permis d'attendre l'aplanissement avant la constitution de la confédération de l'Allemagne du Nord. Mais fermement convaincus de la nécessité d'un lien national entre le nord et le sud de notre patrie allemande, nous espérons avec assurance que ce lien sera formé dans un avenir rapproché, surtout lorsque les populations du Sud reconnaîtront le danger déjà généralement pressenti d'un déchirement de l'Allemagne et qu'elles donneront au besoin d'une union solide et nationale avec le Nord l'expression la plus sincère et la moins équivoque.

Majesté royale,

A toutes les grandes époques de l'histoire de la Prusse l'esprit et l'énergie de ses princes ont pu compter sur le dévouement du peuple et l'ont trouvé prêt aux sacrifices.

Qu'il en soit toujours ainsi entre nous, et alors qui oserait être contre nous?

Nous sommes, etc.

La Chambre des députés.

PRUSSE.

**Réponse du Roi à l'adresse de la Chambre des députés,
le 24 août 1866.**

Messieurs,

Je vous remercie d'abord et je charge M. le Président de Forkenbeck d'exprimer à la Chambre mes remerciements pour son adresse, que je considère non-seulement comme l'expression de la majorité de la Chambre, mais comme celle du pays tout entier.

C'est à bon droit que la Chambre des députés a fait tout d'abord ressortir dans son Adresse les grands succès remportés par les armes prussiennes.

Après le Tout-Puissant, c'est à l'armée que le pays doit témoigner sa reconnaissance.

Jamais l'histoire n'a eu à enregistrer un événement tel que celui auquel nous assistons, jamais l'histoire n'a raconté qu'un pays comme la Prusse ait reçu des grâces aussi abondantes de la protection divine : jamais une guerre telle que la dernière n'a été terminée en si peu de temps et dans des conditions pareilles.

Je suis heureux et fier que Dieu ait, dans sa grâce, précisément choisi la Prusse et moi-même pour accomplir une pareille œuvre, une œuvre à laquelle tant d'autres aspiraient, de même que mon royal frère, qui repose maintenant en Dieu.

C'est pourquoi je considère les événements qui viennent de se passer comme une grâce divine particulière.

Je suis heureux de constater que cette guerre a prouvé l'excellence de notre organisation militaire, organisation que j'ai créée moi-même.

Je suis fermement convaincu que l'armée, si elle n'eût pas été organisée ainsi qu'elle l'est actuellement, n'aurait pu supporter des fatigues et des privations aussi grandes.

L'Adresse, en parlant des résultats de la guerre, dit à bon droit que de grandes difficultés restent encore à vaincre.

J'espère cependant pouvoir vaincre ces difficultés avec le secours de Dieu.

L'Adresse fait mention du bill d'indemnité que le Gouvernement a demandé aux représentants du pays ; le Gouvernement n'a jamais contesté aux Chambres le droit de voter des crédits.

Il était de mon devoir d'agir comme je l'ai fait à l'époque où l'on

avait pu voter un budget légal. J'ai dû agir ainsi et j'agais de même, si les circonstances se renouvelaient.

Mais, Messieurs, ces circonstances ne se renouvelleront pas.

BAVIÈRE.

Discours de M. Von der Pfordten dans la séance du 27 août 1866 de la Chambre des députés.

Messieurs,

J'ai reçu l'ordre du Souverain de porter à la connaissance de la haute Chambre le traité de paix conclu le 22 à Berlin entre la Bavière et la Prusse, ainsi que le Protocole y annexé, et de le soumettre à l'assentiment de la Diète en tant que cela rentre dans la sphère de son action.

Je remets donc au très-honorable Président ces actes accompagnés d'une lettre signée par tout le Ministère.

Les ratifications du traité de paix devant être échangées le 3 septembre à Berlin, je prends la liberté de solliciter de vous le règlement le plus accéléré possible de cette affaire.

Je me bornerai pour aujourd'hui à quelques remarques sur la forme des négociations de la paix et sur la teneur du traité.

La guerre a été faite en vertu de résolutions fédérales.

Pour ce motif autant qu'aux termes de conventions arrêtées entre l'Autriche et la Bavière, la paix aurait dû être également négociée et conclue en commun. Mais l'Autriche s'est vue dans la nécessité de conclure séparément avec la Prusse un armistice et la paix.

Dans ces circonstances, le gouvernement bavarois a considéré de son devoir d'obtenir au moins que les négociations fussent conduites en commun avec ses alliés du midi, et il ne s'est résolu à négocier séparément que quand ses propositions dans ce sens ont été déclinées par la Prusse et en partie par ses alliés mêmes.

Le traité de paix impose à la Bavière de lourdes charges pécuniaires et une rectification de frontières entraînant pour elle, du côté de l'Électorat conquis par la Prusse, une petite perte de territoire. Mais il faut considérer à ce sujet, que les prétentions de la Prusse allaient d'abord beaucoup plus loin et visaient en particulier à de considérables cessions territoriales.

L'indépendance et l'autonomie de la Bavière sont restées intactes.

L'Autriche s'est engagée, par les préliminaires de paix, à recon-

naître la dissolution de la Confédération germanique; elle a donné en outre son assentiment à une réorganisation de l'Allemagne sans la participation de l'Autriche.

La Bavière ne pouvait, en conséquence, ne pas reconnaître pour sa part ces dispositions, et c'est sur notre proposition que la Diète germanique a déclaré le 24 à Augsbourg son action terminée et la Confédération dissoute.

Les préliminaires de paix arrêtées entre l'Autriche et la Prusse ont établi comme traits fondamentaux de la réorganisation future de l'Allemagne que la Prusse instituerait, au nord de la ligue du Mein, une fédération restreinte, et que les États allemands situés au sud de cette ligne seraient libres de former une union dont le lien national avec la fédération du Nord demeurerait réservé à une entente ultérieure.

La Prusse, pendant les négociations de la paix, a maintenu avec fermeté ces points fondamentaux, et mis la main à la création de la fédération du Nord. Toutefois, les traités de paix avec les États allemands du midi, notamment avec la Bavière, n'ont pas abandonné la pensée d'un lien national, mais contiennent bien plutôt des dispositions reposant sur cette pensée.

C'est ainsi que le maintien du Zollverein y est mis en perspective, et que l'union douanière est provisoirement conservée de fait avec une dénonciation facultative et préalable de six mois.

La suppression de tous les droits de navigation sur le Rhin et sur le Mein est convenue.

Pour le mouvement des trains de personnes et de marchandises sur les voies ferrées, dans l'intérêt général des transactions commerciales, des négociations communes doivent immédiatement s'engager.

L'Allemagne vient de traverser une grave crise.

Le mouvement qui, depuis 1848, tendait à la dissolution de la Confédération germanique sous la forme qu'elle avait eue jusqu'à ce jour, et la réorganisation de l'Allemagne, a trouvé une solution violente.

Dans le sens négatif, cette solution est définitive : la Confédération germanique n'existe plus. Sa réorganisation repose encore indécise et obscure dans le sein de l'avenir. Puisse le bon génie de notre nation veiller sur elle !

Le Gouvernement et le peuple de Bavière peuvent aller avec confiance au-devant de cet avenir.

C'est pour obéir aux commandements du droit et de l'honneur qu'ils se sont engagés dans cette lutte. Ils doivent en majeure partie à la bravoure de leur armée, bravoure reconnue à un haut degré par nos adversaires mêmes, d'entrer intacts et debout dans la paix et dans

l'ère nouvelle qui s'ouvre, et de pouvoir concourir avec toutes leurs forces au développement de cette ère.

Pleinement indépendante et autonome vis-à-vis du dehors, libre et forte à l'intérieur par les souvenirs d'une histoire millénaire, par son fidèle attachement au Roi et à la patrie, et par les bienfaits d'une constitution respectée, la Bavière suffira tout d'abord à elle-même et à son propre développement; mais elle n'oubliera jamais qu'elle est et veut rester pays et peuple allemand, et que sa force appartient non-seulement à elle-même, mais à toute la communauté germanique. »

ITALIE.

Note de M. Visconti Venosta à M. d'Usedom, ministre de Prusse à Florence au sujet de la conclusion de la paix entre l'Autriche et la Prusse, en date de Florence le 27 août 1866.

Le Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi d'Italie a l'honneur de confirmer la réception de la note du 25 de ce mois que S. Exc. M. d'Usedom, envoyé extraordinaire de S. M. le Roi de Prusse, lui a adressée pour notifier au Gouvernement du Roi la paix conclue entre la Prusse et l'Autriche, et pour exprimer en même temps le vœu que les relations cordiales entre les deux puissances alliées subsistent et puissent se fortifier à l'avenir.

Le Gouvernement du Roi a vu avec satisfaction, dans l'article 2 du traité signé le 23 de ce mois par les plénipotentiaires de Prusse et d'Autriche, un gage pour la prochaine conclusion d'une paix réciproque entre l'Autriche et l'Italie.

Dans la ferme confiance que ce résultat sera atteint dans peu de temps, le soussigné se réserve d'en donner connaissance alors au Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse.

Le Gouvernement du Roi est très-agréablement touché des vœux que le Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse exprime relativement à la persistance de l'alliance entre les deux États même après la période actuelle, et ses propres vues sont cordialement les mêmes à cet égard.

Nous attachons un grand prix aux liens de sympathie et d'intérêts communs qui sont destinés à unir ensemble la nation italienne et la nation allemande. Ces liens ne feront que se resserrer davantage dans l'époque de tranquillité que la réunion de la Vénitie à la Péninsule doit amener.

L'entente qui règne entre la Prusse et l'Italie acquerra un développement ultérieur encore, quand une fois nous aurons la paix avec nos voisins, comme la Prusse l'a déjà. Le Gouvernement du Roi ne négligera rien, en tant que cela dépendra de lui, pour assurer d'une manière durable aux deux pays les avantages réciproques d'une paix permanente.

Le soussigné prie S. Exc. M. d'Usedom de vouloir agréer l'assurance de sa considération particulière.

(L. S.) *Signé* : VISCONTI VENOSTA.

PRUSSE.

Réponse du Roi à une députation du Hanovre chargée de lui présenter une adresse pour demander la conservation de l'indépendance du royaume de Hanovre, 30 août 1866.

Je vous ai reçus avec plaisir, Messieurs, car j'estime les hommes allemands attachés à une dynastie qui, pendant des siècles, a fait mûrir le fruit de l'attachement et du dévouement mutuels. J'estimerai moins les Hanovriens, s'ils n'avaient fait aucune démarche manifestant leurs sentiments tout dévoués pour leur maison royale, ma proche parente.

C'est pourquoi je vous expliquerai en détail les motifs qui, je vous assure, contre mes premières intentions et après des luttes bien graves, m'ont irrévocablement obligé à annexer les États de quelques-uns de mes anciens alliés.

Lorsque je suis arrivé à ma position actuelle, j'ai déclaré ne vouloir faire que des conquêtes morales.

On s'est souvent moqué de ce mot, on s'en est raillé, on l'a même persillé; et néanmoins je vous assure positivement que si je passe, aujourd'hui dans ma 70^e année, à des conquêtes violentes, je ne l'ai fait que forcé par l'inimitié de mes prétendues alliés et par mes devoirs envers la Prusse confiée à ma direction.

Déjà lors de la création de la Confédération germanique, les États qui craignaient que l'essor déjà visible de la Prusse ne portât atteinte à leur influence ont pourvu à ce que le territoire de la Prusse fût séparé par des États indépendants. Grâce à des inimitiés toujours renouvelées, nourries principalement par l'influence de l'Autriche et par la corruption de la presse allemande, française et anglaise, on a profité sans cesse de cette situation pour inspirer l'inquiétude à l'égard de la

Prusse, qu'on accusait de ne songer qu'à empiéter sur l'autonomie de ces États et à faire des conquêtes; on a réussi à opposer des obstacles à tous les efforts que la Prusse, en ménageant consciencieusement les droits de tous ses alliés, a faits pour faire prospérer les intérêts matériels et moraux de l'Allemagne et pour inspirer de l'harmonie à la Diète germanique.

Ces efforts n'ont pas manqué de succès; nos rapports, d'abord assez intimes avec le Gouvernement du Roi Ernest-Auguste, ont bientôt fait place à une attitude peu amicale du Hanovre, hostile même pendant les complications politiques des dernières années, sans que la Prusse y eût donné sujet.

Tel était l'état des choses, quand l'Autriche ne cessait pas d'attaquer et de troubler ma position dans le duché de Holstein, tellement qu'à la fin la situation devint insupportable à la Prusse. Avant d'être poussé à l'extrémité, j'ai réussi à retarder le péril par la conclusion du traité de Gastein, mais non pas à l'écarter entièrement; car pendant la durée de ce traité, les voiles qui avaient recouvert la véritable intention de l'Autriche, de commencer le combat pour l'influence prépondérante en Allemagne, tombèrent l'un après l'autre. La Prusse aurait sacrifié son existence si elle avait refusé le combat.

Deux bases étaient absolument nécessaires pour mener à fin ce grand combat :

1^o La conviction de la justice des prétentions prussiennes, sans laquelle on ne pouvait rien espérer de la Providence;

2^o L'instrument pour faire la guerre, l'armée prussienne.

Je n'ai jamais douté que l'instrument ne fût solide; car pendant toute ma vie je me suis voué au développement des institutions militaires.

Quant aux prétentions de la Prusse, je les ai crues justes, parce que la Prusse ne pourrait exister si elle renonçait à l'accomplissement de ces prétentions. C'est ainsi que je me suis décidé à accepter le combat, le cœur serré, bien serré, et laissant la fin à Dieu. La Providence s'est visiblement manifestée dans les résultats de cette guerre.

Vous connaissez l'attitude de votre Gouvernement avant et pendant tous les événements. Vous connaissez le vote du 14 juin, contraire au droit fédéral, qui admettait l'exécution à laquelle je ne me serais jamais soumis, mais qui démasquait l'intention de violer le droit fédéral au détriment de la Prusse. Vous connaissez les négociations relatives à la neutralité; vous savez que j'ai vainement proposé l'alliance dans la nuit du 14 juin; vous êtes instruits de la catastrophe de Langensalza, dans laquelle je n'ai pas été le vainqueur, mais qui a eu pour suite l'anéantissement de l'armée hanovrienne.

J'ai sérieusement pesé la mesure que vous désirez empêcher. Pa-

rent de la Maison du Hanovre, je n'ai rempli qu'un devoir très-douloureux, en me décidant à annexer le royaume. Mais j'ai été obligé de dédommager ma Prusse des grands sacrifices qu'elle a faits, et d'obvier à de nouveaux périls auxquels nous serions exposés sans nous avoir vraisemblablement concilié le Hanovre.

J'espère qu'un jour la confiance mutuelle établie entre nous vous donnera toute satisfaction.

Texte de l'adresse présentée au Roi par la députation hanovrienne composée de MM. de Munchausen, ancien ministre des affaires étrangères, de Schlegel, vice-président du tribunal suprême, et de Rossing, conseiller au Trésor public.

Sire, de nombreuses adresses couvertes de plus de soixante mille signatures viennent d'être envoyées à Votre Majesté. On y fait appel à la sagesse et à l'amour de justice de Votre Majesté, pour qu'elle laisse exister la dynastie de notre royaume. Il aurait été facile d'augmenter promptement le nombre de ces signatures, si le commissaire civil de Votre Majesté n'avait pris les mesures les plus sévères contre la propagation de ces adresses exprimant les désirs unanimes du pays dans la forme la plus modeste. Mais nous ne sommes pas venus pour nous plaindre de ces mesures; nous savons combien de telles démarches sont contraires aux nobles sentiments de Votre Majesté. Mais on craint dans le Hanovre que ces Adresses ne soient point parvenues à Votre Majesté; du moins jusqu'à présent les signataires n'ont pas reçu de réponse, tandis que les journaux publient toutes les réponses gracieuses dont Votre Majesté a honoré les pétitions en faveur de l'annexion, signées par un petit nombre de personnes qu'on n'oserait nullement regarder comme les représentants du peuple hanovrien.

C'est pourquoi nous avons cru devoir vous exprimer les sentiments de l'immense majorité de nos concitoyens. Soyez convaincu, Sire, qu'en présence des succès victorieux des armes prussiennes, nul Hanovrien — à quelque parti qu'il appartienne — ne conteste plus que la Prusse seule est appelée à présider l'union projetée et que chacun s'empresserait à lui accorder, sans réserve aucune, toutes les prérogatives qu'elle croirait nécessaires pour accomplir sa mission. Mais la population du Hanovre n'est point convaincue que, dans ce but, il faille sacrifier notre État, capable, à son avis, de subsister même après la restriction de sa souveraineté; elle ne croit pas non plus que son Souverain puisse être un voisin douteux pour la Prusse. En tout cas, l'autorité militaire de la Prusse, telle qu'elle lui sera accordée, suffirait pour écarter tout danger, alors même que, après la solution

de la question, la fidélité du bien plus faible voisin n'était pas suffisamment garantie par la situation des deux pays, par la similitude du caractère de leurs populations, par l'égalité de leurs intérêts économiques. Si néanmoins le souverain actuel n'offrait pas les garanties nécessaires, Votre Majesté n'ignore pas qu'il s'est déclaré prêt à abdiquer en faveur du successeur au trône.

A notre avis il s'agit donc de savoir s'il est plus utile à la Prusse d'avoir deux millions d'alliés fidèles et dépendants d'elle, que d'acquiescer autant de sujets subjugués contre leur gré, où ceux qui sont sincèrement dévoués à la monarchie se retireraient avec dépit des affaires publiques, tandis que les autres renforceraient des éléments hostiles à la couronne de votre propre pays.

Cependant, plus encore qu'à la sagesse de Votre Majesté, nous nous adressons à votre cœur. Votre Majesté ne peut pas se plaire à détrôner un prince dont la dynastie appartient au royaume depuis mille ans et qui porte également sa couronne par la grâce de Dieu; à le détrôner parce que, interprétant autrement que les conseillers de Votre Majesté le droit fédéral, il s'est cru absolument empêché d'adopter promptement la politique allemande de Votre Majesté, et qu'une complication funeste l'a forcé de faire marcher son armée contre les troupes de Votre Majesté, qui jusqu'alors n'avaient été que ses frères d'armes.

Sire, dans ses décrets impénétrables, Dieu vous a fait maître du sort d'un prince votre proche parent. Près du cercueil d'Ernest-Auguste, feu le père de Votre Majesté a un jour solennellement promis d'assister fidèlement ce même prince. Que Votre Majesté daigne accomplir la promesse de son prédécesseur, et la conquête irrévocable de tant de milliers de cœurs fidèles et reconnaissants ornera Votre Majesté d'un laurier bien plus impérissable que ne vous offrira l'assujettissement d'un faible ennemi.

PRUSSE.

Rapport de la Commission de la Chambre des députés sur le projet de loi relatif à la réunion du royaume de Hanovre, de l'Électorat de Hesse, du duché de Nassau et de la ville libre de Francfort à la monarchie Prussienne, du 1^{er} septembre 1866.

Depuis le commencement de 1866, la tension entre le Gouvernement royal prussien et le gouvernement impérial autrichien était

arrivée à un degré tel, qu'il n'y avait plus d'espoir d'amener une solution pacifique.

Le 1^{er} juin de cette année, le Gouvernement autrichien, contrairement aux termes du traité de Gastein, remit la solution de la question Slesvigo-holsténoise entre les mains de la Diète et convoqua en même temps les États du Holstein.

Le Gouvernement prussien empêcha la réunion de ces États. Les autorités et les troupes autrichiennes quittèrent le Holstein.

Le Gouvernement autrichien présenta alors à la Diète, en se référant à l'article 19 de l'acte final de Vienne, une motion tendant à prescrire la mobilisation des corps fédéraux ne faisant pas partie de l'armée prussienne, en présence des actes violents commis par la Prusse pour se rendre justice elle-même dans le pays fédéral du Holstein.

Cette motion fut votée dans la séance du 14 juin de cette année par le Hanovre, la Hesse-Électorale, le Nassau et la ville libre de Francfort, malgré la protestation de l'envoyé prussien.

Dans la déclaration faite à ce sujet, il est dit en propres termes :

« Le droit fédéral ne reconnaît aux membres de la Confédération que le droit d'exécution soumis à des formes déterminées et des éventualités particulières. La levée d'une armée fédérale contre un membre de la Confédération, en se fondant sur la constitution militaire fédérale, est aussi étrangère à cette dernière qu'une action quelconque de l'Assemblée fédérale contre un gouvernement fédéral en dehors du droit d'exécution.

« Une déclaration de guerre faite à un membre de la Confédération étant impossible depuis le droit fédéral, mais ressortant cependant de la motion de l'Autriche et du vote des Gouvernements qui se sont rangés de son côté, le cabinet royal considère la rupture du pacte fédéral comme accompli.

« Au nom et par ordre de S. M. le Roi son gracieux maître, l'envoyé déclare en conséquence que la Prusse estime que le pacte fédéral est rompu et que loin de le tenir désormais pour obligatoire elle le considère comme expiré.

« Toutefois S. M. le Roi ne veut pas considérer comme détruites, du fait de l'expiration de la Confédération ancienne, les bases nationales sur lesquelles reposait la Confédération.

« Au contraire la Prusse tient fermement à ces bases et à l'unité de la nation allemande, qui est au-dessus des formes transitoires, et croit qu'il est du devoir indéclinable des États allemands de trouver à cette unité l'expression la plus convenable.

« Le Gouvernement royal soumet donc de son côté les bases constitutives d'une nouvelle union d'États plus en rapport avec les besoins

de l'époque et se déclare prêt à conclure avec ceux des Gouvernements allemands qui y seraient disposés, une nouvelle union sur les bases modifiées de l'ancienne Confédération. »

Ce projet d'une nouvelle Confédération germanique proposait, tout en sauvegardant de la façon la plus complète le droit de souveraineté de chacun des États, aux termes de l'article 1, l'exclusion de l'Autriche et aux termes de l'article 4, la coopération d'une représentation nationale allemande, élue d'après les prescriptions de la loi électorale de 1849.

Avant de procéder à des mesures militaires, après le vote de la mobilisation, la Prusse s'adressa à la Hesse-Électorale et au Hanovre et leur offrit en échange de la garantie de leur territoire et de leur souveraineté, d'après les bases des propositions de réforme du 14 juin, une alliance sous la condition que ces deux États remettraient, à partir du 1^{er} mars leurs troupes sur le pied de paix et qu'ils prescriraient des élections pour le Parlement dès que la Prusse y aurait procédé de son côté.

La réponse des deux Gouvernements fut négative.

La guerre commença : Nassau et Francfort s'étaient également rangés du côté des ennemis de la Prusse. Les rapides victoires de l'armée prussienne appartiennent à l'histoire. Dans le courant du mois de juillet, le Hanovre, la Hesse-Électorale, Nassau et Francfort tombèrent au pouvoir de la Prusse ; les souverains de Hanovre et de Nassau étaient en fuite, l'Électeur de Hesse prisonnier sur le territoire prussien.

Les victoires décisives en Bohême et en Moravie amenèrent les préliminaires de paix de Nikolsbourg du 26 juillet, dont l'article 5 porte :

« S. M. l'Empereur d'Autriche promet de reconnaître la nouvelle organisation (y compris les modifications territoriales, qui en seront la conséquence) que S. M. le Roi de Prusse établira dans l'Allemagne du nord. »

Dans le mois d'août, ces préliminaires de paix ont été suivis de traités de paix avec la Bavière, le Wurtemberg et Bade dans lesquels se trouve inscrite une reconnaissance semblable faite par ces trois Gouvernements.

Le 24 août, les envoyés de l'ancienne Diète ont prononcé formellement à Augsbourg la dissolution de cette assemblée.

Les détails qui précèdent sont destinés à marquer les phases historiques parcourues par les événements en Allemagne dans ces derniers mois. Le 16 août, ces événements sont entrés dans une nouvelle phase qui a nécessité la participation de la représentation nationale de la Prusse.

Sa Majesté avait en effet communiqué le même jour par un mes-

sage royal à la Chambre des députés un projet de loi relatif à l'annexion à la monarchie prussienne du royaume de Hanovre, de l'Électorat de Hesse, du duché de Nassau et de la ville libre de Francfort.

Ce projet a été renvoyé par une décision de la Chambre, du 17 du mois, à une commission spéciale qui l'a soumis à un examen approfondi. Dans le cours de ses délibérations, six pétitions du Hanovre et deux pétitions de Nassau qui toutes se prononcent contre la réunion de ces États à la Prusse, ont été renvoyées également à la Commission. Le Gouvernement royal a été représenté, la plupart du temps, dans ces délibérations par le président du Conseil, M. le comte de Bismarck, ainsi que par le conseiller intime, M. Wagner, et le conseiller de légation intime M. König.

Le message royal et le projet de loi proclament la réunion des territoires du Hanovre, de la Hesse-Électorale, de Nassau et de la ville libre de Francfort à la Monarchie prussienne et déclarent en même temps que les dynasties de ces pays ont cessé de régner, que toutefois ces pays ne seront pas divisés ni morcelés.

La Commission a reconnu dans ces actes le début d'une nouvelle ère de développement national et a accueilli avec une haute satisfaction le message royal et le projet de loi. Dans les débats entre le Gouvernement et la Commission, il a toujours existé une entente parfaite sur la tâche qu'avait à accomplir l'État prussien en vue de cette loi.

Le projet de loi lui-même se compose de trois paragraphes.

Dans le paragraphe 1^{er} Sa Majesté, invoquant l'article 55 de la Constitution, déclare accepter pour lui et ses successeurs le Gouvernement des pays précités.

Le paragraphe 2 porte que le règlement définitif des rapports de ces pays avec la monarchie aura lieu conformément à l'article 2 de la Constitution au moyen d'une loi spéciale.

Le paragraphe 3 charge le ministère royal de l'exécution de cette loi.

A. Discussion générale.

- 1° Sur le droit de la Prusse de s'annexer le Hanovre ;
- 2° Sur la nécessité politique ou l'utilité de cette annexion ;
- 3° Sur l'opportunité de respecter les dispositions légales particulières aux pays qui devront être annexés à la Prusse ;
- 4° Sur la nécessité d'un état de choses transitoires jusqu'à l'incorporation définitive et en particulier sur les inconvénients de l'union personnelle et sur les inconvénients de l'application immédiate de la constitution prussienne ;

5° Sur les garanties à accorder touchant la situation légale des pays conquis jusqu'à leur incorporation.

I

Déjà les pétitions mentionnées plus haut et présentées à la Chambre des députés rendaient inévitable pour la Commission d'examiner la question relative au droit de l'État prussien de s'incorporer les pays en question.

M. le Ministre, président du Conseil, a invoqué sans restriction en faveur de la Prusse le droit de conquête sanctionné, selon lui, par le droit des gens.

La Commission a répondu que l'État prussien devait s'appuyer sur un autre droit que celui de la conquête. La conquête, c'est la force brutale qui ne suffit plus de notre temps pour fonder des droits et des États. Aucun jurisconsulte, aucun auteur du droit des gens moderne ne défend plus ce point de vue suranné. Les préliminaires de paix de Nikolsbourg ont bien accordé le libre droit de vote à la population des districts nord du Slesvig, qui a été soumise dans la guerre avec le Danemark. La sanction de la nation allemande qui, il est vrai, n'est encore représentée qu'éventuellement à la Diète future de la confédération de l'Allemagne du nord peut seule légitimer ce droit de conquête.

Le Ministre président du Conseil protesta contre le reproche d'user de la force brutale et justifia la conquête par le droit qu'a la nation allemande d'exister, de respirer et de s'unifier et, en même temps, par le droit et le devoir qu'a la Prusse de fournir à la nation allemande les bases nécessaires à son existence. Le Ministre fait ensuite ressortir que cette question ne saurait rester pendante durant des mois et des semaines et qu'en cas de guerre, la décision du Parlement ne serait d'aucune utilité.

La majorité de la Commission n'a pas méconnu que le droit de conquête existe tant que la guerre existe elle-même. Tant que des États allemands feront des préparatifs de guerre les uns contre les autres et en appelleront à la raison de la guerre, ils devront en supporter les conséquences. Le lien pacifique qui, grâce au pacte fédéral, unissait jusqu'au 14 juin de cette année les races allemandes, a été déchiré par les gouvernements hostiles à la Prusse. La Prusse, par son action en faveur de la réforme nationale, a donné à la guerre un caractère plus élevé. Le droit des gens moderne aussi bien que la doctrine ancienne compte la conquête parmi les moyens d'acquérir des territoires étrangers.

V. Berner, *Dictionnaire d'État de Bluntschli*, sous la rubrique *Conquête*.

Heffter, *Droit des gens*, 1861, p. 317, 318.

Escher, *Politique*, t. II, 5630.

Bluntschli, *Droit de la guerre*, p. 36.

L'idée de corroborer ce droit par le vote universel n'a pas été accueillie par la Commission, par le motif que ce vote se fonde sur l'apparence plutôt que sur la réalité. L'adhésion de la Diète de la confédération de l'Allemagne du nord n'a pas été davantage jugée nécessaire ou opportune. La Diète n'existant pas encore n'est pas compétente, et étant composée en partie de Prussiens, elle n'a pas qualité pour prononcer un pareil verdict. La Commission a enfin reconnu avec le Ministre Président que la réserve de l'adhésion de cette Diète aurait pour résultat de retarder la sanction de l'annexion de ces pays, ce qu'il faut éviter dans l'intérêt de la puissance de la Prusse et de l'Allemagne vis-à-vis de l'étranger.

Quant à l'effet, au point de vue du droit des gens, de la conquête en ce qui touche la situation légale intérieure des pays conquis, le Gouvernement a déclaré qu'il considérait comme éteintes les constitutions de ces pays et par suite les institutions publiques qui en dérivent; que la Constitution et la dynastie étaient inséparables; que dans le Hanovre, la dynastie était beaucoup plus ancienne que la Constitution et que la seconde était tombée avec la première. La nouvelle doctrine du droit des gens ne maintient absolument que le droit privé du peuple et les institutions qui en découlent. La majorité de la Commission s'est rangée de l'avis du Gouvernement; plusieurs membres ont été décidés par l'argument qui consiste à dire que chaque constitution se réfère à un État particulier l'existence qu'elle présuppose, et l'indépendance de cet État et disparaît d'elle-même aussitôt que l'État cesse d'exister.

Un des membres de la minorité dans la Commission a prétendu que les anciennes lois constitutionnelles devaient au moins conserver leur force jusqu'au moment de l'incorporation. Deux autres membres ont fait valoir contre les effets attribués aux droits de conquête, que le Gouvernement prussien avait déclaré à différentes reprises, qu'il ne faisait la guerre qu'aux gouvernements et non aux populations.

On cita nominément la proclamation du commandant des troupes prussiennes, le général major de Beyer, au peuple de la Hesse-Électorale, en date du 21 juin, et la notification du gouverneur militaire prussien de Werder et de l'administrateur de l'Électorat, M. de Möller, touchant la possession provisoire du Gouvernement, en date du 28 juin.

La proclamation du général de Beyer porte textuellement :

« Je donne l'assurance formelle que la Constitution et les lois du pays continueront à être maintenues en vigueur autant que l'état de

guerre s'y prêtera et que l'unification constitutionnelle de l'Allemagne, à laquelle les chambres de la Hesse-Électorale ont constamment aspiré, ne viendra pas modifier l'ordre de choses actuel.

« Je vais prendre les dispositions nécessaires pour l'abolition des lois provisoires encore existantes, pour la révocation des ordonnances inconstitutionnelles et pour le rétablissement d'un ordre de choses conforme à la Constitution. »

La notification du général de Werder et du commissaire civil de Möller contient le passage suivant :

« Sa Majesté le Roi s'est vu contraint de suspendre le Gouvernement de S. A. R. l'Électeur et de prendre provisoirement en main l'administration, dans l'intérêt même du pays.

« En entrant en fonction, nous donnons l'assurance au peuple hessois que la constitution du pays sera observée et restera en vigueur et que le pays sera administré d'après ses propres lois, sauf les exceptions que pourrait motiver l'état de guerre. »

Le Gouvernement répliqua à cet égard que la proclamation d'un général en pays ennemi ne constituait pas un acte politique obligatoire, et que cette proclamation aussi bien que la notification du gouverneur militaire et du commissaire civil était restreinte à la durée même de l'état de guerre, auquel le règlement légal actuellement en discussion avait pour but de mettre un terme.

La Commission a pensé que les déclarations précitées du Gouvernement royal et de ses mandataires constituait pour le moins un engagement *éthique* sérieux de rendre à ces populations une situation légale satisfaisante et garantie constitutionnellement. La Commission n'a pas jugé le droit (*jus quæsitum*) de la représentation de ces pays de concourir à la décision relative à l'annexion, compatible avec la cessation de l'indépendance comme États, de ces mêmes pays.

II

La réunion du Hanovre à la Prusse a paru à la Commission nécessaire et avantageuse au point de vue politique. Il a été reconnu que l'incorporation était autant dans l'intérêt de la Prusse que des États destinés à être annexés et de la patrie allemande elle-même; que l'État prussien acquerrait par les incorporations projetées non-seulement un territoire de près de mille lieues carrées et trois millions d'habitants, mais qu'il s'assurerait en même temps l'homogénéité nécessaire pour la défense du territoire et s'assimilerait des races allemandes qui, avec les Westphaliens, forment l'intermédiaire naturel entre les provinces rhénanes et les provinces orientales de la Prusse ;

que, par ce fait, une nouvelle garantie était donnée au développement normal politique de la Prusse ; que le peuple prussien voyait dans ces incorporations les fruits légitimes de son dévouement et de ses sacrifices envers l'État, pendant la dernière guerre si heureusement terminée.

A en juger d'après les pétitions arrivées au Parlement, il parut à la Commission que dans les pays à annexer, surtout dans le Hanovre, il régnait un sentiment hostile à l'annexion, principalement parmi la noblesse et les fonctionnaires. Le Ministre Président a déclaré au contraire que la majorité des pétitions adressées au Gouvernement étaient favorables à l'annexion, notamment celles venant de la Frise orientale, d'Osnabrück et, dans une moindre proportion, celles venant des anciens pays du Hanovre, de Kahlenberg, de Lunebourg et de Gottingue. Dans le Nassau, il est notoire que dans beaucoup de classes de la société on désire vivement l'incorporation, et le Gouvernement a entre les mains plusieurs pétitions en ce sens, émanées de familles très-considérées du pays. Relativement à une pétition remise à la Chambre des députés par onze signataires titrés (comtes et barons) qui déclarent qu'ils se considéreront, après comme avant, liés par le serment de fidélité prêté à leur ancien souverain, M. le Ministre Président fit observer que les noms des signataires se trouvent également au bas d'énergiques protestations contre la réunion de leurs possessions au duché de Nassau. Aucune pétition n'a été envoyée de la Hesse-Électorale et de Francfort.

La Commission a partagé d'autant plus volontiers avec le Gouvernement l'espoir que la coopération à de grandes visées nationales, telles qu'il ne saurait jamais s'en produire dans les petits États, qu'un sentiment national plus vif et le développement du bien-être ne tarderaient pas à gagner en faveur de l'annexion la partie des habitants qui éprouvent encore des répugnances à cet égard. Une des qualités de l'organisation prussienne est précisément de savoir s'assimiler les races et les pays les plus divers. Après un demi-siècle d'union, ces races ont fidèlement combattu pour l'indépendance de la Prusse, la Silésie, en 1813, les habitants des bords du Rhin lors de la dernière guerre. Mais pour atteindre ce but, il faut qu'en Prusse la Constitution soit reconnue partout et que l'administration à l'intérieur devienne libérale.

L'incorporation de ces États à la Prusse constitue enfin, de l'avis de la Commission, un progrès considérable dans le développement national. L'Allemagne gagnera en force et en vigueur par l'agrandissement de pouvoir d'un de ses membres les plus puissants, et le plus purement allemand, et l'État allemand de l'avenir ne pourra sortir que d'une union organique des autres États avec la Prusse.

III

La Commission a également reconnu dans la promesse faite par le Gouvernement royal de maintenir certaines institutions spéciales dans les pays à annexer, une des maximes gouvernementales constamment suivies par la Prusse. Elle ne se dissimula pas que les pays qui allaient être incorporés possédaient en partie d'excellentes institutions, qui n'avaient pu exercer qu'une influence favorable sur l'état politique en Prusse, comme par exemple l'administration de la justice en Hanovre, l'administration communale libre de l'électorat de Hesse. Il n'est guère possible de déterminer dès à présent jusqu'à quel point il conviendra de maintenir toutes ces institutions.

En acquérant la Frise orientale, Frédéric le Grand n'a point touché à la constitution du pays, et le résultat de ce sage procédé fut que peu d'années après les États lui remirent en entier l'administration des finances. Les fruits de la conduite du Roi profitent encore aujourd'hui à la Prusse, comme on peut le voir par les pétitions envoyées de la Frise et citées plus haut. Frédéric-Guillaume III laissa, en 1815, aux habitants des provinces Rhénanes les institutions du droit français en vigueur, parce que ces institutions leur étaient devenues chères; elles sont encore aujourd'hui appliquées. La nouvelle Poméranie antérieure qui fut également réunie à la Prusse en 1815, est restée régie jusqu'à ce jour par le droit commun. Les deux provinces avaient eu jusqu'en 1848 leur cour suprême (de troisième instance), les provinces Rhénanes à Berlin, la Poméranie à Greifswald. Et les soins scrupuleux que l'on a mis à conserver, autant que possible, leurs institutions, n'ont pas peu contribué à inspirer aux populations un attachement fidèle à la Prusse. En résumé la Commission a cru devoir poser en principe que l'autonomie provinciale et l'indépendance administrative devaient être conservées aux États dont l'incorporation était décidée, toutes les fois qu'elles pourraient se concilier avec les conditions d'unité de la Monarchie. La pensée du Gouvernement sur cette question se trouve dans la déclaration du Ministre Président, que l'on conserverait tout ce que pourrait supporter la Prusse.

IV

Bien que la majorité de la Commission se fût rendu compte que la conservation de ces institutions particulières exigeait précisément un

état de transition, cependant le moyen proposé par le projet du Gouvernement au § 1^{er} rencontra une opposition unanime.

La Commission ne se fit pas illusion qu'en adoptant le paragraphe 1^{er} elle établirait comme situation légale actuelle, dans les pays à incorporer à la couronne de Prusse, l'union personnelle et qu'elle se contenterait de la promesse d'incorporer ces États sans que l'époque où cette incorporation aurait lieu, fût même approximativement fixée. La Commission, tout en n'éprouvant pas la moindre méfiance à l'égard du Gouvernement royal dans cette question, crut cependant devoir faire remarquer ce qui s'est passé pour le Lauenbourg et rappeler combien de lois promises par la Constitution n'ont pas encore été promulguées, après 16 ans d'attente. On ne disconvint pas que l'union personnelle entre États voisins de même nationalité tendait presque toujours à se transformer, dans la suite, en union réelle, et l'on se souvint de l'histoire de la monarchie prussienne, laquelle considéra toujours comme le centre de gravité de sa politique l'idée de l'unité de l'État. Nonobstant, on se préoccupa sérieusement des dangers que présenterait dans les circonstances actuelles, pour la situation intérieure et extérieure, une union personnelle, même toute passagère.

On fit particulièrement ressortir :

1^o Qu'en créant un pouvoir purement intérieur (*Haus-macht*) la couronne deviendrait plus indépendante de la Chambre en ce qui touche la fixation du budget; que la Chambre perdrait sa force et son influence;

2^o Que la couronne ne pouvait être empêchée par la représentation nationale prussienne de céder de nouveau les droits de souveraineté acquis; que même la restauration des dynasties détrônées était possible d'après le droit public, puisque la disposition de l'article 53 de la Constitution prussienne, sur l'ordre de succession au trône, faisait défaut;

3^o Qu'en l'absence d'une disposition contraire, claire et précise, le doute pouvait s'élever si, avec l'union personnelle pure et simple, les anciennes Constitutions locales, dans les pays à annexer à la Prusse, ne seraient pas restées légalement en vigueur et que par là on encouragerait des tendances particularistes;

4^o Qu'une administration profitable au bien-être de ces pays deviendrait très-difficile pour le Gouvernement royal et que des compétitions, des jalousies s'élèveraient entre les divers pays;

5^o Qu'un état provisoire de ce genre était, dans les circonstances présentes, doublement dangereux vis-à-vis des Puissances étrangères, des dynasties détrônées, des nouvelles provinces et des courants d'opinion dont l'hostilité s'est manifestée à l'intérieur.

L'Union réelle forme des liens bien autrement intimes et solides et

offre des garanties de durée par suite de l'assentiment nécessaire d'une représentation nationale, étrangère à des considérations personnelles pour dénouer ces liens. L'Union personnelle de Neufchâtel avec la Prusse d'une part et l'incorporation des duchés Hohenzollern d'autre part en fournissent la preuve. Cette discussion donne lieu à la proposition, conforme à l'intitulé de la loi :

D'exprimer dans le dépositif du projet du Gouvernement § 1, seule partie ayant force de loi, le principe de la réunion des nouveaux territoires à la monarchie prussienne.

Le Ministre Président fit remarquer qu'il s'agissait ici d'un projet de loi élevé au dessus de toute question de parti et intéressant la grandeur de la Prusse.

L'Union personnelle, ajouta-t-il, n'est point à la longue favorable à la Prusse, elle est peu propre au développement véritable de la force nationale. Si pour le Lauenbourg on a choisi la forme de l'union personnelle, c'est par un acte de courtoisie vis-à-vis de ce premier-né des conquêtes prussiennes, et c'est un acte qui ne donnera lieu à aucun embarras pour l'État Prussien. Mais cette forme ne peut en aucune façon être appliquée pour un temps prolongé à six pays différents d'une étendue considérable, y compris le Slesvig-Holstein et ayant des particularités diverses; ce serait une création anormale qui n'apporterait aucune nouvelle force à la Prusse.

En ce qui touche l'amendement proposé, le point de vue auquel on s'y est placé a déjà été examiné au sein du Ministère. Les objections qui y ont été faites avec succès consistaient à dire, que l'établissement immédiat de la Constitution aurait détruit les particularités légales des États dont l'incorporation à la Prusse était décidée et aurait par trop lié les mains au Gouvernement pendant la période de transition. Le Gouvernement est obligé de revendiquer pour lui, pendant cette période, une espèce de pouvoir dictatorial, et l'on a cru trouver l'expression la plus simple des pleins pouvoirs royaux à cet effet, dans l'article 55 de la constitution prussienne.

Dans le cours de la discussion, le Ministre Président a reconnu au nom du Gouvernement que l'amendement précité modifiait heureusement le projet du Gouvernement; que le § 1 de ce projet pouvait en effet laisser supposer que la prise de possession du Gouvernement sur les nouveaux territoires aurait lieu en maintenant le droit du prédécesseur, ce qui n'est point dans l'intention du Gouvernement. L'expression d'Union exclut cette supposition.

(2) Après le rejet de l'Union personnelle, la commission discuta longuement sur l'incorporation immédiate et sur les deux points suivants :

(a) L'abandon de l'union personnelle et l'adoption de l'union réelle

du Royaume de Hanovre avec la monarchie prussienne entraîne-t-elle l'introduction immédiate de la charte constitutionnelle ?

(b) Indépendamment d'une nécessité constitutionnelle de cette nature, l'introduction de la loi fondamentale de l'État Prussien est-elle indispensable pour écarter le régime absolu que, suivant l'avis de quelques membres, le Gouvernement désire appliquer ?

En ce qui touche le premier point, une partie de la Commission estima que la constitution prussienne ne reconnaissait que deux sortes d'union avec la Prusse pour les États étrangers :

1^o L'Union personnelle, art. 55 de la Constitution ; 2^o l'incorporation, art. 2 de la constitution.

On a dit encore qu'au moment même où la réunion au territoire prussien serait prononcée, la Constitution commencerait légalement à être appliquée, puisqu'elle s'étend à tous les pays renfermés dans les limites de l'État prussien ; que cela avait été également admis expressément lors de l'incorporation des duchés de Hohenzollern et qu'aucune loi spéciale n'avait prescrit l'introduction de la Constitution dans ces duchés ; que la Chambre des députés n'avait pas qualité pour suspendre l'effet de la Constitution.

D'autres membres, dans le but de démontrer l'inexactitude de cette interprétation, rappelèrent l'article I^{er} de la constitution prussienne qui dispose que, parmi les pays auxquels la constitution s'appliquerait de droit, on ne devra comprendre que les provinces faisant partie de la monarchie prussienne, au moment de la publication de la charte.

Un membre ne considère pas l'argument basé sur les précédents de Hohenzollern et du territoire de Jahde comme rigoureusement juste, parce qu'il s'agissait alors d'une approbation à donner à des traités qui avaient imposé de lourdes charges à l'État prussien et parce que, dans les patentes de prise de possession contre-signées par tous les membres du Ministère, le 12 mars 1850 et le 5 novembre 1854, l'introduction de la Constitution dans ces territoires a été formellement prononcée.

Une troisième fraction de la Commission discuta la question au point de vue du droit public général et du droit des gens. On convint qu'en effet le droit public reconnaissait indépendamment de la confédération d'État et de l'État fédératif, tout d'abord les deux grandes formes de réunions d'États : l'union personnelle et l'incorporation, puis, en outre, une troisième forme, une sorte de moyen terme, l'union réelle dans son sens étroit. Cette troisième forme a cela de commun avec l'union personnelle que les Constitutions restent propres à chaque pays. Elle se rapproche en outre de l'incorporation en ce sens, que la réunion des deux territoires et l'unité de l'ordre de succession au trône sont déterminées par des lois fondamentales ; de façon qu'une sépara-

tion ne peut s'opérer légalement qu'avec l'assentiment des représentants du pays. L'union réelle dans ces limites est susceptible de nombreuses modifications, et se rapproche tantôt de l'union personnelle, tantôt de l'incorporation. La constitution prussienne exprime clairement le caractère de l'union personnelle dans son article 55. Mais il est discutable si le § 2 doit désigner l'incorporation ou l'union réelle ci-dessus décrite. C'est aussi pourquoi il serait à désirer que la loi actuelle contienne une disposition expresse sur la valeur de la Constitution dans les nouveaux territoires. Cette disposition serait d'autant moins dangereuse qu'on ne peut attribuer aux auteurs de la constitution prussienne le dessein de limiter les pouvoirs de l'État en Prusse, c'est-à-dire le Gouvernement et la représentation nationale, en ce qui touche les agrandissements futurs du territoire, aux termes de la *lex annexionis*, et d'étrangler ces pouvoirs, en présence de la diversité des formes des unions d'États, devenues historiques et reconnues par le droit des gens, entre deux formules contenues dans la Constitution.

La Commission adopta ce point de vue pratique et fut d'avis que, d'après le droit public prussien, la réunion de territoires étrangers avec la Prusse conformément au § 2 serait valable sans l'introduction simultanée de la Constitution dans les nouveaux territoires, mais qu'il conviendrait de fixer le délai dans lequel la Constitution devrait entrer en vigueur.

Relativement à l'établissement d'une dictature temporaire et à l'introduction immédiate de la Constitution, on a opposé à la demande du Gouvernement les considérations suivantes :

Avant toutes choses, il s'agit de rétablir aussitôt que possible un ordre de choses légal dans les pays à annexer à la Prusse, pays dans lesquels, selon la théorie des droits de conquête, tous les rapports légaux publics doivent être anéantis, et de soustraire les populations à un absolutisme sans bornes, en leur accordant des droits organiques.

A l'appui de ces considérations, un membre a fait valoir qu'il n'y avait pas lieu d'instituer de dictature formelle ; que les dispositions de l'article 63 de la Constitution, relatif à la législation provisoire, et l'article 111 combiné avec la loi du 4 juin 1851 sur l'État de siège, donnaient, pour des cas exceptionnels, des pouvoirs insuffisants au Gouvernement pendant l'époque de transition.

Un autre membre fit remarquer que, tant que la politique intérieure ne se serait pas modifiée, il serait impossible au Parlement de reconnaître une dictature.

Le Ministre Président déclara alors de nouveau que l'introduction immédiate de la Constitution dans les nouvelles provinces était inexécutable.

Le Gouvernement royal, a-t-il dit, désire, pour la durée de l'époque

de transition, avoir non-seulement le droit de promulguer des ordonnances royales, comme il le fait en Prusse en vertu de la Constitution, mais encore le droit d'exercer une dictature honnête, c'est-à-dire, d'ordonner pendant la durée de l'état transitoire, tout ce qui serait nécessaire dans l'intérêt de ces pays et d'écarter tout ce qui serait contraire à cet intérêt. L'organisation militaire prussienne doit être avant tout introduite dans les pays conquis afin de pouvoir utiliser en faveur de la Prusse la force militaire de ces pays. Le Gouvernement doit se réserver la faculté de prendre des mesures à cet égard, parce qu'il connaît le mieux la situation de ces pays. Que le Parlement ait confiance en lui, d'autant plus qu'il ne peut-être question ici d'une différence dans le but qu'on veut atteindre.

La latitude que la Constitution laisse au Gouvernement de mettre hors de vigueur des articles isolés ne lui offre pas les moyens d'arriver au but qu'il désire. Ce serait faire aveu d'insécurité que de décréter simultanément avec ou après l'introduction de la Constitution, dans les pays en question, des mesures d'exception ou la suspension partielle de la Constitution.

Dans le sein de la Commission, on a essayé de démontrer que, considérant l'ignorance où elle se trouve des bases juridiques (situation légale) en vigueur dans les quatre différents pays, la Commission ne saurait apprécier exactement la portée d'une promulgation immédiate de la Constitution et des lois d'organisation et d'exécution qui la complètent. On a reculé devant une mesure dont on ignore jusqu'à quel point elle influera sur la vie légale de ces populations, jusqu'à quel point elle la transformera. On a cité à cet égard comme exemple une série d'articles de la Constitution.

Cette opinion fut à son tour combattue par la considération que notre Constitution n'a été mise à exécution que progressivement, et que même elle est restée jusqu'à ce jour en grande partie inexécutée.

Finalement on a fait valoir que l'introduction de la Constitution rendrait la population favorable à la Prusse et la préserverait de toutes idées particularistes. Par contre, plusieurs membres qui se trouvent en rapports étroits avec des personnages marquants, du parti national favorable à la Prusse dans ces pays, ont affirmé à l'unanimité qu'une grande partie de la population regretterait l'introduction immédiate de la Constitution prussienne, parce qu'elle craindrait que ce ne fût au préjudice de ses intérêts et de ses institutions juridiques particulières.

V

La Commission, tout en croyant devoir se prononcer à la majorité contre l'introduction immédiate de la Constitution dans les pays à

annexer, et laisser provisoirement la main libre au Gouvernement, s'est en même temps considérée comme obligée :

1° De limiter, à un délai bien déterminé, l'époque pendant laquelle la Constitution ne serait pas encore appliquée ;

2° De demander de nouvelles explications sur les principes d'après lesquels le Gouvernement est résolu d'agir dans les nouvelles provinces, pendant cette époque.

En ce qui touche le premier point, on a exposé qu'un délai fixe ne ferait pas dépendre l'action de la Constitution, notamment les dispositions du titre II relatif aux droits des Prussiens, de la loi future promise par l'article 2 et comme telle soumise à de nombreuses vicissitudes ; ce délai mettrait un terme à toutes les espérances et à toutes les craintes et ne manquerait pas, de l'avis de la Commission, de tranquilliser les nouveaux concitoyens des États annexés.

3° Quant aux droits politiques formels des nouveaux sujets, le Ministre Président a assuré que ces nouveaux sujets seront appelés aux élections de la Diète de la confédération germanique du Nord. Mais quant aux représentations (chambres) particulières de ces États, le Ministre, tout en n'opposant pas un refus définitif, ne saurait prendre l'engagement de les convoquer même en ne leur accordant que voix consultative.

Le Ministre Président a ajouté qu'il serait peut-être utile de se concerter sur les nouvelles organisations avec une commission choisie dans les pays à annexer.

Le Ministre a enfin donné l'assurance positive que le Gouvernement réunirait dans les pays annexés une commission de fonctionnaires supérieurs présidée par un fonctionnaire prussien, à l'effet d'aviser aux moyens d'apporter l'unité dans les différentes institutions légales et d'amener une fusion complète ; qu'on appellerait également, à Berlin, des hommes compétents choisis dans les nouvelles provinces pour éclairer de leurs conseils le ministère.

En ce qui concerne la situation légale matérielle, la Commission a été d'avis que les lois et institutions relatives à l'administration de la justice et aux impôts, en vigueur dans ce pays, devraient être maintenues sans changement ; à moins que des motifs pressants n'en exigeassent la suppression.

Les commissaires du Gouvernement n'étaient pas autorisés à faire une déclaration spéciale à cet égard ; la Commission crut cependant pouvoir s'en référer à une déclaration précédente du Ministre Président, d'après laquelle on conserverait dans les pays annexés toutes les institutions qui pourraient se concilier avec les intérêts de la Prusse.

B. Discussion spéciale.

Conformément aux points de vue généraux développés ci-dessus, de nombreux amendements au projet du Gouvernement avaient été proposés.

Tous s'accordaient à remplacer dans le § 1^{er} les mots : *Union personnelle* par les mots : *Union réelle* (art. 2 de la Constitution).

Pour le reste, les amendements pouvaient se diviser en trois groupes principaux :

1° Le premier, représenté par un amendement, voulait subordonner l'incorporation à l'approbation de la Diète de la confédération allemande.

2° Les amendements du second groupe qui ont été retirés moins un, demandaient l'introduction immédiate de la Constitution dans les nouveaux territoires.

3° La majorité des amendements faisait partie du troisième groupe. Ils proposaient de renvoyer l'introduction de la Constitution à un an ou au 1^{er} octobre 1867 ; un de ces amendements insistait sur la convocation et la coopération des anciens représentants, avec voix consultative pendant la période intérimaire.

Le Gouvernement royal déclara que ce dernier amendement, comme tous ceux des premier et deuxième groupes, était inadmissible ; mais qu'il se trouvait d'accord quant au fond avec la Commission en ce qui touche les autres amendements du troisième groupe. En conséquence de cette déclaration, tous ces amendements furent retirés sauf un dont la teneur et la forme avaient été arrêtées à l'unanimité par tous les auteurs des amendements de cette catégorie.

Berlin, le 1^{er} septembre 1866.

La treizième commission : de Carlovitz, président, Kanngiesser (rapporteur), Bering, de Brauchitsch, D^r Luning, D^r Becker, Frentzel, de Bockum-Dolffs, Meulenbergh, baron de Nordenflycht, comte de Schwerin-Putzar, Schulze de Deuzin, D^r Lette, D^r Virchow, Bas-senge, de Kirchmann, Rhoden, Berger, comte de Strachwitz.

Projet de loi relatif à l'annexion à la monarchie prussienne du royaume de Hanovre, de l'Électorat de Hesse, du duché de Nassau et de la ville libre de Francfort.

Rédaction proposée par le gouvernement.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu roi de Prusse, etc., ordon-

nons, avec l'assentiment des deux chambres du Parlement de la monarchie, ce qui suit :

§ 1^{er}. Nous prenons pour nous et nos successeurs, conformément à l'article 55 de la Constitution de l'État prussien, le gouvernement du royaume de Hanovre, de l'Électorat de Hesse, du duché de Nassau et de la ville libre de Francfort.

§ 2. Le règlement définitif des rapports de ces pays avec l'État prussien, conformément à l'art. 2 de la Constitution, aura lieu par des lois spéciales.

§ 3. Le Ministère est chargé de l'exécution de la présente loi.

Fait en original, signé de notre main et scellé de notre sceau.

Rédaction proposée par la Commission.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc., etc., ordonnons, avec l'assentiment des deux chambres du Parlement, ce qui suit :

§ 1. Le royaume de Hanovre, l'Électorat de Hesse, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort seront incorporés, pour toujours, à la monarchie prussienne, conformément à l'article 2 de la Constitution de l'État prussien.

§ 2. La Constitution prussienne entrera en vigueur dans ces pays le 1^{er} octobre 1867. Les dispositions modificatives complémentaires et exécutoires, nécessaires à cet effet, seront déterminées par des lois spéciales.

§ 3. Comme ci-dessus.

Cette dernière rédaction a été adoptée, et la loi a été en conséquence promulguée le 20 septembre 1866.

PRUSSE.

Discours du comte de Bismarck dans la discussion du bill d'indemnité, séance de la Chambre des députés du 1^{er} septembre 1866.

Plus le ministère désire la paix, plus ses membres croient devoir s'abstenir de toute critique rétrospective des attaques dont il pourrait être l'objet.

Durant les quatre dernières années nous avons défendu notre ma-

nière de voir réciproquement, avec plus ou moins d'aigreur ; nous n'avons pas réussi à nous convaincre les uns les autres, chacun croyait être dans son droit.

La paix entre nous ne serait pas même possible en présence des affaires extérieures, si l'on exigeait de l'une ou de l'autre des deux parties l'aveu qu'elle a eu tort.

Nous désirons la paix, non parce que nous croyons n'être plus en mesure de soutenir la lutte ; au contraire, en ce moment le courant de l'opinion est plus en notre faveur que depuis quelques années.

Nous ne désirons pas la paix pour échapper à une mise en accusation éventuelle en vertu d'une future loi sur la responsabilité ministérielle ; je ne pense pas qu'on nous mettra jamais en accusation, je ne crois pas que, même dans ce cas, on nous condamnerait.

Quoi qu'il en soit, on a reproché au ministère bien des choses ; le reproche d'avoir peur a au moins le mérite de la nouveauté.

Nous voulons la paix, parce qu'à notre avis, en ce moment, elle est plus nécessaire que jamais à la patrie. Nous la désirons et nous la recherchons surtout parce que nous croyons le moment favorable pour la rencontrer ; nous l'aurions recherchée plus tôt, si plus tôt nous avions pu espérer la trouver.

Vous aurez reconnu, Messieurs, que le gouvernement n'est pas aussi étranger au but que votre majorité veut atteindre, que vous l'avez peut-être pensé il y a quelques années, et qu'aurait pu le faire croire le silence que gardait le Gouvernement sur bien des choses qu'il fallait taire.

Pour ce motif, nous espérons trouver la paix, nous la recherchons en toute sincérité ; nous vous avons tendu la main à cet effet, et le rapport de la Commission est pour nous un gage que cette main ne sera pas repoussée.

Alors nous pourrions travailler en commun à la solution des questions qui restent encore en suspens.

Je n'exclus pas du nombre de ces questions la réforme de l'administration intérieure, le rétablissement d'une situation constitutionnelle ; mais nous ne pourrions accomplir cette tâche qu'en commun, en reconnaissant, de part et d'autre, que nous servons la même patrie avec la même bonne volonté, sans que l'un doute de la loyauté de l'autre.

Mais, dans le moment présent, il s'agit de trancher les questions de politique extérieure.

Les brillants succès de notre armée n'ont fait qu'augmenter en quelque sorte notre enjeu en cette partie qui se joue ; nous avons plus à perdre qu'autrefois ; mais la partie n'est pas encore gagnée.

Toutefois, plus nous serrons nos rangs, plus nous sommes sûrs

de la gagner, dans les circonstances présentes. Si vous remarquez ce qui se dit à l'étranger, si vous parcourez les journaux de Vienne et même ceux qui sont notoirement les interprètes du gouvernement impérial, vous y retrouverez l'expression de l'animosité et des haines qui existaient déjà contre la Prusse et qui n'ont pas peu contribué à forcer le gouvernement autrichien à la guerre qu'elle n'aurait pu éviter, quand même elle en eût eu la volonté.

Considérez l'attitude des populations de l'Allemagne du Sud, représentées par leurs armées.

L'esprit de conciliation, la conscience d'une mission commune n'existera pas, tant que des soldats bavaois tireront lâchement du haut des waggons des chemins de fer sur des officiers prussiens. Voyez l'attitude des gouvernements à l'égard des institutions futures. Leur attitude chez certains d'entre eux est complètement satisfaisante ; chez d'autres elle est hostile.

Ce qui est certain, c'est que vous ne trouverez pas dans toute l'Europe une seule puissance qui veuille favoriser avec bienveillance l'organisation de la nouvelle confédération allemande et qui ne sente le besoin d'intervenir dans cette réorganisation à sa façon, ne serait-ce que pour ne pas enlever à un des confédérés les plus considérables, comme la Saxe, la possibilité de recommencer à jouer de nouveau le même rôle dans lequel nous l'avons vue.

Ainsi donc, messieurs, notre tâche n'est pas encore accomplie, elle exige l'union du pays entier, par le fait et l'influence qu'elle exerce sur l'opinion publique.

Si l'on a répété souvent que ce que l'épée a gagné a été perdu par la plume, j'ai la confiance, moi, que nous n'entendrons jamais dire que ce que l'épée a conquis a été détruit du haut de cette tribune.

BAVIÈRE.

Ordre du jour du feld-maréchal prince Charles à l'armée bavaoise, en date de Donauwörth le 2 septembre 1866.

Soldats de l'armée bavaoise !

Au terme de cette période courte, mais féconde en événements, pendant laquelle il m'a été donné, répondant à l'appel de notre très-gracieux Souverain, de conduire au combat l'armée bavaoise, j'ai à cœur de vous témoigner ma reconnaissance pour votre constance à

supporter les épreuves de toute sorte, ainsi que pour les témoignages nombreux de bravoure et de dévouement que vous avez donnés.

Les circonstances ne nous ont pas permis d'obtenir des succès décisifs, mais vous avez sauvegardé sous tous les rapports l'honneur militaire de l'armée bavaroise et donné une consécration nouvelle à la vieille gloire éprouvée du courage bavarois.

Emportez comme souvenir dans vos foyers ce fier témoignage de votre conscience.

Après cinquante années de paix générale, le plus grand nombre d'entre vous étaient sans expérience aucune de la guerre : la fatalité de certaines privations du moment, les scènes émouvantes d'un sanglant combat étaient pour la plupart d'entre vous de nouvelles et inaccoutumées apparitions.

Une fidélité et un attachement inébranlables à notre très-gracieux Souverain, une conduite parfaite, une discipline de fer peuvent seules en pareil cas maintenir sauf l'honneur des armes.

Pratiquez en tout temps ces vertus capitales du soldat, ne vous laissez détourner par rien de ce puissant levier des armées, et vous serez toujours, quoi qu'il arrive, le soutien solide de notre chère patrie !

Quartier général de Donauwörth, 2 septembre 1866.

Signé : CHARLES.

PRUSSE,

Projet de loi relatif à l'incorporation du Schleswig et du Holstein à la monarchie prussienne, présenté le 7 septembre 1866 à la Chambre des députés de Berlin.

Article 1^{er}. Les duchés de Holstein et de Schlesvig, à l'exception d'un territoire à déterminer d'une manière plus précise par un traité avec le grand-duc d'Oldenbourg, sont réunis à la monarchie prussienne, en vertu des traités de paix conclus le 30 octobre 1864 entre la Prusse et l'Autriche d'une part, et le Danemark de l'autre, à Vienne, et le 23 août 1866 entre la Prusse et l'Autriche, à Prague.

Art. 2. La constitution prussienne entrera en vigueur dans ces pays le 1^{er} octobre 1867. Les modifications et additions nécessaires à cet effet seront réglées par des lois spéciales.

Art. 3. Le ministère est chargé de l'exécution de la présente loi.

Observations faites par le comte de Bismarck en présentant le projet de loi à la Chambre, dans la séance du 7 septembre 1866.

Le Gouvernement n'était pas en position de présenter cette loi en même temps que celle qui vient d'être votée, parce qu'il était obligé d'attendre la ratification de la paix de Prague. Mais il peut espérer que les principes d'après lesquels ce projet devra être jugé ont été établis d'une manière suffisante, dans la discussion de celui qui vient d'être adopté, pour permettre une discussion rapide et peut-être sommaire.

En ce qui concerne la réserve relative au grand-duché d'Oldenbourg, je me permets de donner à ce sujet une courte explication. Le Gouvernement est en voie de négocier avec S. A. le grand-duc d'Oldenbourg un traité qui stipule, en première ligne, la reconnaissance sans condition de S. M. le roi dans les duchés de la part de la ligne oldenbourgeoise, reconnaissance que Sa Majesté désire obtenir. Je me permettrai de donner des explications sur les motifs de ce vœu plus tard, quand le traité avec Oldenbourg sera soumis à la Chambre. Ce traité embrasse, en outre, une extension du territoire de Jahde, désiré par l'administration de la marine, et quelques chemins de fer que la Prusse et l'Oldenbourg devront construire ensemble, et dans lesquels le Holstein entrera pour un territoire de deux milles carrés environ.

Dans l'article 2, nous avons reproduit l'article de la Commission tel qu'il vient d'être adopté par la Chambre, parce que nous pensions que cette rédaction aurait le plus de chance d'être adoptée. Le Gouvernement croit que le même but aurait pu être atteint par une autre rédaction ; mais il tient, avant tout, à ce que cette affaire soit terminée promptement, et c'est pour cela qu'il a choisi la rédaction de la Commission. Je crois qu'il serait bon de renvoyer ce projet à la Commission qui a été chargée de l'examen de celui qui vient d'être voté.

Sur la proposition du président, le projet est en effet renvoyé à cette Commission.

Dans sa séance du 17 septembre, la Commission pour la loi sur les annexions a adopté, à l'unanimité, le projet concernant le Sleswig-Holstein dans la forme suivante :

« Les duchés seront réunis à la monarchie prussienne en vertu du paragraphe 2 de la Constitution prussienne. »

Les autres articles sont conformes à la proposition du Gouvernement.

La Commission a ensuite adopté une résolution demandant au Gouvernement de présenter très prochainement une loi sur l'annexion du Lauenbourg.

NASSAU.

Dernier ordre du jour du duc de Nassau à son armée.

Quartier général de Gunzbourg, 8 septembre 1866.

Ordre du jour à mes officiers, sous-officiers et soldats.

Vous allez quitter aujourd'hui ce pays pour retourner dans la patrie.

Par suite de la guerre malheureuse que nous avons faite, le vainqueur m'a arraché mon pays, notre chère et commune patrie ; j'apparais aujourd'hui pour la dernière fois parmi vous comme votre commandant en chef, afin de vous voir encore une fois réunis et de prendre congé de vous.

Je n'ai aucune crainte de proclamer que le moment de ma séparation d'avec vous est un des plus douloureux de ma vie.

Je me console à l'idée qu'il n'y a jamais eu de honte d'être vaincu par plus fort que soi ; il ne peut y avoir de honte que lorsque, dans la conviction de son bon droit, on ne se défend pas par crainte du plus fort.

Avec votre aide j'ai agi ainsi.

Vous m'avez servi avec fidélité, courage et persévérance ; pendant cette courte mais fatigante campagne, vous avez constamment conservé la discipline la plus sévère, vous avez supporté avec résignation toutes les fatigues et attendu, à la fin, avec patience et soumission le jour où il vous serait donné de retourner au foyer du pays natal.

Vous avez prouvé que vous êtes dignes de vos aïeux.

C'est avec émotion que je vous remercie de toutes les preuves d'attachement que j'ai reçues de vous ; je vous donne l'assurance que, même séparé de vous, je penserai à vous avec le même amour que je vous ai voué jusqu'ici, et je suis persuadé que vous aussi me conserverez un souvenir fidèle.

A votre retour, vous trouverez le Nassau occupé par des troupes prussiennes ; ne vous disputez pas avec elles, mais, de même que je sais supporter mon sort avec un courage viril et en me résignant à la volonté de la Providence, montrez aussi que vous savez vous conformer à ce qui n'est plus à changer et donnez-moi une preuve d'attachement en montrant au monde, qui a les regards fixés sur vous, que si les troupes nassoviennes ne sont pas nombreuses, elles cherchent leur gloire dans l'obéissance et la sévère discipline des mauvais comme des bons jours.

En priant Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde, de même que notre chère patrie, je vous dis adieu.

Signé : ADOLPHE.

PRUSSE.

Protestation déposée au Parlement de Berlin, dans la séance du 11 septembre, contre l'incorporation du grand-duché de Posen dans la confédération de l'Allemagne du Nord.

Considérant que les traités de Vienne (articles 1^{er}, 2, 14 de l'acte additionnel du 9 juin 1815¹ et articles 1^{er}, 3, 33 du traité conclu entre la Russie et la Prusse le 3 mai 1815²) ont garanti aux portions du duché de Varsovie dévolues à la Prusse une existence nationale et séparée;

Considérant que la Prusse occidentale n'a jamais fait partie de l'empire germanique, ni par conséquent de la Confédération germanique (article 1^{er} de l'acte de la Confédération du 8 juin 1815³); que l'article 14 de l'acte final et l'article 18 du traité conclu entre la Russie et la Prusse le 3 mai 1815, ainsi que la déclaration du prince Hardenberg, donnée, sur l'ordre du roi, sous la date du 30 janvier 1815⁴, en réponse à la Note de lord Castlereagh du 12 janvier de la même année⁵, assurent aux Polonais de la Prusse occidentale le droit d'être traités comme Polonais;

Considérant que le projet de loi présenté le 12 août 1866, concernant les élections pour la Confédération de l'Allemagne du Nord, implique clairement l'intention d'incorporer dans cette Confédération le grand-duché de Posen, intention dont la réalisation serait en opposition directe avec les stipulations qui viennent d'être rappelées;

Considérant enfin que les traités internationaux ne peuvent être rompus par une seule des parties contractantes, et qu'en vertu de ce principe les cabinets d'Angleterre, de France et de Russie ont protesté contre de pareilles tentatives (dépêche circulaire du comte Nesselrode, du 6 juillet 1848; Mémoire du Gouvernement français du 6 mars 1851⁶ adressé à tous les signataires des traités de Vienne; Note

1. Voir *Angeberg*, congrès de Vienne, p. 1386.

2. Voir *Angeberg*, congrès de Vienne, p. 1154.

3. Voir *Angeberg*, congrès de Vienne, p. 1372.

4. Voir *Angeberg*, congrès de Vienne, p. 801.

5. Voir *Angeberg*, congrès de Vienne, p. 796.

6. Voir *Angeberg*, Autriche et Italie, p. 613.

de la même date de lord Cowley au président de la Confédération germanique, le comte Thun);

Les sous-signés, députés de nationalité polonaise, déclarent que l'incorporation du grand-duché de Posen et de la Prusse occidentale dans la Confédération de l'Allemagne du Nord s'effectuerait contre leurs vœux et leur volonté,

Et ils protestent, par la présente, contre le droit de la chambre des députés de supprimer par son vote des traités internationaux, ainsi que contre tout acte qui aurait pour effet de donner la qualité d'Allemands à des Polonais des provinces polonaises faisant partie de la Prusse, ou de les priver de l'existence nationale qui leur est garantie.

Suivent les signatures des vingt députés polonais

BRÉSIL.

Discours de l'Empereur lors de la clôture du Parlement brésilien le 16 septembre 1866.

Augustes et très-dignes représentants de la nation.

Pendant le cours de la présente session de l'assemblée générale, aucun événement n'est venu altérer les relations pacifiques de l'Empire avec les puissances étrangères.

Les États-Unis de l'Amérique du Nord ont donné au Brésil la satisfaction la plus complète au sujet de la capture par la force, dans le port de Bahia, du corsaire *Florida* par le vapeur de guerre *Wassachussets*.

La guerre que nous a suscitée le Président de la république du Paraguay dure encore, et le Gouvernement, toujours soutenu par le patriotisme de tous les Brésiliens, s'efforce d'employer tous les moyens en son pouvoir pour venger l'honneur national.

L'armée, la flotte, la garde nationale et les volontaires de la patrie ont montré leur valeur et leur discipline dans de nouveaux et brillants faits d'armes, ce qui les recommande chaque fois davantage à la reconnaissance de la nation.

Les mesures que vous avez concédées au Gouvernement pour poursuivre une si noble tâche, de même que pour venir en aide aux familles des braves qui ont succombé dans la guerre et à ceux qui sont devenus invalides, sont encore un témoignage de votre souci de l'honneur du Brésil.

Les dispositions que vous avez prises pour améliorer l'état de la monnaie courante ont été un service important rendu au pays.

Les espérances d'une bonne récolte dans la généralité des produits de notre industrie se sont heureusement réalisées.

La tranquillité publique n'a été troublée sur aucun des points de l'empire, ce qui est dû au bon esprit et à la civilisation croissante du peuple.

Grâce à la divine Providence, l'état de la santé publique est satisfaisant.

Augustes et très-dignes représentants de la nation, j'espère que, de retour dans les provinces de votre résidence, vous ne cesserez de faire de sérieux efforts pour que les forces brésiliennes ne puissent jamais diminuer, mais augmenter toujours en présence de l'ennemi, prouvant ainsi que la légitimité de la cause qu'elles défendent anime l'esprit de nos concitoyens : et l'harmonie qui règne entre eux, résultant de l'observation scrupuleuse de la Constitution et des lois, réalise chaque jour les espérances de notre patrie, surtout dans la manifestation du vote national, dont la sincérité est indispensable à la marche régulière de nos institutions.

La session est terminée.

FRANCE.

Circulaire du marquis de la Valette ministre de l'intérieur, chargé par intérim du portefeuille des affaires étrangères, aux agents diplomatiques de l'Empereur, relative aux événements survenus en Allemagne, en date du 16 septembre 1866.

Monsieur, le Gouvernement de l'Empereur ne saurait ajourner plus longtemps l'expression de son sentiment sur les événements qui s'accomplissent en Allemagne. M. de Moustier devant rester absent quelque temps encore, Sa Majesté m'a donné l'ordre d'exposer à ses agents diplomatiques les mobiles qui dirigent sa politique.

La guerre qui a éclaté au centre et au sud de l'Europe a détruit la Confédération germanique et constitué définitivement la nationalité italienne. La Prusse, dont les limites ont été agrandies par la victoire, domine sur la rive droite du Mein. L'Autriche a perdu la Vénétie ; elle est séparée de l'Allemagne.

En face de ces changements considérables, tous les États se recueillent dans le sentiment de leur responsabilité ; ils se demandent quelle

est la portée de la paix récemment intervenue, quelle sera son influence sur l'ordre européen et sur la situation internationale de chaque puissance.

L'opinion publique, en France, est émue. Elle flotte, incertaine, entre la joie de voir les traités de 1815 détruits et la crainte que la puissance de la Prusse ne prenne des proportions excessives, entre le désir du maintien de la paix et l'espérance d'obtenir, par la guerre, un agrandissement territorial. Elle applaudit à l'affranchissement complet de l'Italie, mais veut être rassurée contre les dangers qui pourraient menacer le Saint-Père.

Les perplexités, qui agitent les esprits et qui ont leur retentissement à l'étranger, imposent au Gouvernement l'obligation de dire nettement sa manière de voir.

La France ne saurait avoir une politique équivoque. Si elle est atteinte dans ses intérêts et dans sa force par les changements importants qui se font en Allemagne, elle doit l'avouer franchement et prendre les mesures nécessaires pour garantir sa sécurité. Si elle ne perd rien aux transformations qui s'opèrent, elle doit le déclarer avec sincérité et résister aux appréhensions exagérées, aux appréciations ardentes qui, en excitant les jalousies internationales, voudraient l'entraîner hors de la route qu'elle doit suivre.

Pour dissiper les incertitudes et fixer les convictions, il faut envisager dans leur ensemble le passé tel qu'il était, l'avenir tel qu'il se présente.

Dans le passé, que voyons-nous? Après 1815, la Sainte-Alliance réunissait contre la France tous les peuples, depuis l'Oural jusqu'au Rhin. La Confédération germanique comprenait, avec la Prusse et l'Autriche, 80 millions d'habitants; elle s'étendait depuis le Luxembourg jusqu'à Trieste, depuis la Baltique jusqu'à Trente, et nous entourait d'une ceinture de fer, soutenue par cinq places fortes fédérales; notre position stratégique était enchaînée par les plus habiles combinaisons territoriales. La moindre difficulté que nous pouvions avoir avec la Hollande ou avec la Prusse sur la Moselle, avec l'Allemagne sur le Rhin, avec l'Autriche dans le Tyrol ou le Frioul, faisait se dresser contre nous toutes les forces réunies de la Confédération. L'Allemagne autrichienne, inexpugnable sur l'Adige, pouvait s'avancer, le moment venu, jusqu'aux Alpes. L'Allemagne prussienne avait pour avant-garde sur le Rhin tous ces États secondaires, sans cesse agités par des désirs de transformation politique et disposés à considérer la France comme l'ennemie de leur existence et de leurs aspirations.

Si on en excepte l'Espagne, nous n'avions aucune possibilité de contracter une alliance sur le continent. L'Italie était morcelée et im-

puissante, elle ne comptait pas comme nation. La Prusse n'était ni assez compacte, ni assez indépendante pour se détacher de ses traditions. L'Autriche était trop préoccupée de conserver ses possessions en Italie pour pouvoir s'entendre intimement avec nous.

Sans doute, la paix longtemps maintenue a pu faire oublier les dangers de ces organisations territoriales et de ces alliances, car ils n'apparaissent formidables que lorsque la guerre vient à éclater. Mais cette sécurité précaire, la France l'a parfois obtenue au prix de l'effacement de son rôle dans le monde. Il n'est pas contestable que, pendant près de quarante années, elle a rencontré debout et contre elle la coalition des trois Cours du Nord unies par le souvenir de défaites et de victoires communes, par des principes analogues de gouvernement, par des traités solennels et des sentiments de défiance envers notre action libérale et civilisatrice.

Si, maintenant, nous examinons l'avenir de l'Europe transformée, quelles garanties présente-t-il à la France et à la paix du monde? La coalition des trois Cours du Nord est brisée. Le principe nouveau qui régit l'Europe est la liberté des alliances. Toutes les grandes puissances sont rendues les unes et les autres à la plénitude de leur indépendance, au développement régulier de leurs destinées.

La Prusse agrandie, libre désormais de toute solidarité, assure l'indépendance de l'Allemagne. La France n'en doit prendre aucun ombrage. Fière de son admirable unité, de sa nationalité indestructible, elle ne saurait combattre ou regretter l'œuvre d'assimilation qui vient de s'accomplir et subordonner à des sentiments jaloux les principes de nationalité qu'elle représente et professe à l'égard des peuples. Le sentiment national de l'Allemagne satisfait, ses inquiétudes se dissipent, ses inimitiés s'éteignent. En imitant la France, elle fait un pas qui la rapproche et non qui l'éloigne de nous.

Au midi, l'Italie, dont la longue servitude n'avait pu éteindre le patriotisme, est mise en possession de tous ses éléments de grandeur nationale. Son existence modifie profondément les conditions politiques de l'Europe; mais, malgré des susceptibilités irréfléchies ou des injustices passagères, ses idées, ses principes, ses intérêts la rapprochent de la nation qui a versé son sang pour l'aider à conquérir son indépendance.

Les intérêts du trône pontifical sont assurés par la convention du 15 septembre. Cette convention sera loyalement exécutée. En retirant ses troupes de Rome, l'Empereur y laisse, comme garantie de sécurité pour le Saint-Père, la protection de la France.

Dans la Baltique comme dans la Méditerranée surgissent des marines secondaires qui sont favorables à la liberté des mers.

L'Autriche, dégagée de ses préoccupations italiennes et germani-

ques, n'usant plus ses forces dans des rivalités stériles, mais les concentrant à l'est de l'Europe, représente encore une puissance de trente-cinq millions d'âmes qu'aucune hostilité, aucun intérêt ne sépare de la France.

Par quelle singulière réaction du passé sur l'avenir, l'opinion publique verrait-elle, non des alliés, mais des ennemis de la France dans ces nations affranchies d'un passé qui nous fut hostile, appelées à une vie nouvelle, dirigées par des principes qui sont les nôtres, animées de ces sentiments de progrès qui forment le lien pacifique des sociétés modernes?

Une Europe plus fortement constituée, rendue plus homogène par des divisions territoriales plus précises, est une garantie pour la paix du continent et n'est ni un péril ni un dommage pour notre nation. Celle-ci, avec l'Algérie, comptera bientôt plus de 40 millions d'habitants; l'Allemagne 37 millions, dont 29 dans la Confédération du Nord, et 8 dans la Confédération du Sud; l'Autriche, 35; l'Italie, 26; l'Espagne, 18. Qu'y a-t-il dans cette distribution des forces européennes qui puisse nous inquiéter?

Une puissance irrésistible, faut-il le regretter, pousse les peuples à se réunir en grandes agglomérations en faisant disparaître les États secondaires. Cette tendance naît du désir d'assurer aux intérêts généraux des garanties plus efficaces. Peut-être est-elle inspirée par une sorte de prévision providentielle des destinées du monde. Tandis que les anciennes populations du continent, dans leurs territoires restreints, ne s'accroissent qu'avec une certaine lenteur, la Russie et la république des États-Unis d'Amérique peuvent, avant un siècle, compter chacune cent millions d'hommes. Quoique les progrès de ces deux grands empires ne soient pas pour nous un sujet d'inquiétude, et qu'au contraire nous applaudissions à leurs généreux efforts en faveur de races opprimées, il est de l'intérêt prévoyant des nations du centre européen de ne point rester morcelées en tant d'États divers sans force et sans esprit public.

La politique doit s'élever au-dessus des préjugés étroits et mesquins d'un autre âge. L'Empereur ne croit pas que la grandeur d'un pays dépende de l'affaiblissement des peuples qui l'entourent et ne voit de véritable équilibre que dans les vœux satisfaits des nations de l'Europe. En cela, il obéit à des convictions anciennes et aux traditions de sa race. Napoléon I^{er} avait prévu les changements qui s'opèrent aujourd'hui sur le continent européen. Il avait déposé les germes de nationalités nouvelles, dans la péninsule en créant le royaume d'Italie, en Allemagne en faisant disparaître deux cent cinquante-trois États indépendants.

Si ces considérations sont justes et vraies, l'Empereur a eu raison

d'accepter ce rôle de médiateur qui n'a pas été sans gloire, d'arrêter d'inutiles et douloureuses effusions de sang, de modérer le vainqueur par son intervention amicale, d'atténuer les conséquences des revers, de poursuivre, à travers tant d'obstacles, le rétablissement de la paix. Il aurait au contraire méconnu sa haute responsabilité si, violant la neutralité promise et proclamée, il s'était jeté à l'improviste dans les hasards d'une grande guerre, d'une de ces guerres qui réveillent les haines de races et dans lesquelles s'entre-choquent des nations entières. Quel eût été, en effet, le but de cette lutte engagée spontanément contre la Prusse, nécessairement contre l'Italie? Une conquête, un agrandissement territorial!... Mais le Gouvernement Impérial a depuis longtemps appliqué ses principes en matière d'extension de territoire. Il comprend, il a compris les annexions commandées par une nécessité absolue, réunissant à la patrie des populations ayant les mêmes mœurs, le même esprit national que nous, et il a demandé au libre consentement de la Savoie et du comté de Nice le rétablissement de nos frontières naturelles. La France ne peut désirer que les agrandissements territoriaux qui n'altéreraient pas sa puissante cohésion; mais elle doit toujours travailler à son agrandissement moral ou politique, en faisant servir son influence aux grands intérêts de la civilisation.

Son rôle est de cimenter l'accord entre toutes les puissances qui veulent à la fois maintenir le principe d'autorité et favoriser le progrès. Cette alliance enlèvera à la révolution le prestige du patronage dont elle prétend couvrir la cause de la liberté des peuples et conservera aux grands États éclairés la sage direction du mouvement démocratique qui se manifeste partout en Europe.

Toutefois, il y a dans les émotions qui se sont emparées du pays un sentiment légitime qu'il faut reconnaître et préciser. Les résultats de la dernière guerre contiennent un enseignement grave et qui n'a rien coûté à l'honneur de nos armes; ils nous indiquent la nécessité, pour la défense de notre territoire, de perfectionner sans délai notre organisation militaire. La nation ne manquera pas à ce devoir qui ne saurait être une menace pour personne; elle a le juste orgueil de la valeur de ses armées; ses susceptibilités éveillées par le souvenir de ses fastes militaires, par le nom et les actes du Souverain qui la gouverne, ne sont que l'expression de sa volonté énergique de maintenir, hors de toute atteinte, son rang et son influence dans le monde.

En résumé, du point de vue élevé où le Gouvernement Impérial considère les destinées de l'Europe, l'horizon lui paraît dégagé d'éventualités menaçantes; des problèmes redoutables, qui devaient être résolus parce qu'on ne les supprime pas, pesaient sur les destinées des peuples; ils auraient pu s'imposer dans des temps plus difficiles;

ils ont reçu leur solution naturelle sans de trop violentes secousses et sans le concours dangereux des passions révolutionnaires.

Une paix qui reposera sur de pareilles bases sera une paix durable.

Quant à la France, de quelque côté qu'elle porte ses regards, elle n'aperçoit rien qui puisse entraver sa marche ou troubler sa prospérité. Conservant avec toutes les puissances d'amicales relations, dirigée par une politique qui a pour signes de sa force la générosité et la modération, appuyée sur son imposante unité, avec son génie qui rayonne partout, avec ses trésors et son crédit qui fécondent l'Europe, avec ses forces militaires développées, entourée désormais de nations indépendantes, elle apparaît non moins grande, elle demeurera non moins respectée.

Tel est le langage que vous devrez tenir dans vos rapports avec le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Signé : LA VALETTE.

GRÈCE.

Mémoire adressé par le Gouvernement grec aux puissances protectrices au sujet des événements de l'île de Crète, septembre 1866.

L'île de Crète traverse, depuis quatre mois, une crise dont la prolongation atteste la gravité des motifs qui l'ont provoquée, et l'inefficacité des moyens employés pour l'apaiser.

Spectateur, non pas impassible, mais réservé et silencieux de cette crise, le Gouvernement de S. M. le Roi des Hellènes ne saurait méconnaître les périls d'une situation qui menace d'aggraver les souffrances d'une population chrétienne de plus de 200 000 âmes.

Par sa position géographique, par sa communauté de religion et de race, par l'identité de sa langue et ses traditions communes, la Grèce est la première à ressentir tout malaise des populations grecques de l'empire ottoman ; elle est aussi la première à en souffrir dans ses affections les plus légitimes. Or, ce serait trahir les devoirs que de pareils liens imposent, ce serait manquer à la mission de premier État chrétien de l'Orient que de ne pas élever la voix en faveur de ses frères de Candie, accablés des malheurs d'une mauvaise administration, cernés par des troupes nombreuses, ayant tout à craindre du fanatisme turc et des mesures ordonnées contre eux.

Dans les moments d'épreuves et de dangers, l'île de Candie a été un

des premiers boulevards maritimes de la Grèce, et les plaines de l'Attique sont teintes de sang crétois.

Mais, en vertu d'une résolution de la conférence de Londres, et malgré l'avis contraire des ambassadeurs des trois grandes puissances à Constantinople, cette île, après avoir été exposée pendant neuf ans à toutes les calamités de la guerre, de 1821 à 1829, est retournée sous la domination ottomane, bien qu'elle fût tout entière affranchie, à l'exception seulement des villes fortifiées de Candie, de la Canée et de Réthino. Les Crétois en armes avaient même enlevé aux Turcs, en 1824, sous les ordres de Kalergis, les forteresses de Grabousse et Kissamos, et les possédaient, lorsqu'ils furent condamnés à rentrer sous la domination étrangère.

Un prince désigné alors pour diriger les destinées de la Grèce, et dont les grands talents et la haute prudence ont fait plus tard le bonheur d'un autre État, s'était en vain élevé contre une décision qui blessait également la justice et l'humanité, et qui devait être une source de complications toujours renaissantes.

Mais, si le protocole du 3 février 1830 n'a pas été modifié, il a été, sur les instances du roi Léopold, soumis quant à l'application, par protocole du 20 février, à certaines restrictions au profit des populations chrétiennes des îles de Crète et de Samos.

On n'a qu'à consulter la notification que les représentants des trois Cours de France, d'Angleterre et de Russie ont adressée, le 8 avril 1830, à la Sublime Porte pour voir sous quelles conditions les îles susmentionnées ont dû renoncer à leur existence nationale, à une époque où cette perspective de progrès et de prospérité n'était pas encore ouverte à toutes les populations chrétiennes de l'Orient.

Dans cette notification, il est dit : « que les trois Gouvernements, en vertu d'*engagements* contractés d'un commun accord, ont assuré aux habitants de Candie et de Samos, outre la sécurité contre toute réaction quelconque à raison de la part qu'elles ont prise aux événements antérieurs, des *règlements précis* qui, rappelant les anciens privilèges et accordant ceux que l'expérience aurait prouvé leur être nécessaires, offriraient à ces populations une *protection efficace contre des actes arbitraires et oppressifs*. »

Que les trois Cours jugent si ces engagements qui constituent pour elles le droit de surveillance et d'intervention collective ont été remplis; des massacres, d'autant plus odieux qu'ils se faisaient sous le prétexte du raffermissement de l'ordre public, et qui, dans les annales crétoises de 1833, portent le titre de *pendaisons de Mourniès*, ont donné la mesure des dispositions de l'autorité égyptienne envers les chrétiens de Candie. Suivre pas à pas les Crétois à travers trente-six ans d'existence tourmentée, ce serait excéder les limites d'un simple mémoire.

En 1840, la guerre s'était déclarée entre le Sultan et son puissant vassal Mehemet-Ali. L'empire ottoman était exposé aux dangers de la guerre civile. L'espoir de la délivrance commençait à sourire aux Crétois, mais l'Europe intervint, et les dangers qui menaçaient la Turquie ont été détournés.

En Candie, l'autorité du Sultan fut substituée à l'administration du vice-roi d'Égypte, et par suite d'un nouveau pacte international, les Crétois se trouvèrent avoir changé de maître, sans changer de condition. Les armes à la main, ils protestèrent alors contre cette manière de disposer de leur sort, mais ils durent céder aux efforts réunis de la force et de la pression morale des trois grandes puissances.

Les événements de 1840 sont ainsi un second engagement moral que les trois cours ont contracté envers les Crétois. Le traité de Paris de 1856 en contient un troisième. Devant l'Europe réunie en congrès, le représentant de la Sublime Porte est venu déposer un acte émané de la volonté souveraine du Sultan, qui réglait le sort des chrétiens de Turquie, et qui était, pour ainsi dire, le prix des sacrifices énormes qu'avait subis en Crimée la chrétienté, pour l'intégrité du territoire turc.

Tout spontané qu'il avait l'air d'être, cet acte n'en fut pas moins revêtu, par l'article 9 du traité de Paris, de la sanction d'un arrangement international, et il a depuis été considéré comme la Charte politique des chrétiens de Turquie.

Examiner une à une les dispositions du hattî-shérif du 3 février 1856, et indiquer l'application qui en a été faite, ce serait nous livrer à des détails que la crise actuelle de Candie rend superflus. Une île qui, par sa position dans la Méditerranée, et par la nature de son sol, pouvait prétendre à toutes les richesses de l'agriculture et du commerce, une population intelligente, laborieuse et pacifique qui pouvait marquer sa place dans l'histoire de la civilisation de l'Orient, se trouvent arrêtées dans tout progrès moral et matériel.

Administration de justice qui n'offre aucune des garanties qui font de cette institution en Europe la première base de tout édifice social, impôts accablants répartis avec iniquité et perçus d'une manière qui rend les exactions inévitables, abus d'autorité journaliers, absence de tout moyen de culture intellectuelle, voilà le sombre tableau d'une situation qu'il ne nous est pas donné d'envisager avec indifférence. Les manifestations des Crétois et leurs luttes incessantes ne sont que trop naturellement la conséquence des efforts d'un peuple voulant briser les entraves qui arrêtent son élan vers la civilisation chrétienne.

On a cru que ces entraves tomberaient d'elles-mêmes devant l'action bienfaisante d'une espèce de surveillance diplomatique patiente,

éclairée. Mais une longue et pénible expérience en a déjà démontré l'insuffisance.

En 1858, les Crétois essayèrent d'obtenir de nouvelles garanties d'une bonne administration, et de mettre un terme à l'établissement de nouveaux impôts, mais ces garanties étaient aussi illusoires que le hattî-shérif.

Exaspérés de nouveau, les Crétois envoyèrent au commencement du mois d'avril de l'année courante leurs représentants aux environs de la Canée, pour protester énergiquement contre les maux qu'ils endurent, et pour en réclamer le redressement, par l'intervention européenne.

Ces représentants, venus de tous les points de la grande île, se réunirent à Koutzounaria, à une heure de distance de la ville où résident le Gouverneur général et les Consuls étrangers. Quelques milliers de peuple, sans armes, suivirent pour donner ainsi à la mission l'importance qu'elle avait.

Les représentants des villes de la Canée et de Réthino, les évêques de Sidonie et de Kissamos se sont réunis aux représentants de la campagne, et après une délibération dans laquelle les entraînements les plus légitimes du patriotisme ont été sacrifiés à la prudence, une pétition contenant les griefs du peuple Crétois a été signée et adressée au Sultan. Une autre adresse a été confidentiellement transmise aux Souverains de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie. Elle exprimait plus nettement les véritables aspirations du peuple Crétois, avec les ménagements toutefois qu'une pareille démarche rendait nécessaires.

La prudence commandait peut-être aussi à la Turquie d'employer des moyens également pacifiques pour apaiser les mécontentements et les méfiances du peuple Crétois. Au lieu de cela, elle a eu malheureusement recours à une mesure d'irritation et de violence, au point de rendre une catastrophe imminente.

En effet, la seule réponse qui fut faite d'abord aux plaintes unanimes d'une population qui souffre réellement, et qui, dans la manifestation de ses souffrances, ne s'est point écartée des bornes de la sagesse et de la modération, a été la concentration de troupes considérables tant turques qu'égyptiennes (plus de 22 000 hommes) qui, pénétrant de plus en plus dans l'intérieur de l'île, semblaient en vouloir occuper les points stratégiques. Et, après ce déploiement de forces, la Turquie a répondu aux nombreux griefs contenus dans la pétition des Crétois, par une fin de non-recevoir et des menaces contre ceux qui oseraient, même par des moyens pacifiques, insister sur la nécessité de l'amélioration de leur sort. « Vous déclarerez, en même temps, dit la lettre vizirienne, en date du 22 juillet dernier, adressée au

Gouverneur général de Candie, que, s'ils persistent dans cette conduite criminelle, ils seront dispersés par la force et subiront des peines très-sévères; et, s'ils insistent encore après cette déclaration, vous les ferez attaquer par vos troupes, vous ferez arrêter les chefs que vous enverrez dans les forteresses et vous ferez disperser le reste. »

On frémit en songeant que l'exécution de ces ordres est confiée à des troupes dont le fanatisme et la férocité ne connaissent pas de bornes. On se demande si les grandes puissances laisseront faire en 1866 ce qu'elles ont empêché en 1827 et 1828 par la bataille de Navarin et par l'expédition de Morée.

Aux menaces officielles appuyées par les mouvements énergiques de l'armée, au soupçon que soulève la concentration graduelle, tantôt patente, tantôt clandestine des Turcs de la campagne dans les villes fortifiées, viennent s'ajouter les craintes qu'inspire la surexcitation du fanatisme turc. Ainsi, c'est avec un profond regret et une surprise pénible que le Gouvernement de Sa Majesté a appris que tout récemment un derviche avait débarqué à la Canée à la suite des troupes turques, qu'il a commencé à prêcher publiquement le massacre des chrétiens. Puis, ce prédicateur du meurtre s'est rembarqué sur le même navire de guerre qui l'avait amené et a continué sa route en compagnie de détachements militaires, pour aller sur d'autres points de l'île répandre ses excitations incendiaires.

Les chrétiens de Candie n'ont pas besoin de se rappeler les massacres de Djeddah et de Syrie pour s'imaginer les suites d'incitations pareilles. Leur histoire contemporaine est malheureusement pleine d'excès de ce genre. Or, en combinant les précédents si peu encourageants avec cette toute récente excitation d'un fanatisme dont, par une coïncidence fatale, les dernières lettres de Syrie nous apprennent à redouter les égarements sanguinaires, ne serait-on pas fondé à entretenir de vives appréhensions sur la possibilité de voir se renouveler en Crète des scènes qui révoltent l'humanité? Et, si cette explosion de fanatisme n'était pas à prévoir comme conséquence inévitable d'une situation aussi tendue, que n'aurait-on pas à craindre à la première nouvelle de l'opposition que rencontrera probablement auprès des Crétois des montagnes, la mise à exécution des mesures violentes prescrites par la Sublime Porte. Plus le Gouvernement de Sa Majesté y pense, plus il est porté à craindre des épisodes sanglants dont on ne saurait trop se hâter de préserver les Crétois.

Devant l'imminence de si grands dangers, le Gouvernement de Sa Majesté s'émeut. Il ne sait que trop, que cet état de souffrance, et les crises fréquentes qu'il engendre, ne peuvent cesser qu'avec les causes qui les produisent. Mais, autant il lui a été facile, en coordonnant des faits notoires, de tracer un aperçu fidèle de cette situation

périlleuse, autant sa tâche deviendrait difficile, s'il avait à émettre un avis sur les mesures qui seules pourraient garantir aux Crétois une existence plus conforme à leur histoire et aux exigences de la civilisation et de la justice.

PAYS-BAS.

Discours du Roi à l'ouverture des États généraux le 17 septembre 1866.

Messieurs,

J'apprécie l'avantage de me trouver de nouveau au milieu des représentants du peuple néerlandais.

Ma maison a partagé depuis des siècles la bonne et la mauvaise fortune de ce peuple ; ces liens ont été confirmés par nos institutions fondamentales ; ils seront cimentés de plus en plus par une coopération commune pour tout ce que l'intérêt de la patrie exige.

Les Pays-Bas ont continué à jouir des bienfaits de la paix, tandis qu'une guerre avait éclaté sur nos frontières ; je me félicite de pouvoir déclarer que nos rapports avec les puissances étrangères ont conservé constamment, aussi pendant la guerre, le caractère d'une entente cordiale réciproque.

Quelque satisfaisante que cette déclaration puisse être, notre existence nationale doit chercher, à l'époque actuelle si agitée et si sérieuse, son appui le plus ferme, après Dieu, en elle-même.

J'ai vu avec plaisir, comme un symptôme de l'esprit national, l'établissement de réunions volontaires pour s'exercer en commun dans le maniement des armes.

Un projet de loi modifié sur la *schuttery*, tendant à améliorer la défense du pays, sera présenté incessamment à vos délibérations.

Il m'est agréable de pouvoir réitérer le bon témoignage que j'ai toujours pu vous rendre, sur la manière dont les forces de terre et de mer s'acquittent de leur tâche difficile, tant dans la mère patrie que dans les colonies.

C'est avec un sentiment de profonde tristesse que je fais mention des victimes nombreuses que l'épidémie régnante a faites dans notre patrie. J'ose me livrer à l'espoir que cette maladie cessera sous peu.

Je me flatte que l'emploi des mesures énergiques adoptées ailleurs avec succès pour réprimer la peste bovine produira le résultat désiré.

L'enseignement tant public que privé continue à faire l'objet de ma vive sollicitude.

J'espère pouvoir vous faire présenter dans le courant de cette session, un projet de loi sur l'enseignement supérieur.

Le commerce, la navigation et l'industrie ont ressenti l'influence de la crise dans laquelle l'Europe s'est trouvée pendant les derniers mois.

La manière dont elles ont soutenu cette crise fait preuve de leur vitalité et ouvre la perspective à un développement constant de ces sources de la richesse nationale.

L'exposition dans la capitale constate les progrès de différentes branches de l'industrie.

La récolte, favorable pour certains produits, n'a été cependant en général que médiocre.

Quant à la pêche, cette année peut être rangée parmi une des plus avantageuses.

Plusieurs travaux d'utilité publique ont été continués ou achevés, soit par l'État, soit par des particuliers.

La situation des finances de l'État permet non-seulement de satisfaire à toutes les exigences du service, sans avoir recours à des mesures extraordinaires ou à une augmentation des impôts, mais aussi de couvrir les frais nécessaires à la défense nationale et à la continuation du réseau des voies ferrées de l'État.

On s'occupe des mesures préparatoires pour la mise en vigueur de la nouvelle organisation judiciaire.

Les projets de loi d'un nouveau Code de procédure criminelle vous seront de nouveau présentés et seront suivis, dans le courant de cette session, par ceux nécessaires à la révision du Code de procédure civile. Vous pouvez vous attendre à recevoir sous peu un nouveau projet de loi pour le rachat des dîmes.

La situation des Indes néerlandaises attire plus que jamais mon attention.

Une administration bienveillante, juste et énergique, basée sur le maintien de notre autorité souveraine et sur le respect des institutions et des usages des peuples placés sous notre domination, confirmera leur attachement au gouvernement néerlandais.

Tout en maintenant avec soin l'exploitation agricole et industrielle de l'État, on ouvrira de nouveaux débouchés à l'industrie particulière.

Dans nos possessions aux Indes occidentales, l'influence favorable de l'émancipation sur les intérêts moraux et matériels de la population se manifeste de plus en plus. Ces derniers restent cependant en grande partie subordonnés à l'immigration de travailleurs libres.

Le nouveau règlement organique pour ces colonies semble promettre des résultats favorables.

D'autres propositions qui seront soumises à vos délibérations augmenteront l'intérêt de cette session. Puissent vos travaux couronnés par la bénédiction de Dieu assurer la prospérité durable de la patrie !

Je déclare ouverte la session ordinaire des États généraux.

HESSE - CASSEL.

Proclamation de l'Électeur aux troupes de la Hesse Électorale pour les délier du serment de fidélité, en date de Stettin le 17 septembre 1866.

Généraux, officiers, sous-officiers et soldats de ma division hessoise ;

Le moment le plus douloureux de ma vie approche de moi.

La force d'événements qui ont ébranlé le monde me fait une nécessité impérieuse de me séparer de vous comme votre chef militaire.

Chacun de vous sent combien cela m'est pénible, et il n'y a que la pensée que, dans la situation qui s'est produite, ma résolution servira à votre bien, qui a pu m'y déterminer ;

Car mes efforts n'ont toujours tendu qu'à votre bien.

Recevez mes remerciements les plus vifs pour les services que vous m'avez toujours rendus. N'abandonnez pas non plus à l'avenir la voie de l'honneur et de la gloire ; restez fidèles en remplissant consciencieusement vos devoirs, et souvenez-vous de l'histoire glorieuse de vos ancêtres depuis quatre cents ans.

Et ainsi je vous délie du serment du drapeau que vous m'avez prêté comme à votre chef militaire.

Donné à Stettin, le 17 septembre 1866.

(L. S.) *Signé* : FRÉDÉRIC-GUILLAUME, électeur de Hesse.

AUTRICHE.

Lettre de l'Empereur au prince Lobkowitz, gouverneur du Tyrol et du Vorarlberg, au sujet d'une médaille destinée aux habitants de ces pays, qui ont été en campagne, du 17 septembre 1866.

Cher prince Lobkowitz,

Lorsque par le rappel d'une partie de l'armée du Sud, à l'effet de renforcer l'armée du Nord et de protéger la capitale de l'Empire, les dangers augmentèrent pour ma province du Tyrol bien-aimée, je fis appel au peuple de cette province pour la défense du sol natal, en exprimant la certitude que les petits-fils se montreraient dignes de leurs aïeux.

Là où le landsturm fut appelé, son organisation fut rapidement achevée ; à trois reprises différentes, le landsturm, bien armé, rempli d'audace, occupait les postes qui lui étaient assignés.

En souvenir de ces jours de fidélité, de courage et de gloire, j'ai décidé de faire frapper une médaille d'argent avec mon portrait d'un côté, et avec l'inscription suivante de l'autre : *A mon fidèle peuple du Tyrol, 1866.*

Cette médaille sera distribuée à tous les défenseurs du pays qui ont été en campagne, ainsi qu'aux membres de l'administration supérieure de la défense du pays, et elle sera attachée à un ruban aux couleurs nationales du Tyrol.

Que cette médaille soit une marque d'honneur pour chacun, mais aussi pour le pays tout entier, qui de nouveau s'est acquis une place d'honneur dans l'histoire de l'Autriche.

Schœnbrunn, le 17 septembre 1866.

(L. S.) *Signé* : FRANÇOIS-JOSEPH.

PRUSSE.

**Proclamation du Roi lors de la rentrée des troupes à Berlin,
le 19 septembre 1866.**

A l'occasion de la guerre qui vient d'être terminée victorieusement, il m'est arrivé de tous côtés et de toutes les parties du pays, aussi bien de la part de communes, de corporations et d'associations, que de personnes privées, des manifestations si nombreuses de fidélité, de

dévouement et d'abnégation pour le roi et la patrie, que c'est un besoin pour mon cœur, non-seulement d'exprimer publiquement ce fait, mais aussi ma reconnaissance royale.

L'unité indestructible du prince et du peuple, dont la preuve éminente caractérise le moment actuel, comme tous les grands moments de notre glorieuse histoire, conciliera et utilisera aussi dans la nouvelle époque qui s'ouvre par la conclusion de la paix, toutes les différences et les oppositions et les réunira dans l'amour de la patrie commune et dans la réalisation de la mission historique de la Prusse en Allemagne.

Et de même qu'au commencement de la guerre, je me suis courbé devant Dieu avec mon peuple, je veux aussi exposer publiquement, de concert avec lui, la reconnaissance pour les grandes choses que Dieu a faites pour nous et la bénédiction visible qu'il a accordée à nos actions. A Dieu seul l'honneur!

(L. S.) Signé : GUILLAUME.

PRUSSE.

Statut pour la fondation d'une croix commémorative de la guerre de 1866, le 20 septembre 1866.

Nous, Guillaume, etc.,

Avons résolu d'accorder une distinction aux officiers, sous-officiers, soldats et fonctionnaires de notre brave armée, qui, marchant de victoire en victoire, ont ajouté de nouvelles actions héroïques et de dévouement à leur gloire depuis longtemps éprouvée; en signe que nous reconnaissons leur conduite glorieuse, nous avons fondé une croix commémorative, et ordonnons ce qui suit :

1° La croix commémorative sera donnée à tous les officiers, fonctionnaires, sous-officiers et soldats qui ont pris part à un combat dans la guerre qui vient d'être terminée, ou qui ont passé, dans des buts militaires, avant le 2 août 1866, les frontières d'un pays en guerre avec la Prusse.

2° Cette décoration se compose d'une croix en bronze, faite, pour les combattants, du bronze des canons pris à l'ennemi, et, pour les non-combattants, de bronze oxydé ordinaire. Entre les deux bras de la croix s'étend, des deux côtés, une couronne de feuilles de laurier pour les combattants, et de feuilles de chêne pour les non-combattants. La plaque du milieu porte sur le devant notre chiffre avec l'in-

scription : *A l'armée glorieuse de Prusse!* Sur le bras supérieur de la croix, se trouve la couronne royale; sur les trois autres bras, l'inscription : *Dieu avec nous!* — *A lui l'honneur!* Sur le côté opposé, l'aigle royal sur un canon. Les bras portent, pour la partie de l'armée qui a assisté à la bataille de Kœniggrætz, l'inscription : *Kœniggrætz, le 3 juillet 1866;* pour la partie de l'armée qui a opéré en Thuringe et dans l'Allemagne méridionale, l'inscription : *A l'armée du Mein, 1866;* enfin, aux troupes qui n'ont pas assisté à la bataille de Kœniggrætz et n'ont pas fait partie de l'armée du Mein, l'inscription : *Aux fidèles guerriers, 1866.*

3^e La croix commémorative sera portée sur la poitrine : par les combattants, attachée à un ruban noir avec bordure blanche et orange; pour les non-combattants, attachée à un ruban blanc avec bordure orange et noire.

(L. S.) *Signé : GUILLAUME.*

PRUSSE.

Ordonnance d'amnistie, en date du 20 septembre 1866.

Nous, Guillaume, etc., voulons, à l'occasion de la paix glorieusement rétablie, remettre, à toutes les personnes qui ont été condamnées définitivement par nos tribunaux à une peine portant privation de la liberté, ou à une amende, pour actes de haute trahison, offenses à Sa Majesté ou à un membre de la famille, ou actions hostiles envers les États amis; pour crimes et délits concernant l'exercice des droits politiques; pour les crimes et délits désignés par les articles 87 à 93 et 97 à 103 du code pénal, comme résistance aux pouvoirs publics et atteinte à l'ordre public; pour toutes autres actions commises par la presse, ou déclarées punissables par la loi du 12 mai 1851 sur la presse et l'ordonnance du 11 mars 1850, concernant le droit de réunion et d'association, les peines qu'elles ont encourues, en tant que ces peines ne sont pas encore exécutées; voulons, de même, renoncer au recouvrement des frais arriérés, rendre à ces personnes l'exercice des droits civiques qui auraient pu leur être enlevés, et lever la surveillance de la haute police sous laquelle elles auraient pu être placées.

Pour les condamnations de l'espèce ci-dessus indiquée, qui n'acquerraient force de chose jugée qu'après la journée d'aujourd'hui, nous attendrons les propositions que nous fera notre ministre de la

justice, et, pour les condamnations prononcées par les conseils de guerre, celles de notre ministre de la guerre.

La présente résolution est applicable aux causes où une partie de la condamnation a été prononcée pour d'autres actions, sans qu'elle ait spécifié à laquelle de ces actions s'applique la peine.

Notre ministère devra publier et exécuter la présente ordonnance d'amnistie le plus promptement possible.

Berlin, le 20 septembre 1866.

(L. S.) Signé : GUILLAUME.

Contre-signé par tous les ministres.

SAXE-MEININGEN.

Abdication du duc Bernard¹ en faveur de son fils le prince héritier George², en date de Meiningen, le 20 septembre 1866.

Ordonnance.

Nous, Bernhard, par la grâce de Dieu, duc de Saxe-Meiningen, etc.,

Avons, après un examen approfondi et consciencieux, pris la résolution de renoncer au Gouvernement de Saxe-Meiningen en faveur de S. A. notre fils bien-aimé, le prince héritier George duc de Saxe, et de remettre ce Gouvernement en ses mains à partir de ce jour.

En faisant connaître cette résolution à nos anciens sujets, nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer notre reconnaissance pour les preuves de fidélité et d'amour qu'ils nous ont données si souvent pendant la longue durée de notre Gouvernement, et d'y joindre en même temps les vœux les plus intimes pour leur constante prospérité.

Nous statuons, en même temps, que nous porterons à l'avenir le titre de duc Bernhard de Saxe-Meiningen.

1. Le duc BERNHARD Erich Freund, né le 17 décembre 1800, succéda à son père le duc George le 24 décembre 1803, sous la tutelle de sa mère, Louise, née princesse de Hohenlohe-Langembourg, jusqu'au 17 décembre 1821.

2. Le nouveau duc GEORGE est né le 2 avril 1826; il a épousé le 18 mai 1850 Frédérique-Louise-Wilhelmine-Marianne Charlotte fille du prince Albert de Prusse. Veuf le 30 mars 1855, il a épousé en secondes noces Théodore-Victoire-Adélaïde-Pauline-Amélie-Marie, née le 7 juillet 1839, fille du prince Ernest de Hohenlohe-Langembourg.

Proclamation.

A mes fidèles Meiningeois !

La main de fer de la destinée nous a frappé aussi.

Je quitte aujourd'hui le Gouvernement du pays que j'ai régi pendant quarante-cinq ans avec amour et fidélité.

Je le fais avec douleur et une profonde émotion ; j'avais espéré rester votre duc jusqu'à la fin de mes jours, et je n'ai pris cette résolution que pour vous épargner des sacrifices que, d'une autre manière, je ne pouvais détourner de vous ni du pays.

Le Gouvernement passe à mon fils, le prince héritier George, que Dieu veuille assister dans ses voies difficiles !

Le prince entre avec toute sa vigueur dans le temps nouveau, et saura probablement mieux s'y adapter que cela ne m'a été possible.

Accueillez-le avec confiance et amour, de même que certainement il viendra au-devant de vous avec confiance et amour.

Que Dieu protège ma chère patrie !

Meiningen, 20 septembre 1866.

(L. S.) *Signé* : BERNHARD ERICH FREUND.

SAXE-MEININGEN.

Proclamation d'avènement du duc George, le 21 septembre 1866.

Chers habitants de Meiningen !

J'entre dans mes hautes fonctions, vivement peiné de ce que les événements inexorables de cette année aient déterminé mon très-cher père à prendre la généreuse résolution de renoncer à un Gouvernement qui a valu au pays près de cinquante ans de prospérité.

J'implore Dieu qu'il me donne les forces et les lumières nécessaires, pour que je puisse tenir le sceptre avec la fidélité et le dévouement qui ont fait de mon très-cher père un modèle brillant pour tous les princes.

Je vais au-devant de vous avec affection et confiance.

Soutenez-moi dans ma difficile vocation par votre confiance !

Meiningen, 21 septembre.

(L. S.) *Signé* : GEORGE.

HANOVRE.

Protestation adressée par le roi George aux Puissances européennes contre l'incorporation du royaume de Hanovre dans la monarchie prussienne, en date du 23 septembre 1866.

Nous, George V par la grace de Dieu Roi de Hanovre, Prince Royal de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Duc de Cumberland, Duc de Brunswick et de Lunebourg, etc., etc., etc.

En présence des faits qui viennent de s'accomplir et dont l'exposé suit ci-après, savoir :

Le 15 juin de cette année, Sa Majesté le Roi de Prusse, Notre cousin germain et jusqu'alors Notre allié, a fait envahir Notre Royaume, en violant les droits les plus légitimes et les plus sacrés.

La conduite de Notre Gouvernement, pendant le conflit, qui à Notre profond regret, avait éclaté entre l'Autriche et la Prusse, ne pouvait donner lieu à une mesure aussi injuste.

Au contraire, animé du désir le plus sincère et le plus ardent de voir s'aplanir les dissentiments qui avaient surgi entre les deux membres les plus puissants de la Confédération Germanique, et cherchant à prévenir les malheurs qui devaient résulter d'une guerre entre Allemands, Notre Gouvernement a fait tout ce qui était en son pouvoir pour rester dans des rapports d'amitié, tant avec la Prusse qu'avec l'Autriche, et pour conserver sa faculté d'agir près la Diète, dans un sens de paix et de conciliation.

Le Gouvernement Prussien nous ayant exprimé le désir de nous voir demeurer neutre dans une guerre éventuelle, nous avons accédé à ce désir. Seulement, nous avons fait déclarer à Berlin que les conditions particulières de cette neutralité ne pourraient être réglés que dans le cas où la Confédération Germanique viendrait à être dissoute de fait. Notre accession à la proposition de la Prusse était parfaitement conforme aux circonstances, puisque le droit fédéral, en défendant aux membres de la Confédération de se faire la guerre entre eux, leur interdisait, par conséquent, de prendre part à une guerre qui, malgré cette défense, aurait éclaté entre des Gouvernements faisant partie de la Confédération.

Pour motiver les actes d'hostilité dont la Prusse s'est rendue coupable envers notre Royaume, on a prétendu tout récemment à Berlin que, pendant le cours des négociations relatives à la neutralité en question, nous avions pris, envers le Cabinet de Vienne, l'engage-

ment de faire opérer nos troupes conjointement avec le corps d'armée autrichien stationné dans le Holstein.

Cette assertion est complètement fausse.

Notre Gouvernement s'est cru engagé par l'assurance qu'il avait donnée de vouloir observer la neutralité pour le cas où le pacte fédéral viendrait à se dissoudre ; et ce n'est que dans l'éventualité où notre pays aurait été attaqué par la Prusse, que nous aurions accepté le secours que Sa Majesté l'Empereur d'Autriche avait bien voulu nous faire offrir. Mais plein de confiance en la loyauté du Gouvernement Prussien, nous avons fait répondre à Sa Majesté Impériale que nous croyions n'avoir pas besoin de ce secours.

En conséquence, le corps d'armée autrichien qui avait servi à occuper le Holstein, a traversé nos États sans s'y arrêter et en suivant la route la plus courte, pour se rendre dans le midi de l'Allemagne.

Vers la même époque, nous avons permis au corps d'armée prussien placé sous les ordres du lieutenant général de Manteuffel, de passer par notre territoire, pour se rendre à Minden.

Notre conduite, en cette circonstance, a donc répondu aux principes de la plus stricte neutralité.

Nous étions bien loin de nous attendre alors que le Roi de Prusse ferait servir, à quelques jours de là, ce même corps de troupes pour s'emparer de notre pays.

Notre armée était sur un pied complet de paix, parce que nous nous appuyions sur la neutralité qui nous avait été assurée, et dont les négociations, quoique ajournées, devaient être reprises en temps opportun, en ce qui concernait les conditions spéciales de son exécution, conformément aux déclarations expresses et réitérées que le comte de Platen-Hallermund, notre Ministre des affaires étrangères, avait faites à ce sujet au Prince d'Isenburg, Ministre de Prusse.

Notre Gouvernement n'avait donc point fait acheter de chevaux, ni pris la moindre mesure à laquelle on pût attribuer un caractère d'armement militaire.

Tout ce que les journaux prussiens ont dit depuis quelque temps à l'égard des prétendus armements du Hanovre, ne repose sur aucun fondement et n'a dû servir qu'à égarer l'opinion publique et à pallier les actes inqualifiables de violence qui ont été commis contre nous, contre notre Royaume et nos sujets.

Toujours animé du même esprit de modération, de conciliation et d'impartialité, Nous avons donné à notre envoyé près la Diète l'ordre de se prononcer contre la proposition de l'Autriche du 14 juin, en tant qu'elle avait pour but de faire prendre à la Confédération Germanique parti contre la Prusse, et de ne voter pour la mobilisation proposée qu'en tant qu'elle n'était pas dirigée contre cette dernière puis-

sance, mais qu'elle tendait uniquement au maintien de la tranquillité et de la sûreté du territoire fédéral.

Les allégations que les organes de la Prusse ont faites dans les derniers temps contre notre politique à cet égard, sont également dépourvues de toute consistance.

L'attitude que notre Gouvernement avait observée dès l'origine du conflit, nous donnait donc lieu d'espérer que notre Royaume et nos fidèles sujets se trouveraient en dehors des atteintes d'une guerre qui semblait devenir plus imminente de jour en jour.

Mais quelle ne fut pas notre douloureuse surprise, lorsque le 15 juin dernier, le cabinet de Berlin, feignant d'oublier tous les antécédents de la question, fit présenter à notre Gouvernement une sommation dont le but n'était point de nous inviter à régler, de commun accord, les conditions définitives de la neutralité qu'on nous avait offerte et à laquelle nous avions consenti en principe; mais de nous faire abandonner en faveur de la Prusse, certaines prérogatives essentielles de notre souveraineté, une partie de l'indépendance de notre Royaume et bon nombre de droits légitimes de nos sujets, quoique notre souveraineté et l'indépendance de notre Royaume eussent été reconnues et garanties par l'Europe entière.

On ne nous laissait qu'un jour de réflexion pour nous décider, et l'on nous menaçait de guerre pour le cas où nous refuserions de nous soumettre aux volontés de la Prusse.

Après avoir entendu nos ministres, nous prîmes sur leur conseil unanime et parfaitement conforme à notre manière de voir, la résolution de faire déclarer à l'envoyé du Roi de Prusse que les propositions qui venaient de nous être soumises étaient inacceptables; mais que notre Gouvernement demeurant inébranlable dans la conviction que le droit fédéral défendait toute guerre entre les membres de la Confédération, ne prendrait aucune mesure militaire contre le Gouvernement prussien, son allié, aussi longtemps que les frontières du Hanovre ne seraient pas attaquées; et qu'il ne renonçait pas à l'espoir que les rapports de bon voisinage qui avaient existé jusqu'alors entre les deux Gouvernements, seraient maintenus intacts.

Notre résolution ayant été communiquée à l'envoyé de Prusse, celui-ci y répondit par une déclaration de guerre, contre laquelle notre Ministre des affaires étrangères protesta immédiatement.

Ceci se passait à minuit, dans la soirée du 15 au 16 juin dernier.

Mais, dès cinq heures de l'après-midi, dans cette même journée du 15 juin, le corps d'armée du général Manteuffel avait débarqué dans les environs de Harbourg, et y prit une attitude hostile *avant la déclaration de guerre*.

Nous signalons à la réprobation de tous les honnêtes gens le pro-

cédé du Gouvernement Prussien, qui, surprenant notre bonne foi, avait su obtenir de nous une permission pour le passage de ses troupes à travers notre territoire dans le but secret de l'envahir.

Nous signalons à l'indignation du monde civilisé cette agression, en pleine paix, contre les États d'un Souverain ami, parent et allié; et nous sommes persuadé que le monde entier condamnera avec nous cet outrage fait à la morale publique, au droit des gens, au droit des traités et aux usages des nations policées!

Nous sommes, en même temps, convaincu que tous les hommes impartiaux se diront avec nous que l'intention bien arrêtée et préméditée du Gouvernement de la Prusse était depuis longtemps de s'emparer de nos États; que la proposition de neutralité qui nous avait été faite, n'avait eu pour objet que de nous bercer d'une fausse sécurité, que le cabinet de Berlin nous avait offert à dessein des conditions d'alliance humiliantes, sachant que nous ne pouvions les accepter, et que enfin, quelle qu'eût été la ligne de conduite que nous eussions suivie, il nous aurait été bien difficile, sinon impossible, de nous soumettre aux violences du Gouvernement Prussien.

Dans l'impossibilité où se trouvait notre armée de repousser efficacement l'invasion des forces prussiennes, qui venaient de tous côtés fondre sur notre Royaume, dont elles occupaient les frontières depuis plusieurs jours, nous concentrâmes nos troupes à Goettingue, afin de les conduire ensuite au delà de la sphère d'action de la Prusse.

Arrivé près d'Eisenach, nous entrâmes en négociation relativement à une trêve d'armes qui nous avait été offerte, et qui fut consentie de part et d'autre. Mais avant qu'elle fût expirée, nos troupes se virent attaquées par l'armée prussienne, conformément à un ordre que celle-ci avait reçu du général Vogel de Falckenstein.

C'était là une seconde violation flagrante de tous les droits et usages en vigueur parmi les peuples civilisés!

Quoique notre armée se trouvât sur le pied de paix, et que ses forces fussent presque épuisées, en conséquence des fatigues, des privations et des marches forcées auxquelles elle avait dû se soumettre pendant plus de huit jours consécutifs, elle n'en remporta pas moins, à Langensalza, une victoire brillante sur les Prussiens.

Le lendemain, malheureusement, la voyant cernée de toutes parts par des forces trois fois supérieures, et n'ayant point de secours à espérer, nous nous résignâmes à accepter une capitulation pour ne pas répandre inutilement le sang de nos valeureux soldats.

Aussitôt que la guerre entre l'Autriche et la Prusse sembla arriver à son terme, nous nous rendîmes à Vienne, où les négociations de paix venaient de s'ouvrir, et nous adressâmes à Sa Majesté le Roi de

Prusse qui se trouvait à Nikolsbourg, une lettre dans laquelle nous lui exprimions notre désir sincère d'entrer de notre côté en négociations de paix avec lui.

Contrairement à tous les usages admis entre Souverains, notre lettre ne fut pas acceptée par Sa Majesté le Roi de Prusse.

Malgré cela nous avons essayé d'assurer la conservation de notre Royaume par tous les moyens en notre pouvoir. A cette fin, nous étions même disposé à abdiquer nos droits Royaux en faveur de notre fils bien-aimé et héritier de notre Couronne, le Prince Royal Ernest-Auguste, pour le cas où la Prusse le mettrait immédiatement en possession de la Couronne et du Royaume de Hanovre. D'un autre côté nos fidèles sujets bravant courageusement le régime rigoureux, arbitraire, despotique, que leur a imposé l'administration prussienne, n'ont laissé échapper aucune occasion de manifester leur désir ardent de rester sous une dynastie qui leur est chère, qui, depuis mille ans, a partagé les destinées du pays et qui a fait tous ses efforts pour assurer sa prospérité et pour consolider son bien-être.

Vains efforts !

Sa Majesté le Roi de Prusse, après avoir occupé notre Royaume d'une manière subreptice, a cru pouvoir en prendre définitivement possession et l'a déclaré annexé à ses États, le 20 septembre de cette année.

Le seul motif qu'allègue le Gouvernement Prussien pour justifier cet acte arbitraire, inoui dans les fastes de l'histoire d'Allemagne, c'est celui qu'il prétend trouver dans le droit de conquête.

Or, le droit de conquête suppose une guerre faite conformément aux principes du droit des gens. Mais il n'y a jamais eu, entre nous et le Roi de Prusse, une guerre de cette nature. D'ailleurs, comme nous l'avons déjà dit plus haut, elle ne pouvait avoir lieu selon les lois fondamentales de la Confédération Germanique, et elle devait être moralement impossible de la part d'un de nos proches parents, d'un Souverain ami, d'un Prince allemand.

Par conséquent, nous nous sommes trouvé purement et simplement dans le cas d'une défense légitime, en face d'une agression que rien ne justifiait et que nous n'avons point provoquée.

En présence donc des faits que nous venons d'exposer, nous protestons hautement et solennellement :

Contre l'invasion injustifiable que les corps d'armée du Roi de Prusse se sont permise dans notre territoire, le 15 juin 1866 et les jours suivants ;

Contre l'occupation de notre Royaume par ces mêmes corps d'armée ;

Contre les usurpations de nos droits et prérogatives commises par

les agents de la Prusse, et contre celles qu'ils pourraient commettre encore ;

Contre les dommages que nous et notre maison Royale avons subis ou que nous aurions à subir encore de la part de la Prusse, sous le rapport de notre propriété, de nos revenus ou de nos biens, de quelque nature qu'ils soient ;

Contre les spoliations qu'a éprouvées le trésor public du Hanovre, sous l'administration prussienne, et contre celle qu'il pourrait avoir à supporter à l'avenir ;

Contre les poursuites, pertes et préjudices auxquels nos fidèles sujets ont pu être exposés, en conséquence des actes injustes et illégaux de l'administration du Roi de Prusse, ou auxquels ils pourraient être exposés dans la suite ;

Contre les entraves que ladite administration a mises, d'une manière brutale, aux manifestations de nos bien-aimés sujets en faveur de la conservation de notre dynastie et de l'indépendance du Hanovre, tandis qu'elle a provoqué et favorisé par les manœuvres les plus déloyales, des manifestations en sens contraire ;

Contre le mauvais vouloir du Roi de Prusse, qui a repoussé les démarches que nous avons faites ou que nous avons ordonné de faire près de lui ou de son Gouvernement, afin de rétablir la paix entre nous ;

Enfin, nous protestons surtout à la face de l'univers, contre la prise de possession de notre Royaume et contre son incorporation à la Prusse, annoncée comme définitive le 20 septembre de cette année, ainsi que contre toutes les conséquences de cet acte, déclarant que cette incorporation ou annexion est une usurpation indigne, une spoliation coupable et odieuse, une violation flagrante des traités européens, de tous les principes du droit des gens et de l'inviolabilité des États et des Couronnes.

Cette déclaration solennelle que nous faisons aussi pour nos successeurs légitimes, a encore principalement pour but de mettre à l'abri de toute atteinte les droits de souveraineté qui nous appartiennent par ordre de descendance, et qui ont été sanctionnés et garantis par les puissances Européennes.

Nous réclamons l'appui de toutes les Puissances qui ont reconnu notre souveraineté et l'indépendance de notre Royaume, persuadé, comme nous le sommes, qu'elles n'admettront jamais que *la force prime le droit*, puisqu'un tel principe, appliqué aujourd'hui par la Prusse, pourrait menacer dans la suite l'existence de toutes les monarchies et de tous les États légitimes du monde.

Nous déclarons enfin que nous ne renoncerons jamais à nos droits de souveraineté sur nos États ; et que nous considérerons toujours

comme illégaux, nuls et nonavenus, tous les actes que le Gouvernement prussien ou ses agents y ont commis ou qu'ils y commettraient encore, en conséquence de cette usurpation, dont nous rejetons toute la responsabilité sur celui qui en est l'auteur.

Que tous ceux qui pourraient y être intéressés se tiennent donc pour avertis.

Nous attendrons les événements futurs plein de confiance en la justice de notre cause et animé du ferme espoir que la divine Providence ne tardera pas à mettre un terme aux machinations, aux iniquités et aux violences dont tant d'États et de peuples sont victimes en ce moment avec nous et avec nos braves Hanovriens.

Hietzing, près Vienne, le 23 septembre 1866.

Signé : GEORGE REX.

Contre-signé : LE COMTE DE PLATEN-HALLERMUND.

WURTEMBERG.

Discours du Trône pour l'ouverture de la session des Chambres, le 25 septembre 1866.

Haute assemblée!

S. M. le Roi m'a conféré le mandat honorable d'ouvrir cette session. Il y a peu de mois, vous avez été convoqués pour accorder les moyens de faire la guerre que le Gouvernement, comme vous, croyait devoir tenter pour la cause de l'Allemagne. La cause pour laquelle nous avons pris les armes a succombé.

C'est dans une situation difficile que le Gouvernement a conclu un armistice et la paix, et qu'il l'a exécutée en partie. Il a conscience de sa responsabilité vis-à-vis de vous et présentera des propositions conformes

Après avoir résolu ces questions, vous aurez à vous occuper d'abord de celles d'organisation. Il s'agit d'introduire dans l'administration de la justice le principe de la publicité et de la procédure orale, de même que la participation du peuple.

Conformément à la nature des choses, il y aura d'abord à entreprendre l'organisation de la justice et à régler sa procédure.

Quelques-unes de ces dispositions, telles que la détermination des ressorts et la procédure forment des conditions nécessaires pour le reste de la vie publique.

A ces réformes devra donc se rattacher l'organisation de l'administration, et avant tout celle du département de l'intérieur.

Les principes fondamentaux de cette dernière formeront le point de départ pour la réforme de la Constitution et de la législation matérielle, qui toutes deux ont besoin d'une réforme générale.

L'accomplissement détaillé de cette réforme pour les lois particulières qui deviendront nécessaires, dépendra donc de la marche et du développement de ce travail préliminaire, en dehors duquel il y aura encore à régler le budget conformément aux dispositions de la Constitution.

Pour le gouvernement, il reconnaît de son devoir, de presser les travaux nécessaires dans ce but autant que l'étendue de cette tâche, la marche de vos travaux et les circonstances extérieures le permettront; il s'efforcera de présenter encore dans cette session les plus urgentes de ces lois, notamment celles qui concernent la révision de la Constitution.

Au nom de Sa Majesté Royale, je déclare la présente session ouverte.

TURQUIE.

**Discours prononcé par Aali-Pacha pour clore les séances de la
Conférence sanitaire internationale, le 26 septembre 1866.**

Messieurs,

Le jour où j'ai eu l'honneur d'assister à votre séance d'ouverture, je vous exprimai la conviction de mon auguste Souverain et de son gouvernement que vous accompliriez avec succès la haute mission qui venait d'être confiée à vos lumières.

Vous avez pleinement justifié, Messieurs, cette conviction.

Le fléau qui afflige depuis tant d'années l'humanité et les moyens de l'en préserver n'ont jamais été l'objet d'une étude aussi approfondie et aussi consciencieuse que celle à laquelle vous vous êtes livrés; vos travaux resteront comme un monument, et vous pouvez compter dès à présent sur les bénédictions et la reconnaissance du monde entier.

Nos souhaits ne peuvent donc avoir désormais pour but que la réalisation des idées que vous avez émises, et je puis vous assurer que la Sublime Porte, les prenant en sérieuse considération, fera tout ce qui dépendra d'elle pour leur mise à exécution.

Je saisis cette occasion pour vous répéter encore une fois que la Sublime Porte se réjouit de ce que la capitale de l'empire ait été choisie pour la réunion d'une conférence dont le résultat ne manquera pas, nous en avons la certitude, de diminuer, sinon de faire disparaître complètement la terrible maladie qui a exercé jusqu'aujourd'hui tant de cruels ravages.

Il me reste à vous remercier, de la part de S. M. le Sultan, des soins éclairés avec lesquels vous avez rempli la noble tâche qui vous a été dévolue.

Je remercie particulièrement la Conférence d'avoir témoigné beaucoup de bonne volonté pour une question sanitaire qui intéresse le Gouvernement impérial et qui se réfère à une réforme du tarif des droits sanitaires dans les ports ottomans.

J'espère, Messieurs, qu'une entente va bientôt s'établir entre les différents gouvernements, pour arrêter, à ce sujet, une mesure juste et une répartition équitable.

MECKLEMBOURG-SCHLWERIN.

**Discours du Grand-Duc à l'ouverture de la session de la Diète,
le 26 septembre 1886.**

Fidèles États de la noblesse et des villes,

Je vous ai réunis aujourd'hui autour de moi pour vous faire des communications sur la situation générale de l'Allemagne après la guerre récemment terminée entre l'Autriche et la Prusse, sur les conséquences qui en résultent pour la position de notre patrie, et pour vous demander à cet égard votre coopération, en tant qu'elle est exigée constitutionnellement.

J'attends du patriotisme souvent éprouvé de mes fidèles États qu'appréciant pleinement la gravité de la situation, ils me suivront avec confiance dans la voie qu'en bonne conscience j'ai cru devoir prendre pour le bien du pays, et qu'ils contribueront aussi, de leur côté, de tous leurs efforts, à la solution satisfaisante des questions du moment.

J'autorise mes ministres que j'ai nommés commissaires près des États à vous faire connaître mes propositions.

PRUSSE.

Patente royale pour la prise de possession de l'ex-royaume de Hanovre, en date du 3 octobre 1866.

Nous, Guillaume, etc.

A la suite d'une guerre entreprise par le Hanovre en alliance avec l'Autriche et en violation du ci-devant droit fédéral, guerre où, nous trouvant en état de légitime défense, nous avons combattu victorieusement et nous avons occupé les territoires faisant autrefois partie du royaume de Hanovre, nous avons résolu de réunir ces territoires à notre monarchie, et à cet effet nous avons promulgué et publié avec l'assentiment des deux Chambres de notre Diète, la loi du 20 septembre de cette année.

Conformément à cette loi et par la présente patente, nous prenons possession avec tous les droits de souveraineté et suprématie et incorporons à notre monarchie, avec toutes leurs dépendances et prétentions, les pays qui ont formé l'ancien royaume du Hanovre.

Savoir:

Les principautés de Kallenberg.

Göttingue.

Gruben-Lagen.

Lunebourg.

Osnabruck.

Hildesheim avec la ville de Goslar et

L'Ostfriesie avec le pays de Harling.

Les duchés de Brême, Verden et Arensburg-Meppen.

Les portions du duché de Lauenbourg appartenant au Hanovre.

Les comtés de Lingen, de Hoya, de Diepholz, de Hohnstein et de Bentheim.

Et le pays de Hadeln.

Nous ajouterons à notre titre royal les titres répondant à ces nouvelles possessions.

Nous ordonnons que les aigles prussiennes soient établies aux frontières pour indiquer notre souveraineté, que nos armes royales remplacent celles qui existaient jusqu'ici et que les sceaux publics soient munis de l'aigle prussienne.

Nous ordonnons à tous les habitants de l'ancien royaume de Hanovre désormais réuni à la Prusse de nous reconnaître à l'avenir pour leur Roi et Souverain légitime, et d'obéir à nos lois, ordonnances et dispositions.

Nous protégerons un chacun dans la possession et la jouissance de ses droits privés légitimement acquis, et nous laisserons aux employés leur traitement lorsqu'ils nous auront prêté serment, et s'ils remplissent fidèlement leurs emplois.

Nous exercerons seul le pouvoir législatif jusqu'à l'introduction de la constitution prussienne.

Nous maintiendrons les lois et institutions des pays hanovriens, en tant qu'elles sont l'expression de particularités légitimes et qu'elles peuvent rester en vigueur sans porter préjudice aux exigences de l'unité de l'État et de ses intérêts.

Notre gouverneur-général est chargé d'accomplir la prise de possession conformément à la présente patente.

Telle est notre volonté.

Fait au château de Babelsberg, le 3 octobre 1866.

(L. S.) Signé : GUILLAUME.

(Suivent les signatures de tous les ministres.)

PRUSSE.

Proclamation du Roi aux habitants de l'ex-royaume de Hanovre, en date du 3 octobre 1866.

Par la patente que j'ai signée aujourd'hui, je vous réunis, habitants des pays hanovriens, à mes sujets, vos voisins et frères allemands.

Séparés désormais, par l'arrêt de la guerre et la réorganisation de la patrie allemande commune, d'une maison princière à laquelle vous étiez attachés par un dévouement fidèle, vous entrez en communauté d'existence avec le pays voisin, dont la population vous est apparentée par une communauté d'origine, d'intérêts, de langue et de mœurs.

Vous ne vous séparez pas sans douleur d'une existence antérieure qui vous est devenue chère; j'honore cette douleur et la respecte; je la considère comme un gage de votre fidélité à venir et de celle de vos enfants pour moi et ma Maison.

Vous reconnaissez la nécessité de ce qui a été accompli. Car si les fruits d'une lutte pénible et de victoires sanglantes ne doivent pas être perdus pour l'Allemagne, le devoir de notre propre conservation et le soin du développement des intérêts nationaux commandent d'unir solidement et pour toujours le Hanovre à la Prusse.

Et — ainsi que l'a déjà déclaré mon père, qui repose en Dieu, — tout ce qu'acquiert la Prusse est un gain pour l'Allemagne.

Vous pèserez sérieusement ces considérations, et j'ai confiance dans vos sentiments allemands et honnêtes; vous me serez fidèles avec la même sincérité avec laquelle je vous reçois dans le sein de mon peuple.

Des sources plus riches s'ouvrent, par votre réunion avec mes États, à votre industrie, à votre commerce et à votre navigation. Ma sollicitude aidera activement à votre activité.

Une répartition égale des charges de l'État, une administration énergique et efficace, des lois soigneusement examinées, une administration judiciaire équitable et ponctuelle, enfin, toutes les garanties qui ont fait de la Prusse ce qu'elle vient de se montrer, vous les aurez en commun.

Votre jeunesse, riche en vertus militaires, se joindra fidèlement à ses frères de mes autres États pour la défense de la patrie; l'armée prussienne accueillera avec joie les braves Hanovriens, car dans les annales de la gloire allemande il vient de s'ouvrir une page nouvelle et grande.

Les serviteurs de l'Église continueront à être les gardiens de la foi paternelle.

Je porterai une attention particulière à vos institutions d'enseignement, les sanctuaires traditionnels de l'art allemand et de la science allemande, et lorsque le Trône prussien sera de plus en plus reconnu et respecté comme le foyer de la liberté et de l'indépendance de la patrie allemande, votre nom sera enregistré parmi ceux de ses meilleurs fils, et vous aussi vous bénirez alors le moment qui vous a unis à une plus grande patrie.

Dieu le veuille!

(L. S.) Signé : GUILLAUME.

Château de Babelsberg, 3 octobre 1866.

PRUSSE.

Patente royale de prise de possession de la ci-devant ville libre de Francfort, en date du 3 octobre 1866.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, etc., à tous savoir faisons :

A la suite d'une guerre commencée par l'Autriche et ses alliés et glorieusement conduite par nous dans un but de légitime défense, nous avons occupé la ville de Francfort et résolu ensuite de la réunir à notre monarchie.

A cet effet a été rendue et publiée, avec l'assentiment des deux Chambres de la monarchie, la loi du 20 septembre dernier.

Nous prenons, en conséquence, par le présent manifeste, possession de la ci-devant ville libre de Francfort, ainsi que de tous ses droits de souveraineté et suzeraineté, et l'incorporons à notre monarchie, avec toutes ses appartenances, tous ses titres, et les localités faisant partie de son territoire, à savoir : Bonarmes, Bornheim, Hausen, Niederrad, Niederursel et Oberrad.

Nous ajoutons à notre titre royal le titre conforme.

Nous ordonnons qu'en signe de notre souveraineté, les aigles prussiennes soient posées aux frontières, que notre écusson royal soit substitué aux écussons apposés jusqu'à ce jour, et que les sceaux publics soient munis de l'aigle prussienne.

Nous ordonnons à tous les habitants de l'ancienne ville libre de Francfort-sur-le-Mein, réunie désormais à notre monarchie avec toutes les localités faisant partie de son territoire, de nous reconnaître à l'avenir pour leur roi et seigneur légitime, et de prêter obéissance à nos lois, ordonnances et décrets.

Nous protégerons chaque citoyen dans la possession et la jouissance de ses droits privés, légitimement acquis, et laisserons les fonctionnaires, qui ont à nous prêter foi et serment, dans la jouissance des honoraires de leur charge, à condition qu'ils nous rendront de loyaux services.

Nous exercerons seul la puissance législative, jusqu'à l'entrée en vigueur de la Constitution prussienne.

Notre volonté est de maintenir les lois et institutions de la ci-devant ville libre de Francfort, en tant qu'elles sont l'expression de légitimes droits coutumiers, et peuvent rester en vigueur sans mettre obstacle aux justes exigences de l'unité de l'État et de ses intérêts.

Notre commissaire civil est chargé par nous d'accomplir, en conséquence, la prise de possession :

Car telle est notre volonté.

Fait au château de Babelsberg, le 3 octobre 1866.

(L. S.) *Signé* : GUILLAUME.

(L. S.) *Signé* : Comte de Bismarck-Schœnhausen, baron Von der Heydt, de Roon, comte d'Itzenplitz, de Muhler, comte de Lippe, de Selchow, comte d'Eulenburg.

Des patentes et proclamations royales identiques ont été publiées pour le duché de Nassau et l'Électorat de Hesse.

PRUSSE.

Proclamation du Roi aux habitants de la ci-devant ville libre de Francfort, en date du 3 octobre 1866.

Par le manifeste que j'ai signé aujourd'hui, je vous réunis, habitants de la ville de Francfort-sur-le-Mein et de son territoire, à mes sujets, vos voisins et frères allemands.

Le sort de la guerre et la réorganisation de la commune patrie allemande, ont mis un terme à votre ancienne indépendance.

Vous allez maintenant faire partie d'un grand pays dont la population, déjà parente avec vous par la communauté d'origine, la langue et les mœurs, est, de plus, votre amie par la communauté des intérêts.

Si vous ne renoncez pas sans douleur à l'ancienne situation qui vous était devenue chère, c'est là une douleur que j'apprécie, car j'y vois un gage de la fidélité avec laquelle vous et vos enfants vous attacherez à moi et à ma Maison.

Vous reconnaîtrez la nécessité de ce qui est arrivé.

Si, en effet, les fruits d'une pénible lutte et de sanglantes victoires ne doivent pas être perdus pour l'Allemagne, le devoir de notre propre conservation, autant que le souci du progrès des intérêts nationaux, exige que Francfort soit réuni d'une manière ferme et durable à la Prusse.

Car — ainsi que l'a déjà dit mon auguste père reposant en Dieu — ce que la Prusse a conquis, c'est l'Allemagne qui l'a gagné.

Vous pèserez sérieusement ces paroles, et mettrez à me jurer fidélité — vos sentiments allemands et loyaux m'en sont garants — la même sincérité que je mets moi-même à vous recevoir parmi mon peuple.

Votre réunion à mes États ouvre de plus fécondes sources à votre industrie, à votre commerce et à votre navigation. Mes soins et ma prévoyance seconderont efficacement votre activité.

Une répartition égale des charges de l'État, une administration énergique et accommodée à la situation, des lois mûrement réfléchies, une justice équitable et scrupuleuse, enfin toutes les garanties qui ont fait de la Prusse ce qu'elle vient de se montrer dans une rude épreuve, seront pour vous, à l'avenir, des biens communs.

Vos jeunes gens en état de porter les armes se joindront fidèlement, au moment voulu, à leurs frères de mes autres États, pour la commune protection de la patrie, et l'armée prussienne se fera une joie de les accueillir.

Les serviteurs de l'Église continueront à être les gardiens de la foi paternelle.

Je consacrerai une attention toute spéciale à vos écoles et aux établissements scientifiques et artistiques glorieusement entretenus par vous, et quand on reconnaîtra et appréciera dans le trône de Prusse — ce que la marche du temps doit rendre de plus en plus manifeste — le boulevard de la liberté et de l'indépendance de la patrie allemande, alors votre nom sera inscrit parmi ceux de ses meilleurs soutiens, alors vous bénirez le moment qui vous a réunis à une plus grande patrie.

Dieu le veuille !

Fait au château de Babelsberg, le 3 octobre 1866.

(L. S.) *Signé* : GUILLAUME.

PRUSSE.

Ordonnance relative à l'administration de la justice dans l'ancien royaume de Hanovre, du 3 octobre 1866.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, etc.,

Ordonnons, pour le territoire de l'ancien Royaume de Hanovre incorporé à notre monarchie, ce qui suit :

1° Les obligations et les attributions du ministère de la justice établies par la loi et l'usage passeront à partir d'aujourd'hui à notre ministre de la justice à Berlin.

2° Pour toutes les affaires judiciaires qui exigent notre haute approbation ou doivent être soumises à notre décision, la demande en devra être adressée à notre ministre de la justice.

3° Rien n'est d'ailleurs modifié quant à présent en ce qui touche les rapports de circonscription et les attributions des autorités judiciaires ainsi que la marche actuellement suivie pour les instances.

Donné sous notre signature et notre sceau royal. Palais de Babelsberg, le 3 octobre 1866.

(L. S.) *Signé* : GUILLAUME.

Contresigné : Comte DE LIPPE.

Des ordonnances identiques ont été publiées pour l'Électorat de Hesse, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort.

MECKLEMBOURG-SCHWÉRIN.

Message de clôture de la Diète, le 3 octobre 1866.

S. A. R. le grand-duc de Mecklembourg-Schwérin a vu avec satisfaction, par la réponse des États et par le rapport de la Commission chargée de donner son avis sur la proposition faite à la Diète, ainsi que par les résolutions ultérieures des États relatives à ces questions, que nos fidèles États, appréciant exactement la situation, l'ont suivi avec confiance dans la voie qu'il a cru devoir choisir en conscience après les secousses des derniers événements, pour le bien de la patrie allemande et en particulier de leur propre pays.

En ce qui concerne les diverses suppositions, observations et propositions qui ont été très-justement désignées par les fidèles États eux-mêmes comme des vœux que l'intérêt du pays devra faire prendre en considération en temps opportun. Son Altesse Royale n'hésitera pas à faire aux fidèles États la promesse qu'elles seront soumises à un examen consciencieux, et que Son Altesse Royale, après s'être convaincue que les désirs des États sont fondés et praticables, fera tous ses efforts pour les faire prendre en considération.

En particulier, la loi électorale proposée sera publiée de telle manière qu'il y soit tenu compte des observations dont elle a été l'objet de la part des États. S. A. R. le Grand-Duc prononce maintenant par ces présentes la clôture de la session extraordinaire et congédie les membres de l'ordre équestre et des villes qui y étaient réunis, en reconnaissant avec plaisir leur attitude confiante, sage et patriotique dans les graves circonstances du moment et en les assurant de sa constante bienveillance.

HANOVRE.

Proclamation du Roi aux Hanovriens, en date du 5 octobre 1866.

Nous, George V, par la grâce de Dieu, roi de Hanovre, prince royal de la Grande-Bretagne et d'Irlande, duc de Cumberland, duc de Brunswick et de Lunebourg, etc.

Nous envoyons de loin notre salut royal à tous nos fidèles sujets.

Dans ces tristes jours d'un grand malheur que Dieu, dans sa volonté impénétrable a envoyé à nous, à notre maison royale et à notre royaume. Nous nous adressons à notre fidèle peuple hanovrien, le cœur navré, mais, en même temps, plein d'amour paternel.

Malgré nos efforts continuels pour empêcher la guerre fratricide en Allemagne, malgré la sollicitude avec laquelle nous nous sommes efforcé de conserver au moins la paix à notre royaume, le Roi de Prusse, notre cousin germain et jusque-là notre allié confédéré, a porté la guerre dans le pays sans que, pour notre part, nous lui ayons donné la moindre raison fondée.

Nous avons protesté auprès des puissances européennes contre cette attaque injustifiable, mais préméditée, qui nous mettait forcément en état de légitime défense, et pénétré d'horreur pour un combat d'Allemands contre Allemands, nous avons tout fait pour conduire, sans effusion de sang, notre armée sur le terrain confédéré des États du Sud.

Nos efforts ont été vains.

Forcée au combat, notre brave armée a glorieusement combattu les troupes prussiennes, et a ajouté ainsi une branche fraîche et brillante à la riche couronne de lauriers de son ancienne gloire.

Nous ne devons pas permettre que nos soldats, courageux dans leur héroïsme jusqu'à la mort, fussent sacrifiés à un ennemi trois fois plus fort qu'eux et dont ils étaient entourés de toutes parts. Nous avons donc consenti, le cœur serré, à la capitulation de Langensalza.

Quand nos confédérés étaient battus, nous nous sommes courbés également devant le sort inévitable de la guerre et nous avons offert la main au Roi de Prusse pour faire la paix avec lui qui, par la décision des batailles, était devenu le vainqueur de l'Allemagne; nous étions sincèrement prêts à faire tous les sacrifices que la nécessité nous imposerait.

Il a repoussé notre main et n'a pas voulu entendre les paroles de réconciliation que nous lui avons adressées. Maintenant le Roi de Prusse déclare qu'il annexe notre royaume à sa monarchie.

C'est ainsi que s'est effectué un acte politique, que nous n'avons pas cru possible entre États allemands, lesquels, comme membres indépendants, étaient unis entre eux par des traités formels pour se protéger réciproquement et pour conserver l'unité nationale; acte qui nous semblait impossible de la part d'un souverain, notre cousin germain et un de nos plus proches parents; — acte qu'avant tout nous devions tenir pour absolument impossible, d'après les assurances solennelles qu'il a données lui-même, il y a peu d'années, à nous et à ses sérénissimes confédérés allemands.

Nous avons protesté auprès de tous les Gouvernements des États civilisés contre cet acte injuste de l'incorporation de notre royaume à la Prusse, et contre la violation des droits de notre pays et de chacun de nos sujets.

Par la présente, nous déclarons hautement, solennellement, devant tous nos sujets que l'incorporation de notre royaume de Hanovre, qui est la légitime possession de notre maison royale, est illégale, nulle et non avenue, et que tous les actes de Souveraineté que le roi de Prusse pourrait commettre dans notre pays et les suites qui en ressortiront n'ont pour nous et nos successeurs dans le Gouvernement aucune obligation quelconque.

Nous remercions nos sujets bien-aimés pour les marques de fidélité qu'ils nous ont données, dans ces tristes jours, à nous et à notre famille royale, et qui ont attiré l'attention de l'Europe et leur ont valu l'estime universelle. Les liens du profond amour et de la cordiale affection qui nous unissent à eux, nous et notre maison royale, ces liens se sont fortifiés par là; nous vivons dans la ferme conviction que, malgré toutes les séductions et malgré toutes les menaces, l'ancienne fidélité et le dévouement toujours prêts à faire des sacrifices survivront, comme un joyau splendide, dans les cœurs de nos fidèles sujets, lesquels imiteront en cela l'exemple de leurs pères.

Comme le Tout-Puissant n'a pas voulu que la même injustice, commise, il y a soixante ans, ait eu de durée;

Comme il a rétabli le trône des souverains légitimes de notre pays, après les longues années de l'usurpation étrangère, et a, grâce au concours à jamais glorieux de nos fidèles sujets, rendu la vieille maison des Guelphes à son peuple, et le peuple à sa vieille maison des Guelphes;

Nous avons l'inébranlable confiance que le Tout-Puissant donnera de même aujourd'hui la victoire au droit et qu'il amènera de nouveau la réunion de notre maison royale avec notre fidèle peuple, que nous aimons chaleureusement.

Le courage des braves de Langensalza dans le combat a dignement répondu à l'exemple de leurs aïeux; les autres vertus de leurs pères, leur fidélité inébranlable, leur réflexion calme, leur ténacité persévérante, continuent à vivre dans notre peuple et nous garantissent qu'il ne se séparera pas de sa maison royale, avec laquelle il est inséparablement uni par l'histoire de presque mille ans, aussi bien dans les jours heureux que dans les jours néfastes. Nous espérons et nous attendons de nos fidèles sujets qu'ils persévèrent dans l'adversité pour arriver à un avenir plus heureux; qu'ils auront confiance en Dieu, le Tout-Juste, et qu'ils nous conserveront leur ancien amour pour nous, pendant le temps de notre éloignement.

Que la confiance en la toute-puissance du Seigneur nous remplisse tous de consolation et d'espoir, et qu'elle forme en même temps le lien qui nous unira plus étroitement pendant le temps de la séparation forcée.

Nous adressons ces paroles au cœur de nos fidèles et bien-aimés Hanovriens; nous prions avec ferveur le Très-Puissant qu'il veuille bientôt amener l'heure de notre réunion avec eux, et nous les recommandons tous, du fond de notre âme profondément émue, à sa protection tutélaire et à sa bénédiction éternelle.

Comme il se pourrait que, d'après la volonté impénétrable du Tout-Puissant, nous fussions rappelé de cette vie terrestre avant le temps, nous avons également fait signer cette royale proclamation par notre bien-aimé fils et successeur à la couronne, Son Altesse Royale, le Prince Royal Ernest Auguste, lequel nous en ayant lui-même exprimé le désir,

Nous avons ordonné d'apposer ci-contre notre sceau royal.

Donné à Hietzing, près Vienne, le 5 octobre 1866.

(L. S.) *Signé* : GEORGE REX.

ERNEST AUGUSTE

(L. S.) *Contre-signé* : ADOLPHE, comte de DE PLATEN-HALLERMUND.

HANOVRE.

Proclamation royale pour délier les fonctionnaires Hanovriens de leur serment de fidélité au roi de Hanovre, le 6 octobre 1866.

S. M. le roi Guillaume de Prusse ayant pris possession du pays et de son Gouvernement par patente du 3 de ce mois, en exécution de la loi du 20 septembre¹ concernant la réunion du royaume de Hanovre à la monarchie prussienne, loi publiée par le recueil des lois hanovriennes, tous les sujets du royaume de Hanovre ont reçu l'ordre de reconnaître désormais le roi de Prusse comme leur Roi et souverain, et de prêter obéissance à toutes ses lois, ordonnances et prescriptions.

Considérant d'un cœur paternel la position pénible, douloureuse pour la conscience, dans laquelle se trouvent placés par suite, beaucoup des plus fidèles sujets de S. M. le roi George V a daigné d'avance

1. Voir plus haut, p. 208.

délier, sous réserve de tous ses droits tous les sujets du royaume et notamment tous ceux qui sont employés dans le service civil du Roi, dans les fonctions ecclésiastiques ou d'instruction, de leurs liens de sujétion et de leur serment envers Sa Majesté ou ses successeurs légitimes, pour le cas actuel d'un conflit entre leurs devoirs, et ce qu'exige d'eux S. M. le roi de Prusse et en tant que l'accomplissement de ce qui est exigé d'eux se trouve en contradiction avec ces devoirs, mais sous la réserve que ces derniers redeviendraient obligatoires au moment où le roi George V ou l'un de ses successeurs légitimes arriveraient à reprendre possession du Gouvernement dans le royaume.

En portant cette résolution à la connaissance du public, avec la satisfaction de tranquilliser ainsi mainte conscience troublée, nous croyons aussi pouvoir nous livrer à l'espoir que les serviteurs civils du Roi n'hésiteront pas en conséquence de continuer leurs fonctions au nom de S. M. le roi de Prusse. Dans des jours difficiles comme ceux d'aujourd'hui, chacun a, à un plus haut degré, l'obligation de servir la patrie avec le talent qui lui est donné, même contre ses inclinations personnelles, et de contribuer, suivant sa position, à ce que le droit et le bien commun prospèrent et s'accroissent, même dans le nouvel ordre de choses où les décrets impénétrables de Dieu nous ont placés.

Puisse Dieu le Seigneur conserver dans l'avenir aussi, à notre pays, les riches bénédictions qu'il lui a données jusqu'ici. Puisse-t-il accorder à S. M. le roi George et à sa maison royale la consolation et la joie, même dans le rude malheur qui vient de les frapper !

Hanovre, le 6 octobre 1866.

Les secrétaires généraux des ministères royaux.

(L. S.) *Signé* : DE SEEBACH, HEINRICHS, BRUEL,
FRANKE, HARTMANN.

PRUSSE.

Allocution du gouverneur civil, M. de Platow après la lecture de la patente d'incorporation de la ville de Francfort à la monarchie prussienne, le 8 octobre 1866.

Messieurs,

Le moment où s'opère cette modification doit être profondément émouvant pour vous, les membres du Sénat et du Conseil, pour les

autres provinces réunies ici, et pour les citoyens libres jusqu'ici de Francfort.

Mais aussi pour ceux qui ont séjourné jusqu'ici dans les murs de cette ville comme étrangers, pour tout Allemand et pour tout ami de l'histoire d'Allemagne, ce moment a quelque chose de touchant.

Les empereurs d'Allemagne, formant une série qui embrasse plus de mille ans, nous regardent dans cette salle où leurs portraits sont peints par des maîtres ; du haut de ce balcon, on annonçait au peuple les élections dont le résultat était souvent décisif pour les destinées de l'Allemagne, pour celles du monde.

Les rues de Francfort, les formes particulières de ses maisons bourgeoises, comme les magnifiques édifices élevés dans les temps modernes pour le culte et l'école, la science et les beaux-arts, nous montrent un grand passé, une vie communale richement développée.

Mais, messieurs, l'histoire du monde ne se dirige pas d'après des sentiments, des souvenirs. Elle marche constamment en avant ; de nouveaux temps apportent de nouvelles exigences ; les anciennes formes sont obligées de céder la place aux nouvelles.

Vous, messieurs, et tous les anciens citoyens libres de Francfort, avez perdu votre autonomie.

C'est là une perte dont la grandeur, si vous le voulez, échappe à toute estimation.

Mais mainte compensation vous est donnée pour cela.

Vous obtenez une patrie dans le sens éminent dans lequel vous n'en aviez pas jusqu'ici et vous ne pouviez en avoir.

Vous êtes réunis à un État qui, dans des temps graves, et encore tout récemment, a prouvé par l'excellente organisation, la bonne direction et la bravoure de son armée et de son peuple en armes, qu'il peut se tenir fermement sur ses propres pieds et sait protéger ses droits et ceux de ses citoyens partout et contre qui que ce soit.

A l'avenir, vous ne subirez plus l'histoire du monde, vous contribuerez à la faire vous-mêmes.

Vous devenez citoyens d'un État qui, le premier, a compris clairement qu'un temps nouveau était arrivé, et a su donner ce qu'exigeait le temps, d'une main énergique, mais modérée ; qui, le premier, a rompu les chaînes qui retenaient le développement national et économique, et a rétabli la liberté de la personne et de la propriété, la liberté de l'industrie, du commerce, du domicile.

Vous devenez citoyens d'un État qui, le premier par la création du Zollverein, par les conventions monétaires, postales, télégraphiques et d'autres, a ramené l'Allemagne vers l'unité, du moins sous maints rapports importants.

Vous devenez citoyens d'un État où la religion et l'instruction, la science et les beaux-arts, le commerce et l'industrie ont toujours été cultivés et protégés avec soin, où la justice jouit d'une légitime réputation, où l'administration est bien ordonnée, intelligente et bienveillante.

La Prusse peut vous offrir tout cela, grâce aux principes grands et glorieux, qui ont constamment inspiré sa politique.

Vous aussi, messieurs les citoyens de cette ville, vous trouverez désormais un solide abri et refuge dans un Seigneur royal qui dirige avec sagesse et justice, avec force et douceur, les provinces de son grand royaume.

S. M. le roi vous a annoncé, en termes chaleureux partant du cœur, ce qu'il veut vous accorder, ce qu'il veut être pour vous.

Saisissez d'un sentiment fidèle la main qui vous est offerte, devenez pour lui aussi ce que vous pouvez être pour lui; exprimez pour la première fois, comme nouveaux Prussiens, le sentiment qui anime les cœurs de tous les anciens Prussiens : Dieu conserve, Dieu bénisse le roi ! Unissez-vous tous dans ce cri :

Vive S. M. Guillaume roi de Prusse !

FRANCE. — ITALIE.

Procès-verbal de la remise de la forteresse de Peschiera à la municipalité de la place, le 9 octobre 1866.

Entre les soussignés :

M. le général de division Lebœuf, aide de camp de l'Empereur des Français, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc.,

Chargé par Sa Majesté de remettre en son nom la place de Peschiera,
D'une part ;

Et MM. les membres de la municipalité de la susdite place,
D'autre part ;

Il a été dit et arrêté ce qui suit :

Le général de division Lebœuf, en vertu des pleins pouvoirs qui lui ont été donnés par S. M. l'Empereur des Français, déclare par ces présentes remettre la place de Peschiera entre les mains de ses autorités municipales, qui prendront les mesures qu'elles jugeront nécessaires pour assurer la sécurité publique.

De leur côté, les membres de la municipalité de la place de Peschiera déclarent accepter la remise de cette place aux conditions énoncées ci-dessous.

Fait en double expédition.

Peschiera, le 9 octobre 1866.

Le commissaire de S. M. l'Empereur des Français,

Signé : LEBOEUF.

Les membres de la municipalité de la place de Peschiera,

Signé : CANTONI I, député,

Signé : DANIELI II, député,

Signé : GOZZI, secrétaire.

AUTRICHE.

Lettre de l'Empereur au comte Belcredi ministre d'Etat, en date de Schönbrunn, le 13 octobre 1866.

Monsieur le comte Belcredi,

Lorsque par mon manifeste du 17 juin dernier, j'annonçais à mes peuples, avec une douleur profonde, une guerre inévitable pour défendre les justes droits de l'Autriche, les peuples ont, dans ce moment solennel, répondu à mon appel par un dévouement qui a causé à mon cœur péniblement atteint une véritable satisfaction.

Ce fut pour moi une consolation de voir que dans un pareil moment monarque et peuple étaient animés des mêmes pensées, du même sentiment.

Les événements malheureux survenus au Nord, les lourds sacrifices que ces événements ont imposés à mon empire, n'ont pas ébranlé parmi le peuple l'esprit de dévouement patriotique.

Dans la capitale et dans beaucoup de parties de la monarchie, des milliers ont pris volontairement les armes, soit pour renforcer les rangs de l'armée ou former des corps francs; soit pour défendre les frontières contre des invasions ennemies.

Cet esprit de dévouement s'est même confirmé pendant l'armement des troupes. Dans mon fidèle comté du Tyrol, toute la population virile, enflammée par son amour pour la patrie, s'est soulevée pour résister héroïquement à l'ennemi et, au milieu des souffrances les plus amères, les plus rudes, mon royaume de Bohême bien-aimé a montré

une attitude qui n'appartient qu'à un peuple qui, de même que les vaillants enfants du Tyrol, a donné à l'histoire nationale par son attachement fidèle au souverain héréditaire, à l'empire et à son propre pays un éclat qui ne pâlira jamais.

Durant le cours des événements, ces souffrances se sont malheureusement étendues à d'autres provinces, à la Moravie, à la Silésie, à une partie de la basse Autriche, du Tyrol méridional et du territoire de Gorice, et partout le sentiment de fidélité, non-seulement ne s'est pas affaibli un seul instant parmi la population mais il s'est manifesté d'une manière remarquable dans les occasions même les plus dange-reuses. J'ai été touché du tendre intérêt et du véritable dévouement que toutes les classes de la population ont montrés pour les soldats blessés et malades.

Aux impressions douloureuses produites par des jours infortunés est venu se joindre le souvenir ineffaçable des marques les plus chères de fidélité et du noble dévouement de mes peuples, et c'est du plus profond de mon cœur que je leur exprime ici ma reconnaissance.

Je vous charge de porter ceci à la connaissance générale et surtout d'en faire part aux représentants de mes royaumes et provinces lors de leur prochaine réunion.

Il appartient à mon gouvernement d'employer tous les moyens aptes à guérir les blessures profondes causées par la guerre.

L'activité la plus grande est ici un devoir sacré pour l'accomplissement duquel je compte sur le zèle de tous les agents du gouvernement.

Quiconque, dans un temps difficile, a fait des sacrifices pour le pays, a le droit de compter sur un concours que le droit et la justice ne permettent pas de retarder.

Vous aurez à me rendre compte d'une manière suivie des mesures que vous aurez prises.

Schönbrunn le 13 octobre 1866.

FRANÇOIS-JOSEPH.

WURTEMBERG.

**Adresse de la Chambre des députés, dans la séance
du 13 octobre 1866.**

Sire,

Votre Majesté a daigné convoquer les États du pays, au moment où les événements les plus graves viennent de se déchaîner sur l'Allemagne.

Une guerre courte, mais sanglante, a dissous la Confédération germanique, séparé l'Autriche du reste de l'Allemagne, agrandi la Prusse, et une Confédération du Nord ayant été formée, les États du sud-ouest de l'Allemagne restent livrés à eux-mêmes.

Quoique le discours qui a ouvert la session des États, et qui a été prononcé au nom de Votre Majesté, ne dise rien de la situation générale où les événements des derniers mois nous ont jetés, la Chambre des Députés n'en croit pas moins de son devoir de s'expliquer sur cette situation.

Le gouvernement de Votre Majesté lui-même désirera connaître la manière de voir de la représentation du pays, et le peuple a le droit d'attendre de la Chambre qu'elle expose les principes qu'elle suivra dans ces temps de bouleversement.

Avant tout et avec franchise, nous déclarons que les faits n'ont en rien modifié les convictions que nous avons défendues dès avant le commencement de la guerre.

Et quand les conséquences de la guerre devraient nous montrer comme impossibles les résultats auxquels ont toujours tendu nos efforts, nous n'en rappellerons pas moins que l'unification de l'Allemagne *entière* est depuis un demi-siècle le cri de ralliement des patriotes allemands. Et les plus généreuses idées d'une nation ne s'étouffent pas sous la pression des difficultés qui surgissent.

Mais nous sommes vaincus par les faits, et c'est notre devoir de travailler sur le terrain nouveau pour le bien du peuple.

Nous devons admettre que la présente constitution de l'Allemagne a fait éprouver aux autres États isolés un affaiblissement réel vis-à-vis de l'étranger; et nous espérons pourtant que toute attaque sur le sol allemand trouverait la nation prête pour une vaillante défense.

Quant à nous réunir à la Confédération du Nord, nous n'eussions pas été en état de le faire, quand même nous l'eussions voulu, parce que la Prusse n'est pas en position de la former.

Pour nous, la liberté du peuple est du même poids dans la balance que l'union de l'Allemagne pour la défense extérieure. Nous devons au peuple de réunir tous nos efforts pour lui conserver les bienfaits de la Constitution dont il a joui jusqu'ici, et pour le protéger contre tout ce qui pourrait entraver son perfectionnement.

Voici donc quelle est la base qu'il nous semble falloir adopter pour concilier l'existence autonome de l'État, isolément pris, avec l'unification des États de même nationalité, — le libre développement de la vie constitutionnelle, avec une alliance satisfaisante de l'Allemagne du Nord et de celle du Sud.

C'est en vain que nous cherchons du côté de cette Confédération les

garanties propres à protéger nos droits et à assurer nos progrès dans la voie de la liberté.

Aussi ne pouvons-nous pas encore admettre, qu'il nous faille nous réunir à la Confédération du nord de l'Allemagne.

Quoique loin de toute hostilité contre la Prusse et systématiquement opposés à toute idée d'une séparation permanente entre le sud et le nord de l'Allemagne, nous ne pouvons nous empêcher de qualifier de faute cet empressement des États du Sud à prendre vis-à-vis du Nord une position dont, dans les circonstances données, on ne saurait calculer la portée.

La crainte de l'isolement va les jeter dans une précipitation infiniment plus dangereuse, car rien n'est encore prêt pour une occurrence semblable.

Un lien plus étroit, fondé sur la base d'une représentation parlementaire commune, pourrait donner une tournure plus favorable à la position des États du Sud, qu'en effet nous sommes loin de considérer comme soutenable.

Quand même cette alliance rencontrerait pour le moment des obstacles insurmontables, une union de ces États au sujet de l'importante affaire de la défense contre l'étranger, et par conséquent de l'organisation militaire en première ligne, est si impérieusement imposée par la nature même des choses, que pas un d'eux ne voudrait s'y refuser.

De plus la situation actuelle exige péremptoirement le prompt couronnement des institutions intérieures. Nous croyons être parfaitement d'accord avec V. M. Royale, en affirmant que seul un peuple dont les vœux légitimes sont satisfaits et dont les forces sont utilisées par une organisation convenable, peut attendre fermement les événements à venir avec autant de calme et de sécurité que le permettent les conditions ébranlées de l'Allemagne.

Nous nous permettons donc de prier le Gouvernement d'expédier aussi vite que possible les projets relatifs aux changements à opérer dans l'organisation de l'administration et dans la réforme de la Constitution.

La modification de la Constitution surtout nous paraît en certaines de ses parties comme un des problèmes les plus urgents, en d'autres comme la mesure la plus efficace pour fortifier et raffermir la confiance entre le Gouvernement et le peuple.

Une demande non moins urgente du peuple se rapporte à la modification de notre système militaire.

La nécessité de supprimer le tirage au sort et le droit de se faire remplacer, en un mot la nécessité de développer toutes les forces du peuple, n'a plus besoin aujourd'hui de justification.

Mais il ne s'agit pas seulement d'une imitation d'un état de choses qui existe ailleurs et qui écraserait sous des charges insupportables ; il s'agit de mettre d'accord la conscription générale avec les exigences de la vie civile et les ressources matérielles du pays.

Ce problème, tout difficile qu'il paraît, n'est pas impossible à résoudre, et il faut qu'il trouve sa solution promptement, si l'on veut que les petits États conservent encore quelque importance.

Nous espérons qu'à ce sujet aussi on nous présentera bientôt des projets conformes.

Que la Providence bénisse les résolutions de Votre Majesté Royale, et qu'elle les fasse servir au salut de notre patrie restreinte, comme de notre grande patrie.

Nous sommes, avec le plus profond respect,
de Votre Majesté Royale,
la très-humble, très-obéissante et très-dévouée
Chambre des Députés.

PRUSSE.

**Adresse d'une députation de la ville de Hanovre au roi de Prusse,
présentée le 15 octobre 1866.**

Très-auguste ! très-puissant Roi ! très-gracieux Roi et Seigneur !

C'est avec le plus profond respect que le magistrat et le premier bourgmestre de la ville de Hanovre s'approchent du sublime trône de Votre Majesté Royale.

Des événements d'une puissante portée ont amené la réunion à la monarchie prussienne du pays dont nous représentons la capitale.

Votre Majesté royale — comme nous l'avons constaté dans la proclamation adressée aux habitants de ce pays — rend justice aux sentiments qui animent la population d'une ville, qui, depuis des siècles, est restée fidèlement attachée à la maison souveraine dans les bons comme dans les mauvais jours, et qui est aujourd'hui irrévocablement séparée du pays de Hanovre.

Que Votre Majesté veuille nous faire la grâce de recevoir l'assurance que non-seulement les citoyens du Hanovre se rendront avec nous à la nécessité imposée par la force des choses accomplies, mais que, comme citoyens allemands, ils ont plutôt la volonté sincère d'entrer dans le grand cercle d'action d'un État, de la prospérité duquel dé-

pend l'avenir de l'Allemagne ; que nous remplissons sincèrement et fidèlement nos devoirs vis-à-vis du trône et de la patrie, les devoirs que nous imposent l'incorporation à un peuple d'une patrie plus vaste ; et que nous travaillerons vigoureusement avec vous aux grandes tâches imposées à la Prusse et à l'Allemagne.

Nous avons toute confiance dans la parole royale de Votre Majesté que les institutions populaires de notre pays de Hanovre nous seront conservées en tant qu'elles sont l'expression de particularités locales et ne portent point préjudice à l'unité de l'Etat et aux changements à intervenir dans l'intérêt de l'unité.

Quoique le nouvel état de choses ait cruellement éprouvé ceux auxquels la capitale du Hanovre créait une source de bien-être et qui se trouvent sous le coup de pertes inévitables, nous ne vivrons pas moins dans le ferme espoir que Votre Majesté daignera maintenir sur cette terre allemande les précieuses institutions que nos souverains, dans leur sollicitude libérale, ont créées dans le cours des temps, les riches constructions, les collections, les établissements artistiques et scientifiques pour l'éducation et l'instruction de la jeunesse, pour le progrès des métiers et de l'industrie ; nous espérons que Votre Majesté ne laissera point tarir les sources dont dépendent le progrès et la prospérité de la ville.

Que Votre Majesté et la maison royale, telle est notre humble prière, veuillent conserver leurs grâces à notre ville natale.

Nous implorons Dieu pour que l'incorporation des Hanovriens dans le peuple de Votre Majesté Royale puisse servir à la puissance de la Prusse et soit une bénédiction pour l'Allemagne.

Nous sommes, de Votre Majesté Royale les très-humbles et très-obéissants

Magistrat et bourgmestre de la ville de Hanovre.

PRUSSE.

Réponse du Roi à la députation de Hanovre.

Je suis très-heureux de me trouver en présence de cette députation ; je sais que cette démarche vous a été pénible.

En présence d'événements tels qu'ils se sont passés l'été dernier, il est de notre devoir de nous faire des déclarations franches et ouvertes.

Je ne répéterai pas ce que j'ai dit à d'autres députations de mes

nouveaux sujets. Chacun a pu se convaincre ces dernières années que des changements devaient intervenir en Allemagne.

Quand la guerre menaça d'éclater je n'ai pas voulu que les princes et les Gouvernements des pays enclavés dans la Prusse restassent un seul instant incertains au sujet de leur sort, dans le cas où la victoire pencherait de mon côté.

En se rangeant du côté de la Prusse où leurs intérêts les appelaient j'aurais maintenu leur intégrité : en faisant cause commune avec mes ennemis, je ne répondais de rien.

J'ai fait à plusieurs reprises et d'une manière pressante des ouvertures auxdits Gouvernements ; mes représentations n'ont pas été couronnées de succès.

Les procédés que j'ai dû employer vis-à-vis du Hanovre, procédés imposés par la nécessité, m'ont été particulièrement pénibles, car de tout temps la maison souveraine de Hanovre a entretenu des rapports intimes avec la maison royale de Prusse.

Jamais mon frère ni moi n'avons songé à réunir le Hanovre à la Prusse autrement que par des liens d'une alliance étroite.

J'ai vécu des mois entiers dans l'espoir d'amener une entente avec le Roi de Hanovre et son Gouvernement, et même dans les derniers quinze jours, je n'avais pas perdu tout espoir.

Mais puisque la nécessité a amené une autre solution, je n'en suis pas moins charmé des preuves de fidélité et d'attachement que mes nouvelles provinces témoignent à leurs anciens souverains, je vois, dans ces sentiments, la garantie de la même fidélité et du même attachement pour ma personne et mon Gouvernement quand il aura prouvé qu'il les mérite.

Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour la ville de Hanovre, que vous représentez spécialement, afin d'atténuer les pertes inévitables, je vous en donne ma parole royale.

C'est précisément le sort des capitales qui m'a le plus douloureusement affecté. Mais il est impossible de remédier à tout, à savoir : les théâtres de la Cour, les emplois supérieurs, etc., etc.

Je maintiendrai et je ménagerai comme je l'ai promis dans ma proclamation ce qui est possible de maintenir et de ménager.

Veillez rassurer à ce sujet la bourgeoisie, et j'espère que dans la visite que je ferai prochainement à la ville, je pourrai rassurer verbalement la population sur mes intentions.

ITALIE.

**Proclamation du duc de La Verdura, commissaire du Roi
à Vérone, le 18 octobre 1866.**

Italiens de la province de Vérone !

Au nom du magnanime Roi Victor-Emmanuel II, je viens dans cette noble province pour y inaugurer le Gouvernement national.

La domination des étrangers a enfin cessé. La nation appelle ses enfants à l'exercice de leurs droits, la coopération de tous à la chose publique constitue sa force.

J'invoque donc et je réclame votre concours et votre œuvre.

Vous avez assez prouvé à vos frères et à l'Europe entière, que les forteresses armées et les armées menaçantes ne pouvaient pas éteindre en vous le feu sacré de la liberté et le sentiment sacré de la patrie.

Vous prouverez maintenant à vos frères et à l'Europe entière, que des excès de la tyrannie et des douleurs de l'esclavage on peut sortir mûr pour le Gouvernement libre.

Véronais !

L'affranchissement de cette noble province ouvre une ère nouvelle à notre patrie.

Nous avons soupiré après l'autonomie nationale et la liberté politique, parce que d'elles seules dépendent la vie et la félicité pour un peuple.

L'Italie entre aujourd'hui dans une nouvelle carrière aussi difficile que celle dont elle est sortie victorieuse.

La joie avec laquelle les villes sœurs saluent l'affranchissement de Vérone est une joie solennelle ; elle dit : Aujourd'hui l'Italie est une, libre, indépendante ; demain elle sera riche et prospère, et elle donnera l'exemple de la sagesse civile et de toute noble discipline.

Vive l'Italie ! Vive le Roi !

Vérone, 18 octobre 1866.

Le commissaire du roi,

Signé : DUC DE LA VERDURA.

FRANCE. — ITALIE.

**Procès-verbal de la remise de Venise au gouvernement Italien
par le général Le Bœuf, le 19 octobre 1866.**

Entre les soussignés : M. le général de division *Le Bœuf*, aide de camp de l'Empereur des Français, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., chargé par Sa Majesté de remettre en son nom la place de Venise, d'une part;

Et MM. les Membres de la municipalité de la susdite place, d'autre part;

Il a été dit et arrêté ce qui suit :

Le général de division *Le Bœuf*, en vertu des pleins pouvoirs qui lui ont été donné par S. M. l'Empereur des Français, déclare par ces présentes remettre la place de Venise entre les mains de ses autorités municipales, qui prendront les mesures qu'elles jugeront nécessaires pour assurer la sécurité publique.

De leur côté les Membres de la municipalité de la place de Venise déclarent accepter la remise de cette place aux conditions énoncées ci-dessus.

Fait en double expédition à Venise, le 19 octobre 1866.

Le commissaire de S. M. l'Empereur des Français

Signé : LE BOEUF.

Les membres de la municipalité de la place de Venise,

*Signé : MERCANTONIO GASPARI , GIOVANNI PIETRO comte
GRIMANI , ANTONIO comte GIUSTINIANI RECA-
NATI, assesseurs.*

Procès-verbal de remise de la Vénétie.

L'an 1866, le 19 octobre, à huit heures du matin, se sont réunis : d'une part, M. le général de division *Le Bœuf*, aide de camp de l'Empereur des Français, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., commissaire de Sa Majesté en Vénétie;

Et d'autre part, M. le comte *Luigi Michiel*, M. le chevalier *Edouard de Betta* et le docteur *Achille Kelder*, formés en commission;

Et là M. le général *Le Bœuf* a prononcé l'allocation suivante :

Messieurs,

« Délégué par l'Empereur Napoléon III pour recevoir des autorités militaires autrichiennes les forteresses et territoires de vos provinces,

il me reste à remettre entre vos mains les droits qui ont été cédés à Sa Majesté.

« C'est pour accomplir cette dernière partie de ma tâche que je vous ai convoqués.

« Vous savez déjà dans quel but l'Empereur a accepté la cession de la Vénétie. Sa Majesté s'en est expliquée dans une lettre adressée, en date du 11 août, au roi d'Italie, et pour vous instruire des intentions de mon auguste Souverain, je ne saurais mieux faire que de vous donner lecture de ce document :

« Monsieur mon frère,

« J'ai appris avec plaisir que Votre Majesté avait adhéré à l'armistice et aux préliminaires de paix signés entre le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche. Il est donc probable qu'une nouvelle ère de tranquillité va s'ouvrir pour l'Europe. Votre Majesté sait que j'ai accepté l'offre de la Vénétie pour la préserver de toute dévastation, et prévenir une effusion de sang inutile. Mon but a toujours été de la rendre à elle-même, afin que l'Italie fût libre des Alpes à l'Adriatique. Maîtresse de ses destinées, la Vénétie pourra bientôt, par le suffrage universel, exprimer sa volonté. Votre Majesté reconnaîtra que, dans ces circonstances, l'action de la France s'est encore exercée en faveur de l'humanité et de l'indépendance des peuples.

« Je vous renouvelle l'assurance des sentiments de haute estime et de sincère amitié avec lesquels je suis,

« De Votre Majesté, le bon frère,

« NAPOLEON. »

« Messieurs, l'Empereur connaît depuis longtemps les aspirations de votre pays. Sa Majesté sait qu'il désire être réuni aux États du Roi Victor-Emmanuel, avec qui il a combattu naguère pour l'affranchissement de l'Italie.

« Mais, par respect pour le droit des nationalités et pour la dignité des peuples, l'Empereur a voulu laisser aux Vénitiens le soin de manifester leur vœu. Ils sont dignes de comprendre cet hommage rendu à la souveraineté populaire sur laquelle reposent les Gouvernements de la France et de l'Italie.

« L'Empereur témoigne ainsi une fois de plus de son respect pour les principes qu'il s'est toujours fait un honneur de défendre, et des sentiments d'amitié dont il a donné des marques réitérées à toute la Péninsule.

« Sa Majesté est heureuse d'avoir secondé, par les efforts de sa politique, le patriotisme et le courage de la nation italienne. »

M. le comte Michiel, au nom des membres de la Commission, a répondu en italien dans les termes suivants :

« Quand, en 1859, les armées alliées triomphèrent en Lombardie de nos oppresseurs, nous croyions au cri : *des Alpes à l'Adriatique*, notre salut achevé ; la main glacée de la diplomatie nous enleva cette certitude. Mais cette main n'a pas pu comprimer les battements du cœur de ce peuple, qui a redoublé les sacrifices, confiant dans son avenir qui était l'avenir de l'Italie, ni détourner son puissant allié de coopérer à la délivrance de ceux qui avaient su s'en montrer dignes.

« Nous, et avec nous tous les Vénitiens, nous vénérons l'œuvre de la Providence et nous remercions le magnanime allié de notre bien-aimé Roi, qui, pendant que l'on versait un sang généreux sur les champs de bataille, a hâté, par sa puissante médiation, le moment de notre indépendance et la réunion au royaume d'Italie. »

Ensuite, M. le général Le Bœuf a pris de nouveau la parole, et a déclaré ce qui suit :

« Au nom de S. M. l'Empereur des Français, et en vertu des pleins pouvoirs et mandement qu'il a daigné nous conférer,

« Nous général de division Le Bœuf, aide de camp de S. M. l'Empereur des Français, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., commissaire de Sa Majesté en Vénétie ;

« Vu le Traité signé à Vienne, le 14 octobre 1866, entre S. M. l'Empereur des Français et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, etc., etc., au sujet de la Vénétie ;

« Vu la remise qui a été faite de ladite Vénétie, le 19 octobre 1866, par M. le général de Moering, commandeur de la Couronne de fer, etc., etc., commissaire de S. M. l'Empereur d'Autriche en Vénétie ;

« Déclarons remettre la Vénétie à elle-même pour que les populations, maîtresses de leur destinée, puissent exprimer librement, par le suffrage universel, leurs vœux au sujet de l'annexion de la Vénétie au royaume d'Italie. »

De son côté, M. le comte Michiel, au nom de la Commission, a déclaré donner acte à M. le général Le Bœuf de la remise faite de la Vénétie à elle-même au nom de S. M. l'Empereur des Français, dans les termes et aux clauses énoncées ci-dessus ;

En foi de quoi, le présent procès-verbal, qui sera déposé aux archives nationales, a été signé par le commissaire de S. M. l'Empereur des Français et par MM. les membres de la Commission.

Fait en double expédition à Venise, le 19 octobre 1866.

Le commissaire de S. M. l'Empereur des Français.

Signé : Général LE BOEUF.

Étaient présents et ont signé :

Léon Pillet, consul général de France; le capitaine de frégate, *E. Vicary*.

Les membres de la Commission : *Luigi Michiel*, *Edoardo de Betta*, *Emi Kelder*, docteur *Achille*.

Le capitaine de vaisseau, *J. de Surville*.

ÉTATS-ROMAINS.

**Allocution pontificale prononcée le 29 octobre 1866,
en consistoire secret, sur les affaires de la Russie.**

Vénérables frères,

La douloureuse et jamais assez déplorée situation de l'Église catholique, dans le royaume de Pologne et l'empire de Russie, que nous sommes contraint de signaler encore avec une profonde affliction, vous est trop bien connue.

Dès l'origine de notre suprême pontificat, désirant ardemment pourvoir aux affaires de notre très-sainte religion si éprouvée dans ces contrées et au bien spirituel de ces fidèles, nous fîmes toutes les démarches à cet effet et nous conclûmes une convention avec le très-auguste et très-puissant empereur de Russie, roi de Pologne.

Mais tous nos efforts furent inutiles, car non-seulement cette convention resta inexécutée dans sa majeure partie; ses plus importants articles furent complètement violés, alors qu'il nous était promis de les conduire au terme désiré, mais encore ces accords furent de plus en plus foulés aux pieds, comme les promesses faites par les empereurs de Russie, rois de Pologne; la guerre que le Gouvernement russe avait, depuis longtemps, déclarée au catholicisme, se développa de plus en plus dans ces tristes temps, au point de menacer de détruire radicalement notre foi dans ces régions.

C'est en vain que nous adressâmes nos prières à ce Gouvernement par notre secrétaire d'État, en vain que nous écrivîmes à l'auguste Prince lui-même des lettres qui n'obtinrent même aucune réponse.

Nous laissons de côté tout ce que nous avons déjà rapporté et déploré amèrement, dans notre encyclique, à nos vénérables frères les évêques de Pologne et de Russie, document qui fut livré à l'impression.

Ce même Gouvernement attaquant l'Église par une persécution de

plus en plus grave, empêcha même que l'évêque de Chelm préconisât par nous depuis plus de trois ans, pût recevoir la consécration épiscopale.

Après avoir envoyé dans un lointain exil notre vénérable frère Sigismond, archevêque de Varsovie, et lui avoir très-sévèrement interdit toute communication avec les fidèles de son diocèse, il ne s'est pas borné à mettre obstacle au sacre de notre cher fils Paul Rzewuski, vicaire général de Varsovie et évêque de Prusse *in partibus infidelium* par nous choisi, mais encore il l'a fait saisir militairement et l'a aussi exilé.

Tout cela parce que le même vicaire général avait soin de transmettre aux autres évêques diocésains de Pologne les écrits qui émanaient de nous.

A peine Mgr Rzewuski jeté en exil, le chef civil de Varsovie n'hésita pas à mander devant lui les chanoines de l'Église métropolitaine de Varsovie et à leur enjoindre d'élire dans le moindre délai un autre vicaire capitulaire de leur choix ; mais le chapitre a résisté à cet ordre injuste, avec autant de raison que d'honneur, d'autant plus que d'autres avaient été désignés par l'archevêque de Varsovie lui-même pour remplir les fonctions de vicaire général si notre cher fils Rzewuski venait à être expulsé, comme malheureusement la chose advint.

L'évêque de Vilna, depuis longtemps arraché à son diocèse, vit aussi tristement en exil, sans pouvoir, en aucune manière, remplir ses fonctions et veiller au bien du troupeau qui lui a été confié.

En outre, mes vénérables frères, le Gouvernement russe a promulgué des décrets par lesquels l'Église catholique, son autorité, ses lois et sa discipline sont foulés aux pieds.

Par ces décrets, presque tous les monastères des ordres réguliers des deux sexes ont été supprimés, tous les biens de ces ordres monastiques ont été attribués au Trésor public, et le très-petit nombre de familles religieuses qui subsistent encore, se sont vues séparées de l'autorité de leurs supérieurs généraux, elles ont été soumises à la juridiction des ordinaires et tout le clergé catholique, tant en Pologne que dans l'empire de Russie, a été spolié de ses biens, encore bien qu'ils appartenissent aux évêques, au chapitre, aux paroisses, aux bénéficiers ou à un institut quelconque et aux œuvres pies ; les revenus de ces propriétés ont été confiés à l'administration des finances publiques.

Par ces mêmes décrets, contrairement aux lois ecclésiastiques, à l'autorité du Saint-Siège et à tous les droits, on a établi une nouvelle organisation du clergé catholique, de nouveaux règlements pour les chapitres de chanoines dans tous les diocèses, une nouvelle division de paroisse ; on a aboli les chapitres des églises collégiales, on a détruit l'autorité et la liberté des évêques qui, maintenant, ne peuvent

plus, sans le consentement du pouvoir civil, nommer aucun curé, aucun administrateur de paroisse, ni même aucun vicaire.

Par un autre décret de ce Gouvernement le diocèse catholique de Kamenieki a été supprimé et enlevé à son pasteur pour être joint à l'administration des diocèses de et de Zitomir.

Les curés légitimes des diocèses de Sandomir et de Cracovie, ont été au gré du Gouvernement renvoyés d'une paroisse à l'autre, changés de classes et remplacés par d'autres ecclésiastiques.

Les édifices du séminaire diocésain de Plock ont été confisqués et l'évêque a été contraint d'envoyer les élèves ecclésiastiques dans le monastère qui avait appartenu aux religieux franciscains hors des murs.

Toute liberté de communication a été en outre refusée aux prêtres qui ne peuvent plus s'éloigner de plus de mille pas de leur résidence et avoir des rapports entre eux.

Les relations des fidèles avec le Siège apostolique sont aussi interdites et supprimées par le Gouvernement russe avec une telle sévérité, que nous avons cessé absolument, à la grande douleur de notre âme, de pouvoir donner les soins de notre ministère apostolique à cette portion chérie du troupeau du Seigneur et d'apporter aucun secours à ses misères individuelles.

Plût à Dieu qu'on ne vît pas confirmer la triste nouvelle qui nous est récemment parvenue, que l'évêque de Chelm et la majeure partie des chanoines de sa cathédrale ont été, par ordre du Gouvernement, transportés dans des régions inconnues.

Nous ne parlons pas des ruses, des artifices, des efforts de tout genre, par lesquels ce Gouvernement travaille à arracher les fils de l'Église de son sein, et à les entraîner de toutes ses forces vers le plus funeste des schismes; nous ne disons rien des prisons, de l'exil et des autres peines dont les évêques et les ministres sacrés de l'Église, ainsi que des religieux et de simples fidèles ont été misérablement frappés pour leur ferme attachement à leur religion et à la défense des droits de l'Église.

Tout cela sera plus manifestement prouvé dans l'exposé détaillé de tous les faits que nous avons ordonné d'imprimer pour vous être prochainement remis, avec les documents nécessaires.

Ainsi, tout l'univers catholique connaîtra cette guerre prolongée que le Gouvernement russe a déclarée à notre très-sainte religion, afin de l'effacer entièrement dans le royaume de Pologne et l'empire de Russie.

Nous n'ignorons pas que ce Gouvernement a saisi l'occasion d'une très-funeste et tout à fait condamnable révolte pour prendre ces résolutions si cruelles contre l'Église catholique, tandis qu'il pouvait

réprimer et punir les faits de rébellion par les moyens permis sans faire peser sur l'Église même cette redoutable guerre.

Et plutôt à Dieu que nul des ministres de notre religion ne se fût immiscé dans les mouvements pernicieux de cette crise!

Aussi condamnons-nous et réprimons-nous hautement de nouveau, comme nous l'avons déjà fait, la révolte, et nous avertissons et exhortons tous les fidèles, particulièrement les ecclésiastiques, qu'ils doivent chasser de leur esprit les principes impies de la rébellion, être soumis aux puissances élevées au-dessus d'eux, et leur obéir fidèlement dans tout ce qui n'est pas opposé aux lois de Dieu et de sa sainte Église.

Dans une si grande douleur, nous avons éprouvé toutefois une douce consolation pour cette rare vertu, cette constance des catholiques qui, malgré tant de persécutions, ont su, avec le secours de Dieu, se maintenir stables et fermes dans notre foi, et préférèrent souffrir les plus dures épreuves que de faillir à cette très-sainte religion, à ce siège apostolique.

Pour nous, défendant rigoureusement la cause de Dieu, de sa religion et de son Église, et remplissant avec une liberté apostolique notre devoir, nous élevons notre voix de Pontife dans votre illustre assemblée pour condamner et réprouver tous les actes et décrets du Gouvernement russe contre les droits de la religion, de l'Église et du Siège apostolique, et les déclarer entièrement nuls et non avenus.

Nous voulons espérer néanmoins que le très-auguste et très-puissant empereur de Russie et de Pologne, réfléchissant sérieusement et reconnaissant que la religion catholique et sa doctrine salutaire sont la plus ferme base des empires et des royaumes, et qu'elle contribue principalement à la tranquillité et au bonheur même temporel des peuples, daignera, dans son humanité et l'élévation de son esprit, consentir à nos prières et à nos vœux si justes et user de sa suprême autorité afin que, dans l'étendue de son vaste Empire, l'Église catholique et ceux qui en suivent les préceptes respirent enfin après tant de calamités et obtiennent la paix si longtemps désirée et le libre exercice de leur religion.

Ne cessons pas, vénérables frères, de prier et d'implorer dans l'humilité et la contrition de notre cœur, par de continuelles et ferventes prières, le Dieu riche en miséricordes, afin qu'il regarde d'un œil propice son héritage, qu'il se lève au secours de son peuple, et qu'il protège, qu'il aide, qu'il défende de son bras divin cette Église catholique, assaillie de tous côtés par la tempête, menacée de tant de périls, éprouvée par tant de malheurs, afin qu'il lui concède la paix et le triomphe, objet de ses vœux.

ÉTATS-ROMAINS.

**Allocution de Sa Sainteté notre seigneur le pape Pie IX,
lue en consistoire secret le 19 octobre 1866.**

Vénérables frères,

Plus d'une fois, ô vénérables frères, remplissant notre office apostolique, nous avons déploré, soit dans nos lettres publiées, soit dans diverses allocutions prononcées en votre très-noble Assemblée, l'affliction qui pèse depuis longtemps en Italie sur les affaires de notre très-sainte religion et les très-graves insultes faites à nous et au Siège Apostolique par le Gouvernement subalpin; aussi devez-vous comprendre de quelle douleur nous sommes saisi aujourd'hui, alors que nous voyons ce Gouvernement, avec une passion chaque jour croissante, attaquer incessamment l'Église catholique, ses lois salutaires et tous ses Ministres sacrés; quand nous voyons, hélas! de vénérables Évêques, et les hommes les plus intègres de l'un et l'autre clergé et d'autres citoyens catholiques très-vertueux, sans égard aucun pour la religion, la justice et l'humanité, envoyés en exil par ce Gouvernement ou jetés dans les prisons ou condamnés à un domicile forcé, et molestés de la plus indigne manière, les diocèses privés de leurs pasteurs, au très-grand préjudice des âmes, des vierges consacrées à Dieu, emportées de leurs couvents et réduites à la mendicité; les temples de Dieu violés, les séminaires diocésains fermés aux membres du clergé; l'instruction de la jeunesse catholique enlevée à la discipline chrétienne et confiée à des professeurs d'erreurs et d'iniquités, et le patrimoine de l'Église usurpé et vendu.

Le même Gouvernement, au mépris des censures ecclésiastiques et sans tenir compte de nos très-justes réclamations et de celles de nos vénérables frères les Évêques d'Italie, a sanctionné des lois semblables tout à fait contraires à l'Église catholique et à sa doctrine et à ses droits, et par nous réprouvées, et il n'a pas hésité à promulguer une loi touchant le mariage comme nous l'appelons, loi non-seulement très-contraire à la doctrine catholique, mais encore au bien de la société civile.

Une telle loi foule aux pieds la dignité et la sainteté du mariage; elle en détruit l'institution; elle encourage un concubinage tout à fait honteux.

En effet, il ne peut pas y avoir, entre des fidèles, un mariage sans qu'il y ait, en un seul et même temps, sacrement. Aussi, est-ce au

pouvoir de l'Église qu'appartient exclusivement de décréter tout ce qui peut concerner le sacrement du mariage.

De plus, ce Gouvernement blessant d'une manière évidente l'état de la profession publique des conseils évangéliques qui a eu et qui aura toujours force en l'Église de Dieu, et méconnaissant les très-grands bienfaits des ordres réguliers qui, fondés par des hommes de sainteté et approuvés par le Saint-Siège apostolique, ont admirablement mérité de la république chrétienne, civile et littéraire, par tant de glorieuses fatigues et tant d'œuvres pies et utiles, n'a pas craint de sanctionner une loi supprimant dans tous les pays de son domaine toutes familles (corporations) religieuses de l'un et de l'autre sexe, et il s'est approprié tous leurs biens et beaucoup d'autres biens de l'Église et en a ordonné le partage.

Avant d'entrer en la possession de la province vénitienne, il n'a pas hésité à étendre à ces pays les mêmes lois, et il a prescrit, contrairement à toute loi et à tout droit, l'entière destruction et la mise à néant de la convention par nous stipulée avec notre très-cher fils en Jésus-Christ, François-Joseph, Empereur d'Autriche.

En conséquence, fidèle au très-grave devoir de notre ministère apostolique, nous élevons de nouveau, en votre très-noble réunion, notre voix en faveur de la religion, de l'Église, de ses saintes lois, des droits de l'autorité de cette chaire de Saint-Pierre, et avec la plus grande force, nous déplorons et réprouvons toutes et chacune des choses qui contre l'Église, ses lois et ses droits, ont été décrétées, faites et tentées par le Gouvernement subalpin et par toute autre autorité subordonnée, et de notre autorité apostolique, nous abrogeons et proclamons nuls et sans effet et sans force ni valeur, tous lesdits décrets ainsi que tout ce qui s'y rattache.

Nous engageons aussi leurs auteurs qui se sont fait gloire du nom de chrétiens, à se rappeler et à considérer sérieusement qu'ils ont encouru malheureusement les censures et les peines spirituelles infligées par la constitution apostolique et les décrets des conciles œcuméniques à quiconque s'attaque aux droits de l'Église.

Vous savez, vénérables frères, que certains hommes astucieux nous combattent et, à leurs sens, interprètent la bénédiction que nous avons donnée à l'Italie quand, assurément sans aucun mérite personnel, mais grace au jugement impénétrable de Dieu, nous avons spontanément prononcé des paroles de pardon et de paix par amour pour les populations de l'État pontifical.

En vérité, plein de sollicitude pour le bonheur et la félicité du troupeau entier, demandant, par nos prières, à Dieu le bien de l'Italie, nous l'avons prié avec ferveur et humilité qu'il la délivrât des maux qui l'éprouvaient et que le très-précieux don de la foi catholique fût

tout-puissant en Italie et que l'honnêteté des mœurs, la justice, la charité et toutes les vertus chrétiennes y fussent plus que jamais florissantes.

Aujourd'hui encore, nous ne cessons pas d'adresser à Dieu les plus ferventes prières pour que, dans sa bienveillance, il daigne soustraire les populations catholiques d'Italie à tant et de si grandes calamités de toute espèce qui viennent les opprimer et les assaillir, par la faute des Gouvernants de l'Italie et d'une persécution multiforme.

Mais, avant toutes choses, nous supplions le Seigneur très-clément d'aider et fortifier, par sa céleste assistance, les peuples d'Italie, afin qu'ils demeurent solides et immuables dans la divine foi et dans leur religion, et qu'ils puissent avec une force chrétienne, endurer et supporter tant d'adversités et de maux.

Insensés, toutefois, ceux qui en déduisent et qui ne cessent pas de demander que nous, déjà dépouillé avec la plus manifeste injustice de plusieurs provinces de notre domaine pontifical, nous renoncions à notre souveraineté civile et à celle du Siège apostolique.

Chacun voit assurément combien une semblable demande est injuste et préjudiciable à l'Église.

Par une étrange volonté de la Providence divine, ainsi que nous l'avons dit une autre fois, il est arrivé que l'Empire romain étant tombé et partagé en plusieurs Royaumes et en divers États, le Pontife romain, dans une si grande variété de Royaumes et dans l'état actuel de la société humaine, a été investi de sa souveraineté civile, moyennant laquelle, jamais assujéti à aucun pouvoir laïque, il exerce en toute liberté l'autorité suprême et sa juridiction sur l'Église qui lui a été divinement conférée par Notre-Seigneur Jésus-Christ; et les fidèles, avec une pleine tranquillité de conscience et une confiance entière obéissant aux décrets, avertissements et ordres du Pontife, s'y abandonnent sans pouvoir jamais concevoir le moindre soupçon que ses actes soient assujéti à la volonté et à l'impulsion de quelque Souverain ni de quelque puissance civile.

Nous ne pouvons pas renoncer au pouvoir civil établi par la divine sagesse de la Providence pour le bien de l'Église universelle; nous devons, au contraire, défendre ce Gouvernement et protéger les droits de ce pouvoir civil, et nous plaindre fortement de la sacrilège usurpation des provinces du Saint-Siège, ainsi que nous l'avons déjà fait, et comme nous le faisons aujourd'hui de nouveau, nous plaignant et protestant du mieux que faire se peut.

Tout le monde reconnaît que les Evêques du monde catholique n'ont jamais cessé, avec zèle, de combattre, tant de vive voix que par écrit, en faveur de notre souveraineté civile et de ce Siège apostolique; et tous ont proclamé que cette souveraineté, surtout dans la condition ac-

tuelle des affaires de ce monde, est absolument nécessaire pour établir et défendre la pleine liberté du Pontife romain paissant tout le troupeau catholique, liberté qui est si étroitement liée à celle de toute l'Église.

Ces mêmes hommes ne craignent pas d'aller criant partout que nous devons nous réconcilier avec l'Italie, c'est-à-dire avec les ennemis de notre religion, qui se vantent eux-mêmes de constituer l'Italie.

Mais de quelle manière nous qui, constitués les champions et les vengeurs de la très-sainte religion et de la salutaire doctrine et de la vertu et de la justice, devons veiller au salut de tous, pouvons-nous marcher de concert avec ceux qui, ne soutenant pas la saine doctrine et refusant d'écouter la vérité, s'éloignent de nous, eux qui ne voudront jamais condescendre à nos désirs ni faire droit à nos demandes, tendant à faire que tant de diocèses d'Italie, privés de la consolation et de la protection pastorale, eussent leurs évêques ?

Plût au ciel que tous ceux qui si fortement combattent l'Église, Nous et ce Siège apostolique, tournant leurs regards et leurs âmes vers la vérité et la justice, s'éclairassent une bonne fois et revenant à eux et pourvoyant au bien de leurs âmes, s'efforçassent, mûs par un repentir salutaire, de revenir à nous !

Rien ne saurait nous être plus agréable que d'aller à leur rencontre, suivant l'exemple du Père évangélique et de les embrasser, nous félicitant dans le Seigneur de ce que les enfants étaient morts et qu'ils sont ressuscités, de ce qu'ils étaient égarés et qu'ils ont été retrouvés.

On verrait bien alors que notre auguste religion, mère et nourrice féconde de toutes les vertus, et fléau des vices, mène aussi bien à la félicité particulière de chacun qu'au bonheur public de tous.

Là en effet, où prévalait la religion et sa doctrine salutaire, fleurissent nécessairement l'honnêteté des mœurs, l'intégrité, la paix, la justice, la charité, ainsi que toutes les vertus.

Là, les peuples ne sont pas assiégés par ces maux si graves qui les écrasent malheureusement partout où l'on méconnaît la religion et sa doctrine.

Par les faits déplorables racontés sommairement et avec douleur et par les tristes événements contemporains en Italie, tout le monde peut aisément voir et deviner à combien de grands périls est exposé ce Siège apostolique et comme il est en butte à des menaces très-acerbes de rébellion, aux haines des incrédules et aux colères des ennemis de la croix du Christ.

De toutes parts retentissent continuellement des voix furibondes auxquelles ne cessent pas de faire écho des ennemis acharnés, déclarant que cette ville de Rome devrait participer à cette très-funeste

perturbation et rébellion italienne, même en devenir le chef-lieu,

Mais Dieu, riche en miséricorde, saura par sa force omnipotente faire avorter les conseils et désirs impies de nos ennemis. Il ne permettra jamais que cette noble ville, à nous si chère, où, par son grand et bien singulier bienfait, il a placé la chaire de Pierre, base inexpugnable de sa foi et religion divine, retourne à la malheureuse condition si efficacement décrite par notre saint prédécesseur Léon le Grand, où elle se trouvait alors que pour la première fois le bienheureux prince des Apôtres entra dans cette ville alors maîtresse du monde.

Quant à nous, encore bien que dépourvu de presque toute assistance humaine, fidèle néanmoins à notre mission et confiant absolument en Dieu tout-puissant, nous sommes prêt à lutter sans peur même au péril de notre vie, pour la cause de l'Église à nous divinement confiée par le Seigneur Jésus-Christ, et s'il en est besoin, à nous transporter là où il nous sera donné d'exercer de la meilleure manière notre ministère apostolique suprême.

Et attendu qu'en une si horrible tempête, l'unique et meilleur appui doit être la prière, nous nous adressons à tous les vénérables frères et évêques de tout l'univers catholique, à tout le clergé catholique et à tous les enfants de la sainte mère Église qui n'ont jamais cessé de prodiguer de si éclatants témoignages d'amour et de respect vis-à-vis de nous, les conjurant de nous venir en aide dans nos très-graves épreuves et dans celles du Saint-Siège; nous les engageons de plus en plus à offrir toujours avec foi, espérance et charité, des prières à Dieu pour la défaite des ennemis de l'Église et leur retour au sentier du salut. Car pour nous servir des paroles de Chrysostome, les prières constituent une arme puissante, une grande sécurité, un riche trésor, un port excellent, un asile très-sûr, pourvu qu'attentifs et vaillants, nous nous présentions devant le Seigneur, l'esprit recueilli et sans laisser aucun accès à l'ennemi de notre salut.

Au milieu des angoisses si grandes qui nous assiègent, nous avons une consolation bien grande, sachant que Dieu, alors que son Église n'a pas de secours humain, opère de merveilleux prodiges qui manifestent très-clairement son omnipotence et sa main divine, et viennent confirmer pleine cette vérité que les portes de l'enfer ne prévaudront jamais en aucun temps contre l'Église, qui demeurera toujours immobile, triomphant de ses ennemis jusqu'à la consommation des siècles. Mais il est grandement douloureux qu'il ne soit pas précisément déterminé qu'une nation devra conserver toujours le très-précieux trésor de notre foi divine et de notre religion.

En vérité, il y a beaucoup de peuples qui avaient conservé fidèlement le dépôt de la foi et la discipline des mœurs. Hélas! ils ont été

détachés de cette pierre sur laquelle repose l'édifice de l'Église, et, séparés de celui auquel a été donné le pouvoir de confirmer les frères et de paître les agneaux et les brebis ; ne s'entendant pas entre eux, et enveloppés dans les ténèbres de l'erreur, ils sont dans un très-grand péril quant à leur salut.

Et ici nous ne pouvons pas nous abstenir, à raison de notre mission, d'adjurer chaudement, au nom du Seigneur, tous les Souverains et autres gouvernants des peuples d'examiner une bonne fois et de considérer avec soin la très-grave obligation pour eux de tâcher que parmi les peuples grandissent l'amour et le respect de la religion, et d'empêcher de toutes leurs forces que le flambeau de la foi s'éteigne chez les peuples.

Malheur donc à ces Gouvernants qui, oubliant qu'ils sont les ministres de Dieu pour le bien, auront négligé, quand ils le pouvaient et le devaient, de favoriser ce culte ; c'est à eux de craindre et de trembler alors que, par leur œuvre spécialement, ils détruisent le très-précieux trésor de la foi catholique, sans laquelle il est impossible de plaire à Dieu.

Quand ils comparaitront, appelés à un très-sévère jugement devant le tribunal du Christ, ils verront quelle horrible chose c'est de tomber dans la disgrâce du Dieu vivant et d'éprouver sa très-sévère justice.

Enfin, nous ne pouvons pas douter, vénérables frères, témoins et associés à nos travaux, appréciant votre religion excellente et notoire, votre piété et votre amour si vif pour le catholicisme, que vous voudrez bien unir vos ferventes prières aux nôtres et à celles de toute l'Église et conjurer assidûment le Père très-clément des miséricordes, afin que par les mérites de son Fils unique Notre Seigneur Jésus-Christ, il prenne pitié de l'Italie, de toute l'Europe et du monde entier et que par son omnipotence divine il fasse qu'après la destruction de toutes les erreurs et la cessation des amertumes et des perturbations, sa Sainte Église jouisse complètement de toute liberté et paix et que la société humaine soit délivrée de tant de maux qui l'éprouvent, et que tous les peuples se confondent dans l'unité de la foi et la reconnaissance de son Fils, cheminant par les voies du Seigneur et donnant des fruits en toute bonne œuvre.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

**Allocution adressée par le prince Charles aux Roumains
le 21 octobre 1866.**

Roumains,

Le patriotisme que vous avez montré à toutes les grandes époques de votre histoire a maintenu intacte la succession sacrée de vos ancêtres, « la patrie roumaine. »

Cette fois aussi le même patriotisme vous a fait connaître vos véritables intérêts et vous a fait persister et acclamer à l'unanimité l'héritage de vos principes et de la forme de gouvernement constitutionnel.

Par ce moyen, vous avez mis d'accord la liberté avec la stabilité, et vous avez en même temps assuré le développement rapide et inévitable de tous les pouvoirs du pays. Roumains, aujourd'hui vos désirs viennent de se réaliser.

Votre élu a été informé officiellement que la Sublime Porte l'a reconnu, et il n'y a plus de doute que les autres puissances aussi ne reconnaissent à leur tour l'œuvre de votre patience et de votre modération.

Nous constatons avec bonheur que la Sublime-Porte, reconnaissant la sagesse de vos actes, envisagera votre pouvoir national et les liens qui nous rapprochent d'elle comme une garantie puissante d'ordre et de stabilité. Partant pour Constantinople, mon désir est de donner de vive voix à Sa Majesté l'assurance de notre profond respect pour les traités qui régissent les relations de notre pays avec la Turquie, et de recevoir de Sa Majesté une nouvelle preuve de sa haute sollicitude pour les droits et la prospérité de la Roumanie.

Je pars avec l'espoir dans l'avenir, parce que je sais que vos félicitations m'accompagneront toujours ; de ma part, je vous laisse ma conscience, mon cœur.

Vous m'avez acclamé votre souverain, et, la voix du peuple étant la voix de Dieu, j'ai la conviction que le Tout-Puissant m'aidera dans mes efforts, que je ne cesserai d'employer avec vous pour le progrès et l'agrandissement de notre patrie.

Signé : CHARLES.

Bucharest, 21 octobre 1866.

PRINCIPAUTES-UNIES.

Lettre adressée par le prince Charles au président du conseil.

Buccharest, 23 octobre 1866.

Monsieur le président,

Après le vote de la constitution, les assemblées ont terminé leur œuvre de réorganisation par la loi électorale qui donne à la nation les moyens de se prononcer sur ses désirs et ses besoins.

Je considère comme de mon devoir de veiller avec persistance à ce que la loi électorale soit exécutée avec la plus grande sincérité sans l'ombre d'une influence administrative.

Toutes les opinions doivent se manifester avec franchise et loyauté, comme il convient à des hommes libres, afin que les actes de mon gouvernement soient jugés par une assemblée de véritables représentants du pays.

Je sais, monsieur le président, que vous avez les mêmes principes que moi ; je crois cependant qu'il est bon, qu'il est indispensable, que la nation connaisse sur ce point mes plus intimes sentiments, et qu'elle soit persuadée que j'écoute, que j'observe et que je surveille.

Le peuple romain doit toujours se rappeler qu'il est libre, en conséquence responsable de ses actes et de ses destins.

Mon gouvernement appliquera la loi dans toute sa rigueur contre les fonctionnaires qui chercheraient à se mêler dans les opérations électorales et à peser sur la conscience des citoyens.

Convaincu, monsieur le président, que vous partagez ces dispositions, ainsi que tous les membres du ministère, et que vous désirez avec ardeur le progrès de la liberté et de la moralité publique comme une condition indispensable du développement des nations, il ne me reste qu'à vous assurer de mes sentiments de haute considération.

Signé : CHARLES.

SAXE ROYALE.

**Proclamation du Roi à son peuple, en date de Tœplitz .
le 26 octobre 1866.**

A mes Saxons !

Après une séparation longue, douloureuse, après un temps rempli de graves événements, je reviens au milieu de vous.

Je sais ce que vous avez souffert et supporté et je l'ai senti avec vous au plus profond de mon cœur ; mais je sais aussi avec quelle ferme fidélité vous avez été attachés dans toutes les épreuves à votre prince indigène.

Cette pensée a été, après ma confiance en Dieu, ma meilleure consolation dans les heures de tristesse que le décret impénétrable de la Providence nous a départies à moi et à vous.

Elle me donne un nouveau courage pour recommencer mon rude travail journalier.

Avec l'ancien amour, devenu plus intime encore si cela était possible par les nombreux témoignages d'attachement que j'ai reçus, je vouerai les jours que Dieu m'accordera encore à guérir les plaies du pays, à favoriser sa prospérité, à maintenir le droit et la justice et à développer avec réflexion nos institutions politiques.

Je compte en cela sur l'appui des représentants du pays au-devant desquels j'irai avec la franchise et la confiance habituelles.

Avec la fidélité avec laquelle j'ai soutenu l'ancienne confédération, je tiendrai aussi à la nouvelle union dans laquelle je viens d'entrer maintenant, et ferai tout ce qui dépendra de mes forces pour la rendre aussi fructueuse que possible, pour notre patrie étroite comme pour notre grande patrie. Puisse le Tout-Puissant bénir nos efforts communs et la Saxe rester comme avant un pays de paix, d'ordre, d'activité, de culture intellectuelle, de moralité et de crainte de Dieu !

Tœplitz, le 26 octobre 1866.

Signé : JEAN.

PAYS-BAS. — LUXEMBOURG.

Discours prononcé par le prince Henri des Pays-Bas à l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée des États du grand-duché de Luxembourg, le 29 octobre 1866.

Messieurs,

L'accueil si patriotique qui nous a été fait à notre retour dans le Grand-Duché, à madame la princesse et à moi, nous a vivement touchés, et c'est avec bonheur que je me retrouve au milieu des représentants des fidèles populations luxembourgeoises, dont les sentiments de dévouement à Sa Majesté le Roi grand-duc, notre auguste souverain, se manifestent si unanimes dans les circonstances actuelles.

Depuis votre dernière session, de graves événements se sont accomplis. Le Grand-Duché, avec la protection divine, a traversé la crise sans être atteint par les calamités de la guerre, dans laquelle ont été entraînés la plupart des États de l'Allemagne.

La paix est rétablie; mais les liens que les traités de 1815 avaient formés entre les différents États confédérés sont rompus.

Resté étranger par ses votes émis dans le sein de la Diète aux premières causes du conflit, ayant protesté de sa neutralité avant la guerre, reconnu neutre, le Grand-Duché, s'appuyant sur son droit, désire, en présence des transformations de l'ancienne Confédération qui s'opèrent, conserver son indépendance. Je consacre mes efforts à la réalisation de ce vœu légitime.

La position de la ville de Luxembourg, comme ancienne forteresse fédérale occupée par une garnison prussienne, a donné lieu à un premier échange de notes, qui n'a pas cessé d'avoir un caractère amical.

La dissolution de la Confédération germanique a rendu caduques plusieurs dispositions de la Constitution; toutefois, eu égard au fait accompli, je n'estime pas qu'il soit nécessaire pour le moment de procéder à une révision partielle de votre loi fondamentale.

Grâce aux habitudes laborieuses de ses habitants et à l'amour de l'ordre, le Grand-Duché jouit, autant que les temps le permettent, de bien-être et de prospérité.

L'épidémie qui a si cruellement éprouvé nos populations, en même temps qu'elle sévissait sur une grande partie de l'Europe, a enfin disparu. Je me plais ici à rendre hommage à tous les dévouements qui se sont produits dans ces pénibles moments. Des travaux d'assainisse-

ment pour plusieurs localités sont jugés nécessaires, les projets en sont à l'étude.

L'état de nos finances est satisfaisant; vous vous en convaincrez par l'exposé de la situation qui vous sera immédiatement présenté. En effet, les sommes provenant des emprunts ont été dépensées en travaux publics, et les ressources ordinaires ont fait face aux dépenses ordinaires, accrues des annuités de la dette nationale. L'équilibre du budget de 1867 n'exige pas une majoration d'impôts, mais vous aurez à examiner si, par mesure de prudence, il convient de créer dès maintenant des ressources nouvelles.

Notre chemin de fer du Nord est achevé depuis un certain temps, et il y a lieu d'espérer que les difficultés qui s'opposent encore à l'exploitation de la ligne entière vers Spa seront bientôt levées.

De nouvelles concessions de chemins de fer nous sont demandées; notre réseau principal étant achevé, mon gouvernement prend ces projets en sérieuse considération.

De l'activité a été rendue à nos travaux publics, ralentis à cause de l'incertitude des événements, dont l'influence sur les finances de l'État est toujours à redouter.

Messieurs,

Je ne doute pas que dans la session qui s'ouvre, votre attachement à votre pays et votre dévouement au Roi grand-duc, dont la sollicitude paternelle veille généreusement sur le bonheur des Luxembourgeois, ne vous raffermissent dans les sentiments de concorde et d'union, qui de tout temps vous ont animés.

Puisse la divine Providence éclairer vos délibérations!

Au nom du Roi grand-duc,

Je déclare ouverte votre session ordinaire pour 1866.

ITALIE.

Dépêche du général La Marmora au baron Cavalcini ¹ au sujet de la reconnaissance de l'Italie par l'Espagne, 5 juillet 1865.

Monsieur le Baron : Vos derniers rapports me font connaître que le Gouvernement espagnol est disposé à reconnaître le royaume d'Italie.

1. Voir plus haut page 242.

Le Gouvernement du Roi a été très-sensible à cette détermination bienveillante du cabinet de Madrid, et attache un haut prix aux dispositions amicales qui lui sont témoignées dans cette circonstance.

Je vous prie, Monsieur le Baron, d'être auprès du Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté la Reine l'interprète de ses sentiments, en lui donnant l'assurance qu'ils sont partagés par Sa Majesté le Roi et par l'Italie entière.

Toutefois Son Excellence Monsieur Bermudez de Castro vous a exprimé le désir de s'entendre avec nous sur la signification que devait avoir la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne.

Il me suffira à cet égard de dire que le Gouvernement du Roi regarde la reconnaissance d'un État par l'autre, comme n'ayant par elle-même, ni plus ni moins de portée que le rétablissement pur et simple de relations diplomatiques régulières, et comme ne pouvant en aucune façon avoir pour effet de lier la politique de l'un des deux gouvernements à celle de l'autre.

Il ne peut y avoir lieu là-dessus à aucune difficulté entre l'Italie et l'Espagne.

Vous m'écrivez encore, Monsieur le Baron, que le Gouvernement espagnol désire baser, dans ses communications officielles, sa résolution de nous reconnaître sur le fait de la conclusion de la Convention du 15 Septembre. Pour ne donner lieu à aucune équivoque, je crois convenable d'établir à cet égard deux points qui ne sauraient, selon moi, être contestés.

En premier lieu, vous savez, Monsieur le Baron, que les autres puissances catholiques qui nous ont reconnus, ont parfaitement senti qu'au point de vue des intérêts religieux elles n'avaient aucune explication à nous demander sur notre attitude envers le Saint-Siège, les faits ayant assez prouvé que ces intérêts ne sont en aucune façon compromis par la reconstitution de l'unité de l'Italie.

En deuxième lieu, j'observerai que la question d'occupation territoriale réglée entre l'Italie et la France par la Convention du 15 Septembre les intéressait l'une et l'autre exclusivement, et que cette même convention a été conclue entre les deux parties contractantes en dehors de toute ingérence de la part d'autres puissances.

Cela étant, dans le cas où le Gouvernement espagnol croirait à propos d'invoquer comme motif déterminant de sa résolution actuelle la Convention du 15 Septembre, il devrait être naturellement entendu que la mention de cet acte international dans les communications officielles de l'Espagne ne pourrait en aucune façon porter atteinte au principe d'après lequel la Convention du 15 Septembre, comme la situation politique qu'elle a eu pour objet de régler, ne concernent que l'Italie et la France.

Quant à l'opinion que vous a exprimée Son Excellence Monsieur Bermudez de Castro sur l'opportunité de mettre de nouveau en question l'interprétation de la Convention du 15 Septembre, je ne saurais, je l'avoue, la partager. — Les deux puissances contractantes auxquelles il appartenait de s'en occuper, ont fixé entre elles cette interprétation, régulièrement et en voie diplomatique, ainsi qu'il résulte du télégramme adressé le 1^{er} novembre 1864¹ au Gouvernement du Roi par le Ministre d'Italie à Paris, et de ma dépêche à ce Ministre en date du 7 novembre². — Les autres puissances ont pu puiser dans ces pièces qui ont un caractère international, tous les renseignements qu'elles ont pu désirer pour leur information particulière; mais je ne croirais pas régulier de prendre acte des constatations qu'il leur conviendrait pour des raisons quelconques de faire à ce sujet.

Le Ministre des Affaires Étrangères d'Espagne vous a encore entretenu des biens dont les familles des princes déchus pourraient avoir à réclamer la restitution de la part du Gouvernement italien. Vous voudrez bien assurer Son Excellence, Monsieur Bermudez de Castro, qu'en principe le Gouvernement du Roi n'a jamais entendu retenir celles de ces propriétés qui seraient reconnues comme ayant un caractère privé; il ne s'agirait donc que de déterminer régulièrement si les biens en question ont ce caractère. C'est là une difficulté à l'égard de laquelle il sera beaucoup plus facile d'arriver à une solution, comme vous l'avez fort bien remarqué, quand les rapports réguliers entre les deux États seront rétablis.

J'espère, Monsieur le Baron, que le Gouvernement espagnol verra dans ces franches explications la preuve de notre désir de répondre d'une manière aussi satisfaisante que possible aux ouvertures qui nous sont faites.

Vous êtes autorisé à donner lecture de cette dépêche à Son Excellence, Monsieur Bermudez de Castro, et à lui en laisser copie s'il le désire.

Agrérez, etc.

Signé : ALPH. LA MARMORA.

1. Archives 1865, tome I, page 42.

2. *Idem*, page 45.

ESPAGNE.

Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Zarco del Valle, chargé d'affaires d'Espagne à Florence, en réponse à celle du général de La Marmora, du 5 juillet.

[Madrid, le 12 juillet 1865.

Monsieur,

Le baron Cavalchini est venu hier me donner lecture et me laisser copie d'une dépêche de S. Exc. le général La Marmora, Président du Conseil des Ministres, et Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi Victor-Emmanuel, en réponse à la communication par laquelle cet agent diplomatique lui a fait connaître la résolution du Gouvernement de Sa Majesté, de reconnaître le nouveau Royaume d'Italie, et lui a rendu compte de l'entretien qu'il avait eu avec moi à ce sujet.

La manière dont le Cabinet de Florence répond aux bonnes dispositions de l'Espagne en l'assurant que ses sentiments sont partagés par le Roi et l'Italie entière, est vue avec d'autant plus de satisfaction par le Gouvernement de la Reine, qu'elle lui offre une nouvelle garantie que, après le rétablissement des relations entre les deux États, nos propositions et nos réserves seront amicalement appréciées et complètement comprises.

Comme je pense avec S. Exc. le général La Marmora que la reconnaissance d'un État par un autre n'a d'autre signification et ne peut avoir d'autre conséquence que l'établissement de relations diplomatiques régulières entre elles sans engager pour l'avenir et pour le passé la politique indépendante de chacun de ces États, je crois qu'il importe à notre loyauté et à la consolidation de la bonne intelligence avec l'Italie que notre conduite ne puisse être interprétée d'une façon erronée ni en dedans du pays ni en dehors.

Le Gouvernement de la Reine qui a observé une neutralité entière pendant la crise par laquelle l'Italie a passé, n'a cependant pas dissimulé ses opinions sur les événements dont la Péninsule a été le théâtre dans ces dernières années. Ainsi la reconnaissance de l'état de choses qui en a été la conséquence, ne pourrait d'aucune manière impliquer une approbation rétrospective d'une politique à laquelle nous avons été complètement étrangers et sur laquelle nous nous sommes réservé une entière liberté d'appréciation. Encore moins entendons nous préjudicier par cet acte à des droits étrangers ni préjuger les questions qui se débattent en ce moment.

Nous ne voulons pas mettre en doute les intentions manifestées publiquement et à plusieurs reprises par le Gouvernement italien, de

respecter l'autorité spirituelle et le territoire du Saint-Siège, mais le Cabinet de Florence comprendra les devoirs que nous impose notre position de puissance exclusivement catholique. Et dans cet ordre d'idées, il me semble pour ainsi dire inutile d'ajouter qu'en renouant nos relations officielles avec le Gouvernement du roi Victor-Emmanuel, et en reconnaissant sa monarchie nouvelle et agrandie, nous n'entendons en aucune façon affaiblir la valeur des protestations formulées par la Cour de Rome.

Le Gouvernement de Sa Majesté espère que ces déclarations si complètes et si loyales, que le soin avec lequel il s'efforce de dissiper tous les doutes au sujet de l'esprit dans lequel il agit et que la franchise avec laquelle il dévoile toute sa pensée, seront pour le Cabinet de Florence une preuve éclatante de la loyauté de ses intentions. Et l'acte même de sa reconnaissance doit démontrer l'intérêt que prend l'Espagne au sort de l'Italie et le sincère désir qu'il a de rétablir de bonnes et amicales relations entre les deux péninsules.

En se fondant sur une assertion inexacte du baron Cavalchini, erreur facile à expliquer lorsqu'on doit rendre compte de tous les incidents d'une longue et importante conférence, S. Exc. le général La Marmora a cru que le Gouvernement de Sa Majesté se proposait de baser sa résolution de procéder à la reconnaissance du Royaume d'Italie sur le fait de la Convention du 15 Septembre. Telle n'a pas été notre intention.

J'ai cru et je l'ai dit au Baron Cavalchini que cette convention nous paraissait une preuve solennelle de la résolution du Gouvernement de S. M. Victor-Emmanuel de mettre un terme aux agitations de l'Italie et une garantie publique pour l'Europe. Et si un acte aussi important a dû exercer une influence sur l'opinion en Espagne, comme il a également influencé les résolutions du Gouvernement, nous n'avons cependant pas méconnu, pour cela, que l'accomplissement de cet acte et son interprétation appartenaient exclusivement aux deux Puissances contractantes.

Mais il s'agit ici d'une question qui affecte directement toutes les nations catholiques; et l'Espagne a suivi, dès le principe et avec le plus vif intérêt, non-seulement ces négociations, mais aussi les commentaires publics et officiels dont cette question a été l'objet. Le Gouvernement de Sa Majesté qui a été complètement étranger à cette convention et n'a, par conséquent, pas mission pour l'exécuter ou l'interpréter, ne l'a envisagée uniquement qu'à son point de vue, formant son opinion sur les explications diplomatiques échangées entre les Cabinets de Turin et de Paris et sur les déclarations que le Ministre d'État de l'Empereur des Français a faites le 15 avril de cette année au sein du Corps législatif.

Les explications que le Ministre des Affaires Étrangères d'Italie nous a transmises touchant les intentions de son Gouvernement au sujet des biens appartenant aux princes des maisons de Bourbon, de Naples et de Parme, auxquelles nous portons un intérêt bien naturel, donnent au Gouvernement de Sa Majesté l'espoir d'arriver facilement à une solution satisfaisante. J'accepte avec plaisir cette assurance et j'ai la confiance que, animés du même esprit de modération et de justice, les deux Gouvernements parviendront à s'entendre, après que les relations entre les deux États auront été régulièrement établies.

En donnant lecture et en laissant copie de la présente dépêche à Son Exc. le général La Marmora, vous êtes autorisé à l'assurer que une fois accompli le devoir impérieux de faire les déclarations qui précèdent, déclarations dont le Gouvernement italien saura certainement apprécier le caractère et l'objet, l'Italie rencontrera en Espagne les meilleures dispositions pour que les relations entre les deux États soient aussi solides et aussi cordiales qu'il convient aux anciens liens d'amitié qui les unissent et à la conformité des institutions qui les régissent.

Signé : CH. BERMUDEZ DE CASTRO.

TROISIÈME PARTIE.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE RELATIVE A L'OCCUPATION
FRANÇAISE AU MEXIQUE.

Communiquée au Sénat de Washington, le 6 décembre 1866.

Dépêche de M. Bigelow à M. Seward, rapportant une entrevue avec M. Drouyn de Lhuys, pour demander l'explication de nouveaux envois de troupes au Mexique, datée de Paris, le 31 mai 1866.

Monsieur,

J'ai reçu votre dépêche n° 459 portant cette indication : *confidentielle*. Je m'étais proposé d'en parler aujourd'hui au Ministre des Affaires Étrangères; mais Son Excellence ayant été appelée au château, a dû interrompre la réception du Corps diplomatique de ce jour. Le Ministre m'a dit en souciant, lorsque je suis entré, qu'il savait pourquoi je venais le voir, et que j'avais reçu une dépêche un peu vive pour lui. N'ai-je pas raison? me demanda-t-il. Je lui dis que j'avais reçu l'ordre, comme il en était informé à ce qu'il paraît, de lui faire part de l'inquiétude qu'avaient occasionnée aux États-Unis de certains bruits relatifs à l'envoi de nouvelles troupes au Mexique, et je lui exprimai ma crainte que ces bruits, s'ils n'étaient pas promptement expliqués d'une façon satisfaisante, ne donnassent lieu à des discussions d'un certain côté imparfaitement informé de l'état actuel de la situation et des dispositions du Gouvernement impérial, aggravant ainsi les difficultés que les deux Gouvernements ont à surmonter.

J'ajoutai alors que, comme le Ministre était attendu ailleurs, je me rendrais chez lui à un moment plus à sa convenance qu'il lui plairait de me désigner. Il me proposa de venir samedi à une heure et demie. En même temps, il désirait m'assurer, comme il l'avait fait précédemment, que les troupes qu'on disait être parties pour la Vera-Cruz, n'étaient destinées qu'à remplacer celles dont le temps de service était expiré, mais plutôt en moins qu'en plus. Il croyait également que l'ordre d'embarcation avait été donné avant que le rappel convenu de l'armée eût été annoncé. Il espérait d'ailleurs avoir à me donner samedi sur ces différents points des renseignements plus précis du Ministre de la guerre. Au moment où j'allais partir, Son Excellence m'a répété ce qu'Elle m'avait déjà souvent dit ; à savoir que le Gouvernement impérial ne désirait rien de plus que de rappeler ses troupes du Mexique, et que ces troupes seraient certainement rappelées pas plus tard, mais probablement plutôt que l'époque convenue. Je pris alors congé du Ministre sans toucher aux autres questions dont j'avais ordre de m'entretenir avec lui.

Je suis, Monsieur, avec le plus grand respect, votre obéissant serviteur.

Signé : JOHN BIGELOW.

Dépêche de M. Bigelow à M. Seward, au sujet du retrait des troupes françaises du Mexique, datée de Paris, le 4 juin 1866.

Monsieur,

Je me suis rendu chez Son Exc. le Ministre des Affaires étrangères dimanche dernier, pour conférer avec lui sur l'objet indiqué dans vos instructions, n° 459, marquées « confidentielles ». Comme il avait déjà été informé du contenu de cette dépêche par le Ministre français résidant à Washington, je n'ai pas eu à le lui exposer de nouveau. Ce ministre a dit que le Gouvernement impérial a proclamé son intention de se retirer du Mexique, parce que cette retraite entre dans ses convenances et dans ses intérêts et pour aucune autre raison.

Lorsque donc il a annoncé officiellement, non pas seulement aux États-Unis, mais au monde entier, que l'armée serait retirée du Mexique en un temps spécifié, il a pensé que cette déclaration serait jugée suffisante. Le Gouvernement a fait cette déclaration de bonne foi et il a l'intention de la remplir. Son intention est de retirer son

armée dans le temps prescrit et sa résolution n'est pas de prendre cent ou deux cents hommes dans le premier détachement, et un ou deux cents encore dans le second et de laisser le gros de l'armée jusqu'à la fin, bien qu'il n'ait pas jugé nécessaire de spécifier minutieusement des détails de cette espèce, qui dépendent de considérations hygiéniques et climatériques dont il est le meilleur et le seul juge compétent. « Voilà, a dit Son Excellence, ce que je désirais déclarer à votre Gouvernement. »

Je demandai à Son Excellence si j'avais jamais exprimé, par paroles ou par écrit, le soupçon que l'Empereur aurait l'intention de retirer son armée du Mexique par parties inégales. Le Ministre me répondit que non. Je lui demandai alors si quelque autre personne, autorisée à parler au nom de mon Gouvernement, lui avait exprimé une pareille supposition. Il me répondit encore que non, mais qu'il avait lu des imputations de cette nature dans un de nos journaux.

J'ai répondu en substance que la presse agit par elle-même, et comme le Ministre me pria de communiquer à mon Gouvernement une réponse formelle à ce qui ressemble à une accusation de manque de sincérité et de bonne foi à l'adresse de l'Empereur, je lui ai demandé de pouvoir m'appuyer sur son autorité pour déclarer qu'aucune accusation de cette nature n'était arrivée jusqu'à lui par une voie officielle quelconque.

Il me répondit qu'il n'avait rencontré l'accusation que dans un journal.

J'ai dit ensuite que le but de vos instructions, comme je les comprends, est simplement d'obtenir une explication qui vous sera certainement demandée à vous-même par rapport à l'embarquement en France de forts corps de troupes pour le Mexique, après que l'intention de retirer toute l'armée eut été officiellement proclamée.

A cela Son Excellence répliqua que, depuis qu'il m'a vu, il a reçu de ses collègues de la marine et de la guerre l'avis que l'on n'a envoyé à Mexico, cette année, aucunes troupes appartenant au corps expéditionnaire, si ce n'est le nombre de soldats nécessaires pour remplacer les manquants, mais, en tous cas, sans aucune augmentation de l'effectif. L'embarquement de troupes mentionné dans les journaux et dans votre dépêche est très-probablement celui qui a eu lieu sur le transport *le Rhône*, vers le commencement de l'année. Ce navire a touché à la Martinique et non pas à Saint-Thomas, comme on l'a dit. Il avait à bord 916 soldats, et non pas 1200, qui appartenaient à la légion étrangère, et nullement au corps expéditionnaire.

Ces soldats avaient attendu longtemps leur transport, en France et en Algérie, avant d'aller rejoindre leurs régiments. Aucun enrôlement n'a eu lieu pour la légion étrangère depuis que l'Empereur a

proclamé son intention de retirer son drapeau du Mexique, et il n'est question, à ce qu'il sache, de faire des enrôlements nouveaux.

En ce qui concerne l'embarquement de troupes recrutées en Autriche, Son Excellence me dit que c'est là une affaire entre le Gouvernement autrichien et les Mexicains et que la France n'a rien à y voir. Depuis que je lui ai signalé le fait, il a vérifié ses propres convictions à ce sujet par une communication avec les Ministres de la guerre et de la marine, et il s'est assuré qu'il n'y a aucune espèce d'engagement pris, soit pour un enrôlement, soit pour un transport de troupes d'Autriche au Mexique.

Il m'a ensuite déclaré que l'intention du Gouvernement est de retirer toute son armée du Mexique, au plus tard dans le délai spécifié dans la dépêche qu'il vous a adressée, plus tôt même si la température ou d'autres considérations le permettent, et qu'il n'est pas dans son intention de remplacer cette armée par d'autres troupes de n'importe quelle origine.

En terminant cette longue conversation, dont je vous ai fait connaître l'important résultat, j'ai exprimé au Ministre la satisfaction que me procuraient ses explications et le plaisir que j'aurais à les communiquer à mon Gouvernement.

Cette dépêche a été soumise à M. Drouyn de Lhuys, qui a approuvé le récit qu'elle contient de notre conversation.

Je suis, Monsieur, avec un très-grand respect, votre obéissant serviteur.

Signé : JOHN BIGELOW.

Dépêche de H. Hay, chargé d'affaires, ad interim, à Paris, transmettant à M. Seward des extraits de journaux et annonçant l'arrivée de l'impératrice Charlotte à Paris, en date du 10 août 1866.

Monsieur,

Il a paru récemment dans les journaux de Paris des entre-filets annonçant le départ prochain, de Mexico, de la femme de l'Archiduc Maximilien. Ces nouvelles ont naturellement donné lieu à des appréciations en général défavorables à la cause impériale au Mexique. Pour mettre un terme à ces réflexions injurieuses, le *Mémorial diplomatique*, organe du soi-disant Empire mexicain, à Paris, a publié l'annonce suivante :

« Nous sommes autorisés à contredire, de la façon la plus formelle,

le bruit que l'Impératrice du Mexique était en route pour l'Europe. Le même bruit a circulé lors du départ de Sa Majesté pour Yucatan, et on sait que l'Empereur Maximilien, dans une occasion solennelle, a dénoncé comme une calomnie insigne la seule supposition que lui ou son auguste épouse manqueraient jamais à leur devoir. »

Le Pays, un journal de la même opinion, a publié le lendemain cet autre démenti du même bruit :

« Un journal, tourmenté du désir de donner des nouvelles à sensation, a publié au sujet du Mexique un bruit complètement absurde, répandu dans Paris par on ne sait qui, il y a quelques jours. Il n'y a pas un mot de vrai ou de raisonnable dans cette assertion. »

Hier, à la grande confusion de ces amis si positifs dans leur affirmation et si pleins d'indignation, la dame en question est arrivée à Paris et est descendue au Grand Hôtel. Elle reçut aussitôt la visite de M. Drouyn de Lhuys qui passa avec elle une partie de l'après-midi. Aujourd'hui, les journaux du matin publient l'extrait suivant du journal officiel de Mexico, du 8 juillet.

« L'Impératrice part pour l'Europe où Elle va traiter les affaires du Mexique et régler diverses matières internationales. Cette mission, acceptée par notre Souveraine avec un vrai patriotisme, est la plus grande preuve d'abnégation que l'Empereur ait pu offrir à sa nouvelle patrie. Nous donnons cette nouvelle afin que le public connaisse le but véritable de l'absence de Sa Majesté. La Princesse est accompagnée de M. Martin Castillo, Ministre des Affaires étrangères, du comte Del Valle, son Grand Chambellan, du comte de Bombelles et d'autres officiers. Les plus fâcheuses conclusions sont déduites de cette visite, surtout par ceux qui ont le malheur d'être de forts détenteurs de l'Emprunt mexicain. Elle est généralement considérée comme un suprême et dernier effort pour obtenir, à l'aide de l'influence personnelle, l'aide indispensable à l'Empire Mexicain qui a été refusé à ses représentants diplomatiques accrédités. »

Je suis, Monsieur, avec un grand respect, votre obéissant serviteur,

Signé : JOHN HAY.

Note de M. Seward au marquis de Montholon, au sujet de l'entrée du général d'Osmond et de M. Friant dans le ministère impérial mexicain, en date de Washington, le 16 août 1866.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur deux ordres ou décrets

que l'on dit avoir été lancés le 26 juillet dernier par le prince Maximilien, lequel prétend être Empereur du Mexique. Dans ces ordres, il déclare qu'il a remis la direction du Département de la guerre au général Osmont, chef d'état-major du corps expéditionnaire français, et celle du Département du trésor à M. Friant, intendant en chef du même corps.

Le Président croit nécessaire de faire savoir à l'Empereur des Français que la nomination à des fonctions administratives desdits officiers du corps expéditionnaire français, par le prince Maximilien, est de nature à porter atteinte aux bonnes relations entre les États-Unis et la France, parce que le Congrès et le peuple des États-Unis pourront voir dans ce fait un indice incompatible avec l'engagement conclu pour le rappel du corps expéditionnaire français du Mexique.

Agréé, monsieur, etc.

Signé : WILLIAM H. SEWARD.

Dépêche de M. Hay à M. Seward au sujet de la visite de l'impératrice Charlotte en France, en date de Paris, le 17 août 1866.

Monsieur,

Sur le conseil de M. Bigelow, qui est pour quelques jours avec sa famille à Ems, je me suis rendu hier chez le Ministre des Affaires étrangères. J'ai parlé à Son Excellence des nouvelles émises généralement dans les journaux de Paris au sujet de la visite de la princesse Charlotte en France. Ces nouvelles annonçaient que le séjour de Maximilien au Mexique dépendait d'une modification aux résolutions adoptées par le Gouvernement français, et annoncées dans les récentes communications de Son Excellence au marquis de Montholon et à M. Bigelow. Quelques journaux donnaient même à entendre que la Princesse avait réussi à obtenir un changement dans ce programme. Je demandai au Ministre si quelque modification de ce genre avait été faite ou devait être faite, à la politique du Gouvernement impérial, à l'égard du Mexique. M. Drouyn de Lhuys m'a répondu qu'il n'y a eu « aucune modification de notre politique à cet égard et qu'il n'y en aura pas. Ce que nous avons dit être notre intention de faire, nous le ferons. Naturellement (a-t-il ajouté) nous avons reçu l'Impératrice avec courtoisie et cordialité, mais le plan arrêté précédemment par le Gouvernement de l'Empereur sera exécuté comme il a été dit. »

Je suis, etc.

Signé : JOHN HAY.

Dépêche de M. Seward à M. Bigelow, lui envoyant la proclamation du Président, au sujet du blocus de Matamoros, en date de Washington, le 24 août 1866.

Monsieur,

Je vous envoie ci-incluse, pour votre information personnelle, copie de la proclamation du Président, en date du 17 courant, déclarant nul et sans effet un décret du prince Maximilien ordonnant le blocus de certains ports au Mexique.

Je suis, etc.

Signé : WILLIAM H. SEWARD.

Suit la Proclamation.

Voir *Archives* 1866, tome IV, page 276.

Dépêche de M. Seward à M. Bigelow au sujet du départ des troupes françaises du Mexique, en date du 8 octobre 1866.

(Extrait.)

Monsieur,

La question que vous me soumettez dans votre dernière dépêche, à savoir : que penserait notre Gouvernement du rappel de la totalité des troupes françaises dans le courant de l'année prochaine, au lieu de leur retrait en trois détachements dans l'espace de dix-huit mois, ne m'a jamais été posée distinctement.

Ce que j'ai à dire à ce sujet, est ceci : l'arrangement proposé par l'Empereur pour le rappel des troupes en trois détachements, dont le premier partirait en novembre, était par lui-même sujet à être oublié au milieu de la surexcitation politique qui a accompagné toutes les questions mexicaines, avant même que sa mise à exécution fût commencée.

Des incidents fréquents et de diverses natures mentionnés par la presse en France et au Mexique, et représentés comme indiquant, de la part de l'Empereur, une disposition à ne pas remplir cet engagement, ont eu pour effet inévitable de créer et de répandre des doutes sur la sincérité même de l'Empereur en contractant l'engagement et sur sa fidélité à le remplir.

Par cela même, ce département s'est trouvé continuellement dans la nécessité apparente de protester contre des actes qui étaient de na-

ture à affaiblir la confiance du peuple dans des espérances aussi justes que bien définies.

Le Gouvernement, au contraire, espère en toute confiance que l'engagement de l'Empereur sera rempli, au moins à la lettre, et il s'est même attendu à ce que, passant sur la lettre, cet engagement serait rempli avec une sincérité d'intention qui aurait hâté, au lieu de retarder, le départ des forces françaises du Mexique. Aujourd'hui, cependant, nous attendons le commencement de l'évacuation. Quand cette opération aura été effectuée, le Gouvernement prêterait volontiers l'oreille à des suggestions, de quelque part qu'elles viennent, tendant à assurer de nouveau le rétablissement de la tranquillité, de la paix et du Gouvernement constitutionnel indigène au Mexique.

Mais, jusqu'à ce qu'il nous soit permis de constater ce commencement d'évacuation, toute tentative de négociation n'aurait pour effet que d'égarer l'opinion publique aux États-Unis et de rendre la situation du Mexique plus compliquée.

Il est à peine besoin de vous informer que les conjectures auxquelles se livre une partie de la presse au sujet des prétendues relations qui existeraient entre ce département et le général Santa-Anna, ne reposent sur aucun fondement.

Je suis, etc.

Signé : W.-H. SEWARD.

Dépêche de M. Bigelow à M. Seward, rapportant sa première entrevue avec le nouveau ministre des Affaires étrangères, marquis de Moustier, en date de Paris, le 12 octobre 1866.

Monsieur,

Le marquis de Moustier a reçu hier le Corps diplomatique pour la première fois.

Il m'a demandé s'il était vrai, ainsi que le rapportaient les journaux, que nos relations officielles dussent bientôt cesser. Il a exprimé le regret d'apprendre que cela fût, et le désir qu'il aurait eu de coopérer avec moi à cultiver des relations très-amicales entre nos deux pays respectifs.

En réponse à une question que je lui adressai, il dit que la politique de son Gouvernement envers les États-Unis et le Mexique ne subirait aucun changement par son avènement au Ministère.

Son Excellence ajouta qu'il consacrait tous les loisirs qui lui restaient à étudier les diverses questions américaines avec lesquelles il n'avait pas encore eu occasion de se familiariser, et qu'aussitôt qu'il serait

prêt, il serait heureux de causer plus longuement avec moi ou avec mon successeur. Il désirait néanmoins m'annoncer, et me prier de vous en faire part, qu'il avait vu l'Empereur à Biarritz; que Sa Majesté avait exprimé le désir et l'intention de retirer ses troupes du Mexique, aussitôt que faire se pourrait et sans tenir compte de la convention conclue avec Maximilien. Son Excellence ajouta que, d'après les derniers rapports, les dissidents gagnaient du terrain, mais que ce n'était pas l'intention de l'Empereur d'entreprendre de nouvelles et distinctes expéditions pour les réduire; qu'il était question de reprendre Tampico, mais que rien n'avait transpiré à Paris à ce sujet.

Il dit que la position de la France était délicate et que l'Empereur ne désirait rien autant que de se débarrasser de tous ses engagements avec le Mexique, aussitôt qu'il pourrait le faire avec dignité et honneur, et qu'avec notre aide, sur laquelle il comptait, le moment pourrait être considérablement avancé.

A cela je répondis seulement d'une manière générale que je n'avais pas de raison de douter que les futures relations des États-Unis avec la France ne fussent marquées par les mêmes considérations amicales que les avaient caractérisées jusqu'ici.

Je n'ai pas demandé quel genre d'aide des États-Unis il voulait dire, présumant qu'il comptait sur de la tolérance (*forbearance*) plutôt que sur aucune coopération active.

Je puis aussi mentionner à ce propos que je suis revenu hier de Biarritz, où j'ai été informé par M. Pereire, le propriétaire de la ligne de paquebots franco-mexicaine, que son agent avait enfin signé le contrat au ministère de la guerre pour le rapatriement de toute l'armée française en mars prochain.

Il avait reçu la veille, ainsi que je l'ai compris, la lettre l'avisant de ce fait. Quelques détachements de troupes, a-t-il dit, seraient rapatriés cet automne, et tout le reste avant la fin de mars. J'ai lieu de penser qu'on l'a prié de me faire cette communication.

Je suis, etc.

Signé : JOHN BIGELOW.

Note de M. Seward à M. Campbell, pour lui envoyer ses instructions en date de Washington le 22 octobre 1866.

Monsieur, vous savez qu'un arrangement amical et explicite existe entre notre Gouvernement et l'Empereur des Français, par lequel celui-ci s'est engagé à retirer ses forces militaires du Mexique en trois détachements, dont le premier partira du Mexique en novembre pro-

chain, le second au mois de mars suivant, et le troisième en novembre 1867, et qu'une fois l'évacuation accomplie, le Gouvernement français adoptera immédiatement vis-à-vis du Mexique une politique de non-intervention, pareille à celle qui est pratiquée par les États-Unis. Des doutes ont été conçus et exprimés en certains cercles sur la bonne foi qu'apportera le Gouvernement français à l'exécution de cette mesure. De pareils doutes n'ont pas été admis par le Président, qui a reçu des assurances réitérées et même récentes que la complète évacuation du Mexique par les Français sera consommée aux époques convenues, ou même plus tôt suivant les convenances climatiques, militaires et autres.

Il y a des motifs de supposer que deux questions incidentes ont déjà engagé l'attention du Gouvernement français, savoir : premièrement si le départ du prince Maximilien pour l'Autriche ne devrait pas avoir lieu avant la retraite de l'expédition française; secondement, s'il ne serait pas préférable, à cause des convenances climatiques, militaires et autres ci-dessus mentionnées, de retirer toutes les forces expéditionnaires en une seule fois, au lieu de les retirer en trois détachements successifs, et à diverses périodes.

Néanmoins, l'Empereur Napoléon n'a pas fait de communication formelle à ce sujet au Gouvernement des États-Unis. Lorsque la question s'est incidemment produite, le Département d'État a répondu, par l'ordre du Président, que les États-Unis attendent l'exécution de la convention pour l'évacuation dans les délais fixés avec le Gouvernement français, et qu'ils se réjouiraient de voir cette évacuation s'opérer encore plus promptement qu'il n'a été convenu. Dans ces circonstances, le Président s'attend à ce que, dans le courant du mois prochain (novembre), une partie au moins des forces expéditionnaires françaises quittera le Mexique, et il pense qu'il n'est pas improbable que le gros des forces expéditionnaires se retire en même temps ou presque en même temps.

Un pareil événement ne peut manquer de produire une crise d'un grand intérêt politique dans la république du Mexique. Il importe que vous vous trouviez, soit sur le territoire de la république, soit dans une résidence à proximité, afin de pouvoir prendre l'exercice de vos fonctions comme Ministre plénipotentiaire des États-Unis auprès de la république du Mexique. On ne peut encore savoir d'une manière positive le parti auquel s'arrêtera le prince Maximilien en cas d'une évacuation complète et partielle du Mexique. On ne peut non plus définir par anticipation le parti que prendra, au même cas, M. Juarez, Président de la république du Mexique.

Nous sommes prévenus de l'existence à Mexico de divers partis politiques autres que ceux à la tête desquels sont le Président Juarez

et le prince Maximilien ; ces divers partis sont en conflit de sentiments touchant les moyens les plus prompts et les plus convenables de restaurer la paix, l'ordre et le Gouvernement civil de la république. Nous ignorons ce que feront ces partis après l'évacuation française. Enfin, il est impossible de prévoir la conduite du peuple mexicain quand cet événement se produira.

Par ces motifs, il est impossible de vous donner des instructions précises sur la ligne de conduite que vous devrez tenir dans l'accomplissement de la haute mission que le Gouvernement des États-Unis vous a confiée. On doit laisser beaucoup à votre appréciation personnelle, et on devra se baser sur les mouvements politiques qui se produiront dans l'avenir. Il est cependant certains principes qui, à notre jugement, doivent régir la conduite politique que le Gouvernement des États-Unis attend de vous. Le premier de ces principes est que, comme représentant des États-Unis, vous êtes accrédité auprès du Gouvernement républicain du Mexique, dont M. Juarez est le Président.

Vos communications comme représentant devront être adressées à lui, en quelque endroit qu'il se trouve; et, dans aucun cas, vous ne pourrez reconnaître officiellement soit le prince Maximilien, qui prétend être Empereur du Mexique, soit toute autre personne, chef ou commission exerçant le pouvoir exécutif à Mexico, sans en avoir préalablement référé à mon département, sans avoir reçu les instructions du Président des États-Unis.

Secondement, en supposant que les commandants de l'armée et de la marine françaises exécutent de bonne foi la convention de l'évacuation du Mexique avant le terme fixé, l'engagement qui nous incombe, dans cette hypothèse, est que les États-Unis ou leur représentant n'apportent aucune entrave ni aucun obstacle au départ des Français.

Troisièmement, ce que le Gouvernement des États-Unis désire pour l'avenir du Mexique, ce n'est pas la conquête de ce pays, ni d'aucune de ses portions, ni l'agrandissement des États-Unis par des achats de terres ou de domaines; mais au contraire il désire voir le peuple mexicain délivré de toute intervention militaire étrangère, afin qu'il puisse régler la conduite de ses propres affaires avec le Gouvernement républicain existant ou toute autre forme de Gouvernement que, jouissant d'une liberté parfaite, il aura résolu d'adopter de son propre mouvement à l'abri de l'influence de tout pays étranger et aussi des États-Unis.

Il découle de ces principes que vous ne devez pas faire de stipulations avec les commandants français, ni avec le prince Maximilien, ni avec tout autre parti qui aurait une tendance à contrecarrer ou à s'opposer à l'administration du Président Juarez, ou à retarder et à ajour-

ner la restauration de l'autorité de la République. D'un autre côté, il peut arriver que le Président de la République du Mexique réclame les bons offices des États-Unis, ou quelque acte efficace de notre part, pour favoriser et hâter la pacification d'un pays si longtemps déchiré par la guerre civile et étrangère, et activer ainsi le rétablissement de l'autorité nationale sur des principes concordant avec un système républicain et domestique du Gouvernement.

Il est possible encore que l'on fasse quelques mouvements des forces de terre ou de mer des États-Unis, sans intervenir dans les limites de la juridiction du Mexique ni violer les lois de la neutralité, mais pour favoriser la restauration de la loi, de l'ordre et du Gouvernement républicain de ce pays.

Vous êtes autorisé à conférer à ce sujet avec le Gouvernement républicain du Mexique et ses agents, et même de conférer à titre d'informations, si vous le jugez nécessaire, avec tous autres partis ou agents, dans le cas où une conférence exceptionnelle deviendrait absolument nécessaire, mais dans ce cas seulement.

Vous pourrez ainsi obtenir les informations qu'il importe à notre Gouvernement de connaître, et vous les transmettez à mon département avec vos suggestions et avis sur toutes mesures de notre part qui pourraient être adoptées en conformité des principes ci-dessus développés. Vous vous bornerez à référer ainsi toute proposition importante qui pourrait s'élever au sujet de la réorganisation et de la restauration du Gouvernement républicain du Mexique, à mon département, pour l'information du Président.

Le lieutenant général des États-Unis possède déjà une autorité discrétionnaire touchant la disposition des forces des États-Unis dans le voisinage du Mexique, son expérience militaire le rend apte à vous donner des conseils sur les questions de ce genre qui peuvent s'élever pendant la période transitoire qui fera passer le Mexique de l'état de siège militaire maintenu par un ennemi étranger à la condition politique de « self-government. »

En même temps, il aura le pouvoir, étant près de la scène de l'action, de lancer tous les ordres qui lui paraîtront convenables ou nécessaires pour maintenir les obligations des États-Unis relativement à ce qui se passerait sur les frontières du Mexique. Pour ces motifs, il a été requis et a reçu l'ordre du Président de vous accompagner à votre destination et de remplir à votre égard l'office d'un conseiller officiel, reconnu par le Département de l'État, en ce qui touche les matières qui viennent d'être indiquées.

Après vous être entendu avec lui, vous pourrez vous rendre dans la ville de Chihuahua, ou dans tout autre endroit du Mexique où le Président Juarez pourra résider, ou dans tout autre lieu du Mexique,

à votre choix, qui ne sera pas tenu ou occupé au moment de votre arrivée par les ennemis de la république du Mexique; vous pourrez aussi vous arrêter dans tout endroit des États-Unis à proximité de la frontière ou des côtes du Mexique pour y attendre le moment d'entrer dans telle partie du Mexique qui sera occupée par la suite par le Gouvernement républicain du Mexique.

Je suis, etc.

Signé : WILLIAM H. SEWARD.

Note du Président Johnson à M. E. Stanton, ministre de la guerre, pour adjoindre le général Grant à M. Campbell, ministre des États-Unis au Mexique, datée de Washington, le 26 octobre 1866.

Monsieur,

Des avis récents annonçant l'évacuation prochaine du Mexique par les troupes expéditionnaires françaises, le temps est venu, pour notre Ministre au Mexique, de se mettre en rapport avec cette république. Pour l'aider dans sa mission et pour donner une preuve du vif désir des États-Unis de régler les questions pendantes, je crois important de faire accompagner notre Ministre par le général Grant. Je vous demande donc d'inviter le général Grant à se rendre sur quelque point de notre frontière mexicaine, le plus convenable pour communiquer avec notre Ministre; ou si le général Grant le trouve préférable, qu'il l'accompagne jusqu'à destination et lui donne l'aide de ses conseils, pour exécuter les instructions du Secrétaire d'État dont je vous envoie copie pour l'usage du général. Le général Grant fera au Secrétaire de la Guerre son rapport sur tout sujet qui, dans sa pensée, devra être communiqué au Département.

Je suis, etc.

Signé : A. JOHNSON.

Note du Président Johnson au ministre de la guerre pour remettre au général Sherman la mission refusée par le général Grant, en date de Washington, le 30 octobre 1866.

Monsieur,

Le général Grant n'ayant pas jugé à propos d'accepter la mission spécifiée dans ma lettre du 26 courant, vous voudrez bien l'en déchar-

ger et la confier, sous tous les égards, au lieutenant général Sherman. Afin de guider le général Sherman dans l'exécution de sa mission, vous lui remettrez copie des instructions spéciales que vous avez données au général Grant, d'après ma lettre du 26 courant, ainsi que celles données par le Secrétaire d'État à M. Campbell.

Le lieutenant général Sherman devra partir sans retard pour sa destination.

Je suis, etc.

Signé : A. JOHNSON.

Dépêche de M. Bigelow à M. Seward, au sujet du rapatriement en bloc des troupes expéditionnaires du Mexique au printemps seulement, en date de Paris, le 8 novembre 1866.

Monsieur,

Le Ministre des Affaires étrangères m'a informé jeudi dernier, en réponse à une question que certaines rumeurs de journaux m'ont engagé à lui adresser, que l'Empereur avait le dessein de retirer ses troupes du Mexique au printemps, mais qu'il ne rappellerait aucun corps avant cette époque.

J'exprimai ma surprise et mon regret de cette détermination, et clairement contraire aux assurances données par le prédécesseur de S. Exc., soit à vous par l'intermédiaire du marquis de Montholon, soit à moi personnellement.

Le Ministre s'est rejeté sur les considérations d'un caractère purement militaire, ne voulant pas voir ou n'appréciant pas à sa valeur, à ce qu'il m'a semblé, l'importance que ce changement pourrait peut-être avoir sur les relations de la France avec les États-Unis.

Mon premier mouvement a été de lui envoyer une Note le jour suivant, en demandant une constatation formelle des motifs de l'Empereur pour n'avoir aucun égard aux stipulations de son Ministre des Affaires étrangères, relativement au rappel d'un détachement de son armée du Mexique dans le courant du mois de novembre.

J'arrivai cependant à conclure qu'il serait plus satisfaisant pour le Président que je visse l'Empereur lui-même à ce sujet.

Je me suis donc rendu hier chez S. M., à Saint-Cloud ; je lui répétai ce que le marquis de Moustier m'avait dit, et lui exprimai le désir de savoir si je pourrais faire quelque chose pour prévenir et empêcher le mécontentement que ressentirait le peuple de mon pays, j'en étais persuadé, s'il recevait cette nouvelle sans aucune explication.

Je fis allusion à la prochaine réunion du Congrès, moment où tout changement dans nos relations soit avec la France, soit avec le

Mexique, serait probablement l'objet d'une discussion; j'exprimai aussi la crainte que les raisons de S. M. pour ajourner le rapatriement du premier détachement de ses troupes ne fussent attribuées à des motifs que notre peuple serait disposé à ressentir.

L'Empereur me dit qu'il était vrai qu'il avait résolu d'ajourner tout rappel de troupes jusqu'au printemps, mais qu'en agissant ainsi il avait été exclusivement influencé par des considérations militaires.

Au moment où il a donné cet ordre, les succès des dissidents, soutenus comme ils l'étaient de nombreux renforts des États-Unis, semblaient rendre toute réduction de ses forces périlleuse pour celles qui resteraient en arrière.

Il a en conséquence envoyé un télégramme au maréchal Bazaine, qui avait déjà embarqué un régiment (le 81^e, m'a-t-il dit, je crois), lequel avait été heureusement empêché de partir par des vents contraires, lui ordonnant de ne pas embarquer de troupes jusqu'à ce qu'elles fussent toutes prêtes à partir.

Cette dépêche, a ajouté S. M., n'a pas été envoyée en chiffres, afin qu'aucun secret ne fût fait de sa teneur pour les États-Unis.

Les troupes avaient alors été débarquées et étaient retournées à Orizaba.

S. M. continua en disant qu'elle avait envoyé à peu près en même temps au Mexique le général Castelnau, chargé d'informer Maximilien que la France ne pouvait lui donner ni un sou ni un homme de plus. S'il pensait qu'il pouvait se soutenir seul, la France ne retirerait pas ses troupes plus vite que ne l'avait stipulé M. Drouyn de Lhuys, si tel était son désir; mais si, d'autre part, il était disposé à abdiquer, ce qui était la conduite que S. M. lui conseillait de tenir, le général Castelnau était chargé de trouver un gouvernement avec qui traiter pour la protection des intérêts français et pour rapatrier toute l'armée au printemps.

Je demandai à l'Empereur si le Président des États-Unis avait été avisé de tout cela et si on avait fait quelque chose pour préparer son esprit au changement de politique de S. M.

Il répondit qu'il n'en savait rien; que M. de Moustier devait l'avoir fait; que, comme ces événements s'étaient produits pendant l'intérim d'un changement dans le Ministère des Affaires étrangères, il était possible qu'on l'eût négligé, quoique son télégramme au maréchal Bazaine eût été envoyé de propos délibéré, de manière à montrer qu'il n'y avait rien à déguiser dans ses plans.

Je fis la remarque que mon Gouvernement était constamment dans la nécessité de protester contre des actes faits au nom de S. M., et que l'effet de ces protestations était toujours d'affaiblir la confiance publique dans les représentations que le Gouvernement s'était senti autorisé à

faire, relativement aux intentions de S. M. Je lui expliquai alors brièvement les graves inconvénients qui pouvaient résulter de toute infraction inexpliquée aux stipulations déjà consenties devant le monde au nom de S. M.

S. M. répliqua que nous avions maintenant le télégraphe, et qu'on pouvait aisément remédier à tout malentendu de ce genre.

S. M. paraissait convaincue de l'importance d'une entente avec le Président sur ce sujet, et je partis sous l'impression qu'elle avait certainement l'intention de s'occuper de cette affaire.

Il n'y a qu'un sentiment ici sur la détermination de la France de se laver les mains du Mexique aussitôt que possible. Je ne doute pas non plus que l'Empereur n'agisse de bonne foi envers nous ; mais je n'ai pas été sûr que le changement dans ses plans, que j'ai commenté, reçût une interprétation aussi favorable aux États-Unis.

En raison des derniers succès des impérialistes au Mexique et de la situation quelque peu troublée de nos affaires politiques à l'intérieur, j'ai craint que la conduite de l'Empereur n'éveillât peut-être aux États-Unis des soupçons qui pourraient être sérieusement préjudiciables aux rapports des deux pays.

Pour prévenir une pareille calamité, s'il était possible, j'ai cru de mon devoir de prendre les précautions dont je viens de vous rendre compte. Le fait que l'Empereur a admis, dans cette conversation, qu'il avait conseillé à Maximilien d'abdiquer, m'a préparé à attendre chaque jour la nouvelle de cette abdication, car un pareil conseil, dans la position dépendante de Maximilien, équivalait presque à un ordre.

L'Empereur a dit qu'il espérait connaître le résultat final de la mission de Castelnau vers la fin de ce mois.

Il a paru dans le *Star* et dans le *Post* de Londres un télégramme reproduisant le bruit en circulation à New-York, le 6 courant, que Maximilien avait abdiqué. Comme nous avons reçu des dépêches du 7 qui ne font aucune allusion à cette nouvelle, je présume qu'elle était au moins prématurée.

Je suis, etc.

Signé : JOHN BIGELOW.

Dépêche de M. Seward à M. Bigelow, pour lui envoyer copie des instructions données à M. Campbell, datée de Washington, le 9 novembre 1866.

Monsieur,

Il m'a été impossible jusqu'à présent de vous accuser réception de votre dépêche du 12 octobre.

Le Président est satisfait des dispositions libérales et amicales manifestées par le marquis de Moustier à l'égard de nos questions internationales.

M. Campbell part demain avec le lieutenant général Sherman pour Mexico et ses environs. Je vous envoie une copie des instructions remises à notre nouveau Ministre à son départ pour le Mexique. Ce n'est pas l'intention d'en donner une communication en forme officielle au Gouvernement français, mais en même temps nous n'affectons pas de les tenir secrètes.

Vous pourrez donc en faire tel usage que vous jugerez nécessaire ou convenable, en faisant connaître la politique de ce Gouvernement dictée par le départ prévu des troupes françaises du Mexique.

Je vous remercie des renseignements que vous me donnez sur les questions d'intérêt intérieur relatives à l'Empire français.

Je suis, etc.

Signé : WILLIAM-H. SEWARD.

Note de M. Seward à M. Stanton, secrétaire de la guerre, au sujet des ordres qu'il pourrait être jugé nécessaire de donner aux troupes sur le Rio-Grande, en date du 22 novembre 1866.

Monsieur,

Je vous sou mets une correspondance qui, sous la direction du Président, a eu lieu entre ce département et le Gouvernement de France, ainsi que la copie des instructions données à M. Campbell, Ministre plénipotentiaire des États-Unis au Mexique.

Il est soumis à votre considération, si, dans ces nouvelles circonstances, des instructions spéciales ne seraient pas nécessaires pour la conduite à tenir par l'armée d'observation des États-Unis, afin d'éviter toute rupture prématurée de la paix, tout en préservant la sécurité des États-Unis.

Je suis, etc.

Signé : WILLIAM-H. SEWARD.

Dépêche de M. Seward à M. Campbell, confirmant ses instructions, en date du 23 novembre 1866.

Monsieur,

Je vous envoie copie d'une dépêche que je viens de recevoir de M. Bigelow. Elle vous apprendra, comme nous l'avons appris avec

surprise, que le Gouvernement français a retardé le départ convenu d'un détachement du Mexique en novembre, dans le but ainsi avoué de faire revenir la totalité des troupes en même temps au printemps prochain.

Je vous envoie également copie de ma réponse annonçant que cette résolution du Gouvernement français ne satisfait pas le Président. Ces documents vous informeront que le Président ne croit ni nécessaire, ni désirable de modifier vos instructions. Nous ne renonçons pas à l'idée de recevoir une réponse satisfaisante de la France à cet égard.

Je suis, etc.

Signé : WILLIAM-H. SEWARD.

Dépêche de M. Seward à M. Bigelow sur le retour des troupes françaises du Mexique, en date du 23 novembre 1866¹.

Monsieur,

Votre dépêche du 8 novembre (n° 384), relative au Mexique, a été reçue. Votre conduite, dans votre entrevue avec M. de Moustier, et votre conduite aussi dans votre entrevue avec l'Empereur, sont complètement approuvées.

Dites à M. de Moustier que notre Gouvernement est étonné et affligé d'apprendre par l'annonce faite, pour la première fois maintenant, que le rapatriement promis d'un détachement des troupes françaises qui devait s'effectuer du Mexique en ce mois de novembre, a été différé par l'Empereur. L'embarras qui en résulte est accru considérablement par la circonstance que cette résolution de l'Empereur a été prise sans en avoir conféré avec les États-Unis et même sans leur en avoir donné avis. Notre Gouvernement n'a en aucune façon fourni des renforts aux Mexicains, ainsi que l'Empereur semble le présumer, et il n'a rien su du tout de son contre-ordre au maréchal Bazaine, dont parle l'Empereur.

Nous consultons seulement les communications officielles, quand il s'agit de connaître le but et les résolutions de la France, attendu que nous faisons connaître par cette même voie nos intentions et ré-

1. On lit dans le bulletin du *Moniteur* du 24 décembre :

« La presse américaine nous apporte des extraits fort incomplets de la correspondance diplomatique qui vient d'être soumise au Congrès.

« On y voit figurer une dépêche, en date du 23 novembre, adressée par M. Seward à M. Bigelow. Le Gouvernement français n'a jamais eu connaissance de ce document.

« Les journaux des États-Unis confirment du reste le bon accord qui existe entre le gouvernement fédéral et celui de l'Empereur.

solutions, alors qu'il s'agit de la France. Je ne suis pas en mesure de dire, et il serait superflu, quant à présent, d'entamer la question à cet égard, si le Président aurait pu, ou non, acquiescer au retard projeté par l'Empereur dans le cas où il aurait été opportunément consulté — si cette proposition avait été appuyée, comme on l'appuie maintenant, sur des considérations purement militaires et si elle avait été caractérisée par les manifestations ordinaires de déférence pour les intérêts et les sentiments des États-Unis.

Mais la décision prise par l'Empereur de modifier l'arrangement actuel sans entente préalable avec les États-Unis, de laisser, quant à présent, l'armée française tout entière au Mexique, au lieu de retirer un détachement en novembre, ainsi qu'il avait été promis, paraît aujourd'hui, sous tous les rapports, regrettable.

Nous ne pouvons y adhérer ; premièrement, parce que le terme « au printemps prochain, » tel qu'il a été fixé pour la complète évacuation, est indéfini et vague ; secondement, parce que rien ne nous autorise à déclarer au Congrès et au peuple américain que nous avons maintenant une garantie meilleure pour le rappel de l'armée expéditionnaire tout entière au printemps, que nous n'en avons eu jusqu'ici pour le rappel d'une portion en novembre ; troisièmement, comptant parfaitement sur l'exécution au moins littérale de l'accord fait alors par l'Empereur, nous avons pris des mesures en prévision de l'évacuation des troupes françaises, pour concourir avec le Gouvernement républicain du Mexique à la pacification de ce pays, ainsi qu'au prompt et complet rétablissement de la véritable autorité constitutionnelle de ce Gouvernement.

Comme faisant partie de ces mesures, M. Campbell, notre Ministre nouvellement nommé, accompagné du lieutenant général Sherman, a été envoyé au Mexique, afin de conférer avec le Président Juarez sur des questions qui intéressent au plus haut point les États-Unis et sont d'une vitale importance pour le Mexique. Notre politique et les mesures ainsi adoptées dans la ferme conviction que l'évacuation du Mexique allait commencer, ont été portées ici à la connaissance de la légation française, et vous avez déjà, sans nul doute, exécuté vos instructions en les faisant connaître au Gouvernement de l'Empereur, à Paris.

L'Empereur verra que nous ne pouvons maintenant rappeler M. Campbell, ni modifier les instructions conformément auxquelles on s'attend qu'il traitera, et d'après lesquelles il peut même traiter avec le Gouvernement républicain du Mexique. Ce Gouvernement désire certes bien vivement, et il espère avec confiance voir discontinuer au plus tôt et définitivement une occupation étrangère.

Vous direz donc au Gouvernement de l'Empereur que le Président

désire et qu'il espère sincèrement que l'évacuation du Mexique s'accomplira en conformité de l'arrangement actuel autant que le permettra la complication inopportune qui nécessite cette dépêche ; sur ce point, M. Campbell recevra des instructions. Des instructions seront aussi envoyées aux forces militaires des États-Unis, placées en observation et qui attendent du Président des ordres spéciaux. C'est ce qui sera fait avec la confiance que le télégraphe ou le courrier nous apporteront une satisfaisante résolution de l'Empereur, en réponse à cette note. Vous assurerez au Gouvernement français qu'en voulant affranchir le Mexique, les États-Unis n'ont rien tant à cœur que de conserver paix et amitié avec la France.

Le Président n'a pas le plus léger doute que ce qui a été résolu en France a été décidé sans qu'on ait pleinement réfléchi à l'embarras que cela doit produire ici, et sans aucune arrière-pensée de laisser les troupes de l'expédition française au Mexique au delà de la période intégrale de dix-huit mois primitivement stipulée pour l'évacuation complète.

Je suis, etc.

Signé : WILLIAM-H. SEWARD.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE DES MATIÈRES DU QUATRIÈME VOLUME DE LA SIXIÈME ANNÉE.

(1866)

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC., ETC.

	1863	Pages.
Novembre. 24	<i>Italie, Pays-Bas. Traité de commerce</i>	5
	1864	
Novembre. 8	<i>Bade, Pays-Bas. Traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs</i>	8
— 16	<i>Hanovre, Pays-Bas. Traité pour la construction d'un chemin de fer devant relier les frontières des deux pays.</i>	12
	1865	
Juillet..... 11	<i>États-Romains, France. Convention additionnelle de poste</i>	16
Août..... 16	<i>Grande-Bretagne, Prusse. Traité de navigation</i>	28
Novembre. 23	<i>Grande-Bretagne, Perse. Convention télégraphique</i>	30
Décembre. 7	<i>Belgique, Pays-Bas. Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 13 mai 1863.</i>	35
— 16	<i>France, Luxembourg. Convention littéraire</i>	36
— 24	<i>France, Portugal. Convention de poste</i>	40
	1866	
Janvier ... 11	<i>France, Portugal. Procès-verbal de l'échange des ratifications sur la Convention télégraphique internationale du 17 mai 1865</i>	145
— 11	<i>France, Grèce. Procès-verbal de l'échange des ratifications sur la Convention télégraphique internationale du 17 mai 1865</i>	146
— 15	<i>Belgique, France. Convention pour l'établissement d'un chemin de fer international reliant la ligne française de Soissons à la ligne belge de Chimay</i>	147
Février.... 3	<i>Espagne, Pays-Bas. Convention consulaire</i>	150
Mars..... 31	<i>Belgique, Pays-Bas. Convention pour l'établissement d'une série de nouveaux feux dans l'Escaut et à ses embouchures</i>	151
Mai..... 26	<i>Espagne, France. Traité de délimitation</i>	156
— 27	<i>Turquie, Égypte. Iradé impérial établissant en Égypte l'ordre de succession directe pour la vice-royauté</i>	170
Juillet. ... 28	<i>Danemark. Constitution du royaume</i>	172

1866

		Pages.
Août.....	10 <i>Bolivie, Chili.</i> Traité de limites.....	183
—	17 <i>Bade, Prusse.</i> Traité de paix.....	186
—	18 <i>Prusse, Saxe-Weimar, Oldenbourg, Brunswick, Saxe-Altenbourg, Cobourg Gotha, Anhalt, Schwarzbourg, Rudolstadt et Sondershausen, Waldeck, Reuss cadette, Schaumbourg-Lippe, Lippe, Lubeck, Brême, Hambourg.</i> Traité d'alliance.....	188
—	22 <i>Bavière, Prusse.</i> Traité de paix.....	190
—	23 <i>Autriche, Prusse.</i> Traité de paix.....	197
—	26 <i>France, Suisse.</i> Déclaration pour l'exécution des articles 8 et 9 de la Convention du 30 août 1864 sur les rapports de voisinage.....	203
Septembre.	3 <i>Hesse, Prusse.</i> Traité de paix.....	202
—	20 <i>Prusse.</i> Loi pour l'annexion du Hanovre, de la Hesse-Électorale, de Nassau et de Francfort.....	208
—	26 <i>Prusse, Reuss aînée.</i> Traité de paix.....	209
Octobre....	3 <i>Autriche, Italie.</i> Traité de paix.....	210
—	8 <i>Prusse, Saxe-Meiningen.</i> Traité de paix.....	218
—	15 <i>Prusse.</i> Loi électorale par le Parlement du Nord.....	220
—	21 <i>Prusse, Saxe-Royale.</i> Traité de paix.....	222
Novembre..	.. <i>Égypte.</i> Statut constitutionnel.....	231
—	4 <i>Italie.</i> Décret pour la réunion de la Vénétie à l'Italie.....	230

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1864

Septembre.	30 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. de Isturitz, ambassadeur à Paris, à M. Llorente, ministre des affaires étrangères, sur la Convention du 15 septembre.....	55
Octobre...	22 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. Llorente à M. Pacheco à Rome. Affaires de Rome.....	57
—	31 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. Llorente à M. de la Torre-Ayllon, à Vienne. Affaires de Rome.....	58
—	31 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. Llorente à M. de la Torre-Ayllon, à Vienne. Affaires de Rome.....	59

1865

Janvier..	6 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. Pacheco à M. Llorente. Négociations Vegezzi à Rome.....	87
—	25 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. Mon, ambassadeur à Paris, à M. Llorente. Convention du 15 septembre.....	62
—	31 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. Pacheco, à Rome, à M. Llorente. Affaires de Rome.....	65
Mars.....	27 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. Mon, à Paris, à M. Llorente. Affaires de Rome.....	67
Avril.....	6 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. Pacheco à M. Llorente. Négociations Vegezzi.....	88
—	15 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. Pacheco à M. Llorente. Négociations Vegezzi.....	89
—	17 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. Mon, à M. Llorente. Négociations Vegezzi.....	90
—	20 <i>Espagne.</i> Dépêche de M. Zarco del Valle, à Turin, à M. Llorente. Mission de M. Vegezzi.....	91
—	<i>Espagne.</i> Dépêche de M. Pacheco à M. Llorente. Mission de M. Vegezzi.....	92

1865

		Pages.
Avril.....	24 <i>Espagne</i> . Télégramme de M. Llorente à M. Pacheco. Mission de M. Vegezzi.....	93
—	25 <i>Espagne</i> . Télégramme de M. Pacheco à M. Llorente. Mission de M. Vegezzi.....	93
—	26 <i>Espagne</i> . Télégramme de M. Mon à M. Llorente. Mission de M. Vegezzi.....	94
—	26 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Zarco del Valle, à Turin, à M. Llorente. Mission de M. Vegezzi.....	94
—	29 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Mon à M. Llorente. Affaires de Rome....	73
Mai.....	6 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. de la Torre-Ayllon, à Vienne, à M. Llorente. Affaires de Rome.....	75
—	6 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Pacheco à M. Llorente. Mission de M. Vegezzi.....	96
—	9 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Zarco del Valle à M. Bermudez de Castro. Mission de M. Vegezzi.....	99
—	12 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. de la Torre-Ayllon à M. Llorente. Affaires de Rome.....	76
—	16 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Mon, a Paris, à M. Llorente. Affaires de Rome.....	77
—	22 <i>États-Unis</i> . Proclamation du président Johnson annonçant la levée du blocus des ports du Sud, à l'exception de ceux du Texas.....	234
—	22 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Pacheco à M. Llorente. Mission de M. Vegezzi.....	100
Juin.....	2 <i>Grande-Bretagne</i> . Note du comte Russell aux lords commissaires de l'Amirauté, leur annonçant la cessation de la guerre civile en Amérique et indiquant les mesures à prendre en conséquence à l'égard des navires confédérés.....	235
—	2 <i>États-Unis</i> . Proclamation du président Johnson accordant l'amnistie aux personnes compromises dans l'insurrection du Sud.....	237
—	7 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Pacheco à M. Llorente. Négociation Vegezzi.....	101
—	13 <i>États-Unis d'Amérique</i> . Proclamation du président Johnson levant toutes les restrictions mises au commerce de la côte et d'exportation des États-Unis.....	239
—	17 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Mon à M. Llorente. Affaires de Rome....	78
—	22 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Pacheco à M. Llorente. Mission de M. Vegezzi.....	102
—	26 <i>Espagne</i> . Télégramme de M. Pacheco à M. Bermudez de Castro. Mission de M. Vegezzi.....	103
—	27 <i>Espagne</i> . Télégramme de M. Mon à M. Bermudez de Castro. Mission de M. Vegezzi.....	104
Juillet....	1 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Mon. Négociation Vegezzi.....	104
—	4 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Mon à M. Bermudez de Castro. Négociation Vegezzi.....	106
—	5. <i>Italie</i> . Dépêche du général La Marmora au baron de Cavalcini. Reconnaissance du royaume par l'Espagne.....	400
—	10 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Mon. Négociation Vegezzi.....	107
—	10 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Zarco del Valle à M. Bermudez de Castro. Négociation Vegezzi.....	108
—	10 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Pacheco à M. Bermudez de Castro. Mission de M. Vegezzi.....	108
—	12 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Mon à M. Bermudez de Castro, ministre des affaires étrangères. Affaires de Rome.....	79
—	12. <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Zarco del Valle. Reconnaissance du royaume d'Italie.....	403

1865

		Pages.
Juillet	20 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Mon. Affaires de Rome	80
—	20 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Pacheco. Négociation Vegezzi	110
—	26 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Mon à M. Bermudez de Castro. Affaires de Rome	85
Août.....	29 <i>États-Unis</i> . Proclamation du président Johnson, levant les restrictions mises sur les relations commerciales aux États-Unis.....	241
Septembre.	23 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Zea Bermudez, à Rome, à M. Bermudez de Castro. Convention du 15 septembre.....	110
Octobre ...	2 <i>Espagne</i> . Dépêche du marquis de Lema, à Paris, à M. Bermudez de Castro. Convention du 15 septembre.....	112
—	4 <i>Espagne</i> . Dépêche du marquis de Lema, à Paris, à M. Bermudez de Castro. Convention du 15 septembre.....	115
—	6 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Zea Bermudez. Convention du 15 septembre.....	112
—	7 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Zea Bermudez, à M. Bermudez de Castro. Convention du 15 septembre.....	118
—	8 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro, au marquis de Lema. Convention du 15 septembre.....	115
—	14 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro au marquis de Lema. Convention du 15 septembre.....	116
—	14 <i>Espagne</i> . Dépêche du marquis de Lema à M. Bermudez de Castro. Convention du 15 septembre	120
—	17 <i>Espagne</i> . Dépêche du marquis de Lema à M. Bermudez de Castro. Convention du 15 septembre.....	124
—	21 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Zea Bermudez. Convention du 15 septembre.....	119
—	23 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Zea Bermudez à M. Bermudez de Castro. Convention du 15 septembre.....	129
—	24 <i>Espagne</i> . Dépêche du marquis de Lema à M. Bermudez de Castro. Convention du 15 septembre.....	126
—	31 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Ulloa à M. Bermudez de Castro. Convention du 15 septembre.	133
Novembre.	5 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro au marquis de Lema. Convention du 15 septembre.	127
—	6 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Zea Bermudez. Convention du 15 septembre.....	131
—	6 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Ulloa, à Florence. Convention du 15 septembre.....	132
—	6 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Ulloa. Convention du 15 septembre.....	134
—	8 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. de Isturitz. Convention du 15 septembre.....	135
Décembre.	16 <i>Espagne</i> . Dépêche du marquis de Lema à M. Bermudez de Castro. Convention du 15 septembre.....	137
—	23 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Zea Bermudez. Convention du 15 septembre.....	137

1866

Février ...	5 <i>Italie</i> . Dépêche du général de La Marmora au marquis de Tagliacarne, à Madrid, au sujet des documents diplomatiques communiqués aux Cortès par le gouvernement espagnol.....	242
—	16 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Ulloa, à Florence, en réponse à la dépêche du général de La Marmora du 5 février 1866.....	246

		Pages.
Février...	25 <i>Italie</i> . Discours du général de La Marmora à la Chambre des députés pour défendre la politique du Gouvernement.....	253
Mars.....	10 <i>Turquie</i> . Proposition présentée par les délégués du Gouvernement français sur les mesures à prendre dans le cas où le choléra se maintiendrait cette année parmi les pèlerins de la Mecque....	141
—	27 <i>Principautés-Unies</i> . Proclamation de la lieutenance princière invitant la nation à élire de nouveaux députés.....	257
Avril.....	2 <i>États-Unis</i> . Proclamation du président Johnson annonçant le retour de la paix dans l'Union.....	258
—	19 <i>Russie</i> . Note du Consul général de Russie à Bucharest au prince Jon Ghika, au sujet de l'émeute de Jassy.....	262
—	23 <i>Principautés-Unies</i> . Note du prince Jon Ghika au baron d'Offenberg, en réponse à sa Note du 19 avril sur l'émeute de Jassy....	263
Mai.....	2 <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie</i> . Note des Plénipotentiaires de la Conférence de Paris relative aux Principautés-Unies, adressée aux Agents et Consuls de leurs gouvernements respectifs à Bucharest.....	264
—	12 <i>Principautés-Unies</i> . Plébiscite nommant le prince Charles-Louis de Hohenzollern, prince souverain des Principautés.....	265
—	12 <i>Principautés-Unies</i> . Circulaire du prince Jon Ghika aux Agents des Puissances garantes au sujet de la nomination du prince de Hohenzollern comme Prince régnant.....	267
—	22 <i>Principautés-Unies</i> . Discours du Prince de Hohenzollern à l'Assemblée des députés.....	269
—	31 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Bigelow à M. Seward. Affaires du Mexique.	406
Juin.....	2 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward au général Kilpatrick, au Chili, sur la politique des États-Unis à l'égard des Républiques hispano-américaines à propos du conflit hispano-chilien.....	139
—	4 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Bigelow à M. Seward. Affaires du Mexique.	407
Août.....	10 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Hay à M. Seward. Affaires du Mexique.	469
—	12 <i>Prusse</i> . Projet de loi électorale pour la nomination des députés au Parlement allemand présenté aux Chambres.....	270
—	16 <i>Prusse</i> . Présentation aux Chambres d'une loi pour l'annexion du Hanovre, de l'électorat de Hesse, du duché de Nassau et de la ville libre de Francfort au royaume de Prusse.....	273
—	16 <i>États-Unis</i> . Note de M. Seward au marquis de Montholon. Affaires du Mexique.....	410
—	17 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Hay à M. Seward. <i>Idem</i>	411
—	17 <i>États-Unis</i> . Déclaration du président Johnson relative au blocus de Matamoras au Mexique.....	276
—	17 <i>Prusse</i> . Explications données par le comte de Bismark dans la séance de la Commission de l'Adresse de la Chambre des députés.	277
—	17 <i>Autriche</i> . Ordre du jour de l'archiduc Albert aux troupes.....	280
—	19 <i>Prusse</i> . Proclamation de M. de Patow, gouverneur civil, aux habitants de Francfort.....	281
—	20 <i>États-Unis</i> . Proclamation du président Johnson, déclarant la paix rétablie dans tous les États de l'Union, y compris le Texas....	282
—	20 <i>Prusse</i> . Rapport de la Commission de la Chambre des seigneurs sur le projet de loi relatif à l'annexion du Hanovre, de la Hesse-Electorale, de Nassau et de Francfort.....	286
—	20 <i>Haïti</i> . Message du Président Geffard aux Chambres.....	298
—	23 <i>Prusse</i> . Adresse de la Chambre des députés au Roi.....	302
—	24 <i>Prusse</i> . Réponse du Roi à l'Adresse de la Chambre des députés....	304
—	24 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Bigelow. Affaires du Mexique.	412
—	27 <i>Bavière</i> . Discours de M. Von der Pforden à la Chambre des députés.	305
—	27 <i>Italie</i> . Note de M. Visconti Venosta à M. d'Usedom, à Florence, au sujet de la conclusion de la paix entre l'Autriche et la Prusse...	307

1866

		Pages.
Août.	30 <i>Prusse</i> . Réponse du Roi à une députation du Hanovre.	308
Septembre.	1 <i>Prusse</i> . Rapport de la Commission de la Chambre des députés sur le projet de loi pour l'annexion du Hanovre, de l'électorat de Hesse, du duché de Nassau et de la ville de Francfort.	311
—	1 <i>Prusse</i> . Discours du comte de Bismarck dans la discussion du bill d'indemnité.	327
—	2 <i>Bavière</i> . Ordre du jour du prince Charles à l'armée.	329
—	7 <i>Prusse</i> . Projet de loi relatif à l'incorporation du Schleswig et du Holstein à la monarchie prussienne.	330
—	8 <i>Nassau</i> . Dernier ordre du jour du duc de Nassau à son armée.	332
—	11 <i>Prusse</i> . Protestation au Parlement de Berlin contre l'incorporation du grand-duché de Posen dans la Confédération du Nord.	333
—	16 <i>Brésil</i> . Discours de l'Empereur à la clôture des Chambres.	334
—	16 <i>France</i> . Circulaire du marquis de La Valette au sujet des événements survenus en Allemagne.	335
—	<i>Grèce</i> . Mémoire adressé par le Gouvernement grec aux Puissances protectrices, au sujet des événements de l'île de Crète.	340
—	17 <i>Pays-Bas</i> . Discours du Roi à l'ouverture des États généraux.	345
—	17 <i>Hesse-Electorale</i> . Proclamation de l'Electeur aux troupes pour les délier de leur serment de fidélité.	347
—	17 <i>Autriche</i> . Lettre de l'Empereur au prince Lobkowitz, gouverneur du Tyrol et du Vorarlberg, au sujet de l'institution d'une nouvelle médaille militaire.	348
—	19 <i>Prusse</i> . Proclamation du Roi lors de la rentrée des troupes à Berlin.	348
—	20 <i>Prusse</i> . Statut pour la fondation d'une croix commémorative de la guerre.	349
—	20 <i>Prusse</i> . Ordonnance d'amnistie.	350
—	20 <i>Saxe-Meiningen</i> . Abdication du duc Bernard en faveur de son fils.	351
—	21 <i>Saxe-Meiningen</i> . Proclamation d'avènement du duc Georges.	352
—	23 <i>Hanovre</i> . Protestation du Roi contre l'incorporation du Hanovre dans la monarchie prussienne.	353
—	25 <i>Wurtemberg</i> . Discours d'ouverture des Chambres.	359
—	26 <i>Turquie</i> . Discours d'Aali-Pacha à la clôture des séances de la Conférence sanitaire internationale.	360
—	26 <i>Mecklembourg-Schwérin</i> . Discours du Grand-Duc à l'ouverture de la Diète.	361
Octobre...	3 <i>Prusse</i> . Patente royale pour la prise de possession de l'ex-royaume de Hanovre.	362
—	3 <i>Prusse</i> . Proclamation du Roi aux habitants du Hanovre.	363
—	3 <i>Prusse</i> . Patente royale pour la prise de possession de la ci-devant ville libre de Francfort.	364
—	3 <i>Prusse</i> . Proclamation du Roi aux habitants de Francfort.	366
—	3 <i>Prusse</i> . Ordonnance relative à l'administration de la justice dans l'ex-royaume de Hanovre.	367
—	3 <i>Mecklembourg-Schwérin</i> . Message de clôture de la Diète.	368
—	5 <i>Hanovre</i> . Proclamation du Roi aux Hanovriens.	368
—	6 <i>Hanovre</i> . Proclamation royale pour délier les fonctionnaires hanovriens de leur serment de fidélité au Roi de Hanovre.	371
—	8 <i>Prusse</i> . Allocution du gouverneur civil, M. de Platow, après la lecture de la patente d'incorporation de la ville de Francfort à la monarchie prussienne.	373
—	8 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Bigelow. Affaires du Mexique.	412
—	9 <i>France. Italie</i> . Procès-verbal de la remise de la forteresse de Peschiera à la municipalité de la place.	374
—	12 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Bigelow à M. Seward. Affaires du Mexique.	413
—	13 <i>Autriche</i> . Lettre de l'Empereur au comte Belcredi, ministre d'Etat.	375

1866

		Pages.
Octobre...	13 <i>Wurtemberg</i> . Adresse de la Chambre des députés.....	376
—	15 <i>Prusse</i> . Adresse au Roi d'une députation du Hanovre.....	379
—	18 <i>Italie</i> . Proclamation du duc de La Verdura, à Vérone.....	382
—	19 <i>France, Italie</i> . Procès-verbal de la remise de la Vénétie à l'Italie par le général Le Bœuf.....	383
—	19 <i>États-Romains</i> . Allocution du Pape sur les affaires de Russie.....	386
—	19 <i>États-Romains</i> . Allocution du Pape en Consistoire secret.....	390
—	21 <i>Principautés-Unies</i> . Allocution du prince Charles.....	396
—	22 <i>États-Unis</i> . Instructions de M. Seward à M. Campbell. Mission au Mexique.....	414
—	23 <i>Principautés-Unies</i> . Lettre du prince Charles au Président du Conseil.....	397
—	26 <i>Saxe-Royale</i> . Proclamation du Roi à son peuple.....	398
—	26 <i>États-Unis</i> . Note du président Johnson à M. Stanton. Envoi du gé- néral Grant au Mexique.....	418
—	29 <i>Luxembourg</i> . Discours du prince Henri à l'ouverture de l'Assemblée des États.....	399
—	30 <i>États-Unis</i> . Note du président Johnson à M. Stanton. Envoi du gé- néral Sherman au Mexique.....	418
Novembre.	8 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Bigelow à M. Seward. Rapatriement des troupes françaises du Mexique.....	419
—	9 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Bigelow. Instructions de M. Campbell au Mexique.....	421
—	22 <i>États-Unis</i> . Note de M. Seward à M. Stanton. Instructions pour les troupes sur le Rio-Grande.....	422
—	23 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Campbell. Confirmation de ses instructions.....	422
—	23 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Bigelow. Départ des troupes françaises du Mexique.....	423

FIN DE LA TABLE DU QUATRIÈME VOLUME.

F. AMYOT.

